



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques
n^{os} 63, 64 et 65 p. 10-63

Questions au
Gouvernement p. 63-99

2023-2028

n° 26



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-06
Nouvelles lois	p. 07-09
Séances publiques	p. 10-63
63 ^e séance du jeudi 23 janvier 2025	p. 10-32
64 ^e séance du mardi 11 février 2025	p. 32-57
65 ^e séance du mercredi 12 février 2025	p. 57-63
Questions au Gouvernement	p. 63-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/03/2025

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Journée internationale des droits des femmes 2025



La Journée internationale des droits des femmes est l'occasion de se pencher sur la représentation des femmes au sein du Parlement luxembourgeois : 21 députées sur 60 élus sont des femmes, 2 sont cheffes de fil d'un groupe ou d'une sensibilité politique, 9 assurent la présidence d'une commission parlementaire et 2 sont présidentes d'une délégation auprès d'une assemblée parlementaire internationale.

Place 49 sur 190 à l'international

Dans le classement international de l'Union interparlementaire (UIP), le Luxembourg occupe la 49^e place sur 190 en ce qui concerne la représentation des femmes au sein des parlements (par rapport à une 53^e place il y a un an). La première position revient au Rwanda qui compte 51 femmes parmi 80 élus parlementaires. Les pays voisins du Grand-Duché se classent aux 29^e (Belgique) et 42^e (France) rangs. En Allemagne, les statistiques n'ont pas encore été publiées en raison des élections récentes.

Que fait la Chambre des Députés pour promouvoir l'égalité des genres ?

Le « Gender comité » mis en place en 2024 par le Bureau de la Chambre à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes a pour mission de concevoir, coordonner et réaliser un audit sur le genre visant à dresser un état des lieux des pratiques en matière d'égalité des genres et à formuler des recommandations.

L'audit se déroule en deux phases :

- la première, consacrée exclusivement à l'Administration parlementaire de la Chambre des Députés, devrait s'achever fin 2025 ;
- la seconde portera sur l'institution parlementaire dans sa dimension politique et devrait être finalisée d'ici fin 2026.

Ce travail permettra d'élaborer une stratégie plus ciblée et efficace en faveur de l'égalité des genres au sein de la Chambre. L'objectif ultime est de renforcer l'inclusivité du Parlement et de mettre en place des mesures concrètes garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes.

État des lieux de l'égalité des genres au sein de l'Administration parlementaire

L'Administration parlementaire compte actuellement 167 agents, dont 80 femmes. En matière de responsabilités, des progrès significatifs ont été réalisés : huit services sont dirigés par des femmes, contre sept par des hommes. Par ailleurs, l'un des trois postes de direction de l'Administration parlementaire est occupé par une femme.

Sensibilisation et formations sur l'égalité entre les femmes et les hommes

En 2024, plusieurs formations ont été organisées au sein de l'Administration parlementaire portant sur l'inclusion, l'égalité professionnelle, la santé mentale et la sensibilisation à la diversité.

Réforme du statut du député

La Chambre des Députés mène actuellement une réflexion sur la réforme du statut du député. Les publications scientifiques sur le sujet laissent entrevoir une

orientation vers une professionnalisation de cette fonction. Dans ce cadre, une note de recherche scientifique, réalisée par la Cellule scientifique de la Chambre, analyse le statut et les besoins spécifiques des femmes enceintes, accouchées et allaitantes.

Par ailleurs, des discussions sont en cours sur la mise en place de dispositifs de garde d'enfants ainsi que sur des aménagements dédiés aux personnes allaitantes, afin de favoriser une meilleure conciliation entre vie professionnelle et obligations parentales.

Engagement international en faveur de l'égalité des genres

Au niveau international, la Chambre des Députés vise à promouvoir l'égalité des genres par la participation de députés à des réseaux interparlementaires dédiés à la promotion de l'égalité des genres ou par l'organisation de réunions à ce sujet. Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise de l'Assemblée interparlementaire Benelux, une séance plénière sera spécifiquement consacrée à l'égalité des genres.



La conférence de sensibilisation à la diversité, en collaboration avec Rosa Lëtzebuerg, s'est adressée au personnel de l'Administration parlementaire.

La Mongolie et le Luxembourg, bientôt 50 ans de relations diplomatiques



La délégation parlementaire du Grand Khoural d'État a été reçue à l'Hôtel de la Chambre.

Une délégation du Grand Khoural d'État, le Parlement de Mongolie, a été reçue le 7 mars 2025 par les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les relations diplomatiques entre la Mongolie et le Grand-Duché ont été établies en 1976.

« Les 50 ans de nos relations diplomatiques doivent nous inciter à réfléchir à la manière dont nous pouvons développer notre coopération, notamment dans le secteur économique et en matière d'investissements. » C'est ce qu'a affirmé M. Ganzorig Temuulen, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Sécurité du Parlement de Mongolie, qui menait la délégation reçue à l'occasion d'une réunion bilatérale en salle plénière à l'Hôtel de la Chambre.

Les représentants de la Mongolie se sont félicités pendant l'échange de la coopération en place entre leur pays et le Luxembourg, notamment dans le domaine de la santé et des maladies cardiovasculaires.

Ils ont également exprimé leur reconnaissance pour le soutien financier luxembourgeois lorsque la Mongolie a perdu une large partie de son cheptel au cours de l'hiver entre 2023 et 2024 qui a été particulièrement rude. Ce type de catastrophe naturelle est connu sous le nom de « dzud », un phénomène pendant lequel les températures peuvent descendre à moins 30 °C.

Le Luxembourg et la Mongolie ont des points communs, comme l'ont souligné les députés. Les deux pays sont petits en termes de population (3,4 millions d'habitants pour la Mongolie) et n'ont pas d'accès à la mer. Une différence majeure reste cependant la situation géopolitique du pays de l'Asie orientale, comme l'a souligné le Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Yves Cruchten. La Mongolie est en effet entourée de deux voisins très puissants : la Russie et la Chine. Cette situation, ainsi que la dépendance du pays

envers ces grandes puissances, a fait partie de la discussion entre les deux délégations. Les représentants de la Mongolie ont affirmé compter sur le soutien du Luxembourg dans les années à venir et espèrent renforcer la coopération entre les deux pays. Un des objectifs évoqués a été celui de renforcer l'indépendance énergétique du pays. Ils ont encore signalé qu'une loi était en préparation afin d'attirer les investissements étrangers.

La discussion a également porté sur un accord pour faciliter l'obtention de visas pour les ressortissants mongoles. M. Cruchten a informé ses interlocuteurs que le projet de loi à cet effet devrait bientôt suivre son parcours législatif à la Chambre des Députés et être soumis au vote dans les meilleurs délais.

Les échanges se sont clôturés par une invitation de M. Temuulen aux membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région pour effectuer une visite parlementaire en Mongolie.

Visite de la Commission de la Justice de Slovénie



Mme Lena Grgurevič, Présidente de la Commission de la Justice de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie (au milieu) et cheffe de la délégation slovène, a été accueillie par son homologue luxembourgeois, M. Laurent Mosar, Président de la Commission de la Justice de la Chambre (1^{re} rangée, 2^e à gauche).

Le 11 mars 2025, des représentants de la Commission de la Justice de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie ont été reçus dans le cadre d'une visite de travail à la Chambre des Députés.

Après les étapes protocolaires d'usage, dont la signature du livre d'or de la Chambre des Députés, les deux délégations se sont entretenues pendant une heure. L'échange a porté sur les thèmes de l'État de droit, du vote obligatoire et de l'élargissement de l'Union européenne. Un autre sujet abordé a été celui de la désinformation et des manières de lutter contre les « fake news » tout en préservant le principe démocratique de la liberté d'expression.

Dans ce contexte, les députés ont notamment mis l'accent sur l'importance de l'éducation des jeunes pour leur permettre de développer un esprit critique et leur donner les ressources intellectuelles et culturelles nécessaires pour faire la distinction entre les sources d'information.

Mme Grgurevič a invité les membres de la Commission de la Justice de la Chambre des Députés à effectuer à leur tour une visite en Slovénie.

Renforcer les relations avec la République du Costa Rica

La situation en matière de migration, de protection de l'environnement et de transition verte au Costa Rica ainsi que la position de la République à l'égard de la guerre en Ukraine figuraient parmi les sujets abordés le 7 mars 2025 lors d'une entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères de Costa Rica, M. Arnoldo André Tinoco.

Les relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Costa Rica se sont intensifiées en 2023 grâce à l'ouverture d'une ambassade luxembourgeoise à San José, la capitale du Costa Rica, et la signature d'un accord-cadre de coopération. Lors de l'échange entre la délégation costaricienne et des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et du Bureau de la Chambre, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Ministre des Affaires étrangères du Costa Rica étaient d'accord quant au fait que le Costa Rica est considéré comme un pays politiquement stable. C'est un des rares pays qui ne dispose pas d'une armée permanente, une situation qui a particulièrement intéressé le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la

Grande Région, M. Gusty Graas. M. André Tinoco a expliqué au cours des discussions que la République peut s'appuyer sur un système de sécurité collectif de la région.

La politique de transition verte de la République était un autre sujet sur lequel M. Graas s'est renseigné lors de l'échange. Selon le Ministre costaricien, le développement et la protection de l'environnement vont de pair. 95 à 98 % de l'électricité du Costa Rica proviennent de sources renouvelables. Les parcs nationaux couvrent environ 30 % du territoire national et le Costa Rica utilise entre autres de l'énergie produite par les rivières et par l'activité volcanique.

Les flux migratoires auxquels le pays est confronté ainsi que la position de la République au sujet du conflit ukrainien ont intéressé certains députés de l'opposition. Le Costa Rica connaît depuis un bon moment des flux migratoires nord-sud provenant du Nicaragua et sud-nord provenant du Panama. Un flux migratoire renforcé de personnes qui n'ont pas pu poursuivre leur route vers les États-Unis est constaté, selon les explications fournies lors de l'entrevue.

Le Président de la Chambre des Députés a encore souligné qu'il est d'autant plus important de renforcer



Le Ministre des Affaires étrangères de la République de Costa Rica, M. Arnoldo André Tinoco, lors de l'entrevue à la Chambre des Députés

les relations existantes au vu de la situation géopolitique internationale. M. André Tinoco a affirmé de son côté que l'Amérique centrale et l'Europe partagent des liens culturels et que des relations renforcées avec l'Europe et le Luxembourg sont assurément appréciées.

Zoom sur le conseil scientifique dans le domaine parlementaire



Les participants à la première journée de l'atelier-conférence ont notamment représenté le RFICS, l'Administration parlementaire, la Cellule scientifique du Parlement et la Chaire de recherche en études parlementaires.

Comment améliorer constamment le conseil scientifique sur lequel les parlementaires peuvent appuyer leur travail législatif et leur prise de décisions ? Il s'agit d'une des questions centrales qui ont été examinées par les représentants des métiers impliqués dans le conseil scientifique auprès des représentants politiques de l'espace francophone lors d'un atelier-conférence du Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS) et de la Chambre des Députés, qui s'est tenu les 6 et 7 mars 2025 au Cercle Cité.

Parmi les piliers sur lesquels repose le conseil scientifique aux parlementaires figurent les bibliothèques et archives parlementaires, les services de recherche internes non partisans et le travail de recherche et de collecte de données des services des commissions

parlementaires, tout comme des partenariats entre parlements et universités et services de recherche externes.

Les échanges lors des ateliers et panels qui réunissent des représentants scientifiques et politiques ont porté notamment sur :

- le dialogue entre les acteurs scientifiques, les représentants politiques et le grand public ;
- les besoins et attentes des parlementaires en matière de données scientifiques sur lesquelles des décisions législatives et politiques peuvent être basées ;
- les meilleures pratiques dans la transmission de connaissances scientifiques aux parlementaires ;
- les défis en matière d'objectivité, d'accessibilité et de gestion de l'incertitude scientifique.

Les principales pistes de réflexion ainsi que les recommandations qui seront formulées sur base des échanges seront publiées en libre accès par le Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS) et la Cellule scientifique de la Chambre des Députés.

Dans son discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a insisté sur l'importance de rendre la science accessible à tous dans un monde où sa complexité peut être perçue comme un frein. Il a souligné que la science ne doit pas rester confinée dans un langage strictement réservé aux experts, mais qu'elle doit être traduite en un langage clair et pédagogique afin d'alimenter le débat public et d'éclairer les décisions politiques.

« La communication est un vecteur de la démocratie »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Le Président a insisté sur le fait que « la communication est un vecteur de la démocratie », car elle permet à une société moderne de débattre des enjeux actuels et de participer activement à la construction de l'avenir. Pour que cette communication soit efficace et crédible, M. Wiseler a mis en avant qu'elle doit reposer sur trois principes fondamentaux : neutralité, indépendance et rigueur scientifique.

La Cellule scientifique de la Chambre des Députés s'engage dans le RFICS depuis la mise en place du réseau en automne 2022. Il s'agit du premier atelier-conférence du Réseau organisé en Europe. En outre, la Chambre des Députés entretient un partenariat avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg qui contribue régulièrement au soutien scientifique au Parlement.

Recherche scientifique au Parlement

Le système de retraite – Présentation et état des lieux de l'assurance vieillesse au Luxembourg

Les principaux éléments de cette note de recherche peuvent être résumés ainsi :

Le système de retraite au Luxembourg, à l'instar de ceux d'autres pays, est organisé selon trois piliers. Le premier pilier désigne l'assurance pension de la sécurité sociale publique. Le deuxième pilier est régi par la législation sur les régimes complémentaires de pension, mis en place par les employeurs pour leurs salariés. Le troisième pilier concerne la prévoyance-vieillesse individuelle.

Au sein du premier pilier, il faut distinguer plusieurs régimes : le régime général et les régimes du secteur public. Le terme « pension » désigne la pension de vieillesse, la pension d'invalidité et la pension de survie. La présente note se limite à la pension de vieillesse.

Le régime général

Le régime général concerne le secteur privé (tous les salariés et indépendants sans exception) ainsi que les employés de statut privé du secteur public.

Le financement du régime général est assuré selon le principe de répartition par les cotisations des actifs, de leurs employeurs ainsi que des contributions de l'État.

Le taux de cotisation global s'élève à 24 %, dont un tiers à charge de l'État. Dans le cas d'une activité salariale, un tiers est à charge du salarié, et un tiers à charge de l'employeur. Dans le cas d'une activité indépendante, deux tiers sont à charge de l'assuré.

Ce taux est fixé pour une période de couverture de dix ans, sur base de projections de l'Inspection générale de la sécurité sociale, et doit permettre le maintien d'une réserve d'au moins 1,5 fois le montant des prestations annuelles. En 2023, la réserve s'élevait à 4,25 fois les prestations annuelles.

L'âge légal de départ à la retraite est fixé à 65 ans. L'accès à une pension de vieillesse anticipée à partir de 57 ans ou de 60 ans est possible sous certaines conditions.

Les montants des pensions du régime général se composent de majorations forfaitaires, qui dépendent de la durée de la carrière d'assurance d'une personne (périodes effectives et complémentaires), et de majorations proportionnelles, qui dépendent principalement de la masse salariale accumulée au cours de la carrière.

Une allocation de fin d'année a été introduite en 2002. Son calcul dépend de la durée de la carrière

d'assurance (périodes effectives et complémentaires) et son application est liée à la situation financière du régime général.

La législation définit également les pensions minima (au 1^{er} janvier 2025, pour une carrière de 40 ans : 2.293,55 euros) et maxima (au 1^{er} janvier 2025 : 10.618,30 euros).

Les pensions sont adaptées au coût de la vie (chaque fois qu'une tranche indiciaire vient à échéance). De plus, les pensions sont réajustées (adaptées au niveau de vie), si la situation financière du régime le permet.

En 2023, le régime général comptait 156.401 bénéficiaires. La pension de vieillesse moyenne s'élevait à 2.643,95 euros. L'âge moyen de départ à la retraite était de 61,4 ans. En ce qui concerne le flux des pensions de vieillesse, 50,8 % étaient transférées à des bénéficiaires résidant à l'étranger.

Les régimes du secteur public

À côté du régime général, il existe les régimes statutaires du secteur public. Les principaux, et régis par la même législation, sont ceux de la fonction publique, des communes et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCF), chacun ayant son organe de gestion des pensions. Il n'existe pas de taux de cotisation global, mais un prélèvement de 8 % est perçu sur les traitements des agents publics.

Chaque régime statutaire comprend un régime spécial et un régime spécial transitoire.

Les régimes spéciaux (quel que soit le régime statutaire) sont alignés sur le régime général, avec quelques différences, comme le financement du régime ou l'absence de pensions maxima. Ils concernent tout agent entré en service après le 31 décembre 1998.

Les régimes spéciaux transitoires (de tous les régimes statutaires) concernent tout agent entré en service avant le 1^{er} janvier 1999. Ils diffèrent des régimes spéciaux notamment par la détermination du montant de la pension, qui est calculé comme fraction du dernier traitement, en fonction de la situation individuelle du bénéficiaire. La limite d'âge est fixée à 65 ans avec dix années de service ; une pension de vieillesse anticipée à 57 ans ou une retraite progressive est possible. Des dispositions spéciales en ce qui concerne l'âge de départ à la retraite s'appliquent aux militaires de carrière et membres du cadre policier.

Il existe encore des régimes statutaires de taille limitée dans le secteur public, à savoir ceux de la Banque centrale du Luxembourg et des institutions de la sécurité sociale, ainsi que les régimes des fonctionnaires des organisations internationales.

En 2023, on dénombrait 16.145 pensions de vieillesse (État, communes, SNCF et institutions de la sécurité sociale). La fonction publique (l'État) est le régime statutaire le plus important, avec 11.417 pensions personnelles (pensions de vieillesse et d'invalidité) au 1^{er} janvier 2024.

Les deuxième et troisième piliers

Les deuxième et troisième piliers sont des systèmes complémentaires volontaires dont le financement est assuré par capitalisation. Les cotisations sont utilisées pour constituer une épargne individuelle. Les cotisations sont fiscalement déductibles jusqu'à un certain plafond.

Le deuxième pilier, c'est-à-dire les régimes de pension complémentaires (RCP) offerts par les employeurs, est légalement encadré depuis 1999. L'IGSS a recensé 2.053 plans actifs au 31 décembre 2022. La part des employeurs proposant un RCP actif et/ou fermé s'élevait à 6,20 %.

En ce qui concerne le troisième pilier, c'est-à-dire les régimes de prévoyance-vieillesse individuelle, les données disponibles sont très parcimonieuses. Selon les dernières informations disponibles, 73.000 ménages cotisaient à un régime de prévoyance vieillesse individuelle en 2022.

Bien que la requête à la Cellule scientifique porte également sur les deuxième et troisième piliers ainsi que sur leurs avantages et désavantages, force est de constater que la littérature sur le sujet est quasi inexistante. Ces piliers offrent des avantages fiscaux, mais demeurent relativement moins répandus.

Résumé de la note de recherche scientifique par Dr Fabio Spirinelli, « Le système de retraite – Présentation et état des lieux de l'assurance vieillesse au Luxembourg », Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Luxembourg, 3 mars 2025.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Accord bilatéral aérien avec Hong Kong

8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Le projet de loi n° 8334 vise à approuver l'échange de lettres entre le Gouvernement de Hong Kong et le Gouvernement du Luxembourg portant amendement de l'accord aérien bilatéral signé à Hong Kong le 3 juin 1998. Cet accord est la confirmation de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens ayant pour objectif d'assurer les perspectives tant des compagnies aériennes nationales en leur procurant un maximum de droits de trafic, que de l'aéroport de Luxembourg comme plate-forme internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Dans le contexte de la libéralisation du transport aérien au sein de l'Union européenne, l'accord concerné par le présent projet de loi intègre des clauses spécifiques au droit communautaire, notamment celles relatives à la désignation, à la révocation et au contrôle des transporteurs aériens. L'intégration de ces clauses répond aux exigences du Règlement (CE) 847/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004.

Le contenu de l'accord s'inspire en partie du modèle proposé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et inclut des ajustements spécifiques pour répondre aux besoins nationaux et aux attentes des partenaires contractants. Les principaux éléments contenus dans l'accord sont les suivants :

- les définitions terminologiques arrêtées par la Convention de Chicago, signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- l'indication des droits octroyés pour l'exploitation des services, c'est-à-dire le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
- l'inclusion de la clause dite de désignation européenne garantissant le principe selon lequel un transporteur aérien de l'Union européenne (ci-après « UE ») établi dans un État membre de l'UE a droit à un accès non discriminatoire au marché créé par les accords relatifs aux services aériens conclus entre un État membre autre que celui de son établissement principal et les pays tiers. Ainsi, ce principe issu des arrêts dits « Ciel ouvert » rendus par la Cour de justice de l'Union européenne, permet à un transporteur aérien d'être désigné par un État membre alors même que cet État membre n'est pas celui qui octroie sa licence d'exploitation ;
- la stipulation permettant la limitation voire le retrait d'une autorisation dans le cas où le transporteur ne se conforme pas aux termes de l'accord, ni aux lois et règlements de la partie contractante ayant délivré l'autorisation ;
- l'exonération, sous certaines conditions, de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires des avions utilisés, y compris les équipements normaux, le carburant, les pièces de rechange, les provisions de bord etc. ;
- les principes déterminant la capacité mise en œuvre (donc la charge payante disponible) et son adaptation à la demande de trafic ;
- la procédure d'établissement des tarifs ;
- l'application des lois et règlements internes ;
- l'engagement des parties contractantes de faire respecter les conventions internationales existantes en matière de sûreté de l'aviation civile ;
- le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie contractante ;
- le principe de la consultation périodique entre les autorités aéronautiques ;
- la procédure de règlement des différends ;
- l'engagement d'adapter l'accord à toute convention multilatérale ultérieure, liant les parties en matière aéronautique ;
- l'égalité des chances des opérateurs aériens désignés ainsi que la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

L'accord sous objet prévoit des dispositions importantes pour garantir son application et son adaptabilité. Il inclut la possibilité pour les parties contractantes de demander des amendements ou de dénoncer l'accord, offrant ainsi une flexibilité nécessaire à son évolution. La production de statistiques sur le trafic aérien est également prévue, permettant d'assurer une transparence et une gestion efficace des services aériens.

En outre, le principe de non-discrimination dans l'application des taxes aéroportuaires est explicitement établi, garantissant un traitement équitable pour toutes les compagnies aériennes opérant dans le cadre de l'accord. Une procédure claire pour l'entrée en vigueur de l'accord est également définie, assurant une mise en application ordonnée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23/10/2023

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2025

Accord bilatéral aérien avec l'Indonésie

8366 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Indonesia on air services », fait à Jakarta, le 25 mai 2023

Le projet de loi n° 8366 vise à approuver l'accord bilatéral entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Indonésie signé le 25 mai 2023 à Jakarta. Cet accord est la confirmation de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens ayant pour objectif d'assurer les perspectives d'avenir tant des compagnies aériennes nationales en leur procurant un maximum de droits de trafic, que de l'aéroport de Luxembourg comme plateforme internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Dans le cadre de la libéralisation européenne du transport aérien, l'Union européenne, en tant que marché aérien unique, joue un rôle croissant. L'accord concerné par ce projet de loi intègre des clauses conformes au droit communautaire, notamment celles relatives à la désignation, à la révocation et au contrôle des transporteurs, conformément au Règlement (CE) 847/2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004.

Cet accord s'inspire du modèle proposé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) tout en intégrant des adaptations spécifiques aux exigences de l'Union européenne. Une fois ratifié, il sera enregistré auprès de l'OACI, renforçant ainsi son caractère officiel et international. L'État contractant, en l'occurrence l'Indonésie, est également membre de cette organisation.

En termes de contenu, cet accord est similaire à d'autres accords aériens bilatéraux conclus précédemment par le Grand-Duché de Luxembourg. Il contient des dispositions essentielles telles que celles concernant les tarifs, les activités commerciales et la sécurité de l'aviation. Ces dispositions sont largement reconnues et acceptées par la communauté internationale. Cependant, des articles supplémentaires, adaptés aux besoins spécifiques exprimés par les parties contractantes, garantissent une prise en compte des particularités nationales.

L'accord intègre des éléments fondamentaux qui assurent une exploitation aérienne fluide et équitable entre les parties, notamment :

- les définitions terminologiques arrêtées par la Convention de Chicago, signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- l'indication des droits octroyés pour l'exploitation des services, c'est-à-dire le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
- l'inclusion de la clause dite de désignation européenne garantissant le principe selon lequel un transporteur aérien de l'Union européenne (ci-après « UE ») établi dans un État membre de l'UE a droit à un accès non discriminatoire au marché créé par les accords relatifs aux services aériens conclus entre un État membre autre que celui de son établissement principal et les pays tiers. Ainsi, ce principe issu des arrêts dits « Ciel ouvert » rendus par la Cour de justice de l'Union européenne permet à un transporteur aérien d'être désigné par un État membre alors même que cet État membre n'est pas celui qui octroie sa licence d'exploitation ;
- la stipulation permettant la limitation voire le retrait d'une autorisation dans le cas où le transporteur ne se conforme pas aux termes de l'accord, ni aux lois et règlements de la partie contractante ayant délivré l'autorisation ;
- l'exonération, sous certaines conditions, de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires des avions utilisés, y compris les équipements normaux, le carburant, les pièces de rechange, les provisions de bord, etc. ;
- les principes déterminant la capacité mise en œuvre (donc la charge payante disponible) et son adaptation à la demande de trafic ;
- la procédure d'établissement des tarifs ;
- l'application des lois et règlements internes ;

- l'engagement des parties contractantes de faire respecter les conventions internationales existantes en matière de sûreté de l'aviation civile ;
- le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie contractante ;
- le principe de la consultation périodique entre les autorités aéronautiques ;
- la procédure de règlement des différends ;
- l'engagement d'adapter l'accord à toute convention multilatérale ultérieure, liant les parties en matière aéronautique ;
- l'égalité des chances des opérateurs aériens désignés ainsi que la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

En outre, l'accord prévoit la possibilité d'amendements ou de dénonciations à la demande d'une des parties contractantes. La production de statistiques sur le trafic aérien, la non-discrimination dans l'application des taxes aéroportuaires et une procédure claire pour l'entrée en vigueur sont également incluses dans le texte.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2025

Accord bilatéral aérien avec l'Arabie Saoudite

8367 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia on air services », fait à Paris, le 20 juin 2023

Le projet de loi n° 8367 vise à approuver un accord bilatéral entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite signé le 20 juin 2023 à Paris. Cet accord est la confirmation de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens ayant pour objectif d'assurer les perspectives d'avenir tant des compagnies aériennes nationales en leur procurant un maximum de droits de trafic, que de l'aéroport de Luxembourg comme plateforme internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Dans le contexte de la libéralisation européenne du transport aérien, l'Union européenne, en tant que marché unique, joue un rôle croissant. Le présent accord intègre des clauses conformes aux exigences du droit communautaire, en particulier en matière de désignation, de révocation et de contrôle des transporteurs aériens, conformément au Règlement (CE) 847/2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004. Après sa ratification, l'accord sera enregistré auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), garantissant ainsi son intégration dans le cadre international.

Ce texte s'inspire largement du modèle d'accord proposé par l'OACI et reprend les dispositions traditionnellement considérées comme des piliers d'un accord sur les services aériens. Il couvre notamment les aspects liés aux tarifs, aux activités commerciales ainsi qu'à la sécurité et à la sûreté de l'aviation. Ces dispositions, largement acceptées par la communauté internationale, sont complétées par des articles spécifiques répondant aux besoins particuliers des partenaires contractants.

L'accord prévoit également des mécanismes d'amendement ou de dénonciation, ainsi que la production de statistiques sur le trafic aérien et des garanties de non-discrimination dans l'application des taxes aéroportuaires. Une annexe détaille les itinéraires prévus entre le Luxembourg et des destinations en Arabie Saoudite, avec des possibilités d'escales intermédiaires ou au-delà dans des pays tiers. Les points d'escale spécifiques seront définis ultérieurement, en fonction des besoins des compagnies aériennes.

Enfin, l'accord a été soumis aux procédures de notification européenne via la plateforme sécurisée CIRCABC. Ces notifications, couvrant l'ouverture et la clôture des négociations, garantissent une transparence et une conformité totale avec les règles communautaires.

L'accord entre le Luxembourg et le Royaume d'Arabie Saoudite, signé à Paris le 20 juin 2023, revêt une importance stratégique pour le développement des échanges bilatéraux. Il s'appuie sur l'accord aérien de 2011 et la coopération solide établie depuis 2005 entre Cargolux et les autorités saoudiennes. Le nouvel accord consolidera davantage les relations commerciales et renforcera le rôle du Luxembourg dans le secteur logistique.

Cet accord permettra notamment à Cargolux d'établir une escale clé dans la région du Golfe pour ses vols à destination de l'Asie de l'Est. Avec des vols réguliers vers Dammam depuis 2005 et Riyad depuis 2008, la demande pour les services de Cargolux en Arabie Saoudite continue de croître, atteignant 22.000 tonnes de marchandises transportées en 2022. Cette dynamique s'inscrit dans l'initiative « Vision 2030 » du Royaume, qui vise à augmenter la capacité de fret aérien à 4,5 millions de tonnes d'ici 2030, contre 800.000 tonnes en 2021.

L'Arabie Saoudite, avec son économie en pleine diversification, joue un rôle central dans la région du Golfe. Ce partenariat offre au Luxembourg une opportunité stratégique de renforcer sa présence dans une région économiquement dynamique et de développer de nouvelles routes vers l'Asie du Sud et de l'Est. Par ailleurs, les contraintes liées à la fermeture des espaces aériens russe et iranien renforcent l'importance de ce partenariat pour les opérateurs luxembourgeois.

En facilitant la mobilité des biens et des personnes, cet accord constituera un levier important pour développer le commerce entre le Luxembourg et l'Arabie Saoudite, ainsi qu'avec d'autres marchés asiatiques.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2025

Espace aérien commun avec l'Arménie

8372 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 novembre 2021

Le projet de loi n° 8372 vise à approuver l'accord relatif à la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne, ses États membres, et la République d'Arménie. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la politique d'aviation externe de l'Union européenne, telle qu'énoncée dans la Communication de la Commission de 2012, « La politique extérieure de l'UE dans le domaine de l'aviation – anticiper les défis à venir », et des conclusions du Conseil du 7 décembre 2015 autorisant l'ouverture des négociations.

L'objectif de cet accord est de créer un espace aérien unique élargi fondé sur les normes européennes, favorisant une ouverture progressive du marché aérien tout en assurant la convergence réglementaire et le respect des principes de non-discrimination et de concurrence équitable entre les opérateurs économiques.

Cet accord revêt une nature particulière en raison du statut de la République d'Arménie en tant que pays voisin de l'Union européenne, couvert par le partenariat de voisinage. Contrairement aux accords conclus avec des pays tiers plus éloignés (par exemple le Qatar ou la Colombie), il vise à intégrer l'Arménie dans l'espace aérien unique élargi de l'UE, au même titre que d'autres pays voisins tels que les Balkans occidentaux ou l'Ukraine.

Outre la libéralisation du marché aérien, l'accord impose l'extension des règles et normes européennes à cet espace aérien commun. Il s'agit notamment des exigences en matière de concurrence équitable, des normes environnementales et sociales ainsi que des dispositions liées à l'acquis communautaire dans le domaine de l'aviation.

Dans ce nouvel espace aérien commun, les transporteurs aériens de l'Union européenne et de la République d'Arménie pourront offrir librement leurs services. La convergence réglementaire garantira un cadre équitable pour tous les acteurs, renforçant ainsi la coopération entre les deux parties.

L'accord a été signé à Bruxelles le 15 novembre 2021, marquant une étape importante dans l'intégration de l'Arménie dans le cadre réglementaire européen en matière d'aviation.

Le Luxembourg bénéficie déjà d'un accord bilatéral très libéral avec la République d'Arménie, offrant une grande flexibilité aux opérateurs luxembourgeois de cargo aérien. Cet accord permet actuellement de proposer des services entre le Luxembourg et l'Arménie, ainsi qu'entre l'Arménie et des pays tiers, sans limitations de fréquence ni de capacité, et ce jusqu'à la septième liberté de l'air.

Bien que l'accord européen ne crée pas de nouvelles libéralisations pour le marché entre le Luxembourg et l'Arménie, il offre aux opérateurs luxembourgeois la possibilité d'opérer des vols à destination de l'Arménie depuis n'importe quel aéroport situé dans l'Union européenne. Cela élargit le champ opérationnel et apporte une flexibilité précieuse pour optimiser les services et répondre aux besoins des clients.

Au-delà de cet avantage opérationnel, l'accord présente des bénéfices importants grâce à l'harmonisation des normes réglementaires sur la base de l'acquis européen. L'inclusion de dispositions relatives à des conditions de concurrence équitables constitue un intérêt significatif, non seulement pour le Luxembourg, mais également pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

De plus, cet accord s'inscrit dans une vision stratégique plus large pour le Luxembourg. En renforçant la coordination et l'intégration au niveau européen, il ouvre de nouvelles opportunités pour étendre le réseau de droits de trafic des opérateurs luxembourgeois à des routes aériennes potentielles. Cela permettra de renforcer davantage la position du Luxembourg comme hub logistique international dans le secteur du cargo aérien.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2025

Accord sur le transport aérien avec l'Asie du Sud-Est

8374 – Projet de loi portant approbation de l'Accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bali, le 17 octobre 2022

Le projet de loi n° 8374 vise à approuver l'accord sur le transport aérien entre l'Union européenne, ses États membres, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Cet accord s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'aviation pour l'Europe, publiée en décembre 2015 par la Commission européenne, qui met l'accent sur le renforcement de la compétitivité de l'aviation européenne.

Les négociations, entamées en 2016 après l'autorisation donnée par le Conseil le 7 juin 2016, se sont conclues le 2 juin 2021. L'accord a été signé le 17 octobre 2022 à Bali, accompagné d'un compte rendu des engagements pris par les parties pour mettre en œuvre, dès la signature, certaines dispositions, notamment celles concernant les droits de trafic et les autorisations d'opération.

Cet accord marque une avancée majeure dans le domaine de la libéralisation des marchés aériens. Il s'agit du premier accord mondial de transport aérien entre deux blocs régionaux, établissant ainsi un cadre unique pour des échanges basés sur une concurrence équitaine.

En vertu de cet accord, les compagnies aériennes de chaque bloc pourront opérer un nombre illimité de vols entre les deux régions. Elles bénéficieront également de droits de trafic de cinquième liberté pour fournir jusqu'à quatorze services hebdomadaires de transport de passagers et un nombre illimité de services de fret. Ces droits permettent d'effectuer des vols via des pays tiers ou vers des pays situés au-delà des régions respectives.

En outre, l'accord établit les bases d'une coopération renforcée dans des domaines clés, notamment la sécurité aérienne, la gestion du trafic aérien, la protection des consommateurs ainsi que les questions environnementales et sociales. Ces éléments renforcent non seulement la connectivité, mais aussi la durabilité et l'équité dans les relations aériennes entre les deux blocs.

Cet accord s'inscrit dans un ensemble de mandats de négociation attribués simultanément à d'autres pays tels que le Qatar, la Turquie, les Émirats arabes unis et Oman. Bien que certains de ces pays présentent un intérêt plus direct pour les opérateurs luxembourgeois, l'équilibre global des mandats contribue à renforcer les opportunités pour les transporteurs européens, y compris ceux basés au Luxembourg.

Le Luxembourg entretient déjà des accords ou des arrangements bilatéraux avec sept États membres de l'ANASE, bien que ces accords varient en termes d'ouverture des marchés, de restrictions et d'exigences administratives. L'accord signé entre l'UE et l'ANASE étend ces possibilités en offrant des opportunités commerciales supplémentaires et des flexibilités opérationnelles accrues aux opérateurs de fret luxembourgeois.

Il convient de noter que les trois pays de l'ANASE avec lesquels le Luxembourg n'a pas d'accord bilatéral – le Brunei Darussalam, le Myanmar et le Laos – seront désormais inclus dans le cadre de l'accord multilatéral. Cette inclusion apporte un levier supplémentaire pour résoudre d'éventuelles difficultés administratives ou opérationnelles dans ces pays.

Le marché de l'ANASE, en forte croissance, constitue un segment stratégique pour les transporteurs de fret luxembourgeois. Certaines destinations au sein de l'ANASE revêtent une importance particulière pour le Luxembourg, et cet accord fournit aux opérateurs et à l'administration des outils supplémentaires pour exploiter pleinement ce potentiel.

En outre, cet accord s'aligne sur les ambitions luxembourgeoises de renforcer son rôle en tant que hub logistique européen et mondial. Il offre une plus grande flexibilité pour optimiser les opérations et répondre à la demande croissante des services de fret aérien vers cette région dynamique.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2025

Sommaire

- | | | |
|---|-------|--|
| <p>1. Ouverture de la séance publique
M. Claude Wiseler, Président</p> | p. 10 | |
| <p>2. Interpellation de M. Marc Spautz sur l'importance et la revalorisation des professions de santé
Exposé : M. Marc Spautz
Débat : M. Gérard Schockmel M. Georges Engel Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 1) Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Motion 1 : M. Marc Spautz M. Georges Engel Mme Alexandra Schoos
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)</p> | p. 10 | |
| <p>3. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas
Exposé : M. Gusty Graas</p> | p. 20 | |
| <p>4. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la reprise des travaux sur l'avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique
Discussion générale : M. Marc Spautz Mme Alexandra Schoos Mme Djuna Bernard M. Sven Clement Mme Paulette Lenert
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Vote sur la motion modifiée (rejetée)</p> | p. 21 | |
| <p>5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du développement de l'agrivoltaïsme au Luxembourg
Exposé : M. Jeff Boonen
Débat : M. Luc Emering M. Ben Polidori M. Jeff Engelen M. Meris Sehic M. Marc Goergen M. David Wagner</p> | p. 22 | |
| | | Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture) Mme la Ministre Martine Hansen M. Ben Polidori (parole après ministre) M. le Ministre Lex Delles |
| | | 6. Question élargie n° 30 de M. Laurent Mosar au sujet de l'implantation de l'entreprise Google à Bissen
M. Laurent Mosar M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme M. Laurent Mosar M. le Ministre Lex Delles |
| | | 7. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten
Exposé : M. Yves Cruchten |
| | | 8. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'extension du travail dominical et des heures d'ouverture dans le commerce de détail
Discussion générale : Mme Carole Hartmann Mme Stéphanie Weydert M. Sven Clement M. Georges Engel M. Jeff Engelen M. David Wagner Mme Djuna Bernard
Vote sur la motion (rejetée) |
| | | 9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation des droits humains des Tatars de Crimée sous occupation russe
Discussion générale : M. Sven Clement Mme Sam Tanson (interventions de M. Sven Clement et M. Guy Arendt) M. Laurent Zeimet M. Yves Cruchten M. Fred Keup M. Gusty Graas Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner
Vote sur la résolution (adoptée) |
| | | Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président |
| | | Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, Ministres |

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Interpellation de M. Marc Spautz sur l'importance et la revalorisation des professions de santé

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtteg mat enger Interpellatioun vum Här Marc Spautz iwwert de Stellewäert an d'Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gérard Schockmel, den Här Georges Engel, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Auteur vun der Interpellatioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et war mer e Begier, nodeem ech schonn eng Kéier viru fénnef Joer eng änlech Interpellatioun gefrot hat iwwert de Stellewäert vun de Gesondheetsberuffer, obwuel viru fénnef Joer de Kader an d'Émstänn relativ anescht waren ... Viru fénnef Joer stounge mer owes um hallwer aacht – ech ginn dovun aus, jiddwereen heibannen – um Balcon ze klappen, um Balcon ze klappe fir Leit, deene mer eis Sympathie wollten ausdrécken, well déi sech Dag an

Dag aus dee Moment em déi Leit bekëmmert hunn, déi an der Covidkris waren.

Dat war deemools eng Diskussioun, déi mer heibanne gefouert hunn – net heibannen, well ech wëll drun erënneren, dass mir dee Moment nach am Cercel souzen –, wou mer deemools am Cercel och eng länger Zäit iwwert déi Thematik geschwat hunn a wou mer eis deemools alleguerten op ..., ech wëll net soen op d'Schëller geklappt hunn, mee wou mer eis alleguerten eens waren: Wa mer eis auslännesch Matbierger, souwuel déi, déi hei am Land wunnen, wéi déi, déi iwwert d'Grenz all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, net hätten, da kéinte mer, iwwerspëtzt formuléiert, de Schlüssel énnert d'Dier leeën. A wa meng statistesch Donnéeën, déi ech fonnt hunn, richtig sinn, huet d'Situatioun sech net verbessert, wat d'Leit ubelaangt, mee et ass au contraire nach méi e groussen Undeel gi vun Netresidenten, déi an deene Secteuren derbäikomm sinn.

Ech hu mech dann och e bëssen international emgekuckt an ech soen Iech do näischt Neits an Dir wësst dat alleguer. Ech hunn hei eng Zeitung, eng grouss däitsch Zeitung, déi am südliche Raum erauskënn. D'„Süddeutsche“ schreift: „Wir hätten ein riesengroßes Problem, wenn wir die ausländischen Kräfte im Gesundheitswesen nicht hätten.“ Dat ass d'„Süddeutsche Zeitung“ vum 15. Januar 2025. Och a Frankräich, an Éisträich – dat ass zwar de Moment net ëmmer dat bescht Beispill – an an der Schwäiz soen se, dass se, wa se net déi auslännesch Kräften hätten, déi an deene Secteuren aktiv sinn, Schwieregkeeten hätten. Eis belsch Kolleegen hei vir am Eck an idem eis däitsch Kolleegen hei vir an der Region soen, hinne géif et besser goen, wa mir se net all géifen ofwerben, well mer aus der Belsch, aus Däitschland an aus Frankräich e groussen Undeel vun deene Leit am Fleegeseक्टर hunn, wou mer awer och wëssen,

dass den Interêt vu belscher Säit a vun däitscher Säit net méi dee selwechten ass an net méi esou grouss ass wéi virun. Dat huet ënner anerem sécherlech mat den Aarbechts- a Lounkonditiounen ze dinn. Dat huet awer och mat de Verkéierskonditiounen ze dinn, well wann ee soss vun Daun oder vu Wittlich op Lëtzebuerg eng Stonn gebraucht huet, sou ass dat an Zwéschenzäit méi ginn. Och dat wäert sécherlech dozou bäigedroen hunn.

Ech wëll haut domat awer drun erënneren, dass d'Gesondheetsberuffer eng fundamental Stäip vun eise System sinn. Ech wëll op d'Problematik hiweisen, dass mer an de Gesondheetsberuffer, wa mer dovun schwätzen, ob dat elo d'Infirmière ass, ob dat d'Aide-soignante ass, ob dat d'ATM (ndlr: Assistants techniques médicaux) de chirurgie, ATM de radiologie sinn – ech halen elo léiwer op, soss hunn ech bestëmmt iergendee vergiess – oder ob dat eis Doktere sinn, hei zu Lëtzebuerg net alleguerten déi Leit hunn, déi mer bräichten, fir dass mer eise System esou kéinte lafe loossen, wéi et misst sinn.

An dofir ass et och wichteg, dass mer eng Kéier doriwirer schwätzen an dass mer nach eng Kéier dorop opmierksam maachen, well d'Diskussiounen no bausse sinn net méi déi selwecht wéi viru fénnef Joer, wou ech awer elo hannendrop soen: „Gott-seidank hu mer dat mat Covid gepackt.“ Mee et ass awer och wichteg, dass mer dee Wake-up-Call, dee mer während der Coronakris haten ..., dass et awer och elo Zäit gëtt, dass mer nach eng Kéier driwwer diskutéieren an net nëmmen driwwer diskutéieren, mee kucken, wat mer kënnen maachen, fir dass mer déi Beruffer valoriséieren an dass et och méiglech wäert sinn, dass mer ... Selbstversorger ass elo vläit e bëssen iwwerdriwwen, well ech mengen, dass mir nach eng Kéier Selbstversorger ginn an där Branche, dat, muss ech éierlech soen, kann ech mer net méi

virstellen, mee dass mer et awer fäerdegbréngen, dass den Undeel vun deene Leit hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet, well et och wichteg ass, dass mer och do Leit mobiliséiere fir déi Beruffer, déi do gebraucht ginn, dass déi encouragéiert ginn, déi Beruffer ze maachen, an dass et och dofir wichteg ass, dass mer doriwuer diskutéieren, mat de Leit diskutéieren an och kucken, wou de Problem läit.

De Mangel u Fachleit bleift fir de Gesondheets- an de Flegesecteur ee vun deene gréisste Problemer. Och wa mir déi beschte Maschinnen hunn an déi schéinste Motiounen heibanne stëmmen – iwwerall am ganze Land misste mer 24 Stonnen op 24 alles kënnen maachen – a mir hunn net déi Dokter an dat Fleegepersonal, déi dofir noutwendeg sinn, da kënnen mir nach ëmmer soen: „Mir brauchen dat iwwerall“, mee dann ass dat net méiglech. An och däss solle mer eis bewusst ginn, wa mer do heiansdo Fuerderunge stellen, dass am ganze Land 24 Stonnen op 24 Stonnen alles misst méiglech sinn an dass et onerlässlech wier, allkéiers mussen an d'Stad ze fueren, fir déi oder déi Agrëffer gemaach ze kréien. Mee da musse mer et och fäerdegbréngen, dass mer dat Personal hunn, fir dat op all deene Sitte kënnen ze maachen.

De Personalmangel ass alarment an domadder soen ech Iech heibannen alleguerten näischt Neits. Mir hu souwuel am Spidolsberäich wéi och am Beräich vum Flegesecteur Alarmriff vun deenen eenzelne Leit, déi iwwert de Manktem vun de Ressourcen diskutéieren. Bis 2026 wäerten iwwer 150 Vollzäitplaze fräi gi fir Aide-soignanten an Infirmiëren. An dat ass nëmme d'Spëtzt vum Äisbiery a mir bilden der net esou vill aus wéi der gläichzäitig am Joer an d'Pensioun gi respektiv d'Decisioun huelen, an aner Secteuren ofzewanderen.

D'Grënn dofir si kloer: Eng Bevëlkerung, déi – gottseidank – ëmmer méi al gëtt, wuessend Ufuerderungen duerch technologesch Fortschreter an eng generell Steigerung vun den Demandé fir d'Gesondheetssevice. Dat ass fir Iech alleguerten näischt Neits, mee mir mussen eis awer d'Fro stellen, wat mir maache kënnen, fir dass mer d'Aarbeitsbedingunge vun deene Leit, déi net grad déi allereinfachst sinn, ... a mir hunn och do e Secteur, wou och eng schwéier Aarbecht ass, déi och munchmol schwéier mam Familjeliewen ze kombinéieren ass.

Ech hat nach haut de Moien eng Infirmière um Telefon, déi mer gesot huet, normalerweis wier se haut fräi, mee gëschter wier den Telefon gaangen, et wier ee vun de Kolleegen ausgefall an dofir misst dann en aneren asprangen. An do wier de Choix op si gefall, mee si hätt e klengt Kand an normalerweis wier dat klengt Kand haut net an d'Crèche gaangen. Si huet ee gesicht, deen dat Kand dann och en charge hëlt. Déi Infirmière huet dann d'Bomi fonnt vum Kand, fir d'Kand en charge ze huelen, well déi disponibel war a sech konnt Congé huelen, well anerefalls wier de Problem fir d'Infirmière net gewiescht, schaffen ze goen, mee laut hirem Plang wier se fräi gewiescht a si seet: „Ech kann awer weeder de Betrib nach meng Kolleeginnen am Stach loossen, well ee krank ass an een ausgefall ass.“

An och dat sollt eis drop hiweisen, wat fir eng Problemer mer grad an deem Secteur – net nëmme an deem Secteur, mee besonnesch do – fannen, an dass mer och do musse kucken, wéi mer deene Problemer kënnen entgéintwierken.

Dozou kënn och, dass et souguer eng héich physeschech wéi och psycheschech Belaaschtung ass fir déi Leit am Flegesecteur. An och eppes, wat ech d'lescht Kéier nach net gesot hunn, well ech dat d'lescht Kéier net esou gesot kritt hunn, mee dës Kéier awer gesot kritt hunn: D'Opstüchchancen an d'Karriärméiglechkeeten

an och d'Méiglechkeeten, nach eng Aus- a Weiderbildung kënnen ze maachen, si limitéiert. Den Interêt souwuel vun den Haiser wéi vun de Mataarbechter, Aus- a Weiderbildung ze maachen, wier schonn do, mee et wier awer schwierig, wann s de schonn e personalen Enkpass hues, d'Leit och nach fräizustellen, fir déi Formatioune kënnen ze maachen. An och dat ass en negativen Aspekt, wann een dann dës Karriär gewielt huet.

Dat féiert och dozou, dass vill Leit de Secteur verloossen an net waarden, bis se an d'Pensioun kéinte goen, mee dass se sech dann op eemol soen: „Ma da kann ech och eppes aneres maachen an ech verloossen de Secteur.“ An dat ass keen neie Moment. Dat war och scho virdrun esou, hunn ech erausfonnt. 1995, wéi heibannen esou eng Debatt stattfonnt huet, war et och schonn, dass vill ze vill Leit no hirer Formatioun, déi déizäit nach am duale System stattfonnt huet, dann awer no aacht, zéng oder zwielef Joer dat Ganz verlooss hunn an net méi zrëckgaange sinn an d'Spideeler, an d'Akutmedezinn, mee éischter déizäit dann an de Flegesecteur eriwergaange sinn.

An dofir ass et och wichteg, dass mer alles maachen, fir déi Beruffer attraktiv ze maachen, an dass mer do och d'Ëmfeld drastesch verbesseren. D'COPAS, den Daachverband vun de Flegedéngschter, huet viru Kuerzem d'Sonnette d'alarme gezunn. D'COPAS huet Alarm geschloen a gesot: „Et muss eppes geschéien.“ Ech hunn awer erausfonnt bei meng Recherchen, dass schonn 2010 eng Kéier esou en Alarmsignal war vun der COPAS. An do ass et drëm gaangen, ob virun allem fir Aide-soignanten net d'Méiglechkeet géif bestoen – an do sinn och deemools Diskussioun gefouert ginn –, Leit aus Portugal mat deene Qualifikatiounen op Lëtzebuerg ze huelen. Dat ass herno net agegatt, mee dat war eng grouss Diskussioun. An déi Leit, déi déizäit schonn an dësem héijen Haus souzen oder an deene Secteuren aktiv waren, kënnen sech dorun erënnere. A mir wësse jo och: Eise groussen Noper, deen an dräi Woche wile geet, huet ugefaangen, am asiatesche Raum Leit sichen ze goen, fir dass déi et fäerdegbréngen, am Fleegeberäich och déi Déngschter unzebidden, déi et gëtt.

Et ass also wichteg, dass mer eppes maache bei de Karriären. D'COPAS huet ennerstrach, dass eng Léisung fir si och kéint sinn, dass et an deenen zwee Kollektivverträge, déi mer an deem Secteur hunn, deem vun der FHL an deem vum SAS, wichteg wier, och dat alles unzepassen, wat do dran ass. Et ass un eis Politiker, déi Decisioun ze huelen, dat mussen d'Vertragspartner ënnert sech ausmaachen. Och dat kéint dozou bäidroen. An dass mer och alles solle maachen, fir dass d'Aide-soignantéin d'Geleeënheet kënnen kréien, eropzeklappen, dass een och Formatioune misst während der Aarbecht kënnen ubidden, fir alle Leit eng Chance ze ginn.

Och jonk Leit muss sensibiliséiert ginn. Si sollen d'Wichtegkeet vun dese Beruffer erkennen. Dëst ass néideg, fir de Secteur zukunftsfaeg ze maachen.

Mir mussen eng besser Harmoniséierung mat eisen Nopeschlänner errechen. Vill vun eise Fachleit kommen aus der Groussregioun, mee dës Ressourcé ginn ëmmer manner zouverlësseg. Net, dass se net gutt schaffen, mee si wëllen ëmmer manner op Lëtzebuerg kommen. D'Zréckgräifen op Personal aus dem Ausland ass keng laangfristeg Léisung, obwuel mer och wëssen, dass dat nach laang wäert undauern, dass mer se brauchen, awer et ass net „der Weisheit letzter Schluss“.

Dofir ass et essentiel, eis op eis eege Ressourcen ze fokusséieren. Mir mussen op eegen Initiative setzen, fir eis lokal Ausbildung ze stäerken. Lëtzebuerg muss

säi Potenzial besser notzen. Dëst ass entscheidend, fir de Secteur zukunftsfaeg ze maachen.

D'Roll vun der Ausbildung, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, als CSV hu mir schonn dacks op eng Reform vu Gesondheets- a Fleegeberuffer higewisen. Eng kohärent Reform ass dréngend néideg. Dës Beruffer mussen méi kloer definéiert ginn. Si mussen un d'Realitéit vum Terrain ugepasst ginn. Leider goufe Leit vum Terrain ëmmer ignoréiert. Hir Besoigne goufen net eescht geholl. D'Politik hat sech e bëssen ofgekoppelt. Mir brauchen eng Reform, déi modern ass, eng Reform, déi déi Beruffer opwäert, eng Reform, déi de Secteur zukunftsfaeg mécht.

Eng vun de wichtege Baustelle bleift d'Ausbildung. Dat Gesetz, dat mir elo an der Ausbildung vun de Gesondheets- a Sozialberuffer hunn, geet op d'Joer 1995 zrëck. Dat ass 30 Joer hier. Déi e bësse méi stänneg Kolleegen heibanne kënnen sech nach erënnere, wéi déi eenzel Infirmiëresschoule ware bei de jee-weilege Spideeler, wou do dann déi Schüler waren, Schwesternschüler, fir et da mol esou auszedrecken, ob dat bei de Schwësteren am Park war, ob dat bei de Schwësteren op der Gare war, ob dat zu Esch war, wou dat praktesch am duale System gemaach ginn ass, fir déi Beruffer ze léieren.

Zanter 1995 huet sech awer vill geännert. D'Gesellschaft huet sech entwéckelt, d'Beruffer hu sech gewandelt, d'Ausbildung gouf ugepasst, d'Perceptioun vun de Beruffer ass och anescht ginn. Eng vun deene méi stänneg Infirmiëren, mat deenen ech geschwat hunn, huet gesot: „Soss waars de méi Stonne beim Bett. Haut hues de heiansdo d'Gefill, du wiers déi Stonne beim Computer wéi beim Bett, fir alles dat anzedroen, wat s de nach maache muss.“

D'Praktik an d'Verbinding mam Terrain sinn e bësse méi an den Hannergrond geréckelt. Dobäi huet spéitstens d'Coronakris gewisen, dass eng Kombinatioun vu starker Theorie a praxisorientierter Ausbildung essentiel ass.

D'COPAS huet richteg erkannt, dass Brécke gebaut mussen ginn. Eng Passerell, fir Aide-soignanten d'Méiglechkeet ze ginn, sech weiderzeentwéckelen, ass eng wichteg Léisung. Doriwuer eraus soll eng berufsbegleedend Ausbildung agefouert ginn, fir och Leit, déi de Secteur wiesselen, eng Chance ze ginn. Ech wëll awer och do soen: Ech hu mat enger sougenannter Tutrice geschwat, déi esou Leit begleet, déi dann aus aner Beruffer kommen. An déi waren awer dann op eemol iwwerrascht, dass een do och Leit misst wäuschen an dass een do och Leit misst verschidden Hëllef gi vun der première Nécessité. An déi hate sech dat net virgestallt, dass déi och missten de Leit hëllefen, wa se ... – jo, Dir wësst, wat ech mengen – an deenen dann och hëllefen, sech ofzebetzen an aner Saachen ze maachen. An déi waren do mënschlech iwwerfuert an déi ware sech däss och net bewusst.

Doriwuer eraus wier et och wichteg, huet déi Tutrice mer gesot, dass déi Leit mat der Ethik vun deem Beruff familiariséiert ginn, ier se kommen, well och do géif ee feststellen, dass d'Leit sech net nëmme net bewusst sinn iwwert d'Premier-soinen, mee dass et do och – ech iwwerspëtzen et elo – Männlein und Weiblein gëtt an dass ee sech och do muss bewusst sinn, dass een do muss Gesten an Aktiounen maachen, déi engem net ëmmer leien. Deem enge méi, deem anere manner. Ech soe riicht eraus: Ech wëll et net maachen, well ech kéint dat net, mee däss misst ee sech och bewusst sinn, ier een de Choix mécht.

Doriwuer eraus mussen nei Technologie- an Digitaliséierungskompetenzen an den Ausbildungsplang integréiert ginn, fir datt d'Fachleit vun der Zukunft och gutt opgestallt sinn.

D'Attraktivitéit vun de Beruffer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen mer erhéijen. Fir de Gesondheetssecteur ze erhalen an ze stäerken, müssen d'Beruffer attraktiv gemaach ginn. Mir mussen besser Karriärs- méiglechkeete schaffe mat kloren Opstigsschancen a Spezialiséierungsweeër.

Et ass och wichteg, dass d'Aarbechtsbedéngunge verbessert ginn. De Beruff am Gesondheetssecteur ass kierperlech an emotional ustrengend. Ënnerstëtzend Moosname wéi Mental-Gesondheets-Programmer an e bessere Work-Life-Balance-System wieren heibäi ganz wichteg. Besonnesch eng besser Work-Life-Balance kéint de Beruff wierklech méi attraktiv maachen, well et ass evident, dass wann e Kolleg krank ass, anerer mussen asprangen – ech hat Iech virduen e Beispill ginn –, och wa si doduerch d'Privatliewe müssen op d'Säit leeën. Och dat si Fakten, déi een net dierf ignoréieren.

D'Crèchen an d'Maison-relais sinn do och ee vun de Facteuren, déi do méi flexibel misste sinn. Ech hu gesot kritt, a bestëmmte Regiounen vum Land wier et kee Problem, säi Kand moies virun der Fréischicht a Crèchen ofzeginn. Et sinn awer aner Crèchen, déi maachen eréischt um siwen Auer op. A wann een um sechs Auer muss schaffen goen, ass et schwier, wann d'Crèche eréischt um siwen Auer opmécht. Och dat misst ee mat berücksichtegen, fir och do de Leit kënnen entgéintzekommen.

Et ass dofir héich Zäit, dass politesch Léisunge fonnt ginn, fir dese Beruffer méi gerecht Konditiounen ze garantéieren an d'Attraktivitéit vun deem wichtege Secteur ze stäerken. Mir sollten net vergiessen, dass eng motivéiert a gesond Aarbechtskraaft den Eckpfeiler vun engem gesonden a staarke Secteur ass.

Dezentraliséierung a modern Infrastrukturen: Eise Gesondheetsystem ass staark zentral organiséiert, mee mat enger wuessender a méi diverser Bevëlkerung brauche mir och dezentraliséiert Ulaftstellen, déi gutt matenee verbonne sinn. Dat beinhalt och méi ambulante Zentren, besser Berodung an – eppes, wat mir perséinlech ganz besonnesch uewe läit – Preventiounsservicer, well ech nach ëmmer der Meenung sinn, dass alles, wat mer an d'Preventioun investéieren, vläicht am Ufank méi deier gëtt, mee laangfristeg e Gewënn ass fir d'Gesellschaft, well da brauche mer och do herno manner ze investéieren.

Mir müssen eis Strukturen der Realitéit upassen, besonnesch an de Regiounen baussent der Stad, an der Stater Regioun.

D'Digitaliséierung spillt hei och eng grouss Roll. Modern Technologie kënnen d'Aarbechtsbelaaschtung reduzéieren a Prozesser verbessern. Mee fir dat ze erreichen, brauche mer gutt geschoulte Fachleit, déi des Technologie verstinn an uwenden. Et ass wichteg, dass mer en innovativen an nohaltege Gesondheets- system opbauen, deen op digital a modern Toole setzt.

Wann ech nämlech héiere vu Leit, déi soen: „Mir hu ganz gutt Maschinnen. Mir géife se och nawell méi laang lafe loossen, mee mir hunn awer de Moment net d'Personal, fir dat kënnen ze maachen“, ass dat eng Fro vu Mangel, deen do ass. Mir wëssen also, dass mer do Besoinen hunn, fir dass d'Leit mat deenen Toolen, mat deenen Saachen, och ëmzegoe wëssen a wëssen, op wat fir eng Aart a Weis dat geet.

D'Erausfuereunge vun der Zukunft: Déi demografesch Entwécklung bréngt grouss Erausfuereunge mat sech. Eeler Leit hu spezifesch Besoinen. D'Versuergung vun deser Bevëlkerungsgrupp muss prioritär sinn, well mir sinn deene Leit vill schëlleg.

Mir brauchen eng besser Heemversuergung a Kombinatioun mat den traditionelle Modeller an awer enger moderner Approche.

D'Personal am Gesondheetssecteur ass essentiel fir vill eeler Leit. Si suerge fir eng qualitativ héichwärtig Fleg. Si hëllef, d'Liewensqualitéit vun eise Senioren ze verbessern. Hir Roll geet iwwert d'physesch Betreueg eraus. Si bidden och emotional a sozial Ënnerstëtzung. An ech wëll just drun erënneren, dass dat och heiansdo bei de Leit e Problem ass. Déi si frou, dass de Flegedéngscht kënn, net nëmme fir d'Medikamenter, net nëmme, fir de Verband frësch ze maachen, net nëmme fir d'Kierperfleg, mee dass och mol een do ass, dee mat hinne schwätzt. Well déi Leit hunn dann zwar d'Geleeënheet an d'Chance, nach doheem ze sinn, an da soe mer: „Majo, deen ass jo awer nach relativ gutt, rüsteg“, mee en ass awer eleng! En ass awer, ech wëll net soe verluer, mee en huet awer och do Problemer, an dofir hunn déi Leit do eng ganz besonnesch Aufgab, dass si och do sinn, fir mat deene Leit iwwer hir Alldaagsuergen kënnen ze schwätzen an ze diskutéieren.

An enger Gesellschaft, déi méi al gëtt, ass hir Aarbecht onersetzlech. Mir mussen si stäerken. Eeler Leit verdéngen eng wäertvoll a respektvoll Versuergung. An ouni Personal am Gesondheetssecteur kéinten d'Erausfuereunge an der geriatrescher Versuergung net gemeschert ginn.

Zudeem sti mer virun engem steigende Mangel u spezialiséiertem medezineschem Personal. Dofir mussen mir den Accès zu der Medezinnerausbildung vereinfachen an ausbauen. A mir müssen et och fäerdigbréngen, dass déi Lëtzebuurger Residenten, déi decidéiert hunn, an d'Ausland studéieren ze goen, och wëssen, dass et en Aller-retour ka ginn. Den Aller ass oft garantéiert. Si ginn an d'Ausland studéieren, si ginn an d'Ausland sech niddleoossen. Mee de Retour ass net ëmmer garantéiert!

An do ass et och un eis, d'Ëmfeld ze schafen, dass et en Interêt ass, de Retour op Lëtzebuerg ze maachen, nodeems se an Éisträich, Däitschland, Frankräich, der Belsch oder England studéiert hunn, dass se de Wee zréckfannen op Lëtzebuerg a sech hei als Dokter niddleoossen. Mir, d'Politick, müssen do aner Akzenter setzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an hirem Koalitionsaccord huet d'Regierung sech engagéiert, Mesüeren anzeféieren, fir d'Gesondheetsberuffer méi attraktiv ze maachen a fir dass d'Gesondheetsberuffer opgewäert ginn.

D'Gesetz vum 29. Juni 2023 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé soll an enkem Dialog mat den Acteuren um Terrain iwwerpräift an adaptéiert ginn. D'Zill ass kloer: D'Zoustännegkeeten an d'Verantwortung vun de Gesondheetsberuffer solle kloer definéiert ginn. Si sollen och un déi medezinesch Realitéit ugepasst ginn. Dat ass wichteg, well de Secteur brauch en zuverlässige gesetzleche Kader, dee modern, flexibel a fair ass. Hei muss d'Regierung agéieren.

D'Gesondheetspolitick muss kloer Prioritéite setzen. Et kann net sinn, dass wichteg Gesetzter a Reformen ze laang brauchen, fir ëmgesat ze ginn. A wann ech dat elo soe vun der Formatioun, wëll ech awer nach eppes bäifügen: D'Madamm Minister huet e Méinden op eng Question parlementaire geäntwert. Och dat ass u mech erudedroe ginn, wéi ech mat Leit aus der Agencé geschwat hunn. Si hu gesot, si géife sech och net méi ëmmer sécher fillen. Déi Leit, mat deenen ech geschwat hunn, waren der aus den Urgencen. An heiansdo hu se Patienten an den Urgencen, déi mengen, si missten direkt drukommen a si hätte keng Zäit fir

ze waarden. Dass et do och zu Gewalttate kënn, ass eppes, wat mer net dierfen a kënnen ignoréieren. Mee d'Madamm Minister huet jo des Woch – ech mengen, e Méinde war dat – an enger Question parlementaire en long et en large dodrop geäntwert.

Mee och do gëtt festgestallt – an do maachen ech manner de Virwurf un d'Urgencen –, dass d'Leit heiansdo mengen, deemno wat se hunn: „Elo war ech dräimol hannereneen op d'Toilette, da ginn ech mol léiwer an d'Urgence fir ze kucken, wat lass ass“, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob mer do net souwuel bei den Urgencen wéi bei de Maison-médicallen aner Systemer brauchen, wou vläicht direkt gekuckt gëtt: „Hei kënnen mer eppes maache fir Iech, a fir de Rescht gitt muer bei Ären Dokter!“, dass och dat spillt. Dat ass souwuel bei de Kanner wéi och bei den Erwuesenen an den Urgencen ee vun de Problemer. Mee déi meescht vun Iech hu jo bestëmmt och Leit, déi déi Problemer un Iech erudedroen hunn. Och do mussen mer eppes maachen.

Mir sollten och en Audit vum aktuelle System duerchféieren, fir d'Schwächen ze identifzéieren an eng kloer Strategie fir d'Zukunft opzestellen. Nëmme mat enger konsequenter, nohalteger a proaktiver Approche kann d'Gesondheetspolitick de Besoinen vun de Bierger gerecht ginn an d'Vertrauen an de System stäerken. Et geet net drëm, Symptomer ze bekämpfen – dat ass och an der Medezinn esou –, mee d'Ursachen unzepaken an e System opzebauen, deen och fir zukünfte Generatiounen zuverlässig ass.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech domadder net gesot hunn, mir hätten e schlechte Gesondheetsystem hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn ee vun deene beschte Gesondheetsystemer, déi et gëtt. Mee déi Problemer, déi et gëtt, do solle mer net nëmme pléischteren, mee mir solle, wéi gesot, och d'Symptomer an d'Ursache bekämpfen an net, wéi een esou schéi seet, eng Plooschter op en hëlzent Bee maachen. Mir solle kucken, dass mer dat alles ugin.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit menger leschter Interpellatioun si méi wéi véier Joer vergaangen. Vill Zäit ass verstrach. Meng Froen un d'Regierung sinn dofir kloer.

Wat gouf zanterhier gemaach? Wat plängt d'Regierung, fir d'Gesondheets- an d'Fleggeberuffer opzewäerten? Wat gëtt ënnerholl, fir dem Personalmanktem an de kommende Joren entgéintzewirken?

Dat sinn dréngend Froen, déi eng direkt Äntwert verlaangen. An ech hoffen, Madamm Minister, dass Dir eis déi Äntwerten haut de Mëtteg kënn ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

An da wär d'Wuert fir den éischten ageschriwwene Riedner vun haut de Mëtten. Dat ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesondheetsberuffer sinn d'Reckgrat vun eisem Gesondheets- a Flegesystem. Ouni si géif d'Versuergung vun de Patienten zesummebréchen.

All Dag Mënschen ze hëllef, ob als Infirmier, Aidesoignant, Osteopath oder Hiewan, ass eppes ganz Erfüllendes. Et verlaangt awer och eng ganz grouss mental a kierperlech Ausdauer, wat – an dat kann een net schéieren – ëmmer erëm eng grouss Belaaschtung ka sinn.

Dowéinst ass et fir d'DP en zentraalt Uleies, d'Gesondheetsberuffer an all hire verschiddene Facetten ze ënnerstëtzen an hinnen déi Unerkennung zoukommen ze loossen, déi si verdéngen. Well jiddereen, deen am Gesondheetssecteur schafft, leescht e wäertvolle Bäitrag fir eis Gesellschaft.

An nodeems de Soignanten – et ass erwänt ginn – als Merci an der Pandemie geklappt gouf, ass et elo un der Zäit, datt d'Politick hir Verantwortung iwwerhëlt, fir laang verneléissegt Reformen unzegoen. Nëmmen esou kënnen mir d'Gesondheetsberuffer revaloriséieren, nees méi attraktiv maachen an d'Penurie am Secteur aktiv ugoen.

Déi lescht Regierung hat scho wichteg Weiche gestallt, fir d'Revaloriséierung vun de Gesondheetsberuffer unzestoussen. Zum enge gouf am Juni 2020 de Poste vun enger Chief Nursing Officer am Gesondheetsministère besat. Si ass fir déi 21 reglementéiert Gesondheetsberuffer zoustänneg.

Zum anere gouf mat healthcareers.lu 2022 eng Campaigne lancéiert, déi déi verschidde Beruffer aus dem Secteur an all hirer Diversitéit presentéiert an iwwert déi sozial Meedien oder op Foire fir Studenten oder direkt an de Lycéeën des Karriären de Jonke méi no bréngen wëllt.

De Beruff vum Psychotherapeut gouf no laangem Hin an Hier reglementéiert a krut eng Nomenclature.

Ënnert dem deemolegen Héichschoulminister Claude Meisch goufen ab September 2023 véier nei Bachelorstudiegäng fir Infirmiëren op der Uni Lëtzebuerg agefouert, de medezinnesch-technesch Assistent fir Chirurgie, den Infirmier fir Anästhesie a Reanimation, den Infirmier fir Pediatrie an den Infirmier fir Psychiatrie. Zënter September 2024 kënnen sech elo och Studente fir e Bachelor fir Infirmier responsable en soins généraux aschreiwen. A geschwë sollen nach e Bachelor fir Hiewannen an e Bachelor fir Assistent technique médical de radiologie derbäikommen.

Dës zousätzlech Ausbildungsoffer waren net nëmmen eng Demande vun der ANIL, mee bidde jonke Leit, déi un enger Karriär am Gesondheetssecteur interesséiert sinn, weider Perspektiven. D'Ausbildungsoffer hei am Land ze erweideren an ze diversifizéieren ass och wichteg, fir eis méi onofhängeg vum Ausland ze maachen, well iwwerall feelt et u qualifiziertem Personal.

Well awer natierlech net jidderee fir e Studium op enger Uni gemaach ass, an dofir muss ee sech absolutt net schummen, ass et wichteg, och am Lycée technique pour professions de santé Formatiounen bäizebhalen. Natierlech mussen des Formatiounen no enger Reform vun den Attributiounen iwwerschafft ginn. Dat ass och esou am Koalitiounsaccord virgesinn.

Am Koalitiounsaccord steet ausserdeem, datt d'Méiglechkeet vu Weiderbildung fir verschidde Gesondheetsberuffer analyséiert soll ginn, esouwéi d'Schafe vun enger neier Formatioun tëschent dem Aide-soignant an dem Infirmier. Während d'Wonsch vun der COPAS ass, huet sech de Comité supérieur de certaines professions de santé därzäit awer géint esou eng Formatioun ausgeschat.

Eng wichteg Fuerderung vum Secteur ass d'Aféierung vu Passerellen. Haut gëtt et eng Passerell, fir vum BTS Infirmier an de Bachelor Infirmier ze wiesselen. Eng méiglech zukünfteg Passerell, déi et géif erlaben, vum Aide-soignant an d'Karriär vun Infirmier ze wiesselen, kéint zur Attraktivitéit vum Beruff vum Aide-soignant bäidroen, well dat méi Perspektive bidde géif.

E ganz zentrale Punkt sinn d'Attributiounen vun de Gesondheetsberuffer, fir déi de Koalitiounsaccord och eng Reform virgesäit.

De 4. Juni 2021 hat d'Verfassungsgericht statuéiert, datt den Exercice vum liberale Beruff vum Osteopath iwwer e Règlement grand-ducal ze reegele verfassungswiddreg ass, well et heifir e Gesetz bräicht. Dëst Urteel hat zur Konsequenz, datt bis spéitstens den 29. Juni 2023 alleguer d'Règlements grand-ducaux zu de verschiddene reglementéierte Gesondheetsberuffer missten an e Gesetz kommen.

Fir dem Urteel vum Verfassungsgericht nozokommen, war also en Delai vun zwee Joer festgeluecht ginn. Hei bestoung eng ideal Geleeënheet, fir d'Attributiounen vun de Gesondheetsberuffer ze aktualiséieren a gläichzäitig ze revaloriséieren. Leider gouf dës wichteg Chance verpasst! A just op de leschten Drécker, den 29. Juni 2023, also den Dag vum Delai, konnt op d'mannst d'Gesetz gestëmmt ginn, dat elo d'Dispositiounen fir 21 Gesondheetsberuffer reegelt.

Wéi batter néideg eng Aktualiséierung vun den Attributiounen ass, weist virop d'Beispill vum Osteopath. Lëtzebuerg huet sech nämlech bei der Reglementéierung vun der Osteopathie un der franséischer Legislatioun orientéiert. Mee a Frankräich ass den Osteopath net als Profession de santé, mee als Profession du bien-être ugesinn. Dowéinst sinn zum Beispill zwou osteopathesch Behandlungen ..., wéi d'manuell Therapie vun der Halswirbelsäil bei Erwuessenen, eng Standardinterventioun, an d'manuell Therapie vum Kapp, dem Gesiicht an der Wirbelsäil bei Kanner ënner sechs Méint just mat Attest vum Dokter erlaabt. Osteopathen, déi hir Ausbildung ofgeschloss hunn, sinn awer qualifizéiert, d'Indikatioun fir des manuell Therapië selwer ze stellen.

Natierlech sollen och d'Ausbildungskrittäre fir d'Osteopathie nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn, fir se ze vereenheetlechen an ze assuréieren, datt esouwuel europäesch wéi och WHO-Norme respektéiert ginn.

Kolleeginnen a Kollegen, et gëtt bestëmmt eng ganz Rei vun Upassungen, déi ee bei den Attributiounen fir déi verschidde Gesondheetsberuffer virhuele kann. Et wier awer en contrepartie eng Iwwerleeung wäert, ob fir gewësse Gesondheetsberuffer wéi Infirmiëren, Hiewannen, Osteopathen a Kinéen och Permanencé virgesi kéinte ginn. Dat géif hir eventuell gréisser Responsabilitéite besser erëmispigelen an de Patienten zeguttkommen.

Nieft den Attributiounen gëtt et och nach aner Aspekter, déi zu enger Revaloriséierung an zur Attraktivitéit vun dese Professionne bäidroen kënnen. Zënter 2022 kënnen Frae sech während der Schwangerschaft vun enger Hiewan begleede loossen, déi dann och prenatal Ennersichunge virhëlt. Mee d'Allocation pré-natale, déi eng schwanger Fra vum Staat kritt, wa si sech ennersiche léisst, ass un d'Konditioun gebonnen, datt si bei e Gynékolog geet.

D'DP ass der Usiicht, datt, soulaang d'Sécherheet vun der Fra garantéiert ass, hir de Choix sollt iwwerlooss ginn, ob si sech vun hirer Hiewan oder hirem Gynékolog ennersiche léisst.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | D'Schafe vun engem Gebuertschaus entsprécht der selwechter Iddi vun der Entscheidungsfräiheet. Soulaang d'Gebuert virauszichtslech ouni Komplikatiounen verleeft an d'Gebuertschaus sech a Proximitéit vun enger Maternité befénnt, soll och hei der Fra de Choix iwwerlooss ginn, wou si hiert Kand op d'Welt wëll bréngen. D'Gebuert an engem Gebuertschaus ass schliisslech net méi risikoräich wéi eng Hausgebuert doheem.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Natierlech droen och e gutt Aarbechtsëmfeld an e gewëssent Mooss u Work-Life-Balance zur Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer bäi.

D'Digitaliséierung huet d'Potenzial, administrativ Aufgaben ze vereinfachen an duerch d'Aspuere vun Zäit wichteg Ressourcen ze deblockéieren. Dat géif den Infirmiëren an den Aide-soignanten et erlaben, nees méi Zäit mam Patient ze verbréngen, wat hir Kärraktivitéit ass an de Grond, firwat si hire Beruff gewielt hunn.

An och d'Schafe vu Gruppécabinetten, och pluridisziplinären, muss geféiert ginn. Dëst erlaabt eng besser intern Aarbechtsorganisatioun, déi de Gesondheetsberuffer, awer virun allem och de Patienten zeguttkënn.

Här President, d'Revaloriséierung vun de Gesondheetsberuffer ass e wichtegen Invest an eise Gesondheetsystem. An desen Invest ass onerlässlech, wa mir eis vum Ausland manner ofhängeg wëlle maachen an de Patienten iwwerall, zu all Moment déi beschtméiglech Prise en charge garantéiere wëllen.

D'DP wäert sech an Zukunft, wéi schonn an der Vergaangenheet, fir eng héichwäerteg Ausbildungsoffer, eng Moderniséierung vun de Reglementatiounen an eng performant Digitaliséierung am Gesondheetssecteur asetzen. Nëmmen esou kënnen mir nees méi Jonker fir des wäertvoll Beruffer begeeschten.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem Marc Spautz fir des Interpellatioun, woubäi ee sech kéint d'Fro stellen, ob et net vläicht bal méi sennvoll gewiescht wär, en Débat d'orientation mat enger Preparatioun ze maachen. Mee et sief!

Net eréischt d'Covidpandemie, während där mer nach alleguer geklappt hunn – wat awer iwwerhaupt net duergeet, fir deem gerecht ze ginn, wat alleguerten déi Leit fir eis leeschten –, huet eis nach eng Kéier virun Ae gefouert, wat mir spéitstens zënter der Etüd Lair aus dem Joer 2019 wëssen, nämlech datt mer personalméisseg am Gesondheets- a Fleegeberäich an en Enkpass ënnerwee sinn, deen an den nächste Jore riskéiert, ëmmer méi akut ze ginn.

Der COPAS no wäerten an deenen nächste fénnef Joer ëm déi 4.000 Infirmiëren an Infirmieren an Aide-soignant/Aide-soignanteë feelen. Et ass also kloer, dass déi net alleguerten aus dem Ausland kënnen rekrutéiert ginn, zum engen, well och do de Reservoir vu Gesondheets- a Fleegeberuffer limitéiert ass, an zum aneren, well mir d'Problemer domadder an aner Länner verlagere, déi doduercher Problemer hunn, eng gutt Gesondheetsversuergung ze garantéieren. Mir hänken effektiv extreem vun der Groussregioun of, aus där mir qualifizéiert Personal rekrutéieren an déi selwer och ëmmer méi ënnert der Knappheet leit.

Et ass kloer, dass Frankräich, Däitschland an d'Belsch deem net méi éiweg wäerte weider nokucken an dass si Moossnamen huelen, fir dëst Personal esou séier wéi méiglech an esou vill wéi méiglech erëm bei sech ze halen, well och si Personal brauchen. A Lëtzebuerg ass souwiesu net eleng an der Situatioun, dass et u Gesondheets- a Fleegepersonal feelt.

Bis elo war de Salaire nach ëmmer den Ausschlag, firwat datt d'Leit heihinner schaffe komm sinn, mee d'Belsch an Däitschland sinn amgaangen, gesetzlech Moossnamen ze huelen, fir besser Aarbechtskonditiounen ze

schaffen an de Leit d'Geleehenheet ze ginn, fir da bei sech ze schaffen a fir d'Leit bei sech ze halen. An dee Problem, dee gött ëmmer méi grouss.

A wann ech dann och nach liesen, dass de Kandidat vun der CDU, de Friedrich Merz, haut gesot huet: „Keng oppe Grenze méi, mee dauerhaft Kontrollen op dem Staatsgebitt vun Däitschland!“, da gi mer d'Schudder aus an da gött dat doten eng schwieereg, nach méi schwieereg Situatioun.

Mir brauchen deemno gutt Iddien a kollektiv Efforten a sollen op dat opbauen, wat mer schonn ausgeschafft hunn, och ënner anerem eng Promotiouns-offensiv lancéieren, déi méi Leit an de Beruff bréngt, esou wéi mer dat och mat dem Site healthcareers.lu gemaach hunn.

Dat mannt, wat ee ka soen, dat ass, dass et Beruffer mat Zukunft sinn. Eleng doduerch, dass déi demografesch Entwécklung esou ass, wéi se ass, dass mir ëmmer méi al ginn, dass mer méi laang liewen an dofir och altersbedéngt méi wäerte krank ginn, gött ëmmer méi Personal am Gesondheits- a Fleegeberäich gebraucht. Dat selwecht göllt iwwregens och fir déi sozial Beruffer.

Et wier interessant, eng Kéier ze analyséieren, firwat verhältnisméisseg weening Jonker sech zu Lëtzebuerg decidéieren, dee Wee hei anzeshloen, an dat trotz gudden Zukunftsaussichten an enger relativ gudder Bezuelung. An et kann ee sech d'Fro stellen, ob et och mat enger genereller Entwécklung vun der Gesellschaft ze dinn huet, enger ëmmer méi grousser Tendenz zu Individualismus a Materialismus, an där dat Sënnvollt, dat Nobelt, dat Beräichernd vun dese Beruffer ëmmer manner héich bewäert gött. An enger Welt, wou Milliardären Helden- a Kultstatus erreichen, kéint dat op alle Fall matspillen.

An d'Fro ass: Wéi kënne mer des Tendenz briechen an ëmdréien, fir datt Mënschlechkeet a sozial Wäerter nees an de Mëttelpunkt gestallt ginn, fir dass méi Jonker dee Wee aschloen an d'Gesondheits- an d'Fleegeberuffer erëm Opdriff kréien? Eng Fro fir déi ganz Gesellschaft. An dobäi sinn déi Beruffer do déi schéinst Beruffer op der Welt!

Ee Punkt, wou een dann eiser Meenung no muss usetzen, ass, d'Formatioun vun de Fleegeberuffer méi attraktiv an accessibel ze maachen. Do kann ee sech eng ganz Rei vu Piste virstellen: Schnupperdeeg fir déi Jonk, iwwer Formatiounsplazen, eng reng däitsch oder eng reng lëtzebueresch Formatiounsfilière. Egal wéi kann et net sinn, datt d'Sproochen en Exklusivskrittär sinn, fir iwwerhaupt an d'Formatioun eranzekommen. An d'Spideeler, den LTPS an d'Uni mussen hei mathëllefen, a virun allem muss se un engem Strang zéien. A mir brauchen och déi néideg Zäit, fir d'Formatioun um Terrain richteg kënne ze garantéieren a richteg kënne ze maachen. A kommt, mir ginn och der Groussregion hei mol dee richtege Stellwäert an denke mol iwwer grenziwwergräifend Formatiounen no.

A wa mer vu Formatioun schwätzen: Mir brauche méi a besser Méiglechkeete fir berufsbegleedend Formatiounen. Mir brauchen a mir ënnerstëtzen d'Passerellen tëschent deene verschiddene Beruffer, virun allem, wéi virdu gesot ginn ass, vun dem Aide-soignant a Richtung Infirmière oder Infirmier, mat eventuell och enger Validation des acquis, dat alles ënner realistesch an machbare Konditiounen.

An ier mer dann nei Diplomer aféieren, muss mer kucken, ob mer net d'Prioritéit sollen op den aktuelle System leeën, fir deen ze verbessere, fir d'Attributiounen ze iwwerschaffen, fir d'Formatiounen unzepassen, fir d'Passerellen ze verbessere an ze kucken,

wéi mer onnéideg Barriären zu de Formatiounen kënne eliminéieren.

An der jëtzege Situatioun mengt mir, dass nei Formatiounen méi Konfusioon um Terrain bréngen, wéi se hëllefen.

D'Formatioun muss iwwerschafft ginn opgrond vun den iwwerschafften Attributiounen vun deenen eenzelne Berufsbiller. Des sollen den tatsächleche Kompetenzen an Aufgabe vun deenen eenzelne Beruffer Rechnung droen. Si sollen hinnen erméiglechen, esou vill wéi méiglech eegestänneg ze schaffen. Dofir hunn déi Leit dee Beruff jo och gewielt. Amplaz Executant ze sinn, wollte se eegestänneg schaffen. An dat mécht de Beruff jo dann och méi attraktiv a kann dann och aner Beruffer entlaaschten.

A wichteg ass et, dass eng kloer a pertinent Analys gemaach gött, wien a wéi enger Situatioun am beschte kann hëllefen, wéi d'Opdeele vun den Aufgaben a vun de Responsabilitéite gereegelt gött. A mir brauchen hei vill Äerm, fir dee Gesondheitssystem oprechtzeerhalen. A jiddere muss hei richteg agesat ginn.

Fir d'Revisioun vun den Attributiounen, wien also elo wat um Patient an och soss maache kann, ass ënnert der viregter Gesondheitsministesch Paulette Lenert eng wichteg Viraarbecht gelescht gi säit September 2023, an dorops muss ee sech och weider baséieren. Mir müssen op alle Fall do elo virukommen. Do sinn ëmmerhin elo awer 17 Méint vergaangen.

D'Infirmière wëllt um Patient schaffen. Se wëllt de Beruff maachen, fir dee se sech entscheet huet, an net administrativ Aarbecht maachen, keng Schell mussen reparéieren, keng Tëlee bestellen an och net kucken, ob genuch Material zur Verfügung steet. Do ass nach vill Loft no uewen, well haut schafft d'Infirmière zu 40 % net um Patient – zu 40 % net um Patient! – a si mécht aner Aufgaben. An et sollt ee méi an dem Ekippegeesch schaffen, ouni ze vill ze fragmentéieren a mat kloren Opdeelung vu Responsabilitéiten. A mir sollten op déi Rollenambigüitéit oppassen, déi hei fir Onsicherheit an Onkloerheit suert.

An an deem Kontext kann een och iwwert d'Roll vun de Kinéen a vun den Apdikter schwätzen, déi an där Ekippenaarbecht do eng wichteg Roll kënne iwwerhuelen. An deem Kontext kënne si mat hiren aktuellen a mat deenen neien Attributiounen, déi si no der Diskussioun iwwert d'Revisioun vun den Attributiounen kënne iwwerhuelen, ee Glidd an där ganzer Ketten do sinn.

Wann ee mat de Leit vum Terrain schwätzt, dann héiert een dacks, dass et manner un der Bezuelung happert wéi un den Aarbechtskonditiounen. Et si Beruffer, déi kënne enorm beräicheren, mee och ganz belaahtend sinn, moralesch, psychesch an och physesch. An de Personalmanntem, dee mécht déi Saach sécherlech net besser.

Et brauch een nämlech genuch Recap, fir alles ze verschaffen, wat ee gesäit: Leit, déi hir Krankheet packen, a Leit, déi hir Krankheet net packen, perséinlech ganz schwéier Schicksaler, also vill Situatiounen, déi ze verschaffe sinn, déi engem ganz no ginn. An dofir brauch ee Pausen. Et riskéiert een um Enn, an en Däiwelskrees ze kommen. D'Aarbecht ass ustrengegend a belaahtend, a si ass et ëmsou méi, well et u Leit feelt. D'Personal schafft ënner extreemem Drock a gött iwwer kuerz oder laang krank, kritt e Burnout, wat de Manktem u Personal nach weider verschäerft. A vun deenen, déi nach net krank sinn, ginn dann nach méi Flexibilitéit an nach méi e groussen Aarbechtspensum verlaangt a si selwer riskéieren op Dauer, dann erëm oder och krank ze ginn.

An ech wëll eng kleng Klammer opmaachen: Bei méi flexibiliséieren a méi groussen Aarbechtszäiten an nach méi dovun, wat mer amgaenge sinn ze plangen, komme mer gären an déi dote Situatioun! An duerfir warne mir virun esou Moosnamen.

Hei kéint ee vläicht iwwert d'Méiglechkeet vun engem Pool des remplaçants nodenken, fir dass d'Personal net aus dem Congé, aus dem Weekend zrëckgeruff gött – wéi den Här Spautz elo virdu gesot huet: „Ech sollt haut net schaffen, mee elo ginn ech awer schaffen!“ –, fir datt een net aus dem Congé zrëckgeruff gött, fir kuerzfristeg anzesprangen an duebel Schichten ze fueren.

Wa mir de Personalproblem am Gesondheits- a Fleegeberäich wëlle léisen, da brauche mer besser a méi attraktiv Aarbechtskonditiounen. An hei gött et Modeller vun Aarbechtszäitverkürzung, ënner anerem beim Klinikum Bielefeld, déi am Joer 2023 e Pilotprojet vun enger 4-Deeg-Woch fir d'Fleegepersonal gestart hunn, deen am Joer 2024 weidergefouert gött, trotz hirem Manktum u Personal.

Mir brauche besser Konditiounen fir eng gutt Work-Life-Balance, Léisunge fir d'Elteren, zum Beispill duerch betriebsintern Crèchen, mee och eventuell Méiglechkeeten, fir à la carte ze schaffen, jee no Liebens-, Alters- oder Gesondheitssituatioun, mat méi oder manner Schichten.

D'Digitaliséierung ass och enorm wichteg, souwéi och den elektronische Patientendossier, fir besser Aarbechtskonditiounen an erliichtert Aarbechtssofleef. De Management, d'Governance, d'Ofleef an d'Prozeduren, dat sinn nach alleguer Terrainen, déi mussen beschafft ginn, déi awer duerch Zäitmangel hei och net kënne méi elaboréiert ginn. Do gött et nach vill Potenzial, fir d'Aarbechtssituatioun vum Fleegepersonal ze verbessere.

Mir brauchen och eng gesellschaftlech gréisser Wäertschätzung vun de Fleegeberuffer, méi Matsproocherecht an e respektvollt Aarbechtsklima.

An ech kommen zum Schluss. D'Verhandele vum Detail vun den Aarbechtskonditiounen gehéiert zur Verhandlungsaautonomie vun de Sozialpartner. D'Politik an déi ëffentlech Hand hunn allerdéngs e gewëssen Afloss op deen Handlungsspillraum. A fir eis ass et kloer, datt d'Mëttele fir esou Verbesserungen, an iwwregens och fir een eenzegen – een eenzegen! – Kollektivvertrag fir d'Gesondheits- a Fleegesecteure sollen a mussen bereitgestallt ginn.

An elo nach e puer Froen un d'Madamm Ministesch:

Wéi gesäit si d'Zukunft vum Beruff dann, als Executant oder als Decideur? Vläch, fir an eng fréier Roll vun hir zrëckzegoen: als Museker oder als Dirigent? Oder als Member vun engem Ensemble, wou jiddwereen déi selwecht Wichtigkeet huet?

D'Zäit vum „Mir kucken emol“, déi ass eriwwe, well dofir ass keng Zäit méi!

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, Här Spautz, villmoools merci fir des Interpellatioun. Dir hutt de Fokus hei op dräi Punkte geluecht: d'Formatioun, d'Aarbechtskonditiounen an d'Reform vun de Gesondheitsberuffer.

Fänke mer mat der Formatioun un, an ech stellen direkt eng Fro: Ass d'Regierung sech de Problemer

bei der Formatioun vun eise Gesondheetsberuffer bewusst? An huet si hei konkret Léisungen? Hei e puer Beispiller. Bei der Formatioun vun den Infirmiëren hu mer mëttlerweile zwou Ausbildungsméiglechkeeten: de BTS, Bac+2, an de Bachelor, Bac+3. Mee firwat soll ech dann elo dräi Joer an d'Schoul goen, wann ech et och an zwee Joer ka maachen? Mir hu grad driwwer geschwat, firwat d'Jugend net motivéiert ass. Si weess net, wat se soll maachen.

Wat sinn d'Virdeeler vun engem Bachelor? Keng, souwäit mir dat bis elo matkruten. Déi zwee Studiëgänger wäerte wahrscheinlech an Zukunft just zu Onze-friddenheet, Frustratioun, Hierarchiekonflikter an zu ënnerschiddleche Virstellung vum de beruflechen Aufgaben a Responsabilitéite féieren. Op d'mannst ass dat d'Suerg vum Secteur. De Bachelorstudiegang, schéin a gutt. Och mir sinn der Meenung, dass mir en europäeschen eenheetleche System solle schaffen. Mee wat geschitt mam LTPS? Wat ass de laang-fristege Plang?

Wéi ech dee Problem a menger Interpellatioun am leschten Oktober ugeschwat hunn, hutt Dir, Madamm Minister, gesot, ech zitieren: „Mir si gespaant, wéi dat sech am Secteur wäert entwéckelen, wann déi Profiller do weiderlafen.“ Zitat Enn. Ma Dir kënnst dach net gespaant sinn, mee Dir musst d'Suerg vum Terrain opgräifen a méiglech problematesch Konsequenzen direkt upaken! Dir musst dach e Plang hunn an net einfach d'Leit um Terrain sech selwer iwwerloossen.

Bleiw mer bei den Infirmiëren: d'Infirmière psychiatrique. Déi Leit maachen d'Ausbildung zur Infirmière an hänken nach zwee Joer Spezialisatioun drun. Leider ass dat awer net fir jiddwereen esou, deen hei am Land als Infirmière psychiatrique schafft. Et kommen ëmmer méi Leit heihinner, déi en europäeschen Diplom hunn, wou ee just e puer Stonne Cours hat, Genre formation continue, mee deen zäitlech an inhaltlech guer net eiser zweejäreger Formatioun entsprécht. Wéi gëtt d'Qualitéit vum Service respektiv d'Seriositéit vun der Berufsübung kontrolléiert?

Mir müssen hei ganz kloer festleeën, wat d'Kompetenze vun deenen eenzelne Berufsgruppe mussen sinn, déi si net just an der Theorie, mee och an der Praxis mussen uwendend kennen. Mir schwätzen hei ëmmerhi vu Mënschleiwien, déi méiglecherweis e Gefor sinn an déi op deene Leit hir Kompetenzen ugewise sinn. Wat d'Formatioun betrëfft, hofft d'ADR op alle Fall op eng gutt Zesummenaarbecht vun de verschiddeenen implizéierte Ministere an op en Ausschaffe vun engem klaren, strukturéierten a pragmatesche Plang.

Zu de Problemer bei den Aarbechtskonditiounen. Wéi ech schonn a menger Interpellatioun erwähnt hat, brauche mir eng Dezentraliséierung vun der Spidolsmedezinn, andeems mer deene Medezinner ausserhalb vum Spidolsecteur erlaben, sech a Gemeinschaftscabinetten zesammenzeschléissen an an eng Geräte-medezinn an de Beräicher Diagnostik an Therapie ze investéieren. An esou multidisziplinäre Cabinetten muss et och méiglech sinn, vun ugestaltete Medezinner ze schwätzen, ouni Aschränkung vun der fräier Berufsübung an ouni kommerziellen Drock, esou wéi et och op Säit 89 am Koalitiounsaccord steet. Wou si mer do drun, Madamm Minister?

Komme mer nach kuerz zum Fleegesector, de Soins à domicile. Duerch d'Kollektivvertrag an den agefouerte Forfait, also d'Enveloppe, déi d'Prestatoren am Beräich vun de Soine kréien, huet sech d'Situatioun verschlémmert, op d'mannst bei de klengen a mëttelgrousse Betriber. Wou d'Infirmiëren oder d'Aide-soignantë virdrun nach eng Stonn Zäit fir hir Patienten haten, hu se elo just nach 30 Minuten.

Mir haten et virdru schonn héieren, den Här Spautz hat et och gesot: Et geet vill ze vill Zäit fir d'Bürokratie drop! Mee hei ass et éischer: D'Enveloppe ass net méi déck ginn an d'Personalkäschte sinn awer an d'Luucht gaang! Et geet also zulaaschte vum Patient. Hei muss eise Gesondheetsystem a Bezuch op d'Sécurité sociale definitiv méi flexibel ginn.

Wéi kënnen mer eis Gesondheetsberuffer reforméieren? Verschidde Gesondheetsberuffer hu mer iwwerhaapt net reglementéiert. Madamm Minister, wéi gesäit et aus mam gesetzleche Kader fir de Psycholog? Wat ass hei den Zäitplang fir d'Schafe vum gesetzleche Kader? Dir hat am Oktober gesot: „E steet am Regierungsprogramm.“ Do steet e jo mol gutt. Mee nëmmen do eleng déngt en eis net vill!

Amplaz nei Beruffer ze kréieren, ass d'ADR der Meenung, dass einfach emol d'Attributionen – also d'Lëscht mat den Akten, déi déi verschidde Beruffer am Gesondheetssector ausféieren dierfen – seriö missten iwwerschaaft ginn, dést a Récksprouch mat deene verschidde Berufsgruppen natierlech. Dat wier an den Ae vun der ADR mol eng exzellent Moossnam fir d'Personal an de Patient. D'Leit um Terrain, déi déi néideg Kompetenzen hunn, sollen dës och dierfen uwenden an net duerch eng rigid Struktur handlungsonfäeg gemaach ginn.

An dann zum Schluss nach d'Gesondheetsberuffer, déi mir besonnesch um Häerz leien. Et wonnert mech och net, dass bis elo nach keen dervu geschwat huet. Am Koalitiounsaccord kann een och laang sichen, iert ee se féint. Et gëtt ee batter enttäuscht, et féint ee se guer net: d'Déierewuel an d'Liewensmëttelsécherheet! Déi schreift sech awer hei bal all Partei gär op de Fändel, virun allen Dénge virun de Walen. Ech vermësse se e bëssen hei op der rietsen Säit.

Ech schwätze vun deene Beruffer, déi sech net nëmme mat der Gesondheet an dem Wuel vun enger Spezies auserneeetzen, mee direkt mat e puer. Ech schwätze vum Déierendokter, vun der Assistante vétérinaire a vum Déierefleeger. Jo, och dat si Beruffer vun der Santé. An, Här Engel, dat sinn déi schéinste Beruffer vun der Welt.

D'Beruffer vun der Assistante vétérinaire a vum Déierefleeger sinn net definéiert, net reglementéiert, net valoriséiert, géif ech emol soen. Si komme gréisstendeels aus dem noen Ausland mat enger exzellenter Ausbildung. D'Assistente vétérinaire ass kapabel, Injektiounen ze maachen, e Katheeter ze leeën, ze réntgen an esou weider. Mee wat dierfe se hei zu Lëtzebuerg maachen? Näischt. D'Déier festhalen, de Käfeg propper maachen. Do brauche mir eis hei zu Lëtzebuerg definitiv net ze bretzen. Dowéinst géif ech och hei gär eng Motioun deposéieren.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et aktuell kee legale Kader gëtt, deen de Beruff vum Assistent vétérinaire/Tiermedizinische Fachangestellte a vum Déierefleeger definéiert a reglementéiert;

– de feelende legalen Encadrement eng Ongerechtegkeet géintiwwer den anere Beruffer an deem Secteur duerstellt;

– d'Personal an dese Beruffer dacks Leit aus dem Ausland sinn, déi mat enger exzellenter Ausbildung heihinner schaffen kommen, déi si an der Klengdériepaxis awer quasi net uwendend kennen, well dese Beruffer hei zu Lëtzebuerg de legale Kader feelt;

– des Beruffer mam entsprechende legalen Encadrement och eng méi grous Hëllef an eng Entlaaschtung fir de Veterinär kënnen sinn,

ass sech bewosst, datt

– dést och wichtig an néideg Beruffer am Secteur vun der Déieremedezinn a -fleg sinn;

– d'Personal an dese Beruffer an der Praxis vill Akten net an Eegeverantwortung maachen dierf an de Veterinär domat déi voll Responsabilitéit dréit bzw. déi Akte selwer maache muss (z. B. Blutprouff huelen);

– en entsprechende legalen Encadrement dese Beruffer dann och déi néideg Valorisierung géing ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– deen néidege legale Kader an deser Legislaturperiod schnellstméiglech ze schaffen, deen de Beruff vum Assistant vétérinaire a vum Déierefleeger definéiert a reglementéiert.

(s.) Alexandra Schoos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Den Déierendokter während der Coronazäit? D'Santé seet: „Nee, mir sinn net zoustänneg fir iech. Dat ass de Mëttelstand!“ De Mëttelstand seet: „Nee, dir musst bei d'Santé!“ Ma si mir dann d'Idiote vum Déngscht? Ma et schéngt es.

Den Humanmedezinner krut eng déck Entschiedung fir den Aarbechtsausfall wéinst obligatorescher Schléissung vun de Praxen, den Déierendokter – näischt! En huet awer och missen zoumaachen an d'lafend Käscht sinn natierlech weidergelaf, wéi d'Wuert dat esou seet, ne?

Allgemeng kréie mir keng Subventiounen oder vun iergendengem Hëllef. Dach, bei den Urgencen, déi mir obligatoresch maachen a garantéiere mussen. Mee, Här Chamberspräsident, léif Kolleegen a Kolleginnen, haalt Iech fest, de Klengdériepraktiker kritt 150 Euro fir eng 8-Stonne-Schicht, de Groussdériepraktiker 300 Euro fir eng 24-Stonne-Schicht! Dat ass manner wéi de qualifizéierte Mindestloun, well do sinn d'Chargen an alles nach net ofgerechent. D'Laachen ass eisem Berufsstand definitiv vergaang!

Dann hu mer och eng Penurie bei den Déierendokteren, déi op Stonnebasis fir de Staat ugestallt sinn an de Schluechthaiser an déi fir eis Liewensmëttelsécherheet suergen. Moies um 5.00 Auer bei 4 Grad un der Schluechthäine. Komesch, iergendwéi wëll dat och kee méi maachen!

Madamm Minister, wéi Der Iech denke kënnst, wäert ech dee Beräich ganz sécher ganz genau am Ae behalen. Ech begréissen awer schonn Är éischt Beméiungen an deem Secteur. D'Leit an alle Gesondheetsberuffer wëllen a verdéngen eng gerecht Behandlung. Si wëllen einfach hir Aarbecht gutt kennen an dierfe maachen, ouni dauernd duerch iergendepes oder iergendeen dru gehënnert ze ginn. Wa si hir Aarbecht gutt kënnen maachen, da steet och erëm de Patient, sief et op zwee oder op véier Been, am Mëttelpunkt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet elo d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Lëtzebuerg brauch laut dem Rapport Lair 3.827 zousätzlech Infirmieren an Infirmière bis 2030. Dese Bedarf koom net vun haut op muer. Mee et ass d'Resultat vum demografesche Wandel, vun enger feelender Ausbildungsperspektiv an awer och vun ëmmer méi Personal, dat fréizäiteg aus dem Beruff austrëtt oder an d'Pensioun geet.

Wat sinn dann d'Problemer um Terrain a virun allem – vill méi wichtig –, wat sinn d'Léisungsvorschläg? Bei de Fleegeberuffer sinn dës haaptsächlech d'Unerkennung vun hirem Beruff, d'Perspektiven, déi se am Beruff hunn, d'Aarbechtskonditione, de Manktem u Personal, deen ëmmer méi grouss gëtt. Et ass manner d'Bezuelung de Problem, wou laut dem Rapport iwwert den État des lieux bei de Gesondheetsberuffer vum Hierscht 2019 Lëtzebuerg eng Leaderpositioun huet.

Kuckt een d'Ausbildung vun de Fleegeberuffer, jo, do mierkt ee schnell, dass mer och no der Aféierung vum Infirmiersbachelor net kënnen d'Hänn an de Schous leeën. Well och mam BTS a Bachelor zesumme kréie mer de Bedarf un Infirmieren net gedeckt.

Lëtzebuerg bilt also bei Wäitem net genuch aus, an dat ass de Contraire vum Zil vun der Strategie 2030 vun der OMS, déi vun de Memberstaate fuerdert, d'Rekrutementer aus dem Ausland ëm 50 % bis 2030 ze reduzéieren, dës well weltwäit verschidde Länner hiert gutt forméiert Personal systematesch ofgeworbe kréien – sou wéi Lëtzebuerg dat och an de Grenzregioun mécht. Dat bedeit fir Lëtzebuerg, déi auslännesch Rekrutementer bis 2030 op ënner 30 % ze reduzéieren.

Ob et à terme sënnvoll ass, déi zwou parallel Formatiounen fir Infirmieren – de BTS an de Bachelor – bäizebehalen, jo, dat muss spëtstens dann evaluéiert ginn, wann déi zwee Diplomer um Terrain matenee schaffen. D'Passerell vum BTS Infirmier op de Bachelor Infirmier ass eng gutt Léisung, soulaang dës Evaluéierung nach net stattfonnt huet. Och laangfristeg muss berufsbegleedend Offere mat anschließender Validation des acquis, besonnesch fir d'Infirmières de pratique avancée duerchduecht ginn.

Ech weess, dass d'Regierung sech wëll deem Sujet vun de Passerellen, laut Koalitiounsaccord, unhuelen. Dowéinst profitéieren ech dovun, dass der hei sëtzt, Madamm Ministesch: Wou sidd Der domat drun? A wéi gëtt dës mat sämtleche Fleegeberuffer zesummen thematiséiert?

Wa mer vu Valoriséierung schwätzen, muss mer un d'Aides-soignanten denken. Hinne feelt et u Karriärspektiven. Si hänken deelweis wierklech an enger Sakgaass fest. An der Chaîne des soins spille si awer gläichzäiteg ëmmer erëm eng méi wichteg Roll, besonnesch am alldeegleche Kontakt mam Patient. Mir sinn der Meenung, dass et wichtig ass, den Aide-soignants-Beruff ze valoriséieren, amplaz elo scho vun der Schafung vu Beruffer wéi deem vum Flegetechniker ze schwätzen. D'Aide-soignantë kënten zum Beispill eng Passerell op den Infirmier kréien oder och d'Méiglechkeet, duerch spezifesch Formatiounen eng Erweiderung vun hiren Attributiounen validéiert ze kréien.

D'Anne-Marie Hanff, d'Presidentin vun der ANIL, huet an enger rezenter Carte blanche ganz treffend formuléiert: „Wa mir allerdéngs de Problem an der Wuertel wëlle [pakem], muss [mer] mat de limitéierte Ressourcë fir d'éischt déi laangjäreg [...] Problemer vun de besteende Beruffer geléist [kréien], fir dass eise Gesondheets- a Flegesektor endlech prett gëtt fir d'Zukunft!“ An ech kann hir nëmme Recht ginn.

Dofir ass e globalen Ausbildungs- a Formatiounsplan fir all d'Gesondheetsberuffer, deen net just all eenzelne Beruff consideréiert, mee se och matenee denkt, dréngend néideg. An dat mat engem besonneschen Akzent op deene Beruffer, wou d'Penurie am heefegsten ass oder wou d'Besoinen an der Zukunft och wäerte klammen.

E kohärenten Ausbildungsplan mat Passerellen an der néideger Qualifikatioun an Ënnerstëtzung

implizéiert natierlech och, dass d'Attributiounen vun de verschidde Gesondheetsberuffer och mussen iwwerschafft ginn.

A punkto Aarbechtskonditione denke mir Gréng do ganz konkret un d'Aféierung vun Equipe-volanteën, déi bei Congés de maladie ersetze kënnen, mee och un Ënnerstëtzung beim administrative Support. Och a punkto Begleedung, Wäertschätzung a Weiderbildung ass eiser Meenung no Loft no uewen, fir eist Fleegepersonal bei hirem wierklech immens erausfuerderendem Alldag ze ënnerstëtzen: D'Recht op Formatioun, besonnesch och an der Santé mentale, psychologesche Suivi, Team-Supervisiounen entlaaschten an ënnerstëtzen eist Gesondheetspersonal.

Am Resümee kann ee soen, dass eigentlech déi ganz Berufsketten aus dem Gesondheetssektor muss analyséiert ginn an all d'Formatiounen esou reorganiséiert ginn, dass d'Personal effizient am Team kann zesummeschaffen.

Här President, ech hu lo vill iwwert déi Gesondheetsberuffer geschwat, déi engem oft als Éischt an de Kapp kommen: d'Infirmieren, d'Aide-soignanten, si, déi d'Chaîne des soins an de Spideeler an am ambulante Beräich um Lafen. Mee natierlech gëtt et nach weider Professions de santé. Zu ganz ville géing et natierlech och hei eppes ze soe ginn. Mee meng Zäit ass knapp a gottseidank hu vill vu meng Virriedner och scho villes ugeschwat. Dowéinst loosst mech just nach eng weider Berufsgruppe uschwätzen.

Ech wëllt nach gären op d'Reglementatioun, änlech wéi d'Madam Schoos, vun de Psychologen agoen, wuelgemierkt vum Psycholog – net vum Psychothérapeut. Bis haut ass de Psycholog kee vun den 23 reglementéierte Gesondheetsberuffer. Bis haut ka sech quasi all Mënsch e Schëld un d'Är schrauwen a behaupten, e wär Psycholog. Bis haut ass Lëtzebuerg eent vun de leschte Länner an Europa, wou dese Beruff net reglementéiert, net kadréiert an deementsprechend och net valoriséiert ass.

„Wou Psycholog dropsteet, soll och Psycholog dra sinn“, jo, dat fuerdert d'SLP, d'Vertriebung vun de Psychologen zu Lëtzebuerg. Vill vun eis hu si an de leschte Joren am Kader vun Entrevuë begéint – Dir hoffentlech och, Madamm Minister – a mir begréisen, dass d'Reglementatioun an Ärem Koalitiounsvertrag steet. Mir wëllen op deser Plaz d'Drénglechkeet vun deemem Punkt ënnersträichen a fuerderen eng schnell Ëmsetzung vun deemem Punkt a Concertatioun mat hirer Vertriebung.

Eng lescht Nofro wëllt ech gare ronderëm d'Professoren vun den Hiewamme stellen. Och hei mécht sech de Personalangel bemierkbar, besonnesch am Sektore hospitalier. D'Promotioun fir dese wäertvolle Beruff gëtt gemaach, net zulescht duerch d'Unerkennung vun den Hiewammen als immateriell Kulturieren. Mee fir deem och Rechnung ze droen, muss d'Ausbildung elo nozieren: Am September 2024 sollt nämlech de Bachelor fir Hiewamme starten. Dat ass awer net geschitt.

Madamm Minister, vläicht kënt Der – kohärent och mat eiser Strategie ronderëm d'Fraegesondheet – eis soen, wisou dat de Fall ass oder wisou et net de Fall ass, dass de Bachelor lancéiert gouf, a wéini dat dann elo soll geschéien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, d'Penurie vun eise Fleegeberuffer ass eng laangootmeg Geschicht. An et gëtt och hei leider keng Baguette magique, mee mir mussen eis un dese komplexen Defi weider eruwoen, an et muss fir de Santéministère an eis alleguerten heibannen eng iewescht Prioritéit sinn. Et dierf kee Spillball sinn tëscht de Ministère an et dierf och keng Fro vu Käschte sinn.

An deem Sënn soen ech dem Här Spautz e ganz grouse Merci, dass en dese Sujet haut op eisen Ordre du jour setze gelooss huet. Merci fir den interessanten Echange an Tech alleguerte merci fir d'No-lauschteren.

M. Meris Sehovc (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer dann iwwer eppes, wat eis all um Häerz läit: eis Gesondheetsberuffer. Et ass e Sujet, iwwert dee mer zënter Joren diskutéieren, awer wou déi verschiddenst Regierungen ëmmer nees nëmmen hallefhäerzeg Moossnamen huelen.

Mir kennen d'Situatioun all: Eis Spideeler siche verzweifelt no qualifiziertem Personal. Eis Flegestatiounen si bis zum Rand geféllt. Eis Gesondheetsberuffer schaffen um Limit. D'Konsequenzen dovun ginn ëmmer méi sichtbar. Tëscht 2019 an 2023 hu sech zum Beispill d'Iwwerstonnen am Spidolsberäich méi wéi verduebelt. An och d'Zuel vun de Krankeschäiner ass an där Zäit geklommen.

Wann d'Iwwerstonnen esou klammen, gesäit een, dass et akut ass. Eise Gesondheetssystem läit selwer op der Intensivstatioun. A wat maache mir? Mir schwätzen. Mir diskutéieren. Mir maachen hei an do e klengt Gesetz oder änneren eng Formulatioun. Mee dat groust Ganz, dat, jo, dat bleift aus!

Viru Joren hu mer gesot: „Mir brauchen eng Reform vun der Ausbildung.“ Wat ass geschitt? E puer Adaptatiounen vum Curriculum. Viru Joren hu mer gesot: „D'Aarbechtskonditione muss verbessert ginn.“ Wat ass geschitt? E puer kleng Upassungen vum Gehaltssystem. „Und täglich grüßt das Murmeltier.“ Haut dann déi nämmelech Sätz an, héchstwahrscheinlech, déi nämmelech Léisungen.

Jo, ok, do dertëscht, tëscht deenen zwee Debaten – an den Här Spautz, deem ech hei nach eng Kéier Merci soen, dass en dat heiten op den Ordre du jour gesat huet, huet dat kuerz ugeschwat – war eng Covid-19-Pandemie. An dat entschëllegt en Deel, awer och net alles. Kommt, mir halen endlech domadder op, dass ëmmer erëm als Excuse ze huele fir all d'Problemer, déi scho viru bekannt waren an déi duerch d'Pandemie net besser gi sinn, also och scho längst viru hätte kënnen verbessert ginn.

Well loosst eis éierlech sinn: Et ass bei Wäitem net genuch gemaach ginn! Dat ass, wéi wann een eng Plooschter op eng grouss Wonn géif pechen. Et hält vläicht fir de Moment, mee et léist net de Problem.

Aner Länner maachen eis et vir. Do gëtt massiv an d'Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer investéiert. Do gëtt net just geschwat, do gëtt gehandelt. A mir brauchen eng komplett Neorientéierung vun der Ausbildung. Mir brauchen eng Universitätsausbildung, déi um héchsten Niveau ass – net nëmmen e Bachelor, mee e Masterstudium a méi Spezialisatiounen, déi ugebuede ginn. An dat net nëmme fir d'Dokteren.

Och aner Gesondheetsberuffer mussen bei eis op der Uni kënnen ugebuede ginn. Natierlech – an dat ass kloer – kënnen mer net alles aleng offréieren. Dofir si mer als Land a par conséquent als Uni ze kleng. Mee mir hunn doch eis Groussregioun, op déi mer hei am Land ëmmer sou stolz sinn.

Wa mer éierlech sinn, dann hu mer se grad och am Beräich vun der Gesondheet an de leschte Jore vill genotzt, vill strapaziéiert, fir Gesondheetspersonal op Lëtzebuerg ze lackelen. Mee firwat dann elo hei net

erëm op eis Groussregioun zeréckgräifen, wou mer dräi Universitätsklinicken hunn, ouni hinnen awer, esou gesot, Personal ze klauen? Zum Beispill kéinte mer an Zesummenaarbecht mat den Unisklinicken an hiren Unie weider bi- an trinational Studiegäng of-fréieren. D'Infrastruktur dofir gétt et zum Deel schonn, mir muss se just notzen. Domat hätte mer eng méi grous a breetgefächert Offer, et géife méi Studenten an deem Beräich an eist Land zéien a mer kéinten och d'Qualitéit vun eiser eegener Uni verbessern, well laangfristeg brauch och Lëtzebuerg eng richteg Uniklinik.

Mir brauchen awer och endlech eng allgemeng Opwärtung vun alle Gesondheetsberuffer. A virun allem brauche mer eng Perspektiv fir déi Jonk, déi sech fir dës Beruffer interesséieren. D'Aarbeitskonditiounen si schlecht. Jo! Schichtaarbecht ass schwéier. Jo! D'Verantwortung ass grous. Jo! An d'Unerkennung dofir: Déi ass kleng! Dat muss sech änneren, an zwar elo direkt!

Ech héieren elo schonn déi éischt soen: „Mee dat kascht vill. Dat kascht ze vill.“ Jo, dat kascht. Mee wat kascht et eis, wann eise Gesondheetssystem zesummebrécht? Wat kascht et eis, wann eis Spideeler kee Personal méi fannen? Wat kascht et eis, wann eis Biergerinnen a Bierger net méi déi bescht Behandlung kréien, oder guer keng? Dee Präis wäert vill méi héich sinn. An ech, fir mäin Deel, wär net bereet, dee Präis ze bezuelen.

D'Politick huet ze laang gewaart. Dat hunn ech virdu scho gesot. Mir hunn ze laang just kleng Schrëtt gemaach. Elo ass et Zäit, fir vun de Schrëtt zum Sprong unzesetzen, engem grouse Sprong. Mir brauchen e Masterplang Santé, deen net just op déi nächst 5 Joer kuckt, mee op déi nächst 20, well mir müssen d'Infrastrukture schaffen.

Dëse Plang muss dräi Haaptpilieren hunn:

Éischstens: eng komplett Reform vun der Ausbildung. Modern, praxisorientéiert a mat der néideger internationaler Unerkennung. Dozou gehéiert, wéi gesot, och den Ausbau vun der Offer op eiser Universitéit.

Zweetens: eng däitlech Verbesserung vun den Aarbeitskonditiounen. Dat heescht: méi Personal, besser Schichtpläng, Kannerbetreuung do, wou et néideg ass, an eng fair Bezuelung.

Drëtens: eng kloer Karriärsperspektiv fir all Gesondheetsberuff. Wie sech weiderbilden, wie Verantwortung iwwerhëlt, dee muss dat net nëmmen am Portmonni spieren, mee och a sengem Berufsalldag.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen an dierfen net méi waarden. D'Leit hei am Land verlooosse sech op eis. Si vertrauen drop, dat mir handelen – net muer, net iwwermuer, mee elo.

Ech fuerderen dofir d'Regierung op: Kommt mat engem ambitiöse Plang, net mat Hallefmesüeren, net mat Minimalléisungen, mee mat engem Plang, deen eise Gesondheetssystem op déi nächst Generatioun virbereet! A bréngt idealerweis och de Kompass mat beim Plang, well ouni Kompass déngt de beschte Plang näischt! Well ee Punkt ass kloer: Ouni eis Gesondheetsberuffer fonctionéiert näischt! Si sinn net just d'Réckgrat vun eisem Gesondheetssystem, nee, si sinn d'Häerz, dat d'Blutt duerch de Kierper pompelt. An et ass héich Zäit, dat mir hinnen déi Unerkennung ginn, déi si verdéngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An da kritt den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Zukunft vun eisem Gesondheetssecteur ass ganz

enk verbonne mat der Fro vum Gesondheetspersonal, also deene Fraen a Männer, déi essenziell Servicer am Interessi vun der Allgemengheet leeschten, am Interessi vun de Mënsche leeschten.

An ech mengen, vill vun de Virriedner si schonn drop agangen, wéi mer viru Jore geziddert hunn an der Covidpandemie a wou déi Fro vum Gesondheetspersonal eng ganz kruzial ginn ass, a wéi déi Aarbechten och wierklech als essenziell Aarbechten an de Vierdergrond geréckelt sinn. Et ass eis awer gläichzäitig och bewosst ginn, wéi onsécher dës Basis ass, well ouni d'Gesondheetspersonal, ouni d'Infirmiären an d'Aide-soignanten – besonnesch déi, déi aus der Groussregioun kommen – wier eise Gesondheetssystem kollabéiert. Dat muss een einfach esou dréchen analyséieren.

Ech ka mech nach ganz gutt drun erënneren, wéi grous d'Opreegung war, wéi d'Gefor an der Loft war, dat eventuell Frankräich géif d'Grenzen zoumaachen. An de Phenomeen vun „Grenzen zoumaachen“ ass op eng aner pandeemesch Aart a Weis erëm een, dee riskéiert, d'Zukunft vun deenen nächste Méint a Joren ze bestëmmen.

Dat weist awer och, wéi ofhängeg mer vun der Groussregioun sinn an dass mer eis müssen an der Ausbildung an der Opwärtung vun de Gesondheetsa Fleegeberuffer nach méi müssen investéieren.

Ech soen dem Här Spautz och Merci fir déi Interpellatioun, déi en hei gefrot huet. An en huet och Recht: Mir hunn déi Diskussioun schonn 2021 gefouert. A ganz vill vun deene Pisten, déi haut och erëm eng Kéier genannt gi sinn, sinn och deemools opgezeechent ginn. Et muss een awer ernüchert soen, dat véier Joer drop d'Situatioun sech net weesentlech verbessert huet a vill Problemer déi selwecht bliwwen sinn, jo, verschiddeener sech deelweis souguer verstärkt hunn.

Éischstens: de Personalmangel. De Rapport vun der COPAS vun 2023 weist kloer, dat 900 Poste pro Joer am Gesondheetssecteur besat mussen ginn. Eis Efforten an der Ausbildung ginn deene reelle Besoinen awer net gerecht. Den LTPS huet am Joer 2021/2022 nëmmen 387 Ofschlëss – all d'Sektione mat abegraff. An dat ass awer wäit vun deem ewech, wat néideg wier.

Dat heescht, mer mussen méi maachen, mer mussen méi ausbilden a mer müssen et och besser maachen, well d'Differenz tëscht deenen, déi mir selwer ausbilden, an deem Besoin, dee reell besteet, déi gétt dann an der Groussregioun gesicht. No deem selwechte Rapport wunnt och just knapp d'Hallschent ongeféier vum Gesondheetspersonal, dat zu Lëtzebuerg schafft, och zu Lëtzebuerg. Déi aner Hallschent si Frontalieren. A verschiddeene Beräicher ass deen Ecart enorm grous. Nëmmen 23 % vun den Infirmiären an Infirmiere wunnen zu Lëtzebuerg. 77 % kommen aus der Groussregioun. Dat bedeit natierlech och eng disproportionéiert Ofhängegkeet vum Personal aus der Groussregioun.

An de virdu schonn zitéierte Marie-Lise-Lair-Rapport huet dat och an der Konkusioun esou festgehalten: Wann ieren eis Noperen – Däitschland, Frankräich, d'Belsch – géifen op d'Iddi kommen, hir Fleegeberuffer a Gesondheetsberuffer ze revaloriséieren, déi méi ze bezuelen, da riskéiere mer, dat hei zu Lëtzebuerg d'Luuchten ausginn oder, wéi den Här Spautz gesot huet, dat mer kënnen de Schlüssel ënnert d'Dier leeën.

En zweete Problem, deen nach ëmmer besteet, ass d'Attraktivitéit vum Beruff. An dat ass e Problem vun der Realitéit. Et geet net duer, de Fleegeberuff als schéin oder erfëllend duerstellen. An et geet och net duer, an Noutsituatiounen ze klappen, well déi

erliefte Realitéit vun de Fleegeberuffer ass eng aner, wéi de LëtZCare-Rapport opweist, dee vun der Uni.lu an Zesummenaarbecht mat der ANIL publizéiert gouf.

Een Drëttel vun de Leit am Secteur denkt driwwer no, de Beruff ze verlooossen. D'Grënn dovunner sinn: dat héicht Aarbeitsvolumen, ëmmer méi Iwwerstonnen, déi mussen geleescht ginn, wou mer och schonn eng Question parlementaire dozou gestallt hunn. D'Aarbeitskonditiounen ginn dacks beschriwwen als e maschinellen oder roboteraartegen Takt, dee virgi gétt. D'Leit mussen vu Patient zu Patient rennen, ouni Zäit fir tëschemenschlech Bezéiungen.

Ech mengen, dat dat awer och e systematesche Problem ass. E System, deen an alleréischter Linn d'Käschten an d'Zäit kalkuliert, an doduerjer an der Realitéit och d'mënschlech Relatioun aus den Ae verléiert.

Den Här Engel huet vu mënschlechen a soziale Wäerter geschwat. Dat ass richteg, mee et muss een awer feststellen, dat déi Tendenz, dat 40 % vun der Aarbecht quasi administrativ Tätigkeete sinn, och ganz vill mam Verrechnungssystem vun der Sécurité sociale ze dinn huet. Dat sinn alles Froen, déi eigentlech ganz enk mateneen zesummenhänken.

Fir eng jonk Generatioun ze motivéieren, mussen mer strukturell Problemer prioritär léisen – nëmmen duerch besser Aarbeitsbedéngungen, eng gerecht Aufgabeverdeelung an eng kloer Valoriséierung vum Beruff kann deesen Trend ëmgedréint ginn – an d'Karriärméiglechkeete mussen besser ginn.

Et ass virdrun och schonn op d'Kollektivvertrëg agaange ginn, déi mat den Aarbeitskonditiounen zesummenhänken. An och do si mir als Lénk wierklech der fester Iwwerzeugung, dat mer wierklech eng Revaloriséierung no uewe vum SAS- a vum FHL-Kontrakt mussen ustriewen.

Véiertens: d'Flexibilitéit an d'Ausbildung, d'Passerellen. D'Ausbildung muss méi flexibel gestalt ginn. Et soll méiglech sinn, wärend engem Medezinnstudium zum Beispill op eng Infirmièresausbildung ëmzeklammen, ouni doduerch direkt nees mussen bei Null unzufänken. A gläichzäitig muss mer d'Méiglechkeet schaffen, tëschent de Beruffer vun Infirmier, Aide-soignant oder der neier Sektione Gesondheetswëssenschafte méi einfach ze wiesselen.

Et stellt sech d'Fro, ob mer wierklech vill méi nei Profiller brauchen oder ob et net weesentlech besser wier, déi aktuell Profiller ze stäerken, hir Kompetenzen a Verantwortungen duerch eng geziilt Valoriséierung auszubauen. An eisen Ae wier et méi sënnavoll, den Aide-soignanten an Infirmieren iwwer Formationcontinuen d'Méiglechkeet ze ginn, sech ze spezialiséieren, oder sech duerch Formatiounen en cours d'emploi weiderzubilden, am plaz ëmmer nei a komplex Strukturen ze schaffen, wéi zum Beispill deen Ausbildungsprofil vum Technicien en soins, wou d'Gewerkschaften an d'Associatiounen vum Fleegepersonal awer doranner éischter e Risiko gesi vu Konfusioun an der Aarbeitsopdeeling.

Här President, meng Zäit ass leider schonn ofgelaf. Duerfir wëll ech zum Schluss just soen, dat d'Gesondheet e Recht ass an dat et kee Privileeg ass an dat mer e laangfristeg Plang fir eise Gesondheetssecteur brauchen. An an deem laangfristeg Plang müssen d'Gesondheetsberuffer am Zentrum stoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär d'Wuert fir d'Regierung. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Hâr President, a merci dem Deputéierte Marc Spautz fir déi Interpellatioun. Merci villmools alle Riedner fir déi vill a konstruktiv Bätträig. Ech wäert alles mat op de Wee huelen an déi Iddie mat an eis Iwwerleeungen eranhuelen.

D'Regierung ass sech wierklech der Wichtigkeet vum Sujet bewusst an déi zwee Koalitionspartner si sech eens, dass all d'Gesondheetsberuffer eng absolut Prioritéit sinn an dass wierklech konsequent an zügeg muss gehandelt ginn.

Fir d'éischt wéilt ech awer mol nach eng Kéier drop hiweisen, wou mer stinn. Verschidde Leit hunn et haut ugeschwat, mee ech wéilt nach eng Kéier am Detail drop agoen. D'Gesondheetsberuffer deele sech, wéi Der de Mëtje jo héieren hutt, a medezinesch a paramedezinesch Spezialitéiten op. Déi eng si gereegelt iwwert d'Dokteschgesetz vun 1983 an déi aner iwwert d'Gesondheetspersonalgesetz vun 1992. Zousätzlech hu mer dann 2015 och nach en neit Gesetz iwwert d'Psychotherapeute kritt.

Am Accord de coalition stinn eng Rëtsch Projeten, déi an deem Beräich Aktivitéiten no sech zéien, déi jo schon deelweis vum Deputéierte Gérard Schockmel am Detail ugeschwat goufen. Iwwert déi lescht 14 Méint hat ech d'Chance, mat villen Acteuren e konstruktiven Echange ze hunn a krut e Gefill fir d'Pertinenz vun de Konklusivitéiten vun der Etüd Lair, déi de Mëtje jo och schon oft erwänt ginn ass, a fir ze gesinn, wéi dat, wat am Regierungsprogramm virgesinn ass, iwwert déi nächst Jore kann en place gesat ginn. Ech wäert mech elo awer praktesch exklusiv op d'Gesondheetsberuffer am Allgemengen an duerno op d'Fleegeberuffer am Besonnesche beschränken.

All d'Acteuren, déi ech gesinn hunn, kucken no vir a si gewéilt, sech mat anzébréngen, fir dass mer och an Zukunft genuch Gesondheetspersonal am Allgemengen a spezifesche Fleegepersonal hunn, fir d'Defie vun enger Gesellschaft unzégoen, déi zwar hoffentlech duerch méi effikass Preventioun a Promotioun vun der Gesondheet manner séier krank gëtt a méi laang leeft – och gutt leeft –, mee awer och Fleeg brauch a medezinesch adequat muss kënnen betreit ginn.

Éischte Volet dovunner: Fir als Deel vum Gesondheetspersonal zu Lëtzebuerg ze schaffen, brauch een eng Autorisation d'exercer. De Ministère ass zoustänneg fir d'Ausstelle vun deenen Autorisations d'exercer opgrond vum Gesetz iwwert d'Reconnaissance des qualifications professionnelles, dat op enger EU-Direktiv baséiert. Do si mer permanent am enken Austausch mam Héichschoulministère, fir ze kucken, ob all eis Attributiounen nach adaptéiert sinn. Lo ass et während der Pandemie kloer ginn, dass dee Prozedere, fir déi Autorisations d'exercer auszustellen, muss moderniséiert ginn a besser accessibel Informatiounen iwwerall mussen disponibel sinn.

Dat war och ee vun den éischte Projeten, déi direkt ugefaangen hunn an haut si scho vill Autorisations d'exercer iwwer guichet.lu digital ufrobar. Et brauch ee kee Pabeier méi hin- an hierzeschécken. D'Prozedur sinn och intern acceleréiert ginn, soudatt normalerweise kee méi wochelaang op seng Autorisatioun muss waarden, nodeems hien oder si all hir Dokumenter eraginn huet. Parallell gouf dunn och de Register informatiséiert an e wäert bis Enn 2025 erlaben, en Dashboard iwwer d'Gesondheetsberuffer, medezinesch an netmedezinesch, en continu opstellen. Sou wësse mer da bei enger Situatioun d'urgence direkt, wéi vill Professioneller wou a wéi verfügbar oder aktivéierbar sinn. D'Noutwendegkeet vun esou engem Dashboard ass och nach rezent am Rapport vum Observatoire de

la santé confirméiert ginn. Mir zéien och domadder eng Léier aus den Ufäng vun der Pandemie, wou probéiert ginn ass, all eis Ressourcen ze mobiliséieren a festgestallt gouf, dass eise Register net à jour ass a Leit, déi opgeholl haten an eventuell kéinte reaktivéiert ginn, net errechbar waren.

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass: Firwat dauert dat sou laang, bis déi Attributiounen à jour gesat ginn? Et ass schon ugeschwat ginn: De 4. Juni 2021 huet d'Cour constitutionnelle e Jugement geholl, wou d'Artikelen 1 a 7 aus dem 1992er Gesetz fir anticonstitutionnel erkläert goufen. A mir hunn alles, wat am Règlement grand-ducal virgesi war, mussen an d'Gesetz ophuelen. Well awer de Projet de réforme, fir déi ronn 20 Gesondheetsberuffer à jour ze setzen, nach net esou wäit avancéiert war, dass een d'Attributiounen, déi mat verschidden Acteuren schon deelweis duerchdiskutéiert gi waren, hätt kënnen valablement mat där néideger Rechtssécherheet an engem Gesetzestext ofbilden, ass de Choix gemaach ginn, an vu vun der Urgence – den Arrêt hat Enn Juni als Deadline ginn – d'Attributiounen esou ze iwwerhuelen, wéi se dee Moment am Règlement stoungen.

Obwuel also d'Aarbechten un der Reform vun den Attributiounen vun 2020 u schon an den éischten Diskussiounen waren, war de Ministère 2023 net prett. 2023 war dunn och nach e Joer, wou Walen am Hierscht waren, dertëscht e Summer, an den Dossier ass do och net wierklech virukomm.

Mir hunn eis elo nei opgestallt. Mir sinn amgaang, der Ekip déi néideg Renforten ze ginn a wäerten elo mol prioritär den Infirmier en soins généraux an enger éischer Phas sou séier wéi méiglech op den Instanzeweie bréngen, fir dass mer gesinn, wéi laang mer duerch d'Procédure législative brauchen, a fir ze gesinn, wéi déi Attributiounen muss juristesch korrekt formuléiert sinn.

D'Manéier, wéi déi Ännerungen ausgeschafft gi sinn, erkläert vläicht och e bëssen, firwat et sou laang gedauert huet. Et gouf fir all Profession de santé, dass heescht ronn 20, e Groupe de pilotage agesat, wou d'Parties prenantes fir dee spezifesche Beruff beienee waren. An engem techneschen Aarbechtsgrupp goufe Proposen erschaft, déi da vum Groupe de pilotage aviséiert goufen. Wéi gesot, den Infirmier en soins généraux ass elo an deem Prozess fäerdeg a gëtt juristesch verschafft fir an d'Prozedur.

Wat ännert sech da spezifesch bei deem Infirmier en soins généraux? Et gëtt erweidert Missiounen. D'Attributiounen ginn un dat ugepasst, wat um Terrain gebraucht gëtt. Et gëtt eng Modernisatioun vun den Tächen an, Hâr Engel, et gëtt eng verstärkt Verantwortung an Autonomie virgesinn. Deen Exercice wäert da fir all Gesondheetsberuff, deen am 1992er Gesetz virgesinn ass, gemaach ginn. Zanter Juni 2023 stinn dann do 21 verschidde Gesondheetsberuffer an de Planning gesäit vir, dass mer Enn 2026 da mat deem leschten duerch sinn.

Drëtte Sujet, deen ugeschwat ginn ass: d'Attraktivitéit vun de Beruffer. Do gouf am November 2022, sou wéi den Deputéierte Georges Engel an den Hâr Gérard Schockmel et schon ugeschwat hunn, healthcareers. lu en place gesat, en dediéierten Internetsite, wou een Temoinnagë fënnt, wou een Informatiounen fënnt, wou een Erklärungen zum Secteur fënnt a wou all Acteuren vum Secteur sech matdeele kënnen. D'Zil vun där Campagne war et, méi no beim Terrain ze sinn, méi accessibel fir de Grand public ze sinn a besser ze informéieren iwwert d'Debouchéen, déi et am Secteur de santé et de soins gëtt.

D'Ekip, déi sech ëm dës Campagne këmmert, hält zanter Enn 2023 och enke Kontakt mat all den

Acteuren um Terrain, net nëmmen der COPAS, der FHL, de Berufsvverbänn, dem DeWidong, mee si koordinéiert och hir Präsenz op der YEPI-Schoulfoire, hält Kontakt a bréngt déi verschidden Acteuren a Kontakt mat de Schoulen iwwert den Jobday, iwwert d'Journées d'orientation, iwwer Ateliers.

Rezent hu mir et mam Familljeministère zesummen och fäerdegbruecht, eng Campagne iwwer Radio, Kino, Bus, Tram an esou weider en place ze setzen, fir de Site nach méi visibel ze maachen an nach méi Reklam fir d'Gesondheetsberuffer ze maachen. Dës Campagne leeft elo nach bis déi éischt Woch Februar a wäert am Laf vun 2025 zwee- bis dräimol widerholl ginn. An dëser Campagne kommen och déi medezinesch Beruffer zur Geltung.

A wa mer scho bei deene sinn, do si mer frou, dass mer no engem Joer konstruktivem Dialog mat de Médecins en voie de spécialisation elo eng Pist hunn, déi mer zesumme mam Héichschoulministère wäerte mat deenen anere Parties prenantes diskutéieren, fir dass d'MEVs hiren eegene Statut kréien.

Merci dofir de Médecins en voie de spécialisation, dass heescht de MEVs, fir hiren Asaz, hiren Engagement am Interêt vun all deenen, déi mer wëlle motivéieren, op Lëtzebuerg ze kommen a wa méiglech och hei Fouss ze faassen.

Ech géif da vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir op déi eenzel Froen anzégoen, déi esou am Laf vun de Contributiounen komm sinn. Déi eng ass d'Société des médecins. Wou si mer do drun? Dat Gesetz wëlle mer bis Enn 2025 geschriwwen a wa méiglech och scho mat de Parties prenantes diskutéiert hunn, éier mer et an den Depot ginn. Dass eng absolut Prioritéit fir dës Joer.

Da ware verschidde spezifesche Beruffer ugeschwat ginn. Sage-femme: Jo, mir hunn de Moment, dës Joer – 2025 – déi Formatioun nach an der ENSA lafen, dem fréieren LTPS. Do sinn 23 Leit ageschriwwen. D'Uni war nach net prett, fir deen en place ze setzen. Veterinaire: Do si mer am enken Austausch, fir deen Assistant vétérinaire ofzebilden, fir ze kucken, wat do verlaangt ass. Psycholog: do ass eng Note de cadrage gemaach ginn. Do misste mer an deenen nächste Méint kënnen mam Gesetzestext ufänken. Infirmier psychiatrique: D'Problematik vun där Zousatzformatioun ass an enger Question parlementaire am Detail beäntwert ginn.

An dann ass e puermol ugeschwat ginn: de Bac+2, dass heescht den Infirmier an der ENSA an de Bachelor op der Uni. Wéi laang lafen déi nach parallel? An ech wouss guer net, dass ech gespaant wier ze gesinn, wat do géif erauskommen, mee Dir wäert besser opgeschriwwen hu wéi ech, wat ech dee Moment gesot hunn. 2028 ass als Deadline gesat ginn, fir eng Evaluatioun ze maachen, wat dann déi zwee Beruffer um Terrain bewierken. Dass heescht – d'Madamm Bernard huet et virdru scho gesot – mir mussen waarden, bis déi zwee Beruffsbiller um Terrain ukomm sinn, fir ze kucken, wat da mam Bac+2 geschitt respektiv wéi de Bachelor ausgebaut ka ginn. Also do gëtt 2028 eng Evaluatioun gemaach. En attendant lafen déi zwou Schinne parallel virun.

Mee alles dat, wat ech elo gesot hunn, geet net duer. Aus mengem Entrevuen ass ervirgange, dass et eigentlech dräi grouss Froen gëtt, déi sech e bësse mat deenen dräi groussen iwwerschneiden, déi den Deputéierte Sven Clement ugedeit huet, mee ech formuléiere se licht anescht.

Hei sinn déi dräi Froen, déi an eisen Ae konsequent missten ugaange ginn: Wéi kréie mer méi Jonker op Cinquième beweegt, sech a Richtung Gesondheets- a Fleegeberuffer ze orientéieren? Well d' Cinquième

ass dat Joer, wou een an der Ausbildung eng decisiv Entscheedung hëlt. Wat brauch et, fir datt Professioneller am Beruff bleiwen an net no sechs, siwe Joer denken: „Ma, ech ginn elo iergendwou hi mat mengem Beruff, wou zwar mäi Profil verlaangt gëtt, mee wou ech awer méi oder manner gestresst Aarbecht muss maachen.“ Wéi kann een engem, deen an enger Schinn ënnerwee ass, Perspektive ginn, fir sech weiderzuentwéckele respektiv ëmzeschoulen? An ech denken, dat deckt sech mat ville Froen, déi de Mëtze gestallt gi sinn.

Am Regierungsprogramm steet, datt mer géifen d'Méiglechkeeten analyséieren, fir e Beruff tëschent dem Aide-soignant an dem Infirmier en soins généraux anzeféieren. Firwat steet dat do? Ma, ech hunn a menger éischter Fro gesot: Wéi kréie mer op Cinqüème méi Schüler an e Gesondheetsberuff orientéiert? An de Gesondheetsberuff gëtt et den Aide-soignant, deen ugésidelt ass am Régime professionnel, an an de Gesondheetsberuff gëtt et den Infirmier en soins généraux, wat dann e Bac+2 oder e Bachelor ass. Dertëschent gëtt et näscht. An dat weist mer: Déi Efforten, déi gemaach gi sinn, fir iwwer Passerellen nozedenke vum Aide-soignant op den Infirmier en soins généraux, déi sinn net gefrucht. Do huet keen et an de leschte Joerzénge fäerdegbruecht, Passerellen ze schafen. Firwat? Ma an all deenen anere Beruff gëtt et eng Filière Technicien dertëschent, do gëtt et Passerellen, an hei gëtt et déi net. Mir sinn eis um Niveau vun der Regierung eens an zënter dem 8. Januar si mer eis och mat der FHL an der COPAS eens, a gëschter huet d'ANIL mir e Breif geschéckt mat néng Remarken, wou eng Remark dovunner ass, datt se och denken, datt et sënnvoll wär, driwwer nozedenken, e Beruff um Bac-Niveau unzedenken. Soss kréie mer déi Passerellen net hin. Wa mir e Beruff um Bac-Niveau hunn, da kënnen mer eng valabel Passerell vum Aide-soignant eriwuer kréieren. A wa mir e Beruff um Bac-Niveau hunn, da kënnen mer och eng valabel Passerell fir déi Leit, déi um Bac sinn, eriwuer respektiv direkt an de Bac+2 an de Bac+3 organiséieren. Do si mer eis eens.

Zweet Fro: Stress, Belaaschtung, emotionell Belaaschtung, Absenteismus, administrativ Belaaschtung, bref, Aarbechtskonditiounen. Och do schéngt eng finanziell Opbetterung eleng net vill ze déngen. Haut si vill Iddie genannt ginn, vill Sujeten undiskutéiert ginn. An och do hunn d'FHL an d'COPAS vill Iddien, fir an engem koordinéierten a kollektiven Effort virunzekommen. De Moment ass jiddwereen op senger Plaz, a sengem Eck, denkt et a sengem Haus, denkt et a sengem Secteur, mee de koordinéierten Effort ass net do.

Falls mir dann eventuell eng Schinn tëschent dem Aide-soignant an dem Infirmier en soins généraux hu mat den néidege Passerellen, da kënnen mer och deenen Aide-soignanten, déi scho jorelaang am Secteur eng genial gutt Aarbecht leeschten, déi scho vill Erfahrung hunn an déi och hei am Kader vun enger Petitioun hir Suerge matgedeelt hunn, eng Formation en cours d'emploi ubidden, fir iwwert eng weider Qualifikatioun op deen Tëscheberuff ze kommen. Mir, déi véier Ministeren – Héichschoul, Schoul, Famill, Gesondheet a Sécurité sociale – sinn eis hei eens, datt mer mat all de Partie-prenanteën müssen an deem Sënn weiderdenken.

All dës Iwwerleeungen a Feststellungen hunn dozou gefouert, datt mer wierklech zesumme mat der COPAS an der FHL an enger Sitzung vum 8. Januar festgehalten hunn, datt mir deemnächst eng Taskforce asetzen, eng Taskforce, wou all d'Partie-prenanteën dra sinn. Fir elo mol als Éischt de Wee vum Aide-soignant bis den Infirmier en soins généraux ofzebilden: Wat gëtt um Terrain gebraucht? Wéi eng

Akte brauche mer um Terrain? Wéi eng Kompetenze brauche mer um Terrain? Wie soll wat dierfen, kënnen, müssen, ënner wéi enger Responsabilitéit maachen? An dat dann zesumme mat der Schoul an der Héichschoul ofgläichen, fir ze kucken, datt och déi Ausbildung, déi gemaach gëtt, deem entsprécht, wat um Terrain gebraucht gëtt.

D'ENSA ass prett, déi Formatioun dertëschent en place ze setzen, mee et muss kloer sinn, wat déi Leit, déi dann déi Formatioun hunn, dierfen, kënnen, sollen um Terrain konkret am Zesummespill mam Aide-soignant an der Infirmière maachen. Déi Taskforce wäert sech awer net dorobber beschränken, mee – wéi am Livre blanc vun der FHL ugeschwat an am viru genannte Rapport iwwert den Observatoire de la Santé bestätegt – kéint den Ufank si vun enger Gouvernance am Beräich vun der Planifikatioun vun de Besoinen am Beräich vun der Gesondheet. Déi kann och groussregiounsméisseg aktiv ginn, andeems d'Uni an där Taskforce present ass an iwwert hir Kontakter am Ausland ka mat aktiv ginn.

De Gesondheetssystem brauch natierlech net nëmme gutt geschoult Personal, dat um Terrain ideal Konditiounen fënn, fir senger Berufung nozegoen – well et ass net nëmme e Beruff, et ass eng Berufung –, mee och déi néideg Strukturen. Et ass schon ugeschwat ginn: digital Vernetzung, dezentral Offeren, Waardezäiten an den Urgenzen, déi viabel sinn. Mee ouni Personal déngt och déi schéinste Landschaft näscht.

Zesummen, well mir sätzen all an deem selwechte Boot ... Fréier oder spéider brauche mer, jidderee perséinlech eng qualitativ héichwäerteg, medezinesch a gesondheetlech Fleeg. Mir brauche jiddereen a wäerten alles drusetzen, fir datt jiddereen, dee wëll am Secteur schaffen, do seng Erfëllung fënn, gutt Aarbechtskonditiounen huet a Perspektive fir eng konsequent Weiderentwécklung huet.

Ech soen Iech Merci fir all Ären Input a freeë mech op déi Taskforce, wou all Är Iddien zur Geltung kommen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun an dëser Debatt erakritt, an zwar d'Motioun vun der Madamm Alexandra Schoos. Dir hutt déi ausgedeelt kritt. Madamm Schoos, wëllt Dir nach Stellung derzou huelen? Duerno. Dann, wien huet eng Wuertmeldung derzou? Ech gesinn den Här Spautz. Här Spautz, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | Merci, Här President. Och wann ech mengen, dass et net direkt eppes mam Debat vun haut ze dinn hat, wëll ech mer awer erlaben, Stellung derzou ze huelen. Wann d'Madamm Schoos géif schreiwen „déi néideg Viraarbechten an dëser Legislaturperiod ulafen“, da kéinte mer eis virstellen, dat unzuhuelen. Mee fir elo ze soen, do misst e legale Kader fäerdeg sinn um Enn vun der Legislaturperiod ... Mir kënnen dat och stëmmen, mee dat ass esou eng Ausso, déi ech gemaach hunn: Mir hätte gären, dass an all Uertschaft e Generalist ass 24 Stonnen op 24. Dat ass hoergenau dat selwecht. An dofir, wann Der dat unhuelt, déi Propos, déi ech gemaach hunn, da kënnen mir där Motioun zoustëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, ech sinn och ganz frou mat Déieren an ech

sinn och ganz frou, dass mer hei eng Motioun hunn, där hiert Uleies ganz sécher och berechtigt ass. Ech muss soen, ech hat net domadder gerechent, dass mer an dëser Debatt iwwer d'Professions de santé géingen hei iwwert den Assistant vétérinaire schwätzen. Ech hu mech awer beléiere gelooss, well deen och mat zu de Professions de santé – direkt am Gesetz – gehéiert.

Duerfir ass et hei och berechtigt, dass déi Fro dann och haut hei debattéiert gëtt, obwuel mer alleguer heibannen, mengen ech, éischter gemengt hätten, dass et ëm d'Professions de santé vum Mënsch géing. Déi eenzeg Wuertmeldung, wat d'Déieren ugeet, war jo also elo vun der ADR, an déi aner hu sech alleguerte méi op de Mënsch konzentréiert. Dat wëll awer net heeschen, datt Der Onrecht hat an Ärer Interventioun!

Vum Inhalt vun der Motioun hier, mengen ech, kéint een dat heite mat ënnerstëtzen, well et wichteg ass, dass och déi Leit, déi als Assistant vétérinaire an als Déierefleeger schaffen, e bessere legalen an en néidege legale Kader kréien, deen hirem Beruff och déi richteg Wäertschätzung gëtt. Dofir géife mer dat heite matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

Hunn ech nach aner Wuertmeldungen?

(*Négation*)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da ginn ech der Madamm Schoos d'Wuert, och fir dem Här Spautz ze äntweren.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Ech wëll just virausschécken: Ech si begeeschtert, dass ech haut scho ville Leit warscheinlech eppes bäibréngen konnt, dass eis Professions de santé net nëmme op déi Zweekbeeng geméint sinn, mee och op d'Veterinären. Wéi gesot, mir si vergiess ginn, och an der Coronakris. An dann hunn ech jo schon emol mäin éischt Zil haut erreecht, dass op d'mannst hei am héijen Haus jiddweree weess, dass déi och zu de Professions de santé gehéieren an och deem Ministère ënnerstinn.

Här Spautz, villmools merci fir Är Proposition. Natierlech wier et méi flott gewiescht, wa mer de legale Kader nach an deenen nächste véier Joer kéinte schafen, mee ech si mer bewosst, dass dat och net ëmmer esou séier geet. Do musse jo verschidden Etappe gemaach ginn. Ech weess, dass schon déi éischt Virgesprécher lafen. Ech géif dat unhuelen, dass mer mat de Viraarbechten ufänken an dëser Legislaturperiod an da spëitstens an där nächster de Projet de loi virleien hunn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da géif ech proposéieren, datt mer déi modifizéiert Motioun zum Vott stellen, an zwar bei den Inviten da „schnellstméiglech ze schafen“ ersetze mat „déi néideg Viraarbechten ulafen ze loosse“.

Ech stellen also déi modifizéiert Motioun zum Vott.

Motion 1 modifié

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt

– et aktuell kee legale Kader gëtt, deen de Beruff vum Assistant vétérinaire/tiermedizinische Fachangestellte a vum Déierefleeger definéiert a reglementéiert;

– de feelende legalen Encadrement eng Ongerechtegkeet géintwuer den anere Beruffer an deem Secteur duerstellt;

– d'Personal an dëse Beruffer dacks Leit aus dem Ausland sinn, déi mat enger exzellenter Ausbildung heihinner schaffe kommen, déi si an der Klengdeierepraxis awer quasi net uwende kënnen, well dëse Beruffer hei zu Lëtzebuerg de legale Kader feelt;

– dës Beruffer mam entspreichende legalen Encadrement och eng méi grouss Hëllef an eng Entlaaschtung fir de Veterinär kënnen sinn,

ass sech bewusst, datt

– dëst och wichteg an néideg Beruffer am Secteur vun der Déieremedezinn a -fleeg sinn;

– d'Personal an dëse Beruffer an der Praxis vill Akten net an Eegeverantwortung maachen dierf an de Veterinär domat déi voll Responsabilitéit dréit bzw. déi Akte selwer maache muss (z. B. Blutprouff huelen);

– en entspreichende legalen Encadrement dëse Beruffer dann och déi néideg Valorisierung géing ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– déi néideg Viraarbechten an dëser Legislaturperiod ulafen (veuillez lire: déi néideg Viraarbechten an dëser Legislaturperiod ulafen ze loosse, fir de legale Kader ze schaffen), deen de Beruff vum Assistant vétérinaire a vum Déierrefleeger definéiert a reglementéiert.

(s.) Alexandra Schoos.

Vote sur la motion 1 modifiée

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Kéint Der just nach eng Kéier nokucken, ob jiddweree seng Procuratioun och benotzt huet, fir datt mer op déi richteg Zuel kommen?

Ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 59 Jo-Stëmme uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beïssel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

3. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

An dann hunn ech eng Wuertmeldung, ier mer zum nächste Punkt kommen, vum Här Gusty Graas. Här

Graas, Dir hutt d'Wuert, denken ech, fir eng Motioun ze deposéieren.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Et ass eng Resolutioun, déi ech hei wollt deposéieren. An zwar geet dat zréck op eng Initiativ vum ukrainesche Parlament, dat eis viru puer Méint ugeschriwwen hat am Kader vum 80. Anniversaire vum Genozid, dee vis-à-vis vun de Krimtataren deemools vum Stalin gemaach gi war. Vu dass awer déi Problematik nach wie vor d'actualité ass, ware mer der Meenung, mir sollten där Demande Rechnung droen. Iwwregens ass déi Resolutioun hei an enger änlecher Form schonn an anere Parlamenten och deposéiert ginn.

Ech wëll vläicht kuerz drop agoen, em wat et geet. Wéi gesot, an éischter Linn geet et em déi Deportatioun vun de Krimtataren duerch de Stalin zwëschent dem 18. an dem 20. Mee 1944. Do waren ongeféier 200.000 Leit dervu concernéiert. Natierlech krut dat alles elo eng nei Bedeitung mat der illegaler Occupatioun vun der Hallefinsel Krim duerch Russland am Joer 2014. An do ass et am Fong geholl weidergang, d'Identitéit vun den Tataren op der Krim weider ze zerstéieren. Et ass och esou wäit komm, datt déi Assemblée vun den Tataren, déi op der Krim bestanen huet, 2016 verbuede ginn ass, obwuel d'Cour internationale de la justice dee Moment awer eng ganz aner Positioun ageholl hat.

Déi Repressiounen hu keen Enn fonnt, ginn am Fong geholl nach ëmmer weider. Dat heescht et geet drëms, kulturell, politesch an och commemorativ Akten ze verbidden. Dat ass am Fong och begleet vun enger ganz staarker Aschränkung vun der Fräiheet vun der Press.

An dowéinst ass och den 28. Mee vum leschte Joer eng gemeinsam Erklärung gewiescht um Niveau vum Conseil de l'Europe, dat zesammen och mam Kommissär fir Mënscherechtsfroen, dem Michael O'Flaherty, deen deemools dat och mat ënnerschriwwen hat.

A mir sinn der Meenung – ech schwätzen elo am Numm, wéi gesot, vun der Majoritéit hei –, datt mir och als Lëtzebuurger Parlament dës Resolutioun sollten hei stëmmen, an zwar datt mer éischters emol eise volle Soutien och vis-à-vis vun den Tataren op der Krim géifen hei sollten zum Ausdrock bréngen.

Mir géifen natierlech nach wie vor déi Violatioun vun de Mënscherechter duerch d'Autoritéiten aus Russland op der Hallefinsel Krim condemnéieren. Ech wëll och nach eng Kéier drop zréckkommen, datt dee Genozid vun 1944, dee vum Stalin gemaach ginn ass, och ganz kloer ze verurteilen ass.

Dann natierlech profitéiere mer awer och vun der Geleeënheet, fir nach eng Kéier drop hanzeweisen, datt déi Aggressioun vu Russland vis-à-vis vun der Ukrain inakzeptabel ass an datt mer och nach wie vor eis voll Ënnerstützung vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek wëllen heimat zum Ausdrock bréngen.

Schlussendlech, Här President, wiere mer frou, wann Der dës Resolutioun, wou ech awer op eng breet Ënnerstützung hei zielen, och Ärem Homolog an der Ukrain, dat heescht dem President vun der Rada, kéint weiderreechen.

Dës Resolutioun gouf bis elo ënnerschriwwen vun de folgende Kolleegen: wéi gesot vun der Majoritéit, awer och vum Här Cruchten vun der LSAP a vum Här Clement vun de Piraten. Natierlech steet se op. All Ënnerschrëft ass nach wëllkomm.

Ech wier frou, wa mer déi vläicht, Här President, nach haut kéinten zur Ofstëmmung bréngen, well et awer menger Meenung no e wichtegt Signal ass och vis-à-vis vum ukrainesche Vollek.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Résolution

« relative à la situation des droits humains des Tatars de Crimée sous occupation russe »

La Chambre des Députés,

– considérant la campagne d'expulsion et de déportation des Tatars de Crimée ordonnée par Staline, au cours de laquelle environ 200.000 Tatars ont été forcés de quitter leur territoire entre le 18 et le 20 mai 1944 et déportés vers des régions éloignées de l'Union soviétique dans des conditions inhumaines, vidant la Crimée de sa population tatare ;

– considérant les efforts simultanés des autorités soviétiques visant à effacer le patrimoine culturel et historique du peuple tatar de Crimée ;

– considérant l'occupation illégale de la Crimée par la Russie en 2014, qui a relancé la répression et la persécution de la population tatare en Crimée, et l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie en 2022, laquelle a porté ces répressions et persécutions à une nouvelle échelle ;

– considérant les efforts des autorités russes occupantes visant à effacer systématiquement les identités ukrainiennes et tatares en Crimée, notamment en restreignant l'usage de la langue tatare, en dévalorisant le patrimoine historique tatar en présentant la Crimée comme historiquement et culturellement russe dans les manuels scolaires et en réprimant de nombreux événements culturels et religieux essentiels pour les Tatars ;

– considérant l'interdiction par les autorités russes occupantes, en 2016, de l'Assemblée des Tatars de Crimée, officiellement connue comme Mejlis, la plus haute instance exécutive et représentative des Tatars, qui, malgré une décision de la Cour internationale de la justice reste interdite ;

– considérant les représailles et l'utilisation abusive des instruments judiciaires, notamment des lois sur l'extrémisme et le terrorisme, par les autorités russes occupantes, entraînant des arrestations massives et arbitraires de Tatars, des perquisitions fréquentes dans leurs domiciles, ainsi que dans des lieux d'importance culturelle et religieuse, comme l'a conclu un rapport du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ;

– considérant que les Tatars sont souvent privés du droit à un procès équitable et que les avocats les représentant dans les affaires judiciaires ont signalé être victimes de pressions, de harcèlement, de détentions arbitraires et de menaces de radiation du barreau de la part des autorités russes occupantes ;

– considérant la répression et les restrictions massives imposées aux assemblées publiques tatares ainsi qu'aux événements culturels, politiques et commémoratifs, qui se sont intensifiées de manière significative depuis l'invasion russe de l'Ukraine ;

– considérant la forte réduction de la liberté de la presse, en particulier pour les journalistes et les médias traitant des questions liées aux Tatars,

et

– vu la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

– vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifiés par la Russie et l'Ukraine en tant qu'Union soviétique ;

– vu la Convention européenne des droits de l'homme ;

– *vu la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales ;*

– *vu l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de 1975, signé par la Russie et l'Ukraine en tant qu'Union soviétique, qui prône le respect de l'intégrité territoriale des États membres, des droits de l'homme et le droit de personnes des minorités nationales existant sur leur territoire à l'égalité ;*

– *vu l'ordonnance du 19 avril 2017 de la Cour internationale de justice ;*

– *vu la Constitution de l'Ukraine, en particulier l'article 11, qui assure la protection de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de tous les peuples autochtones et des minorités nationales d'Ukraine ;*

– *vu la Constitution de la Fédération de la Russie, notamment l'article 19, qui assure l'égalité des droits et des libertés pour tous les citoyens et interdit toute forme de discrimination fondée sur l'appartenance à un groupe social, racial, national, linguistique ou religieux,*

exprime

– *son soutien à la population tatare en Crimée,*

condamne

– *les répressions et les violations des droits de l'homme commises par les autorités russes occupantes contre la population de la Crimée, visant particulièrement les Tatars de Crimée et leur identité et leur patrimoine culturel, religieux, historique et politique ;*

– *les événements abominables de mai 1944 dans le cadre de la campagne d'expulsion et de déportation de la population tatare de Crimée organisée par l'Union soviétique ;*

– *la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et l'occupation illégale du territoire ukrainien par la Russie, y compris la Crimée,*

rend hommage

– *à toutes les victimes et à ceux qui ont souffert de la campagne d'expulsion de mai 1944,*

réaffirme

– *son soutien indéfectible à l'Ukraine et au peuple ukrainien face à l'agression russe,*

charge

– *M. le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente à M. Rouslan Stefanchouk, Président de la Rada d'Ukraine.*

(s.) *Gusty Graas, Gilles Baum, Sven Clement, Yves Cruchten, Laurent Zeimet.*

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Mir kucken, ob mer déi Resoloutioun hei eventuell ganz zum Schluss vun der Sessioun nach kënnen ophuelen. Ech schwätze mat deenen eenzelne Leit heibannen. Villmools merci.

4. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la reprise des travaux sur l'avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique

(Motion déposée en séance publique n° 60 du 22 janvier 2025 – à consulter au compte rendu n° 25/2023-2028 en page 29)

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, engem Punkt, dee mer nogesat hatten, an zwar d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Reprise vun den Aarbechten um Avant-projet de loi iwwert d'epideemesch Situatioun, déi eng Bedroung fir d'effentlech Gesondheet duerstellt.

Madamm Lenert, Dir hat se scho virgestallt. Ech gesinn, datt Der net elo direkt wëlles hutt, nach eng Kéier d'Wuert ze huelen, mee duerno warscheinlech. Dofir froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Spautz an d'Madamm Schoos bis elo. Här Spautz, da fänkt Dir un, wannechgelift.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Lenert fir déi Motioun, déi se erabruecht huet, wou se sech och nach eng Kéier op Iech, Här President, beriff.

Ech wollt just dozou soen, dass mer schonn heibannen eng Kéier eng änlech Diskussioun hatten, dass de Gesondheetsministère amgang ass, en neit Gesetz ze maachen, wou och de Volet vun der Pandemie e ganz groussen Undeel wäert hunn, an dass mir et virzéien, dass dat an deem Gesamtgesetz wäert mat dra sinn.

An dofir deet et eis leed, mee mir kënnen déi Motioun deementspriedend, esou wéi se elo virläit, net unhuelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass et un der Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Merci der Madamm Lenert och fir dës Motioun.

Jo, hei gëtt sech erëm op déi berüümt Motioun vun 2023 referéiert. Déi gëtt jo e bësse gekonnt ignoréiert. Dowéinsten fannen ech et ganz gutt, dass dat elo nach eng Kéier opgegraff ginn ass.

Ech si mat alle Punkten averstanen. Bei de Considerante géif et eis nach freeën, wann och dee Punkt aus där Motioun vun 2023 nach géif derbäikommen: „[et fut invité] à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation“, an net nëmmen en Inventaire, wéi se elo an där anerer Motioun vun déi gréng war, „des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid“.

An ech géif begrëissen, wann dat méiglech wier, beim „invite le Gouvernement“, beim zweetleschte Punkt, wou et em de Comité consultatif geet, wann do awer och d'Leit aus den „différents secteurs de la santé publique“ an net nëmmen „experts scientifiques“ an „acteurs de la société civile“ dra wäeren, also eeben och d'Leit aus dem Secteur de la santé publique.

An da géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Eier ech der Madamm Lenert nach eng Kéier d'Wuert ginn: Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Jo, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen dës Motioun och ënnerstëtzen an ech géif dowéinsten deene Grénge proposéieren, se matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also ech hunn der Madamm Schoos elo gutt nogelauschtert. An ech mengen, datt dat och ganz pertinent ass, wat se erwäant huet, virun allem nach eng Kéier de Verweis och op d'Motioun, déi mer heibanne jo scho gestëmmt hunn, déi de François Bausch deemools deposéiert hat. Ech mengen, datt déi weiderhin d'actualité ass. Ech denken och, datt déi net a Vergiessenheet geroden ass. Dat heescht, ob elo mat där Ännerung oder ouni déi Ännerung ass

déi Motioun hei awer wichtig. An dofir, ob der se elo mathuelt oder net: Mir kënnen se zweeërlee stëmmen.

Ech denken awer, datt et wichtig ass, datt mer heibannen nach eng Kéier de Punkt gemaach hunn, datt et déi Motioun vum François Bausch gëtt ...

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

... an datt mer déi och an Erënnerung halen an och, wann dat heite kënn, net vergiessen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldung. Da ginn ech der Madamm Lenert d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Déi Virschléi sinn u sech konstruktiv. Dat ass déi Meenung, déi mir eng Kéier hei à l'unanimité hatten. Mir als LSAP stinn nach ëmmer dozou. Mir bleiwen och der Meenung, sou wéi Dir 2023 och alleguerten der Meenung waart, dass mer dréngend esou e Gesetz brächten.

Ech erënnere mech, ganz vill gedréckt ginn ze sinn, fir dat schnell ze liwweren. Dat ass eppes, wat ech probéiert hunn ze maachen. Ech hunn och duerch d'Motioun gehollef, dat ze fannen, wat anscheinend net méi fonnt ginn ass am Haus, andeem ech den Datum ginn hunn, wéini dann dee Projet fäerdeggestallt ginn ass. Dat war mer wichtig.

Mir bleiwen dobäi, dass et wichtig ass. Eng Pandemie ka muer nees do sinn. Mir wësse bis haut net, wéi den Zäithorizont ass. Vlächicht gi mer dat gewuer vusäite vun der Regierung elo, wéini déi Loi santé publique soll kommen. Ech weess, dass ech och dorunner geduecht hunn an dat um Horizont hat. Mee dat ass e Brocken. Ech mengen net, dass een esou eppes ganz schnell bewerkstelt kritt. Dofir war jo justement d'Approche, ze soen: „Mir maachen eppes am Stand alone, eppes Klenges, Gréffeges, wat dat Weesentlecht beinhalt.“ Da kann een dat nach ëmmer herno an enger Loi santé publique iwwerhuelen an ausbauen, wann een dat wëllt. Dat ass jo alles duerch méiglech. Mir bleiwen dobäi, dass et wichtig ass, preparéiert ze sinn.

Mir hu ganz vill Zäit missen investéieren an déi successiv Loi-de-pandémien hei. Déi Zäit hätt ee kënnen während der Kris anescht asetzen. Dat ass u sech eis Meenung nach ëmmer gewiescht an ass se och haut nach. Mir bleiwe bei där Positioun.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Ech gesinn, et ass nach eng Wuertmeldung ...

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Just ... déi zwou Suggestiounen vun der Madamm Schoos kënnen ganz gäre mat afléissen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Dat ass notéiert.

Dann nach eng Wuertmeldung vun der Regierung. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Ech war elo net do, wéi se exposéiert ginn ass, d'Motioun. Mee ech hu mer nach eng Kéier ugekuckt, wat de 27. Juni am Kader vum Vott iwwert d'Rallonge vum Covidgesetz hei diskutéiert ginn ass. An do huet d'Deputéiert, d'Madamm Lenert, argumentéiert, datt se am Fong geholl probéiert huet, nach virun de Walen esou en Text ze finaliséieren. E war net finaliséiert. Et ass eng Virbereedungsarbecht gewiescht. Ech hunn ni behaupt, déi wier net do. Déi ass do. Mee mir hunn den 2. Mee decidéiert – unanimement ass déi Motioun gestëmmt ginn –, datt mir géifen eng Loi santé

publique maachen. An d'Madamm Lenert huet selwer de 27. Juni an hirem Exposé hei gesot, datt si am Fong léiwer gehat hätt, et géif eng Loi santé publique gemaach ginn an net séier eng Loi pandémie. A mir bleiwen och bei eiser Linn a bei deem, wat si deemools exposéiert huet. Mir hu léiwer, mir maache beduecht – mat där néideger Completude – eng Loi santé publique, wou mer vum éischte Foyer d'infection u bis dee leschten Dag, wou d'Pandemie ophält, alles ofbilden, a geréieren net nëmmen d'Situation de pandémie.

Duerfir ass déi Motioun fir mech net esou relevant par rapport zu där, déi den 2. Mee gestëmmt ginn ass. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion modifiée

An ech géif déi Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass folgend: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du développement de l'agrifotovoltaïsme au Luxembourg

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar féiert d'Chamber haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Entwécklung vun der Agrifotovoltaik zu Lëtzebuerg, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen: 10 Minutte fir den Auteur vun der d'Aktualitéitsstonn, 5 Minutte fir sämtlech Fraktiounen a Sensibilitäten, 15 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Ben Polidori, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Jeff Boonen als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun.

Exposé

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. 2030 sollen hei zu Lëtzebuerg, laut Klima- an Energieplang, 1.112 Gigawattstonnen elektresch Energie iwwer Fotovoltaik produzéiert ginn. Fir déi Leeschtung ze produzéieren, mussen mer plus/minus 1.200 Megawattpeak Leeschtung installéiere mat Fotovoltaik.

Jo, dat ass en Zil fir eise PNEC, mee virun allem ass et en Zil fir eist Land, fir eis Gesellschaft manner ofhängeg ze maache vun importéierter Energie an och eis CO₂-Emissiounen an domat eisen Impakt op d'Klima-erwärmung ze reduzéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

2023 hate mir eng installéiert Leeschtung vu ronn 400 Megawatt Fotovoltaik. Domat si mir bei engem gudden Drëttel vun deem, wat mir wëllen erreechen. Och déi aner erneierbar Energieproduktiounen wéi Wand a Biomass mussen weider ausgebaut ginn, fir eis Energieversuergung ze verbessern.

Ech hunn déi Heure d'actualité hei ugefrot, fir driwwer ze schwätzen, wéi mir dat Zil mat dem Konzept vun der Agrifotovoltaik, och nach Agrivoltaik genannt, erreeche kënnen, enger Technik, wou een eng Fotovoltaikanlag op eng landwirtschaftlech Fläch leet an esou opriicht, dass weiderhin d'Land ka bewirtschaft ginn.

Firwat elo driwwer schwätzen? Ma well éischt Pilotanlagen, déi iwwer en Appel d'offres vun der viregter Regierung zrëckbehalde goufen – dat war 2022 –, d'lescht Joer, 2024, installéiert gi sinn. An elo ass de Moment, fir ze kucken: Ass dat e Wee, dee weiderzeentwéckelen ass? Wat sinn déi Saachen, déi gutt klappen? A wat kann ee besser maache bei deem Konzept?

Och um Terrain, an der Landwirtschaft an och an de concernéierte Gemenge fënnt eng Diskussioun doriwier statt an dofir fannen ech et och wichteg, dass mir hei emol iwwert dat Theema schwätzen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Fir eis als CSV ass et wichteg, dass mir prioritär weider Fotovoltaikanlagen op Diecher a versigelt Fläche leeën. Ech hat an deem Kader d'lescht Joer eng Question parlementaire un den Energieminister gestallt iwwert d'Potenzial vun den Daachflächen. D'Zuele waren eigentlech kloer. Mir hu laut Solarkadaster en theoreetescht Potenzial vun 2.600 Megawatt hei zu Lëtzebuerg. Wann een awer elo d'Erferungswärter kuckt, wéi eng Diecher wierklech kënnen genotzt ginn – dat ass dann d'Statik, d'Sécherheet, ass d'Gebai geschützt? –, falen eng ganz Partie Gebaier ewech an de Ministère kënn nach op e Potenzial vun 800 Megawatt, dat 2023. Natierlech géllt et, dat och ze erschléissen.

Fir eis Ziler elo ze erreechen, kéinte mer eis et jo och einfach maachen an zum Beispill wéi eis däitsch Noperen einfach Solarparke bauen, wou an der Gréngzon Fläche ganz mat PV zougeluecht ginn. Dat géing séier vill Produktioun bréngen. Bis zu 900 Kilowattpeak kënnen esou op engem Hektar installéiert ginn. Dat wier effizient a reng op d'Produktioun gekuckt och nach méi effizient wéi d'Produktioun vu Biomass um Terrain.

Awer wéi ass d'Akzeptanz fir esou Solarparke bei den Awunner, mee och an der Landwirtschaft? Ass dat wierklech responsabel, eng landwirtschaftlech genotzte Fläche hei komplett aus der Produktioun ze huelen? Et ass net nëmmen d'Energieproduktioun, déi muss ausgebaut ginn, mee och d'Sécherstelle vun der Liewensmëttelproduktioun hei an Europa a weltwäit ass eng Eerausforderung. A grad an eise Géigenden

hu mir e ganz héicht Potenzial vu Produktioun vu Biomass op natierlechem Wee. Contrairement zu Regiounen am Süde brauche mir keng flächendeckend Bewässerung, fir héich Ertrag ze produzéieren.

An op deem Punkt kënn d'Agrifotovoltaik an d'Diskussioun. Bei deem Konzept, wéi ech gesot hunn, wou d'Fotovoltaik mat Landwirtschaft kombinéiert gëtt, gëtt et verschidde Methoden. Et gëtt Pannoen, déi den héije Wee kënnen gestallt ginn. Et gëtt Pannoen, déi an d'Luucht kënnen gestallt ginn. Et gëtt och Pannoen, déi dréinen.

D'Zil soll eng Synergie, eng Komplementaritéit sinn, wou béid Notzungen dovun profitéieren an eis hëllefen, déi gesellschaftlech Ziler ze erreechen, sief et am Klima- a Biodiversitéitsschutz, oder och an der Nahrungsmittelsécherheet.

Elo huet 2022 – wéi scho gesot – déi viregt Regierung en Appel à projet gemaach fir Pilotprojete fir Agri-PV. An enger koordinéierter Approche hunn déi concernéiert Ministeren dësen Appell opgestallt an eng 14 Projete sinn zrëckbehalde ginn. Dës sollen evaluéiert ginn an d'Erfarunge fir d'Zukunft gesammelt ginn. Dofir wollt ech och de Minister hei froen, ob et hei scho positiv oder negativ Repercussiounen gëtt vun deenen éischten Anlagen.

Vun de concernéierte Bedreier an och Baueren héiert een ënnerschiddlech Feedbacken. Bei deenen enge fënnt eng gutt Kollaboratioun statt tëschent dem Energiebedreier an dem Bauer an de Synergieeffekt gëtt genotzt, zum Beispill als Schiet oder Schutz fir Notzdiere wéi Ranner oder Hénger, oder awer et gëtt nach Silo produzéiert tëschent de Stänneren.

Awer obschonn den aktive Bauer um Projet bedeelegt soll si fir sécherstellen, dass d'Fläch nach bewirtschaft gëtt, ass d'Landwirtschaft bei ville Projeten awer just deen, deen d'Fläch zur Verfügung stellt, an op déi landwirtschaftlech Bewirtschaftung gëtt keng Prioritéit gesat. D'Prioritéit läit aktuell op der Energieproduktioun an dat ass leider eng Realitéit. D'Energie huet méi Wäert wéi d'Liewensmëttel. Si bréngt méi Akommen an dat geet bis zu 50-mol méi um Hektar. An den Energiebedreier an de Promoteur sinn am Fong geholl déi, déi de Projet wëlle maachen.

Als CSV fanne mir et wichteg, dass bei zukünftege Projeten dësen Equiliber tëschent Energie- an Agrarproduktioun erëm hiergestallt gëtt, och fir domat d'Akzeptanz an de Succès vun esou Anlage méi grouss ze maachen. Dofir fuerdere mir, dass méi konsequent dorobber gepocht gëtt, dass éischters de Bauer muss zu engem gewëssen Undeel Proprietär vun der Anlag sinn. Zweetens dierf och keng Alibilandwirtschaft – landwirtschaftlech Produktioun wéi zum Beispill eng Beweedung mat Schof oder en Opstelle vu Beiekëschen – als landwirtschaftlech Produktioun gëllen, wann dat net souwiso well eng Produktioun virdrun am Betrib war.

Am Fall vu Flächen, déi elo schonn an engem Schutzgebitt leien oder eng speziell Bewirtschaftung hunn, fir se ze schützen – ech denken zum Beispill un d'Beweedung mat Schof vun den Trockenrasen an de fréiere Minièren oder al Bauschuttdeponien –, do soll natierlech un dëser Bewirtschaftungsmethod festgehalde ginn.

Fir dass d'Konzept vun Agri-PV opgeet, muss séchergestallt sinn, dass net déi ganz Fläch mat PV zougeluecht gëtt. Frankräich gëtt zum Beispill vir, dass maximal 40 % vun der Fläch duerfe mat Pannoe beleucht sinn an och nëmmen 10 % iwwer Pottoen, Infrastruktur oder nonproduktiv Fläch duerfe verluer goen. Och déi Fläch ass net direkt verluer, well dat ass jo do, wou dann zum Beispill Biodiversitéit stattfënnt.

Ech wollt och an deem Kader de Minister froen, ob d'Analys an d'Evaluatioun vun de besteeënde Projeten zu dësem Punkt gemaach ginn ass. Wéi vill Fläch ass wierklech zougeluecht ginn? A wéi eng Fläch bleift bei den aktuellen Anlage fir d'Produktioun verfügbar?

Doniewent muss garantéiert sinn, dass d'landwirtschaftlecht Ertragspotenzial bestoe bleift. Och hei huet Frankräich eng gutt Approche a schreift vir, dass 90 % vum Ertrag musse bestoe bleiwen oder awer de Projet muss e reelle landwirtschaftleche Virdeel hunn, wéi zum Beispill Schiet fir d'Déiere garantéieren.

Weider fanne mir et wichtig, wéi schonns kuerz ugeschwat, dass an zukünftege Projeten den aktive Bauer och finanziell um Projet bedeelegt ass. An der éischer Ausschreiwung huet dat net musse sinn. Dat féiert zur Situatioun, déi ech beschriwwen hunn, den aktive Bauer brauch just d'Fläch zur Verfügung ze stellen. Am Sënn vun enger reeller Kooperatioun sollen an Zukunft de Liewensmëttelproduzent an den Energiebedreier an och natierlech aner Partner sech zesummen un dëse Projete bedeelegen.

Wou stelle mir dës Anlagen elo hin? Hei spille méi Facteuren eng Roll. Am Sënn vun der Landwirtschaftsintegratioun ass et natierlech gutt, wann dës Anlage bei besteeënd Infrastrukturen, wéi de Bauerenhaff, Dierfer oder awer och Industriezonen opgeriicht ginn. D'selwecht sinn déi Fläche laanscht d'Stroossen, Autobunnen, predestinéiert fir esou Anlagen, well jo schonn an d'Landschaft agegraff ginn ass. De Bau bei besteeënd Infrastrukturen huet och nach de Virdeel, dass de Stromkonsum nobäi ass, wat et erëm méi einfach mécht um Niveau vun der Netzinfrastruktur. Virun allem bei Industriezone kéint op en deieren Ausbau vun der Netzinfrastruktur, notamment Traf-foen, verzicht ginn, well d'Industrie de Strom direkt kéint notzen. An dat géif och dann d'Wirtschaftlecheet vun den Agri-PV-Anlage substanzuell erhéien.

Ech fannen et wichtig, dass mir an der Denkweis vun de Pilotprojete virufueren an esou ëmmer erëm nei Erfarunge matafällisse loosse.

Fir ofzeschlësse wëll ech nach emol betounen, dass mir an Zukunft all Formen a Konzepter vun erneierbarer Energie brauchen, fir eist Zil ze errechen, manner ofhängeg ze ginn. Agri-PV kann eng Méiglechkeet bidden, landwirtschaftlech Flächen e puermol ze notzen, andeems se gläichzäitig Liewensmëttelproduktioun an erneierbar Energieproduktioun erméiglecht an dobäi dem Naturschutz och nach géif zeguttkommen. Si géif bedeiend zum Klimaschutz bäidroen an d'Akommessécherheet vun de Bauere stäerken.

Mat hirer Fäegkeet, d'Upassung un de Klimawandel ze ënnerstetzen an zur Energiesécherheet bäizeroen, ass Agri-PV eng Schlësseltechnologie fir eng nohalteg Zukunft.

Fir et zum Schluss nach emol méi bildlech auszudrücken, e bësse mat Analogie op eng Diskussioun, déi ufangs den 2000er ëm de Biodiesel gefouert ginn ass, wou ëmmer mat de Schlagwierder „Tank oder Teller“ hantéiert ginn ass: Et ass wichtig, dass et an deem hei Fall net de Kabel respektiv de Strom oder den Teller ass, mee e gutt ausgeluechte Projet vun Agri-PV soll erlaben, dass et den Teller an de Strom oder de Kabel ass.

Ech soe Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering agedroen. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fotovoltaik an der Landwirtschaft ass ouni Zweifel e ganz interessant a fir d'Zukunft och bedeiend Thema, wou d'Landwirtschaft bei der Transitioun a Richtung erneierbar Energie e ganz wichtige Player an och Partner duerstellt. Gläichzäitig musse mer drop oppassen, dass d'Fläche mat Solarpannoen um Enn net just op d'Käschte vun där gudder Agrarfläch ginn. Eng gutt Agrarfläch, do gëtt et verschidde Meenungen, verschidden Definitiounen. Fir eis Baueren ass eng gutt Agrarfläch eng Fläch, wou eppes drop wüsst, eng Fläch mat engem héijen Ertragspotenzial an net iergendeng naass Supp, wou kaum Landwirtschaft praktikabel ass. Dofir soe mer wierklech, dass mer déi gutt Landwirtschaftsfläche wëlle fir d'Liewensmëttelproduktioun reservéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Fir d'DP mussen, wéi gesot, déi fruchtbaarste Biedem an déi beschten Agrarfläche weiderhi prioritär fir d'Liewensmëttelproduktioun gebraucht ginn an net fir d'Energieproduktioun. Mir verschléissen eis awer ganz kloer net der Iddi, landwirtschaftlech Fläche fir d'Agroenergie fräizéien, sief dat fir den Ubau vun Energieplanze fir Biogas oder an dësem Fall d'Stroumproduktioun fir PV-Anlagen.

Et ass wichtig ze soen, wa mer iwwer Agri-PV schwätzen, dass den „Agri“ net just dierf den Accessoire sinn. Jo zu PV-Anlagen a Wisen a Stécker, wann de Bauer finanziell e weidert Standbeen doduerch kann opbauen an d'Produktioun vu Liewensmëttel weiderhin assuréiert bleift.

Nieft den Ëmweltaspekter – Integratioun vun den Anlagen an eis Kulturlandschaft, Biodiversitéit, Mikroklima ënnert de Moduler et cetera – stellt sech eng ganz aner zentral Fro, déi muss beäntwert ginn, wa mer Agri-PV wëlle bauerefrëndlech halen. Wat vill Leit warscheinlech net wëssen, ass, dass eng grouss Majoritéit vun den Agrarflächen hei zu Lëtzebuerg net an der Proprietéit vun de Baueren ass, mee just gepacht ass a soumat potenziell de Betreiber kéint verluer goen.

D'Installéiere vu Fotovoltaikanlagen dierf also op kee Fall weideren Drock op d'Land maachen. Et dierfen exklusiv Agri-PV-Anlage gebaut ginn, wou och de Bauer Aktionär an enger Gesellschaft ass, déi bei der Ausschreiwung vum Energieministère figuréiert.

Här Minister, ech gi jo ganz staark dervun aus, dass nieft där éischer Pilotausschreiwung et deenächst nach zu weideren Ausschreiwunge wäert kommen, dëst well d'Agri-fotovoltaik ee vun de grouse Levieren ass, fir d'Ziler, déi an eisem PNEC definéiert sinn, ze errechen. Ech ginn ze bedenken, dass ee bei enger nächster Ausschreiwung Verschiddenes misst iwwerdenken, ënner anerem d'Installéiere vun Agri-PV-Anlagen a geschützte Gebidder wéi Waasserschutzgebidder oder Natura-2000-Gebidder. Grad well jo d'Agri-fotovoltaik, an dëst ass jo duerch zëg Studie beleucht, kompatibel ass mat extensiver Landwirtschaft, ass dëst predestinéiert, fir a Schutzgebidder installéiert ze ginn.

Här President, ech géif zum Schluss kommen. Agri-PV ass virun allem eng erneierbar Energiequell, déi séier realisabel ass, déi séier muss autoriséiert ginn a wou d'Landwirtschaft muss am Fokus stoen a keng Alibi-fonctioun dierf kréien.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. An och dem Kolleeg Jeff Boonen villmools merci, dass mir dëst Thema haut hei kënnen an der Chamber behandelen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Notze vu Solarenergie an den Ausbau vu Fotovoltaik ass e wichtige Baustee vun der energieetescher Transitioun. D'LSAP ënnerstëtzt gären innovativ Projeten. D'Agri-fotovoltaik erméiglecht ënner optimale Bedéngungen eng duebel Notzung vun der selwechter Fläch, eemol fir eng landwirtschaftlech Produktioun an donieft fir d'Produktioun vun Energie.

Déi viregt Regierung huet dofir e Pilotprojet lancéiert, fir ënner reale Konditiounen ze testen, ob d'Agri-fotovoltaik tatsächlech zu Produktiounsgewënner ka féieren oder ob den héijen Invest an eventuell Verloschter bei der landwirtschaftlecher Produktioun esou e Projet éischer onrentabel maachen. Als éischt wëilt ech awer dozou e puer generell Remarque maachen.

Fir d'LSAP muss d'Produktioun vu Liewensmëttel op de landwirtschaftleche Flächen absolutt Prioritéit hunn. D'Entwécklungschancë vun eise Bauere si limitéiert, well se haut schonn net genuch Terrainen hunn. Eis Bauere kritiséiere scho laang, dass ëmmer méi landwirtschaftlech Fläche fir aner Zwecker ëmklasséiert ginn. Et dierf dofir an eisen Aen net sinn, dass den Ausbau vu Fotovoltaik zulaaschte vun der Liewensmëttelproduktioun geet. Mir wëilten net, dass en Investisseur, deen Terrainen huet, op eemol nach just Fotovoltaik drop mécht, amplaz dës Terrainen un d'Baueren ze verpachten.

D'Agri-fotovoltaik ass fir eis nëmme dann interessant, wa se en zousätzleche Rendement zur landwirtschaftlecher Produktioun bréngt. Dat kann zum Beispill de Fall si bei engem Terrain, deen un eng Industriezon grenzt, soudass d'Infrastrukturkäschte sech och a Grenzen halen. Mir sinn deemno gespaant, wat fir eng Konkursioun d'Regierung zitt opgrond vun den Erfarungen, déi mir bis elo an deem Beräich, zum Beispill bei deene Pilotprojeten, sammele konnten. Mir ginn awer och dervun aus, dass et nach ze fréi ass, fir allgemenggültig Aussoen ze maachen, wéi dann elo wierklech d'Notzung vun der Agri-fotovoltaik ass.

De Bilan ass hei awer vu Joer zu Joer verschidden, jee nodeem, wéi d'Wiederkonditiounen sinn a wat fir en Typ vu Landwirtschaft ënnert de Solarpannoe gemaach gouf. An den Ae vun der LSAP wier et awer besser gewiescht, wann d'Regierung mat éischte Resultater an déi néideg Chamberkommissiounen komm wier, amplaz datt mer haut eng Heure d'actualité halen, wou mer noutgedrungen ouni reell Fakten an d'Land eran diskutéieren. Well am Detail gétt et eng Rëtsch vu Froen, déi sech awer nach stellen.

D'Energieproduktioun ass jo keng landwirtschaftlech, mee eng kommerziell respektiv industriell Aktivitéit. Dowéinst e puer Froen: Verléiere biologesch bewirtschaft Flächen dëse Statut, wa Fotovoltaikanlagen drop kommen? Profitéieren d'Bauere weiderhi vun all de Flächeprimen? Wéi gesäit et aus mat deene Flächen, déi d'Baueren am Interessi vun der Biodiversitéit broochleie loosse mussen? Däerfen hei Fotovoltaikanlagen installéiert ginn, ouni d'Unerkennung vun dëse Flächen ze verléieren?

Uni Äntwerten op all dës Froen ass et awer schwéier, eng faktebaséiert Diskussioun ze féieren.

Här President, fir d'LSAP gehéieren d'Fotovoltaikanlagen prioritär op Flächen, déi scho versigelt sinn. Et gëtt nach vill Diecher hei am Land, och an éffentlecher Hand, wou nach keng Solarpannoen drop hänken.

Et ass richtig, dass d'Landwirtschaft souwéi vill aner Secteure mussen no neie Léisunge sichen, fir d'Ofhängegheet vun de fossillen Energien ze reduzéieren. Mir begréissen et, wann d'Bauern, wéi vill aner Privathaushalter, en Deel derzou bäidroen, fir hire Stromverbrauch selwer kënnen ze produzéieren.

D'Fotovoltaikanlage passen do gutt op d'Diecher vu Scheieren a Ställ, wou se net a Konkurrenz sti mat hirer Liewensmüttelproduktioun. Wéi och scho vum Här Emering gesot, ënnerstëtzen och mir d'Iddi, dass d'Bauere sech mat der Produktioun vun Energie en zousätzlecht Standbee kënnen schafen.

Um Enn ass et dann awer ëmmer eng Fro vun der Wirtschaftlechkeet, déi staark beaflosst gëtt vun der Héicht vun de Subsidien. Fir d'LSAP steet fest, dass d'Subside fir d'Energieproduktioun net derzou féieren däerfen, dass d'Liewensmüttelproduktioun just nach eng Nieweroll spillt.

D'LSAP schätzt d'Efforte vun eise Baueren, Uebstbaueren a Wënzer, fir gutt Liewensmüttel ze produzéieren. Mir sollen alles derfir maachen, si och beschtméiglech dobäi ze ënnerstëtzen an de Rendement vun den Terrainsbesëtzer däerf hei net d'Prioritéit sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Polidori. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzufänken dem Här Jeff Boonen en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn. Als ADR hu mer eng kloer Positioun zu deem Sujet, den effektiv aktuell vill diskutéiert gëtt. Mir begréissen d'Notzung vun erneierbaren Energien, an domadder och d'Fotovoltaikanlagen, iwwerall do, wou et Sënn mécht a wou d'gesond Gesamtkonzept stëmmt.

Bei der Flächennotzung vu Solarzellen a Solaranlage kann ee ganz kreativ sinn. Et mécht duerchaus Sënn, grouss Flächen, déi schon zoubetonéiert sinn, wéi zum Beispill grouss Parkingen, mat Solardiecher, auszerëschten. Dëst gëtt enger Plaz, déi souwisou scho versigelt ass, en zousätzlechen Notzen.

Et ass sécherlech och sënnvoll, beim Opriichte vu groussen Industrieanlagen un den Notze vu Solaranlagen ze denken. D'Landwirtschaft ka sech d'Energie duerch d'Sonn vun Notze maachen a versigelt Flächen, zum Beispill Ställ, Halen an esou weider a Betruecht zéien an och do eppes installéieren.

E kloren Nee soe mir awer zu der Iddi, landwirtschaftlech Flächen, déi fir den Ubau vu Fudder a Liewensmüttel oder fir den Auslaf vum Vei déngen, mat Solarpaneelen ze versigelen. Et ass ze gutt Land, fir datt d'Fläch soll mat groussflächege Solaranlagen iwwerdeckt ginn, déi landwirtschaftlech gutt Terrainen ewechhuelen, d'Buedemqualität vläicht verschlechteren an d'Aarte villfalt beanträchtegen.

Wann ee sech léns a riets bei de landwirtschaftlechen Acteuren ëmhéiert, mierkt ee séier, datt dës gréisstendeels do ofleenend opgeholl gëtt. Mir sollen op si lauschteren, well si kennen d'Realitéit vun Terrain. Landwirtschaftlech notzbar Fläche mat Solarpaneelen ze versigelen ass eng indirekt Attack op d'Liewensmüttelsoveranéitéit. Mir müssen duerfir verhënneren, datt dem Bauer seng primär Aktivitéit – d'Produzéieren vun héichwärtigen Iesswueren – der Energieproduktioun ënnergeuerdent gëtt.

Dëst kéint och grad zu Lëtzebuerg zu enger Destabiliséierung vun de Fleesch- a Mëllechpräisser an och vun de Geméispräisser féieren. Mir wëllen net, datt

d'Liewensmüttelproduktioun en Nieweprodukt vun der Energieproduktioun gëtt. Mir respektéieren d'fir d'Autonomie vum Bauer. Dee soll net de Fonctionnement vu sengem Bauerenhaff de Paneele mussen upassen.

Ech wëll ofschléissend betounen, datt eis Baueren och e groussen Déngscht leeschte beim Kultivéieren a Fleege vun eise Landschaften. Naturschutz a Fleeg ginn Hand an Hand mat der Aktivitéit vun de Baueren. Eis Wisen a Felder sinn Deel vun landwirtschaftleche kulturelle Patrimoine vun eisem Land. Hei kann ee roueg vu Kulturlandschaften schwätzen. Mir wëllen dës erhalen an net duerch hektargrouss industriell Energieanlage verschampeléieren.

Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Der Landwirtschaft soll een datt kloer mat op de Wee ginn. Virstelle kéint ee sech, datt op eenzelne Plazen, wou souwisou kee gudden Terrain ass oder déi net landwirtschaftlech genotzt ginn, awer eppes gebaut gëtt. Mee et muss een och oppassen op d'Infrastrukturen, datt een do net nach kilometrelaang Infrastrukture muss dohinner leeën, well dat huet och säi Präis. Ech denken, dat si mer der Kulturlandschaft Lëtzebuerg schëlleg.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass de Mikro fräi fir den honorabelen Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land steet viru groussen Erausforderungen: d'Klimakris, den Aarteschwund, d'Energieversuerungsécherheet an natierlech och d'Schafe vu besserer Perspektive fir d'Landwirtschaft. A mir müssen eis déi bescht Chancë ginn, fir dës komplex a matenee verstréckten Ziler op enger begrenzter Surface, déi mer eeben hei am Land hunn, ze erreechen. An do bitt Agrifotovoltaik definitiv eng Chance.

Ech mengen, eent ass kloer: Mir sinn net der Meinung, dass aarteräichen oder landwirtschaftlech wäertvolle Buedem onnëtz zougepléischtert soll ginn, weeder mat Gebaier a Stroossen nach mat Energieinfrastrukturen. Virun allem dann net, wa brauchbar Alternativen am Bauperimeeter sinn. Mee en engem klengen Land kënn een net ronderëm, déi verschidden Ziler ze kombinéieren, grad an Zäite vun enger Energiekris.

Et geet net d'uer, e puer einfach a gänzlich oncontestéiert Mesüren ëmzesetzen an ze hoffen, dass dann hannen dobäi d'Klimaneutralitéit erauskënn. Aus deem Grund si Projekte wéi Agrifotovoltaik vu grousser Bedeutung. Si fuerdere vun eis, eis Ziler ënner e gemeinsamen Hutt ze bréngen.

Ob d'aktuell Regierung dat och esou gesäit, dat ass nach onkloer. Dat wäert d'Zäit da weisen. Virun allem d'Landwirtschaftsministesch huet ufangs widderholl, dass fir d'éischt op de versigelte Fläche PV genotzt soll ginn, iert aner Surfacen an d'Ae gefaasst solle ginn, woubäi den approvvierten Energie- a Klimapläng kloer beseet, dass déi ambitiéis an awer néideg Ziler net erreecht kënnen ginn, ouni och grouss Installatiounen um Buedem ze tëtegen.

Aus dem Wunsch fir integréiert Léisungen eraus huet déi lescht Regierung 2022 an engem Dräigespann aus der Ëmweltministesch Joëlle Welfring, dem Energieminister Claude Turmes an dem Landwirtschaftsminister Claude Haagen en éischten Appell d'offres fir agrifotovoltaesch Zentralen ugestouss.

No Echange tëscht den dräi Ministèren, Netregierungsorganisatiounen, Landwirtschaftsvertreieder an och Energie- an Ëmweltorganisatioune koum en Appel d'offres eraus, den dräifach Zil verfollegt huet: d'Kombinatioun vun, éischstens, landwirtschaftlecher Produktioun mat, zweetens, der Hierstellung vun erneierbarem Strom an, drëtzens, der Fërderung vun der Biodiversitéit duerch eng extensiv landwirtschaftlech Notzung. Fir eis Gréng soll dës Dräiklang och d'Basis vun der Agrifotovoltaik bleiwen, zemoos well mer integréiert Léisunge brauchen, fir de viregten Erausforderunge gerecht ze ginn.

Fir dëser Initiativ beschtméiglech Chancen ze ginn, gouf e Laaschtenheft mat Krittikären opgesat. Et gong drëm, d'Diversitéit vu landwirtschaftleche Produktiounen a PV-Techniken ze encouragéieren, an och d'Matmaache vu Familljebetriber am Pilotprojet ze bevirdelegen. Och dës Ziler, déi sech mat deene vun eiser genereller Visioun vun der Landwirtschaftspolitik iwwerschneiden, mussen weider am Zentrum stoen.

14 Projekte goufen deemools zréckbehalen. An elo gëllt et och, dës ze begleeden an d'Léiere fir déi nächst Ausschreiwungen ze zéien.

Fir eis ass et an deem Kader essentiel, dass d'Regierung fir d'Erreeche vun deem dräifachen Zil, dat ech virun ugeschwat hunn, vun den Agrifotovoltaikanlagen och kloer Indicateuren definéiert an d'Projete propper suivéiert. Dat erlaabt et net just, künfteg Appeller unzepassen, mee et suert och fir eng allgemeng gréisser Akzeptanz vun Agri-PV.

Mee och elo scho soll een eiser Meenung no verschidden Iddien en Erfarungen aus dem Ausland opgräifen. Et wär sënnvoll, zum Beispill d'Netzstabilitéit an d'energetesch Selbstversuerung systematesch duerch d'Installatioun vu Batterie bei Agri-PV-Anlagen ze ënnerstëtzen. Ausserdeem kéinte künfteg Appel-à-projete fir landwirtschaftlech bedriwwen Zäre genotzt ginn, zum Beispill fir innovativ Stromproduktioun duerch d'Sonn mat dynamischen, semitransparente PV-Pannoen ze begënschtegen. Dës schützen Ertrag net just viru Frascht a Sonn, mee spuere Waasser, mache Projeten am Beräich Uebst- a Geméisbau nach méi attraktiv a mussen dofir och geziilt geförderet ginn.

Ofschléissend hätt ech e puer Froen un d'Regierung: Wat ass den Timing fir d'Ausschaffe vun der am Energie- a Klimapläng erwäanter Agri-PV-Strategie? Soll dës parallel zur Ausaarbechtung zum nächste PSN entstonen? An ass virgesinn, de Volet Fotovoltaik, sou wéi vun der EU-Kommissioun gewünscht, méi staark auszeprägen? A wéi eng Mesüre ginn ergraff, fir an den nächste Jore lafend Erkenntnisser aus de Pilotprojeten ze sammelen? Besteet e Wëllen, mat Groupe-de-travailler a Groupe-de-suivien déi gesammelt Infoe mat de concernéierten Acteuren zesammen ze verschaffen?

Et ass kloer, dass Agri-PV eleng keng Wonnerléisung fir d'Diversifikatioun an der Landwirtschaft an eis Defien an der Biodiversitéit oder an der Energietransitioun duerstellt. Et ass awer e wichtege Bausteen am Mosaik vu Léisunge fir eng gelongen Energietransitioun. An aus deem Grund invitéiere mer d'Regierung, parallel zur Bewäertung vun der Pilotausschreiwung op Basis vu kloren Indicateuren aktiv ze ginn a weiderhi mat allen Acteuren nohalteg Energieléisunge mat der Agrikultur auszeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Sehovic. An da wier et elo um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Jeff Boonen fir déi Heure d'actualité, well wéi ech déi um Ordre du jour gesinn hunn – an ech ginn dat zou –, hunn ech mol fir d'éischt misse Recherché maachen, wat dat ganz Thema ass a wéi dat Ganz ofleef. Well wann ee selwer net Bauer ass, ass een net onbedéngt esou an där Matière mat dran.

Ech kann awer soen, dass et ganz interessant ass, virun allem well et och nach zwou Kategorië gëtt. Déi eng ass dann déi Agrifotovoltaik, déi een huet fir säin eegene Konsum als Bauer, wat och ganz interessant ass. Op där anerer Säit huet een et dann awer herno als Produkt. Quasi anstatt dass ee seng Äerdbieren oder säi Fleisch verkeeft, verkeeft een da säi Solar. An et ass jo éischter, wann ech d'Heure d'actualité verstanen hat, déi Pist, wou een driwwer diskutéiere soll: ob een herno de Baueren en zousätzlecht Produkt soll ubidden, dat se kënnen verkafen.

Déi Iddi ass u sech super. Ech hunn awer och e bëssen nogekuckt mat den eenzelnen Tariffer, virun allem d'Aspeisungstariffer, an déi gi jo och no an no erof. Dat ass dann och eppes, wat ee muss kucken: wat et an Zukunft iwwerhaupt bréngt mat de Baueren. Net dass se hir schéi Solaranlage maachen – wat ech komplett begrëissen – a se herno awer dann, wéi elo déi Privat, de Problem hunn, dass de Solar herno net méi esou interessant ass, wéi se dat vläicht aktuell verkaf kritt hunn. Et ass ganz kloer, dass dat net soll a Konkurrenz stoen zu den anere Produkter, déi d'Bauere maachen. Mee, ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens.

(Interruption)

Ech hu mer dunn och, wéi ech mer déi ganz Detailer e bëssen ugekuckt hunn ... An do gëtt et jo och Firmen, déi dann déi verschidde Solaranlagen ubidden. Do gëtt et ganz verschidde Konstruktiounen, souguer variabel Konstruktiounen. Baséiert op deem, wat ee grad dat Joer planzt, kann een déi schiben. Also, et gëtt ganz flott Systemer, wann ee kuckt, wat do méiglech ass.

Wat mer awer nach besser gefall huet, ass, dass een och fir den Déiereschutz vill méi Schiet ka maachen op den eenzelne Felder bezéiungsweis fir wann et ze vill reent. Am Moment ass et esou, dass mer als Déiereschützer alt heiansdo – grad am Summer, wann et waarm ass – geruff ginn a gesot kréien, dass d'Déieren net ënner Daach géife stoen an dass et ze waarm wär. Sécherlech ass dat heiten eng Méiglechkeet, déi ee kéint schafen, fir dass de Stall an déi eenzel Méiglechkeete vill méi attraktiv sinn an dass een do da seng Solaranlag drop mécht.

E positiven Nieweneffekt huet dat Ganz och: Déi Etüden, déi ech fonnt hunn, soen nämlech, dass op deene Felder, wou dat agesat ginn ass, een och nach, well eebe méi Schiet ass, Waasser ka spueren. A mir wëssen alleguerten, wéi knapp d'Waasser ass. Deem-entsprechend ass dat heiten och eng Méiglechkeet, fir op dee Wee ze goen.

Et muss een awer och soen, dass mer hei am Land scho vill Flächen hunn, wou mer hätte kënnen Solar drop bauen. An do hat ech den 20. Mee 2021 eng Question parlementaire un déi deemoleg Regierung gestallt. Du war den Här Delles nach net Energieminister an d'Madamm Hansen war nach bei eis hei an der schéiner Chamber.

Deemools huet d'Regierung mir awer leider eng negativ Äntwert ginn, wat d'Autobunnen ubelaangt. Ech sinn elo frou, dass déi nei Regierung et agesinn huet a wirklech och do eppes Positives wäert bewierken. Well dat ass ee Beispill. Ech schwätzen hei iwwer Flächen, déi nach net versigelt sinn – mee bei den Autobunnen hu mer Flächen, déi versigelt sinn. Dat ass zum Beispill eng Pist.

A mir wëssen: Mir hunn Autobunnsreseauen, mir hu Plaz niewendrun. Do gëtt et ganz vill Méiglechkeeten, wou ee kéint déi Solaranlage maachen. A kommt, mir paken déi emol un, ier mer lo hignn a Fläche versiegelen, wou mer eigentlech awer eis Natur nach kéinte fräi loossen. Well et muss ee jo och éierlech soen – also, ech si jo och schonn, am Ausland virun allem, laanscht déi Solarfelder gefuer –: Ech sinn e grouse Fan dovun, mee et ass näischt Schéines! Also, ech hu léiwer ... Et gesäit besser aus, wann d'Natur do onbedéiert ass, wéi wann déi Solarfelder laanscht d'Autobunnen an iwwerall stinn, wou ee fiert. A grad wann een dann och nach an den Urlaubsgebieder ass, ass dat net onbedéngt dat, wat ee soll maachen.

Duerfir kommt, mir paken emol un. Mir huelen déi Flächen, déi mer hunn. Dës Regierung huet et agesinn. Si leet e bëssen eng Schépp bäi par rapport zur leschter, wat dat ubelaangt. Dass mer déi Flächen emol huelen an dass mer do eppes maachen.

Mee wann d'Baueren déi Méiglechkeet hunn, si mir Piraten dermat averstanen. Mir gesinn et awer esou, dass et op kee Fall däerf als Konkurrenzprodukt genotzt ginn zu deem, wat se soss maachen. An ech hoffen, dass d'Regierung, net wéi bei deene Privaten, d'Baueren net wäert bei d'Lisette loossen: wa se elo eng Solaranlag maachen, dass se herno eng schlecht Iwwerraschung kréie bei den Tariffer an den nächste Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Voilà, genau esou wéi aner Kolleegen entdecken ech emol dee Sujet. Ech hunn emol och e Wuert geléiert: „Agrivoltaismus“ oder „Agrifotovoltaismus“. An dat kléngt jo och op den éischte Bléck no enger gudder Iddi. Et kéint ee mengen, et wier eng Geschicht, wou nëmme Gewënner wieren. Mat grouse Fotovoltaikanlagen op landwirtschaftleche Fläche kann den Ausbau vun den erneierbaren Energië méi séier weiderbruecht ginn an d'finanziell Situatioun vun de Baueren a Landwirte verbessert a méi villfältig gemaach ginn.

Dës Duerstellung ass sécher net komplett falsch, mee et kann een et och aneschters gesinn, nämlech als eng Äntwert op en duebelen Echec: engersäits de Manktem un Tempo beim Ausbau vun den erneierbaren Energië bis elo, an anerersäits déi schwierig Situatioun bei de Bauerebetriber, déi oft net méi gutt iwwert d'Ronne komme mam Akommes, dat se mat hirer eigentlecher Aarbecht kéinte kréien, nämlech der Produktioun vun Iessen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Och wann d'Installatioun vun Solarpannoen op den Diecher vun de Ställ an anere Gebaier op engem Bauerenhaff net direkt als Agrivoltaismus ze bezeichnen ass, ass fir eis awer kloer, dass dat fir eis emol déi alleréischt Prioritéit ass. Dat géllt awer net just fir Bauerebetriber, mee fir all d'Gebaier am Land, déi géeeent sinn, Solarpannoen um Daach ze hunn.

Fir d'Ziler a punkto Solarenergie ze errechen, déi am PNEC fir 2030 drastinn, muss d'Solarcapacitéit jo verdräifacht ginn. Ronn 800 Megawatt Capacitéit mussen dofir a sechs Joer bäikommen. An dat ass och ongeféier dat, wat den Energieminister fir realistesch hält op elo scho versigelte Flächen – also an éischter Linn Diech vu Gebaier oder Parkingen. Zumindest sot en dat an enger Äntwert op eng Fro vum Här Boonen.

Den Haaptakzent muss an eisen Aen op dësem Bereich leien, besonnesch och op Solaranlagen op öffentliche Gebaier, vun deenen der Stand haut just ronn 5 % Solarpannoen op den Diecher hunn. Dat ass erschreckend wéineg. Fir an de Gemengen, Dierfer a Quartiere virunzecommen, mussen und kooperativ a kollektiv Modeller méi staark favoriséiert ginn. Lokal Projeten, un deene sech d'Leit kënnen aktiv bedeelegen, deels och an Zesummenaarbecht mat der Gemeng, kënnen an eisen Aen eng ganz nei Dynamik bei der Fotovoltaik entwéckelen, besonnesch och dann, wann d'Tarifikiatioun lokal an demokratesch ka bestëmmt ginn an d'Leit also en direkte finanzielle Méiwäert erkennen a spiere kënnen.

Wat elo d'Solaranlagen op Felder a Wisen ugeet, sou hu mir vläicht awer och e puer Bedenken.

Éischtens, d'Flächen, déi Entreprises zur Verfügung gestallt ginn, fir do eng Solaranlag opzestellen, gerode potenziell a Konkurrenz zum Landwirt, deen d'Fläch lount, fir do Béischten ze halen oder Kulturen unzeplanzen. Do kann dann déi bosseg Situatioun entstonen, dass de Verkaf vun deem Stroum méi Erléis bréngt wéi de Verkaf vun den Iesswueren op der selwechter Fläch. Do riskéiere mer, Verdrängungseffekter ze kréien a setzen e Landwirt an eng onfair Konkurrenz zu Energiebetriber. D'Landwirtschaftskummer huet 2023 och Recommendationen ausgeschafft, déi deem dote Punkt Rechnung droen, an et wier wichtig, wann een dat och kéint berücksichtigen.

Zweetens: Den Zougang zu Buedem – besonnesch fir jonk Baueren – gëtt erschwéiert, well Bauere Richtung Enn vun hirer aktiver Karriär kéinten dozou verleet ginn, Flächen nach ze halen, soulaang se de Statutt vum aktive Bauer hunn, fir se fir Fotovoltaik zur Verfügung ze stellen a sou hiert Akommes opzebesseren, während jonk Bauere keng Terraine fannen, fir se aktiv ze bewirtschaften.

Drittens: Den Impakt op d'Buedemliwien, d'Mikroklima an d'Aartevillfalt ass net gekläert an och den Afloss op d'Déieren ass net kloer. Beim éischten Appel d'offres gouf ugekënnegt, dass e Monitoring dovunner géif gemaach ginn, fir dann opgrond vun de Resultater ze decidéieren, wéi ee weiderfiert. Mir mengen, dass dat eng gutt Iddi ass. Gëtt dee Monitoring dann och gemaach? A wa jo, dat wier eng Fro, wéi eng Resultater gëtt et vläicht scho respektiv wéini ass mat éischten Erkenntnesser ze rechnen?

Här President, Dir gesitt, mir hu vill Bedenken, sinn awer net fundamental dergéint. Mir mengen awer, dass an éischter Linn all Hiewele sollen ëmgeluecht ginn, fir scho versigelt Fläche fir Fotovoltaik ze notzen. Duerno muss een dann au cas par cas kucken, wat mam Agrovoltais..., Agrivoltaismus méiglech ass.

(Hilarité et interruption)

Dat sinn ech och an der Tëschenzäit.

An dat ënner Betruecht vun de sozialen, wirtschaftlechen an ëmweltrelevante Krittären, déi ech virun ugeschwat hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister fänt un.

Prises de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Och merci villmools dem Här Boonen, dass mer déi Diskussioun

hei an der Chamber kënnen féieren, well et ass e ganz wichteg Thema. Et huet ee gesinn, dass et vun alle Säiten och belicht ginn ass, ënner verschiddene Bléckwénkelen, woubäi awer keen hei an den Diskussiounen eis PNEC-Ziler a Fro gestallt huet. Mir hu ganz ambitiéis Ziler souwuel an dem Ausbau vun den erneierbaren Energië wéi awer och, fir eis Solarenergie weider kënnen auszubauen.

Et ass ganz wichteg, dass mer an deem Kader, an ech ginn e bëssen op d'Froen an, déi gestallt gi sinn, bevir ech op déi Ausschreiwung aginn ... Jo, et läit eis als Regierung och um Häerz, déi versigelt Flächen och mat eranzehuelen. Mee mir wëssen awer allegueren, an ech weess net méi, wou et gesot ginn ass: Souguer wa mer allegueren d'Diech mat eranhuelen, sinn eis Ziler esou ambitiéis, dass mer trotzdem nach Agri-PV wëllen.

Agri-PV heescht net fir näischt Agri-PV, an dofir sinn ech och ganz frou, dass ech zesumme mat der Landwirtschaftsministesch hei sinn. An deem Wuert ass, sou wéi d'Madamm Hansen et och op der Ouverture vun där éischter Agri-PV-Anlag, déi bei der Ausschreiwung och un d'Netz gaangen ass, gesot huet, ... an Agri-PV ass „Agri“, Agrikultur, a PV, déi zwou Saache sinn dran. An Agrikultur steet och vir, soudass ee gesäit, dass déi zwou Saache solle matenee geholl ginn.

Den Här Boonen gradesou wéi den Här Emering sinn drop agaangen, wéi se gesot hunn: „Et ass net entweeder den Teller oder de Stroum.“ An dat ass ganz wichteg bei där éischter Ausschreiwung gewiescht an dat wäert och ganz wichteg bei den zukünftigen Ausschreiwunge sinn, dass et net entweeder oder ass, mee dass et am Fong en zweete Piller gëtt vun engem Terrain, wéi e ka benotzt ginn, ouni dass déi landwirtschaftlech Fläch komplett einfach nëmmen zougeluecht gëtt an dass keng Aktivitéit méi kann drop sinn. Dat war bei der leschter Ausschreiwung esou. Et gouf och drop agaangen, wéi déi Ausschreiwung gelaf ass. Dat wäert och bei der nächster Ausschreiwung ganz, ganz wichteg sinn.

Eng vun de Prioritéiten, déi mer hunn, an och do hu mer, mengen ech, en Accord hei tëschent eis allegueren, dat ass d'Akzeptanz vum Agri-PV. Et ass net, fir ..., an et gesäit een et a verschiddene Länner, an enger Wüüst zum Beispill, wou Hektaren an Hektaren einfach nëmmen zougeluecht ginn. Do ass dat vläicht méiglech. An engem Land wéi Lëtzebuerg ass et net méiglech, well mer soss och d'Akzeptanz verléiere bei de Leit. Dat heescht et muss ee kucken – an dat war bei der éischter Ausschreiwung esou, dat wäert och bei der nächster Ausschreiwung esou sinn –, dass mer och Flächen op engem Terrain hunn, déi net dierfe beluecht ginn, soudass ech also op där enger Säit net ee Panno nieft deem aneren hunn, mee och nach esou Linnen hunn, wou en Trakter oder aner Gefierer kënnen dertëscht duerchfuere, dass ech also och nach eng Production agricole um Terrain hunn an op där anerer Säit awer och genuch Pannoe ka leeën, dass et Sënn mécht.

Et ass drop agaange ginn, dass eng Etüd gemaach ginn ass vun der Autobunn. Déi éischt Etüd ass lancéiert ginn direkt am Januar d'lescht Joer, fir laanscht d'A3, also vun der Stad bis op d'franséisch Grenz, d'Autobunn ze kucken. Dat ass en enorm Potenzial, wat mer do hunn, fir Fotovoltaik ze leeën. Ech wëll awer just do en Detail ginn, deen net ganz onwichtig ass: Do ass och Agri-PV dra bei deem Potenzial, dat do ausgerechent ginn ass. Also et si souwuel déi versigelt Flächen op den Häng, op engem Parking, op enger grousser Aire de repos, déi do ass, déi analyséiert gi sinn, wéi awer och déi Zones non aedificandi, also ausserhalb vum Perimeeter am Fong, wou de Staat ganz oft Proprietär ass, wou et méiglech ass,

Agri-PV kënnen ze leeën. Dat heescht, beim Total ass dat och mat dran.

Mir hunn ambitiéis Ziler, fir weiderzekommen, an déi éischt Ausschreiwung war schonn do, fir dat kënnen ze maachen. Bei där ganzer Ausschreiwung, déi lancéiert ginn ass, sinn 22 Offeren erakomm fir ronn 75 Megawattpeak. 14 Projekte sinn zrëckbehale gi mat enger Gesamtcapacitéit vun 53 Megawattpeak. Déi sinn opgedeelt op 74 Hektar, dat heescht hei sinn et 14 Projeten op 74 Hektar, wou mer och gekuckt hunn, dass verschiddenen Sorten do erakommen. Véier Stéck sinn op Wisen. Siwe Stéck sinn op Weeden. Zwee Stéck sinn op Akerflächen an een ass en Uebstgaart mat Leehénger. Mee do wäert d'Madamm Hansen e bëssen an den Detail goen, well ech do net genau den Ennerscheid tëschent de Wisen an de Weede ka maachen.

(Hilarité)

En tout cas geet et drëm, dass déi Projeten ënnerwee sinn ..., fir se och kënnen ze realiséieren. Déi sinn awer net alleguer fäerdeg. Dofir just – ech weess net méi, wien d'Fro gestallt hat, fir eng Analys dovunner scho kënnen ze maachen: Et ass eréischt ee Projet um Netz. E weideren ass bal fäerdeg, soudass mer elo nach net esou wäit sinn, dass mer déi 14 Projekte wierklech konkret um Terrain kënnen analyséieren. Déi éischt Analys ass gemaach ginn. Et ass awer eng Analys, déi um Pabeier gemaach ginn ass. Dat heescht: Wat sinn déi Projeten, déi zrëckbehale gi sinn? Wat ass d'Potenzial? Wéi ass den Impakt? Alleguer déi Froe sinn um Pabeier, well just ee Projet bis elo eréischt fäerdeg ass. Et ass awer wichteg, dass mer – an och dat ass hei ugeschwat ginn – weiderkommen am Agri-PV.

A verschiddene Punkte gëtt och Rechnung gedroen, fir weiderzekommen, fir dass mer nämlech op där enger Säit natierlech d'Agrarflächen hunn, déi prioritär als Agrarfläche kënnen benotzt ginn, sekundär nëmme fir d'Produktioun vum Elektreschen. Dat muss garantéiert sinn. De Verloscht vun der landwirtschaftlecher Fläch duerch d'Agri-PV muss minimal sinn an d'ökologesch Qualitéit vun der landwirtschaftlecher Fläch, wou d'Agri-PV dropsteet, muss sech och kënnen verbessern am Verglach dozou, wéi et virdru war. Dat ass e bëssen déi Rumm, an där mer eis beweegen.

Ganz wichteg ass awer och, an et ass och ugeschwat gi vum Här Emering, dass mer hei net eng Chasse aux terrains agricoles zu Lëtzebuerg opmaachen, wou de Bauer also, wéi et zum Beispill och ugeschwat ginn ass, vun de Pachtverträg duerno vu sengen eegenen Terraine verdrängt gëtt.

Dofir, dass och ganz kloer ass bei enger Ausschreiwung, wou ... A mir schwätzen hei, d'Madamm Hansen fir d'Agrikultur, ech selwer fir d'Energie. Den Environnement ass och hei mat am Boot. Dat heescht, et sinn dräi Ministèren, déi hei ronderëm matdiskutéieren, fir weiderzekommen. E wichtige Volet ass awer, dass de Bauer, den aktive Bauer, och selwer mat Proprietär ass vun där Anlag. Da kucke mer bei där nächster Ausschreiwung, dat och mat eranzehuelen.

Natierlech wäert d'Madamm Hansen op den Ertrag agoen, wéi et domat ass, wéi eng Méiglechkeeten et gëtt, och wann een zoudeckt. Do geet et ëm Hag...

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Knäppelsteng.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | ... Knäppelstengschutz an esou Saachen. Do wäert d'Madamm Hansen och drop agoen. Do sinn ech och net Expert dran. En tout cas

geet et drëm, eebe grad den aktive Bauer mat eranzehuelen.

An dann och déi Fro, déi gestallt ginn ass, dass mer net alles zouleeën, also dass Anlage bei där Ausschreiwung prioriséiert ginn, déi net esou grouss sinn. Dat heescht mir wäerten e Maximum u Megawattpeak ausschreien, esou wéi dat och schonn an der leschter war, an dann awer och d'Prioritéiten huele fir Anlagen, déi eng gewësse Gréisst hunn, fir dass mer eebe méi kleng Anlage kënnen kréie wéi dräi riseg Anlage bei där Ausschreiwung.

Mir wäerten awer iwwert déi nächst Joren nach weider Ausschreiwunge musse maachen, fir eis PNEC-Ziler fir 2030 och kënnen ze errechen.

Ech soen Iech Merci villmools fir déi verschidde Froen. Ech hoffen, dass ech drop geäntwert hunn, ausser op eng Fro, déi ech vergiess hunn. Dat war: Wéi gëtt déi lafend Evaluatioun gemaach? Ma do ass dee Groupe de travail, dee schonn ënner der viregter Regierung och agesat gi war tëschent deenen dräi Ministèren, deen do och déi Analyse wäert maachen, wann d'Anlage stinn. Well, wéi gesot, et steet bis elo eréischt eng, eng ass bal fäerdeg, déi aner zwielef sinn ënnerwee.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An dann d'Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. Also, op där enger Säit hu mer d'PNEC-Ziler, déi fir den Energieminister extreem wichteg sinn, an op där anerer Säit hu mer d'Landwirtschaft, fir déi mer och am Koalitionsaccord stoen hunn, dass mer déi wäertvoll landwirtschaftlech Fläche gäre wëlle schützen an d'Liewensmëttelproduktioun als Haaptaufgab vun der Landwirtschaft gären esou wäit wéi méiglech fërderen, well et een u sech wäertvoll, also een extreem wichtige Secteur ass, e strateegesch wichtige Secteur. An ech hoffe wierklech, dass mer et net mussen erliewen, dass d'Liewensmëttel knapp ginn, mee mir mussen eis awer bewosst sinn, mir sollen drop virbereet sinn, dass mer och hei zu Lëtzebuerg nach d'Liewensmëttelproduktioun erhalen.

Duerfir ass et eeben Agrivoltaik. A wéi gesot: „Agri“ steet vir. Et sinn déi zwou Saachen: Mir wëlle gären den Teller féllen a mir wëlle gäre Stroum an de Kabel kréien, a mir wëlle gären déi zwou Saachen zesumme maachen.

Bei de leschten Ausschreiwungen ass et u sech duergaang, dass e Bauer u sech iergendwéi involvéiert war. An dofir soen ech, wär et och duergaang, wann e puer Alibischof, sou wéi de Jeff et gesot huet, ronderëmgelaf sinn. Dat wëlle mer gär verhënnere. Do ass d'Produktivitéit vun der Landwirtschaft u sech verholéiert ginn.

An dofir wëll ech just fënnf Punkte soen. Nee, et sinn der sechs: Éischtens, bei den nächsten Ausschreiwunge wäerte mer drop pochen, dass den Ertrag, deen am Moment op der Fläch erofgehol gëtt, net weesentlech därerof erofgoen, fir eeben ze verhënnere, dass einfach e Promoteur seet: „Hei, looss elo dräi Schof lafen an hal du d'Fläch!“, da passt et net méi an d'Betriebsplanung eran.

Dat Zweet: Mir leeën och fest, wéi vill Prozent vun der Fläch beschattet därerof ginn, well bei enger normaler Kultur ass et esou, dass do, wou Schied ass, net esou vill wiisst. A mir maachen awer do Ausnamen. Dat sinn déi Ausname fir d'Knäppelsteng, wann ech Uebst hunn oder och Wéngerten hunn, wou et vläicht kéint méiglech sinn, dass do, wou ech ganz iwwerdecken,

da Knäppelstengschued verhënnert gött. Dat heescht, et ginn do u sech Ausname gemaach fir d'Sonderkulturen.

Mir verhënnere also, datt hei den Energieproduzent oder de Flächebesëtzer de Bauer extrem enner Drock setzt. Et gött Beispiller, wou Bauere gefrot gi sinn: „Maacht Dir mat?“ Si hunn d'Fläch, loosse mer soen, esou genotzt, wéi et an hiren Betrieb gepasst huet, fir gutt Grondfudder erfroezehuelen. A si kruten eebe gesot: „Wann Der elo matmaacht ...“ Den Energieproduzent, deen ass jo interesséiert, déi Pannoen esou no wéi méiglech beieneezesetzen, fir esou vill wéi méiglech Strom ze produzéieren. Dat ass awer contraire zu deem, wat de Bauer da gären hätt. Da léisst en dann e puer Kéi oder Schof drënner lafen, mee da passt dat net méi a säi Betribskonzept, an datt wëlle mer definitiv verhënnere.

Et hat ee gefrot, ob et och op extensive Fläche méiglech wäert ginn. Ech mengen, et war de Luc Emering, dee gefrot hat, ob et och op extensive Fläche méiglech wäert ginn. Dat wäert och op extensive Fläche méiglech ginn.

Dann dee véierte Punkt: De Bauer muss finanziell bedeelegt gi bei der Ausschreiwung, fir datt en eeben och en zweet Standbee kritt. An dat ass och eppes, wouriwwer mer zesumme mam Energieminister a mat der Landwirtschaftskammer geschwat hunn. Dat ass eppes, wat hinne extrem wichteg ass. An ech hu gëschter nach en Avis vun der COPA-COGECA gelies. Do steet och dran, datt et misst eng Opportunitéit fir d'Bauere sinn, datt et misst eng Méiglechkeet si fir d'Diversifikatioun vum Revenu an datt de Bauer misst e Partenaire actif ginn. E kann net einfach nëmme gedult ginn, mee e muss e Partenaire actif sinn. Also wäerte mer bei der nächster Ausschreiwung och dorobber oppassen.

Et war gefrot ginn, ob de Bauer zukünfteg nach ka Primmen op deene Fläche kréien. Jo, an der EU war et an der Diskussioun. Wann natierlech elo d'Fläche komplett zougeluecht ginn, dann ass et keng Agrivoltaik méi. Mee Agrivoltaik, wou d'Landwirtschaft zesumme mat der Stromproduktioun fonctionéiert, do kënnen nach Primmen drop ausbezuelt ginn.

A mir wäerten dann natierlech kucken – de Minister Lex Delles huet et gesot –, wéi déi nächst Ausschreiwung ofleeft, wat do klappt, wat do net esou gutt klappt. An da kënnen bei der iwernächster Ausschreiwung och do nach eng Kéier Upassung gemaach ginn. Wéi gesot: Fir eis ass et extrem wichteg, datt et eng richteg Agrivoltaik ass an net eng, wou den „Agri“ ganz kleng geschriwwen ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An domat wär dann d'Diskussioun bal ofgeschloss, mee den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

Här Polidori, ass et, fir eng Fro ze stellen?

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Ech hätt just nach ... Mir hunn och vun de Konklusiounen geschwat. Ben, mir krute jo scho Verschiddenes gesot vun den zwee Ministeren. Ech hätt awer elo just ... Mir hu gesot kritt, mir hätten u sech eréischt d'Evaluatioun vun engem eenzege Projet am Moment, déi ee kéint weisen. Ech mengen, et wär awer wichteg, wann Der an deem Kader d'Chamber kéint nach abréngen, dass mer dat wierklech eng Kéier an enger Chamberskommissioun géifen diskutéieren.

An och fir déi Projeten, déi elo nach en attente si fir d'Evaluatioun. Do hutt Der gesot, bei dräizéng Stéck

kéint Der nach net soen, wat do d'Resultater sinn. Da géif ech soen: Wéini kommen déi Resultater? An ech denken awer, dass dat heiten en Thema ass, dat awer komplex ass, an ech fannen et awer wichteg, dass mer dat eng Kéier am Detail, och mir als Deputéiert, zesummen diskutéieren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Wëllt Der nach eng Äntwert ginn?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, just ganz kuerz, fir et nach eng Kéier ganz kloer ze soen: Vun deene 14 Projeten, déi zréckbehale gi sinn, ass ee fäerdeg realiséiert. Deen ass net nach eng Kéier eenzel analyséiert ginn, wéi e wierklech um Terrain ass, well en elo virun zwee Méint un d'Netz gaangen ass oder virun dräi Méint un d'Netz gaangen ass.

Déi aner sinn allegueren um Pabeier evaluéiert ginn, dat heescht wéi se allegueren zréckbehale gi sinn, den Zouschlag kritt hunn, sinn d'Analyse gemaach ginn, wat d'Potential do ass an esou weider an esou weider. Mee ganz gäre komme mer eng Kéier an d'Kommissioun, déi Etüd presentéieren. Et ass just: Mir hu keng vun deene Projeten, déi fäerdeg sinn, wéi et reellement um Terrain ass, well et déi nach net gött.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

6. Question élargie n° 30 de M. Laurent Mosar au sujet de l'implantation de l'entreprise Google à Bissen

Mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass déi erwidert Fro Nummer 30 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Implantatioun vu Google zu Bissen. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert eng eventuell Zousazfro. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit.

Här Mosar, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, zum Schluss vun eiser laanger Sitzungswoch dann nach eng Fro zu Google.

„Totgesagte leben länger“, seet dat bekanntent Spréchwuert. An, ech mengen, dat passt eigentlech relativ gutt op den Dossier Google, deen, nodeem e quasiment klinesch dout war, elo op eemol zu niem Liewen erwächt gött, wat mech natierlech extrem erfreet, well ech fannen, datt dee Projet Google e ganz, ganz wichteg Projet fir eist Land ass, fir d'alleréischt um Niveau vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaftspolitik, mee doniewent och ganz, ganz gutt passt an déi ambitiéis Politik, déi mer wëlle viruféieren, wat d'Digitaliséierung betrëfft, awer och fir d'Datenökonomie ass dat wierklech e Projet, dee menger Fraktioun, awer och mir selwer ganz staark um Häerz läit.

Mir konnten an de leschten Deeg an der Press lisen an héieren, datt d'Gemeng Bissen eng Convention d'exécution mat London Bridge – dat ass déi Gesellschaft, déi fir Google de Projet zu Bisse soll realiséieren – esou eng Konventioun ennerschriwwen huet, laut där Google sech och engagéiert huet, 13,5 Milliounen Euro ze bezuele fir Infrastrukturaarbechten, soudatt elo wierklech awer een d'Gefill huet, datt e gewëssene Stullgang an deem Dossier kéint.

Allerdéngs bleiwen nach eng ganz Rei vu Froen op, well mer jo awer wëssen, datt deen Dossier hei eng laang Virgeschicht huet, säit 2017, wou fir d'éischt

vun deem Projet geschwat ginn ass, notamment och eng laang Virgeschicht, wat eng ganz Rei vun Ëmweltétude betrëfft, déi och ugefrot gi sinn a wou och eng Rei vu Rapporte vun der Société Google sollte gemaach ginn.

Et kënt derbäi, datt et jo elo entre-temps och en aner, ganz flotte Projet gött vun enger dekonnectierter, souveräner Cloud. Dat ass och e Projet, deen zwëschent Google, LuxConnect a Proximus entstoe soll, dee menger Meenung no och ganz complementaire mat dem Projet Google zu Bisse kéint sinn.

Dorausser ergëtt sech, datt ech wollt dem zoustännegem Wirtschaftsminister eng Rei Froe stellen.

Déi alleréischt natierlech, Här Minister: Wat ass am Moment ganz genau de Stand, wat d'Implantatioun vu Google zu Bisse betrëfft?

Zweetens: Ech weess, datt et während enger Rei vu Méint a Joren net méi vill Kontakter zwëschent de Responsabele vu Google an de Responsabele vum Wirtschaftsministère ginn ass. Huet dat entre-temps geännert? Gött et do erëm reegelméisseg Kontakter?

Drëttens war ee Moment och an der Diskussioun, datt de Projet wuel géif realiséiert ginn, mee eventuell an enger ofgespeckter Versioun. Ass dat och déi Optioun, déi elo am Moment gekuckt gött?

Véiert Fro: Ech weess elo net, ob Dir mer och am Detail dorobber kënt äntweren, mee wou si mer mat den Ëmweltstudien drun? Do war haaptsächlech Google gefrot, fir mat enger Rei Informatiounen ze kommen. Ass do entre-temps eppes geschitt?

An déi fënnft Fro huet direkt domadder ze dinn: Wann dann dee Projet Google sollt viruoen, wéi gesäit et am Moment do mam Ofschluss vun de Prozeduren aus? A wéini kann et do eventuell konkret ugoen?

Dann nach eng zweetlescht Fro. Dat ass déi, déi d'Cloud betrëfft. Awéifern kann dee Projet vun där dekonnectierter respektiv souveräner Cloud och zu Bisse mat an de Projet afléissen?

Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann huet den Här Minister d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmoos, Här Mosar, fir déi Fro. Ech mengen, dass et e ganz wichteg Projekt ass – Dir hutt et betount – a wou och hei an der Chamber, mengen ech, jiddweree sech eens ass, dass et e wichteg Projekt ass, net nëmme fir Lëtzebuerg, mee fir dee ganzen Ekosystem, dee sech do ronderëm developpéiert. En Ekosystem, dee Lëtzebuerg weiderdreift, dee ganz gutt eebe grad an déi verschidden Nische passt.

Schwätze mer vun alle Projeten a Recherche an Developpement, ma da schwätze mer direkt vun Daten. Schwätze mer vu Projete vum Automobillssecteur, schwätze mer vun Daten. Schwätze mer vu Projete vun Healthtech, schwätze mer vun Daten. Schwätze mer vun de Projete vun der Kënschtlicher Intelligenz, schwätze mer direkt vun den Daten, soudass also an enger Ökonomie, wou d'Daten ëmmer méi wichteg sinn, och den Datenzenter do ronderëm e ganz wichteg Rôle matspillt. Well et ass d'Fro: Wéi ginn d'Date stockéiert? Wou gi se stockéiert? Wéi ass et mat der Latenz, déi mer hunn am Reseau? Wéi kënnen mer et fäerdegbréngen, dass mer och déi néideg Plaz hunn, fir eis Date kënnen a ganz Europa ze stockéieren? An allegueren déi Froe muss mer beäntweren. An allegueren déi Froe muss och e Land wéi Lëtzebuerg an d'Äe faassen, fir weiderzecommen.

Et gëtt elo scho verschidden Datenzentere he i Lëtzebuerg. Déi si vu privaten Acteuren, déi sinn och deelweis vu publicken Acteuren initiéiert, wou et also haut schonn Datenzentere gëtt. Dat do ass net de Projet vun deem éischten Datenzenter, dee mer zu Lëtzebuerg hätten. Mee natierlech net an där Envergure, wéi en elo virgesinn ass, au moins mol aus deenen Artikelen aus der Press, wou ech weess, wéi et viru Joren an der Diskussioun war. Et ass awer een, deen eng grouss Envergure huet.

D'lescht Woch, an Dir hutt et ganz richtig gesot – oder d'virlescht Woch an Tëschenzäit –, ass am Gemengerot zu Biissen driwwer geschwat ginn. Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, an do ass eeben och Eenheet hei an der Chamber, fir kënnen en Datenzenter hei zu Lëtzebuerg ze bauen.

Wéi ass de Stand? Dat war eng vun de Froen. Ma de Stand ass esou, dass d'Convention d'exécution zu Biissen diskutéiert ginn ass, well nämlech do och d'Diskussioun opkomm war am Kader vum Budget, well natierlech do och eng Contrepartie vun de Recetten an de Gemegebudget vu Biissen mat ageschriwwen ginn ass. Dat weist also, fir op Är zweet Fro ze äntwerten, dass nach Diskussiounen si mat deem dote Projet, well wann dee Schrëtt gaange gëtt, dann ass dat natierlech schonn en Zeechen, dass et an déi Richtung geet. Mee et kann een nach näischt Definitives soen, fir op Är véiert Fro ze äntwerten, well mer am Moment an der zweeter Phas vun der EIE si fir ze kucken, wat den Impakt ass, also déi zweet Phas vun der Ëmweltprüfung, déi am Moment gemaach gëtt.

D'Cloud, déi souverän Cloud, déi am Moment besteet, bon, dat ass natierlech e Projet vun enger Entreprise, déi dee lancéiert huet. Déi huet en eegenen Datenzenter mat engem eegene Raum, deen eegeprotegiert ass. Dat ass also ee Projet. Dat anert, wat wéi genau méiglech ass, dat kann ech Iech op deser Plaz net beäntwerten, well ech net weess, wat deen Exploitant, deen dat dote kéint lancéieren, duerno reellement an der Iwwerleeung, an der Exploitiatioun vum Site selwer sech ka virstellen.

Ganz wichteg ass awer ze gesinn, dass den Echange tëschent der Gemeng a verschiddenen Acteuren an dem Exploitant vun deem Site hei nach weidergeet. Do sinn natierlech eng Rëtsch vu Froen, déi sech stellen. Dir wësst et alleguerten: Dat sinn déi Froen vun Zoufaart an esou weider. Ech mengen, dass se och en long et en large schonn diskutéiert gi sinn.

Ee wichtige Message: De Projet ass net dout! Wann Echangé sinn, gesäit een also, dass et an eng Richtung geet. Mee et ass ze fréi, fir Jo oder Nee ze soen, well een dat zu deem Moment net weess. Mee ech sinn awer ganz zouverlichtlech, well ee gesäit, dass net einfach de Projet vun haut op muer gestoppt ginn ass, mee dass Echangé sinn, et also an eng Direktioun geet. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Mosar, hutt Der nach eng Zousazfro?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Här Minister fir déi interessant Informatiounen. Op eng Fro huet e mer awer net geäntwert, déi awer net onwichtig ass. Souwäit ech weess, besteet jo en MoU, net nëmme zwëschen der Gemeng a Google oder London Bridge, mee awer och dem Staat selwer. An ech hat Iech virdrun eigentlech och gefrot, ob et weider Kontakter géif ginn zwëschen Ärem Ministère an de Responsabele vu Google selwer. Do hutt Der mer nach net drop geäntwert. Do wär ech also dankbar, wann Der mer déi Fro och nach kéint beäntwerten.

An nach eng zweet, déi ech virdrun vergiess hat: Äre Virgänger, den honorablen Här Fayot, hat mer

deemools op eng vu menge ville Froen geäntwert, datt deemools e bëssen e Problem gewiescht wier, datt de Projet net kéint esou virgoe wéint der Héicht vun den Energiepräisser, datt dat och eventuell en Obstacle kéint sinn. Bon, ech hunn net d'Impressioun, datt entre-temps déi Energiepräisser weesentlech méi gönschteg gi wieren. Wësst Dir dann elo, ob dat eventuell keen esou en Obstacle méi ass wéi deemools?

Do wär ech frou, wann ech op déi Froen och nach kéint eng Äntwert kréien. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Op déi éischt Fro: Jo. Op déi zweet Fro: Dat weess ech net, well ech selwer net mat der Entreprise a Kontakt sinn, fir iwwer Energiepräisser ze schwätzen. Mir sinn elo, wéi ech virdrun gesot hunn, an der Phas 2 vun der Ëmweltprüfung. Also net mir, mee de Betrib ass an där Phas, soudass sech, mengen ech, nach ganz vill, nach eng ganz Panoplie vun anere Froen stellen.

Mee ech kann Iech soen, éischtens: Si mer nach a Kontakt – d'Fro vum MoU? Jo. Zweetens: Hunn ech mat där Firma geschwat iwwer Energiepräisser oder gesi se do Problemer oder hu mech drop ugeschwat? Weess ech net. Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dës Fro ofgeschloss.

7. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

An éier mer zum nächste Punkt kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung, an zwar vum Här Yves Cruchten, deen eng Motioun wëllt deposéieren. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech versprechen Iech och, dass ech mech ganz kuerz faassen. Mee mäin Uleies ass awer zimmlech wichteg. Wéi mer alleguerte wëssen, huet déi aktuell däitsch Bundesregierung, oder op d'mannst dat, wat nach Rescht ass, temporaire Grenzkontrollen agefouert. Mir hunn och hei scho laang a breet doriwwer diskutéiert. An déi selwecht Regierung huet och schonn duerchblécke gelooss, dass een déi eventuell kéint verlängeren.

Bon, mir liesen och haut alleguerten an den Norichten, dass de Friedrich Merz, senges Zeechens Spëtzekandidat vun der CDU an Däitschland, haut annoncéiert huet, ech zitieren en: „Ich werde im Fall meiner Wahl zum Bundeskanzler [...] die deutschen Staatsgrenzen zu allen unseren Nachbarn dauerhaft [...] kontrollieren und ausnahmslos alle Versuche der illegalen Einreise [zurückweisen].“ Dat gëtt där Saach natierlech elo nach eng komplett aner Qualität.

Mir schwätzen also net méi vun temporairë Moosnamen, mee mir schwätze vun enger dauerhafter Situatioun. An ech referéiere mech do gären op déi Motioun vum 14. November, déi mer hei zu enger grousser Majoritéit, also mat 55 Jo-Stëmme gestëmmt hunn, wou mer d'Regierung opgefuerdert hunn ze préiwen, wat fir Méiglechkeeten et gëtt, déi Grenzkontrolle juristesche ze kontestéieren.

Abee, ech erlabe mer haut, Här President, zesumme mat dem Kolleg Meris Sehovic vun deene Gréngen, eng nei Motioun anzereechen, déi eigentlech dat nach eng Kéier alles widerhëlt, wat ech elo soen, an déi d'Regierung opriff, dee selwechten Dag, wou an Däitschland déi Grenzkontrollen dauerhaft géifen

agefouert gi respektiv verschäerft géife ginn, eng Action en justice virun der Cour européenne anzereechen. Ech soen Iech Merci.

Ech verstinn, dass haut d'Regierung elo net do ass, fir mat eis doriwwer ze diskutéieren. Duerfir kënnen mer dat gären an enger vun eisen nächste Sitzung maachen. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant l'annonce du Gouvernement allemand visant à prolonger les contrôles à la frontière germano-luxembourgeoise au-delà de la durée maximale de six mois prévue et fixée à l'article 25, paragraphe 4 du code frontières Schengen ;*

– *considérant l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 26 avril 2022 s'opposant à la réintroduction temporaire par un État membre du contrôle aux frontières intérieures fondée sur les articles 25 et 27 du Code frontières Schengen lorsque la durée de celle-ci dépasse la durée totale maximale de six mois sans l'existence d'une nouvelle menace ;*

– *rappelant la motion adoptée par la Chambre des Députés le 14 novembre 2024 avec 55 voix en faveur ;*

– *considérant les affirmations récentes de Monsieur le Premier ministre indiquant que le Gouvernement n'envisage pas l'introduction d'une action en justice auprès de la Cour de justice de l'Union européenne, malgré l'adoption de la motion citée ci-dessus ;*

– *maintenant son opposition à la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne dans des conditions autres que celles stipulées dans le Code frontières Schengen, étant donné qu'une telle réintroduction porte atteinte à la liberté de circulation des personnes, principe fondamental de l'Union européenne ;*

– *considérant la volonté de la tête de liste de la CDU, Monsieur Friedrich Merz, d'intensifier les contrôles frontaliers à toutes les frontières allemandes,*

invite le Gouvernement

– *à introduire, le jour même où la prolongation et/ou l'intensification des contrôles prendrait effet, une action en justice auprès de la Cour de justice de l'Union européenne afin de contester juridiquement la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures.*

(s.) Yves Cruchten, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Mat Ärem Accord also setze mer dat do op den Ordre du jour vun där nächster Woch, wou mer Plenièren hunn.

An da komme mer zu deene Motiounen, wou mer haut de Moien decidéiert hunn, datt mer se haut de Mëtze géifen op den Ordre du jour setzen.

8. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'extension du travail dominical et des heures d'ouverture dans le commerce de détail

(Motion déposée en séance publique n° 61 du 22 janvier 2025 – à consulter au compte rendu n° 25/2023-2028 en page 31)

Déi éischt ass déi vun der Madamm Welfring iwwer d'Öffnungszäiten am Commerce. Wëllt am Ufank nach ee vun deene Gréngen dozou Stellung huelen? Déi maachen dat duerno. Da froen ech: Wie wëllt zu deser Motioun Stellung huelen? Dat ass d'Madamm

Hartmann. D'Madamm Weydert. Madamm Hartmann, Dir fänkt un.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmoos merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Motioun, déi deposéiert ginn ass an déi effektiv drop hiweist, dass zwee Projet-de-loien deposéiert goufen. Déi zwee Projet-de-loie sinn deposéiert ginn an der Konsequenz vun dem Koalitiounsaccord, deen d'Majoritéitsparteien ennereneen ofgemaach hunn. An natierlech gëtt et, wéi Der et och indiquéiert, Avis-divergenten zu dësem Sujet. Dat si jo dann och Diskussiounen, déi mer an de Kommissiounen zesumme féieren, effektiv jiddereen, an ech mengen, de Moien haten d'Leit jo och d'Wuert op engem vun eise Radion, fir och iwwert déi heiten Thematik ze schwätzen, wat och gutt ass a wou ech fonnt hunn, dass eise Wirtschaftsminister do och ganz konkret Äntwerte konnt ginn op d'Froen, déi d'Leit sech hei stellen.

Déi Reformen, déi hei gemaach ginn, déi ginn net reng opgrond vun enger Etüd gemaach. Eng Etüd ass vläicht ëmmer en Element, dat mat an d'Diskussioun affléisst, wann ee Reformen ugeet. Mir hunn awer hei ganz konkret – an do schwätzen ech méi kloer d'Éffnungszäiten un – eng Situatioun, dass säit 2017 e Geriichtsurteil do ass, dat eis seet, dass mer an enger Verfassungswiddregkeet sinn.

Bei deem Urteil ass et ëm e Bäcker gaangen, dee sech ongerecht behandelt gefillt huet par rapport zu enger Tankstell. An där selwechter Situatioun kéint och eng kleng Epicerie sinn, déi niewent enger Gare ass an déi sech ongerecht behandelt fillt vis-à-vis vun der Méiglechkeet, eng Zeitung an enger Gare 24 Stonnen op 24 ze kafen. Dat heescht, wann och aner Leit géifen op där heiter Basis eng Gerichtsprozedur areeche, da wär d'Resultat u sech genau dat selwecht.

Dat heescht, mir hunn e Problem an eiser Legislatioun, déi net gerecht ass, déi dem Principe d'égalité, deen eis Verfassung virgesäit, net gerecht gëtt. Duerfir ass et an dësem Fall wichteg, dass mer déi Verfassungswiddregkeet och am Gesetz ofänneren. Dozou sti mer an dofir ass et an eisen Aen elo net eng Etüd, déi déi Projet-de-loien, déi op den Instanzenwee komm sinn, hei géif a Fro stellen. A mir géifen dowéinst eiser Fraktioun suggeréieren, Är Motioun net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech do der Madamm Hartmann unschléissen. E gëtt effektiv en Urteil vun 2017, wou ganz kloer en Traitement inégalitaire an discriminatoire war vun engem Bäcker par rapport zu enger Tankstell. An ech muss eigentlech soen, dass ech iwwerrascht sinn, dass elo eng zweet Partei aus der viregter Regierung, déi och schonn am Koalitiounsaccord 2018 stoen hat, si wéilt den deesetzleche Kader upassen, fir notament deem Urteil do Rechnung ze droen a fir dann eeben d'Gesetzgebung verfassungskonform ze maachen, dat haut nach ëmmer kritesch gesäit. Et sinn Diskussiounen, déi an all Richtung ginn. An elo nach eemol eng Etüd ze maachen, dat retardéiert jo eigentlech just nach d'Diskussiounen zu deene Projeten, déi elo iwwerall schonn amgaange sinn. Voilà.

Mir sinn der Meenung, dass d'Upassung vum juristesche Kader souwuel fir d'Éffnungszäite wéi och fir d'Sonndesaarbecht kloerheet souwuel fir d'Salarié wéi och fir d'Betruwer mat sech bréngt. Also, hei geet

et net drëms, engem Commerce eppes ze imposéieren, mee mir schafen eng Flexibilitéit fir d'Éffnungszäiten. A mir passen dat och un d'Realitäten un, déi aktuell d'Begebenheete sinn. Also, et geet hei drëm, dass d'Welt weiderdréint a mir eis konstant den neie Begebenheeten upasse mussen. An dowéinst wäert ech menger Fraktioun och proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Elo hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, den Här Clement an den Här Engel. Här Clement, Dir fänkt un.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech sinn elo e bëssen erstaunt. Op där enger Säit kréie mer gesot: „D'Welt dréint weider“, dat heescht et geet weider. An dann op där anerer Säit: „Jo, mir wëllen awer keng nei Analys maachen“, well dat ass dat, wat hei gefuerdert ass. Also, béides passt net beieneen. Ech mengen, dass d'Motioun do kloer ass: Wann d'Welt weiderdréint, da brauche mer grad dës Motioun. An dofir wäerte mer se och ennerstëtzen.

Dat seet absolut näischt aus iwwer iergendwellech Positionnementer herno, wann dann den Text vun engem Gesetz virläit, wat och ëmmer. Mee d'Welt huet weidergedréint säit deem Arrêt. D'Welt huet weidergedréint, säitdeem all déi Diskussiounen ugefaangen hunn. An d'Welt dréint weider a mir hu keng aktualiséiert Donnéeën. An ech mengen, genau dowéinst sollt een déi Motioun hei stëmmen, fir datt mer déi aktualiséiert Donnéeë kréien. Well soss maache mer Politick no Bauchgefühl. Dat kann ee maachen, dat ass dann awer definitiv eppes anescht wéi evidenzbaséiert oder faktebaséiert Politick.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wäert an déi selwecht Kerb schloen, wéi den Här Clement et elo grad gemaach huet. Ech hunn ëmmer gemengt, Politick misst a sollt faktenorientéiert sinn, sollt mat Fakte schaffen a sollt sech op eppes baséieren, wat kloer ausgeschafft gouf a wou ee sech op eppes ka beruffen, wat wierklech eng wëssenschaftlech Etüd ass. Dat schéngt hei net de Fall ze sinn. Dat schéngt hei och net gewollt ze si vun dëser Regierung. Si wëllt sech also net op Fakte baséieren. Si wëllt och net op d'Leit lauschteren, déi an dese Beruffer schaffen. Dat schéngt d'Regierung hei also net ze wëllen.

Ech weess, dass et esou en Urteil gëtt. An ech weess och, dass am Koalitiounsaccord steet, dass een do d'Éffnungszäite géif upassen. Mee upassen heescht net onbedéngt an déi eng Richtung, well dat kann och an déi aner Richtung geschéien. Dofir ass déi lescht Regierung sech jo och net an deem dote Punkt eens ginn. Dat stoung am Koalitiounsaccord 2018 an et ass och näischt geschitt.

Dofir, ech mengen, dass dës Regierung fäert, se fäert d'Voix vun de Leit. Dat ass schued, well et wär besser, mir hätte Fakte, un deene mer eis kéinten orientéieren, eng Etüd, déi aktualiséiert wär. An et ass schued, dass dës Regierung dat net wëllt.

Mir op alle Fall ennerstëtzen dës Motioun a mir wäere frou, wa mer eng aktualiséiert Etüd vum LISER hätten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir géifen dës Motioun och ennerstëtzen. Ech mengen, et ass ëmmer gutt, wann een eng aktuell Etüd huet. Et

geet jo hei och deelweis ëm d'Sonndesaarbecht, an deemno wat erauskënn – et weess een et jo net –, wier vläicht nach iergendeen anere Saz oder Passus am neie Gesetz méiglech. Soss muss mer erëm en neit Gesetz stëmmen. Ech mengen, et sollt een déi Etüd esou séier wéi méiglech maachen. Et gëtt jo geholl op d'Joer 2018, da si mer jo séier bei 2024. An ech mengen, wann een déi Etüd do nach hätt, ier d'Gesetz géif gestëmmt ginn – et weess een ni, wat drakënn –, hätt ee séier eppes geännert. Am anere Fall muss een erëm en neit Gesetz maachen.

Duerfir gi mer eis Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech fannen dat och relativ grav, dass d'Majoritéit hei en Arrêt als Virwand hält, fir hir salariatsfeindlech Politick kënnen duerchzesetzen.

(Brouhaha)

Mir wësse ganz genau, wat fir eng Agenda DP/CSV hunn. Et ass schonn eng obsessiv Marott, déi se do hunn. A si wëssen et jo och ganz genau. Den Här Engel huet et gesot. Ech si sécher, dass déi heite Regierung Angscht huet virun der wëssenschaftlecher Evidenz vun esou enger Etüd, well et ass jo soss näischt gefrot, an dat wëllt Der net. An Dir wësst ganz genau firwat! Well Der Onrecht hut a well d'Salariat net op Ärer Säit ass. Well de Gros vun der Bevëlkerung net op Ärer Säit ass. Dat ass de grouse Problem.

(Interruption)

Da stëmmt se mat an haalt op mat Ärer Hypokrisie!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss an da géifen déi gréng nach d'Wuert kréien. Dat ass d'Madamm Bernard, déi am Numm vun de Gréng schwätzt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol, Madamm ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Et ass un der Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Also, fir d'éischt emol, déi gréng ware fir viles zoustänneg an där leschter Legislatur, mee weeder fir de Commerce nach fir d'Aarbecht. Dat wollt ech just eng Kéier ganz kuerz hei elo mol gesot hunn.

(Brouhaha)

D'Zuelen, d'Zuele vun 2019 bis haut, do ass ganz, ganz viles geschitt, grad och, wat eist Verhalen ugeet, wéi mer consomméieren. A mir sinn als Gréng ganz sécher net prinzipiell géint eng Upassung un en Urteil, mee d'Aart a Weis, wéi hei op dat Urteil reagéiert gëtt. Bon, do gëtt et ganz ënnerschiddlech Weeër, wéi een domadder ëmgeet.

Dir hut fir de Moment mol e Wee gewielt, oui Iech op eng Faktelag, op eng wëssenschaftlech Etüd kënnen ze baséieren. An dat ass dat, wat mir hei immens bedauern. Mir kéinten hei déi ganz Debatt hunn op Basis vun aktualiséierte Fakte vun 2019 bis haut, fir kënnen driwwer ze diskutéieren. Dat wier eng méi propper, eng méi sachlech Aart a Weis, domadder ëmzegoen. Mee am Moment héiert ee ganz vill gefillte Meenungen. Et si ganz vill ënnerschiddlech Zuelen, déi kurséieren. A mir hätte gären, dass mer faktebaséiert hei iwwer eppes kënn schwätzen.

Mir stelle fest, datt Dir dat net wëllt. Dat kënnen mir nëmme bedauern. An deem Sënn hoffen ech awer op esou vill wéi méiglech Zoustëmmung fir dës Etüd. Ech mengen, dass dat u sech der Aart a Weis, wéi een hei misst als Politiker Entschiedungen huelen, méi no géif komme wéi déi Aart a Weis, wéi Dir grad verfuert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung zu dëser Motioun.

Da géing ech d'Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Probéiert, Är Procuratiounen nach auszenotzen, wann Der wëllt. Nach e klengen Effort maachen, da si mer souwäit. Ech schlëssen dann de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24, Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori (par M. Franz Fayot) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul Galles) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation des droits humains des Tatars de Crimée sous occupation russe

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 20 de ce compte rendu)

An da komme mer zu der Resolutioun an dem leschte Punkt vun haut den Owend. Dat ass d'Resolutioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Situation des droits humains des Tatars de Crimée sous occupation russe. Här Graas, Dir hat se virdrun erklärt.

Ech froen also: Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Clement, d'Madamm Tanson. Här Clement, fänkt Dir un, wannechgelift.

Discussion générale

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Gusty Graas fir den Depot vun dëser

Resolutioun, déi ech mat ënnerschriften hunn a wou ech och nëmme meng Zoustëmmung ka ginn. Mir haten zwëschenzäitlech eng besser Versioun vun dëser Resolutioun. An do war ee wichtige Saz bäikomm, deen an enger éischer Phas dann och d'Zoustëmmung fonnt huet an dunn awer iwwer Mët-teg erëm erausgefall ass.

(Interruptions)

Do muss een dann ... Et ass net ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst den Här Clement schwätzen, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech hätt mer gewünscht, dee Saz wär drabliwwen, well do wär et nämlech drëm gaangen ze reaffirméieren, datt d'Ukrain op enger Pist ass, fir an d'NATO eranzekommen. Eppes, wat och vun der NATO schonn esou beschloss gouf, wou och Lëtzebuerg matgestëmmt huet, wou awer an deene leschte Wochen a Méint widdersprénglech Aussoe vun eise Ausseminister koumen a wou och nach eng Question parlementaire dozou leeft.

Dofir wonnert et mech dann net ganz, datt dee Saz vläicht awer erëm erausgefall ass. Et ass vläicht net ganz esou anodin. Ech hätt mer hei als Chamber vläicht de Courage gewünscht, einfach ze soen: „Mir stinn zu deem, zu deem sech och Lëtzebuerg engagéiert huet.“ Dat hätt e kloert Signal och Richtung Kiew geschéckt.

Bon, dat heiten ass nach ëmmer e staarkt Signal. Et hätt méi kloer kënnen sinn. Ech hätte mer dee Saz derbäi gewünscht, mee ech kann et och esou matdroen. Dofir: Ech kann nëmme recommandéieren, dat hei matzestëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Den Här Clement huet schonn sech referéiert op déi Propos, déi ech gemaach hat, fir derbäizeschreiwene, dass d'Chamber och en NATO-Bäitritt vun der Ukrain géif ënnerstëtzen.

An ech reiteréieren dann elo hei meng Demande nach eng Kéier, dass mir géifen dee Saz derbäisetzen – ech sicheen elo déi lescht Versioun, well effektiv krut ech dunn eng Versioun geschéckt, wou ech elo net gesinn hunn, wat geännert huet –, ënner „exprime son soutien à la population tatar en Crimée“: „exprime son soutien à ...“

„Bäitritt“?

M. Sven Clement (Piraten) | „L'ascension“.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „L'ascension“? Nee. Jo.

„... l'ascension de l'Ukraine à l'OTAN.“ Voilà.

Et ass zwar kee richtegt Franséisch, dat do, mee ech sicheen elo nom richtegen Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Ech verstü guet näischt.

M. Claude Wiseler, Président | „L'adhésion“.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wat verstitt Der net, Här Arendt?

M. Guy Arendt (DP) | Mir hunn Iech net héieren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A!

(Interruptions)

Ech brénge gläich eng Kéier eng Resolutioun eran, dass mer de Mikrosystem vun eise ...

M. Claude Wiseler, Président | Mir sinn amgang, dat mat de Mikroen ze kucken, datt mer déi anescht organiséiert kréien.

„L'adhésion“.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „L'adhésion“.

(Brouhaha)

Also: „... s'engage à soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.“

Ech denken, dass et extreem wichteg ass, dass mir als Lëtzebuerg kloer sinn op deem dote Punkt. Et waren Deklaratiounen vum Ausseminister, déi net kloer waren no engem Conseil vun Ausseministern. An doropshin hat ech eng Question parlementaire gestallt. Ech krut du reaffirméiert, et hätt sech u sech näischt un der Positioun vu Lëtzebuerg geännert.

Den Här Clement war elo nach eng Kéier op enger NATO-Assemblée-parlementaire, wou en och nach eng Kéier gesot krut, Lëtzebuerg géing do awer blockéieren. Duerfir huet hien och elo nach eng Kéier eng Question parlementaire zu där Fro gestallt.

Ech denken, dass mir als Parlament och misste Kloeerheet op deem dote Punkt schafen. An duerfir froen ech dann nach eng Kéier elo hei d'Chamber, dass mer e Saz dozou derbäiseschreiwene, well dat war jo bis elo eigentlech d'Positioun heibannen. Ech verstinn net, firwat dat elo problematesch ass. Ech krut och net weider erklärt, wat elo do de Problem domadder wär. An ech géif mer wierklech wënschen, dass mer dat hei ganz kloer géifen affirméieren als Lëtzebuerger Parlament.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen: den Här Zeimet an den Här Cruchten. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'Tatare maachen 12 % vun der Populatioun vun der Krim aus, vun 2,5 Milliounen. Dat sinn 280.000 Mënschen ongeféier. Dat heescht, praktesch esou vill wéi et och Lëtzebuerger gëtt, just dat mir eeben d'Chance hunn, datt mir selwer kënnen bestëmmen zanter ville Joren. Dat heescht, deen Zoufall vun der Geschicht, vun deem mir profitéieren, déi Chance hat net all oder huet och net all Natioun. An dofir, mengen ech, sollte mer solidaresch mat all deene sinn, déi ënnerdréckt ginn, an och den Tataren op der Krim – an op anere Plazen!

De Stalin huet jo anscheinend gesot, datt den Dout vun engem Mënsch eng Tragedie wier, mee den Dout vun enger Millioun Mënschen, dat wär just eng Statistik. Dat schéngt eng Attitud ze sinn, déi am Kreml ëmmer nach gëllt. An dofir fanne mir et wichteg hei, dat Solidaritéitszeechen als klengt Parlament, als klengt Land un déi kleng Natioun vun Tataren ze schécken.

Dat, wat d'Madamm Tanson elo gesot huet, menge mer, gehéiert net an dës Resolutioun eran, och wa mer eis alleguerten eens sinn, datt déi Perspektiv soll gi sinn, mee mir wëssen och alleguerten, datt dat zu dësem Moment net ka méiglech sinn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, villmools merci. D'LSAP wäert dës Resolutioun mat ënnerstëtzen, well si ass jo och eigentlech an der logescher Suite vun enger Resolutioun, déi mer virun e puer Joer hei geholl hunn, wou mer den Holodomor, also de Genozid an der Ukrain, unerkannt hunn. Dat heite geet elo dann eng Etapp méi wäit. Hei schwätze mer dann iwwert d'Deportatioun an och am Endeffekt d'Émbréng vum de Krim-Tataren duerch de Stalin

an de Joren 1944 an och nach duerno. An dofir fan-
nen ech et och richtig, dass mer hei déi Resolutioun
stëmmen.

Wat elo der Madamm Tanson hir Propos ugeet, sinn
ech och e bëssen erstaunt, dass dat elo hei problema-
tesch sollt sinn, well dat doten – dat, wat si hei fret –
war eigentlech ëmmer d'Positioun vu Lëtzebuerg. Do
ware mer eis hei, ausser op deem dote Bord, ...

(M. Yves Cruchten *pointe en direction du groupe politique
ADR.*)

... eigentlech alleguerten hei eens. An dat elo net hei
unzehuelen, dat wär fir mech awer wierklech eng
180-Grad-Kéier vun eiser Positioun op deem dote
Sujet. An dofir géif ech wierklech och d'Majoritéits-
deputéiert nach eng Kéier froen, sech dat gutt ze
iwerleeën, wéi mer elo hei ofstëmmen. Mir wäerten
op alle Fall déi Proposition vun der Madamm Tanson
unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.
Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President.
Och merci hei fir déi Resolutioun, fir op d'Situa-
tion vun den Tataren op der Krim opmierksam ze
maachen. An ech wollt am Fong an eng änlech Kerb
schloe wéi och schon den Här Zeimet: Mir hunn als
Vollek d'Chance, en eegent Land ze hunn an domad-
der och a Fräiheet selbstbestëmmt liewen ze kënnen.
Ganz vill Vëlker op der Welt hunn dat net a leiden do-
rënner, notammer d'Tataren. An, ech mengen, dass
mir eeben, well mer och e klenge Vollek sinn, sensibel
sollten op deem Punkt sinn a kucken, déi Vëlker an
hei eeben si dann ze ënnerstëtzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An
da ginn ech dem Här Graas nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President.
Och merci deenen eenzelnen Intervenanten. Ech wëll
effektiv vläicht nach eng Kéier kuerz drun erënneren:
Dat hei ass eng Resolutioun, déi baséiert op engem
Bréif, dee mer vun ukrainesche Parlament kruten. An
do ass et am Fong geholl exklusiv just ëm d'Proble-
matik vun den Tatare gaang: engersäits de Genozid
vun 1944, anerersäits awer och déi Aart a Weis, wéi
se de Moment ënnert der Occupation russe an der
Crimée ze leiden hunn, soudatt dat sech am Fong ge-
holl exklusiv dorobber soll konzentréieren.

Datt natierlech am Laf vun der Diskussioun op eemol
vläicht d'Iddi opkomm ass, dat nach méi auszubauen,
op d'Ukrain gekuckt, datt do d'Propos vun deene
Gränge kouw, dann och nach de Volet „NATO“ der-
bäizesetzen ... Dann hätte mer och nach kënnen de
Volet „Europäesch Unioun“ derbäisesetzen.

Ech wëll just drop hiweisen: Do steet jo awer
ganz kloer: „réaffirme son soutien indéfectible à
l'Ukraine ...“ A mengen Aen englobéiert dat alles! Dat
englobéiert, datt mer eis derfir asetzen, datt d'Ukrain
engersäits soll an d'Europäesch Unioun kommen, an
anerersäits awer och an d'NATO.

Ech wëll awer selbstverständlech mech elo net der-
laanscht drécken, fir eng Kéier kuerz zrëckzekommen
op deen Aspekt vun der NATO. Effektiv ass dat e ganz
kriddlege Punkt. Ech mengen, mir mussen awer och
do ganz éierlech sinn: Et huet sech an deem Sënn och
elo e bëssen eng kleng Ännerung um ganzen Niveau
vun deem Konflikt entwéckelt. Et muss ee jo elo mol
kucken, inwiefern datt deen neien ukrainesche
President kann eppes beweegen. Ech sinn zwar do
ganz skeptesch, mee bon, mol ofwaarden.

Vläicht kann och emol am Kader vun engem Frid-
densplang iergendwéi och dee Volet „NATO“ mat
ugeschnidde ginn. Dat ass natierlech dann eng

Decisioun, déi d'Ukrain muss selwer huelen. Mir
mengen awer, zu dësem Zäitpunkt sollte mer dat
awer elo net esou definitiv dohinnerstellen.

Ech gi ganz gären zou, datt dat och licht emstridden
ass. Och den Här Rutte huet nach kierzlech gesot, datt
en natierlech géif am Fong geholl d'Ukrain encoura-
géieren, Schrëtter ze ënnerhuelen, fir an d'NATO ze
kommen, mee datt mer op där anerer Säit awer och
musse virsiichteg sinn!

Mir mussen awer och bedenken, wat dat ka mat sech
bréngen! Mir wësse jo ganz gutt, wat den Artikel 5
vum NATO-Ofkommens seet. Dee seet ganz kloer ...
Ech mengen, ech brauch dat net hei ze widderhuelen.
Dat heescht, wann also muer d'Ukrain Member vun
der NATO géif ginn, da wësse mer automatesch, wat
dat géif entraînéieren. An dowéinst wollt ech awer elo
net am Kader vun dëser ... Oder mir als Majoritéit –
den Här Zeimet huet dat gutt op de Punkt bruecht –,
mir wollten net am Kader vun dëser Resolutioun elo
och nach de Volet do opmaachen. Mir kënnen dat
jo eng Kéier spéider nohuelen. Duerfir géif ech pro-
poséieren, dat, wat d'Madamm Tanson hei virschléit,
bei allem Respekt, allerdéngs net zrëckzebehalen an
dann den Text esou, wéi d'Majoritéit e virgeluecht
huet, och zur Ofstëmmung ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Ech
hunn nach zwou Wuertmeldungen. Wierklech ganz
kuerz, Madamm Tanson, well am Fong hutt Der keng
Zäit méi. Dofir kritt Der ganz kuerz d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech muss zwar
soen, also op där enger Säit seet deen ee Vertrieder
vun der Majoritéit, et hätt näischt mat dëser Resolu-
tioun ze dinn. Deen anere Vertrieder vun der Majori-
téit seet, et wier jo schon englobéiert an deem Saz,
deen hei an der Resolutioun drasteet, fir dann herno
ze soen, et wär am Fong awer elo net dat, wat Der gär
wëllt maachen.

Dat heescht ech constatéieren: Hei ass definitiv e Re-
virement an der Positioun vun der Majoritéit, wat dat
ass, wat mer eigentlech hei wierklech ëmmer gefuer-
dert hunn a wou mer eigentlech bal alleguerten ëm-
mer d'accord domadder ware fir ze soen, mir géifen e
Bäitritt vun der Ukrain an d'NATO ënnerstëtzen. Ech
héieren elo hei lauter Meeën an ech bedauern dat
zudéifst. Ech fannen, da brauche mer eigentlech och
net hei dranzeschreiwen: „réaffirme son soutien indé-
fectible à l'Ukraine et au peuple ukrainien“, well dat,
wat Dir elo hei gesot hutt: „Mir wësse jo elo net, wéi
et geet a wat elo geschitt a wat deen neien amerika-
nesche President elo bewierkt“, dat huet jo eigentlech
näischt mat där Forderung ze di fir ze soen: „Mir hätte
gären, dass och d'Ukrain ënnert de Schutz vun der
NATO kënt.“

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Tanson. Nach zwou Wuertmeldungen. Den Här
Clement an duerno den Här Wagner.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech sinn awer elo
e bësse paff iwwert déi Pirouette, déi hei gedréint
gouf betreffend den NATO-Bäitritt vun der Ukrain.

(*Brouhaha*)

Als Éischt emol hu mir als Lëtzebuerg heibannen eng
ganz kloer Positioun bis elo gehat. An ech mengen,
bis den Ausseminister rezent, virun zwee oder dräi
Méint, ugefaangen huet, dat a Fro ze stellen, huet
Lëtzebuerg och definitiv zu deene gehéiert, déi do
eng positiv Positioun ageholl hunn.

Nach am November zu Montreal huet ënner
anerem d'lëtzebuergesch Delegatioun bei der

NATO-parlamentarescher Vertriidung eng Resolu-
tioun matgestëmmt, wou ganz kloer en Appell un
d'Regierung gemaach gouf, fir der Ukrain eng NATO-
Invitatioun ze ginn. Lëtzebuerg huet déi matgedroen.
Nëmmen, nëmmen d'franséisch Extrême gauche huet
se net matgedroen an déi däitsch Extrême droite, also
dat waren déi Eenzeg, déi dergéint gestëmmt hunn.

Et muss ee sech awer och an Erënnerung ruffen:
Eis Regierung huet um Sommet matgedroen, datt
d'Ukrain op engem irreversibele Pad ze enger NATO-
Memberschaft wär, wann de Krich bis eriwuer wär,
an dofir verstinn ech net, firwat elo erëm de Friddens-
prozess domadder an een Dëppe gepucht gëtt.

Ech kann Iech just soen, ech war e Méindeg fir
d'Chamber zu Bréissel an ech si bal vum Stull gefall,
wéi an enger Diskussioun ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, Dir
musst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | ... de Vizepresident vun
der ukrainescher Rada gesot huet: „Lëtzebuerg blo-
ckéiert all Tentative, fir datt mir weiderkommen.“

(*Brouhaha*)

An dat huet mech interpelléiert, fir déi Question
parlementaire ze stellen. Mee no deenen heiten Dis-
kussiounen ronderëm deen ee Saz, deen d'Madamm
Tanson proposéiert huet, verstinn ech dann awer
vläicht e bësse méi, firwat si sech besuert weist.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.
Dann ass d'Wuert fir den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Léng) | Merci, Här President.
Ech hunn d'Tendenz, awer éischer mat der urspréng-
lecher Versioun vun dëser Resolutioun averstanen ze
sinn. Mir hunn ëmmer gesot, an ech sinn awer och e
bëssen ...

Ben, de Prinzipp ass jo deen, datt mer soen: Jo, mir
mussen d'Ukrain ënnerstëtzen am Kampf a mat
kämpfen, awer och verhandelen, nodeems e Kräfte-
verhältnis geschafe gouf, dat och favorabel ass fir
d'Ukrainer – fir d'Ukrainer a vun engem Point de vue
vun Ukrainer. De Point de vue vun der ukrainescher
Bevëlkerung, dee kënt a leschter Zäit net méi esou
richteg zu Wuert. De Point de vue vun der Regierung
kënt vläicht zu Wuert, wou vläicht Neiwalen hätte
misse stattfannen. Mee soit, doriwwer diskutéiere
mer jo elo anscheinend net méi. Mee de Point de vue
vun den Ukrainer, dee misst awer och gëllen.

An duerno d'Fro vun der NATO, ass déi opportun? Wat
kann dat bedeuten? Eis Decisioun, zu Lëtzebuerg, zu
Bréissel, zu Berlin oder am westlechen Europa huet
awer duerno en Impakt op d'Liewe vun den Ukrainer,
wa mir soen, also wa mir vläicht méi intrinsigant si
wéi d'Ukrainer, wa si vläicht an enger Situatioun sinn,
wou se mussen verhandelen. Well si stierwen! Si stier-
wen, an net mir! An et gëtt eng Krichsmiddegkeit an
der Ukrain a Realitéit. All Joer gëtt et Zéngtausende
vun ukrainesche Männer, déi sech dem Comptage
entzéien – well si mussen jo all Joer ëmmer beweisen,
datt se apte zur Conscriptioun sinn –, an do gëtt im-
mens vill bezuelt, d'Korruptioun eeben, fir net mussen
ze goen. An immens vill Männer bis 60 Joer verloos-
sen och d'Ukrain, also déi, déi kënnen agezu ginn.
Déi wëllen och net méi kämpfen, wat ech absolutement
verstinn. An et muss iergendeng Kéier zu engem Krich
kommen, deen awer net zu Ongonschte vun den Ukrai-
ner ass.

Mee ech mengen, déi Intransigence fir ze soen,
d'Ukrain misst onbedéngt an d'NATO kommen, ass
vläicht net onbedéngt eng gutt Léisung. Och net
fir d'Ukrainer. A kommt, mir maachen alles, fir datt
d'Ukrainer zu engem gudden Friddes kommen, deen zu

hire Gonschten ass! A kommt, mir versichen, déi Fro manner ideologesch unzegoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Wëllt den Auteur zum Schluss nach eppes soen? Dat ass net de Fall.

Ech ginn dervunner aus, datt e wëllt déi deposéiert Versioun esou bäibehalen. Da stëmme mer elo of iwwert déi Resolutioun, esou wéi se vum Här Graas deposéiert ginn ass.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, soss schlëssen ech de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dës Resolutioun ass also mat 59 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Zeimet), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves

Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori (par M. Dan Biancalana) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Voilà. Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 11., 12. an 13. Februar virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.27 heures.)

64^e séance

Sommaire

- | | | | |
|--|--------------|--|--------------|
| 1. Ouverture de la séance publique | p. 33 | raciale, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | p. 38 |
| M. Claude Wiseler, Président | | Mme Djuna Bernard M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | |
| 2. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire | p. 33 | Question n° 184 du 11 février 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la plateforme digitale « Sproochmaschinn.lu », adressée à M. le Ministre de la Culture | p. 39 |
| M. Claude Wiseler, Président | | M. Gérard Schockmel M. Eric Thill, Ministre de la Culture | |
| 3. Ordre du jour | p. 33 | Question n° 185 du 11 février 2025 de M. Marc Goergen relative au droit au congé de maternité et parental pour les mandataires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 39 |
| M. Claude Wiseler, Président | | M. Marc Goergen M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | |
| 4. Communications | p. 33 | Question n° 186 du 11 février 2025 de Mme Diane Adehm relative au soutien financier au « Blockchain lab », adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation | p. 40 |
| M. Claude Wiseler, Président | | Mme Diane Adehm Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | |
| 5. Changements de composition de commissions parlementaires | p. 35 | Question n° 187 du 11 février 2025 de M. Marc Baum relative au projet d'instauration d'une couverture médicale universelle des soins de santé au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | p. 40 |
| M. Claude Wiseler, Président | | M. Marc Baum Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | |
| 6. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen | p. 35 | Question n° 188 du 11 février 2025 de Mme Liz Braz relative à la tenue d'une conférence de presse en lien avec une saisie importante de stupéfiants, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 41 |
| Exposé : M. Marc Goergen | | Mme Liz Braz M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Georges Engel et Mme Liz Braz) Mme Taina Bofferding (interventions de M. le Ministre Léon Gloden) | |
| 7. Heure de questions au Gouvernement | p. 35 | 8. Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz | p. 41 |
| Question n° 178 du 11 février 2025 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la gratuité de l'eau potable pour les ménages, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 35 | Exposé : M. Marc Spautz | |
| Mme Nathalie Morgenthaler M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | 9. Question élargie n° 31 de M. Ben Polidori au sujet de la conformité de la plateforme MyGuichet.lu par rapport aux exigences de la Directive (UE) 2019/882 du 17 avril 2019 | p. 42 |
| Question n° 179 du 11 février 2025 de M. Dan Biancalana relative à l'introduction de la mise en danger délibérée d'autrui, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | p. 36 | M. Ben Polidori Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation M. Ben Polidori Mme la Ministre Stéphanie Obertin | |
| M. Dan Biancalana Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | | 10. Ordre du jour (suite) | p. 43 |
| Question n° 180 du 11 février 2025 de M. André Bauler relative au gaspillage de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | p. 37 | M. Claude Wiseler, Président | |
| M. André Bauler Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | | 11. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson | p. 43 |
| Question n° 181 du 11 février 2025 de M. Fred Keup relative au niveau dans les écoles européennes publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | p. 37 | Exposé : Mme Sam Tanson | |
| M. Fred Keup M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | | | |
| Question n° 182 du 11 février 2025 de M. Charles Weiler relative aux fusions communales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 38 | | |
| M. Charles Weiler M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | | |
| Question n° 183 du 11 février 2025 de Mme Djuna Bernard relative au plan d'action national contre le racisme et la discrimination | | | |

12. 8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

8366 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Indonesia on air services », fait à Jakarta, le 25 mai 2023

8367 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia on air services », fait à Paris, le 20 juin 2023

8372 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 novembre 2021

8374 – Projet de loi portant approbation de l'Accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bali, le 17 octobre 2022

Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8334 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8366 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8367 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8372 et dispense du second vote constitutionnel

p. 44

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8374 et dispense du second vote constitutionnel

13. Motion de M. Marc Goergen relative au maintien du réseau actuel du TICE p. 46

Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Michel Wolter | M. Dan Biancalana | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion (rejetée)

14. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring p. 47

Exposé : Mme Joëlle Welfring

15. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la santé mentale des mineurs p. 48

Exposé : Mme Francine Closener (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Ricardo Marques | Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motions 1 et 2 : Mme Francine Closener

Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission (adopté)

16. Résolution de M. Marc Spautz relative à la condamnation des attaques contre les droits humains p. 55

Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum | M. Marc Spautz

Vote sur la résolution (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber, an no den Artikelen 38 an 39 vum Beamtestatut vun der Chamber, gëtt dem Här Georges Roth, Huissier dirigeant, an dem Här Guy Bausch, Expéditionnaire dirigeant, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooos hunn, den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt. Nach eng Kéier villmools merci fir all déi Aarbecht, déi Der hei an der Chamber gemaach hutt!

(Applaudissements)

Merci.

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 11 février 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et la proposition suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8480 – Projet de loi modifiant :

1° la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs ;

2° la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel ;

3° la loi modifiée du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie ;

4° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 21/01/2025

8481 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

2° la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 21/01/2025

8482 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

2° la loi modifiée du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;

3° la loi du 9 juin 2022 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2025

8483 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Colombie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 janvier 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/01/2025

8484 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse concernant la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire, fait à Luxembourg, le 16 septembre 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/01/2025

8485 – *Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS) de l'OTAN*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 24/01/2025

8486 – *Projet de loi portant modification :*
1^o du Code pénal ;
2^o du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 28/01/2025

8487 – *Projet de loi portant transposition de la directive 2011/99/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la décision de protection européenne*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 28/01/2025

8488 – *Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 28/01/2025

8489 – *Projet de loi portant :*

1^o transposition :
a) de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ;
b) de la directive (UE) 2023/2123 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel ;
2^o modification de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 31/01/2025

8490 – *Projet de loi portant modification :*

1^o du Code pénal ;
2^o du Code de procédure pénale ;
3^o de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 31/01/2025

8491 – *Projet de loi portant création de l'établissement public « Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) », et modifiant :*

1^o le Code de la sécurité sociale ;
2^o la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels ;
3^o la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;
4^o la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
5^o la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine ;
6^o la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
7^o la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;
8^o la loi du 18 décembre 1985 relative aux médicaments vétérinaires ;
9^o la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;

10^o la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

11^o la loi du 1^{er} août 2007 relative aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines ;
12^o la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 31/01/2025

8433A – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice en vue de déterminer les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle dans le domaine du droit*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 04/02/2025

8492 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Athènes, le 24 octobre 2024*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/02/2025

8493 – *Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Japan for air services », fait à Tokyo, le 11 juin 2024*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/02/2025

8494 – *Projet de loi relative au financement du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/02/2025

8495 – *Projet de loi portant modification de la loi du 7 juillet 2023 portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 07/02/2025

8496 – *Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 07/02/2025

8497 – *Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »*

Dépôt : Mme Francine Closener, Députée, le 06/02/2025

3) *Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :*

7523 – *Projet de loi portant création de l'établissement public « Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) », instituant une commission consultative de qualification et modifiant :*

1^o la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
2^o la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels ;
3^o la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;
4^o la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
5^o la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine ;
6^o la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;
7^o la loi du 18 décembre 1985 relative aux médicaments vétérinaires ;
8^o la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;

9^o la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

10^o la loi du 1^{er} août 2007 relative aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines ;
11^o la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 06/02/2020

Retrait du rôle des affaires : 31/01/2025

4) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

3533 – *Demande de pétition publique : Maltraitance infantile / Refus de soins / Violations des droits / Violation des lois / Qui va protéger nos enfants, si l'État regarde ailleurs?*

Dépôt : M. Alex Hökeoglu, le 20/01/2025

3534 – *Demande de pétition publique : Réduction des coûts de recharge des voitures électriques*

Dépôt : M. Quentin Mabilbe, le 21/01/2025

3535 – *Demande de pétition publique : Introduction de l'éducation aux médias : une matière scolaire clé pour préparer nos jeunes au monde numérique, dès le primaire jusqu'au lycée*

Dépôt : Mme Sara Cardoso, le 21/01/2025

3536 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'introduction d'une obligation formelle de réponse par les autorités administratives et l'adoption d'un Code de procédure administrative*

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 22/01/2025

3537 – *Demande de pétition publique : Pouvoir rentrer sa déclaration d'impôts 2025 à partir de la date habituelle dès février 2025 !*

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 22/01/2025

3538 – *Demande de pétition publique : Faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise pour les époux de citoyens luxembourgeois*

Dépôt : Mme Fatna El Mastari, le 23/01/2025

3539 – *Demande de pétition ordinaire : Verantwortung für die Zukunft Luxemburgs – Sicherheit und Integration als Grundlage einer stabilen Gesellschaft*

Dépôt : M. Yves Weiland, le 23/01/2025

3540 – *Demande de pétition publique : E-Vélo pour la Police grand-ducale*

Dépôt : M. Mickael Card, le 24/01/2025

3541 – *Demande de pétition publique : Améliorer les droits des pères célibataires*

Dépôt : M. Emanuel Ferreira, le 24/01/2025

3542 – *Demande de pétition publique : Nous voulons regarder du point de vue de l'humanité*

Dépôt : M. Sid Ahmed Doulache, le 25/01/2025

3543 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition pour le droit de se défendre*

Dépôt : M. Frantzen Klevis Charles, le 28/01/2025

3544 – *Demande de pétition publique : Permettre aux partenaires enregistrés d'obtenir la nationalité luxembourgeoise par option au même titre que les couples mariés*

Dépôt : M. Arthur Clement, le 28/01/2025

3545 – *Demande de pétition publique : Ofschafte vun Hondschäin a Lëschtchenhënn*

Dépôt : Mme Julie Filing, le 28/01/2025

3546 – *Demande de pétition publique : Erweiterung der Bedingungen und finanzielle Erhöhung der postnatalen Prämie*

Dépôt : M. Claude Muller, le 29/01/2025

3547 – Demande de pétition publique : Limitation vum Effektiv vun de Schoukllassen op 24 Schüler/innen

Dépôt : M. Tom Colombo, le 30/01/2025

3548 – Demande de pétition publique : Fin des machines dans le café. Les cafés ne sont pas des casinos. Quelques années en arrière, les personnes allaient aux cafés pour discuter, voir le football. Fin aux machines dans le café

Dépôt : M. Vitor Vieira, le 31/01/2025

3549 – Demande de pétition publique : Abolir le dossier d'économie créé pour les élèves au lycée dont le concept est juste de mettre des centaines de théories qu'il faut retenir et retracer au devoir en classe, cela n'est pas forcément apprendre

Dépôt : M. Luidji Da Conceição Gameiro, le 01/02/2025

3550 – Demande de pétition publique : Réduction d'impôt pour les entreprises qui embauchent des personnes qualifiées au chômage depuis plus de douze mois au Luxembourg, et priorité à l'embauche dans la fonction publique pour les Luxembourgeois au chômage depuis plus de douze mois et ouverture automatique d'une procédure disciplinaire contre les conseillers silencieux de l'ADEM

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 02/02/2025

3551 – Demande de pétition publique : En faveur de la création d'un crédit municipal (Mont-de-pitié) à Luxembourg-ville, accordant des prêts sur gages / Zugunsten der Gründung eines Kommunalkredits (Mont-de-pitié) in der Stadt Luxemburg, der Pfanddarlehen gewährt

Dépôt : M. Bob Moris, le 02/02/2025

3552 – Demande de pétition publique : Interdiction des objets et emballages à usage unique pour la consommation sur place au Luxembourg

Dépôt : Mme Stéphanie Lamberty, le 03/02/2025

3553 – Demande de pétition publique : Pour les femmes qui travaillent 40 heures par semaine et qui ont des enfants en bas âge et des enfants qui sont scolarisés devraient travailler 35 heures et être payées 40 heures / Soit pouvoir partir 1 heure plus tôt chaque jour pour pouvoir s'occuper des enfants et des tâches ménagères

Dépôt : Mme Jessica Faustino, le 04/02/2025

3554 – Demande de pétition publique : Gleichberechtigung der Väter im Falle von Scheidungen und bei der Sorgerechtsvergabe in Luxemburg / L'égalité des droits des pères en cas de divorce et de garde des enfants au Luxembourg

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 05/02/2025

3555 – Demande de pétition publique : Eingrenzung von „Unwohl-Meldungen“ ohne ärztliches Attest und Förderung einer geregelten Krankmeldungspraxis

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 05/02/2025

3556 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour porter un masque

Dépôt : M. Lucien Weber, le 06/02/2025

3557 – Demande de pétition publique : Classe d'imposition 1a pour les deux parents quand l'enfant est en garde alternée et que les allocations familiales sont partagées

Dépôt : M. Maxime Maier, le 06/02/2025

3558 – Demande de pétition ordinaire : Demande de sanctions contre Israël en réponse aux violations du droit international et des droits de l'homme / Request for sanctions on Israel in response to violations of international law and human rights

Dépôt : M. Hasham Ul Haq, le 07/02/2025

3559 – Demande de pétition publique : Referendum zur Abschaffung der CO₂-Steuer

Dépôt : M. Sam Louis, le 07/02/2025

3560 – Demande de pétition publique : Mieux accompagner la santé physique et psychique des demandeurs d'emploi

Dépôt : M. Jerry Le Vaillant, le 07/02/2025

3561 – Demande de pétition publique : Vente de votre maison, terrain (bien immobilier) sur base de ticket numéroté

Dépôt : M. Laurent Scholler, le 07/02/2025

3562 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'intégration officielle de l'enseignement des émotions et de la gestion de celles-ci dans le programme éducatif

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 10/02/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Commission spéciale « Caritas » ersetzt den Här Ricardo Marques d'Madamm Stéphanie Weydert.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung fir den Depot vun enger Motioun. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här Président. Am Moment kéint ee mengen, d'Regierung hätt esou eng Stempelkaart, woumat se géing sammeln, wéi vill Streiken een am Land kéint mobiliséieren. Wou mer da beim Thema vum TICE wäeren.

Gëschter ass do explodéiert, dass verschidde Linne souwéi de Schülertransport wäerten op RGTR ëmgestallt ginn, eigentlech eppes, wat ee sech am Virus ni konnt virstellen. Mee gëschter ass dat nun emol explodéiert. An et ass erauskomm, dass dat deen neie Wee ass vun der Regierung bezéiungsweis vun eenzelne Gemengen.

Deementspriedend hunn ech haut eng Motioun matbruecht, fir do dat Schlämmst nach ze verhënnere, well ech nach ëmmer der Meinung sinn, dass mir mussen eisen TICE schützen. Mir dierfen den TICE net privatiséieren. Mir dierfen net higoen a soen: „Den RGTR iwwerhëlt herno eis Netzer am Süden.“

Eis Netzer am Süden – Dir wësst et allegueren – hunn immens vill Passagéier. Mir brauchen eng héich Qualitéit, mir brauchen héich sozial Standarden an

dat ka just den TICE garantéieren. A mir sollten net higoen an dat un eng privat Entreprise auslagere, virun allem, well eréicht viru Kuerzem hei am Haus – an dat hunn ech och matgestëmmt – d'CFL-Busgesetz gestëmmt gouf, wou de Budget erhéicht gouf, wou se ganz genau fir déi Elektrobussen – iwwregens eppes beim TICE, wat den TICE net bestallt huet; dat war d'viregt Regierung, déi dem TICE gesot huet, si wiere forcéiert, bis 2030 op Elektrobussen ëmzeklappen – elo soen, se kréichen et net finanzéiert.

Ech hat virun e puer Méint eng Motioun hei, wouran ech gefrot hunn, dass een déi Elektrobussen (veuillez lire: Biogasbussen) kéint weiderlafe loosse, bis se net méi fonctionnel wäeren, wat jo ganz normal wär an engem Betrib. Dat huet d'Majoritéit leider refuséiert. Da wäere mer nämlech net op deem Punkt, dass den TICE elo net genuch Finanzen huet, fir op Elektro ëmzeklappen. Ech ginn Iech Recht, dass mer mussen op Elektro ëmklappen, mee mir sollten et awer net forcéieren. A mir sollten net forcéieren, dass dofir den TICE herno muss op RGTR ëmklappen.

Deementspriedend hunn ech haut déi Motioun matbruecht, fir dat Schlämmst vun deene Pläng vun der Regierung nach ze verhënnere.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

– Tëschent dem Bussyndikat TICE an dem Lëtzebuerger Staat gouf 2014 eng Konventioun ënnerschriwwen, déi de Finanzement vum TICE reegelt, an dës Konventioun gouf dëst Joer erneiert, woubäi de Mobilitéitsministère méi Matsproocherechter an der Verwaltung vum TICE zougestane kritt.

– An engem Schreiwes vun der Personaldelegatioun vum TICE aus dem Summer 2023 gouf virdru gewarnt, dass verschidde Buslinne beim TICE net méi vum Staat solle subventionéiert ginn, an dës Realitéit trëtt elo mat der neier Konventioun och an.

– Duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2024 krut d'Busnetz vun den CFL iwwer 10 Joer eng Erhéijung vun 20 % zougesprach, fir den öffentliche Transport ze stäerke, mee am Staatsbudget si beim TICE iwwert déi nächst Jore keng Erhéijunge virgesinn.

Aus dës Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– dass den TICE-Reseau a senger aktueller Form net ofgebaut gëtt a keng Strecken a Kilomeeteren op den RGTR ausgelagert ginn;

– bei der neier Konventioun dem TICE keng finanziell Hëllef ze kieren.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

7. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an zwar enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 178 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Inneminister iwwert d'gratis Drénkwaasser fir d'Stéit. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 178 du 11 février 2025 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la gratuité de l'eau potable pour les ménages, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Léif alleguer, an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen hunn den Inneminister Léon Gloden an de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit Serge Wilmes geschriwwen, dass d'Aféierung vun engem méigleche gratis Volumen un Drénkwaasser bis elo nach net um Niveau vun der Regierung thematiséiert gi wär.

Gläichzäitig gétt an där selwechter Äntwert och gesot, dass laut Artikel 12 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 de Waasserpräis op Basis vum Käschtendeckungsprinzip berechent misst ginn.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Inneminister stellen: Bleift d'Regierung, wéi hir Virgängerin och, derbäi, dass d'Fixatioun vun engem bestëmmte gratis Volumen un Drénkwaasser e Verstouss géint d'Artikelen 12 bis 14 vum Waassergesetz a géint d'Prinzip vum Utilisateur-payeur a Pollueur-payeur duerstellt?

An zweetens: Gétt et aktuell Gemengen, déi hire Bierger a Biergerinnen esou e gratis Volumen un Drénkwaasser ubidden? Falls jo, wéi gedenkt den Inneministère an deem Fall virzegoen?

Merci am Virus fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann ass d'Wuert fir den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci der Madamm Deputéiert fir dës Froen. Dir wësst, dass d'Autonomie communale e sacro-sainté Prinzip ass, deen an der Verfassung steet, deen awer och eng Rei Limiten huet, wann déi kloer encadréiert sinn an engem Gesetz.

An hei beim Waasser si mer eeben an esou engem Fall, wou de Gesetzgeber am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Waasser virgesinn huet, dass de Prinzip vum Utilisateur-payeur oder dem Pollueur-payeur a vum Prix-vérité, wéi et am Gesetz heescht, muss ëmgesat ginn.

An dofir kann een, opgrond vun den Dispositiounen ...

(Interruption)

Duerfir, opgrond vu verschiddeenen Artikelen aus deem Gesetz, ass et net méiglech, einfach e gratis Volumen ze ginn. Dat ass net legal. Eis ass och kee Fall vun enger Gemeng bekannt, déi de Leit einfach e gratis Volumen u Waasser zur Verfügung stellt.

Op där anerer Säit kënnen d'Gemengen natierlech iwwer sozial Mesüeren deene Leit, deenen et net esou gutt geet, Hëllef zoukomme loossen, zum Beispill iwwert d'Allocation de vie chère, wéi dat och zum Beispill beim Offall ass. Do sinn eng ganz Rei Gemengen, déi hunn déi sougenannte „Pampers-Tax“, woumat se dann de Leit, Familjen, entgéintkommen, well eebe jo och op de Kilo gewie gétt, fir dass déi Leit keen ze grouse monetären Nodeel hunn.

Wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass eis net bekannt, dass eng Gemeng e gratis Volumen u Waasser géif zur Verfügung stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 179 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Aféierung vun der absichtlecher Gefäerdung vun anere Persounen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 179 du 11 février 2025 de M. Dan Biancalana relative à l'introduction de la mise en danger délibérée d'autrui, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Madamm Minister, am Kader vun enger ganz rezenter Pressekonferenz, déi d'Madamm Verkéiersminister zur Verbesserung vun der Verkéierssicherheit hat an déi och relatéiert gouf am Presseartikel vun enger gréisserer Dageszeitung, sinn 20 Moosname virgestallt ginn, dorënner och d'Aféiere vun der Notion vun der „mise en danger de la vie d'autrui“. An d'Madamm Minister huet och preziséiert, dass dës Notion net am Koalitionsaccord dran ass.

D'Mise en danger d'autrui ass vun der juristescher Definitioun hier d'Infractions, wou eng Persoun eng aner Persoun duerch en Défait de prévoyance ou de précaution – dat ass esou, wéi de Code pénal et définéiert – engem direkte Risiko aussetzt, wou d'Affer verletzt ginn oder stierwe kéint; also, dass net en Dommage stattfénnt, mee dass se se op alle Fall kéint dem direkte Risiko aussetzen. Et gétt ouni Intention begaangen an ouni dass d'Konsequenz vum wéllentlechen Netbeuechte vun enger legaler Virschreift en direkten Dommage effektiv causéiert. „Engem Risiko aussetzen“, ass also hei de sprangende Punkt.

A Frankräich gouf dës Notion 1992 agefouert a si baséiert sech op d'Faute non-intentionnelle oder op effektiv d'Imprévoyance consciente. Also, et ass téscht enger klassescher Imprudence an enger renger Intention, also wann ee wéllentlech eng gesetzlech Obligation, also eng Reegel, brécht an domadder Mënschen a Gefor bréngt, ouni dass en direkte Schued entsteet an ouni dass d'Konsequenz vum Feelverhalen och gewollt ass. A falls e Schued stattfénnt, dann ass natierlech hei d'Repressioun um Ordre du jour.

Bon, a Frankräich gouf dës Notion jo virun allem am Kader vun der Verkéierssicherheit agefouert, an och d'Meedien hunn dat esou relatéiert, mee am Code pénal a Frankräich huet et awer notament och, mengen ech, eng méi generell Appreciation, eng méi generell Disposition, wéi effektiv dat, wat vun de Meedien ugefouert gétt, en Excès de vitesse respektiv e geféierlech Manöver.

An der Belsch gétt et mengens Wëssens och kee Gesetz. An et mierkt een awer och a Frankräich, dass et schwéier ass, erauszefannen, wat objektiv a konkret Circonstancé sinn, fir dës Infractions, wéi gesot, festzehalen. Dat ass op alle Fall dat, wat de Parquet seet am Kader vun der Jurisprudenz. Dofir meng folgend Froen:

Wéi eng Ausrichtung soll d'Mise en danger délibérée d'autrui Är Meinung no hei zu Lëtzebuerg kréien, wou Der et effektiv annoncéiert hutt?

Ass Är Demarche mat der Madamm Justizminister koordinéiert an ofgeschwat am Kader vun der Reform hei vum Code pénal fir d'Aféierung vun enger neier Infractions?

Wéi eng Strofdote sollen hei zousätzlech bestrooft gi bei dëser Aféierung?

An 2017 gouf vum deemolege Justizminister e Projet de loi deposéiert an där dote Richtung. Géifen dann d'Aarbechten hei erëm opgeholl ginn oder géif en neie Projet de loi deposéiert ginn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Schéine gudde Mëtteg. Här

President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen dem Deputéierte Merci fir dës Fro iwwert d'Mise en danger délibérée d'autrui.

Dir referéiert Iech op Frankräich. Do gétt et effektiv e Gesetz säit 1992. Ech verstinn och, firwat et esou e Gesetz gétt, firwat do legiferéiert gouf. Ech mengen, wéssentlech oder bewusst seng Matmënschen a Gefor bréngen, dat ass wierklech ganz schrecklech, dat ass ganz grueleg a wierklech net akzeptabel!

Esou e Gesetz ass och laang vun der Sécurité routière gefrot ginn, ass allerdéngs a kengem Plan d'action, weeder deem éischten nach deem zweete Plan national de sécurité routière zréckbehale ginn. Allerdéngs ass dat an Aarbechtsgruppen am Kontext vun éischte Plan d'action diskutéiert ginn. Doropshin ass dann och 2017, Dir hutt et mentionéiert, e Gesetzesprojet vun der Justice ausgeschafft ginn. Dat ass allerdéngs méi breet formuléiert. Esou wéi ech dat verstinn, hunn och de Staatsrot an d'Justizautoritéiten deen Text dann éischer kritesch aviséiert. Dat ass de Volet Justiz.

Wat elo mä Volet betrëfft, géif ech elo mol soen, huet de Mobilitéitsministère en drëtten Plan national pour la sécurité routière ausgeschafft, Dir hutt et och mentionéiert. Dat ass am Regierungsrat Enn lescht Joer ugeholl ginn. Et ass an der Chamberskommission och rezent presentéiert ginn. Dat ass mat sämtlechen Acteuren, y compris der Sécurité routière, ausgeschafft ginn. Déi hunn dee Plan national och ganz positiv aviséiert.

Ech mengen, et ass ganz kloer: D'Zil ass an d'Zil muss bliwen, d'Sicherheit op eise Stroossen ze verbessern. D'Zil ass an d'Zil muss bliwen: d'„VISION ZERO“, och wann dat ganz schwéier ass, well mer wëssen, dass awer Leit ganz, ganz séier fueren, dass awer Leit sech nach ëmmer an den Auto setzen no héijem Alkoholkonsum respektiv Drogekonsum. Dofir ass dee Plang och holistes, 20 Mesüeren, déi op 4 Piliere baséieren. Dat eent ass d'mënschlecht Behuelen oder Verhalen, wou mer weider wëlle ganz aktiv sensibiliséieren, wou mer op Preventiounsaarbecht setzen, wou mer kucken, wat d'Gesetzesännerunge kënnen sinn, wou mer d'Verkéiserskontrolle wëlle verbessern a wou et natierlech och drëms geet, d'Stroosseninfrastrukturen, an dat kontinuierlech, ze verbessern.

Eng vun deenen 20 Mesüeren ass dann, de Strofe-katalog ze iwwerschaffen. Déi hunn ech och presentéiert, déi eng Mesür, well hei geet et wierklech drëms, schwéier Infractions, also schwéier Strofdoten – a mir schwätzen hei vu wierklech ganz héijer Vitesse, mir schwätze vun héijem Alkoholkonsum oder Drogekonsum – am Fong ze iwwerschaffen, fir dat op de Leescht ze huelen. An esou, wéi ech dat an der Chamberskommission an och op der Pressekonferenz presentéiert hunn, bekëmmert sech elo en Aarbechtsgrupp drëm, ze kucken, wat genau do soll gemaach ginn an a wéi enger Mesür. Do soll ganz séier dru geschafft ginn.

Do ass et natierlech de Mobilitéitsministère, deen do zesummeschafft mat de relevanten Acteuren, der Police an de Justizautoritéiten, fir dat ze iwwerschaffen. Déi sollen eng Propos maachen an da wäerte mer kucken, a wéi enger Mesür mer dat dann do effektiv ëmsetze kënnen. Fir mech ass et wichteg, do esou séier wéi méiglech weiderzecommen, net just bei deem Punkt, mee bei all de Punkten, déi am Plan national pour la sécurité routière zréckbehale gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 180 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Verschwendung vu Medikamenter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 180 du 11 février 2025 de M. André Bauler relative au gaspillage de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Aus der franséischer Press si mer rezent gewuer ginn, datt d'Verbëtze vu Medikamenter a Frankräich sech op ronn 6,5 Milliarden Euro beleeft. Dat wieren 30 % vum Defizit an der franséischer sozialer Sécherheet, deen 2024 bei 22 Milliarden Euro louch. Gleeft een de franséische Meedien, da gëtt méi wéi een Drëttel vun de Medikamenter onnéideg konsumméiert oder verbëtz, wéi mir Lëtzebuenger soen. D'Fransouse schwätze vum „grand gâchis“.

Aus dësem Grond wollt ech d'Madamm Minister vun der Gesondheet a vun der sozialer Sécherheet froen:

Ass och schonn heiheim eng Analys iwwert d'Verbëtze vu Medikamenter gemaach ginn? A wa jo, wéi kann een dëst Verbëtze quantifizéieren?

Ass eventuell virgesinn, zesumme mat den Acteuren aus dem Gesondheessektor eng Strategie ze entwéckelen, fir derfir ze suergen, datt sech dëst Verbëtzen a Grenzen hält?

An drëttens wollt ech froen: Kann een dervunner ausgoen, datt och hei am Spidols- an am Fleegesektor Medikamenter a medezinnescht Material verbëtz ginn? Wat fir e Feedback krut d'Santé vun de Verantwortleche vun der SuperDrecksKëscht an eventuell och vun den Apdikten?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President a merci dem Deputéierte fir dës Fro. Besonnesch an enger Period vu Penurie vu Medikamenter huet dës Fro eng Daseinsberechtigung.

Verbëtzen – jo, do muss ee fir d'éischt mol soen: Wat versteeft een enner „Verbëtzen“?

Zu Lëtzebuerg ginn d'Medikamenter an den Apdikten normalerweis op Ordonnance erausginn. Déi Ordonnancé si strikt encadréiert, dat heescht, pro Dag kann ee Patient just eng Ordonnance pro Consultatioun ausgestellt kréien an dat och nëmme fir maximal eng Durée vu sechs Méint. Dat heescht, iwwer sechs Méint eraus kënne keng Medikamenter ausgelievert ginn.

Firwat ginn dann déi Medikamenter net ëmmer geholl? Ma engersäits verdréit een dat vläicht net, wat een opgeschriwwen krut, da muss een en aner Medikament kréien. Anersäits ass een op eemol awer net méi esou iwwerzeegt dervunner, datt dat, wat den Dokter engem opgeschriwwen huet, dat ass, wat ee brauch. Oder et gëtt een éischer gesond an et brauch een et net méi. Oder d'Dosis muss geännert ginn. Heiansdo huet een d'Medikamenter och doheim leien an den Datum ass ofgelaf. An et kann och nach en Iertum op der Prescriptioun gewiescht sinn.

Ob een dat elo als Verbëtze bezeche kann oder net, dat sief emol dohinnergestallt. Mir hu keng Etüd hei am Land, wou genau gekuckt gëtt, wat Verbëtzen ass a wéi vill Medikamenter verschriwwen ginn, déi net geholl ginn. Doriwwer eraus wësse mer och just dat, wat d'Apdikten erausginn a mir wësse guer net,

ob d'Leit et huelen oder net. D'Acteure si sech awer bewosst, datt dat eventuell e Problem ass an an der leschte Joren ass ëmmer méi driwwer nogeduecht ginn, wéi een eventuell kann d'Verbëtze reduzéieren.

An ee grouse Projet, deen ennerwee ass, wou ech och schonn eng Kéier hei drop agaange sinn, ass de Blistering an de Structures d'hébergement. Fir ze verhënnere, datt do Packungen opgemaach ginn an d'Leit nëmme déi eng oder déi aner Pëll huelen, gi mer dozou iwwer, datt d'Apdikte Kontrakte mat den Altersheimer hunn a fir si blistieren. Dat heescht, eeler Leit, déi d'Ordonnance vläicht all Mount eng Kéier ugepasst kréien, déi brauchen net méi grouse Packungen. Do gëtt d'Ordonnance an d'Apdikte gedroen, da gëtt geblistert, da gëtt just dat rausgeholl, wat déi Persoun fir déi Deeg brauch.

Doriwwer eraus sätze mer grouse Stécker op d'Prescriptioun an op d'Hannerleed vum der ePrescriptioun am DSP, well da kann deen Dokter, dee verschreift, gesinn: Wat ass scho verschriwwen ginn? Wat hëlt déi Persoun? Wat huet se nach en cours d'utilisation? An e ka froen, ob e Medikament iwwerhaupt nach eng Kéier muss verschriwwen ginn.

Am Accord de coalition stinn och Akzenter a punkto Medikamentegestioun a mengem Walprogrammdeel dranner a mir wäerte verstärkt an deenen nächste Méint dorobber awierken. Respektiv d'Direktioun vun der Santé huet sech bereet erkläert, dann esou eng Etüd unzeleieren, fir ze kucken, ob zu Lëtzebuerg net och vu Verbëtze ka geschwat ginn.

Merci villmoools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 181 vum Här Fred Keup un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Niveau an den öffentlechen europäesche Schoulen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 181 du 11 février 2025 de M. Fred Keup relative au niveau dans les écoles européennes publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, Här Minister, et geet hei rëm eng Kéier ëm d'Schoulpolitik, déi erëm an der Kritik steet. Dës Kéier sinn et rëm déi öffentlech europäesch Schoulen hei zu Lëtzebuerg, an do geet et ëm d'Resultater am Ofschlossjoer.

An do gesi mer ganz gutt, dass éischtens mol déi Schoulen zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach déi lescht sinn. An zweetens gesi mer, dass an deene Schoulen 99 % vun de Schüler hiren Ofschlossexamen op Première packen, wat natierlech ganz aneschters ass wéi an eisen traditionelle klassesche Lycéeën oder am Lycée générale, wou däitlech méi Schüler duerchfalen.

Do kann ee sech dann d'Fro stellen: Sinn dann déi Schüler besser an der öffentlecher europäescher Schoul, oder net? Also, ech kann Iech dat soen: Warscheinlech net!

Wourunner läit et dann? Ma, et läit ganz einfach do runner, dass d'Ufuerderungen an den öffentlechen europäesche Schoulen däitlech méi niddreg si wéi am Classique an am General. Dat kann een un dräi Punkte festmaachen:

Dat éischt, dat ass, dass d'Joer vill méi staark zielt an den öffentlechen europäesche Schoule wéi am Classique an am General.

Den zweete Punkt ass deen, dass all d'Fächer d'nämmelecht gewicht sinn an der öffentlecher

europäescher Schoul. Dat heescht, d'Musek ass esou vill wäert wéi d'Physik, zum Beispill. An et muss een déi Fächer och net alleguer packen, während een am lëtzebuergesche System, am General oder am Classique, do dann op Première allegueren d'Fächer muss packen, mat enger Genügend.

Dat féiert dann dozou, dass effektiv 99 % vun de Schüler an der öffentlecher europäescher Schoul et packen a vill manner et packen an der klassescher Schoul. A ganz einfach gesot: Dat ass dach awer eng Risenongerechtheet par rapport zu deene Schüler, déi am traditionelle System sinn!

Et kënnt nach derbäi, wéi ech et d'lescht Kéier och scho gesot hunn, dass déi an der öffentlecher europäescher Schoul zu Déifferdeng zum Beispill hir Première mat 18 Joer maachen, während déi am traditionelle System nach ee Joer méi musse goen a se da mat 19 Joer maachen.

An Dir hutt ganz einfach de Fall, dass e Schüler, deen et haut am Classique oder am General net packt, et an der öffentlecher europäescher Schoul géif packen. Dat ass eng fulminant Ongerechtheet an eisen Aen an, ech mengen, an den Ae vun all de Leit dobaussen, och vun de Profen, déi do sinn!

An ech géif Iech hei ganz einfach d'Fro stellen: Wat maacht Der gären, fir dee System hei zu Lëtzebuerg méi gerecht ze maachen, fir dass all Schüler déi selwecht Chancen huet, an net esou wéi et elo ass?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci och un de Fred Keup fir déi Fro hei. Well ech war virun e puer Wochen eng Kéier hei, do hate mer eng Interpellatioun vun der Kolleeigin Francine Closener, an dat huet dach esou an engem Niewesaz dann och fale gelooss. An ech hat et effektiv verpasst, dorobber ze reagéieren. An dat heite gëtt mer nach eng Kéier déi dote Geleeënheet.

Well dat heiten ass en exzellent Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, fir nach eng Kéier ze ennermauern, datt e Schoulranking wierklech kee Sënn mécht. An duerfir hu mer och keng Schoulrankingen zu Lëtzebuerg. An duerfir loosse mer eis an eiser Politick och net guidéieren vun europäesche Rankinge vun den Europäeschoulen.

Firwat ass dat esou? Kommt, mer kucke mer eng Kéier, wéi d'Schoulpopulatioun ass! Well dorobber kënnt et jo finalement un. Wa mer Schoule wëlle vergläichen, da mussen mer och kucken, ob mer vergläichbar Schülerinnen a Schüler hunn.

Wa mer zu Déifferdeng kucken: Éier mer d'EIDE opgemach hunn, hu mer festgestallt, datt an där Gemeng manner wéi 10 % an de Lycée classique orientéiert goufen. D'national Moyenne déizäit an haut: 40 %.

Wa mer also och kucken, wéi déi 90 Schülerinnen a Schüler, déi d'lescht Joer, 2024, hire Bac européan an der École internationale Déifferdeng/Esch gemaach hunn, an d'École internationale Déifferdeng/Esch komm sinn, mat wat fir engen Orientatiounen: Vun deenen 90 haten der 8 eng Orientatioun an de Lycée classique, also manner wéi 10 %. Et haten der 28 eng Orientatioun an den Enseignement secondaire général. Et haten der 4 eng Orientatioun an d'Voie de préparation. An da si mer op 40. A 50 ware guer net an eise Schoulssystem bis dohinner, well déi sinn nämlech vu baussen erakomm. Déi waren als

Primo-arrivant do. Déi sinn iwwer eng Accueilsklass erakomm. An domadder sinn iwwert d'Hallschent vun de Schülerinnen a Schüler, déi d'lescht Joer do hire Bac européen gemaach hunn, net iwwert dee reguläre Wee kumm.

Jo, an 88 vun deenen 90 hunn d'lescht Joer hire Bac européen do reusséiert. A mir wëssen, datt d'On-gerechtegkeet doranner bestanen hätt, wa mer zu deene gesot hätten: „Elo gitt Der an deen normale Schoulsystem.“ Mir wësse jo, wouhinne dat gewiescht wier. An deem normale Schoulsystem hätt se sécherlech net kënne mat engem Bac européen ofschléissen, hätt se net d'Méiglechkeet gehat, mat deem kënne schaffen ze goen oder europa- a weltwäit kënne studéieren ze goen.

Duerfir fannen ech, datt mer hei e grouse Schrëtt a Richtung Bildungsgerechtegkeet gemaach hunn, well déi Eenzeg, déi mat deem dote Profil bis elo dovunner konnte profitéieren, dat waren déi Schülerinnen a Schüler, deenen hir Eltere et sech konnten erlaben, entweeder ze bezuelen, fir an eng Europaschoul ze goen, oder ze bezuelen, fir an eng Privatschoul ze goen. Mir hunn also hei wierklech eppes gemaach fir ze demokratiséieren.

D'Uni.lu léisst jo an eisem Opdrag dat doten och iwwert de LUCET analyséieren. Mee da kucke mer, datt mer vergläichbar Schoule mateneen analyséieren a vergläichen a vergläichbar Schoulpopulatioun mateneen vergläichen. An do ass d'Konklusioun jo déi, déi mer am Rapport vum LUCET gelies hunn, déi mer am Bildungsbericht och nach eng Kéier gelies hunn, nämlech datt d'effentlech Europaschoulen an der Mathé, an engem Netsproochefach – well et ass nëmme dat, wat vergläichbar ka sinn –, do besser ofschneiden, wa mer och eng vergläichbar Schülerschaft, eng sozioökonomesch vergläichbar Schülerschaft, do kucken.

Elo schwätzt Dir hei och déi Reegelen un, déi dann do gëlle fir d'Promotioun, fir d'Evaluatioun an den Europaschoulen, well dat sinn déi selwecht fir d'effentlech wéi och fir déi regulär Typ-I-Europaschoulen. Ech muss Iech soen, datt déi net bei eis am Haus gemaach ginn. Déi ginn zu Bréssel gemaach. Wann ee se also wëll änneren, da muss ee mat deene Leit schwätzen.

Ech wëll awer just bemierken, datt 70 Joer laang dat dat doten hei zu Lëtzebuerg keen Thema war. 70 Joer laang sinn dat doten d'Reegele fir d'Evaluatioun, d'Promotioun an d'Krittären, fir de Bac européen ze packen, gewiescht. Déi waren esou, wéi Dir se elo hei beschriwwen hutt. 70 Joer laang huet dat kee gestéiert. An elo op eemol, wou jiddereen hei zu Lëtzebuerg kann deen dote Wee goen, elo fänkt et un, d'Leit ze stéieren. An dat, muss ech soen, stéiert mech awer dach e Stéck wäit!

Mir mussen nach eng Kéier kucken, firwat mer déi effentlech Europaschoule gemaach hunn: nämlech fir Schülerinnen a Schüler eng Perspektiv ze ginn, deenen eise Schoulsystem bis elo keng Perspektiv ginn huet. An duerfir kënne mer natierlech och net den Outcome esou vergläichen, wéi Dir dat hei maacht.

Ech wëll nach ee Wuert soen, well an der Press war ze liesen, datt hei virun allem d'Fächer vun der Mathé an den Naturwëssenschaften ënnert der Moyenne ofgeschnidden hunn, éischer systematesch ongenügend waren, virun allem an deenen zwou effentlechen Europaschoulen, déi bis elo de Bac européen hei gemaach hunn, dat Joer gemaach hunn. Dat ass wouer.

Ech wëll awer och soen, an da kommen ech zum Schluss, Här President, datt grad an deenen anere Fächer ganz gutt Resultater waren. An allen anere Fächer ausser den Naturwëssenschaften an der

Mathé war eeben en Echech vu just 12 %. Et war an de Sproochefächer en Echech vu just 9 %. An ech denken awer, datt mer sollten eng Analys maachen, firwat grad hei den Echech esou niddreg war, woubäi dat kee Lëtzebuurger Phenomeen ass, dat nämlech éischer an der Moyenne an allen europäesche Schoulen och an anere Länner festzestelle war.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 182 vum Här Charel Weiler un den Här Inneminister iwwert d'Gemengefusiounen. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 182 du 11 février 2025 de M. Charles Weiler relative aux fusions communales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. A Bezuch op d'Gemengefusiounen hat ech d'lescht Joer mam Kolleg Emile Eicher dem Inneminister eng parlamentaresch Fro doriwuer gestallt, wéi säi Ministère gedenkt, d'Fusionsprozesser an Zukunft ze begleeden an och ze ënnerstëtzen.

A senger Äntwert huet den Inneminister eis geschriwwen, datt en en Expertegrupp an d'Liewe wëll ruffen, deen deene Gemengen, déi fusionéiere wëllen, dann zur Säit stoen a se och berode géing. D'Zusammensetzung an d'Aufgab, d'Missioun, vun deem Grupp géifen an enker Zusammenaarbecht mam Syvicol ausgeschafft ginn.

An do wollt ech dann den Här Inneminister froen: Wou sidd Der mat den Aarbechten drun? Gëtt et deen Expertegrupp schon? Wa jo, wéi ass en zesummege-sat a wéi eng Aufgaben huet e konkret?

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Ech erënnere drun, datt am Regierungsaccord steet, datt d'Regierung weiderhin déi fräiwëlleg Gemengefusiounen wäert ënnerstëtzen, net nëmme materiell duerch Subventionen, mee och eeben duerch d'Zurverfügungstelle vun Knowhow, fir datt déi Gemengen, déi wëlle fusionéieren, och kënne begleet ginn an der Berodung.

Et gëtt en Expertegrupp agesat. Deen Expertegrupp wäert sech, wéi mam Syvicol ofgestëmmt ginn ass, aus véier fréieren an aktuelle Gemengepolitiker a Beamten, déi Erfahrung mat Gemengefusiounen hunn, zesammesetzen. Den Inneministère stellt där Cellule och e Beamten als Secrétaire zur Verfügung. D'Membere vum Grupp wäerten elo an den nächste Wochen am Regierungsrat guttgeheescht ginn. An d'Missiounen vun där Cellule indépendante – fusions communales, wéi se dann och heescht, huet eeben als Missioun, d'Gemengen ze encadréieren, ze beroden, wéi se zu enger Fusioun kënne kommen, fir déi Gemengen, déi et wëllen.

Et sinn eeben Experten, déi Expéienz an där Matière hunn. Dat heescht, déi kënnen aus hirer Erfahrung eraus deene Gemengen och praktesch Conseile ginn. Si begleeden dann och de Fusionsprozess. Si beroden d'Gemenge souwuel um administrative wéi um technesche Plang. A si kréien natierlech all Ënnerstëtzung, déi se brauchen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 183 vum der Madamm Djuna Bernard un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert den

nationalen Aktiounsplang géint Rassismus a Rassendiskriminatioun. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 183 du 11 février 2025 de Mme Djuna Bernard relative au plan d'action national contre le racisme et la discrimination raciale, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. D'Etüd „Being Black in the EU“, bei där och 565 Persoune matgemaach hunn, déi afrikanesch Wuerzelen hunn an hei zu Lëtzebuerg liewen, schwätzt däitlech Zuelen. 47 % vun hinnen hunn uginn, Rassismus erlieft ze hunn. 23 % hunn och rassistesche Profiling erlieft. An e weidert Véierel huet uginn, dass hir Kanner an der Schoul mat rassistesche Bemierkunge konfrontéiert goufen.

Ronderëm d'Black-Lives-Matter-Protester kouw et zu engem wichtege Bewosstsinn fir de Sujet. Eis Chamberdebatt vun 2020 an déi genannte Publikatiounen kowen doropshin no. De Familljeministère krut deemools den Opdrag, de Plan d'action national contre le racisme auszeschaffen, an dese sollt Enn 2023 publizéiert ginn. A wann Der Iech elo frot, ob Der deen éiere verpasst hutt: Nee, deen hutt Der net verpasst! Am Dezember 2024, also e Joer méi spéit wéi geplangt, huet eng grouss Dageszeitung gemellt, dass en Enn 2025 wäert kommen – also zwee Joer méi spéit, wéi urspringlech ugesat. Zwee Joer Retard huet Lëtzebuerg, fir sech iwwerhaupt emol e Plang zum Rassismus ze ginn.

Et ass esou e Beispill vun engem Sujet, dee mir heibanne alleguerter riskéieren ze vergiessen, notament well kee vun eis 60 Deputéierten heibannen oder vun Iech 15 an der Regierung mat Rassismus konfrontéiert ass. An enger komplett ausgebuchtener Konferenz vun der bekannter Journalistin an Aktivistin Rokhaya Diallo hu sellegen Temoignagen drun erënnert, dass Rassismus zu Lëtzebuerg stattfinnt an dass mer en Aktiounsplang ganz dréngend brauchen.

Dofir, Här Minister Hahn: Wisou huet dese wichtege Plang viraussichtlech zwee Joer Retard? Wéini wäert e kommen? A mengt Der net, dass eng gewëssen Urgence an deser Matière awer néideg ass?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil huet d'Wuert. Här Minister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President, a villmools merci och der Deputéierter Djuna Bernard, déi materiel huet, wéi mer eis hei 2020 intensiv an der Chamber – oder déi Zäit villméi an der Ersatzchamber; Dir erënnert Iech, wéi d'Chamber während der Pandemie de Siège kuerzzäiteg huet misse wiesselen – mam Thema vum Rassismus beschäftegt hunn.

Mir waren eis eigentlech eens, wa mer wéilten eng geziilt Politick maachen, wou mer all Form vun Diskriminierung, wou Rassismus och derzou gehéiert, wéilten aus dem Wee raumen, dass mer eis dann och missten déi néideg Fakte ginn, fir eng faktebaséiert Politick dodrop kënnen opzebauen. Ech erënnere mech, deemools als Deputéierten déi Motioun ageerecht ze hunn. Déi ass eestëmmegeg uegholl ginn an déi huet et eis eigentlech erméiglecht, och eng Etüd zu deem heiten Thema ze lancéieren, déi mam LISER a mam CEFIS ausgeschafft ginn ass, wou probéiert ginn ass, eebe genau deem Phenomeen vum Rassismus hei zu Lëtzebuerg op de Grond ze goen.

An dat ass och geschitt an enger Etüd, déi ganz vill Neies bruecht huet, wou eis awer eigentlech

d'Erkenntnisser net duergaange sinn, soudass de Familljeministère seinerzeit och eng zweet Relance gemaach huet, fir och nach eng Kéier d'Victimmen zu Wuert kommen ze loosenn. An deemools wéi haut ass et e ganz wichtegt Uleies vun den Acteure vum Terrain, vum Familljeministère, och vun der Regierung a vum Familljeminister, en nationalen Aktiounsplang opzestellen, deen och deen Numm verdéngt huet. An deen Aktiounsplang huet – do sinn déi zwee Wieder „Aktioun“ a „Plang“ dran ... Mir hunn och net op Aktiounen gewaart – ech wäert Iech dat elo ganz kuerz hei illustréieren –, wärenddeem mer amgaange sinn, deen nationalen Aktiounsplang opzestellen.

Et ass en Aktiounsplang, wou mer eis haaptsächlech op dräi Volete wäerte konzentréieren, nämlech déi, fir déi och – an Dir erënnert Iech – an der Etüd erauskomm ass, dass dat déi Haaptfelder sinn, wou Rassistismus erlieft gëtt, och hei zu Lëtzebuerg, nämlech dee vun der Aarbecht, dee vun der Education an dee vun Logement. Mir wäerten awer en Aktiounsplang presentéieren, dee virun allem och en oppent a liewegt Dokument soll sinn, wou mer eis net deem wëlle verschléissen, och nach herno aner wichteg Theemefelder, wou och Leit hei zu Lëtzebuerg Rassistismus dagdeeglech erliewen, doranner afléissen ze loosenn.

Do dernieft wäerten och Soutien aux victimes, Gouvernance, Sensibilisation natierlech an och Donnéeën a Statistike schonn direkt Bestanddeel sinn an där éischter Mouture vum Aktiounsplang. Dat wäert en Aktiounsplang sinn ouni Enddatum. Dee wäert natierlech evoluéieren an et wäerten au fur et à mesure och weider Theemeberäicher, ech hunn et gesot, derbäikommen. Ganz wichteg ass et eis, och eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft an deem heite Beräich ze hunn.

Ech hunn et gesot: Aktiounen géint all Form vun Diskrimination, sief et Handicap, sexuell Orientéierung, Geschlecht, Alter, mee eeben och d'Hierkonft an d'Ausgesinn, sinn eppes, wat der Regierung ganz um Häerz läit. An dofir wëlle mer och hei eppes ganz Ambitiéis proposéieren. Ambitiéis war och vläicht den Timing, dee mer eis am Koalitionsaccord ginn hunn, fir Enn 2023 e fäerdeg Dokument ze hunn.

Ech mengen, dass déi Zäit gutt genotzt ginn ass an nach ëmmer gutt genotzt gëtt, fir eebe grad och d'Acteure vum Terrain abannen ze kënnen. Dat waren insgesamt 30 Entretien, déi hei gefouert gi si mat Associatiounen wéi der ASTI, dem CEFIS, dem CLAE, Finkapé, Lëtzebuerg Rise Up, One People, der LDH, der Croix-Rouge, IMS – fir just déi ze nennen – an natierlech mat nach ganz ville Ministère, déi och an der Tëschenzäit nei Ministere kruten. Dat heescht, och déi interministeriell Aarbecht ass eppes, wat ganz wichteg ass.

Ech hunn d'Zil, dee PAN Enn des Joers ze presentéieren. Dat heescht, dat, wat Der an där Dageszeitung, déi Der zitiiert hutt, gelies hutt, stëmmt. Dat heescht, dat ass d'Zil: de PAN bis dohinner stoen ze hunn.

An ech hunn et gesot: D'Aktiounen lafen. Ech mengen, den Diddelenger Buergermeeschter setzt hei. Hie souz nieft mer, wéi mer zu Diddeleng de grouse Forum hate fir d'Zesummeliewe vun de Gemengen, wou fir d'alleréischte Kéier de Rassistismus hei zu Lëtzebuerg den Haaptsujet war, wéi mer dee kënnen bekämpfen. Dir erënnert Iech. Oder och d'Black-History-Months, déi organiséiert a begleet gi vum Familljeministère. An natierlech och op Foiren, sief et och zum Beispill d'Foire du logement, wou mer och aktiv wëllen dat heiten thematiséieren.

Dat, just fir Iech ze weisen: Et ass e Sujet, dee mer aktuell suivéieren a wou aktiv am Ministère, awer och

wäit doriwwer eraus mat aneren Acteure vum Terrain zesummege schafft gëtt. A sidd Iech sécher, Madamm Bernard: Dat hei ass e Sujet, deen och fir d'Regierung an och fir mech selwer eng ganz, ganz grousse Prioritéit ass!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 184 vum Här Gérard Schockmel un den Här Kulturminister iwwert déi digital Plattform Sproochmaschinn.lu. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 184 du 11 février 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la plateforme digitale « Sproochmaschinn.lu », adressée à M. le Ministre de la Culture**

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Am Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuenger Sprooch sollt enner anerem de Gebrauch vum Lëtzebuergesche moderniséiert a vereinfacht ginn. Mat Sproochmaschinn.lu huet den Zenter fir d'Lëtzebuenger Sprooch elo eng nei Plattform lancéiert, déi zwee wichteg digital Outilen zur Verfügung stellt: engersäits d'Schreifmaschinn, Speech-to-Text, déi et erméiglecht, geschwate Sprooch an Text ëmzewandelen, an anerersäits d'Liesmaschinn, Text-to-Speech, déi et erméiglecht, e geschriwwenen Text haart virgelies ze kréien.

An deem Kontext wollt ech dem Här Kulturminister folgend Froen stellen: Wéi eng konkret Roll gesäit d'Regierung fir d'Sproochmaschinn.lu an der Promotioun an Digitaliséierung vun der Lëtzebuenger Sprooch vir? Ass d'Regierung der Meenung, dass dësen Outil d'Notze vum Lëtzebuergeschen am Alldag férdere wäert an d'Sprooch fir eng méi breet Kategorie vu Bierger accessibel maache wäert? Wéi vill huet dësen Outil kascht? Wéi suert d'Regierung derfir, dass den Dateschutz op sproochmaschinn.lu garantéiert bleift?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Den Här Kulturminister huet d'Wuert.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci dem Här Schockmel fir dës Fro. Effektiv ass gëschter, an dat soen ech mat ganz vill Houfert, d'Sproochmaschinn am Kulturministère zesumme mam ZLS presentéiert ginn. An Zäite vun der Digitaliséierung an och der Kënschtlecher Intelligenz ass et eis, der Regierung an och mir als Kulturminister, wichteg, dass eis Lëtzebuenger Sprooch mat den Entwécklungen, déi mer haut kennen, an technologesche Plang och Schratt hält a sech de Gewunnechte vun der Bevëlkerung, vun de Leit, och upasst.

Dofir hu mer elo mam Spellchecker.lu, dem LOD an och der Sproochmaschinn en drëtten Onlinetool, deen eeben eis Lëtzebuenger Sprooch am digitale Raum och nach méi present mécht. Den Émgang mat eiser Sprooch am 21. Joerhonnert ass een – an dat ass och ugeschwat ginn – vun de Schwéierpunkten am Aktiounsplang fir d'Promotioun vun eiser Lëtzebuenger Sprooch, e Volet, dee mir mat dësem Outil och nach eng Kéier ganz kloer ennersträchen a wou mer och e gudde Krack virukommen.

Wat genau ass elo déi Sproochmaschinn? Déi ass opgedeelt an zwee Deeler. Mir hunn eng Kéier de Volet vun der Schreifmaschinn.lu, dat ass de Speech-to-Text, wou eebe geschwate Wieder automatesch a geschriwwenen Text ëmgewandelt ginn. Dat ass ganz nützlich, zemoos wa Berichter, Transcriptiounen vun Texter, Notte musse geholl ginn. An dann deen

zweete Volet, dat ass ganz nei, dat ass den Tool vun der Liesmaschinn, de sougenannten Text-to-Speech, wou eebe geschriwwenen Texter duerch déi kënschtlecher Intelligenz virgelies ginn.

Niewent engem reng prakteschen Deel, deen, mengen ech, jidderengem och esou direkt an de Sënn kënn, wäert awer och am Alldag d'Sproochmaschinn zu enger méi grousser Accessibilitéit an och zur Inklusioun bäidroen, wou mer eis Lëtzebuenger Sprooch nach méi zougänglech maachen, an dat an deem Sënn fir jidderem.

Esou kënnen – an dat Beispill hunn ech och gëscht op der Pressekonferenz genannt – och Leit, déi Schwierigkeeten hu mam Liesen oder och eng ageschränkt Vue hunn, sech Texter virliesen loosenn. Dësen inklusive Gedanken, an dat wëll ech hei och eng Kéier betounen, kann een och hei net genuch ervirhiewen. Wa mer eis Sprooch an deem Sënn wëlle virubringen, jo, da musse mer jidderem mathuelen an dobäi ganz kloer och un d'Inklusioun an un d'Integratioun denken.

Ech wëllt dann och op dëser Plaz kuerz Reklamm an eegener Saach maachen: Falls et nach Meedienhaiser oder Presseorganer gëtt, déi d'Sproochmaschinn wëilten testen, do mat op den Zuch opsprangen, da solle se sech op dëser Plaz beim ZLS mellen, fir eeben och do an de Kontakt mat dësem Tool ze kommen.

En anere Punkt, deen och ugeschwat ginn ass, dat ass d'Fro vum Dateschutz, e ganz, ganz wichtege Punkt an eiser haiteger Zäit. Do ass et esou, dass de Moment keng Daten, Donnéeën, vun de Benotzerinnen a Benotzer ofgespäichert ginn. Dat war eis ganz, ganz wichteg. Déi Donnéeën, Daten, gi verschléisselt an och direkt no der Requête geläscht.

D'Weiterentwéckele vun der Plattform gëtt da vum ZLS och separat koordinéiert an och ausgefouert.

An dann, last but not least, ass et och en interessante Punkt, dass dës Plattform vum ZLS inhouse selwer entwéckelt gouf, soudass keen zousätzleche Budget huet missen engagéiert ginn, fir dësen neien Tool dann och ëmzesetzen.

An ofschléissend géif ech Iech, den Här Schockmel an alleguerten d'Deputéiert hei, dann och invitéieren, dësen Tool auszeprobéieren a mat deenen Informatiounen da kënnen weiderzeschaffen. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 185 vum Här Marc Goergen un den Här Inneminister iwwert d'Recht op de Congé de maternité an de Congé parental fir Gemengemandatairen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 185 du 11 février 2025 de M. Marc Goergen relative au droit au congé de maternité et parental pour les mandataires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'Gemengepolitik e bësse méi attraktiv ze maachen, sollte mer an Zukunft op de Wee goen, se och mam Familljeliewe méi an Aklang ze bréngen. Aner Länner sinn do scho méi wäit gaangen an do ass et zum Beispill méiglech, dass een e Congé de maternité, e Congé parental oder eng Auszäit als Gemengepolitiker kann huelen an dass een no där Zäit erëm kann zrëckkommen.

Dat ass eng Formel, déi een hei zu Lëtzebuerg a sech och kéint fir d'Zukunft undenken, och grad elo duerch d'Aktualitéit, wou den Här Minister jo rezent op eng Question parlementaire oder e Bréif vun der

Oppositoun geäntwert huet. Dat sinn alles Fäll, déi sech all nun emol stellen. Op där enger Säit ass et wéinst de Kanner, op där anerer Säit ass et, fir eng Auszäit ze huelen.

Gedenkt d'Regierung, op dee Modell eriwuerzgoen, wéi et en am Ausland scho gëtt, fir esou de Gemengeréit an de Schäfferéit an deene Fäll entgéintzekommen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. D'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Ech erënneren drun, dass am Koalitionsaccord steet, dass d'Regierung sech dozou engagéiert, de Congé politique op 40 Stonnen eropzesetze fir Gemengen ab 6.000 Awunner, an dass d'Regierung kuckt, eng Revisioun ze maache vun de sozialen Avantage a Konditiounen ëm de Statut ronderëm den Élu local.

Mir hunn, kuerz nodeem d'Regierung am Amt war, de Congé politique eropgesat, net nëmme dee fir Gemenge vu 6.000 Awunner, mee och fir eng Rei aner Gemengen, soudatt mer do schonn e wichtege Schrëtt fir d'Attraktivitéit vun dem Exercice vun engem Mandat um Gemengenniveau gemaach hunn.

Mir sinn amgaang ze kucken am Kader vun enger Reform vum Statut vum Élu local, wéi een den Élu local ka sozial ofsécheren. Do stelle sech eng Rei berechtigt Froen an do fënnt een och eng oppen Dier bei mir am Haus – wat ab muer net méi an der Beaumontsgaass ass, mee um Kierchbiereg, beim Rond-point Serra. Mir wäerten awer net de Congé de maternité an de Congé pour raisons parentales aféieren, well d'Ausféierung vun engem politesche Mandat ass awer eppes aneres wéi eng kontraktuell Aarbecht oder den Exercice vun enger statutarescher Funktioun. D'Ausféierung vun engem Mandat ass e politescht Engagement an deemno net gläichzestelle mat enger classescher Aarbechtssituatioun.

Et muss ee jo och wëssen: Déi Leit, déi schaffen – an dat ass awer de Gros, déi ganz large Majoritéit vun deenen, déi e Mandat communal, sief et am Schäfferrot oder am Gemengerot exercéieren –, sinn entweder independant oder an engem Aarbechtsverhältnis. An do gëtt et jo d'Méiglechkeet, de Congé parental oder de Congé de maternité ze kréien. An et kann een e jo net zweemol kréien.

Mee wéi gesot, iwwert de Statut social vum Élu local, do si mer bereet, driwwer ze diskutéieren. Do hunn ech och scho mam President vum Syvicol ugefaang, doriwwer ze schwätzen. An do wäerte mer an den nächste Méint och nach eng Kéier méi intensiv souwuel mam Syvicol wéi och mat den Acteuren um Terrain doriwwer schwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 186 vun der Madamm Diane Adehm un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung vum Blockchain Lab. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 186 du 11 février 2025 de Mme Diane Adehm relative au soutien financier au « Blockchain lab », adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation**

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. De Luxembourg Blockchain Lab gouf 2019 gegrënnt. Et ass u sech eng Zesummenaarbecht tëschent dem

Privatsecteur, der akadeemescher Welt, also der Uni, an dem ëffentleche Secteur. A konkret geet et bei deem Luxembourg Blockchain Lab drëm, zu Lëtzebuerg e gewëssene Blockchain-Ökosystem ze schafen.

Gëschter gouf et e Presseartikel ze liesen, an deem grouss drastoung, dass de Lëtzebuergesche Staat sech géing aus dem Finanzement vun deem Blockchain Lab zrëckzéien.

Duerfir meng Froen un d'Digitaliséierungsministesch: Stëmmt dat, wat an deem Artikel drasteet? Zitt de Lëtzebuergesche Staat sech zrëck? Ëm wéi e Finanzement handelt et sech? Kann do eventuell e Montant genannt ginn? A wat sinn d'Grënn dofir, dass de Staat sech aus deem Finanzement zrëckzitt?

Mee ech géing awer och allgemeng froen, ob dat doten en Impakt op d'Digitaliséierung beim Lëtzebuergesche Staat huet, well de Staat huet jo aktuell och eng ëffentlech Blockchain.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. D'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung huet d'Wuert.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Merci, Madamm Adehm, fir dës Fro. Wat déi finanziell Ënnerstëtzung ubelaangt, kann ech just soen, dass den Digitaliséierungsministère keen direkte finanzielle Support zum Blockchain Lab bäidrëit. Dat war och an der Vergaangenheet net esou.

Wéi Der vläicht wësst, gëtt d'Blockchain Lab ënnert der Gouvernance vun Infrachain ASBL gefouert. De Ministère huet an de leschte Jore fir verschidde Prestatiounen Commanden un Infrachain verginn. Nieft Subside fir d'Organisatioun vun engem Hackathon hunn dës Commanden sech bis elo op déi spezifesch Projeten am Kader vun der europäescher Blockchain bezunn.

Aktuell geréiert Infrachain fir den Digitaliséierungsministère den europäesche Blockchainknet vu Lëtzebuerg. Dës Déngschtleeschung ass am Kader vun engem Marché un Infrachain vergi ginn. Do dernieft huet an hat den Digitaliséierungsministère keng Bedeelegung um Finanzement vum Blockchain Lab oder der Infrachain ASBL.

De Ministère fir Digitaliséierung huet am Mee 2019 eng eege Public Sector Blockchain kreéiert. Déi Kniert vun dëser Blockchain gi vum CTIE, vum SIGI an och vu Restena bedriwwen. Dës Blockchain ass eng Infrastruktur, déi mir alle Ministère a Verwaltungen zur Verfügung stellen. An ee Beispill vun esou enger Utilisatioun ass de Studentepret am Kader vun den Aides-financière vum Héichschoulministère. An esou huet dat am Fong keen direkten Afloss op d'Blockchain Lab.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 187 vum Här Marc Baum un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Aféierung vun enger universeller Gesondheetsversécherung zu Lëtzebuerg. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 187 du 11 février 2025 de M. Marc Baum relative au projet d'instauration d'une couverture médicale universelle des soins de santé au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi viregt Regierung huet 2022 e Pilotprojert gestart

ronderëm d'CUSS, d'Couverture universelle des soins de santé. An d'Iddi dovunner ass, deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft – déi Leit, déi net ugemellt si bei enger Krankekeess, déi keng Nummer hunn – d'Méiglechkeet ze ginn, awer och selwer kënnen gesondheetlech Servicer an Usproch ze huelen. Dat ass also eng ganz wichteg Initiativ. An ech begrëissen och, dass dës Regierung dës Initiativ och weiderféieren a verdéiwe wëll.

An an deem Kontext hunn ech e puer Froen un d'Madamm Minister:

Effektiv steet am Koalitionsaccord, dass eng Base légal soll geschafe gi fir déi Couverture universelle des soins de santé. Ech wollt froen, wou do am Moment d'Aarbechten dru sinn.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro, déi ech virun engem Joer gestallt hunn, huet Madamm Minister och geäntwert, dass si wéilt kucken, fir administrativ Vereinfachungen an Aussicht ze stellen, fir den Accès zur CUSS, wat notament den Acteure géif hëllefen, den Associatiounen. Dee Moment ass vun enger securiséierter digitaler Plattform fir d'Associatiounen geschwat ginn an do hutt Der och vu weidere prozedurale Vereinfachungen geschwat. Och do wier meng Fro: Wou ass dat am Moment drun?

Dir hutt och an Aussicht gestallt, dass weider Associatiounen kéinten un deem Projet bedeelegt ginn. Ass dat bis elo geschitt? Wa jo, ëm wéi eng Associatiounen geet et do?

Eng véiert Fro: Hutt Der aktualiséiert Chifferen, wat d'Zuel ugeet vun den Demandé vu Prises en charge, wat d'CUSS ugeet?

An eng leschte Fro: An der Vergaangenheet ass et ëmmer rëm virkomm, dass Associatiounen iwwer feelend Moyenen a Ressourcë geklot hunn. Wéi ass et do virugaangen? Wat ass do d'Evolutioun vun der Situatioun?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, merci dem Deputéierte Marc Baum fir dës ganz wichteg Fro.

Jo, de Projet CUSS gëtt weidergefouert. Wou si mer drun? Wéini si mer souwäit, eng Base légal ze kreéieren? Ma ech hunn den Tour vun den Associatiounen gemaach an unisono hu se mer déi selwecht Meenung iwwerbruecht: Esou, wéi et de Moment en place ass, fonctionéiert et net 100%eg gutt.

A fir all déi Punkten opzezielen, déi net gutt fonctionéieren, wäerte mer lo e klengen Audit maachen. De Cahier des charges ass amgaang, ausgeschafft ze ginn. An deen Audit wäert da bis Enn des Joers do sinn. Dee weist eis dann op, wat déi Punkte sinn, déi fonctionéieren, déi net fonctionéieren, an op wat mer müssen oppassen, wa mer dat an eng Base légal aféieren.

Déi Associatiounen, déi am Moment am Coup sinn, sinn: d'Croix-Rouge, d'Médecins du monde, den CNDs, Inter-Actions, d'Stëmm vun der Strooss, d'Fondation Jugend- an Drogenhëllef an déi nei Associatioun, mat där mer eng Konventioun den 1. Oktober gemaach hunn an der Folleg vun der Caritas-Problematik.

De Budget, deen do ass, geet duer. Mee heiansdo ass de Problem, dass d'Associatiounen Saache musse virfinanzéieren an duerfir heiansdo an d'Laberente kommen. Do hu mer mat hinnen ofgemaach, dass si

eis esou séier wéi méiglech, wa se gesinn, datt et net duergeet, Beschreed ginn. An do hu mer notament bei enger Associatioun d'Saache kënnen aus dem Feier huelen. Dat ass elo gekläert.

Déi neisten Zuele vu Leit, déi do elo encadréiert ginn: Mir sinn op ronn 300 Leit, déi de Moment iwwert déi 7 Associatiounen encadréiert ginn. Am Joer 2022 sinn der do ongeféier 140 opgeholl ginn. 2023: 160. Fir 2024 hu mer nach net déi definitiv Chifferen, mee do si mer schonn op iwwer 70. A fir 2025 – do ass jo lo réischt e gudd Mount ëm – si mer schonn op 10. Dat heescht, ronn 300 am Ganzen.

Merci villmools fir d'Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, an zwar d'Fro Nummer 188 vun der Madamm Liz Braz un den Här Inneminister iwwert d'Pressekonferenz am Zesammenhang mat enger grousser Drogensaisie. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 188 du 11 février 2025 de Mme Liz Braz relative à la tenue d'une conférence de presse en lien avec une saisie importante de stupéfiants, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

Mme Liz Braz (LSAP) | Merci fir d'Wuert, Här Président. Ech kommen zréck op déi Pressekonferenz, déi de leschte Freideg stattfonnt huet op Invitatioun vum Parquet vun Dikrech souwéi och vum Parquet vun der Ville de Luxembourg, déi op dee groussen Drogencoup hin e puer Informatiounen nogeschoss hunn an deene mer och Merci soe fir déi méi transparent Kommunikatioun, déi se an d'Zukunft wëlle maachen.

Wéi een dunn um 16.00 Auer de Link gedrückt huet fir op de Stream – ech mengen, ech war net dat Eenzeg, wat e bëssen domm gekuckt huet, wéi op eemol de Policeminister an der Mëtt vum Dësch souz an dat Ganzt presidéiert huet. An deem Kader nach eng Kéier e kleng Rappell un d'Verfassung: Artikel 104, d'Onofhängegkeet vun der Justiz; mee awer och den Artikel – wat ass et? – 24 (2) aus dem Code vun der Procédure pénale, dee virgesäit, dass d'Police judiciaire ab do, wou eng Instructioun oder eng Enquête leeft, eenzeg an eleng ënnert der Direktioun vun de Justizautoritéiten ass, ...

(Interruption)

... an deem Fall dem Untersuchungsriichter oder och dem Parquet.

Dofir werft Ären Optrëtt e puer Froen op, wëssend och, dass et um Parquet bis ewell keng Informatiounen gëtt, dass et dat dote jee virdu ginn ass, dass de Parquet invitéiert huet mat engem Minister an der Presenz.

Meng éischt Fro wär: Huet de Parquet Iech invitéiert? Oder hutt Dir Iech selwer invitéiert – oder imposéiert?

(Interruptions)

Meng zweet Fro wär: Ass d'Justizministesch och gefrot ginn? A wa jo, firwat huet si verzicht?

Da wéilt ech och gäre wëssen, wat iwwerhaapt den Objektiv vun Ärer Presenz war, well et hannerléisst awer e kleng batteren Nogoût vun enger perséinlecher Mise en évidence oder, wéi Dir et géift nennen, enger „Show-off-Politick“.

(Hilarité)

A leschtens wéilt ech och froen, ob de Minister bedauert, dass d'Symbolik vun deem doten Optrëtt kéint interpretéiert ginn, wéi wann déi verfassungsrechtlech Onofhängegkeet vun de Justizautoritéiten vum Policeminister a Fro gestallt gi wier.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann huet elo den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Fir d'Regierung ass de Kampf géint d'Drogekriminalitéit eng Prioritéit. An et ass eis als Land hei gelongen, e grouse Coup géint den Drogenschmuggel ze maachen, en concertation notament mat Europol.

An ech wéilt op dëser Plaz nach eng Kéier am Numm vun der Regierung allen Intervenanten, allen Autoritéiten, déi do matgeholfen hunn, e ganz grouse Merci soen, well dee Coup konnt nëmme geléngen duerch eng koordinéiert a concertéiert Approche tëschent de Justizautoritéiten, der Police grand-ducale, der Unité spéciale, der Douane, dem CGDIS, der Cellule de renseignement financier an Europol. Et weist och, datt Lëtzebuerg leider keng Insel ass an datt mer weider verstärkt géint den Drogenhandel mussen a wäerte virgoen.

Betreffend déi Pressekonferenz huet de Parquet op där Pressekonferenz geäntwert. An eis als Regierung – an d'Justizministesch konnt net goen, well se an enger Reunioun war –, ...

(Interruptions et hilarité)

... war et wichteg, ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... derbäi ze sinn, fir eeben ze weisen, wéi wichteg eis als Regierung de Kampf géint d'Drogen ass, an all deene Leit, all deenen, déi do Wochen, Joren, a besonnesch déi lescht Woch, intensiv geschaff hunn, fir déi doten Drogen ze saisieren, ganz einfach Merci ze soen. Ni moins, ni plus.

An ech muss soen: Är Beschëllegunge si komplett niewent der Plack, Madamm Deputéiert!

Une voix | Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Komplett niewent der Plack!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An et deet mer leed: Den Niveau vun där Fro ass net ganz héich, well soss hätt Der mer ...

(Interruptions diverses)

M. Georges Engel (LSAP) | Här Gloden! Här Gloden!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Well, Madamm Bofferding, ech hunn Iech zweemol probéiert unzeruffen. Dir hutt et mol net néideg fonnt, mer zréck unzeruffe fir den Detail iwwert d'Fro.

(Interruption)

Duerfir, dat weist dee politesche Populismus vun der LSAP-Fraktioun an deem Dossier.

(Hilarité)

M. Georges Engel (LSAP) | Seet grad dee Richtegen!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir als Regierung sinn houfreg op dee Coup a mir soen nach eng Kéier jiddwerengem Merci. An ech hu mech an näischt agemëscht. Ech hu just déi Leit ënnerstëtzt an der Pressekonferenz. A gleeft mer: Souwuel de Parquet wéi och d'Polizisten, wéi och d'Unité spéciale, all déi do versammelt waren, ware frou, datt e Regierungsvertreider do war.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Gloden. D'Madamm Bofferding freet d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Liz Braz (LSAP) | Dat heescht, Dir waart net invitéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här Président. E kleng Faktencheck: Effektiv, de Moien huet d'Sekretariat vum Här Gloden bei eis an der Fraktioun ugeruff fir ze froen, wéi eng Fro dann d'Madamm Braz genau géif stellen. Dunn hunn ech gesot: „Et ass gutt, mir maachen dat méi einfach. Ech maachen eng SMS un den Här Gloden.“ Dat hunn ech och gemaach. Dir hutt mer geäntwert. Mir hunn ni mateneen telefonéiert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech hunn zweemol probéiert, Iech unzeruffen. Dir hutt net zréck ugeruff.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dir hutt mech ...

M. Claude Wiseler, Président | Kommt, wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat war dat, wat ech gesot hunn.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech hu keen Appell an Absence hei, Här Gloden. Ech hunn Iech eng SMS gemaach an Dir hutt mer drop geäntwert, also bleift wannechgelift bei der Wouerecht: Mir hu kommuniquéiert!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dass Iech vläicht d'Fro vun der Madamm Braz net schmaacht, dat ass eng ganz aner Saach. Mee drop geäntwert hutt Der och net wierklech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee, Iech gefält net, datt eis e grouse Coup gelangt ass!

M. Claude Wiseler, Président | De Fait personnel ass domat richteggestallt. D'Fro ass domat beäntwert. Merci.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An, Här Gloden, Merci kann een och aneschtens soen, dofir muss een net op d'Pressekonferenz goen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci jiddwerengem heibannen. An domat ass dann d'Foestonn ofgeschloss.

(Brouhaha)

8. Dépôt d'une résolution par M. Marc Spautz

Dann hunn ech, wann ech richtig gesinn, eng Wuertmeldung vum Här Spautz. Warscheinlech ass et, fir eng Motioun ze deposieren.

(Les présidents et les présidentes des groupes politiques DP et LSAP et des sensibilités politiques déi gréng, Piraten et déi Lénk rejoignent M. Marc Spautz derrière le pupitre.)

Exposé

M. Marc Spautz (CSV), auteur | Här Président, et geet net ëm eng Motioun, mee ëm eng Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Eng Resolutioun.

M. Marc Spautz (CSV), auteur | An ech wollt am Numm vun der CSV, der DP, der LSAP, déi gréng, de Piraten an déi Léng eng Resolutioun hannerleeën, woura mer eis ënner anerem mat der Diskriminatioun

beschäftigen. Dëser Deeg war relativ vill lass op de Réseau-socialen, wou gesot ginn ass, dass Communauté kéinte vernicht ginn an dass dat gutt wier. An doropshi war et eis wichteg, haut de Mëtten am Numm vun deene sechs Gruppierungen eng Resolution ze hannerleeën, wou mer frou wieren, wann déi nach haut am Laf vum Dag kéint gestëmmt ginn.

Villmoals merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– *considérant que les droits fondamentaux et les libertés des individus doivent être garantis sans discrimination, conformément aux principes universels de dignité humaine, de justice et d'égalité ;*

– *profondément préoccupée par la persistance des violations des droits humains dans le monde, y compris la montée des violences, des discriminations et des discours de haine ciblant les minorités ;*

– *reconnaissant que les minorités continuent de faire face à des discriminations, des violences et des violations de leurs droits fondamentaux au Luxembourg et à travers le monde ;*

– *affirmant que toute attaque contre les droits humains constitue une atteinte aux valeurs fondamentales de dignité humaine, de justice, d'égalité et de paix ;*

– *affirmant que la protection des droits humains est une responsabilité collective et qu'aucune circonstance ne saurait justifier leur violation,*

adopte la résolution suivante :

– *condamne fermement toutes les attaques et le soutien aux attaques, sous quelque forme que ce soit, contre les droits humains, y compris les actes de violence, les discours de haine et les discriminations dirigés contre les minorités, qui n'ont pas de place dans notre société ;*

– *réaffirme que les droits humains doivent être respectés et protégés.*

(s.) Marc Spautz, Gilles Baum, Marc Baum, Taina Bofferding, Sven Clement, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

(*Tapotements sur les pupitres en signe d'approbation*)

9. Question élargie n° 31 de M. Ben Polidori au sujet de la conformité de la plateforme MyGuichet.lu par rapport aux exigences de la Directive (UE) 2019/882 du 17 avril 2019

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 31 vum Här Ben Polidori iwwer d'Konformitéit vun der MyGuichet.lu-Plattform mat den Ufuerderunge vun der Europäescher Direktiv 2019/882 vum 17. Abrëll 2019. Den Auteur huet 5 Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet 10 Minuten Zäit fir ze äntweren. An den Här Polidori huet elo d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg wëll e Leader an der Digitaliséierung sinn an – dat kann ech och soen – hält och ganz vill Suen an de Grapp, fir a Projeten ze investéieren, wat ech och begrëissen. An awer muss mer gesinn, dass mer u sech bei ganz einfachen alldieglechen Demanden awer nach ganz vill hannendru stinn. Ganz konkret geet et mer haut hei op dëser Plaz ëm de Portail MyGuichet, wou mer iwwert d'administrativ Demarchë wëlle schwätzen.

Bestëmmte Persounen, sougenannten Aidanten, wéi och Tuteuren, Curateure vun de Leit, déi sech an engem Regime de protection befannen, hunn all Dag nach ganz vill Problemer, wa se mussen mam Portail MyGuichet schaffen.

Ech gi vläicht eng kéier e Beispill vun Elteren – also eng Mamm, e Papp – vun engem volljäreg Kand mat enger mentaler Behënnerung, dat heescht, d'Kand steet ënner Tutelle. Do kënnen déi Eltere sech haut net mat hirem LuxTrust-Certificat op dem Kand sengem Portail aloggen, fir Demarchen ze exekutéieren, an och net op hirem MyGuichet-Portail am Numm vum Kand selwer iergendwellech Saache lancéieren. Si mussen weider a Pabeierform schaffen a kënnen och mol net digital do ënnerschreien, wat se awer zum Beispill op Pabeier dierften.

En zweet Beispill ass e Familljember, en Aidant, u sech eng Persoun, déi wëllt enger eelerer Persoun hëllefen an hiren digitalen Demarchen. Och déi ass haut mam aktuelle Fonctionnement vu MyGuichet ausgeschloss, och déi kann net iwwer eng Procuratioun vun där Persoun iergendwéi do hëllefen.

Mir hunn am Joer 2023 an der Chamber e Gesetz iwwert d'Accessibilitéit vu Produiten a Servicere gestëmmt, déi sech u sech un eng EU-Direktiv uglickeert mat der Nummer 2019/882. Ech muss awer feststellen, datt eis ëffentlech Onlinedemarchen awer net ëmmer ganz barrièrefrei gestalt sinn. Mir hänken, wéi ech scho gesot hunn, do nach hannendran.

Fir d'LSAP ass awer follgende Prinzip ganz wichteg: Dat, wat an der analoger Welt méiglech ass, dat soll och an der digitaler Welt méiglech sinn an och ëmgedréint. Well et misst jo awer hautdesdaags méiglech sinn, esou e Profil vum engem Guichet familial ze kreéieren, wou ee bestëmmten Demarchë kéint als Procuratioun kréien oder carrement kéint eng Procuratioun vun enger anerer Persoun ausgestallt kréien, fir an hirem Numm kënnen op deene Plattformen ze schaffen.

Vläicht eng Klammer op: Mir hunn den DSP, den Dossier de soins partagé, wou mer ons Dokumenter och mat anere Persoune kënnen partagéieren, dat heescht, mir kënnen do och decidéieren, wéi mer ons Dokumenter do wëllen austauschen. Bei MyGuichet geet dat leider nach net.

Och vläicht d'Beispill vum PID, dem Paiement immédiat direct: Mir wëssen haut, d'Krankekeessofrechnung kënnen mer entweeder op dem postalesche Wee kréien oder och digitale Wee an d'Inbox vum MyGuichet. Dat ass haut machbar. Beim PID ass et elo awer esou, datt, wann ee mat senger Kanner bei den Dokter geet a seng Rechnung direkt begläicht, deen Ziedel, déi Ofrechnung, haut just nach um postalesche Wee kënn. An do steet och nach op deem Ziedel drop, et kéint ee sech jo awer elo derfir interesséieren, dës Prozedur ze digitaliséieren, wat u sech awer onnëtz ass, well d'Kand guer keen Accès op MyGuichet huet. Dat heescht, mir schécken u sech de Leit en Dokument, wou carrement Feeler dropstinn.

Dann zu menger éischer Fro, Madamm Minister: Wësst Der eppes vun där Problematik vun dësem Envoi? A wa jo, hutt Der do schon iergendwellech Léisungen en vue?

Meng zweet Fro ass, ob Der eppes virgesinn hutt, fir deene Leit, déi ech virdrun ugeschwat hunn – Tuteuren oder Curateuren –, och eng Léisung ze bidden? Wa jo, da wier ech och frou, wann Der mer bësse géift erklären, wéini Der dat géift maachen, wëssend, dass mer d'Gesetz och scho gestëmmt hunn, an och wëssend, dass d'Gesetz bis Mëtt Juni oder Enn Juni, wann ech mech lo net ieren, ëmgesat muss sinn.

Dat heescht, dës Saache muss bis Mëtt des Joers en place sinn.

Meng drëtt Fro: Wat haalt Der vun der Iddi vun engem Guichet familial? Ass dat eppes, wat Der onse Bierger wëllt zur Verfügung stellen? Well ech denken, dass dat eppes ass, wat dobausse gefrot gëtt.

Meng véiert Fro geet an d'Richtung vun der Procuration numérique, dat heescht digital Procuratiounen ausstellen. Do war eng Ausschreiwung gemaach ginn 2022 an do géif et mech interesséieren, wou mer do dru sinn oder ob dat och elo während deene leschte Joren am Tirang louch.

Dann hätt ech nach eng Quizfro. Am Moment ass e grouse KI-Sommet zu Paräis ...

(*Interruption par la présidence*)

... an do wär ech och frou, wann Der mer eng kéier kéint erklären, wisou ons Digitalisationsministesch do net dobäi ass, ech mengen, wëssend, dass dat awer schon eppes ass, wat Der Iech ganz héich op de Fändel geschriwwen hutt.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Digitaliséierung soll net nëmmen e Buzzwuert sinn. Et soll net nëmmen e Wuert sinn, dat mer an all Ried, an all Saz ëmmer erëm soen. Nee, et muss eppes sinn, wat fonctionéiert, eppes sinn, wou mer d'Leit mathuelen, keen dobausse vergiessen, well nëmmen esou wäert et fonctionéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, Här President. Nëmme esou wäert et fonctionéieren an nëmmen esou gëtt et och e Succès.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech si ganz gespaant op d'Äntwerte vun der Madamm Minister. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann huet d'Ministesch fir Digitalisatioun d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministère de la Digitalisation | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, als Alleréisch emol e ganz grouse Merci, Här Polidori, fir dës Fro. Eng vun den Haaptmissiounen vum Ministère fir d'Digitaliséierung ass d'Promotioun vun der digitaler Inklusioun. Fir dës Zil ze erreechen, huet de Ministère 2021 den éischten nationalen Aktionsplang fir digital Inklusioun opgestallt an Enn des Joers wäerte mir déi zweet Versioun presentéieren.

Ee Volet vun der digitaler Inklusioun a vum Aktionsplang ass d'Accessibilitéit vun deenen digitalen Technologien. Ënnert dem Begrëff digital Accessibilitéit versteet een, datt eng Internetsäit, eng App oder en elektronesch Dokument fir e breede Spektrum vu Benotzer, dorënner Leit mat Siicht-, Gehéier-, motorischen a kognitive Behënnerungen einfach zougänglech a verständlech ass. D'Zil vun der Accessibilitéit vun den digitalen Technologien ass et, d'Hürden ze iwwerwannen an de Leit mat Behënnerungen Onlineservicer zougänglech ze maachen, dat heescht, derfir ze sueren, datt dës Servicer kënnen wouergeholl a benotzt ginn an datt se verständlech sinn.

Den Zenter fir Informatiounstechnologie vum Staat, de CTIE, ass den technologeschen Aarm vun Ministère fir Digitaliséierung an ass zoustänneg fir d'IT-Servicer vun der Regierung, de Ministären an de Lëtzebuenger Verwaltungen. Eng vun den Attributiounen vum CTIE ass d'Schaffen an d'Bedreiwe vun den Austauschplattformen mat de Bierger an den

Entreprises. Dat ass engersäits den Informatiounsportal, de Guichet.lu, an anerersäits de MyGuichet.lu, e perséinlech ofgesécherter Beräich, an deem ee kann iwwert den elektronische Wee mam Lëtzeburger Staat interagéieren an zum Beispill Demarché maachen, administrativ Dokumenter entgéintheulen, e Rendez-vous bei enger Verwaltung huelen oder einfach just seng Donnéeën ofruffen.

D'MyGuichet.lu-Plattform gëtt et zanter 2013. D'Tat-saach, datt d'Plattform MyGuichet.lu a verschiddene Sproochen, fir verschidden Apparater, fir verschidde Betriebssystemer, fir verschidde Browseren disponibel ass, erhéicht awer natierlech de Komplexitéitsniveau, fir d'Accessibilitéit ze garantéieren.

Des Weideren ass och ze bemerken, dass d'MyGuichet.lu-Plattform an deene leschten zwielef Joer organesch gewuess ass. Et gëtt haut op där Plattform iwwer 700 Onlineassistenten fir d'Bierger an d'Betriber. Dës Assistenten sinn all autonom Applikationen, déi zu verschiddene Datumen entwéckelt goufen. Si kënnen dofir och ganz heterogen a punkto Technologie an Accessibilitéit sinn.

All dëst huet natierlech en Afloss op d'Komplexitéit, fir d'Konformitéit mam Accessibilitéitsgesetz ze garantéieren. Am Januar 2023 gouf et eng nei Versioun vum MyGuichet.lu. Also, déi Webinterface ass nei gemaach ginn, bei där all d'Funktionalitéiten souwuel technologesch wéi och grafesch iwwerschafft gi sinn.

De Service information et presse, de SIP, huet d'Aufgab, d'Accessibilitéit vun dësen Internetsäiten an d'Applikatiounen vum öffentleche Secteur ze kontrolléieren. Déi nei Versioun vum Webinterface vu MyGuichet gouf kontrolléiert, just ier se am Januar 2023 online gesat gouf. An d'Gesamt-konformitéitsquot louch dee Moment schonns iwwert deene verlaangte 50 %.

Zënterhier huet de Site jo op Basis vun den Erkenntnisser aus dem Audit vum SIP eng Rei technesch Ännerunge gemaach, fir d'Accessibilitéit ze verbesseren. Tëscht Januar 2023 an Dezember 2024 konnten deemno scho 37 technesch Verbesserungen ëmgesat ginn. A bis Enn dës Mounts ginn der nach emol 33 online gesat.

Dir gesitt also: D'Aktiounen, déi geholl ginn, fir d'Accessibilitéit vu MyGuichet.lu ze verbesseren, geschéien en continu. Fir d'Weiderentwécklung vu MyGuichet.lu a vun de Websäite vun de Ministèren a Verwaltung gebraucht de CTIE seng Designmethodologie Renow, de Referentiell fir d'Normalisation Web. Dës Method soll eng gutt Benotzerfrëndlechkeet an d'Konformitéit vun der Accessibilitéitsgesetzgebung garantéieren. Sou ginn zum Beispill op alle Sitten déi selwecht grafesch Elementer benotzt, ewéi d'Faarwen an d'Typologie. Et ginn zum Beispill d'Feelermeldungen a roudler Faarf ugewisen an all Bestätigungsmessagen a Gréng an esou weider.

Des Weideren huet de CTIE 2023 eng Cellule qualité agefouert, déi sech integral ëm de MyGuichet.lu bekëmmert. Fir datt d'Accessibilitéit eng Prioritéit bei all Schrëtt vum Design bis hin zu der Entwécklung bleift, bitt de CTIE sengem Personal regelméisseg intern Formatiounen a Sensibiliséierungsprogrammen un.

De Ministère huet och am GovTech Lab de Projet AccessiLingua lancéiert, wou de Pilotprojet fir de Summer ofgeschloss soll sinn. Den AccessiLingua wäert mathëllef vu Kënschtlecher Intelligenz erméiglechen, Texter um Guichet.lu a MyGuichet.lu an einfach Sprooch ze iwwersetzen.

De CTIE an de Ministère investéiere ganz vill Effort an d'Verbetterung vun der Internetplattform MyGuichet.lu, déi och vun de Bierger an de Betriber

honoréiert ginn. Enn 2024 gouf et ronn 516.000 Espace-privéen op MyGuichet.lu an et goufen iwwer 2.124.000 Demarchen transmettéiert. Den eGovernment Benchmark 2024, bei deem Lëtzebuerg seng drëtt Positioun um Podium verteidege konnt, ënnersträicht och nach emol déi grouss Effort, déi Lëtzebuerg an der Benotzerfrëndlechkeet vu sengen öffentlechen Internetsite mécht. An am Volet User-centricity hat Lëtzebuerg 2024 den exzellente Score vu 97 % erreicht.

Här Polidori, Dir hutt och nach nom Projet vum Mandat numérique gefrot. Dëse Projet, dee vum Ministère fir Digitaliséierung zesumme mam CTIE lancéiert ginn ass, wäert et enger Persoun erlaben, enger anerer Persoun e Mandat ze ginn, fir an hirer Plaz, an hirem Numm, op MyGuichet.lu Demarchen ze realiséieren. No enger juristescher Analys, déi den Digitaliséierungsministère an Opdrag ginn hat, ass dëse Projet 2024 lancéiert ginn. De Projet fir de Mandat numérique kéint elo beim CTIE a seng Realisatiounsphas a soll bis Enn 2025 online sinn.

Ech wëll awer betounen, dass dëse Mandat numérique zumindest elo mol an enger éischter Phas nëmmen tëschent den zwou Persounen ka gemaach ginn, déi allen zwee majeur a kapabel sinn. Mir sinn eis bewosst, dass de Mandat numérique och eng grouss Hëllef kéint si fir Persounen, déi eng Tutelle iwwer eng aner Persoun hunn. Mir kruten deementspreechend Ureegungen och schonns vu concernéierte Bierger iwwer eise Participatiounsportal „Zesumme Vereinfachen“ eragereecht. A fir deem och Rechnung ze droen, missten am Virfeld awer nach eng Rei zousätzlech legislativ Upassung gemaach ginn. Mir sinn och mat deene concernéierte Ministèren am Austausch, ob a wéi esou eng Erweiderung vum Mandat numérique am beschten ze realiséiere wier.

Fir awer de Projet vum Mandat numérique bis Enn 2025 ze realiséieren an domat online ze goen, hu mir bewosst decidéiert, eis an enger éischter Phas op d'Personnes capables, majeures ze limitéieren.

Här Polidori, Dir hat an Ärer Fro och nach dee sougenannte „MyGuichet familial“ ernimmt. Dat ass ee Begrëff, deen natierlech ganz staark un eng Definitioun vum Terme „familial“ gebonnen ass. Wat versteet een haut ënnert dem Begrëff Famil? Wéi den Term „MyGuichet.lu“ et awer schonns ausdréckt, handelt et sech hei ëm en Espace personnel vun enger bestëmmter Persoun. Och haut erlaabt dësen Espace privé et schonns, Donnéeën vu senger mannrjärege Kanner ze consultéieren an Demarché fir si ze maachen, dat awer ënner enger Konditioun: dass si op där selwechter Adress ugemellt si wéi den Elterendeel, deen déi Demarche wëll maachen.

Mir sinn eis och bewosst, dass dat am Kontext vun Elteren, déi getrennt liewen an awer zesummen den Droit de garde vun de Kanner ausüben, problematesch ka sinn. Och an dësem Kontext si mir am Echange mat dem zoustännege Ministère, an ech hoffen, dass mir an dëser Problematik eng Léisung fannen, déi deene betroffenen Eltere kéint entgéintkommen.

Ech wëll am Kontext vum MyGuichet familial awer nach eng Kéier op eise Projet vum Mandat numérique verweisen. De Mandat numérique bitt natierlech och jidderengem d'Méiglechkeet, dem Conjoint oder dem Partner den Accès op seng eegen Donnéeën am MyGuichet ze ginn an him oder hir et domadder och ze erméiglechen, Demarchen a sengem Numm ze realiséieren. Dëst kéint menger Meenung no och verschidden Aspekter ofdecken, déi ee sech ënnert der Notioun MyGuichet familial ka virstellen, awer mat méi enger grousser Flexibilitéit a Granularitéit:

den Ëmfang vun engem Mandat numérique, dat heescht, wat fir eng Demarche ee wëilt a sengem Numm vun enger anerer Persoun maache loosse, seng Lafdauer ..., also déi Lafdauer kann individuell bestëmmt an och an der Zäit limitéiert ginn.

Ech hoffen, Här Polidori, ech konnt mat dësen Ausféierungen Är Fro gréisstendeels beäntweren an ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Polidori, ganz, ganz kuerz, well Dir hutt Är Zäit scho lagement iwwerschrott, eng ganz kuerz Zousazfro.

M. Ben Polidori (LSAP) | Ben, eng Fro nach zum PID, déi ech nach gestallt hat, op déi ass d'Madamm Minister net agaangen. Ech wëll op alle Fall mol nohaken, wou do d'Saach drun ass.

An deen zweete Volet ass, wann ech elo richteg verstanen hunn – just fir dass ech et richteg verstanen hunn –: Dat heescht, Dir maacht dat elo gäre mam Mandat, dat heescht, dass eng Persoun engem aneren dat ka ginn, mee fir awer elo déi Leit, déi nach ënner Tutelle wäerte stoen, do ass am Moment en première phase, dat heescht bis 2025, nach näischt en vue, fir deene Leit eppes ze ginn. Ech wollt dat just nach eng Kéier confirméiert kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Also, wat de Mandat numérique ugeet, ass effektiv esou, datt mir net wëllen an der éischter Phas déi Leit, déi ënner Tutelle sinn, matabannen, well do nach legislativ Präzisiounen musse gemaach ginn. An do mussen déi concernéiert Ministèren natierlech mat zesummeschaffen.

Déi zweet Fro ass vum PID. Wann ech mech net ieren, hat Der gefrot no der Rechnung vun de Kanner. Also de PID vun de Kanner, dee gëtt den Eltere schonn an de MyGuichet gesat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Question élargie ofgeschloss.

10. Ordre du jour (suite)

Zur Organisatioun vun eisen Aarbechten haut de Mëtte géing ech nach gär zwou Saache soen, ier ech der Madamm Tanson d'Wuert ginn, déi gefrot huet, fir eng Motioun ze deposéieren.

Ech proposéieren, datt mer déi Motioun, déi am Ufank vun der Sessioun vum Här Goergen deposéiert ginn ass, op den Ordre du jour huelen no dem Punkt 8 vun eisem Ordre du jour, deen déi fënnef Projet-de-loien ofseent, an datt mer dann zum Schluss vun eiser Sëtzung déi Resolutioun, déi virdru vum Här Spautz deposéiert ginn ass a vu fënnef zousätzleche Fraktiounsprésidenten respektiv Sensibilitéitspräsidenten ënnerschriwwen ginn ass, op den Ordre du jour huelen.

Wann Der domat d'accord sidd, dann huet d'Madamm Tanson d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

(Assentiment)

11. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Et geet ëm d'Due-Diligence-Direktiv. Dir wësst, dass am Moment Bestriewunge sinn op europäeschem Niveau, bei deenen Errungenschaften, déi iwwert déi lescht fënnef Joer vun der Europäescher Kommissioun ënnert der Leedung vun där aler an neier Presidentin gemaach goufen, notament am Beräich vun der sozialer Gerechtegkeet an dem Klimawandel an der Protektioun vun der Ëmwelt, zrëckzerudder; dass de Premierminister och d'Chamber opgeruff huet bei dem Neijoerschempfang vun der Fedil, ze soen, mir sollte lo mol verschidden Handbremsen aleeën, notament och bei der Transpositioun vun der CSRD-Direktiv, déi eigentlech prett derfir wär, gestëmmt ze ginn.

An d'CSDDD-Direktiv, dat war eng, déi extreem intensiv verhandelt ginn ass, déi awer extreem wichteg ass, well et geet einfach drëm, dass déi Bienen, déi mer hei konsuméieren, och responsabel produzéiert gi sinn, dass fir dat, wat mir hei genéissen oder vun deem mir hei profitéieren, net Mënschen a Kanner op anere Plaze vun der Welt drënner gelidden hunn, Kanner hu misse schaffe goen oder d'Ëmwelt muttwëlleg zerstéiert ginn ass. An duerfir si mer der Meinung, dass hei déi Direktiv soll ouni Delai weider transposéiert ginn a mir hätten och gär e kloer Kalenner vun der Regierung iwwert déi Transpositioun.

Mir rejoignéieren och domadder en Appell, deen nach gëschter vun den ONGen an deem heite Kontext gemaach gouf. An och zum Beispill dat hollännescht Parlament huet sech eng änlech Motioun ginn a gestëmmt.

An ech deposéieren déi och am Numm vun der LSAP, deene Lénken an de Piraten mat.

Motion

« *Transposition de la directive "CSDDD"* »

La Chambre des Députés, considérant

– *la directive (UE) 2024/826 relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises (Corporate Sustainability Due Diligence Directive – CSDDD) a été adoptée et publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 5 juillet 2024, avec une obligation de transposition par les États membres avant le 26 juillet 2026 ;*

– *que cette directive vise à renforcer la responsabilité des entreprises en matière de respect des droits humains et de protection de l'environnement tout au long de leurs chaînes de valeur ;*

– *que la Présidente de la Commission européenne a annoncé un projet Omnibus visant à modifier plusieurs réglementations en matière de durabilité, y compris la directive CSDDD, ce qui pourrait potentiellement en réduire la portée et retarder la mise en œuvre ;*

– *que le Premier ministre a récemment invité la Chambre des Députés à ne pas approuver le projet de loi n° 8370 ayant comme objet la transposition de la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRD), alors que le projet en question se trouve déjà à un stade avancé ;*

– *que l'incertitude réglementaire ne saurait justifier une inaction au niveau national et que la transposition de la directive CSDDD dans les délais prévus est essentielle pour garantir la sécurité juridique des entreprises luxembourgeoises et renforcer l'engagement du Grand-Duché en faveur de la durabilité et de la justice sociale ;*

– *que plusieurs entreprises luxembourgeoises opèrent à l'international et sont concernées par ces exigences de diligence raisonnable, et qu'une transposition rapide et cohérente permettrait de leur offrir un cadre clair et prévisible,*

invite le Gouvernement

– *à poursuivre sans délai la transposition de la directive CSDDD en droit national, afin de garantir un cadre réglementaire stable et prévisible pour les entreprises et de réaffirmer l'engagement du Luxembourg en faveur de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises ;*

– *à fournir à la Chambre des Députés un état des travaux ainsi qu'un calendrier précis de la transposition de ladite directive.*

(s.) *Sam Tanson, Marc Baum, Taina Bofferding, Sven Clement, Joëlle Welfring.*

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Madamm Tanson.

12. 8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

8366 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Indonesia on air services », fait à Jakarta, le 25 mai 2023

8367 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia on air services », fait à Paris, le 20 juin 2023

8372 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 novembre 2021

8374 – Projet de loi portant approbation de l'Accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bali, le 17 octobre 2022

Da komme mer elo zu de Projet-de-loien 8334, 8366, 8367, 8372 an 8374 iwwert d'Ëmsetze vun enger Rei Accorden am Beräich vum Loftverkéier mat Hongkong, Indonesien, Saudi-Arabien, Armenien a mat de Länner aus der ANASE. ANASE heescht „Association des Nations de l'Asie du Sud-Est“. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass, an deemno huet de Rapporteur 5 Minutten an d'Regierung, wa se wëllt, 5 Minutten. D'Wuert

huet elo den honorabelen Här Gusty Graas als Rapporteur vun dëse fënnef Projet-de-loien. Här Graas.

Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, hei geet et ëm d'Aviatioun. A vu datt déi fënnef Projet-de-loien eng ganz Rei Gemeinsamkeeten hunn, well ech se och en bloc hei presentéieren. Si hunn u sech als Zil, den nationale Fluchgesellschaften an och eisem Fluchhabe besser Perspektiven ze ginn.

Ech wëll fir d'éischt dann op déi dräi éischt Projets de loi agoen – 8334, 8366 an 8367 –, well do eng ganz Rei Gemeinsamkeete bestinn. Fir d'éischt erlaben déi am Fong de Parteien, reegelméisseg Fluchstrecke festzehalen an och d'Sécherheet ze garantéieren. An da sinn och am Kontext vun der Liberalisatioun vum Fluchverkéier an der EU an deenen Accorde spezifesch Klauselen festgesat, wat den Droit communautaire ubelaangt. Déi sinn och konform zum EU-Reglement 847/2004 vum EU-Parlament an dem Conseil vum 29. Abrëll 2004.

Dann: Déi sämtlech Accorde baséiere sech op eng Konventioun vu Chicago, an zwar vum 7. Dezember 1944, an och op Arrête vum „Open Sky“ vun dem Europäesche Gerichtshaff. Esou Autorisatiounen kënnen deelweis limitéiert ginn, se kënnen och annulléiert ginn, wann den Transporter sech net un déi néideg Reegelen hält. Ënner gewëssene Konditiounen kënnen och d'Douanestaxen, och aner Taxen, ewechfalen.

Des Weidere gesinn dës Accorden Tariffer, den Engagement vun zoustännegen Autoritéiten, sech géigesäiteg ze consultéieren, an den Transfert vum Excedent vu Recetté vir. Dann ass awer och d'Prozedur, am Fall, wou et Differenzen gëtt, dodra regléiert.

Et kënnen och Amendementen zu den Accorden ugefrot ginn. A fir d'Transparenz am Fong geholl ze garantéieren, sinn och Statistiken méiglech, déi kënnen opgestallt ginn. All d'Parteien, déi dës Accorden ënnerschriwwen hunn, garantéieren d'Fixatioun vun de Fluchhafentaxen, datt dat och gerecht geschitt.

An den Annexen zu deenen eenzele Gesetzer sinn natierlech och Tabloen dran, wou och déi eenzel Destinatiounen festgehalde sinn, déi vu Lëtzebuerg aus ugeflu kënnen ginn. An och déi eenzel Escalë ginn natierlech dodra festgeluecht.

Den Negociationsprozess gëtt der Europäescher Kommissioun virgeluecht, fir datt se natierlech am Aklang mam communautairé Recht ass. An iwwregens erlaabt d'Digitalisierung eng rapid Kommunikatioun. Ech verweisen hei op déi sekuriséiert Plattform CIRCABC, dat heescht „Centre de ressources en communication et information pour les administrations, les entreprises et les citoyens“.

Ech wëll da kuerz mam Projet de loi 8334 ufänken. Dee gouf den 23. Oktober 2023 deposéiert an hei geet et ëm en Amendement vum Accord aérien tëschent der Regierung vun Hongkong an eiser Regierung. Déi gouf den 3. Juni 1998 zu Hongkong ënnerschriwwen. An zu deem Zweck goufen elo Bréiwer echagéiert tëschent der Regierung vun der Spezialverwaltung vun Hongkong aus der Volksrepublik China an eiser Regierung de 4. respektiv den 10. Mäerz 2021.

Vum Conseil d'État kouw keng Oppositioun, och weider keng Remark. An d'Chambre de Commerce ënnersträicht, datt am Fong duerch dësen Accord déi wirtschaftlech a kommerziell Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Hongkong och kënnen verbessert ginn.

De PL 8366 gesäit dann en Agreement zwëschent dem Grand-Duché de Luxembourg, also eisem Land, an

der Republik von Indonesien. Der Vertrag vom 28. März 2024 deponiert. An dem Accord inspiriert sich um Modell von der OACI, das als d'Organisation de l'aviation civile internationale.

Den Avis vom Conseil d'État vom 11. Juni 2024, an dem steht bei dem Paragraph 2 vom Artikel 19 hin, das heescht eng Änderung von der Annex 1. Do muss d'Parlament kee Gesetz maachen. Allerdéngs erënnert en bei und den Artikel 20, dass Amendementen allerdéngs der Chamber mussen virgeluecht ginn, wann eis Land nach net duerch eng „multilateral convention“ juristisch liiert ass.

De PL 8367 ass dann en Ofkommen mat Saudi-Arabien, dat zu Paräis den 20. Juni 2023 ënnerschriwwen gouf. Den 28. März 2024 ass en deponiert ginn. E baséiert op engem Accord aérien von 2011 an dem awer och op der Kooperatioun tëscht der Cargolux an de saudi-arabeschen Autoritéiten säit dem Joer 2005.

Dat erlaabt natierlech och der Cargolux, bei weider wichtege Escalé fir Ostasien ze kréien. Zënter 2005 flitt d'Cargolux reegelméisseg op Dammam an zënter 2008 an d'Haaptstad vu Saudi-Arabien, op Riad. 2022 huet d'Cargolux net manner wéi 22.000 Tonnen dorwäert transportéiert a bis 2030 wëll Saudi-Arabien seng Fret-Capacitéit op 4,5 Milliounen Tonnen erhéien. D'Land spillt also schonn eng zentral Roll an där ganzer Golfregioun. An dëse Partenariat offrëiert eisem Land jiddefalls, seng Presenz an enger wirtschaftlech dynamescher Regioun ze erhéien.

Bei dem Avis vom Conseil d'État vom 11. Juni 2024. An en huet do änlech Remarque gemaach wéi beim PL 8366.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann nach zwee weider Accorden. An zwar den 8372, dat ass en Accord tëscht der Europäescher Unioun an engem Land, mat deem mir an deene leschte Joren, mussen ee soen, gutt Kontakter opgebaut hunn, dat ass Armenien. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war jo nach de President vum armeenesche Parlament bei eis op Besuch.

An bei geet et ëm en Ofkommen iwwert d'Schafe vun engem Loftraum tëscht der Europäescher Unioun an Armenien. Dat gouf zu Bréissel de 15. November 2021 ënnerschriwwen. An Armenien soll op dës Manéier och an den elargéierte Fluchraum von der EU kommen, d'selwecht wéi zum Beispill d'Länner vun Balkan, awer och d'Ukrain. Déi europäesche Normen ginn u sech duerch dësen Accord an den erweiderte Loftraum mat Armenien exportéiert. Et geet virun allem och ëm eng gerecht Konkurrenz an och ëm Ëmwelt-normen, wat jo och net onwichtig ass.

Lëtzebuerg huet zwar de Moment schonn e liberaalt Ofkommen mat Armenien. Mir kréien allerdéngs elo zousätzlech Avantage, well mer elo kënnen en internationale logisteschen Hub am Fluchcargo weider ausbauen.

Dann de PL 8374: Do geet et ëm de Fluchtransport zwëschen der EU an der Associatioun von de Staaten aus Südostasien, ANASE oder ASEAN. Dat ass d'Konsequenz von der EU-Fluchstrategie aus dem Joer 2015, an dem Accord gouf de 17. Oktober 2022 zu Bali ënnerschriwwen.

D'Fluchgesellschaften hunn elo illimitéiert Vollen tëschent de Regiounen. Si profitéieren och vun den Trafikrechten von der „5. Fräiheet“. Déi, déi e bëssen am Bild sinn iwwert déi ganz Legislatioun, déi wëssen, wat dat bedeit.

An dësem Accord reit sech och an an e puer simultan Negotiatiounen mat anere Länner, wéi dem Katar, der Türkei, de Vereenegten Arabeschen Emiraten an dem Oman. A Lëtzebuerg huet och scho bilateral

Arrangementen mat siwe Länner von der ANASE. Dat heescht, duerch dësen Accord mat der EU kritt am Fong geholl Lëtzebuerg weider kommerziell Opportunitéiten fir eis Fret.

Mat dräi Länner aus dem ANASE, oder ASEAN, wéi gesot, huet Lëtzebuerg kee bilateralen Accord. Dat si Brunei Darussalam, de Myanmar an de Laos. Dës Länner falen elo awer ënnert de multilateralen EU-Accord. Voilà!

Ech hoffen, dass dat do elo e bësse verdaulech war. Jiddefalls sinn et awer trotz allem ganz wichtege Gesetzesprojeten. Virun allem, nach eng Kéier, fir eis national Fret-Gesellschaft an och fir eisen nationale Fluchhafen ass et eng ganz wichtege Neuerung, dass se elo zousätzlech Perspektiv gebuede kréien. An ech géing Iech dann och bieden, deene fënnf Gesetzer Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Är fënnf schrëftlech a fir Är fënnf mëndlech Rapporten. Dat war alles komplett.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, wa se d'Wuert wëllt. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech soen natierlech dem Deputéierte Gusty Graas e ganz grouse Merci fir säi comprehensiven an effikasse Rapport. Ech mengen, dat bei ass wierklech ganz wichtege, dës fënnf Accords aériens, fir eis vaste Reseau von Accord-aérien och ëmmer weider auszubauen.

Et ass wichtege fir eis Fluchgesellschaften. An ech mengen, bei geet et haaptsächlech ëm d'Cargolux, déi vun dësem Reseau ka profitéieren, von de Rechter, déi se domadder kritt, an dass se nei Opportunitéiten bei ka saiséieren. Dofir soen ech, wann dat dann esou ass, Merci fir d'Zoustëmmung von der Chamber zu deenen dräi bilateralen an deenen zwee EU-Accorden.

Ech wëll vläicht just ganz kuerz en Update ginn. Lëtzebuerg huet elo dann am Total 46 Accords aériens ratifizéiert. Den ASA mat Japan gëtt deemnächst an der Chamber deponéiert – pour info –, 7 ASAs sinn nach amgaangen, verhandelt ze ginn, an 3 sinn der prett, fir ënnerschriwwen ze ginn. Dat heescht, Dir gesitt, mir schaffen bei permanent weider drun, fir eis Reseau von Accords aériens auszebueden.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minister Merci. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Da géinge mer zum Vott von dëse Projete kommen. Dorwäert kënnen mer natierlech net en bloc ofstëmmen. Mir mussen fënnemol eenzel iwwer jiddwer Projet de loi ofstëmmen. Ech géing Iech nach eng Kéier froen, ob Der alleguer Är Anlag ugemaach an Iech op Ärem Posten agelaggt hutt, fir kënnen mat ofzestëmmen. Wann dat de Fall ass, da géinge mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8334 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8334³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8334 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vom Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vom Projet de loi 8366. Den Text steet am Document parlementaire 8366³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8366 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vom Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dësen Text ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8367. Den Text steet am Document parlementaire 8367³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8367 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8372. Den Text steet am Document parlementaire 8372³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8372 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8374. Den Text steet am Document parlementaire 8374³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8374 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Domat wäre mer dann och um Schluss vum dësem Punkt ukomm.

13. Motion de M. Marc Goergen relative au maintien du réseau actuel du TICE

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 35 de ce compte rendu)

Mir géinge bei deen nächste Punkt eriwergoen. Dat ass a sech elo fir d'éischt d'Motioun, déi den Här Goergen deposéiert hat am Ufank vum eiser Sessioun. Här Goergen, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert huelen?

(Négation)

Dir hat se scho virdrun explizéiert. Da kritt Der zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert, wann Der wëllt.

Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Cahen huet sech gemellt. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? Einstweilen net. Da kucke mer dat duerno. Den Här Wolter huet sech nach gemellt. Madamm Cahen, fänkt Dir alt un.

Discussion générale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Merci och fir déi Motioun. Also, et ass esou, dass déi Verhandlungen am Moment nach lafen. Dat heescht, ech mengen, Dir wësst, Här Goergen, dass, soubal do eppes ze berichten ass, d'Ministesch ëmmer direkt an d'Chamberkommissioun kënn. Dat wäert och an dësem Fall ganz sécher geschéien. Do fir gesinn ech net, firwat mer déi heite Motioun elo sollten unhuelen. Déi Verhandlung s'inn, wéi gesot, nach amgaangen. An dofir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei verwerfen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech géif do wëllen enchainéieren, wou d'Madamm Cahen opgehale huet: Et ass menger Meenung no net mol eng Fro vun der Kommunikatioun a vun der Ministesch, déi an eng Chamberskommissioun kënn. Et ass d'Fro, datt deen, deen dat hei geschriwwen huet, iwwerhaupt net weess, vu wat e schwätzt, ...

(Hilarité)

... fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen. Well et geet nämlech net ëm d'Fro, ob den TICE-Reseau a senger aktueller Form net ofgebaut gëtt a keng Strecken a Kilomeeteren op den RGTR ausgelagert ginn, well den TICE strictement incapabel ass, déi Kilomeeteren ze fueren, vun deenen de Staat gären hätt, datt se an deenen nächste Jore solle gefuer ginn.

Et ass also éischter d'Fro: „Wat ass deen Deel vun dem öffentlechen Transport, deen den TICE am Süden an Zukunft nach ka fueren?“, wéi d'Fro, ob den TICE, deen iwwerhaupt net à même wier, dat ze maachen – dee wierklech net à même wier, dat ze maachen, well en d'Leit net huet, d'Bussen net huet an och d'Hangaren net huet –, der Meenung wier, datt e vu 6,5 op 11 Milliounen Kilomeeter géif an d'Luucht goen.

Dat Zweet, wat mer weist – et deet mer leed, et ze soen –, dass deen, deen dat heite geschriwwen huet, net weess, ëm wat et geet, ass, dass dee seet: „bei der neier Konventioun dem TICE keng finanziell Hëllef ze kierzen.“ Et ass de Contraire: D'Diskussioun lafen drëm, datt de Staat méi eng héich Participatioun wéi haut gëtt, well d'Gemengen aus dem Süde finanziell net à même sinn. Wann ee geschriwwen hätt, dass een net gären gehat hätt, dass d'Gemenge méi missten drastieschen, da wär ee méi no bei der Wouerecht gewiescht.

Mee et geet bei all deenen Negociatiounen iwwerhaupt net drëm, dass de Staat manner Suen op den Dësch géif leeën, mee et geet eigentlech drëm, dass de Staat weesentlech méi Sue muss op den Dësch leeë fir dat, wat ënner Punkt 1 fälschlecherweis net richtig ausgedréckt ginn ass, nämlech déi Kilomeeteren, déi am Süden an deenen nächste Joren ze fuere sinn, kënnen ze fueren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Elo hunn ech dräi Wuertmeldungen. Den Här Biancalana, den Här Sehovic an den Här Wagner. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif do weiderfueren, wou den Här Wolter opgehale huet. Ech mengen, de Moment

lafen Diskussiounen an Negociatiounen, Här Goergen, tëschent dem TICE, tëschent deenen néng Gemengen, déi d'Responsabilitéit huelen, an den öffentlechen Transport am Süden ze investéieren, an dem Ministère. An déi Negociatiounen, déi lafen am géigesäitege Vertrauen an och op Aenhéicht, éischtens mol.

Zweetens, dat, wat Der hei monéiert an Ärer Motioun – et ass am Fong de Géigendeel, dee stattfënnt. De Moment lafen Diskussiounen, Negociatiounen, fir den TICE als Acteur am Süde par rapport zu engersäits enger Planännerung Enn 2025 respektiv am Plan national de mobilité 2035 weider ze konsolidéieren, fir datt e weider seng Responsabilitéit kann huelen als Acteur, deen am Süden den öffentlechen Transport mat assuréiert, a fir och funktionsfäeg ze bleiwen, net nëmmen als Busreseau, mee awer och fir déi néng Gemengen, déi effektiv dee ganze Busreseau regional am Süde finanzéieren.

An nieft deem Apport, deen d'Gemenge bréngen, ass awer op där anerer Säit och e finanziellen Apport, deen de Ministère bréngt. An et ass net esou, wéi Dir dat hei schreift, dass eis Hëllef gekierzt géife ginn, mee au contraire ginn d'Südgemengen effektiv gestärkt a se kréie méi Sue vum Staat, fir déi Flott respektiv déi Streckeféierunge weider kënnen ze assuréieren, déi se de Moment assuréieren, a fir deelweis nach Kilomeetere bäizesetze respektiv weider zukunftsfaeg kënnen ze bleiwen.

Also, op alle Fall geet dat, wat de Moment gemaach gétt, an eng ganz aner Richtung wéi dat, wat Dir hei an der Motioun schreift. Effektiv ass dat, wat Dir hei an der Motioun schreift, net am Sënn vum TICE.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass villes gesot. Zum éischte Punkt wëll ech umieren, dass e Reseau, den TICE-Reseau an all Reseau, kee Monolith ass, deen eng Kéier definéiert gétt an dann ëmmer d'selwecht bleift. En ännert permanent. De Staat hëlt Ännerunge vir um Fuerplang. E wäert dat och maachen um Enn vum dësem Joer. Doduerch entsteet, dass een op verschiddene Linne méi Kilomeetere muss fueren, well den Takt zum Beispill verdicht gétt. Dorauser entsteet och, dass een dann op enger anerer Plaz vläicht manner Kilomeetere fiert. Ech mengen, dass de Reseau permanent am Wandel ass. Am Süde vum Land wäert e perspektivesch och nach musse verstärkt ginn, wann ee sech de Plan national de mobilité ukuckt, soudass, mengen ech, den éischte Punkt wierklech e faktesche Feeler ass.

An zum zweete Punkt: Ech wëll net iwwert déi aktuell nach lafend Negociatioun schwätzen – dat wëll ech awer betounen: D'Negociatiounen lafen nach! –, mee effektiv ginn d'Gesprécher am Moment éischer an déi contraire Richtung zu deem, wat hei an dem zweete Punkt steet.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wagner, duerno den Här Engelen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, ech mengen, den Här Goergen huet déi Motioun och deposéiert, well een awer an der Öffentlechkeet déi eng oder déi aner kontradiktoresch Informatioun kritt, sief et vu gewerkschaftlecher Säit, och vu verschiddene Gewerkschaften, an och an der Press, a wann een net grad bei den Negociatiounen derbäi ass, dat heescht, wann een net grad Buergermeeschter oder Schäfte vum enger TICE-Gemeng ass, dann huet ee vläicht d'Tendenz, net ëmmer 100%eg

um Courant ze sinn. Dat muss een awer och kënnen verstoen.

Ech mengen, ech weess – also mir wëssen – awer, datt gewëssen Insecuritéite bei enger Partie Leit existéieren. Vlächicht kéint een déi heite Motioun och an d'Kommissioun verweisen, well mer souwisou iergendeng Kéier mussen driwwer diskutéieren, fir datt een hei net einfach esou den Androck gétt, déi heite Motioun oder déi Ängsichte géife vlächicht ad acta geluecht an esou weider, mee datt mer als Chamber déi Problematik eescht huelen an datt Leit, déi et evidenteweis besser wëssen, och vlächicht déi Fräiheet kréien, et nach besser deenen ze erklären, déi et manner gutt wëssen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. De Moment lafen nach d'Verhandlungen. An ech mengen, et ass ëmmer geféierlech, wann een a Verhandlungen ewell eng Stellungnam hëlt. Et soll een d'Verhandlungen ofwaarden an da soll ee seng Decisioun huelen. Ech mengen, wat wichteg ass an dësem Fall hei, dat ass d'Resultat, dat herno fir de Client erauskënn. Wie bezilt, dat ass eng aner Fro. A wann d'Offert soll vergréissert ginn, da si jo och méi Suen dran. An ech mengen, bei där Motioun hei géife mir eis duerfir elo enthalen, fir ze kucken, wéi et an Zukunft virugeet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldungen. Da ginn ech dem Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Et lafe ganz wuel Verhandlungen. Dofir konnt ee jo och scho verschidden Elementer gëschter Owend an der Pressematdeelung vum der Madamm Ministesch liesen, wéi wann déi schon esou entscheet wäeren. An dat sinn eeben nun emol déi Punkten, dass verschidde Linnen op RGTR wäerten ëmgeschalt ginn. Dat sinn d'Schoulbussen, et sinn awer och verschidde Linnen.

Jo, Här Wolter, Dir hutt sécherlech eng besser Kenntnis als Gemeng, déi mat um Dësch sëtzt fir ze verhandelen. Et ass mir jo och gesot ginn, wat verschidde Prioritéite vum Ärer Gemeng sinn. Zum Beispill wäerten och Linne Richtung Péiteng ewechkommen, anscheinend jo och, well d'Gemeng Käerjeng net onbedéngt wëlles huet, dee Budget ze erhéien, dee se nun emol fir den TICE misst erhéien, duerch den Optrag, deen den TICE krut – Elektrobussen an aner Obligatiounen – vun der viregter Regierung.

Et ass wouer, dass den TICE méi Budget brauch. Mee dee soll e jo elo laut aktuelle Verhandlungen net kréien. An ech mengen net, dass d'Gewerkschaften net wëssen, vu wat se schwätzen, och wann Dir dat hei ënnerstallt hutt. Well genau dat ass d'Informatiounslag vu gëschter, wou d'Gewerkschaft gesot hunn, dass dat doten immens bedenklech ass an dass se och bereet sinn ze streiken, sollt d'Regierung dëse Wee weidergoen. Dofir hätt et der Chamber haut gutt zu Gesiicht gestanen, ze soen, dass den TICE keng Linnen un den RGTR, also u Privater, wäert ofginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Et ass elo weider keng Wuertmeldung do.

Da géing ech dës Motioun och vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 4 Jo-Stëmme, 51 Nee-Stëmme a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 4 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

14. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

Da komme mer zum nächste Punkt. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum der Madamm Welfring fir den Depot vum enger Motioun.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, genee virun enger Woch, just een Dag nodeems déi belsch Regierung sech opgestallt huet, huet si hir Positioun zur Entwécklung vun der Atomenergie an hirem Land verëffentlecht. Dem Här De Wever seng Regierung wëllt dës Energieform an Zukunft massiv ausbauen a bréngt domadder net nëmmen eng direkt akut Gefor fir eist Land mat sech, schon eleng wéinst der Verlängerung vum Site vum Reakter Tihange 3, mee och fir d'Sécherheet an d'Onofhängegkeet vun der europäescher Energieversuergung.

Och ronderëm de Site Cattenom komme bei eise franséischen Noperen ëmmer nees Froen op iwwert d'Verlängerung vum aktuelle Kraaftwierk oder souguer iwwert de méigleche Bau vum engem neie Reakter op oder nieft dësem Site.

Aus dëse Grënn deposéieren ech am Numm vum déi gréng, mee och mat der Ënnerstëtzung vum déi Lénk, de Piraten an der LSAP – wannechgelift – ...

Motion

« relative aux nouvelles orientations du Gouvernement belge en matière de l'énergie nucléaire »

La Chambre des Députés,

– considérant que le Luxembourg mène, depuis des décennies, une politique résolument anti-nucléaire, dénonçant une technologie obsolète, coûteuse, non renouvelable et génératrice de déchets dangereux ;

– considérant dans ce contexte les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1^{er} février 2012, du 27 mars 2012, du 19 janvier

2016, du 26 mai 2020, du 8 décembre 2021 et du 16 mai 2024 au sujet du nucléaire ;

– vu l'accord de coalition 2023-2028 et la promesse du Gouvernement à « intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange de Doel » ;

– prenant acte de la décision récente du Premier ministre belge Bart De Wever de prolonger la durée de vie des réacteurs Doel 4 et Tihange 3 de 20 ans au lieu de 10, étendant ainsi leur durée d'exploitation bien au-delà des prévisions établies à ce jour ;

– constatant que les « mesures phares » du parti belge Mouvement Réformateur incluent non seulement la prolongation des réacteurs existants (4GW), mais aussi la construction de nouveaux réacteurs (4GW), augmentant ainsi significativement la puissance totale du parc nucléaire belge ;

– rappelant la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986, qui a démontré qu'un accident grave peut avoir des répercussions bien au-delà des frontières, affectant des pays aussi éloignés que le Luxembourg, situé à 1.700 km du site ;

– soulignant qu'un accident nucléaire à proximité du Luxembourg entraînerait des conséquences désastreuses pour la population et menacerait l'existence même de notre pays,

invite le Gouvernement à

– s'opposer fermement auprès des autorités belges, en particulier auprès du Premier ministre Bart De Wever, à toute prolongation de la durée de vie notamment du réacteur Tihange 3, situé à proximité de nos frontières et présentant un risque pour notre souveraineté ;

– informer la Chambre des Députés des démarches prévues par le Gouvernement pour contester cette prolongation ;

– s'opposer catégoriquement à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires à proximité du Grand-Duché ;

– suivre la situation en France, notamment le projet d'Électricité de France visant à prolonger de 20 ans la durée de vie de la centrale de Cattenom, et à exprimer aux autorités françaises l'opposition du Grand-Duché à toute prolongation de cette installation.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | ... eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, sech, esou wéi et iwwregens am Regierungssaccord steet, bei eise franséschen a belschen Noperen derfir anzesetzen, d'Atomzentrale Cattenom an och Tihange an Doel zouzemaachen.

Et ass gewosst, dass dës Regierung oft seet, dass si net gären anere Länner, ech zitélieren, „Lektouneen erdeelt“. Doréms geet et awer haut net. Wat hei um Spill steet, ass net nëmmen d'Sécherheet, voire d'Iwwerliewe vun eisen Awunner hei am Land am Fall vun engem Accident, mee och am Reegelfall halen déi negativ Impakter vun Atomkraaft net op de Landesgrenzen op. Een, dee sech mam rezenten Avis vun der franséischer Cour des comptes auserneegesat huet, dee weess, dass et an dëser Saach och ëm d'Wirtschaftlechkeet vun der europäescher Energieversuergung geet.

D'Erferungen aus deene leschte Jore weisen och kloer, dass fir d'Planung an de Bau vun neien Atomkraftwierker vill Joerzénge gebraucht ginn. D'Energietransitioun verlaangt awer, dass mer bis 2030, also a knappe fënnef Joer, net nëmmen eis Energieeffizienz, mee och eis Versuergungssécherheet a

souguer eis Kompetitivitéit verstärken. Et kéint een nach ganz vill aner Grënn hei opléischen, mee eleng dës Diskrepanz vun Timing weist schon, dass den Ausbau vun der Atomkraaft eng Feelinvestitioun ass.

Här President, wat hei am Mëttelpunkt steet, oder wat verlaangt ass, ass d'Kohärenz vun eiser Politick hei am Land an och an Europa, d'Verantwortung, déi mer hunn, allegueren, vis-à-vis vun eisen Awunner an deene kommende Generatiounen an, op gutt Lëtzebuergesch gesot, Leadership, och vun eiser Regierung, an dëser Saach.

Mir zielen op Är Ënnerstëtzung fir dës Motioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

15. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la santé mentale des mineurs

Da géife mer zur Heure d'actualité kommen, enger Heure d'actualité iwwert d'mental Gesondheet vu Mannerjärege, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen: D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi verschidde Fraktiounen hunn der 5 an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Barbara Agostino, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleegen, heiansdo ass engem einfach alles ze vill. Da ginn engem esou vill Saachen duerch de Kapp. Da maachen engem vläicht perséinlech Problemer Suergen. Dobäi komme Krisen a Kricher, eng international Lag, déi een un der Mënschheet zweifele léisst. Dat ass fir munch Erwuesenen ze vill. Am beschte Fall mierke mer da selwer, dass mer eng Paus brauchen. Am schlechteste Fall friesse mer eis Suergen an eis eran, schwätze mat kengem, schlofen net, iessen net a ginn ëmmer méi depressiv.

Et ass fir kee vun eis einfach, op seng mental Gesondheet opzepassen. A fir Kanner a Jonker, deenen hiert Gehier nach matten an der Entwécklung ass, ass et natierlech nach vill méi schwéier. Wann et Kanner a Jonker mental net gutt geet, da kënnen se dacks net ausdrécken, wat ass, mee se ginn onroueg, se kënnen sech net méi konzentréieren a jee no Alter fänke se un ze jätzen, ze kräischen, souguer ze bäissen an ze schloen, oder se zéie sech am Géigendeel komplett zréck a gi ganz roueg.

An esou Fall gëtt de Schoulalldag ganz oft zu enger Erausforderung fir déi betraffe Kanner a Jugendlech, och fir d'Enseignanten, déi net ëmmer wëssen, wéi se hëllef kéinten.

Wann de Kapp voll ass mat Gefiller wéi Stress, Angscht oder Trauer, dann ass einfach keng Plaz méi fir Mathé oder Franséisch, da sinn d'Ufuerderunge vun Schoulalldag einfach ze vill. Et ass duerfir essentiel, datt d'Politick de Kanner a Jugendlechen an der Schoul e Kader garantéiert, an deem se eescht geholl ginn an Hëllef kréien, wa se Hëllef brauchen. Dee Kader ass haut net gutt genuch.

An dobäi schwätzen d'Zuelen eng ëmmer méi däitlech Sprooch: Vile Kanner am Land geet et net gutt. Sief

et d'HBS-C-Etüd, sief et de leschten alarmante Rapport vun OKaju, sief et dem Observatoire fir d'Schoulqualitéit seng rezent Publikatioun iwwert de Bien-être an der Schoul, iwwerall gëtt däitlech, dass vill – ze vill – Kanner a Jonker ze kämpfen hunn, datt hir mental Gesondheet net gutt ass.

„Mir si leider eng traureg Generatioun mat gléckleche Biller“, sot ee vun OKaju senge Young Advisers hei an der Chamber. Ech mengen, Dir hutt et héieren.

Eis Kanner a Jonker am Land kämpfe mat Aarmut, mat Migratiounshannergrënn, spezifesch Besoinen an Diskriminéierungen. Si liewen an enger Welt vun onendlech villen Informatiounen an domat och onendlech ville schlechten Noorichten, si si konfrontéiert mat Zukunftsängschten duerch Kricher an Ëmweltkrisen an erliewen natierlech och de ganzen Alldagsstress mat eventuell enger Scheedung doheem, Mobbing, Frëndschaften, déi an d'Bréch ginn, an natierlech Schoulstress. Dat ass net einfach.

Weltwäit sinn d'Fäll vun Angschtzustänn an Depressiounen säit Covid ëm 25 % an d'Luucht gaang – a mir hu jo scho och virun der Pandemie iwwert dës Problemer geschwat, well do gouf et se jo och schon.

Zu Lëtzebuerg ass een Drëttel vun de Kanner laut dem neie Bericht vum Observatoire aus de Centres de compétences all Dag oder puermol an der Woch staark gestresst a schlecht drop. 64 % vun de 16-järege Meedercher leiden ënnert dem schoulechen Drock. Ronn d'Hallschent vun de Schülerinnen a Schüler am Lycée fille sech do net gutt. 50 % soen och, si géife fir hir Efforten an der Schoul ni eng Belounung oder eng Wäertschätzung kréien.

All déi rezent Berichter iwwer d'Theema vun der mentaler Gesondheet maachen also de selwechte Constat: Mir negligéieren déi mental Gesondheet vun deene Jonken nach ëmmer! An dat och an der Schoul an am Beräich vun der nonformaler Bildung. Et ass awer do, wou d'Kanner an déi Jonk immens vill Zäit verbréngen, wou Preventioun ka stattfannen, wou éischt Alarmzeeche kënnen erkannt ginn, fir dass et eeben net ëmmer méi schlëmm gëtt fir dat eenzelt Kand an och fir eis ganz Gesellschaft.

Natierlech ass déi mental Gesondheet och e Sujet vun der Gesondheetspolitik, mee wann ee vu Preventioun an Encadrement schwätzt an och wann et ëm Éischt Hëllef a Krisemomenter geet, dann ass de Bildungssecteur awer vun zentraler Bedeitung, an déi lescht Etüd vum Observatoire weist jo och ganz kloer, datt d'Prise en charge an de Schoule besser muss an awer och besser ka ginn. D'Hallschent vun de befochten Elteren aus der Etüd soen, dass d'Enseignanté vun hire Kanner aus dem Cycle 1 an 2 net op d'Kanner géifen agoen, wa se eng schwéier Zäit hätten. Dat ass natierlech eng Fro vun Zäit a Ressourcen, awer och vu Fingerspëtzegefill a vu Formatioun.

Bei Wäitem net all Enseignant huet awer spezifesch Formatiounen iwwert de Sujet vun der mentaler Gesondheet gemaach. An der Ausbildung zum Bachelor zum Beispill ass dat kaum en Thema.

Dofir ass awer d'Gefor vu mentale Problemer beim Léierpersonal selwer e groust Thema, Stéchwuert: Burnout. Wa 75 % vun den Enseignanté soen, datt se all Dag oder e puer Deeg an der Woch midd sinn, erschöpft, dann dierf een dat net ignoréieren. Dofir brauche mer Aarbechtskonditiounen fir Enseignanten an Educateuren, déi et iwwerhaupt méiglech maachen, dass se och kënnen op d'Kanner agoen. Well fir si zielt natierlech genau dat selwecht wéi fir d'Kanner och: Wann de Kapp voll ass mat Stress a Middegkeet, dann ass wéineg Plaz fir Opmierksamkeet an Empathie, mat alle Konsequenze fir de Schoulalldag.

Här President, 2023 hunn 10 % vun den Enseignant- en am Lycée d'Formation als Secouriste fir d'éischt Hëllef am Beräich vun der mentaler Gesondheet gemaach, déi jo um IFEN uegebuede gouf. Dat war e ganz gudden Ufank, mee laangfristeg misst d'Zil jo natierlech sinn, dass all Enseignant dës Formation huet.

Den IFEN bitt och Formation-continuë wéi zum Beispill den „Handwerkskoffer der Achtsamkeit“ un. Mee d'Fro ass natierlech ëmmer: Wéi vill Leit profitéieren eigentlech vun där Offer a profitéieren déi, déi et am dréngendsten néideg hunn, och dovunner och schreiwe sech just déi an, déi souwisou schonn am Thema dra sinn? Hei muss een awer ganz kloer dorüwer nodenken, wéi eng Formationen d'office fir jidderee sollte virgesi sinn. Ech weess, dass de Minister ëmmer seet, et géif näischt bréngen, wann een een zu eppes forcéiert, mee d'mental Gesondheet vun deene Jonke ass hei awer e Punkt, deen an der Formation vun engem Enseignant eigentlech eng Haaptroll misst spillen.

Et ass wichteg, spezialiséiert Servicer hunn, wéi zum Beispill de SePAS, mee et ass awer leider och e Fakt, datt déi Jonk dacks iwverhaapt net wëlle vun deem Service do profitéieren, well se eebe staark stigmatiséiert ginn an iwverhaapt guer net dru gleewen, datt se do wierklech sollte gehollef kréien. Dofir probéiere se et iwverhaapt mol net. Dat hu mer scho ganz dacks och am Kader vum Jugendkonvent héieren an och aus dem Rapport vum Observatoire geet ervir, datt déi Jonk vun alle méigleche Bewältegungsstrategie während der Pandemie de SePAS am mannste genotzt hunn. Allgemeng siche se vu sech aus wéineg de Kontakt zu engem Erwuessenen.

Dat weist och ganz kloer, datt een an der Schoul an am nonformale Bildungsberäich net dierf waarden, bis d'Kanner an déi Jonk de Schrëtt maachen a mat engem Problem bei ee kommen, mee dass ee muss op si zougoen. Dat hu mer hei schonn x-mol beschwat. Dat geet am beschten, wann esou vill Leit wéi méiglech dofir ausgebilt sinn, Problemer och ze erkennen an unzschwätzen.

Dofir wier et an eisen Ae sënnavoll, d'Iddi vun den Tueteuren, déi et jo plazeweis scho gétt, ze verdéiwen an à terme ze generaliséieren. En Enseignant, deen Zäit huet fir seng Schüler, seng Schüler versteet, op se ageet, eng Bindung zu hinnen opbaut, kritt op d'Fro, wéi et engem Jonken da wierklech geet, schliisslech vill méi séier och eng éierlech Äntwert.

Mir fuerderen als LSAP och scho ganz laang eng reegelméisseg Presenz vun engem Psycholog an der Grondschoul, zum Beispill a Kombinatioun mat der annueller Visitt vum Schouldokter – elo, wou d'Schoulmedezinn soll reforméiert ginn, wier den optimale Moment, déi zwou Saache mateneen ze verbannen –, an à long terme eng Ekipp aus Educateuren, Infirmiëren a Psychologen, déi an all Schoul ginn, an net just bei Besoin, wa se geruff ginn, mee d'office an all Schoul ginn.

D'Hëllef muss bei d'Kanner kommen an net ëmgedréit. Dofir ass et och wichteg, déi Jonk do ze erreechen, wou se sinn, an dat ass natierlech online. Den Internet bitt vill Informatiounen an engem anonymen Kader. Kee Wonner, datt vill Jonker sech hei als Eischt no Hëllef ëmkucken. Leider kann een do natierlech awer och egal wat gesot kréien, dufferir sollte mir deene Jonken aus all de Lycéien Onlinealternative bidden a Form vu Méiglecheete vun E-Consultatiounen, zum Beispill beim Schoulpsycholog, oder Gesprécher mam SePAS, awer an engem anonymen Chat.

An da muss een de Kanner a Jugendlechen natierlech och bäibréngen, wéi se sech selwer kënnen ëm hir mental Gesondheet këmmere, bei wéi enge

Symptomer se sollen Hëllef siche goen a wou se déi kënne kréien. Hei kommen d'Stéchwierder Sensibiliséierung an Achtsamkeit an d'Spill, wou et jo drëms geet, drop opzepasst, wéi et engem a wéi enge Situatiounen geet, an och seng Gefiller a Besoinen eescht ze huelen. Dat kënnen och scho Programmer si fir Kanner an der Primärschoul. Altersgerecht ass dat guer kee Problem.

A Groussbritannien zum Beispill ass e Cours iwver d'mental Gesondheet feste Bestanddeel vum Schoulprogramm. Enseignant an Schüler profitéieren dovunner. Kanada a Neuseeland hu Wellbeing als Bildungszil an hirem Schoulsystem festgehal. Siwen europäesch Länner hunn de Programm PROMEHS iwverholl, e Programm, fir d'Resilienz vun de Kanner ze férdere a mentale Problemer virzebeugen. De Programm weist gutt Resultater. Huet Lëtzebuerg net wëlles, vläicht do matzemaachen?

Här President, de Kontakt zu Kolleegen, zu Jonken, déi plus ou moins am selwechten Alter sinn, ass fir Kanner a Jonker eng ganz essentiel Strategie. Ouni Zweifel wiere Programmer sënnavoll, wou Schüler Schüler hëlfe, wou zum Beispill Jonker vum Cycle supérieur sech ëm Schüler aus dem Cycle inférieur këmmere, well verschidde Saache vertraut e Jugendlechen einfach engem anere Jugendleche léiwer u wéi engem Erwuessenen. Dat ass natierlech keen Ersatz fir eng Prise en charge. Eis geet et drëm, datt mer eng richteg Responsabilitéitsgemeinschaft ronderëm d'Schülerinnen a Schüler opbauen, wou jiddereen, dee mat hinnen a Kontakt ass, opmierksam ass an och accessibel ass a wou Informatiounen tëscht de Professionellen och kënnen ausgetosch ginn, wann et zum Wuel vum Kand ass, respektiv bei klenger Kanner, wann d'Elteren domadder d'accord sinn. Den OKaju huet x-mol op d'Vernetzung vun de Servicer higewisen.

E Kand, dat eppes Traumatesches erlieft huet, soll jo net selwer all Joffer oder all Proff op en Neits mussen dovunner erzielen, fir datt den Enseignant dann iwverhaapt mol Bescheed weess an och da jo eréischt kann op d'Kand agoen. Dat ass einfach keng gutt Method.

Här President, den OKaju huet et onmëssverständlech gesot a geschriwwen: Mir müssen endlech all déi Servicer, déi mer hunn, vernetzen, ausbauen an déi Jonk selwer an och hir Famillie stärke. Mir mussen Raim schafen, wou an der Schoul mat de Kanner an de Jonken op engem perséinlechen Niveau geschwat gétt. Mir müssen eis besonnesch ëm Kanner mat spezifesch Besoinen a Kanner aus benodeelegte Verhältnissen këmmere. A fir all dat ze erreechen, brauche mer natierlech eng gutt Datelag an en entspreichende Monitoring, fir ze wëssen, wéi eng Mësuren tatsächlech wirken.

Dat gesot, wëll ech also nach zwou Motiounen areeche, Här President, déi nach eng kéier déi wichteg Punkten hei resüméieren, eemol a punkto Preventioun an eemol a punkto Prise en charge.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– relevant que le bien-être physique et mental des jeunes doit être une priorité en matière de santé publique et de politique éducative ;

– soulignant les initiatives déjà mises en œuvre par l'ensemble du personnel enseignant et éducatif pour garantir le bien-être et le droit à l'éducation des enfants et des jeunes ;

– considérant les dernières publications de l'OMS dans le cadre de l'étude Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) sur la santé des enfants et des adolescents ;

– considérant les témoignages et recommandations des rapports annuels des années 2023 et 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) ;

– considérant le récent rapport thématique sur le bien-être en milieu scolaire de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ;

– rappelant les doléances des jeunes mises en avant lors du Jugendkonvent 2023 ;

– rappelant la motion n° 3686 adoptée par la Chambre des Députés le 1^{er} décembre 2021 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à implémenter au sein de l'enseignement fondamental une stratégie globale liée au sujet de la santé mentale qui prévoit l'intervention régulière de psychologues au sein des écoles afin d'établir un contact avec les enseignants et les élèves pour les soutenir en cas de besoin et coordonner les échanges, notamment dans le cadre de la médecine scolaire », « à développer une stratégie au sein des écoles visant à briser les tabous autour de la santé mentale des plus jeunes » et « à rendre une place prépondérante à la santé mentale au sein de l'enseignement » ;

– soulignant qu'il est impératif d'intervenir rapidement et de manière adéquate en cas de problèmes de santé mentale, dans la mesure où une prise en charge précoce permet de réduire considérablement les répercussions à long terme sur le bien-être de l'individu,

invite le Gouvernement à

– allouer davantage de ressources à des dispositifs visant à renforcer les mécanismes de détection et de prise en charge en matière de santé mentale, tant dans l'éducation formelle que non formelle ;

– élargir et intensifier l'offre de formations en premiers secours en santé mentale (PSSM/PSSM-Y), destinées à tous les adultes engagés dans les différents environnements où les enfants grandissent, afin de leur fournir les compétences nécessaires pour faire face aux problématiques liées à la santé mentale ;

– profiter des opportunités offertes par la numérisation afin de proposer aux jeunes des espaces d'échange en ligne avec les professionnels du Service psycho-social et de l'accompagnement scolaire (veuillez lire: Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) ;

– promouvoir la création d'une véritable « communauté de responsabilité partagée » (Responsabilité partagée) autour des élèves en renforçant la collaboration entre les différents acteurs impliqués.

(s.) Francine Closener.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– relevant que le bien-être physique et mental des jeunes doit être une priorité en matière de santé publique et de politique éducative ;

– soulignant les initiatives déjà mises en œuvre par l'ensemble du personnel enseignant et éducatif pour garantir le bien-être et le droit à l'éducation des enfants et des jeunes ;

– considérant les dernières publications de l'OMS dans le cadre de l'étude Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) sur la santé des enfants et des adolescents ;

– considérant les témoignages et recommandations des rapports annuels des années 2023 et 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) ;

– considérant le récent rapport thématique sur le bien-être en milieu scolaire de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ;

– rappelant les doléances des jeunes mises en avant lors du Jugendkonvent 2023 ;

– *rappelant la motion n° 3907 adoptée par la Chambre des Députés le 16 juin 2022 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à développer et à intensifier la formation du personnel enseignant et éducatif en matière de détection et de gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale » ;*

– *rappelant la motion n° 3398, adoptée par la Chambre des Députés le 21 janvier 2021 et invitant le Gouvernement, entre autres, « à développer voire intensifier la formation initiale du personnel enseignant et éducatif en ce qui concerne la prévention de la violence physique et mentale dans les domaines de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse ainsi que la détection et la gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale (dépressions, suicide, etc.) » et « à intensifier les formations continues en la matière pour les professionnels de l'éducation formelle et non formelle » ;*

– *soulignant que la prévention en santé mentale revêt une importance capitale, dans la mesure où elle permet de diminuer le risque de développer des troubles psychologiques graves, d'améliorer le bien-être général et de favoriser une gestion plus efficace du stress,*

invite le Gouvernement à

– *allouer davantage de ressources à des dispositifs visant à renforcer les actions préventives en matière de santé mentale, tant dans l'éducation formelle que non formelle ;*

– *adopter une approche globale de la santé scolaire, qui inclut de manière systématique la dimension de la santé mentale et du bien-être des élèves ;*

– *repenser les politiques d'inclusion afin de véritablement garantir le droit à l'éducation inclusive pour les enfants et jeunes présentant des besoins spécifiques ;*

– *débatouiser les thèmes LGBTIQ+ dans les contenus scolaires ;*

– *replanifier de manière plus ciblée la répartition du contingent en fonction de l'indice social au sein des communes, afin que les écoles accueillent un plus grand nombre d'élèves issus de milieux défavorisés se voient systématiquement allouer davantage de ressources dans le cadre d'un concept pédagogique ;*

– *promouvoir la sensibilisation des enfants à l'égard de leur santé mentale et à mettre en place des actions spécifiques pour renforcer les compétences psychosociales des élèves, afin de les soutenir dans leur développement personnel et social ;*

– *concevoir un baromètre du bien-être scolaire adapté au contexte luxembourgeois et à développer un monitoring dans le domaine de la santé mentale des mineurs favorisant le recueil de données solides et holistiques dans le but d'évaluer et d'orienter l'action politique.*

(s.) Francine Closener.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Madamm Closener.

Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'psychesch Gesondheet vun eise Kanner a Jonken ass definitiv keng Randfro, mee eng politesch Prioritéit. Dofir wëll ech der honorabeler Deputéierter Francine Closener derfir Merci soen, datt si dës Heure d'actualité hei an d'Chamber bruecht huet.

D'Zuele schwätze fir sech: Eng rezent Etüd seet, dass ronn all fënnefte Schüler engem héije Risiko fir Depressioun ausgesetzt ass. Mee wat heescht dat konkret? Fir d'mental Gesondheet besser ze begräifen, mussen mir léieren, méi dekomplexéiert un d'Saach

erunzegoen. Eng Depressioun ass net einfach eng Etikett, déi een engem anere kann oppechen, an och kee Moment vu Middegkeet oder vun Trauer. Si ass eng klinesch unerkannt Krankheet, déi ee seriö huelen a meeschtens mat enger Therapie behandelte muss.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et ass eng komplex Akkumulatioun vu verschiddene Symptomer ewéi Schlofproblemer, Verloscht u Freed oder Interessi, Verännerungen am Appetit oder Gewiicht, Verloscht un Energie, Gefiller vu Wäertlosegkeet oder onpassend Schuldgefiller et cetera, et cetera an et cetera.

Dës Symptomer variéiere vu Mënsch zu Mënsch a mussen klinesch evaluéiert ginn. Jidderee ka betraff sinn. A mir mussen all Depressioun vill méi séier kënnen detektéieren, well grav Depressioun kënnen leider zu fatale Suite féieren, wéi zum Beispill dem Suicide. D'Depressioun ass keng Schwächt. Si ass eng Gesondheetsfro, déi eis all ugeet. An dat ass just ee Beispill vun enger psychescher Krankheet.

Dofir mussen mir d'Preventioun an de Schoulen ugoen, fir Jonker staark ze maachen an der fréier Erkennung vun hiren eegene psychesche Symptomer. Well vill psychesch Problemer a Symptomer ginn ze spéit erkannt. Dofir ass et wichteg, méi op Preventioun a Sensibilisatioun ze setzen, an dat vun Ufank un, jo, vu ganz Fréiem un.

D'Fuerschung weist nämlech, dass déi éischt 1000 Deeg entscheidend fir déi emotional, kognitiv, kierperlech a relationell Entwécklung vun engem Mënsch sinn, déi spéider groussen Afloss op d'mental Gesondheet, d'Verhalen an d'Fäegkeet, mat Stress ëmzegoen, huet. Mam neie Jugendschutzgesetz wäerte mir e méi staarken Fokus op d'fréi Kandheet kënnen leeë mat méi preventive Servicer ronderëm Kanner a Familjen.

An der Schoul mussen mir de rezente Cri d'alarme vum Personal eescht huelen. Et geet hei awer net drëm, all Enseignant zum Psycholog ze maachen, mee sécherstellen, datt d'Schoulpersonal d'Moyene kritt a Form vu Guidelines zum Beispill vum Ministère, fir fréi Warnsignaler ze erkennen.

Et gëtt Kanner, déi ëmmer méi Verhalensopfällgekeete weisen, well se Bindungsstéierungen hunn. Do kënnen mir net vun enger Enseignante oder vun engem Enseignant verlaangen, dass si alles iwwerhuelen. Mir brauche méi innovativ Offeren, déi mir zesumme mat den Acteure vun der Santé denke mussen, fir dass mir eng integrativ an interdisziplinär Approche opbaue kënnen. Mir denken hei un nei Servicer an Offeren, déi mir mat der Kanner- a Jugendpsychiatrie a mam soziale Secteur sollten opbauen, fir deene Kanner dat unzebidden, wat se brauchen.

Dëst ka geléngen duerch eng besser Ressourcéverbinding amplaz vu méi Ressourcen, well mir hu vill Servicer, mir hu vill Offeren, mee dacks si se net genuch bekannt an net mateneen ofgestëmmt. Verstitt mech net falsch: D'Leit, déi an dës Strukture schaffen, maachen en exzellenten Job, mee heiansdo gesi mir, datt d'Kommunikatioun tëscht de verschiddene Servicer a Professionellen net optimal ass. Ressourcen, déi mir hunn, mussen mir zesummebréngen.

Hei ass et wichteg, datt bei esou Fäll d'Kanner eng zentral Referenzpersoun hunn, déi d'Famill begleet an den Dossier koordinéiert a suivéiert, soudass all dës Prise-en-charge besser mateneen ofgestëmmt ginn, ganz am Sënn vun engem Casemanager.

Beim Office national de l'enfance gëtt et schoonn de Coordinateur de projet d'intervention, och CPI genannt, deen d'Koordinatioun vum Hëllefsoftrag iwwerhëlt a sech mat de wichtegsten Acteure vum Dossier austauscht.

E weidere Punkt ass d'Accessibilitéit vun der Hëllef. Wann e Jonken d'Trapen eroffält, sech de Fous verstaucht a deen owes geschwollen a blo ass, weess e meeschtens: „A, ech muss den nächsten Dag bei den Dokter a muss warscheinlech eng Röntge gemaach kréien.“ Wann e Jonken awer depressiv ass, weess deen dacks net richtig, wat dat iwwerhaupt ass a mat wem a wou hien driwwer schwätze kann. Dofir misst een all déi Hëllefsmoosch méi verständlech a visibel maachen, wou Elteren a Jonker séier Informatiounen kréien, ob digital oder duerch méi Sensibilisatiounscampagnen an de Schoulen.

D'Nofro no psychologescher Hëllef ass an de leschte Joren däitlech geklommen, an dat féiert leider zu laangen an oft alarmante Waardezäiten. Dofir mussen mir verschidde Mesüree parallel ugoen: Eng besser a méi séier Detektioun muss zu méi schnellen Interventiounen féieren. Mee wann d'Hëllef ze spéit kënn, well een e puer Méint waarde muss, kënnen d'Konsequenzen grav sinn. Dofir ass et essentiel, datt mir d'Zuel vu spezialiséierten Psychotherapeuten an Offeren erhéien.

Här President, d'psychesch Gesondheet vun eise Kanner geet eis all eppes un. All Kand verdéngt d'Chance, sech a Sécherheet a mat der néideger Ënnerstützung ze entwéckelen. Dat bedeit eng staark Preventioun, eng fréi Erkennung vu Problemer an e séieren, einfachen Zougang zu Hëllef. D'Strukturen a Servicer, déi mer hunn, mussen mer nach besser vernetzen. D'psychesch Gesondheet ass net nëmmen eng individuell Fro, mee eng gesellschaftlech Verantwortung. Eng Generatioun vu Jonken, déi mental stabil ass, ass d'Basis fir eng staark a resilient Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoos, Här Marques. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, wollt ech awer och der honorabeler Deputéierter Francine Closener derfir Merci soen, datt mir d'Geleeënheet hunn, iwwert d'mental Gesondheet vun de Mannerjäregen ze schwätzen.

Här President, ech hat awer och eng perséinlech Demande. Nieft menger hedonistescher Säit hunn ech awer och eng zimmlech grouss altruistesche Säit. An ech maache mir richtig Gedanken ëm déi mental Gesondheet vu verschiddenen Deputéierten, notament engem Deputéierten.

(Hilarité)

Doropshi proposéieren ech, eng Etüd iwwert d'mental Gesondheet vun den Deputéierten ze maachen. Et ass ni ze spéit, verschidden Traumaen ze erkennen an opzeschaffen.

Mee komme mer zrëck op d'Demande vun der Madamm Closener. Ech war déi lescht Deeg am Montenegro, fir eis Dammennationalekippen am Basket ze ënnerstëtzen. Eng Saach ass dobäi ganz kloer ginn: Net nëmmen am Alldag, mee besonnesch am Sport spillt eng staark mental Gesondheet eng entscheidend Roll. Si gëtt eise Kanner a Jugendlechen déi néideg Stabilitéit an d'Gläichgewiicht, fir mat Belaaschtungen a Stress ëmzegoen. Wéi ee sech mental spiert, huet net nëmmen en enormen Afloss op d'sportlech an d'schoulesch Leeschtung, mee op all Beräich vun eisem Liewen.

Den Health-Behaviour-in-School-aged-Children-Rapport vun der Uni Lëtzebuerg vun 2022 huet d'mental Gesondheet an d'Wuelbefanne vun ongeféier 8.000 Schüler tëschent 11 an 18 Joer analyséiert.

D'Resultater si besuergniserreegend: Nëmmen 28 % vun de Jonken hunn eng héich Liewenszeffriddenheet, an dës geet mat der Zäit erof, besonnesch bei de Meedercher a Kanner aus mannerbemëttelte Familien. Donieft huet bal e Véierel vun de Lycéesschüler uginn, am leschte Joer Suicidegedanke gehat ze hunn. Dat bedeit, datt an enger Klass vun 20 Schüler 5 vun hinne mat esou Gedanken ze kämpfen hunn.

Dës Zuele sinn alarméierend an ënnersträchen d'Noutwendegkeet, eis Efforten an deem Beräich ze verstärken. Besonnesch d'Ënnerscheeder tëschent de Geschlechter si markant. Zweekmol méi Meedercher wéi Jonge si vun Depressiounen an Angschtstéierung betraff. Am Ganze leide ronn 4 bis 5 % vun de Meedercher un Depressiounen a ronn 10 % un Angschtstéierungen. Bei de Jonge si béid Zuelen ëm d'Hallschent méi kleng.

Eng weider Erkenntnis ass, datt d'Selbstwierksamkeet, also d'Vertrauen an déi eege Fäegkeeten, bei de Jongen allgemeng méi héich ass. Tiens! Bei de Meedercher fällt se besonnesch mat 13 Joer drastesch, éier se sech spéider nees stabiliséiert.

Dës mental Problemer sinn net zoufälleg entstanden. Si sinn d'Resultat vu verschiddene Facteuren, dorënner dem konstante mentale Stress, deen déi jonk hautdesdaags duerch déi digital Welt erliewen: onsécher an onreguléiert a virun allem omnipresent. Déi digital Ëmwelt beaflosst d'Schüler, besonnesch d'Meedercher, déi dacks eegen Inhalter deelen a sech dem Drock vun de soziale Meedien an der Resonanz vun hire Follower aussetzen.

Grad mat de Méiglechkeeten, déi d'KI an d'Bildbeaarbechtung hautzudaags bidden, ass et bal onméiglech, bei esou engem Verglach matzehalen. D'Angscht viru Bewäertung, d'Suerg, net genuch Likes ze kréien, an de konstante Verglach mat anere sinn d'Elementer, déi d'Selbstwäertgefill vu ville Jonken negativ beaflossen.

Duerfir ass et wichteg, d'Schüler ze encouragéieren, sech och emol vun der digitaler Welt ze distanzéieren. Genee hei setzt dem Educationminister Claude Meisch seng Initiativ Screen-Life-Balance un, déi am Fréijoer an de Schoulen ëmgesat wäert ginn. D'Iddi hannert dëser Initiativ ass et, de Jonken eng Paus vun der permanenter Internetberieselung ze erméiglechen an hinne ze weisen, datt sozial Interaktiounen och am richtege Liewe wichteg sinn. D'Schoul muss eng Plaz bleiwen net nëmme fir hir kierperlech, mee och fir hir mental Gesondheet, eng Plaz, wou d'Schüler sech mateneen austauschen, sech an enger gesonder Konkurrenz moosse kënnen, léiwer um Sportsterrain wéi op soziale Meedien. Et ass och e Raum, an deem geléiert muss ginn, wéi ee mat Stress an Emotiounen ëmgeet an datt et keen Tabu sollt sinn, sech schlecht ze fillen an no Hëllef ze froen.

Mee wou kritt een Hëllef, wann ee se brauch? D'Elteren an d'Enseignanten hunn eng Schlësselroll, well si als Vertrauenspersounen kënnen intervenéieren, wa si gesinn, datt e Kand sech verännert.

Fir méi spezialiséiert Hëllef stinn de Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires, CePAS, an de SPOS zur Verfügung, souwéi Servicer wéi d'Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale oder Plattformen ewéi prevention-depression.lu a findahelpline.com.

D'HBSC-Etüd recommandéiert, déi existent mental Gesondheitsprogrammer weider auszebauen an un d'Besoinen vun de Schüler unzepassen. Et ass entscheidend, net nëmme déi geschlechterspezifesch Ënnerscheeder, mee och déi sozial a familiär Aflëss ze berécksiichtegen.

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt dës Virschléi an engagéiert sech och weiderhin dofir, d'mental Gesondheet vun eise Jonken als Prioritéit ze

behandelen. Mir hunn als Gesellschaft d'Verantwortung, déi Jéngst a Vulnerabelst opzefänken a si mat de richtege Mëttelen ze begleeden, fir datt si sech gesond a gestärkt an d'Zukunft beweegen kënnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Agostino. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass wichteg, dass mer hei an der Chamber reegelméisseg an oft déi Problemer uschwätzen, déi mer haut uschwätzen, dat heescht d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jugendlechen, wéi et hei am Land ass, an och, wéi dat scho gesot ginn ass, wéi et hei am Land ëmmer méi erfrogeet.

An et kann ee sech allgemeng d'Fro eebe stellen: Si mer hei am Land och eng kannerfrëndlech, si mer eng jugendfrëndlech, si mer eng familijfrëndlech Gesellschaft? A wéi huet dës Gesellschaft evoluéiert? Mir hunn elo och iwwer psychologesch Betreierung, psychiatresch Betreierung an esou weider héieren. Alles dat ass natierlech wichteg an et ass natierlech och wichteg, dass dat an de Schoulen ugebuede gëtt, och wann d'Angebot natierlech net ëmmer – an dat ass och richtig – esou ugeholl gëtt vun de Jonken, aus verschiddene Grënn, déi dann zum Deel och novollzëibar sinn oder manner novollzëibar sinn. Mee de Fakt ass eebe deen, deen en ass.

Wichtig ass et fir eis, dass mer deene Jonken haut Zouversicht ginn. Dat heescht, et sinn ëmmer Ängschte ginn. Haut gëtt et Ängschten, et sinn och fréier Ängschte ginn, vläicht Ängschte virun engem Atomkriich an esou weider. Et sinn ëmmer Ängschte ginn, mee et ass ganz wichteg, dass mer déi Ängschten net ze vill staark op déi Jonk iwwerdroen an dass mer hinne eng positiv Visioun vun der Zukunft erlaben!

Dann, den zweete Punkt, dee mer ganz wichteg ass, dat ass d'Fro vun der Sécherheet. Mir mussen an all Situatiounen de Jonken, de Kanner Sécherheet garantéieren. Dat ass natierlech doheem. Dat ass an der Schoul. Dat ass och dobaussen. Och do gesi mer eng Entwécklung, déi leider negativ ass, well mir hu festgestallt, dass iwwert déi lescht 20 Joer d'Gewalt, an och d'Gewalt eebe grad bei Jonke géint Jonker, staark an d'Luucht gaangen ass.

Jonker brauche Sécherheet. Jonker brauchen och Perspektiven, eng Perspektiv, wou ee gesäit, wéi ee seng Zukunft wëll opbauen. An dat soll eppes Konkreetes sinn. An déi konkreet Perspektiv, déi e Jonken huet, egal wien et ass, dat ass jo ganz natierlech, dat ass, eng Kéier schaffen ze goen, eng Wunneng ze fannen an eng Famill ze grënnen. Dat ass jo déi normalste Perspektiv, déi een engem Jonken haut muss bidden. Dat ass awer haut net méi onbedéngt eng reell Perspektiv. An dat ass haut gesellschaftlech och vläicht mol guer net méi esou ugesinn, wat awer schued ass, well Jonker brauchen och kloer Strukturen, Ritualer, an deene se sech erëmfannen, Virbillen.

Dann ass eppes ganz wichteg: Déi Jonk brauchen, wa mer vu Struktur an och vu Vertraue schwätzen, natierlech hir Famill. An do ass et leider esou, dass iwwert déi lescht Joerzénge d'Roll vun der Famill ëmmer méi zrëckgaangen ass. Et kann een e bësse schwätze vun engem Verfall vun der Famill. Net nëmme zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer westlecher Welt stellt een, mengen ech, fest, dass déi Roll vun der Famill zrëckgaangen ass. An d'Famill ass awer d'Basis, d'Famill ass d'Kärzell vun der Gesellschaft. D'Famill ass immens wichteg grad fir d'Kanner an déi Jonk, fir hinnen Ënnerstëtzung ze ginn, fir hinnen Halt ze ginn,

fir hinne Vertrauen ze ginn a fir dat eebe ze schafen, dass ee sech gutt fillt.

Mir hunn natierlech och ëmmer méi Scheedungen an eiser Gesellschaft haut. Dat ass och haut net méi onbedéngt e grousst Thema. Do sinn natierlech esou vill Leit betraff, dass och vläicht kee méi esou richtig wëll driwwer schwätzen. Mee ech ka mech awer erënnere, an den 90er-Joren nach, do war dat awer reegelméisseg eng Haaptoriicht an den Zeitungen, wa Fäll vu Scheedungen erauskomm sinn a wa gesot ginn ass: „Mir hu rëm méi Scheedunge wéi dat Joer virdrun.“ An dann ass och do gesot ginn, dass dat zu ganz ville Problemer féiert. Meeschtens ... Et gëtt natierlech och sécherlech Fäll, wou dat déi richtig Entscheidung ass, mee et ass kloer, dass Scheedungen de Kanner net zouguttkommen. A wa mer eng Gesellschaft hu mat ville Scheedungen, dann ass dat fir d'Kanner, fir déi Jonk schlecht.

Dann ass dat Ganzt awer och eng Fro vun der Politick. Et ass e politesche Choix, ob ech d'Kanner an de Mëttelpunkt stellen oder ob ech aner Interessen, zum Beispill wirtschaftlech Interessen, an de Mëttelpunkt wëll stellen.

Wann ech d'Kanner, déi Jonk an de Mëttelpunkt stellen, da maachen och meng Politick esou, dass si sech wuel fillen. An do soen Iech d'Spezialisten alleguerten, dass déi meeschte Kanner sech doheem bei der Famill am meeschte wuel fillen.

Wann ech natierlech d'Wirtschaft an de Mëttelpunkt stellen, ass dat e politesche Choix. Da soen ech: Et ass ganz wichteg, dass d'Eltere sou séier wéi méiglech schaffe ginn, an da ginn d'Kanner a Strukturen, déi mer doniewent nach deier mussen bezuelen. Dat ass e Choix!

Hei am Land ass dee Choix vun der Regierung getraff ginn, éischer d'Wirtschaft an den Zentrum ze setzen, an dat ass schued. Mir als ADR hätten éischer de Choix getraff fir d'Famill, fir d'Kanner.

An ech wëll Iech hei en Zitat gi vum Susanne Stoppel aus dem „Wort“ vum 13. Februar 2023 (veuillez lire: vum 11. Februar 2023), déi vum aktuelle System, dee mir hei zu Lëtzebuerg hu mat der Kannerbetreierung, geschwat huet – „staatlich organisierte Kindeswohlgefährdung“, dat stoung esou am „Wort“ – an eng Aart kopernikanesch Wend an eiser Approche zum Kand fuerdert. D'Kannerbetreierung muss erëm ronderëm d'Bedierfnisse vun de Kanner an net ronderëm d'Interesse vun den Erwuessenen organiséiert ginn. An eng ze fréi an ze laang Friembetreierung wierkt sech negativ op d'Entwécklung vun de Kanner aus. A si seet souguer, an ech zitieren dat awer och, dass d'Fro, ob déi aktuell Lëtzebuergesche Gesetzgebung iwwerhaupt nach d'Kannerrechter respektéiert, hirer Meenung no duerchaus ze stellen ass.

Mir sinn op jidde Fall fir e Modell, wou et de Famillje méi erlaabt gëtt, sech och selwer ëm hir Kanner doheem ze këmmere.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Vill Virriedner si schonn op d'HBSC-Etüd agaangen. De Rapport recommandéiert verschidde Piste ganz explizit:

Éischtens, dass Hürden zum Zougang zu Programmer an Ariichtunge mussen ofgebaut ginn – Stéchwuert: Accessibilitéit zu ambulanten Offeren, wou leider nach ëmmer immens laang Waardezäite sinn.

Zweetens: e ganzheetleche Preventiounsusaz, deen d'Kand systeemesch kuckt, d'Famill, d'Schoul, d'Veräiner

an d'Émfeld. Dësen hëlleft erwisenermoossen, de Jonken a sengem Ganzen ze gesinn.

An dat bedeit, drëttens, also och, net just op d'Schoulen ze setzen als Mëttel, fir de Jonken ze erreichen, mee och d'Jugendveräiner, d'Sportsclubb, d'Jugendhaiser bei den Efforte ronderëm d'psychesch Gesondheet vun de Jonken net ze vergiessen. Als Beispill wëll ech hei d'Formatioun zur Éischt Hëllef an der mentaler Gesondheet nennen, déi mëttlerweil bei de Scouten ugebuede gëtt, fir esou och d'Cheffen derfir ze outilléieren, mat dësem wichtege, mee och sensible Sujet ëmzegoen.

Hei wier et gutt, wann de Jugendsecteur a senger Transversalitéit géing vun dësen Offere profitéieren. D'SePASen ze outilléieren ass sécher wichteg, mee d'Jugendhaiser, d'Veräiner an nidderschwelleg Offere fir Jonker mat Knowhow a Ressourcen auszustatten ass och en Invest an d'Wuelbefanne vun Jonken.

Den HBSC-Rapport verweist och op de Phenomeen vun der steigender Belaaschtung vu Meedercher. Eng gendersensibel Approche ass hei noutwendeg, mat passenden Offeren a spezifeschen Therapiemoossnamen. Wat gëtt et do haut schon, Madamm, Här Minister, an de SePASen, mee och als Therapiusätz?

An da kommen ech bei d'Theema Ecranen. Den Handy an der Schoul hu mer schon diskutéiert an dat ass awer och just d'Spëtz vum Äisbiere. D'Zäit, déi eis Gesellschaft insgesamt virum Ecran verbréngt, gëtt en ëmmer méi grouse Problem. Ech wëll hei explizit net just mam Fanger op déi Jonk weisen. Mee Fakt ass: D'Digitaliséierung frësst hir User/innen. Sozial Netzwierker verstärken Angscht an Depressioun. De Manktem u reellen Interaktiounen schwächt d'sozial Kompetenze mat richtege Leit. An de stännege Vergleich mat maximal gefilterte Gesichter a lächerlech realitéitsfernen, AI-generéierte Persoune ka just onzefridde maachen. Misste gefiltert Biller an AI-generéiert Persoune a Kierperbiller net mat engem Warnhiweis versi sinn? D'Diskrepanz tëscht hirem Liewen an der Vittrinn vun Instagram a Co an dem Banneliewe vu ville Jugendlechen deet wéi. „Mir si leider eng traureg Generatioun mat gléckleche Biller.“

Och d'Theema vum Sech-aleng-Fillen ass eent, wat déi jonk Generatioun präägt, an dat trotz oder villäicht duerch permanent sozial digital Vernetztheet. Aleng sinn ass en Theema, wat déi meescht éischter bei eelere Leit vermudden. Eent vu fënnf Kanner, ee vu fënnf Jugendleche fillt sech meeschtens oder ëmmer eleng. Bei de Meedercher souguer eent vu véier. Dat ass eng richtig krass Zuel an déi sollte mer eis alleguerten zu Häerzen huelen.

Ech kommen elo eriwuer bei de Plan national de santé mentale vun 2024 op 2028 a wollt am Kontext vun dëser Debatt hei op déi jugendspezifesch Mesüeren goen. E Punkt, dee menger Meenung no ganz wichteg ass, ass, ze kucken, wéi eng Prozeduren, Mechanismen an Diagnosticken et am Klengkandberäich gëtt, fir fréi psychesch bedéngt Entwécklungsbeeinträchtigung ze erkennen an d'Elteren an d'Kanner ze begleeden. Heibäi mussen d'Schoulmedezinn, d'Pediateren, de Klengkandberäich, d'Aide à l'enfance an d'Diagnostiksunitéite vill méi enkascheg a vernetzt zesummeschaffen.

De Status quo geet hei net duer, well nach ëmmer fonctionéieren d'Schoul an d'Santé ze vill kompartimentéiert vuneneen. An d'Madamm Minister hat am Juli d'lescht Joer schon op dem Här François Bausch seng Question élargie zur Schoulmedezinn hin ugekënnegt, dass en neit Konzept fir d'Schoulmedezinn an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp ausgeschafft gëtt. Do wollt ech wëssen, wéi d'Aarbecht do virugeet a wéini mer mat éischten Informatiounen zu dësem neie Konzept rechne kënnen.

Ee Punkt wëll ech dann awer och nach besonnesch ervirhiewen, well ech mengen, dass et wierklech hei eng enorm grousse Urgence gëtt, an dat ass d'Handlungsziel 5.10, also d'Erweiterung vun der Offer vu psycheschen Gesondheetsversuergung an d'Veinfachung zum Zougang fir Kanner a Jonker ganz konkret, also d'Implementéierung vu regional organiséierte multidisziplinäre kanner- a jugendpsychiatreschen ambulante Strukturen.

Nach ëmmer geet et hei oft net schnell genuch. D'Waardezäite sinn enorm grousse. An ech mengen, dass dese Punkt vun extreem grousse Urgence ass. Dowéinst sinn ech frou, dass en am Plan national de la santé mentale och gelabelt gouf, dass e ganz fréi soll thematiséiert ginn an drukommen. An do hoffen ech, dass mer och do schnell héieren, wat do de Progrès ass.

Zum Ofschluss vun dësem wichtege Debat, an ech soen der LSAP-Fraktioun a besonnesch der Madamm Closener Merci heifir, loosst mech eppes ervirsträchen: Eis Kanner a Jugendlecher liewen net an enger Bulle. Si kréie mat, wann d'Elteren ënnert den Energiekäsche leiden. Si gesinn d'Billen vu Kricher a vun Naturkatastrophen, déi d'Liewe vu villen anere Kanner zerstéieren. Si spieren, wann den Toun ëmmer méi rau gëtt, wa Minoritéiten ausgegrenzt ginn, a si gi beaflosst vum Algorithmus, deen de jonke Meedercher seet, dass hir Plaz doheem beim Kachdëppen ass an de Männer hir beim Muskeltraining am Fitnessstudio.

D'psychesch Gesondheet vun eise Kanner a Jonken ass e Spigelbild vun eiser Gesellschaft a vun de politeschen Decisiounen, déi mir alleguerten heibannen Dag fir Dag huelen. Loosst eis dat haut net vergiessen, mee virun allem och net bei allen anere politeschen Debatten, déi mer féieren!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. An als nächste Riedner steet den honorabelen Här Sven Clement prett. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass héich Zäit; héich Zäit, dat mir als Politick d'Theema vun der mentaler Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen eescht huelen. Jo, dat ass e Saz, deen eise heibanne schon e puermol héieren huet. Mir hunn hei schonns méi dacks doriwwer geschwat a kleng Verbesserungen, dat muss een och soen, gouf et schon. Mee wierklech d'Problemer léise konnte mer bis elo net.

D'Zuele sinn alarmant. Ëmmer méi jonk Mënschen an eise Land leiden ënner psychesche Belaaschtungen, Depressiounen an Angschtzustänn. D'Ursaachen, an dat ass jo haut schon ugeklongen, si villschichteg. Den digitale Stress duerch d'sozial Meedien ass sécherlech ee vun de wichtege Facteuren.

Eis Kanner si permanent vernetzt, ënner Drock, sech ze vergläichen, an Affer vu Cybermobbing. Si verbréngen ze vill Zäit virum Ecran. Jo, mir warscheinlech och, mee si genesou, an dat amplaz vu perséinlech Kontakt – deen ouni Ecran, mat Gläichaltregen.

Beim Theema Cybermobbing ass awer d'Politick, dat heescht mir, gefuereert. Mir mussen de grouse Bedreiwler endlech fest Grenze setzen, un déi se sech hange mussen an déi se dann och duerchsetzen, wa se hir Produiten um europäesche Marché wëllen ubidden. Dozou gehéiert eebe grad de Kampf géint Cybermobbing a Falschinatiounen.

Dann: Den Drock an der Schoul ass geklommen. An ech mengen, dat ass eppes, wat all Generatioun

ëmmer erëm gesot huet: „Den Drock an der Schoul ass geklommen.“ A fir all Generatioun war dat och wouer. Den Drock an der Schoul ass geklommen, op déi eng oder op déi aner Aart a Weis. D'Erwaardungen u gutt Notten, d'Angscht virum Scheitern an de Konkurrenzkampf, jo, dat dréckt op d'Gemitt. Dozou kënnt d'Ongewëssheet iwwert d'Zukunft an Zäite vu klammende sozialen Ongläichheeten, der Klimakris, Kricher, geopolitische Spannungen.

An et dierf een net vergiessen: Ganz vill Jonker hunn nach eng Pandemie an de Schanke stiechen, déi hir Situatioun verschlëmmt huet. Vill Jonker hu während den Isolationsphasen ënner Vereinsamung gelidden. Och dat ass e Constat, dee mer an den Zuele gesinn. D'sozial Kontakter waren ageschränkt, d'Fräizäitaktivitéiten hu gefeelt an d'Routine war duerjereen. Zwar ass a ville Beräicher nees – an och ganz séier – eng Normalitéit an den Alldag erakomm. Verschidden Aspekter dovunner wierken awer haut nach no. Mir gesinn elo déi verstoppte Effekter.

Mir kënnen an dierfen dëser Situatioun net méi einfach nokucken. Mir brauchen dofir eng kohärent Strategie, fir d'mental Gesondheet vun eise Jonken ze stärken:

Éischtens mussen mer d'Sensibiliséierung an de Schoule verstärken. D'mental Gesondheet muss nach méi en Deel vun der Unterricht ginn. D'Schüler mussen d'Instrumenter kréien, fir mat Stress a Schwierigkeeten ëmzegoen.

Zweetens brauche mer, fir dat kënnen ëmzesetzen, méi Ressourcen am psychosoziale Beräich. D'Waardezäite bei de Psychiateren a Psychologen si vill ze laang. Mir mussen d'Offer u psychologescher Betreuung an de Schoulen, an de Maison-relais an an de Jugendhaiser ausbauen. An dat geet nëmme, andeems mer och hei endlech kucken, fir selwer méi Leit an deene Richtungen auszubilden.

Drëttens mussen mer d'Elteren abannen, jo, ënnerstëtzen, an awer och an d'Verantwortung huelen. Si brauchen Formatiounen a Berodung, fir d'Warnzeechen ze erkennen an hire Kanner ze hëllef, éiert et ze spéit ass. Gläichzäit mussen mer se awer och nees méi sensibiliséieren, dat et grad un hinnen, den Elteren, ass, an et net nëmme an der Schoul, do méi no hire Kanner ze kucken. D'Zusammenarbecht tëscht Schoul, Elteren an therapeutische Servicier muss insgesamt verbessert ginn, fir datt de Suivi bei den eenzelne Kanner dann och besser klappt.

Véiertens ass et wichteg, dat mer d'digital Kompetenze vun eise Jonke stärken. Si mussen léieren, ganz kritesch mat de soziale Meedien ëmzegoen an hir eege Meediennotzung ze hannerfroen an ze limitéieren. Ech sinn ëmmer erëm erschreckt, wa mäin dräijäreg Meedche bei mech kënnt a seet: „Pappa, mach den Handy aus!“ Well nëmme da gëtt der bewosst, wéi vill s de wierklech op deem Gerat hanks a wéi vill s de Ecran consomméiers. A vläicht misste mer alleguerten eis déi Fro méi oft stellen. Kommt, mir maachen den Ecran aus! Gläichzäit mussen mer awer dann och alternativ Fräizäitaktivitéite promovéieren. Iwwert de Sport wäerte mer dës Woch nach schwätzen.

An dann, fënneftens, fir ofzeschlëssen, mussen mer d'Stigmatisatioun vu mentale Problemer bekämpfen. Et dierf keng Schan sinn, psychologesche Hëllef unzuhuelen. Mir brauchen eng oppen Diskussionskultur iwwer mental Gesondheet. D'Investitioun an d'Wuelbefanne vun eise Kanner a Jugendlechen ass nämlech eng Investitioun an eis Zukunft. All jonke Mënsch huet d'Recht op eng gesond Entwécklung. An dofir mussen mer elo handeln, mat enger globaler Approche a virun allem genuch Ressourcen.

Loosst eis zesummen un enger Gesellschaft schaffen, an där eis jonk ouni Angscht a mat Vertrauen

an d'Zukunft kënnen kucken! Well si sinn eis Zukunft. An dës Zukunft muss eng gesond – jo, kierperlech a mental – sinn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et gëtt et ëmmer méi schwéier, an dëser Welt seng mental Gesondheet ze behalen, fir Erwuessener sécher a fir Jonker nach méi. Dat gëllt fir jiddereen, mee natierlech ass et fir Jonker nach méi komplizéiert. Et ass u sech net d'Welt, déi haart ass, mee et sinn d'Zoustänn, an deenen d'Mënsche liewen.

Natierlech kann een direkt un dat Extreemt denken, wat matspillt, d'Kricher, ënner anerem dee vu Russland géint d'Ukrain oder de Vëlkmord a Gaza, wou och déi Irresponsabel vun dëser Welt nokucken, toleréieren, verniedlechen oder souguer justifizéieren.

Da kënnt och nach de Klimachaos mat an d'Spill. An da muss ee sech och hei zu Lëtzebuerg unhéiere vu Premierministere: „Jo, kommt, mir ginn dat lues un! Keng Panik, relax! Dat gëtt alles ganz flott.“ Jo, natierlech, wann ee schonn de Gros vu sengem Liewen hannert sech huet an ëmmer vu Privileegie gelieft huet, da kann een esou Ieselzegkeete vu sech ginn! Mee wann ee 15 bis 16 Joer al ass, da kann ee séier verzweifelt sinn.

Hei an dëser Chamber gëtt och, comme si de rien n'était, heiansdo doriwwer diskutéiert, datt d'Armée méi attraktiv misst ginn, wéi wa sech erschëissen oder verstümmelen ze looschen, eng normal Karriärsopportunitéit fir jonk Leit wier – jonk Leit aus éischter einfache Verhältnissen, natierlech, si si jo dat traditionell Kanounefudder.

Privilegiéiert Leit fannen et och normal, datt Jonker op der Aarbecht ëmmer méi ënner Drock gesat ginn. Et ass ëmmer op déi Jonk gemënt, déi net e Betrib vun den Eltere geierft hunn; déi net vun den Elteren ënnerstëtzt ginn, fir ze wëssen, wéi a wat ee studéiere muss, well d'Eltere selwer ni esou wäit komme konnten; déi net e gudder Polster vun doheem aus hunn, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen; déi, déi elo scho gewinnt sinn, reegelméisseg bei d'ADEM ze goen, fir erëm, wa se Chance hunn, eng schlecht bezuelten Aarbecht fir e puer Méint ze kréien. An deen Drock, deen op déi Jonk ausgeübt gëtt, dee gëtt ëmmer méi grouss, an en ass och vill méi grouss wéi fréier.

An da gëtt och nach behaupt, et misst ee vläicht kucken, et och nach de Jonken oder den Aarbechter méi schwéier ze maachen, de Chômage ze kréien. Et wier normal, datt se sech fir de Mindestloun ausbeute looschen. A vu gutt ofgesécherte Boomers gi se och nach ugellun, hir Rent wier net méi sou sécher a si misste kucken, mam Mindestloun a mam Loyer, deen hallef sou héich ass, sech och nach niewebäi privat ze versécheren.

Här President, zanter Joren héiere mer permanent déi antisolidaresch Floskelen: „Dir musst kompetitiv sinn“, „Dir musst ech weess net wéi vill Kompetenze beherrschen“, wat dat och ëmmer heescht, „Dir musst Iech permanent forméieren.“ Firwat? Ma fir gutt Zaldotinnen an Zaldote vun der kapitalistescher Produktiounsarmee ze sinn: „Dir musst de Betriber zur Verfügung stoen!“

(Brouhaha)

An d'Betriber, wuelverstanen, dat sinn d'Manager, dat sinn d'Kapitalisten, dat sinn déi, déi decidéieren, wéi a wou den Hues leeft. An d'CSV fillt sech natierlech getraff, wat ech verstinn. Dat war och esou geuecht.

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Wagner huet d'Wuert a soss keen!

M. David Wagner (déi Lénk) | Well et sinn ëmmer déi Räich an déi Mächtig, déi och am Betrib soen, wou den Hues leeft, an dat kann och keng Liewensperspektiv sinn. A mengt net, datt déi Jonk dat net verstinn!

Et kann een net einfach esou maachen, wéi wann de politesche System, an deem mir liewen, deen d'Mënsche gefüeg mécht, just fir enger räicher Minoritéit ze déngen, deen och nach d'Séile brécht, keen Impakt hätt op d'mental Gesondheet.

Ech mengen, et ass wichtig, déi grondsätzlech Froen hei ze stellen, well d'mental Gesondheet ass eng politesch Fro. A si betrëfft jiddereen. Déi Jonk sinn natierlech méi betrëfft a si sinn ëmsou méi betrëfft, wa se net privilegiéiert sinn, sief et, wat de Räichtum vun der Famill ugeet, wat d'Hautfaarf ugeet, wat d'Relioun ugeet, wat déi sexuell Orientéierung ugeet oder de Genre. An dat ka relativ fréi ufänken. Déi Responsabilitéit awer op d'Familljen ofzewälzen, ass dofir zudéifst ongerecht an onverantwortungsvoll, well d'Elteren net ëmmer wëssen, wéi ee mat de Problemer vun de Kanner an de Jonken ëmgoe kann.

Dobäi soll een net vergiessen, datt d'Famillen och heiansdo aus engem eenzegen Elterendeel bestinn, meeschtens Fraen och nach, déi vläicht och scho mat ville Problemer am Alldag an op der Aarbecht ze kämpfen hunn. D'Scheidungen: Jo, et gëtt méi Scheidungen. Dat huet vläicht och e bëssen domadder ze dinn, datt d'Fraen och méi Rechter krut hunn an datt d'Frae fréier joerzengtelaang gezwonge waren, och aus ekonomesche Grënn, mat engem Mann zesummenzueliewen, dee se net gären haten ...

Une voix | Männer och.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, bei de Männer, do war et aneschtens.

... dee se net gären haten, an et weess ee ganz genau, wat fir eng katastrophen Resultater dat hat. An u sech misst een dat éischter esou gesinn, datt ee Fraen, monoparentale Famill misst hëllefen an net mam Fanger op Frae weisen, déi glécklecherweis sech d'äerfe scheede looschen – natierlech och Männer, wa se Loscht hunn.

D'Madamm Closener huet och zu Recht gesot: „Jo, et kann een och net alles ofwälzen op Enseignanten, déi selwer am Burnout sinn.“ Doriwwer muss een awer och kënnen diskutéieren. An déi kënnen och net ouni Weideres op d'Kanner agoen. Dofir brauch ee vill méi Mëtten a vill méi Formatiounen. D'Fro stellt sech, ob all Enseignant eng intensiv Formatioun kréie muss. Dat ass vläicht net onbedéngt d'Fro, mee en Enseignant misst d'Wëssen hunn, fir kënnen d'Problemer vu Jonker ze identifizéieren an ze hëllefen, se un déi richteg Hëllefstell ze orientéieren, nieft all där Aarbecht, déi en Enseignant iwwerhaupt scho muss maachen. Dat ass awer schonn immens vill.

A weiderhin, wat och wichtig ass: Et soll ee sech, och wann ee jonk ass, fir eng besser Welt engagéieren. Dat ass och déi beschte Manéier, fir engersäits d'Ursaache vun der mentaler Gewalt ze bekämpfen an och fir eng besser Welt ze suergen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären – an Här President, Dir schellt mer eng Kéier kuerz, wa mer bei siwe Minuten an enger hallwer sinn, well da géif ech de Ball viruschéissen un d'Gesondheitsministesch Madamm Deprez –, e Merci och un d'Francine Closener dofir, dëse Sujet hei op den Ordre du jour gestallt ze hunn, e wichtige Sujet an e Sujet, deen, mengen ech, eis iwwert dës Debatt eraus sollt hei beschäftegen an och zesummebréngen.

Mir hunn an de leschte Joren erlieft, datt déi Jonk selwer zum Deel dokumentéiert hunn, artikuliert hunn, ganz oppen artikuliert hunn zum Deel, zu eiser grousser Iwwerraschung och mat enger ongewinnter Oppenheet, datt et hinnen net gutt geet. An ech denken, datt et richtig ass, datt mer dat eescht huelen an dorobber schaffen an eis och zwou Froen stellen: Wéi kënnen mer deene Jonken hëllefen? Mee awer och: Firwat geet et hinnen net gutt a wéi kënnen mer do méi staark preventiv schaffen?

Ech denken, datt d'Schoul, d'nonformal Bildung, vill aner Strukturen si genannt ginn, eng zentral Aufgab huet. Déi ass, Jonker staark ze maachen, hinnen d'Gefill ze ginn, u sech selwer ze gleewen, hir eege Stärken ze kennen a se och am alleegeleche Liewe kënnen ze notzen an anzesetzen. Ech denken, datt se hir Plaz an der Gesellschaft, an enger Ekipp musse fannen, dat kann eng Schoukllass sinn, dat kann de Jugendveräin sinn, dat kann d'Jugendhaus sinn, dat kann d'Maison relais sinn, datt se sech do gutt integréiert fillen, natierlech och doheem an der Famill, der klenger Famill, der grousser Famill, der Noperschaft, datt se hir Interessie kënnen detektéieren, deene kënnen noغو, hir Talenter och kënnen entdecken, fir eeben a méiglechst fréie Joren eegestänneg duerch d'Liewe kënnen ze goen an hire Wee ze maachen.

Villes stoung deem am Wee, och an deene leschte Joren, fir mat Optimismus no vir ze kucken. An ech denken, de Mëtten ass alles hei opgezielt gi vu Pandemie, vu Krich an Europa, vu Suergen ëm de Klimawandel, vun Zukunftsängschten, déi ganz konkret och kënnen sinn, déi een – vläicht och sozial Ängschten – doheem all Dag ze spiere kritt a wou ee sech spéitstens dann, wann een iwwert d'Meedie matkritt, wat ausserhalb vun dem Doheem alles esou lass ass, dach awer ganz kloer Suergen ëm d'Zukunft mécht.

Ech mengen, de Mëtteg ware mer eis och eens hei, datt et eng Korrelatioun gëtt tëscht mentaler Gesondheet, virun allem vun deene Jonken, an der Notzung op där anerer Säit vum Smartphone a vun de soziale Meedien. An eng ganz Rei vun Etüden hunn op d'mannst déi zäitlech Korrelatioun do dokumentéiert, wéini Jonker ugefaangen hunn, de Smartphone ze notzen, wéini sozial Meedien derbäikomm sinn a wéi duerch méi eng Notzung vum Smartphone a vun de soziale Meedien op där anerer Säit wierklech zäitgläich d'Kurven vun der mentaler Gesondheet spigelbildech verkéiert erfogaangen ass. An ech denken, datt soll eis wierklech ganz staark interpelléieren.

An dat huet mäi Ministère jo och derzou bruecht, ze soen: „Mir mussen eis Verantwortung iwwerhuelen“, mee mir hunn awer bei der Screen-Life-Balance-Campagne och kloer de Message erausginn, wat fir Jonker net méi gutt ass: keen Ecran ënner 3 Joer, kee Smartphone bis 12 Joer a keng sozial Meedie bis 15 Joer. An natierlech muss mer kucken, wat mer aktiv kënnen aneres ubidden, fir datt se sech aneschtens sënnavoll kënnen beschäftegen.

Et sinn eng ganz Rei vun Initiativen de Mëtten hei genannt ginn, déi zum Deel zanter Laangem existéieren, sech weiderentwéckelt hunn, sech musse

weiderentwéckelen, zum Deel och méi neier a zenter, respektiv och Fuerderunge gestallt ginn, déi absolutt sénnvoll sinn an déi mer méi staark mussen ugoen. E kllasseschen Acteur ass de SePAS an de Schoulen. Mir ginn a ville Länner doréms beneit, esou eng Struktur och vun Accompagnement psychologique an de Schoule ze hunn an do eng éischt Ulafstell mat oppener Dier kënnen unzebidden, wou och da ganz vill Vernetzungen hannendru fonctionéieren.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mir hunn awer och de Centre pour le développement socio-émotionnel geschaf, dee ganz vill eenzel Initiativen och schonn developpéiert huet a sécherlech, well dat ass jo en Thema ... Mir schwätzen och ëmmer nees hei an der Chamber doriwwer, Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, Kanner, déi am System net esou fonctionéieren, datt mer och do hir sozioemotional Entwécklung méiglechst fréi kënnen ënnerstëtzen, fir datt se duerno erëm am Schoulsystem gutt kënnen och integréiert ginn.

Eng aner Initiativ ass déi vum Premier secours en santé mentale, wou mer 2023/2024 an deem Schouljoer net manner wéi 969 Enseignantë forméiert hunn, fir e Premier secours kënnen ze maachen, fir ze mierken: „Do geet et engem Schüler net gutt. Wéi kann ech dorobber reagéieren? Wéi kann ech mat engem schwätzen? Wéi ginn ech déi Informatiounen dann och weider? Wouhinner kann ech e weider guidéieren?“ Mir hunn awer och an deem selwechte Schouljoer 537 Formatiounen vum Premier secours en santé mentale mat Schülerinnen a Schüler gemaach, well och d'Kolleginnen an d'Kollegen dat mierken an och déi sollen drop reagéieren an eigentlech och richtig kënnen dorobber reagéieren. A bis Oktober 2026 plange mer insgesamt nach 4.700 Formatiounen, fir wierklech jidderengem, deen et wëll an deen et brauch, och kënnen déi dote Kompetenz mat op de Wee ze ginn.

Bei eenzelne Riednerinnen a Riedner ass hei och d'Stéchwuert vun der Fréierkennung gefall, fir och méiglechst fréi kënnen ze hëllefen. Do ass eng Iwwerleeung, déi mer mam SCRIPT, awer och mat dem LUCET vun der Uni.lu amgaange sinn ze maachen, fir am Kontext vun den Épreuves standardisées am Cycle 4.1 och do eng Rei vu Froe mat ze stellen, wou mer kënnen erausfannen, ob ee scho mol Prüfungsangscht hat, an dat och als Indicateur wëssenschaftlech baséiert kënnen ze nutzen, ob ee vläicht predestinéiert ass oder en erhéichte Risiko huet, duerno Angschtattacken, Panikattacke kënnen ze maachen, fir och méiglechst fréi duerno dee Jonken, dat Jonkt ze stäerken, fir datt mer déi Situatioun fréi kënnen evitéieren.

Ech wëll, ier ech d'Wuert weiderginn un d'Martine Deprez, vläicht awer och nach een Aspekt erwänen, nämlech dee vun der Aide à l'enfance, eppes, wat de Mëtten – just den Här Marques huet et aus verständleche Grënn hei och thematiséiert – vläicht soss esou net um Radar war. Mee ganz vill Consultation-psychologiquen a -psychothérapeutiquen ginn och iwwert den Dispositiv vun der Aide à l'enfance assuréiert, iwwert den ONE, finanziéiert och vum ONE, wou et och eng enorm Croissance an deene leschten zéng Joer gouf.

Tëscht 2014 an 2024 hu mer eng Steigerung ëm ëmmerhin 167 % vun der Zuel vun de Consultatiounen. Aleng am Januar dëst Joer waren 1.397 Consultatiounen, aleng am Joer 2024 waren dat 3.931 Consultatiounen, also Leit, Jonker, déi dovunner profitéiert hunn, wat, denken ech, weist, datt do eng Dynamik bei der Demande war, mee awer och eng Dynamik op där anerer Säit bei der Offer war, déi sech och iwwert den tarifäre Modell vum ONE etabléiert huet, mat insgesamt 17 Prestataires, déi Service-de-consultation uechtert d'Land ubidden, plus ee fir Mineurs non accompagnés, an och

72 Psychologen oder Psychotherapeuten am Independant, déi déi doten Aktivitéit queesch uechtert d'Land dann och assuréieren.

Ech muss soen, datt déi zwou Motiounen vun der Madamm Closener mir op jidde Fall ganz sympathesch sinn. Ech géif awer recommandéieren – ech hat hei elo wierklech nëmme kuerz Geleeënheet, eenzel Initiativen, déi bestanen hunn, an awer och neier, déi mer amgaange sinn ze plangen, ze sträifen –, vläicht éier mer dat doten zum Vott bréngen, eis eng Kéier an der Commissioun, vläicht an enger Commission jointe, dann och doriwwer ze ënnerhalen, wou déi zwee Ministère hire Programm, a wa méiglech och hire gemeinsame Programm an deem doten Domän, och eng Kéier kënnen developpéieren. Well eise Wonsch ass et op jidde Fall, an ech deelen dee mam Martine Deprez, datt mer do och staark Synergien developpéieren, fir datt do jiddereen, a jiddereen op senger Plaz, mee virun allem méi breet wéi haut, och nach deene Jonke kann Hëllefen an Ënnerstëtzung zoukomme loosse.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

(Interruptions)

Pardon, d'Madamm Gesondheitsministesch Martine Deprez nach.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et ass scho villes gesot, awer net grad alles. Notamment an der Zesummenaarbecht vun dem Gesondheitsministère an dem Erziéungsminstère wollt ech nach e puer Akzenter setzen.

Firwat ass et esou wichtig, datt mer haut iwwert dee Sujet schwätzen? Ma mental Krankheeten entstinn net vun haut op muer, mental Krankheete brauchen eng Zäitchen, bis se entstinn. An déi wëssenschaftlech Expertis seet eis, datt schwéier mental Krankheeten, déi herno am Erwuessenenalter fonnt ginn, hir Originen zu 75 % ënner 24 Joer hunn, dat heescht duerfir eisen Akzent op déi Jonk an duerfir och d'Priorisatioun am Plan national santé mentale vun all den Aktiounen, déi sech ronderëm déi Jonk dréinen, éischts bei der Diagnos, zweetens beim Accès zur Informatioun, drëtts beim Accès zu de Soinen, véiertens bei der Preventioun a fënneftens bei der Vernetzung.

D'Diagnos dauert an der Moyenne sechs bis siwe Joer. Firwat? Ma well: „Ech wäert schonn eleng eens ginn, ech muss elo net direkt Hëllef hunn. Jo, wann ech dann do mat deem schwätze ginn an et gesäit een aneren et, vläicht kréien ech dann e Stigma op mech gesat.“ An a ville Famillen ass et och nach ëmmer en Tabu, iwwer mental Gesondheet ze schwätzen.

Accès zur Informatioun: Villes ass do gelaf, et ass och scho villes ugeschwat ginn. De Portal vun der Ligue, den Accès zur Informatioun an de Schoulen iwwert d'SePASen, de Premier secours en santé mentale sinn ugeschwat ginn. Do sinn elo 7.000 Jonker am Programm „Teen“ ausgebild ginn. An do wäerte mer och nach weider Akzenter an den nächste Joren drop setzen.

Dann ass et awer wichtig, dat net eleng unzefänken, wann d'Kanner bis an der Schoul sinn. Déi éischt 1.000 Deeg sinn haut an engem Bäitrag ugeschwat ginn. An an deenen éischten 1.000 Deeg zeechne sech déi meescht Pathologien schonn of, déi Kanner eventuell kënnen entwéckelen, notamment bei den Troubles vum Neurodéveloppement. An och do wäerte mer verstärkt e Parcours en place setzen, fir den Elteren ze erlaben, déi richtig Ulafstellen ze fannen, fir direkt do aktiv ze ginn.

Wa mer da bis an der Schoul sinn, hu mer d'Médecine scolaire, déi eigentlech do ass, fir de Gesondheitszoustand vun de Kanner ze erfassen. Déi ass awer, wéi ech hei och schonn eng Kéier an enger Interventioun gesot hunn, éischerter esou opgestallt, datt mer Parametere ophuelen an datt mer net ganz vill Zäit hunn, fir mat de Kanner ze schwätzen. Mir sinn do an engem Aarbechtsgrupp ënnerwee. Mir hunn d'Direktioun vun der Santé domadder beoptraagt, elo mol eng Kéier all déi Gesetzer an all déi Reglementer op de Leescht ze huelen, déi misste geännert ginn, fir an déi Richtung ze kommen, datt mer besser vernetzt mam Educatiounsministère kënnen zesummeschaffen an dann zesumme mat hinnen déi Interaktiounen tëscht de Gruppe vun der Médecine scolaire an de SePASen an de Schoule kënnen ofbilden.

E grouse Sujet do ass d'Verfügbaarkeet vun den Donnéeën. Déi Leit an der Médecine scolaire hunn Donnéeën, déi Leit an de SePASen hunn Donnéeën, et gëtt deelweis schonn Dossiere vun de Kanner aus dem Service d'évaluation précoce, mee all déi sinn tëscht Mauere ficeléiert, dat heescht, do ass eng Sécurité ronderëm gebaut an den Dateschutz gëtt oft geholl als Argument, fir sech net Gedanken doriwwer ze maachen, wéi ee besser vernetzt ka matenee schaffen. An do si mer amgaang, e Carnet scolaire électronique op d'Been ze setzen, wou dann herno déi aner Partner sech kënnen drop aklinken, wa mer da bis d'Gesetzeslag derfir geschaf hunn, datt een dat dierf.

Bref, ënner dem Stréch brauche mir e kloren, dresséierte Parcours, e System, dee sech ronderëm d'Kand organiséiert, an net e Kand, dat mat sengen Eltere muss e Parcours du combattant maachen, fir duerch de System ze kommen, fir seng mental Gesondheet ze garantéieren.

An da wéilt ech nach eng positiv Nott hei ginn, well ech hu mer virdu virgestallt, datt ech, wann ech elo 13, 14 Joer hätt an ech géif den Owend de Resümee vun där Debatt hei héieren, d'Gefill hätt, wéi wann natierlech villes ënnerwee wär, wéi wann d'Leit sech dem Problem bewosst wäeren, mee keen esou e richtig positive Message hei erauskomm wär.

Ech hat d'Chance, a menger Funktioun kënne bei der Unicef ze sinn, an do gëtt et e Grupp Youth Ambassadors an déi hunn e Site kreéiert, deen „NetEleng“ heescht. Dat heescht, déi Jugendlech ënner sech, déi hu mir do gewisen, wat hir Gedanke waren, wéi se dee Site kreéiert hunn, firwat se dee kreéiert hunn a wéi se elo d'Promotioun vun deem Site maachen. Ech géif Iech bidden, wann Der Zäit hutt, eng Kéier „#Net-Eleng Unicef“ anzetippen – och wann et net gutt ass, wann een ze vill op den Ecranen ënnerwee ass, mee wann een dee Moyer schonn huet a wann déi Jonk schonn de Reflex hunn, op Ecranen ze goen –, do ass emol eng Kéier eng Initiativ gestart ginn, wou Jonker Jonker hëllefen a wou ee gesäit, wéi si dat positiv ophuelen. An déi Diskussioun, déi mer haut hunn, mengen ech, brauche si net méi esou ze féieren, well fir si ass et well normal, iwwer hir mental Gesondheet ze schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An elo ginn ech dovunner aus, datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss ass.

Motions 1 et 2

Dann hätte mer zwou Motiounen vun der Madamm Closener hei leien. Madamm Closener, wëllt Dir direkt nach eng Kéier Stellung huelen oder duerno?

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, ganz gär direkt. Merci, Här President. Ech wëll och der Regierung Merci soe fir déi Interventioun an och fir d'Propos, déi

zwou Motiounen an eng Commission jointe ze huelen. Ech mengen, dat ass déi richteg Aart a Weis, heimader erëmzegen. Et ass net nëmmen, dass d'Chamber haut seriö geholl gëtt, mee eeben och d'Experten, déi jo alleguerten déi Rapporten opgestallt hunn. An ech denken, dass dat déi richteg Method ass, déi eenzel Mesüeren ze kucken an och ze kucken, wat ee ka weider maachen, an och vläicht d'Effikassitéit vun deenen eenzelne Moosnamen nach eng Kéier ze beschwätzen. Villmools merci. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Gëtt et nach eng aner Wuertmeldung dozou, notament iwwert déi Proposition vun der Madamm Closener, déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze schécken?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kann ech Iech dann an engem Vott froen, ob Der d'accord sidd, déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze schécken?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission

Deen, deem d'accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat à l'unanimité esou decidéiert. An déi zwou Motiounen ginn an d'Kommissioun.

(Les motions 1 et 2 de Mme Francine Closener sont renvoyées à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)

Domat wär dann och dëse Punkt, d'Heure d'actualité, ofgeschloss.

16. Résolution de M. Marc Spautz relative à la condamnation des attaques contre les droits humains

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 41 de ce compte rendu)

Da bleift nach zum Schluss vun eiser Sëtzung eng Resolution, déi virdrun eragereecht ginn ass vun enger Rei Fraktiounsprésidenten a vun de Présidente vun den eenzelen Sensibilitäten. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Baum. Ech mengen, dat sinn déi meescht. Dann huele mer se och där klassescher Reiefolleg no. Här Spautz, ech ginn dovunner aus, datt Dir als Auteur vun der Resolution wëllt zum Schluss nach d'Wuert huelen. Da ginn ech fir d'éischt dem Här Gilles Baum d'Wuert. Här Baum, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass geschitt? Gëschter a virgëschter ass e Post zirkuléiert, en anonymme Post op Facebook, wou eng Persoun geschriwwen huet, ech zitieren: „Mir mussen och hei kempfen an LGBTQ“, d'Buschtawe ware verdreit, „vernichten.“ Vernichten! An dee Post ass vun enger Persoun aus dem héijem Haus hei ennerstëtzt, approvéiert a geliket ginn.

Hei gëtt online dozou opgeruff, Leit ze vernichten. Esou eng Ausso ass extreem schlëmm, geet iwwert all Limitt eraus, déi ee kann akzeptieren. Et ass einfach inakzeptabel! An dat do ass net méi an net manner wéi en Opruff zum Mord, et ass net méi an net manner wéi en Opruff zur Exterminatioun, zur Vernichtung! Dat do ass ganz kloer eng Strofdot an där Strofdot do muss d'Justiz nogoen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech stellen Iech d'Fro, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi géift Dir Iech haut fillen, wann Dir homosexuell wäert, wann Dir lesbesch wäert, wann Dir transsexuell wäert, an Dir géift dat dote liesen? Kolleeginnen a Kolleegen, wéi géift Dir Iech fillen, wann Der Kanner hätt oder wann Der Enkelkanner hätt, déi dat do musse liesen?

Kolleeginnen a Kolleegen, dat do erënnert mech un den Ufank vun den däischersten Zäite vun der europäescher Geschicht. Et huet ugefaangen 1933. Et huet ugefaange mat politesche Géigner, du sinn Homosexueller drukomm, dunn d'Juden an och d'Leit mat engem Handicap. Mat deem, wat d'Nazie genannt hunn: d'„Endlösung“ – d'Vernichten, dat massiivt Doutmaache vun anere Leit.

Dass et haut nach Leit hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi dat fuerderen an ennerstëtzen, an dat och heibannen, ass schockant an ass inakzeptabel! Dat do ass eng Strofdot, dat ass en Appel au meurtre an domat muss de Parquet sech beschäftegen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, säit dem 20. Januar dëst Joer gëtt et Verschiddener, déi mengen, et wär alles erlaabt. Nee, et ass net alles erlaabt! Mir brauche keen Trumpismus, net hei an der Chamber. Mir brauchen en net zu Lëtzebuerg. Mir brauche weiderhin e staarken, funktionéierende Rechtsstaat!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech géif Leit, déi anerer wëlle vernichten, e Fluch op Krakau recommandéieren. Eng Stonn vu Krakau ewech läit eng kleng Stad, Oświęcim, traureg bekannt als Auschwitz, e Vernichtungslager, wou méi wéi eng Millioun Leit ëmbruecht gi sinn, dorënner 250.000 Kanner. Ech géif deene Leit recommandéieren, dohinner ze goen. Déi solle sech ukucken, zu wat fir Gerausamkeeten aner Leit kapabel sinn, wéi aner Leit gequält gi sinn. Maaht Iech e Bild dovun, zu wat fir enge schrecklechen Doten de Mënsch fäeg ass! Bliedert an deem Buch, wou eng Millioun Nimm drasti vu Leit, wéini se gebuer sinn, wou se gebuer sinn a wéini se zu Auschwitz gestuerwe sinn. A stellt Iech dann d'Fro – stellt Iech dann d'Fro! –, wann Der aus der Gaskammer erauskommt, ob Der dann och nach hannert Ärem PC feig esou Dommheete schreift!

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et alleguerten an der Lescht méi oft gesot: „Wehret den Anfängen! Nie wieder ist jetzt!“ An d'Chamber muss haut ganz kloer soen: Et geet elo duer!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass wichteg, dass mir haut als Chamber onmëssverständlech – onmëssverständlich! – eis Stëmm hiewen, fir ze soen, dass faschistescht an nationalsozialistescht Gedankgutt keng Plaz hei an der Chamber huet an och keng Plaz an eiser Gesellschaft!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, soulaang wéi ech wibelen a soulaang wéi et eng demokratesch Partei gëtt, wäerte Leit mat esou Iwwerzeegungen eis ëmmer op hirem Wee fannen, fir se ze stoppen, haut an och an Zukunft. Keen heibannen, déi demokratesch Kräften, alleguerten, mir wäerten ni ophalen, eis anzesetze fir Demokratie, fir Fräiheet a fir Mënscherechter!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | „Mir mussen [...] hei kempfen an LGBTQ vernichten“, schreift „De Patrick“ op Facebook an dem Tom Weidig gefält dat. „Mir mussen [...] hei kempfen an LGBTQ vernichten.“ Kämpfen, vernichten – bei deem Choix u Wierder gëtt et keng Excusen. Wien esou schreift, wien esou schwätzt, dee weess ganz genau, wat e mécht. Kämpfen, vernichten – dat ass keen Opruff zum Mord. Dat ass e geziilt, organiséiert, strukturéiert Embränge vu Leit. Bestëmmte Gruppe vu Leit, déi solle liquidéiert, déi sollen ausgeläsch ginn. Den Deputéierten Tom Weidig fénn dat gutt. Hie liket dat.

Viru knapps dräi Woche stoung mer genau hei am Sall zesummen an haten d'Schëld „#WeRemember“ am Grapp, als Erinnerung un d'Befreiung vum KZ Auschwitz. Houfreg huet d'ADR och d'Schëld mat an d'Luucht gehalen. Auschwitz, dat war genau eng Plaz, wou Leit vernicht gi sinn op eng ganz strukturéiert, organiséiert Aart a Weis. Dat, well een decidéiert hat, dass dat esou sollt geschéien. An dat, well och Leit dat gutt fonnt hunn. Eréischt doduerch war et iwwerhaapt méiglech. Den Deputéierte Weidig fénn et gutt, wann een op Facebook schreift: „Mir mussen [...] hei kempfen an LGBTQ vernichten.“

Här President, den Här Weidig ass eng erwuesse Persoun. En huet dräimol siwe Joer a weess ganz genau, wat e mécht. An einfach duerno ze soen: „Ups, et war net esou gemengt. Ech hunn dat einfach esou gesot“, ben nee, dat ass e bëssen ze einfach. Genau dat ass eng Taktik, déi Der ëmmer an ëmmer erëm uwent. Dir maacht Provokatioun, Dir provoziert, Dir polariséiert an herno sot Der einfach: „Ups, et war net esou gemengt.“

Et ass nämlech och net déi éischte Kéier, wou dat do geschitt beim Deputéierten Här Weidig. Ech erënnere drun, dass ganz genau virum engem Joer den Här Weidig vum Chamberspresidium geruff ginn ass, wou en erkläert kritt huet, dass ee Leit net menacéiert, wann déi och emol eng aner Meenung hunn. Deemoos war et eng Karikatur, déi dem Här Weidig net gefall huet. Doropshin huet hien dozou opgeruff, dass ee bei deem Kënschtler da mol sollt laanschtgoen. Och duerno sot hien: „Ups, et war net esou gemengt.“

Hei am Haus riede mer eis ëmmer mat „honorabelen Deputéierten“ un. Mee, Kolleeginnen a Kolleegen, ass den Här Weidig en honorabelen Deputéierten? Am Endeffekt ass hien eng Schan fir dëst héicht Haus, genausou wéi och Är Partei an Är Fraktiounskolleeginnen a -kolleegen eng Schan sinn, déi einfach dat dote matdroen, déi net dergéint virginn, déi einfach Bidonsexusé fannen an déi net d'Wuert erhiewen, fir sech dovunner ofzegrenzen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dir alleguerte sëtzt um selwechte Bord, Dir sëtzt alleguerten zesummen. An haut ass et fir eis ganz kloer, dass mer hei en Zeeche setzen, wou mir eis ganz kloer vun Iech alleguerten ofgrenzen: Mir maachen dat doten net mat!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | D'ADR ass demokratesch gewielt, jo, mee dat mécht se nach laang net zu enger demokratescher Partei. Ganz am Géigendeel. Dir sidd Gëft fir eis Gesellschaft!

(Interruption)

Jo. Dir sidd Gëft fir dat soziaalt Zesummeliewen. Dir sidd d'Gëft fir eis Diversitéit. Dir sidd einfach Gëft fir e friddlecht Zesummeliewe vun de Leit. A genau dofir condemnéiere mer déi Attacken, déi mer dagdeeglech och op Facebook a soss op Social Media gesinn. A mir condemnéieren och déi Ennerstëtzen, dee klenge Like, wou et dann herno heescht: „Ups, dat war

net esou gemengt.“ Nee, et war ganz genau esou gemengt. An dofir solle mer Iech och entlarven als dat, wat Der sidd! Dir sidd ëmmer méi um rietse Bord. Dir fänkt un, faschistesch Zich ze kréien, an et ass fir eis ganz kloer, dass mer müssen dergéint virgoen.

An dofir hu mer haut déi Resoloutioun, fir hei eeben ee kloert Zeechen ze setzen. An ech widderhuelen dat, wat mäi Virgänger gesot huet: „Wehret den Anfängen!“

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An der normaler Reiefolleg wier et ... Här Keup, Dir wëllt d'Wuert hunn?

M. Fred Keup (ADR) | Et ass egal.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, mee et ass ... Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer hei kloerstellen, dass mer natierlech dat condemnéieren, wat do geschriwwen ginn ass, dass mer eis do ganz eens sinn. Ech wëll och hei kloerstellen, an ech mengen, dat misst deene meeschten och bewosst sinn, dass mir – an dat ass eise Walprogramm, dat ass eise Programm – natierlech fir Demokratie stinn, natierlech fir Fräiheet stinn, natierlech fir Mënscherechter stinn. Dat hu mer déi lescht Joren ëmmer hei widderholl, och wa mer heianso Divergenzen op verschiddene Punkten hunn, wou et dann och haart hiergeet.

Et ass ganz evident, dass een esou eppes wéi dat doten net ka schreiwen. Do si mer eis alleguerten eens an ech wëll dofir och kloer soen, dass mer dat heiten, déi Resoloutioun, natierlech wäerte matstëmmen. Dat ass ganz evident. An et ass natierlech an engem Rechtsstaat, dee mer honnertprozenteg ënnerstëtzen. D'Gerichter müssen et dann duerno tranchéieren an dann eebe verurteilen, wann et ze verurteilen ass aus hirer Siicht, an dat ass bestëmmt hei bei deem Fall de Fall. Voilà!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro, déi sech haut hei stellt, net nëmme fir eis all heibannen, dat ass: Wat toleréiere mer? Wat huele mer hin? Bis wouhinner si mer bereet, alleguerten ze goen?

An d'Ausgrenze vun engem Deel vun der Gesellschaft wéinst hirer sexueller Zougehéieregkeet, wéinst hirer Relioun, wéinst hirem politesche Glawen, wéinst hirem Genre, dat ass Rietsextremismus. An dat ass eppes, wat mer hei am Land traditionell net toleréieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann een et fir gutt befënnt, datt en Deel vun der Populatioun soll vernicht ginn, dann ass dat net nëmme, wéi gesot ginn ass, e Rappell vun deenen däischesteren Zäiten aus eiser Geschicht; Zäiten, déi – an, Här Weidig, och dat gëtt et schwaarz op wäiss – Dir scho méi wéi eng Kéier a Poste relativiséiert hutt.

(Interruption)

Dach, dat stëmmt! Ech kann Iech se gären duerno virlesen, wann Der wëllt. Et ass en Opruff zum Haass; en Opruff zum Haass, dee mer alleguerten net kënnen toleréieren. A mir hunn elo laang iwwert d'Santé mentale geschwat. Wéi mengt Der, dass et deene Leit geet, déi concernéiert sinn, wa se matkréien, dass esou Posten zirkuléieren an dass esou Poste geliket ginn? Mengt Der wierklech, dat géif deene Leit gutt doen, wa se esou eppes matkréien?

Ech sinn der Meenung, dass dat fatal ass fir Leit, déi souwiso schonn e laange Leidenswee hannert sech

hunn, eebe grad wéint Mënsche wéi Iech, déi net midd ginn, dat ëmmer erëm ze stigmatiséieren, ze thematiséieren. „Eng Pandemie vun der Transsexualitéit“, hutt Der och scho gesot. Dat ass fatal fir déi Leit. Ech hannen et skandaléis!

An et ass Method. Et ass Method! Dir sot permanent Saachen, Dir maacht permanent Saachen, Dir als Deputéierten, aner Membere vun Iech an Ärer Partei, an da gëtt herno zrëckgeruddert, da gëtt herno sech hal-lefhäerzeg entschëllegt. Dës Kéier hutt Der Iech emol eng Kéier, mengen ech, richtig entschëllegt. Aner Kéieren hutt Der dat e bësse manner gemaach. An da gëtt nogekuckt, wéi d'Debatt explodéiert.

A wat ass d'Resultat dovunner? Mir kontribuéieren alleguerten dozou. A mir sinn eis däers bewosst. A mir maachen dat och net gär. D'Resultat dovunner ass, dass de ganze Curseur nach e bësse méi no riets réckelt. An Dir sëtzt sympathesch do an Ärer Fotell, Dir kuckt där ganzer Saach no an da sidd Der zefridde mat deem, wat Der ausgeléist hutt. Dat heescht, mir tappen am Fong alleguerten an déi Fal mat deem, wat mer grad hei maachen. Mee mir müssen et maachen, well mir kënnen dat doten net toleréieren.

Ech wëll net, dass a mengem Numm esou eppes toleréiert gëtt! Ech sinn och Deputéierten. Ech sinn och Member vun dëser Chamber. Ech si vun x Leit ugeschriwwen ginn, déi mer gesot hunn: „Wéi laang kuckt Der deem doten nach no?“ Ech wëll deem doten net nokucken. Ech wëll net, dass a mengem Numm esou Saache gesot ginn.

An déi Fro, déi ee sech muss stellen, Madamm Schoos, an ech verstinn, dass dat hei penibel ass, mee déi Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass: Wat sidd Dir bereet, an Ärem Numm hinzehuelen?

(Interruptions)

Dir sidd Parteipresidentin vun dëser Partei. Wat sidd Dir bereet ze maachen? Ech hunn en Zitat fonnt, en Artikel, wat Der ganz am Ufank gesot hutt, wéi Der Äert Mandat ugefaangen hutt. Do hutt Der hei geschwat, wou hutt Der gesot: „Dat si Mënsche wéi du an ech, do muss en natierlech kucken, ob déi iergendwou ënnerdréckt ginn.“

Déi ginn ënnerdréckt duerch esou Poste wéi dat doten. Et gouf Zäiten an Ärer Partei, do si Leit aus der Partei erausgeheit gi wéinst Saachen, déi vill manner schlëmm ware wéi dat doten.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et gouf Zäiten, do si Leit erausgeheit gi wéinst Saachen, déi änlech ware wéi dat doten.

Ech erënneren un de Joe Thein, deen 2017 e Post geliket huet, woua gesot ginn ass, dem Jean Asselborn sollt dat selwecht Schicksal erfolle wéi dem John F. Kennedy. Dat war och gravissime! D'Konsequenz dovunner war, dass den Här Thein aus der Partei ausgeschloss ginn ass.

Do si mer haut net méi. Wou ass Är Partei haut drun? Dat ass déi Fro, déi ech Iech haut stellen an op déi ech keng Äntwert méi hunn, mat all deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass, mat SS-Saachen, déi Leit um T-Shirt haten, wou gesot ginn ass, dat wiere Motorradmarken, mat Lénker, déi Morddrounge kréien, wou och alles e bësse relativiséiert gëtt. Wou ass Är Partei drun? Wou wëllt Der hin? An hutt Der net elo awer iergendwann eng Kéier de Punkt erreecht, wou Der musst Konsequenzen huelen?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ni méi ass haut! 80 Joer ass et hier, datt Europa eng ganz, ganz däischter

Episod hanner sech gelooss huet, eng Episod, déi Bierger vun Doudegen, ermueren, jo, vernichte Mënschen hannerlooss huet. 80 Joer méi spéit schreibe Leit erëm op Facebook, mir misste Leit vernichten. Wien haut esou e Message schreift, huet näischt aus der Geschicht geléiert an, vill méi schlëmm, verhönt all d'Affer vum Nazi-Regimm!

A jo, Här Weidig, Dir kënnt mam Kapp rëselen, well Dir, Här Weidig, waart deen, dee viru Jore mol geschriwwen huet, d'Nazien hätte jo wéinstens zu Lëtzebuerg keen erhéngere gelooss. Jo, dat hutt Dir geschriwwen! An haut liket Der, datt een LGBTQI-Mënsche vernichte soll. Do kann ech Iech just nach Nazi nennen, well Dir verteidegt Nazien, Nazi-Politic, an Dir liket Messagen, déi stramm aus dem Vokabular vun Nazie kommen! Wien esou eppes liket, mécht sech dee Message zu eegen.

Jo, ni méi ass haut! Ni méi ass haut, well Kloerstellen net duergeet. Et gëtt näischt kloerzestelle bei deene Messagen, Här Keup. Déi Messagë sinn eendeiteg! Do kann ee just nach soen: „Jo, ech hunn dat gesot.“ An dann ass een dat, wat ech elo grad gesot hunn.

Dat, wat d'ADR hei mécht, ass, Mënsche mat brongem Gedankegutt u sech ze bannen, erunzelackelen. Den Tom Weidig ass deen, deen de Kapp dohinnerhale muss, fir datt si déi Leit nach kënnen u sech bannen. Jo, dat nennt een op Englesch „dog whistle politics“. Et geet eng Kéier géint LGBTQI, eng Kéier gëtt den Nationalsozialismus verharmloost, mee et gëtt keng Konsequenzen, keng Asiicht, nee, just Kloerstellungen.

De Joe Thein, an dat gouf viru scho gesot, huet d'ADR wéinst änleche Messagen erausgepucht. An hei? Just eng Kloerstellung. Ech weess nach ëmmer net, wat déi Kloerstellung soll sinn, well et kann een esou oft beim Gebiet Ame soen, wann een awer net dru gleeft, dann ass et nëmme e Lëppebekenntnis. An dat, wat mer haut hei vun der ADR kréien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass e Lëppebekenntnis zur Demokratie. Well e wierklecht Bekenntnis zur Demokratie géif Konsequenzen a keng Kloerstellung erfuerderen.

Ni méi ass haut! An dofir ass dës Resoloutioun esou wichteg.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D'CSV, d'DP, d'LSAP, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hunn eng gemeinsam Resoloutioun eragin, well mer eng gemeinsam Sprooch schwätzen. An eis Sprooch huet d'Basin an der universaler Erklärung vun de Mënscherechter. Dat deele mer. Bei alle politeschen Ënnerscheeder, déi eis eventuell trennen – dat deele mer. Dat ass d'Grundlag vun eiser Demokratie a vun eiser demokratescher Ausernanersetzung.

Wann ee schreift, datt een LGBTQ vernichte muss, da befënnt ee sech net méi op där Grundlag. Dann ass een ausserhalb. A wann een dat liket, dann ënnerstëtz een dat an et ass een net méi innerhalb vun der Demokratie.

10.000 bis 15.000 Homosexueller waren an de Konzentrationslageren am Zweete Weltkrich, speziell zu Buchenwald, wou mënschenonwürdeg medezinesch Experimenten un hinne gemaach gi sinn. An ab Hierscht 1942 war et all KZ-Kommandant fräigestallt, supposéiert oder presuméiert Homosexueller ze kastrieren. „Mir müssen LGBTQ vernichten.“

An et ass net fir d'Éischt, datt hei mat Grenze gespillt gëtt. Mir erënneren eis un d'Menacé géint e Karikaturist, mir erënneren eis awer och un d'Menacé géint d'Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun,

déi als Feindin vun der Demokratie, vun der direkter Demokratie, duergestallt ginn ass. An de Mechanismus ass ëmmer dee selwechten. Et gëtt eppes an de Raum gehäit. Et gëtt en Tabu gebrach. Et gëtt eng Brandmauer agerass. An da gëtt lues a lues erëm zréckgeruddert. An esou probéiert een, d'Grenzen ze erweideren, d'Grenze vun deem, wat ee soe kann, an d'Grenze vun deem, wat ee maache kann. Dat geet net!

An et geet och net, dann ze soen, dat hätt een einfach „im Eifer des Gefechts“ gesot. „Des Gefechts“? Mäi Gott, wéi e Kampf gëtt dann hei gefouert?! Wéi e Kulturkampf? Géint wéi eng Leit gëtt deen hei gefouert? „Im Eifer des Gefechts,“ dat ass keng Excuse. An duerfir bleiwe mir hei ganz kloer derbäi, an ech mengen, datt ech dat wierklech am Numm vun deene sechs Parteie soe kann: Kee Millimeeter deem bronge Bulli do, kee Millimeeter dem Faschismus!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da ginn ech zum Schluss dem Auteur vun der Resolution nach eng Kéier d'Wuert. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV), auteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sechs Parteien, d'CSV, d'DP, d'LSAP, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk, wollten hei en Zeeche setzen. En Zeeche setze géint Haass. En Zeeche setze géint Diskriminierung. En Zeeche setze géint Gewalt.

An Zäiten, wou den Toun ëffentlech ëmmer méi schaarf gëtt, ëmmer méi aggressiv an ëmmer méi virulent, géllt et, geschlossen dozestoe géint all déi Aussoen, déi gemaach ginn, ob dat an der Sprooch

ass, ob dat an de Réseau-socialen ass oder op all deenen anere Punkten.

Et ass grad komesch: De 27. Januar hu mer gefeiert, dass et säit 80 Joer eriwuer war mat Vernichtungslagere – an elo schwätze mer erëm vu Vernichtung. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass de falsche Wee an dat ass de falsche Message. A grad elo ass et wichtig, ze soen: Mat eis ass dat net méiglech! A mir si geschlosse géint all déi Aussoen, déi do vu Vernichtung schwätzen, egal em wat fir eng Zort vu Leit et geet, egal wat fir eng Relioun déi Leit hunn, egal wat fir eng Astellung déi Leit hunn. Vernichtung därerf net d'Léisung sinn! An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ass et wichtig, en Zeechen ze setzen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Spautz. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géif ech dës Resolution zum Vott stellen.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dës Resolution ass also mat 60 Jo-Stëmme à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix

Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.13 heures.)

65^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 57
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement** p. 57
M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement

Mir héieren haut de Moien d'Deklaratioun vum Här Xavier Bettel, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Kooperatiounsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Méint konnt ech schonn hei op dëser Tribün eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitick maachen, aus där jo bewosst d'Entwécklungspolitick an och d'humanitär Hëllef erausgeholl gi sinn, fir haut dëse separate Rendez-vous ze hunn, wou mer déi zwee Aspekter méi an de Fokus kënnen setzen.

Et ass gutt esou, well et gëtt och ganz vill ze soen zu dësen Theemen. An ech wëll och schonn hei am Virus der Chamber Merci soe fir den Interessi fir déi Sujeten.

Gläichzäiteg, wéi Der et wësst, ënnerstinn déi Beräicher säit dem Ufank vun dëser neier Regierung net méi engem separate Minister oder engem Staatssekretär, mee ginn och direkt vum Ausseminister dirigéiert. Dat war esou gewollt, fir eng maximal Kohärenz an eiser Aussepolitick kënnen ze garantéieren.

D'humanitär Hëllef, op déi ech spéider zréckkommen, follegt eegene Prinzippien.

Mee d'Entwécklungsaarbecht ass indiscutablement en integralen Deel an en fait och e wichtige Pilier vun onser Aussepolitick, an dat säit den 80er-Joren. Si ass sécher en Ausdrock vun internationaler Solidaritéit mat Mënschen, déi bei der Lotterie vun der Gebuert manner Chance haten, déi op Plazen op d'Welt komm sinn, wou et extrem Aarmut gëtt, wou et Instabilitéit gëtt, wou et Konflikter gëtt, wou de Gesondheets- an de Bildungssystem net déi sinn, déi mer kennen, a wou d'Regierung an d'Ekonomie och net d'Kapazitéiten hunn, hinne Perspektiven unzebidden, wou ganz oft och d'Klimasituatioun komplizéiert ass.

An ech muss Iech soen als Entwécklungsminister: Wann een ... – an ech hunn och do d'Chance gehat, dass heiansdo deen een oder deen aneren Deputéierte mat bei Deplacemeter derbäi war –, gëtt ee sech bewosst, wat een eng Chance huet. Heiansdo si mer eis däärs net bewosst.

Wa mer vun Entwécklungspolitick schwätzen, ass et a mengen Aen och en Investissement, gradewéi eis aner Vecteur vun der Aussepolitick, a gutt Relatiounen, déi mer à long terme och mat bilaterale Partner an der Welt, a besonnesch an Afrika, a Südostasien an an Zentralamerika, weider wëllen ausbauen. Et ass wichtig fir Lëtzebuerg, iwwert d'Europäesch Unioun an och den europäesche Kontinent eraus weider op säi Réseau vu Frënn a Partner kënnen ze zielen. An do hëlleft justement nieft der Diplomatie och eis Entwécklungs- an eis humanitär Hëllef.

Genausou wéi bei eise bilaterale Bezéiunge baséieren déi Partneriaten op engem Sockel vu gemeinsame

Wärter, virop de Prinzipie vun Demokratie an och dem Respekt vu Mënscherechter. Dëst gëtt an Zukunft och méi explizit an eisem Dialog op Regierungsniveau thematiséiert an et gëtt och an eis Accorden drageschriwwen, esou wéi et elo rezent am Fall vum Togo gemaach ginn ass.

Et geet net drëms, eise Partnerlänner eis europäesch, „westlech“ Liewensweisen opzedrängen, wéi Kritiker de Bailleuren dat heiansdo virwerfen. Ech hat a menger Ried virun der Generalversammlung vun der UNO gesot: Eng Entwécklungshëllef vu Lëtzebuerg ass virun allem, éischtens, net nees „mea culpa“ vis-à-vis vun enger Kolonisationspolitik, déi Verschidde ner gemaach hunn. Et geet net drëms, Mineralien ze exploitéieren. Et geet net drëms, e Benefiss domadder ze maachen. Et geet am Fong villméi drëm, deene Leit wëllen ze hëllefen, an engem gewëssene Sënn och fir méi Equiliber op dëser Welt.

Et geet fir eis eeben elo bei deene Kritikären, déi ech Iech genannt hunn, Reegelen a Wärter dorëms, dass mer keng Verschlechterung vun der politescher Gouvernance – dat ass elo awer zum Beispill bei engem Coup d'État de Fall – oder vun de Mënscherechtssituatiounen hunn, déi am Fong Marche arrière maachen. A mir gesinn dat a verschidde Länner, dass et awer och heiansdo eng Marche arrière gëtt. Dowéinst, den Dialog ass dann dat, wat mer virgesinn hunn, a wat in extremis och en Enn vun eiser Kooperatioun kann erbäiféieren.

Wichtig dobäi ass de Respekt vun Engagementer, national an och international, déi eis Partner agaang sinn a par rapport zu deenen d'Situatioun ka gemooss ginn: d'Charta vun der UNO, d'UNO-Mënscherechtscharta, national Legislatiounen etc. An déi lokal Zivillgesellschaft spillt do och eng wichteg Roll als Observateur an am Plädoyer. An dofir lancéiere mer zum Beispill och am Sahel e regionale Programm mat LuxDev, fir esou Organisatiounen och méi ze ënnerstëtzen. Och d'UNO huet, zum Beispill via den Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mechanismen an Instrumenter, déi eis guidéiere kënnen.

Aus all deene Grënn ass et dofir wichteg, sur place den Dialog iwwer Mënscherechter ze féieren, bilateral, mee besonnesch och bei de reegelméisseg Consultatiounen tëschent der EU an onse Partnerlänner, well op deem Niveau selbsterständlech méi kann erreicht gi wéi bilateral. Do, wou mir Ambassaden hunn, bedeelege mir eis aktiv un deene Consultatiounen.

Ech ginn Iech e Beispill: Mir si mam Senegal grad mëtten an dësen Diskussiounen dran. An ech si ganz éierlech: Ech weess net, ob mer do eng Eenegung wäerte fannen. Déi nei senegalesesch Regierung deet sech schwéier domat, sech mat eis op eng Diskussioun iwwer Mënscherechter a spezifesch iwwert d'Protektioun vu Minoritéiten an der Gesellschaft anzeloossen. Ech hat selwer e schwieregt Gespréich mam President Faye zu New York am Hierscht, wat drop erausgelaf ass, dass senger Meinung no de Senegal léiwer op eisen Appui géif verzichten, wéi e reegelméisseg Dialog mat ons iwwert d'Evolutioun vun der Mënscherechtssituatioun wëllen unzefänken. Esou Gespréicher wiere wuel fir hien eng inakzeptabel Ingerence an d'Souveränitéit vum Senegal.

Dat ass selbsterständlech net eis Absicht. Ech hunn Iech et virdrun erkläert: Ech froen net, dass Saache gemaach ginn. Et ass net un eis, hinnen ze soen, wat se ze maachen hunn. Mee mir mussen awer kënnen evitéieren, dass et Saache gëtt, déi am Moment net méi gemaach ginn. Dass am Afghanistan eng Fra net méi dierf op d'Uni goen, net méi dierf an d'Schoul goen, ass eppes, wat net geet. Dass a verschidde

Länner eng Relioun net méi kann ausgeübt ginn, wou dat gëschter konnt gemaach ginn, geet net. Dass Minorité-sexuellé vun haut op muer – oder et fänkt da bei deenen un – kriminaliséiert ginn, wou et haut net de Fall ass ...

Mir froe weeder eng Ofdreiwung nach e Mariage pour tous nach, dass iwwerall mol Synagogen oder Kierche solle gebaut ginn. Mee et solle keng Réckschléi kommen. Et soll net einfach d'Maschinn wéinst ganz oft Populismus einfach nees op verschidde Minoritéiten oder op Gruppe geschloe ginn. Méi froe mer net – méi froe mer net! A wann dat eng Ingerence ass fir deen een oder fir deen aner, da muss ech Iech soen, da gëtt et net einfach!

A viru 14 Deeg war eng Commission de partenariat op Direkteschniveau zu Dakar, wou mer ze verstoe kritt hunn, et wier politesch duerchaus gewollt, eise Partneriat weiderzeféieren, well et si lo 37 Joer, dat mer zesummen am Senegal schaffen. An et ass dorëms gaang, wéi an Zukunft eisen Dialog iwwer Mënscherechter soll organiséiert ginn a wéi eng Prozedure mer virgesinn, falls mir eis net sollten eens ginn, dat heescht de „Règlement des différends“. Dat ass eng éischt positiv Evolutioun am Moment. Mee mir kommen nëmme ganz lues a lues weider. An aus logistesche Grënn muss mir geschwé wëssen, ob déi dräi grousse Programme, déi fir de PIC V (ndlr: Programme indicatif de coopération) virgesi waren am Beräich Berufsausbildung, Santé a Waasser, wäerten deemnächst kënnen starten oder net.

Wéi mir all dës Defie meeschteren, gëtt och periodesch extern evaluéiert. Virun engem Mount war ech bei der OCDE zu Paräis, fir en Echange mam Comité d'aide au développement, dem Organ justement vun der OCDE, an deem Membere sech austauschen iwwert déi besch Methoden, fir d'Entwécklungshëllefprojeten ëmzesetzen, an och analyséieren, awéifern gemeinsam Normen agehale ginn a wouhi wéi vill Hëllef fléisst. De Rapport vun onser „revue par les pairs“, sou wéi een dat nennt, ass amgaang, finaliséiert ze ginn a wäert deemnächst och hei zu Lëtzebuerg vum President vum Komitee, dem Carsten Staur, virgestallt ginn.

Lëtzebuerg gëtt an dësem Rapport gelueft fir d'Quantitéit vu senger Hëllef, mee och fir seng Charakteristiken, exklusiv Donen onni wirtschaftlech Contrepartie, also „net léiert“, wéi een dat esou am Jargon nennt, konzentréiert op de Kampf géint extreem Aarmut an deenen am mannsten entwéckelte Länner.

Lëtzebuerg erreicht mat déi héchst Niveaue vun Hëllef als Prozentsaz och vum RNB ënnert den OCDE-Memberen, onni emol eis Ausgaben och fir den Accueil vu Flüchtlingen zu Lëtzebuerg oder eis Ausgabe vu Klima- an Energiefonds an Entwécklungslänner derbäizerechnen, wat dëst Haus jo och rezent an enger Motioun ënnerstëtzt huet als Approche.

Mir féieren dës Politick jo net, fir vun der OCDE gelueft ze ginn, mee et ass awer interessant, dass déi aner wichteg bilateral Acteuren a Bailleuren, mat deene mir jo och oft um Terrain zesummeschaffen, esou eng positiv Appreciatioun vun eiser Aarbecht hunn. Besonnesch gefreet huet mech och de positive Feedback aus dem Cap Vert, vun de Komiteesmembere, déi och extra dohinner geflu waren, mee och vun eise kapverdianesche Partner, déi eis Approche positiv bewäert hunn.

Ech muss awer och soen, dass dës laangjäreg Charakteristike vun eiser Entwécklungspolitik, déi och explizit vun onse Partner appreciéiert ginn, geschwé riskéieren, international minoritär ze ginn. De Volume vun de Budgete geet erof an d'Natur vun de Partneriaten ännert sech. Der EU hir Global-Gateway-Initiativ

ass ganz oppen transaktionell, verspricht potenzielle Partneren Investissementer en retour fir geopolitesch a wirtschaftlech Avantagen, zum Beispill den Accès zu rare Mineralien. Gelackelt ginn d'État-membré mat Retombéeë fir hire Privatsecteur, wa si bei esou Initiativen och matmaachen. Am Hannergrond steet do och d'Debatt iwwert den zukünftigen EU-Budget, wou ze erwaarden ass, dass déi klassesch APD, d'Entwécklungshëllef, keng esou grousse Roll an Zukunft méi wäert spillen.

Lëtzebuerg verschléisst sech absolut net enger Diskussioun iwwer eng méi affirmativ Roll vun der EU an der Welt. D'EU an hir Memberstaate mussen sech an der aktueller an an der zukünftiger Welt och méi breet opstellen, wa si als geopolitesch wichtegen Acteur wëllen eescht geholl ginn. Mir hunn an der rezenter Vergaangenheet aner Acteuren d'Feld iwwerlooss, well eis Partneriatsoffer entweder als en Acquis ugesi ginn ass oder de Besoine vun eise Partner net méi entsprach huet.

Gläichzäitg stellen ech mir awer nach vill Froen iwwert dës Approche, déi amgaang ass, d'Entwécklungshëllef, esou wéi Lëtzebuerg se praktikéiert an d'OCDE se lueft, am Moment éischer an den Hannergrond ze drécken.

D'EU ass an der Welt bekannt fir hir Wärter. Déi Wärter si keng Hindernisser, fir als Acteur op der Weltbün an als interessante Partner fir Drëttstaate kënnen Erfolleger ze hunn. Au contraire, déi meeschte Partner, déi sech Richtung China oder Russland wende fir Ennerstëtzung, regretéieren, dass verschidde Projeten net méi mat der EU ze maache waren, well si genau wëssen, dass déi aner zwar manner Contrainten hunn, wat d'Wärter ugeet, mee dofir vläicht och aner Interessie verfolgegen, an oft zu Konditiounen, déi à terme oft net ëmmer déi favorabelst sinn. Wann de Global Gateway der EU et erlaabt, Partneriaten mat esou Länner méi breet opzestellen, wichteg Infrastrukturprojeten och ze realiséieren, EU-Fachwëssen anzusetzen an eeben och, firwat net, positiv Retombéeë fir europäesch Wirtschaftssecteuren ze bréngen, da schéngt dat mir eng wichteg an och iwwerfällg Initiativ ze sinn.

Allerdéngs mengen ech net, dass d'Konzept vum Global Gateway elo déi nei One-Size-fits-all-Léisung fir all Entwécklungsland wäert sinn oder soll sinn. Lëtzebuerg ass iwwerproportional engagéiert an deenen am mannsten entwéckelte Länner, do, wou een d'extrem Aarmut och fënnt a wou et drëms geet, d'Grundbedürfnisser vun der Populatioun ze bedéngen: Ernährung, Waasser, Gesondheet, Educatioun oder och zum Beispill nach Energie. An deene Kontexter, wou och d'Gouvernance oft zimmlech fragill ass, de Staat net iwwerall wierklech fonctionéiert, d'Wirtschaft sech op de Primärsecteur an den Handel limitéiert, schéngt mir och weider eng Approche, déi sech op Donen, onni wirtschaftlech Contrepartie, baséiert, déi richtig ze sinn. Mee et ka sinn, dass dat geschwënn am Fong en Nischephenomeen gëtt, obschonn d'Besoinen immens grous sinn.

Wéi eng Roll Lëtzebuerg am Kader vum Global Gateway spille kann, gëtt duerch e puer Projeten illustréiert, an deene mir schon engagéiert sinn, sou zum Beispill am Cap Vert am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou d'SEO zum Beispill och implizéiert ass.

Et bleiwen awer nach oppe Froen, wat d'Participatioun vu PMEen a PMien ugeet, déi jo och e grousse Deel vun eisem Tissu économique duerstellen. Den Ament hunn ech d'Impressioun, der Kommissioun hir Virstellung geängen haaptsächlech a Richtung vu grouse Konzernern goen. Ech wäert mech mat

deenen anere Memberstaaten dofir asetzen, dass déi Instrumenter och fir déi PMEen a PMIen accessibel sinn an der Praxis. An dat hunn ech och gëschter, wéi mer de Conseil zu Warschau haten, der Kommissioun nach eng Kéier rappeliert an den Entwécklungsministereeren eeben och déi Suerg matgedeelt.

Ech hunn elo e puermol Allusioun op wirtschaftlech Retombéeë gemaach am Kontext Global Gateway. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, och e puer Wuert doruwwer ze soen, wéi ech d'Roll vum Privatsecteur an der Entwécklungshëllef gesinn.

Den éischte Constat ass, dass déi öffentlech Entwécklungsgelder aleng bei Wäitem net duerginn, fir den enorme Besoinen an den Entwécklungslänner gerecht ze ginn. Mir brauchen dofir laangfristeg an nohaltig Finanzemeter, un deenen de Privatsecteur sech och bedeelegt, ganz besonnesch elo, wou mir an engem Kontext vu konstante Polykrise liewen a wou ëmmer méi Länner hir Entwécklungshëllef erforschrauwen oder anerwäerts benotzen.

Lëtzebuerg ass als zukunftsorientéiert Finanzplaz mat enger staarker Fongenindustrie, mat der classescher Bourse, engem staarke FinTech an engem inklusive Finanzsecteur am Fong gutt placéiert, fir weiderhin eng staark Roll ze spillen, wann et drëms geet, innovativ an durabel Finanzéierungsinstrumenter opzestellen an déi privat Investissemeter och ze kanaliséiere Richtung nohaltig Entwécklungsziler.

Fir Iech e konkret Beispill ze ginn, denken ech direkt un déi sougenannt „CAT Bonds“, eng Katastrophenobligatioun am Fong, déi op der Bourse notéiert ass. Et ass en Instrument, wat mir de Moment mam Programme alimentaire mondial, dem PAM, an der Weltbank och entwéckelen. Et geet drëms ze kucken, ob finanziell Risiken am Fall vun Naturkatastrophe vu privaten Investisseuren och kënnen iwwerhol ginn.

Wa mir vum Privatsecteur schwätzen, denke mir awer och haaptsächlech un de Privatsecteur an eise Partnerlänner. Mir wëllen hëlfe, dass dee sech eeben och dynamiséiert a formaliséiert, dass hie genuch, dezant an am Fong uerdentlech Aarbechtsplaz bitt, Investisseure remuneréiert, Steiere bezilt, déi dem Staat et och erlaben, seng Missiounen duerno kënnen ze erfëllen, an ultimativ, dat Schéinst wier, duerno och ouni extern Ënnerstëtzung. Et ass och wichteg, dass dem Privatsecteur seng Innovationsstärker lokal Solutiounen op de Marché bréngt, déi och nei a méi effizient Äntwerten op lokal Problemer duerstellen.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun fokusséiert sech hei op kleng a mëttelgrouss Entrepreneuren an och op kleng Bauere. Et geet drëms, deene Leit an Entrepreneuren Accès ze ginn op lokal Finanzéierungsmëttel. Dëst ënnerstëtze mir mat Initiative wéi dem Financing Innovation Tool, dem FIT, engem Outil, deen ons erlaabt, do ze investéieren, wou et dacks nach net rentabel genuch oder ze komplizéiert ass fir reng privat Initiativen.

Doriwwer eraus huet d'Lëtzebuurger Kooperatioun och zwee Instrumenter op d'Bee gesat, mat deene mir direkt innovativen a jonken Entrepreneuren an eise Partnerlänner Ënnerstëtzung kënnen bidden, fir datt si innovativ Produkte kënnen op de Marché bréngen an och Aarbechtsplaz schafen.

Nieft der Zesummenaarbecht mat der Privatwirtschaft ass et eis och wichteg, akadeemesch a wëssenschaftlech Partnerariete ze ënnerstëtzen. D'Lëtzebuurger Wëssenschaft huet vill Léisungen, déi fir eis Partnerlänner kënnen nëtzlech sinn, sief et am Beräich vun den neien Technologien, dem Space, der Cybersecuritéit an och dem Droit.

An deem Kader hu mir rezent e Bourseprojet zesumme mat der Lëtzebuurger Uni lancéiert, an deem Studenten, zum Beispill aus dem Laos, aus dem Cap Vert an aus Costa Rica, op Lëtzebuerg kommen, fir hire Master an hiert Doktorat ze absolvéieren an duerno d'Wëssen an d'Experienz, déi se hei zu Lëtzebuerg konnte sammelen, eeben duerno och an hiren eegene Länner kënnen ëmzesetzen.

A jo, et gëtt och e Lien mam Commerce extérieur, net am Sënn, dass mir a Projete Lëtzebuurger Entrepreneuren imposéieren, mee am Sënn, dass déi gutt Relatiounen, déi Lëtzebuerg mat Entwécklungs- a Schwellelänner opbaut, mat der Zäit och emol dozou féiere kënnen, dass de Privatsecteur sech fir déi Länner interesséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dese méi allgemengen Iwwerleeungen zu aktuellen Tendenzen ass elo och de Moment fir e Réckbléck op eng Rei wichteg Evenementer an Entwécklungen, déi d'lescht Joer, 2024, geprägt hunn.

Ech kann ufänken domat, Iech e puer provisoresch Zuelen ze ginn. Déi definitiv komme méi spéit am Joer an eisem Rapport annuel, genausou wéi eng méi prezis Opdeelung zwëschent de verschiddenen Acteuren. Mir hunn d'Zil vun 1 % vum RNB erreecht, wat d'lescht Joer ronn 551 Milliounen Euro duergestallt huet. Déi zwou grouss Opdeelungen a bilateral a multilateral Hëllef belafe sech op ongeféier 72 % fir déi bilateral an 28 % fir déi multilateral. D'humanitär Hëllef, déi zu der bilateraler Hëllef gerechent gëtt, huet ronn 17 % vun deem Ganze representéiert. Déi Pourcentage sinn och komparabel mat deene vun 2023.

Am Beräich vun der bilateraler Hëllef gëtt et zwou Evolutiounen, op déi ech wollt agoen. Enn 2023, kuerz no dem Ufank vu mengem Mandat, hunn ech d'Decisioun geholl, eis bilateral Programmer am Burkina Faso, am Mali an am Niger auslafen ze loossen. Am Niger war des Kooperatioun jo scho säit Juli 2022 suspendéiert gi vu mengem Virgänger no deem Coup d'État an och dem Emprisonnement vum Mohamed Bazoum, deen d'ailleurs och nach haut ouni iergendeen Prozess oder iergendeppes am Prisong sëtzt mat senger Fra. A virun e puer Deeg huet och de Groupe de travail sur la détention arbitraire vum Conseil des droits de l'homme vun der UNO confirméiert, dass et sech ëm eng Détention arbitraire handelt, dass dat och géint d'Déclaration universelle des droits de l'homme geet an och géint de Pacte international relatif aux droits civils et politiques, an huet dofir och gefrot, dass d'Regierung am Niger deementspreechend reagéiert. Ech weess net, ob dat vill Impact wäert hunn.

Am Mali leeft de bilaterale Programm Mëtt des Joers aus, am Burkina Enn des Joers, mat jeeweils enger Period vu sechs Méint, fir alles och geuerdent ofzeschléissen. Projete, déi iwwer aner Acteuren lafen, multilateral Agencen, ONGen oder aner bilateral Baillereen, sinn nach méiglech. An ech soen hinnen och Merci, dass mer op déi kënnen zielen, dass mer och do eebe kucken, wéi mer och méi Moyene kënnen zur Verfügung stellen. Mee de Gros vun onsem Appui sinn a waren och déi, déi vu LuxDev oder och vu PROMAN am Fall vum Mali ëmgesat goufen.

Den Hannergrond ass, wéi ech ufanks erkläert hunn, dass d'Entwécklungshëllef och Aussepolitick ass a sech u gewëssene Wäerter orientéiert, an déi sinn den Ament an zentrale Sahel net méi ginn: Militärlinje hunn de Pouvoir ergraff a gi keng kredibel Unzeche vun engem Retour zu enger konstitutioneller Uerdnung, jiddefalls kenger demokratescher. Am Mali gëtt nach vu Wale geschwat, am Burkina ëmmer manner an am Niger gëtt säit der Chute vum

President Bazoum iwwerhaupt net méi iwwer Wale geschwat.

Ech gesi mech net bei eise bilaterale Consultatiounen – an do ass et eebe geschitt mat engem Land, wou ech hätt sollen ënnerschreien – oder bei Lancemeter vun neie Programmer Dokumenter ënnerschreien nieft engem General, engem Kolonell, nieft engem Putschist an deem d'Hand ginn. Mat deem e Kontrakt ze ënnerschreien, dat wëll ech net. An och e Pantin, deen do sëtzt, wou mer wëssen, dass awer eng Junte militaire duerno alles decidéiert, dat wëll ech net. An dat war eeben ... Ech hat eng Situatioun, wou ech eebe sollt ënnerschreien, wou ech der Kooperatioun gesot hunn: „Do muss mer wierklech seriö drüwwer diskutéieren, wéi mer do weiderschaffen.“

Mee ech widerhuelen: Ech bedauern natierlech des Schrëtt, déi ech hu mussen huelen, well et verbannen eis méi wéi 30 Joer. Ech war selwer scho mat verschiddene Leit, déi och hei am Sall sinn, an där Géigend. An et ass jo net, wéi wann do d'Besoin verschwonnen wäeren, wéi wann d'Leit do keng Hëllef méi géife brauchen. Mee au contraire, mir mussen och oppassen, net dass mer am Fong eis geopolitesch Konkurrente wéi Russland ... An dat gesi mer och, dass de Poids vu Russland an deene Länner ëmmer méi Gewicht hält an dass souguer verschidde vun onse Länner, europäesch Länner, iwwerhaapt net méi wëllkomm sinn, och net méi wëllkomm sinn an deene Länner, an deene se sinn. An dowéinsten soen ech – ech widerhuelen dat, wat ech virdu gesot hunn – de Multilateralen an den ONGen, déi nach do sinn, Merci. A mir wäerten do och kucken, wéi mer do kënnen de Leit virun allem hëlfe, awer net engem Regimm.

Fir deem Rechnung ze droen, bleiwe mir am Sahel engagéiert, sou wéi ech virdu gesot hunn, eeben iwwer aner Kanäl, an awer och zum Beispill iwwer eis Presenz am Benin an am Togo. Béid Länner hu schon domadder ze kämpfen, am Norde vum Land, wann Der d'Situatioun och kennt, wou och schon Onstabilitéit ass. Do wäert eisen Haaptvektor natierlech d'Europäesch Unions sinn, a mir participéieren zu Bréissel aktiv an deene verschiddenen Instanzen, déi sech och mat der Regioun Sahel beschäftegen. Eis Ambassadrice zu Dakar ass och Envoyée spéciale fir de Sahel. Mir bleiwen och an deem Réseau present an aktiv.

Et ass wouer, dass mir iwwert de Sahel an d'Auslaffe vun eise bilaterale Programm weínege öffentlech kommunizéiert hunn. Ech wäert haut net drop agoen, wat fir eventuell Konsequenze fir eisen diplomatesche Réseau sech aus deser Situatioun mëttelfristeg erginn, haaptsächlech aus Sécherheetsgrënn och fir onst Personal dohannen. Déi dräi Regierungen waren eis bis elo éischter gutt geséint. Mir konnten ëmmer en Dialog oprechterhalen, mee mir hunn och gesinn, wéi susceptibel se reagéiert hunn, wéi aner Partner den Enn vun hirer Kooperatioun ugekënnegt hunn.

An d'Sécherheitssituatioun ass effektiv och e Grund, firwat mir eis Presenz an deene Länner iwwerdenken: Vill Projete, déi vun eis financéiert ginn, leien a Géigenden, an déi mir elo scho säit méi Laangem iwwerhaapt net méi konnte goe fir ze kucken, wat konkret och um Terrain passéiert ass. Jo, mir hu mat regionalem oder lokalem Personal probéiert, den néidege Suivi ze maachen, mee dat kënnen mer net mëttel- oder laangfristeg weider garantéieren. D'Leit an onsen Ambassaden an d'expatriéiert Experte vu LuxDev sinn am Mali an am Burkina bal ganz op d'Haaptstied, Ouagadougou a Bamako, confinéiert – zu Niamey hu mer keen diplomatesch Personal méi –, an och an deene gëtt et periodesch eescht Sécherheitsproblemer. Den Depart vu wichtige europäeschen Acteuren mat hire logisteschen a Sécherheitsmoyenen ass och e Facteur.

Et ass meng Absicht, dës Transitioun an eiser Relatioun mat deenen dräi Länner esou korrekt wéi méiglech iwwert d'Bün ze kréien, fir dass den diplomateschen Dialog net ofbrécht a Lëtzebuerg weiderhin, sou wéi ech virdrun och scho gesot hunn, fir d'Populatioun kann engagéiert bleiwen. A wann d'politesch Situatioun an d'Sécherheets Situatioun sech och an deene Géigende verbessert huet, wann e gewielte Leadership iwwert de Redemarrage vu bilaterale Relatiounen nodenkt, si mer do selbstverständlech net zou.

Parallèll dozou si mir den Ament och amgaangen, eis fir nei Partenariaten ze interesséieren. Am Koalitiounsprogramm hu mir och festgehalen, dass Afrika d'Prioritéit sollt hunn. A well mir eis elo gezwonge gesinn, e puer grouss bilateral Programmer am Sahel ofzeschléissen, kucke mer och prioritär an Afrika no neie Partner.

D'Recherche vun neie Partner ass keng Science exacte. Bei dëser Recherche kann een eng Multitude vu Krittären uwenden, ugefaang mat der Lëscht vu Länner, déi vun der OCDE an der Weltbank unerkannt gi fir déi Eligibilitéit fir offiziell Entwécklungshëllef. Déi ass ënnerdeelt a Pays les moins avancés a Pays à revenu moyen. Den internationalen Engagement ass, iwwer 20 % vun der APD „dans les pays les moins avancés“ ze ginn. Mir lounge als Lëtzebuerg 2023 bei iwwer 50 %. Mir kënnen also relativ flexibel sinn am Choix, wat dës Krittären elo ugeet fir d'Zukunft.

De Mix ass net nëmme eng theoreetesche Consideratioun. Et gëtt och praktesch Konsequenzen. Bilateral Programmer an de sougenannte „Pays les moins avancés“ ëmzesetzen, ass opwenneg, well et eng Hellewull vun Defie gëtt: Bonne gouvernance, d'Kapazitéit vun de lokalen Acteuren, Sécherheet, et cetera, et cetera. Mee d'Programmer, déi mer do maachen, konzentréiere sech op d'Basisservicer an de Beräicher Gesondheet, Bildung, Waasser, Agrikultur, zum Beispill. Do muss ee sech froen, wat och eis Lëtzebuerger Valeur ajoutée ass. Sécher, mir hu bewisen iwwert d'Joren, dass eis Agence LuxDev an deene Beräicher e kompetenten an och en zouverlässege Partner ass. Et ass awer och evident, dass eis gesamt Offer an engem Partenariat mat engem Land, wat scho méi héich op der Lëscht steet, eventuell als Pays à revenu moyen, vill méi héich ka sinn. De Cap-Vert ass hei zum Beispill e ganz gutt Beispill. Mir hunn d'Archipel net am Stach gelooss, wéi se d'Transitioun vun engem Pays le moins avancé zu engem Pays à revenu moyen gemaach hunn, a mir hunn haut och eng ganz breet opgestallte Relatioun mat hinnen.

Mir kucken natierlech niewent den übleche Referenze wéi dem Human Development Index och, wéi d'Gouvernance sech an der Lescht entwéckelt huet, wéi d'Evolutioun vun de Mënscherechter ausgesäit oder wéi e potenziell Partnerland sech geopolitesch esou orientéiert. Verschidde Länner komme proaktiv och op een duer fir ze exploréieren, ob ee se kéint ënnerstëtzen oder net. Allkéiers, wann een zu New York ass, kritt ee Bilateralle gefrot. Do kann ee sech schon denken, dass et och dorëms geet, mee dat ass wichteg ze héieren, en Echange ze hunn. An esou wéi dat da geet, kënn dee ganze Prozedere dann an d'Rullen.

Mee et ass net nëmme duerch eis Kontakter, et ass och duerch privat Relatiounen, zum Beispill iwwer ONGen, wou ONGe scho present sinn, wou se eis dann och nei Projete presentéieren kommen. Et ass och e weesentlechen Aspekt, ob ee wellkomm ass oder ob een all komplizéiert Mesür kritt, fir nëmme kënnen e klengste Projet unzefänken.

Wann dann dat de Fall ass, dass mer dann decidéieren, dass mer och aktiv ginn, wéi rezent am Benin an

am Togo – an mä Virgänger, de Minister Fayot, hat deemools och do déi Demarché schonn ugefaangen –, da fannen esou Missions exploratoires statt. Domadder geet et lass. Da sinn am Fong Fonctionnaires, déi dann dohinner ginn, déi sech dann informéieren, kucken, wat vu Méiglechkeete sinn, wat d'Regierung am Fong wëlles huet, wat hir Prioritéite sinn. Et gëtt gekuckt, wou mir als Lëtzebuerg entweder eng Expertise oder e Finanzement kënnen bäisteieren. Dee Genre Dialog huet vill evoluéiert: Potenziell Partner sinn haut nämlech och meeschtens vill besser virbereet. Si hunn och kloer Virstellungen, wat se wëllen an och, wat se net wëllen. Si akzeptéieren net méi aus der Nout eraus alles, wat esou ugebuede ka ginn, oder zu egal welche Konditiounen. Dat ass – dat muss een awer och gesinn – eng positiv Evolutioun a Richtung béidsäitege Respekt, déi mir och absolutt ënnerstëtzen.

Wann déi Gespréicher positiv verlafen, ass déi nächst Etapp, en Accord général de coopération ze ënnerschreien, deen de Kader setzt fir eis Kooperatioun. An enger éischter Phas kucke mir da bei anere bilaterale oder multilaterale Bailleuren, ob et scho Programmer gëtt, a versichen, do eranzekommen, fir déi ze verstärken an en passant och de Kontext besser kennen ze léieren – sou geschitt zum Beispill mat der däitscher GIZ am Togo den Ament. Mataarbechter vu LuxDev kënnen bei deenen och ënnerkommen. De Suivi vum Ministère kann ufanks à distance stattfannen, vun engem noe Posten, wéi zum Beispill vu Cotonou, oder vu Lëtzebuerg direkt. Anschliessend ass och denkbar, en Agent de la coopération bei enger befrënnter Ambassade oder och der EU-Delegatioun kënnen ënnerzebréngen. Méi spéit kann een dann iwwer e Kooperationsbüro oder souguer – wéi mer dat och schonn an der Vergaangenheet gemaach hunn – eng Ambassade nodenken, mee do ass guer keen Automatismus.

Ech kann haut hei nach keng Annoncé maachen, mat welche Länner mir am Gespräch sinn, well dat nach net zeideg ass, mee ech kann Iech awer soen, dass mir och pragmatesch virginn an zum Beispill an der Noperschaft vun onse Regional Hubs kucken: an Zentralamerika an och a Südostasien. An Afrika wëlle mir och e südlechen an ëstlechen Hub ausbauen. Wann et esou wäit ass, fir méi konkret Schrëtt ze maachen, wäert ech d'Chamber an d'Kommissioun och selbstverständlech informéieren kommen.

Um Enn vum Mandat vun dëser Regierung sollte mir also onse Réseau vu bilaterale Relatiounen an der Kooperatioun och nei opgestallt hunn. Et ass net meng Absicht, haut hei alles, all eis bilateral Programmer opzezielen.

Ech muss awer nach e Wuert soen iwwert zwee aner Partner, déi ech nach net zitiiert hunn: Dat sinn d'Ukrain an och de Ruanda.

Leschten Estimatiounen no chiffriert sech déi gesamt lëtzebuergesch Ënnerstëtzung fir d'Ukrain säit der russescher Invasioun op eng 950 Milliounen Euro. Dovu si ronn 10 %, also 96 Milliounen Euro, humanitär Hëllef an och Hëllef fir d'Rekonstruktioun, déi als Aide publique au développement ugerechent ginn. D'Majoritéit, 75 Milliounen, si virgesinn, fir den Opbau ze finanzéieren, besonnesch an der Géigend vun der Stad Krywyj Rih am Südoste vun der Ukrain, engem Industriegebitt, dat zu engem wichtege Deal zu der Industrieproduktioun an och zum PIB vun der Ukrain bäidréit. Mat dësem Soutien ënnerstëtze mir de lokale Privatsektor an der Region och mat Prêten a mat Subventiounen. Mir bilden esouguer jonk Leit wéi och Veteranen aus, fir si erëm an d'Gesellschaft integréiert ze kréien an hinne Perspektiven ze ginn. Mir ekipéiere Schoulen a Lycéeën, fir datt d'Kanner erëm an d'Schoul

kënnen goen an nees zu enger – wann een dat kann esou nennen – gewëssener Normalitéit kënnen fannen.

An Enn lescht Joer, no de cibléierte russesche Bombardementer op d'Energieinfrastrukturen an der Ukrain, déi Milliounen vu Leit, Entreprises, Spideeler oder och Schoulen oni Stroum gelooss hunn, huet Lëtzebuerg eng Contributioun vun 8 Milliounen Euro annoncéiert fir den Energiesektor am Land, souwuel fir urgent Materialbesoine wéi och, fir déi méi laangfristeg Energieresilienz ze ënnerstëtzen.

Den Deminage humanitaire ass e weideren Domän an der Ukrain, dee mir immens um Häerz läit an dee mir d'lescht Joer och mat insgesamt 12 Milliounen Euro ënnerstëtzt hunn. D'Ukrain ass a bleift also eng Prioritéit fir eis a wäert och weiderhin op eis ziele kënnen.

D'Situatioun am Oste vun der Demokratescher Republik Kongo verleet mech dozou, kuerz anzegoen op eis Relatioun mam Ruanda.

D'Deklaratioun vun der EU de 25. Januar war och kloer: Lëtzebuerg souwéi déi aner Membere vun der Europäescher Unioun sinn alarméiert iwwert déi aktuell politesch an humanitär Kris am Oste vun der RDC. Déi rezent Offensiv vum M23 ass eng kloer Violatioun vun internationale Recht vun der UN-Charta an och vun der territorialer Integritéit vun der Demokratescher Republik Kongo. Dës Kris, déi dramatesch Konsequenzen op Honnerttausende Mënschen an der Region huet, berout op engem Konflikt, dee scho Joerzénge undauert an deen do verwuerzelt ass. A fir déi, déi d'Géigend net kennen: Kuckt eng Kéier an a de Geschichtsbücher, wat am Ruanda geschitt ass. Do sinn nach ... Et ass schrecklech! Do sinn d'Tutsien an d'Hutuen, et huet een deen aneren ëmbruecht, an d'Grënn, wann Der probéiert, déi erauszefannen, si wierklech net ze erklären. Mee deen Haass ass nach do tëschent deenen engen an deenen aneren.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin och all Initiativ, fir den Dialog tëschent der RDC an dem Ruanda, mee och tëschent Kinshasa an dem M23 zustanen ze bréngen. Ech preziséieren, dass dat afrikanesch Initiative sinn, mat virun allem dem Luanda- an dem Nairobi-Mediatiounsprozess. Mir sinn iwwerzeugt, dass nohalteg Léisungen op esou komplex Konflikter just kënnen vu lokalen a regionalen Acteuren fonnt ginn. Mir müssen Drock maachen. Mee wa mir soen, mir hätten d'Léisung, ass dat falsch. Et muss wierklech och eng Initiative africaine kommen, déi mer wierklech voll ënnerstëtzen. Mir müssen als Europäer virun allem och eng gemeinsam Approche hunn, dat heescht, e staarken an och e kohärente Message iwwert eis Wäerter, iwwert eis Interëten, an d'Noutwendegkeet vun Respekt vun internationale Recht kloer an daitlech eriwberbréngen.

An deem Kontext ruffe mir och den M23 op, sech direkt zeréckzeziehen a fuerderen de Ruanda op, den M23 net ze ënnerstëtzen. Mir fuerderen och d'RDC op, all Kooperatioun mat der FDLR an aneren arméierte Gruppen opzehalen.

Eng gemeinsam Approche heescht awer och, sech eens ze sinn iwwert de konkreeten Impakt, dee mir als EU an der Resolutioun vu Konflikter wëllen hunn. Mir concertéieren eis dofir mat eise Partner, souwuel an der Region wéi och zu Bréssel. Lëtzebuerg muss dobäi bedenken, dass mir am Ruanda zënter Kuerzem eng Ambasad hunn, eng Ambasad, déi eis Interëten an Ambitiounen an engem Land vertritt, dat mir global och als e wichtege Partner a villen Domäne gesinn. Mat den Autoritéiten zu Kigali muss mir weiderhi kënnen am Dialog bleiwen, en Dialog, deen éierlech a konstruktiv ass an net d'Aen zoumécht vis-à-vis vun deem, wat elo am Nopeschland

geschitt. Déi Lëtzebuergesch souwéi déi europäesch Engagementer am Kader vun der Entwécklungshëllef am Ruanda lafe bis op Weideres op engem techneschen Niveau weider. Dat si Projeten, och am Ruanda, déi deenen hëllef, déi Hëllef och wierklech néideg hunn.

Eis Projeten en faveur vun der Formation professionnelle, enger nohalteger Ëmwelt, der Resilienz vun der rurale Populatiounen an enger Finanzplaz, déi gréng an inklusiv ass, si kloer delimitéiert mat enger strenger Redevabilitéit an engem Tracement vu Lëtzeburger Gelder.

Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg Acteuren am Beräich vun der Aide humanitaire am Oste vun der RDC. Mir sinn och am Kontakt mat der Lëtzeburger Croix-Rouge, déi zu Bukavu am Südkivu aktiv ass an déi wéinst der prekärer Sécherheetssituatioun temporaire hiert Personal huet mussen evakuéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gesamt multilateral Weltuerdnung, wéi se am 20. Joerhonert opgebaut ginn ass no zwee Weltkricher, gëtt haut hannerfrot. A se gëtt am Fong och frontal attackéiert. Hannerfroen ass u sech keng schlecht Saach. D'Gouvernance vum System ass reformbedürfteg, souwuel wat zum Beispill den UNO-Sécherheitsrot ugeet wéi och déi international Finanzinstitutiounen, wou notament den afrikanesche Kontinent och ënnerrepresentéiert ass.

Hannerfroen ass fir vill UNO-Organisatiounen och elo eng Mussesaach, nodeems de frësch inauguréierte President aus de Vereenegte Staaten decidéiert huet, entweder net méi Member ze sinn – dat zum Beispill bei der WHO – oder awer de Krunn zouzedréinen. Wann ee weess, dass d'USA fir verschidde Programmer dee gréisste Bailleur ware bis elo, beim ONUSIDA zum Beispill, da sinn dat Coupén, déi d'ganz Existenz vun deene Programmer och a Fro stellen. Europa an de Rescht vun der Weltgemeinschaft kënnen déi Budgeten net vun haut op muer ersetzen. Déi betreffen Agencë mussen sech elo op déi absolutt Prioritéit konzentréieren, méi effizient ginn a Reformen duerchféieren, déi oft scho méi laang fälleg waren.

Déi Priorisatioun ass enorm wichteg, well d'UNO-Organisatiounen d'Mandat hunn, universell Wäerter an Normen an alle Länner ze garantéieren. Et ass beonrougend, dass grad de Beräich vun der globaler Gesondheet benotzt gëtt fir Attacken op de Multilateralismus als Ganz. De Récktrëtt vun den Amerikaner aus der WHO weist och, wéi geopolitesch esou e Sujet ass, obwuel grad am Beräich vun der Gesondheet all d'Länner vuneneen ofhängeg sinn. Desinformatioun ass d'Waff a si fonctiounéiert, an eebe grad och an Entwécklungslänner.

Well mir eis däers bewosst sinn, hu mir am Dezember 2024 en neie Cadre de partenariat stratégique iwwert d'Joren 2025 bis 2028 vu 46,5 Milliounen Euro mat der Weltgesondheitsorganisatioun ënnerschriwwen. Dat Ofkomme soll d'Reformen ënnerstëtzen, déi scho jorelaang amgaange sinn, fir de multilaterale System vun der globaler Gesondheet ze stäerken, wuel wëssend, dass mir net fir d'Finanzementslach opkomme kënnen, dat d'Amerikaner elo am Fong hannerloossen.

Wéi gesot, Hannerfroen, Evaluéieren ass weesentlech en temps de crise, mee mir wësse jo, dass de Problem méi profund ass an dass de Prinzipp selwer vum Multilateralismus am Fong a Fro gestallt gëtt. Mir observéieren a ville Länner Tendenzen zum Isolationismus. Mir gesinn, dass d'Prinzipien, déi mir als universell ugesinn – Mënscherechter zum Beispill, déi grouss Prinzipie vum internationale Recht, d'Souveränitéit, territorial Integritéit, Onafhängegkeet –, kontestéiert

ginn. International Traitéen a Konventiounen ginn einfach ignoréiert, och vu Staaten, déi se ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn.

Viru Kuerzem zum Beispill huet d'israelesch Parlament, d'Knesset, och e Gesetz gestëmmt, dat déi Agence vun der UNO, déi sech säit 1950 ëm palästinensesch Flüchtlinge këmmert, verbitt an hir verbitt, weiderzeschaffen an den okkupéierte palästinenseschen Territoiren, also och a Gaza, an dat grad zu engem Moment, wou et ouni d'UNRWA net geet a wou d'UNRWA am Fong eng liewenswichtig – mee do wierklech am Sënn vum Wuert „liewenswichtig“ – Aarbecht huet fir Honnertdausende vu Leit a wou d'UNRWA ënner mënschenonwierdege Konditiounen a Gaza schaffe muss, wou bal all d'Strukture futti gemaach gi sinn, an deene si geschafft huet.

De Langage vun den israelesche Gesetzter ass am Laf vun den Diskussiounen geännert ginn, mee et war rieds dovunner ganz am Ufank, och d'UNRWA als terroristesch Organisatioun ze bezeichnen. Du jamais vu! Ech soen et nach eng Kéier: Och d'UNRWA muss reegelméisseg hir Gestiouen a Fro stellen, an deem sougenannte „Colonna-Rapport“ seng Recommendationen mussen och ëmgesat ginn.

An ech hat bei menger leschter Visitt och d'UNRWA konfrontéiert mat verschiddene Punkten, déi fir mech net akzeptabel sinn, wou ech gesot hunn: „Dir musst irreprouchabel sinn!“ Ech sinn dofir kritiséiert ginn, mee ech stinn dozou!

Mee dass 2024 eng UNO-Organisatioun, déi hiert Mandat vun der UNO-Vollversammlung kritt huet, vun engem Memberstaat op dës Aart a Weis attackéiert gëtt, weist, dass d'Remise en cause vum Multilateralismus nei Niveauen erreicht huet.

Lëtzebuerg huet Interêt, dësem Trend entgéintzewierken, an dat maache mir och. Dëst Joer wäerte mir mat 13 Organisatiounen an Agencen nei Accorden aushandelen an och ënnerschreiwen an hinnen esou fir e puer Joer stabel Kontributiounen zousécheren.

Niewent dëser finanzieller Ënnerstëtzung ass de politeschen Engagement fir d'ODD, d'Objectifs de développement durable, weiderhi weesentlech, wéi am Hierscht um Sommet de l'avenir zu New York och zum Ausdrock komm ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ONG-Secteur gouf 2024 och duerch zwee Dossiere gepräagt, déi och schonn ëfters mat deenen zwou zoustännege Chamberskommissiounen diskutéiert gi sinn: d'Konsequenze vun der Fraude bei der Caritas an d'Reform vun de staatleche Finanzementer fir d'Sensibilisatioun an d'Éducation au développement.

De Parquet enquêtéiert iwwert dat, wat bei der Caritas geschitt ass. D'Spezialkommissioun vun der Chamber iwwerleet, wéi een esou e Fiasko an Zukunft ka verhënnere. Béides kommentéieren ech dofir haut net. Et sief just gesot, dass eis Prozeduren am Émgang mat den ONGen agehale goufen, se Schlëmmeres verhënnert hunn a wuel och souguer bäigedroen hunn, dass de Skandal iwwerhaapt opgefllunn ass, wéi mer Bréiwer vu Banke kritt hunn iwwer Garantien.

Wat ech kann a wëll soen, ass, dass mir mam Service international vun der Caritas e laangjäregen a ganz professionelle Partner verluer hunn, grad an der Aide humanitaire. An ech wëll hinnen op dësem Wee och Merci soe fir den Asaz all déi Joren. Mat guddem Wëlle vun deem Service, der Hëllef vum Caritasreseau an der Welt an dem Asprange vun Ministère an der Agence LuxDev konnten de Gros vun de kofinanzéierte Projeten entweder propper ofgewéckelt ginn, well si souwisou no un hirem Ofschloss waren – dat ass zum Beispill a Moldawien an och an der Ukrain de

Fall –, oder mat anere Partner op d'mannst eng Zäit laang weidergefuert ginn – dat ass am Südsudan oder am Mali de Fall.

Ech wëll hei kuerz och op d'Mëssverständnis agoen, wat d'lescht Woch behaupt ginn ass vun engem Deputéierten, iwwert de Plaidoyer politique vun der Caritas. Den Ausseministère ass just implizéiert bei „Rethink Your Clothes“ – méi net! An d'Kooperatioun huet also mam Weiderbestoen oder net vun deem Service vum Plaidoyer politique näischt ze dinn; ob deen elo bei der Caritas oder bei Hëllef um Terrain weiderbestee oder net, ass den Organisatiounen hir Decisioun. A „Rethink Your Clothes“ fonctiounéiert weider.

No dëser Kris gouf et e Risiko vu Vertrauensverloscht vis-à-vis vun den ONGen. An och dofir si mer amgaang ze kucken, an enker Zesummenaarbecht och mat den ONGen, wou eis Prozedure kéinte verbessert ginn. Et geet net dorëms, Reegele grondleeënd ze änneren, mee och verschidde Saachen, déi eventuell schonn implizit esou geduecht waren an och an der Praxis ëmgesat goufen, méi kloer ze maachen.

Ee Beispill ass, dass d'ONGen eventuell zukünfteg Subsidien oder Remboursementen vu Fraisen net dierfen als kollateral Garantië fir e Bankeprêt ginn. Dat war zwar schonn implizit esou geduecht, mee gëtt dann eeben och nach méi explizit. Dësen Exercice dréit och dozou bäi, d'Mesüeren, déi en place sinn, besser no baussen ze kommunizéieren an esou d'Vertraue weider ze stäerken.

Well eent dierf een net vergiessen: D'Lëtzeburger ONGe leeschten en immens wichtige Beitrag an eiser Entwécklungszesummenaarbecht. Si setze 15 % vun dëser APD ëm, sinn direkt um Terrain, deels a Länner, wou mir keng direkt Presenz hunn. Si wësse genau, wat d'Besoine vun deene Vulnerabelste sinn a wat muss gemaach ginn, fir si an hirer nohalteger Entwécklung ze stäerken.

2024 huet de Ministère esou 91 Projete kofinanzéiert. Dobäi kommen 23 pluriannuell Accord-cadren. An dësen Zäiten, wou d'international Kooperatioun ëmmer méi ënner Drock steet, wësse mir hei zu Lëtzebuerg dësen Engagement vun eiser Zivillgesellschaft ze schätzen. Et ass schwierig ze chiffréieren, wéi vill Leit hei op den diversen Niveauen engagéiert sinn. Mee et sinn der sécher e puer Dausend: d'Membere vun den ONGen an hire Strukturen, d'Salariéen an d'Benevollen, déi am Hannergrond schaffen, fir d'Finanzementer ze generéieren, déi aktiv sinn, fir Projeten ze realiséieren, déi an Entwécklungslänner reese fir de Suivi vun hire Partner. Hinnen e ganz grouse Merci!

Dausende vu Leit, déi och a privaten an öffentleche Kontexter erkläre kënnen, wat Entwécklungshëllef ass, wat a wie si erreicht. Ech denken och do un déi 23 Jonker, déi sech 2024 am Kader vum Service volontaire de la coopération engagéiert hunn, a Projete vun ONGe sur place ënnerstëtze gaange sinn. Wéi gesot, fir all dësen Asaz all deene Leit e ganz, ganz grouse Merci, well ouni dësen Engagement géif et ganz sécher zu Lëtzebuerg och net dee breede gesellschaftleche Konsens ginn, fir an eis Kooperatiounspolitik ze investéieren, an dat all déi lescht Joren.

Dat bréngt mech op deen zweete groussen Dossier, deen 2024 d'ONGen och gepräagt huet: d'Sensibilisatioun an d'Éducation au développement. Fir an dësem Beräich den Impact vun de Projete kënnen ze moossen a méi effizient an effikass ze schaffen, wëlle mir mat den ONGen e gemeinsame Kader schafen, deen dofir suergt, dass d'ONGe méi enk zesummeschaffen an doduerjer och Synergien entstinn.

Dës Reform baséiert op enger externer Analys, déi d'lescht Joer am Kader vun enger methodescher Revisioun vum Secteur duerchgefouert gouf. Dobäi huet sech an där externer Analys erausgestallt, dass eng Impaktstudie vum Secteur onméiglech wier, well et un den néidegen Donnéeën gefeelt huet, fir eng Analys ze maachen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Consultanten hu recommandéiert, kollaborativ a mat der néideger Zäit eng Reform auszeschaffen. An dat ass elo och ugelaaf. D'ONGe sinn och amgaangen, un enger gemeinsamer Visioun ze schaffen, déi och a verschiddenen thematesche Programmer soll dekliniéiert ginn, wou d'ONGen haaptsächlech gemeinsam Initiativen ëmsetzen, awer och de Spillraum hunn, fir eegen Aktivitéiten ëmzesetzen.

Jiddereng vun hinne kann hire Bléckwénkel, hir Expertisen an eeben och hir Particularitéiten do matabréngen a sou der Effentlechkeet, de Schoulen, deenen hirem Léierpersonal an de Schüler och eng interessant Offer bidden.

2024 war e Virbereedungsjoer a 2025 gëtt en Transitiounsjoer, fir dass ab 2026 de gemeinsame Kader bis 2030 steet. Déi Transitioun stellt vill Aarbecht duer an déi geschitt an enker Koordinatioun mat deene concernéierten ONGen an aner Acteuren, wéi zum Beispill dem Educationnministère, deem ech och vun dëser Plaz wëll Merci soe fir säi konstruktiv Engagement.

Fir déi Zesummenaarbecht weider ze stärken, soll dem Secteur och eng Maison des ONGD zur Verfügung gestallt ginn. Mat engem Mix aus Büroen, Ausstellungs-, Versammlungsraum a souger Plazen, fir Saachen ze verkafen, kréie se eng prominent Plaz an der Stad, déi hir Aarbecht nach méi visibel mécht an och interessant fir de Grand public mécht. Nieft deenen, déi scho sensibiliséiert sinn, si mir dann och besser placéiert, fir déi unzeschwätzen, déi manner mam Sujet befaasst sinn. Well déi ze sensibiliséieren, déi schon am Secteur sinn oder de Secteur kennen, ass net de But vun der Sensibiliatioun.

Ech hat ufanks gesot, ech kéim nach op d'Aide humanitaire zrëck, an ech maachen dat bewusst separat, well dës Form vun Hëllef hirem eegene Prinzipp follegt an an der Haaptsaach reagéiert se op Krisen an och op Naturkatastrophen. Leider muss mir feststellen, dass eebe grad déi Prinzippien haut och ëmmer méi a Fro gestallt ginn, fir net ze soen ignoréiert oder souguer bewusst violéiert ginn.

D'Impartialitéit vun der humanitärer Hëllef gëtt oft net méi unerkannt a Konfliktzonen, weeder vun nationalen Arméien nach vun netstaatlechen Acteuren. Si gëtt, wéi all aner auslännesch Presenz, als externt Amëschchen ugesinn, en faveur vun där enger oder vun där anerer Partei. Accès muss all puer Kilometer verhandelt ginn, hântkum Bon-vouloir vun de lokale Kommandanten of, staatlechen oder aner. D'Hëllef erreicht méi schwéier a méi spët déi Leit, déi se dréngend brauchen, a si ass méi geféierlech fir humanitär Acteure ginn a kascht och ëmmer méi Geld.

Finanziell wäert déi humanitär Welt weiderhi mat zwee groussen Defie konfrontéiert sinn: Engersäits ginn d'Besoine weiderhin an d'Luucht an anerersäits geet d'Baisse weider vun de Contributiounen vun de Bailleuren, sou wéi och déi lescht Joren.

Dës Baisse läit wuelgemierkt net u Lëtzebuerg, ganz am Géigendeel! Sait 2022 stelle mir sécher, dass all Joer mindestens 15 % vun der APD an d'humanitär Hëllef fléissen. Och en termes de volume hu mir seit 2022 all Joer méi Nouthëllef ginn. Wat de Budget ugeet, schwätze mir d'lescht Joer vun ongeféier 96

Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg fir humanitär Hëllef ausginn huet.

Drei Regiounen hunn 2024 erausgestach: den Noen Osten, de Sahel an d'Ukrain. Am Noen Osten hu mir insgesamt iwwer 14,7 Milliounen ausginn, an zwar an de palästinensesche Gebidder, am Libanon an a Syrien.

Dëst Joer wäert en Deel vun deem Montant iwwergoen an de fréien Opbau vu Syrien an de palästinensesche Gebidder, natierlech a Fonctioun vum Accès an der politescher Situatioun. Mir bleiwe weiderhi virsiichteg a ginn dovunner aus, dass trotz der aktueller éischer positiver Entwécklung eng humanitär Hëllef weiderhin noutwendeg wäert sinn.

Am Kontext vun der Aussepolitick: Gëschter op deem Treffen ass och gesot ginn, dass ee mat deem neie syresche Regimm soll ganz séier weidergoen. Ech muss Iech soen, als Ausseminister deelen ech d'Meenung, dass mer net all-in kënnen goen, dës le départ. Et ass elo en Ufank. Mir müssen hinnen do am Fong etappeweis nei Saachen zur Verfügung stellen, hëllef, awer etappeweis an net all-in. Ech weess net, wéi déi Regierung sech an deenen nächste Méint wäert entwéckelen.

Ech hat schon deemoos eng Question parlementaire heibannen – ech mengen, et war den Här Mosar, dee mer se gestallt hat – beäntwert. An dat ass nach ëmmer richteg. Mir sollen do wierklech étape par étape kucken an eeben do hinnen entgéintkommen, esou wéi si och Efforte maachen.

Erlaab mir hei, zwou Situatiounen kuerz ervirzehiewen, de Mëtteren Osten an nach eng kéier de Sahel, am Kader vun der Aide humanitaire. Ech hunn et virdu schon ugeschwat: D'UNRWA bleift een essentiellen, wann net deen essentiellen Acteur bei der Verdeelung vun der humanitärer Hëllef an der Regioun. Och wann elo verschidden aner UN-Organisatiounen en Deel vun der Nouthëllef iwwerhuelen, wäerte mir nach wéinstens 2025 op déi awer unique Capacitéit vun der UNRWA ugewise sinn.

D'Zoumaache vun der UNRWA géif net nëmmen nach méi Leed fir d'palästinensesch Zivillbevölkerung bedeiten, mee och géint d'Bestëmmung vum Accord ronderëm de Waffestëllstand an d'Fräiloosung vun de Geisele verstoussen. An d'Zoumaache vun der UNRWA ënnergrueft och gläichzäitig d'Chancé fir méi Stabilitéit an der Regioun. Ech muss Iech soen, dass déi Aussoe vun deene leschte Stonne mech och net berouegen.

Och wa mir eis bilateral Programmer am Sahel amgaang sinn erofzefueren, wëll ech, wéi ech dat schon dacks betount hunn, eis Hëllef via d'ONGen, eis UN-Partner an och d'humanitär Hëllef fir déi lokal Bevëlkerung awer och sécherstellen. Dofir hu mir eis d'lescht Joer mat Contributiounen vun 12,2 Milliounen Euro weiderhi staark engagéiert. An ech hu wëlles, dësen Niveau dëst Joer och bäizehalen.

A propos net vergiessen: Mir limitéieren eis Hëllef natierlech net nëmmen op déi dräi Beispiller, déi ech elo grad genannt hunn. An deene leschte Jore ware mir ëmmer drop beduecht, grad och deene Krisen, déi net all Dag an de Medien opdauchen, eng besonnesch Opmierksamkeet ze schenken. Ech schwätze vun de vergiessene Krisen zu Haiti, am Myanmar, am Sudan, fir just déi ze nennen.

Mir sinn eis och bewusst, dass d'Liewensmittelsécherheet nach ëmmer akut ass, elo scho seit wéinstens dräi Joer, an dat meeschtens a Länner, déi souwisou scho vu Konflikter oder och vun Naturkatastrophe betraff sinn. Aus deem Grond hu mir decidéiert, eis déi nächst zwee Joer och ganz besonnesch fir

de Kampf géint den Honger ze engagéieren. Sou hu mir dëst Joer e Sëtz am Conseil d'administration vum UN-Welternährungsprogramm. Iwwert dës Agence ënnerstëtze mir zum Beispill déi sougenannt „Programmer fir Schoulmoolzechten“. Mat enger multisektoraler Approche hëllef den Initiativen net nëmmen, d'Liewensmittelsécherheet ze verbessern, mee droen och zur Förderung vun der Bildung, der lokaler landwirtschaftlecher Produktioun, der Hygiène an der Gesondheetsversuerung bäi.

An dësem Kontext ass Lëtzebuerg och houfreg, zënter senger Grënnung 2021 Member vun der Schoulmoolzechtcoalitioun ze sinn. Déi nächst zwee Joer presidéiere mir donieft och de Conseil d'assistance alimentaire zu London. A mir hunn eis kierzlech och dozou entschloss, eis der globaler Allianz géint Honger an Aarmut unzeschleissen, enger Initiativ, déi ënner dem brasilianesche President Lula um leschte G20-Sommet lancéiert gouf.

Eng weider Thematik, déi seit der russecher Invasioun vun der Ukrain ëmmer méi wichteg fir Lëtzebuerg ginn ass, ass den humanitäre Deminage. Weltwäit hu mir mat bal 5 Milliounen Euro – am Verglach zu 1,8 Milliounen Euro am Joer 2023 – Projeten am Beräich vum humanitäre Deminage ënnerstëtzt. De Schwéierpunkt vun dësem Projet läit op de sougenannten „Éducation-aux-risques-Aktivitéiten“, déi d'Zivillbevölkerung iwwert d'Geforen duerch Munitiounsreschter a Minnen informéieren, oder op méi classeschen Deminage-Aktivitéiten, dem sougenannten „Land Release“, fir geféierlech Iwwerreschter vun arméierte Konflikter ze neutraliséieren.

Eng Kontributioun géif ech hei gären ervirhiewen: en Don vun 110 Deminage-Kitten, déi Lëtzebuerg der Ukrain gespent huet. De gesamte Wäert vun dëse Kitten läit bei ongeféier 1 Milliouen Euro.

Eppes muss ee wësse beim Deminage: Dat si Reliquen, wou haut nach am Laos – haut nach am Laos! – verschidde Leit, wa se op hir Felder schaffe ginn, Baueren, net wëssen, ob se mat zwee Been oder iwwerhaupt lieweg owes heemkommen. An d'Ukrain huet der haut méi wéi all déi Plazen!

Och wa mir weiderhi classesch humanitär Hëllef leeschten, probéiere mir och, nei Weeër ze fannen, fir déi Hëllef méi effikass ze gestalten a méi zentréiert op d'Besoine vun de Beneficiairen: Ech hat scho vun de CAT Bonds geschwat; en anert Beispill sinn eis nei Partenariater mam UNHCR engersäits, a mam Welternährungsprogramm a mam CERN andersäits, fir mat Hëllef vu Kënschtlecher Intelligenz humanitär Hëllef méi effikass, transparent an zilorientéiert kënnen ze maachen.

Dat si just e puer Beispiller vu villen innovative Projeten, déi mir am Moment testen. Um Enn vum Joer wäerte mir d'Journée luxembourgeoise humanitaire organiséieren, wou mir déi verschidden nei Instrumenter dann och wäerte kënnen presentéieren.

Zum Ofschloss vum Kapitel vun der Aide humanitaire nach e Wuert zu emergency.lu: Déi wuelbekannte Satellitte-Kommunikatiounsplattform ass nach ëmmer d'Kärkompetenz vun emergency.lu, dëst an Zesummenaarbecht mam Lëtzebuergesche Privatsektor an enger Rei och groussen humanitären Agencen.

D'lescht Joer, 2024, waren 11 Kitten am Asaz: 2 am Tschad, 2 am Niger, 1 am Burkina, 2 am Panama iwwert d'UNHCR, 2 an der Karibik nom Hurricane Beryl, an 2 zu Mayotte, déi d'ailleurs frësch vun eise forméierte franséischen Techniker do installéiert goufen.

Donieft hu mir eis operationell Capacitéit nach weider ausgebaut. E Beispill ass eng Capacitéit fir medizinesch Evakuatioun an Zesummenaarbecht mat der Luxembourg Air Rescue. A ganz rezent hutt Der jo

all matkritt, dass mer och e klengt Kand, wat duerch d'Kris am Gaza do net méi konnt behandelt ginn, an Albanien evakuéiert hunn.

Des Weideren hu mir och eng Rei materiell Contributiounen gemaach, ënnert deenen Honnerten Deminage-Kitte fir d'Ukrain, déi ech grad erwänt hunn. Mir wäerten eisen humanitäre Stock weider ausbauen, fir direkt kënnen op urgent Demanden ze reagéieren.

Aktuell si mir amgaang, weider Nischen ze identifizéieren, an deenen Lëtzebuerg kéint duerch gebündelt Kompetenz vum öffentlechen an och vum private Secteur aktiv um Terrain hëllefen an och eis international Partnerorganisatiounen ënnerstëtzen.

Fir d'Koordinatioun tëschent de Lëtzebuurger, staatléchen Acteuren am Kader vun der Nouthëllef ze verbesseren, hu mir 2022 och eng national Koordinatiounsplattform an d'Liewe geruff. Duerch eng Zesummenaarbecht vun, ënner anerem, der Kooperatioun, dem Inneministère, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, der Arméi, dem CGDIS konnten esou eng Rei Projeten ëmgesat ginn. Ech hunn et gesot: 2022. Et ass net op menger Kap gewuess, mee et soll een och déi Projeten unerkennen, déi Virgänger gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, dass d'Kooperatioun an eis humanitär Hëllef sech mussen upassen un déi vill Defien, déi ech Iech genannt hunn, sief dat d'Afrostelle vum internationale Recht oder den humanitäre Prinzipien, unilateral an isolationistesche Decisiounen vu wichtege Bailleuren, geopolitesche Reorientatiounen vu laangjärege Partnerlänner oder einfach och d'Zuel an d'Dauer vu Konflikter a Katastrophen an der Welt. D'Victime vun all deenen Tendenzen bleift awer ëmmer just dee selwechten: Dat ass de Mënsch! An déi an de mannsten

entwéckelte Länner sinn och iwwerproportional be-
traff.

Mir wäerte weiderhi solidaresch mat hinne sinn, mat deene verschiddenen Instrumenter, déi eis zur Verfügung stinn. Op bilateralem Plang renforcéiere mir d'Approche vu regionalem Rayonnement vun enger Basis aus: an Zentralamerika, a Südostasien an och deemnächst verstärkt an Afrika. Trotz bilateralem Desengagement am Sahel bleiwe mir an dëser wichtiger Regioun aktiv, iwwer aner Kanäl. D'Zil ass, iwwert déi nächst Joren eise Reseau do ze festegen, wou mir scho sinn a wou et Sënn mécht, ze bleiwen an et auszubauen, wou mir wëllkomm sinn a wou dat, wat mir ubidde kënnen, vun de Partner als nätzlech ugesi gött.

De multilateralen Ekosystem muss sech upassen a mir bleiwen e staarke Partner hei mat eise ville Konventiounen, déi den Agencen iwwer eng Rei Joren och eng gewësse Previsibilitéit ginn. Eis Aide humanitaire ass effikass an innovativ, och dank der gudder Kollaboratioun mat öffentlechen a privaten Acteuren hei zu Lëtzebuerg.

Erlaabt mer och just, vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir den Ekippen aus dem Ministère de la Coopération et de l'Aide humanitaire Merci ze soen. Ech war jo schonn a ville Ministèren, mee ech hu rarement Leit gesinn, déi de Sujet esou liewen, materliewen, wéi déi aus der Kooperatioun. Déi – gleeft mer! – kämpfen all Dag, fir dat, wat se net nëmme um Terrain gesinn, ze combattéieren.

An ech hu wierklech do d'Chance, eng Ekipp ze hunn, déi déi lescht Zäit duerch déi Krisen, déi mer hei kann hunn, duerch dee Skandal vun der Caritas, och selwer gelidden huet. Erlaabt mer, hinne vun hei aus och als Minister e grouse Merci ze soen, net nëmme

fir den Engagement, fir d'Aarbecht, mee och fir déi Energie, déi si ginn, an deen Idealismus, dee se all Dag probéieren, och ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Lëtzebuerg bleift en engagierten an zuverlässigen Partner an der Welt, a souwuel d'Kooperatioun wéi d'humanitär Hëllef illustréieren dat konkret all Dag. An ech soe Merci, dass mer et hei am Land bis elo fäerdegbruecht hunn an deene 25 Joer, 26 Joer, wou ech hei an dësem Haus sinn – 26 Joer, Här President! –, ni d'Fro ze stellen, ob et gutt ass, Kooperatiounspolitik ze maachen oder net.

Mir hunn et fäerdegbruecht, e largë Konsensus ze hunn – e larken! –, eng breet Majoritéit ze hunn, déi dat gesäit. An do si mer eis da bewosst, wéi eng Chance mer hunn. A wann Der et net wësst, gitt eng Kéier e Projet kucken, an da wäert Der verstoen, dass déi Suen net nëmme eng Depense sinn, mee virun allem en Invest!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn dem Här Kooperationsminister Xavier Bettel Akt vu senger Deklaratioun.

De Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënn de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 09.59 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Personnes touchant un revenu équivalent au salaire social minimum	1382	Sam Tanson, Djuna Bernard	64	Coûts relatifs à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise en tant que langue de l'UE	1481	Fred Keup	70
Solution digitale « Digital health network »	1471	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	65	Virus du papillome humain	1483	Sven Clement	70
Garantie d'achèvement	1472	Diane Adehm	66	Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement	1484	Sven Clement	71
Avancement du projet du pôle d'échange multimodal de la gare de Hollerich	1473	Meris Sehovic	66	Programme « Medium Earth Orbit Global Services »	1485	Marc Goergen	71
Service psychosocial du Ministère de la Fonction publique	1474	Gusty Graas, Fernand Etgen	67	Absentéisme dans les établissements hospitaliers	1486	Laurent Mosar	72
Impact de la situation sécuritaire en France sur le Luxembourg	1475	Marc Goergen	67	Stratégie énergétique de l'État	1487	Paulette Lenert, Georges Engel	73
Insémination artificielle	1476	Charles Weiler, Françoise Kemp	68	Charges locatives	1488	Paulette Lenert	73
Composition des délégations du personnel dans les entreprises	1477	Marc Baum	68	Prix de l'eau	1489	Marc Goergen	74
Délocalisations de SES vers l'Inde	1478	Marc Baum	69	Déclarations contradictoires dans le cadre du dialogue social	1490	Georges Engel	74
Dépenses étatiques dans le cadre des initiatives LGBTQ+	1479	Tom Weidig	69	Écrevisse américaine	1491	Claire Delcourt, Ben Polidori	75
État des passages pour piétons	1480	Jeff Engelen	70	Conseil supérieur du développement durable	1492	Joëlle Welfring	75
				Boissons énergisantes	1493	Paulette Lenert	75

Vergers au Luxembourg	1495	André Bauler, Luc Emering	76	Annonces publicitaires sur RTL	1520	Mars Di Bartolomeo	88
Surface des sols cultivables pour les vigneron	1496	André Bauler, Luc Emering	77	Parking CFL Belval	1521	Liz Braz	88
Programme d'études de bachelor et de master à l'Université du Luxembourg	1497	Sven Clement	77	Action Hiver « Wanteraktioun »	1522	Nathalie Morgenthaler	89
Suppression de mentions en langue anglaise des diplômes délivrés par l'Université du Luxembourg	1498	Joëlle Welfring	78	Don du sang	1523	Marc Goergen	89
Horaire des trains CFL	1499	Meris Sehovic	79	Pige publicitaire	1525	David Wagner	90
Garantie de dépôt	1500	Marc Goergen	80	Changement climatique	1526	Claire Delcourt, Franz Fayot	90
Redoublement dans l'enseignement secondaire général	1501	Ben Polidori, Francine Cloesener	80	Outils informatiques utilisés à des fins criminelles	1528	Laurent Mosar	90
Prise en charge des frais liés au permis de conduire	1502	Fred Keup, Dan Hardy	81	Bitcoin	1529	Marc Goergen	91
Don du sang	1503	Corinne Cahen, Carole Hartmann	81	Sondage sur le fonctionnement de l'Inspection générale de la police	1530	Dan Biancalana	91
Sémaglutide	1504	Paulette Lenert	81	Différend opposant une pongiste d'élite à sa fédération sportive	1531	Marc Baum	91
Utilisation de l'échangeur de l'autoroute A13/E29 à Schengen par les poids lourds	1505	Paulette Lenert	82	Contestation d'avertissements taxés	1532	Tom Weidig	91
Boycott d'entreprises et de produits israéliens	1506	Nathalie Morgenthaler	83	Analyse des eaux résiduaires des stations d'épuration	1534	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	92
Participation personnelle à payer pour certaines analyses effectuées par les laboratoires d'analyses médicales	1508	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	83	Sans-abrisme	1535	Djuna Bernard, Joëlle Welfring	92
Incident au Atert-Lycée à Redange	1509	Charles Weiler, Maurice Bauer	83	Évaluation des tests de LU-Alert	1536	Tom Weidig	93
Relations diplomatiques avec Taïwan	1510	Dan Hardy	84	Modernisation du CITA	1539	Mars Di Bartolomeo	93
Financement spécial anticrise construction par la SNCI	1511	Paulette Lenert	84	Bornes éthylotest	1540	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	93
Prise en charge des actes infirmiers pour personnes dépendantes dans le contexte de l'assurance dépendance	1512	Mars Di Bartolomeo	84	Mise en valeur de la Constitution luxembourgeoise à la Place de la Constitution	1542	Mars Di Bartolomeo	94
Système de paiement immédiat direct	1513	Ben Polidori	84	Taux d'investissement des entreprises	1543	Laurent Mosar	94
Mesures de prévoyance-vieillesse	1514	Jeff Boonen	85	Transformation du Service des dons de sang de la Croix-Rouge luxembourgeoise en établissement public	1544	Corinne Cahen, Gérard Schockmel	95
Transformation du Service des dons de sang en établissement public	1515	Djuna Bernard	85	« World Digital Competitiveness Ranking 2024 »	1545	Gérard Schockmel	95
Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés	1516	Meris Sehovic, Djuna Bernard	86	Mise en œuvre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat	1546	Jeff Engelen	97
Mise en œuvre de la loi européenne sur la restauration de la nature	1517	Joëlle Welfring	86	Garantie de dépôt	1549	Marc Goergen	97
Majorations proportionnelles dans le calcul d'une pension de vieillesse	1518	Diane Adehm	87	Travail des juges d'instruction	1552	Dan Biancalana	97
Cormorans	1519	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	87	Nouveau Gouvernement syrien	2055	Marc Goergen	98
				Aides au développement pour le Rwanda	2056	Sven Clement	98
				Soutien de l'Ukraine en matière de services de communication	2061	Marc Goergen	99
				Fièvre aphteuse	2073	Jeff Boonen	99

Personnes touchant un revenu équivalent au salaire social minimum | Question 1382 (17/10/2024) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déléguée)

Selon l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), en mars 2022, 38.041 salarié.e.s touchaient le salaire social minimum non-qualifié, ce qui correspondait à 8,7 % de la population salariée au Luxembourg.

Ce chiffre ne prend pas en compte les fonctionnaires, les retraité.e.s et les indépendant.e.s ainsi que la situation des personnes concernées (célibataire, en couple, etc.).

Dans ce contexte, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que les ministres peuvent fournir des chiffres récents concernant le nombre total de salarié.e.s,

retraité.e.s, indépendant.e.s et fonctionnaires affilié.e.s à la sécurité sociale au Luxembourg touchant un revenu équivalent au ou en dessous du salaire social minimum non-qualifié ?

2) Peuvent-ils aussi fournir des chiffres récents concernant le nombre de salarié.e.s, retraité.e.s, indépendant.e.s et fonctionnaires imposé.e.s dans la classe d'impôt 1 touchant un revenu équivalent au ou en dessous du salaire social minimum non-qualifié ?

Réponse (17/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Pour répondre aux questions posées par les honorables Députées, le Luxembourg dispose de deux bases de données administratives permettant la fourniture des données demandées, à savoir l'outil dénommé Social Policy Analysis File for Luxembourg

(SPAFL)¹ développé par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), ainsi que les données provenant des extraits de compte salaires et pensions (ECSP) déclarés par les employeurs à l'Administration des contributions (ACD).

En ce qui concerne les données à disposition dans le cadre des outils de l'IGSS :

L'indicateur utilisé est le taux de faible niveau de vie, qui représente la part des personnes dont le niveau de vie annuel est inférieur au seuil de 60 % du niveau de vie annuel médian, et ce, uniquement pour les personnes résidentes affiliées à l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise.

Le niveau de vie annuel, ou revenu disponible équivalent annuel, permet de comparer la situation financière de l'ensemble des personnes, quel que soit leur âge ou

¹ <https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/apercus-et-cahiers-cahiers-methodologiques/202311.html>

le statut d'activité, par exemple en tenant compte à la fois de la taille et de la composition de son ménage, donc indirectement de la classe d'impôt et des différentes composantes de revenu qui forment le revenu disponible annuel². Les composantes de revenu suivantes ne sont pas incluses dans le revenu disponible annuel car elles ne sont pas disponibles : revenus mobiliers et immobiliers, transferts privés entre ménages et revenus du reste du monde.

Le passage du revenu disponible annuel au revenu disponible équivalent annuel ou niveau de vie annuel est opéré en divisant le revenu disponible annuel par le nombre de membres du ménage converti en équivalents adultes pour tenir compte des économies d'échelles résultant de la mise en commun des ressources et des dépenses au sein d'un ménage. L'équivalence entre les membres du ménage est obtenue par pondération en fonction de l'âge à partir de l'échelle d'équivalence « modifiée » de l'OCDE. Cette échelle assigne une pondération à tous les membres du ménage (dont l'addition constitue la taille équivalente du ménage) : 1 au premier adulte ; 0,5 à chaque membre âgé de 14 ans et plus et 0,3 aux enfants de moins de 14 ans. Le niveau de vie annuel obtenu est finalement distribué à part égale entre chaque membre du ménage.

En 2023, le seuil de faible niveau de vie est estimé à 28.121 EUR par équivalent adulte et par an. Exprimé en EUR par an à l'échelle du ménage, ce seuil se situe par exemple à :

- 28.121 EUR par an pour une personne vivant seule ;
- 42.181,5 (28.121 * (1 + 0,5)) EUR par an pour les personnes vivant dans un ménage de deux personnes âgées de 14 ans et plus ;
- 50.617,8 (28.121 * (1 + 0,5 + 0,3)) EUR par an pour les personnes vivant dans un ménage de trois personnes dont deux sont âgées de 14 ans et plus et une est âgée de moins de 14 ans ;
- 59.054,1 (28.121 * (1 + 0,5 + 0,3 + 0,3)) EUR par an pour les personnes vivant dans un ménage de quatre personnes dont deux sont âgées de 14 ans et plus et deux sont âgées de moins de 14 ans.

À titre de repère, le revenu disponible annuel d'une personne salariée seule (classe d'impôt 1), travaillant à temps plein durant 12 mois en 2023 pour un salaire égal au salaire social minimum non-qualifié et ne disposant pas d'autres revenus primaires est estimé à 28.398,18 EUR (salaire brut – cotisations sociales impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) suivant barème – majoration de l'impôt pour financer le Fonds pour l'emploi + crédit d'impôt conjoncture + crédit d'impôt salarié + crédit d'impôt salaire social minimum + crédit d'impôt énergie + allocation de vie chère + prime énergie).

Le tableau[†] suivant présente le taux de faible niveau de vie en 2023 selon différentes caractéristiques socio-démographiques individuelles, répondant au plus près aux catégories de population demandées dans la question parlementaire.

En ce qui concerne les données à disposition de l'ACD :

L'ACD s'est, pour sa part, basée pour ses calculs sur la notion de ménage fiscal en classe d'impôt 1. Cette notion diverge de la notion de ménage communément admise dans les statistiques. En effet, un contribuable en classe d'impôt 1 n'est pas nécessairement une personne considérée comme isolée. À titre d'exemple, un ménage statistique composé de deux contribuables

² À savoir les salaires bruts, revenus d'une activité indépendante bruts, prestations sociales et familiales brutes, auxquels sont soustraits les prélèvements obligatoires simulés (cotisations sociales, impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) suivant barème, y compris les crédits d'impôt, et majoration de l'IRPP pour financer le Fonds pour l'emploi)

non mariés et non pacsés constitue deux ménages fiscaux distincts, le revenu de l'un ne complétant pas les revenus de l'autre. Les calculs de l'ACD prennent en compte aussi bien les résidents que les non-résidents. L'année fiscale 2022 étant imposée à hauteur de 90,8 % des déclarations attendues, l'ACD s'est basée sur cette année en consolidant les données d'imposition et les extraits de compte salaires et pensions (ECSP) déclarés par les employeurs.

La question parlementaire n'abordant que les revenus dits professionnels, seuls les revenus professionnels ont été pris en compte.

Sur base de ces données et pour répondre à la question qui porte sur les contribuables en classe 1, ont été exclus de la population de référence tous les contribuables ayant bénéficié des classes d'impôt 1a et 2, ainsi que ceux ayant exclusivement été assujettis à un régime d'imposition forfaitaire (notamment les intérimaires et les personnels de ménage privé).

Par ailleurs, pour la population trouvée en classe d'impôt 1 et identifiée comme ayant un revenu professionnel inférieur au SSM non-qualifié (SSM NQ) (estimé pour 2022 à 27.591,27 EUR), seul 7,52 % (dont 4,24 % pour la part des contribuables résidents) de ces contribuables ont été imposés par assiette ou décompte et disposent d'une situation fiscalement complète.

92,48 % (dont 32,53 % de contribuables résidents) des éléments de population des contribuables en classe d'impôt 1 ayant des revenus bruts inférieurs au SSM non-qualifié, sont donc issus des données provenant des ECSP.

Le fait de baser une analyse principalement sur les données ECSP induit les biais suivants :

- Pour les contribuables non-résidents, l'ACD ne sait garantir que la part des revenus salaires et pensions de provenance luxembourgeoise, hors autres revenus mondiaux donc.
- Pour les contribuables résidents, l'ACD ne sait garantir que partiellement que ceux-ci ont été résidents pour l'entièreté de l'année fiscale, ce qui induit donc là aussi une problématique potentielle d'autres revenus mondiaux.
- Dès lors qu'une personne a bénéficié d'un salaire ou d'une pension de source luxembourgeoise et quelle que soit la durée pendant laquelle elle a bénéficié de ce revenu, cette personne est considérée comme contribuable au titre de l'année 2022. À titre d'exemple, un salarié ayant exclusivement travaillé en CDD sur une courte période à un salaire journalier supérieur au SSM NQ peut être considéré comme ayant perçu des revenus annuels inférieurs au SSM NQ annuel. L'ACD a effectué, selon les données à sa disposition, le meilleur redressement possible afin de pouvoir approximer les contribuables ayant un revenu journalier moyen supérieur au SSM NQ journalier.
- Par ailleurs l'ACD ne disposant ni de la composition réelle des ménages, ni du taux d'occupation des contribuables, il n'est pas possible d'identifier clairement les personnes travaillant de manière volontaire à temps partiel (a fortiori dans un ménage au sens non fiscal).

Veillez trouver ci-joint un tableau[†] regroupant les différentes situations dans lesquelles les personnes concernées peuvent se situer.

Les contribuables sont classés d'après leur résidence et selon le type de revenu. En plus, une distinction a été faite entre les contribuables qui ont travaillé toute l'année (365 jours) ou non (< 1).

Le nombre total de contribuables de la classe 1 est égal à 365.595. Les 132.413 représentent donc environ 36 % de ce nombre total.

En résumé :

Pour tous les salariés ayant touché au moins une fois au cours de l'année 2023 un salaire horaire au voisinage du salaire social minimum, la proportion de ceux qui ont un taux de faible niveau, donc un revenu annuel inférieur à 28.121 EUR, s'élève à 25,6 %.

Tout en renvoyant aux biais relevés par l'ACD, la proportion de contribuables de la classe d'impôt 1 dont le revenu a atteint un niveau inférieur ou égal au salaire social minimum non-qualifié, à savoir 27.591,27 EUR, s'élève à 36 %.

.....

Solution digitale « Digital health network » | Question 1471 (06/11/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

La Caisse nationale de santé (CNS) a publié le 4 novembre 2024 un communiqué dans lequel elle indique avoir repris la solution digitale « Digital health network » (DHN) qui a été commanditée et largement financée par l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD). Le communiqué relève que cette reprise a eu lieu à partir du 30 octobre 2024.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les conditions qui ont été fixées pour cette reprise de DHN par la CNS ? À combien s'élève le montant d'une éventuelle transaction financière ?
- 2) Quelle plus-value la solution DHN apportera-t-elle à l'écosystème des services digitaux de la CNS ? Est-il prévu de maintenir deux applications distinctes (CNS et DHN) ? Est-ce que la solution DHN permettra de faire évoluer le Dossier de soins partagé (DSP) ?
- 3) Des solutions digitales comparables à la solution DHN ont-elles été proposées par d'autres prestataires à la CNS ? Dans l'affirmative, quelle suite leur a été réservée par la CNS ?

Réponse (13/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La numérisation, notamment dans les domaines de la santé et de la sécurité sociale, est une priorité du Gouvernement. Les efforts réalisés par la CNS ces dernières années, en collaboration avec l'AMMD, ont abouti à la mise en place du système de « paiement immédiat direct » (PID), déployé depuis plusieurs mois. Les derniers chiffres indiquent que le cap des 600 médecins a été dépassé et qu'environ 20 % des prestations sont réglées via ce processus de paiement. Cependant, pour associer davantage le patient au processus de paiement en lui permettant de vérifier préalablement que les actes facturés correspondent à ceux pour lesquels il a consulté le médecin, la solution digitale développée en parallèle par l'outil DHN, sous la responsabilité de l'AMMD, était nécessaire. En conséquence, le ministère félicite la CNS et l'AMMD pour l'accord conclu visant à pérenniser les activités développées et les solutions indispensables pour compléter le processus amorcé par le déploiement du PID et pour rajouter d'autres fonctionnalités utiles.

ad 1) Le 15 avril 2024, la société DHN a informé la CNS de sa décision de cesser définitivement toutes ses activités. DHN a proposé à la CNS la cession volontaire de l'ensemble de ses actifs.

L'article 64 (3), point d) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics européens prévoit la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publication préalable pour l'achat de fournitures ou de services à des conditions particulièrement avantageuses, notamment lorsqu'un fournisseur cesse définitivement ses activités commerciales.

Ainsi, la CNS a exprimé son intérêt pour l'acquisition du dispositif DHN, sous réserve des conditions légales imposées. Avant de prendre position, la CNS devait toutefois procéder à des analyses techniques et financières, ainsi qu'à une évaluation pour vérifier si le dispositif DHN répondait effectivement à ses besoins.

Pour bénéficier de l'expertise nécessaire, la CNS a sollicité l'accompagnement légal, technique et financier d'un grand cabinet d'avocats et d'un cabinet de conseil reconnu pour leur expertise en la matière.

Sur la base de ces travaux et de leurs conclusions, le conseil d'administration de la CNS a décidé de transiger à la date du 30 octobre 2024 pour un montant de 4,8 millions d'euros pour l'acquisition de l'ensemble des actifs relatifs à la solution DHN, y compris ceux liés à l'utilisation d'une signature électronique.

ad 2) Comme précisé en introduction, la CNS a mis en place le PID, auquel il manquait la solution digitale DHN développée en parallèle sous la responsabilité de l'AMMD. Cette solution permet d'impliquer le patient dans le processus PID en lui donnant la possibilité de valider le mémoire d'honoraires, de payer sa part personnelle et de déclencher le paiement par la CNS.

Outre le PID, la solution DHN a été conçue pour l'échange de tout autre document de santé signé électroniquement tels que prescriptions, certificats d'incapacité de travail ou devis dentaires entre médecins, patients et la CNS. À terme, plus de 15 millions de documents signés électroniquement transiteront par cet outil entre les différents acteurs du secteur de la santé.

Il n'est pas prévu de maintenir deux applications distinctes (CNS et DHN). L'architecture DHN sera reprise de façon à intégrer les applications existantes. Les documents transitant par l'outil final sauront, le cas échéant, être transférés vers d'autres applications telles le DSP par exemple.

ad 3) Le conseil d'administration de la CNS a mandaté un consultant expert pour identifier d'éventuelles solutions existantes capables de répondre aux besoins de la CNS, d'en estimer le coût et d'évaluer les délais de mise en place et d'intégration dans l'environnement informatique de la CNS et l'écosystème de santé.

Les analyses menées sur le marché luxembourgeois ont révélé que seule la solution DHN répond pleinement aux besoins de la CNS. Son architecture innovante et évolutive, qui intègre le patient comme acteur principal, complète et s'intègre parfaitement dans l'écosystème de santé luxembourgeois.

Garantie d'achèvement | Question 1472 (06/11/2024) de Mme Diane Adehm (CSV)

Aus engem Artikel aus der nationaler Press vum 29. Oktober geet ervir, dass ëmmer méi Leit sech den Defie vun der Garantie d'achèvement am Kader vun enger VEFA musse stellen. Dës Garantie, déi duerch e Gesetz vum 1976 an d'nationale Recht an d'Liewe geruff ginn ass, huet zum Zil, d'Keefer virun eventuellen Defaillancë vum Promoteur (z. B. eng Faillite) ze schützen. Obwuel d'Keefer vun enger VEFA iwwert déi lescht Joerzéngte wéineg hu missen op déi Dispositionen zréckgräifen, sou waren awer vill Keefer am leschte Joer der Faillite vun engem gréissere Promoteur ausgesat.

Laut Gesetz hunn an dësem Fall Banken de Monopol, fir e Garant fir de Promoteur ze fannen, mee a Realität gëtt déi grouss Majoritéit vun de Garanties d'achèvement vun den Assurancen iwwerholl. Der Autorité de la concurrence no befënnt een sech do an

enger juristescher Grozon, wat d'Veutraue vun de Leit schwinde léisst.

An deem Kontext wollt ech dem Här Finanzminister an der Madamm Justizministesch folgend Froe stellen:

– Wéi kënn et, dass esou vill Assurancen eng Garantie d'achèvement ginn, obschonn d'Banken de Monopol hunn?

– Wouranner besteet déi virgenannt Grozon? Wat ass dem Commissariat aux assurances seng Positioun zu dëser Grozon?

– Wisou gi vun net Lëtzebuurger Assurancëgesellschaften Garanties d'achèvement akzeptéiert, wann d'Banken de Monopol sollen hunn? Wat ass hire Rôle, wa keng Garantie vun enger Bank virläit?

– Wéi kann de Keefer beschtméiglech iwwert dës Dispositionen opgekläert ginn? Sinn Informatiounscampagnë geplangt?

Réponse (04/12/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

D'Gesetzgebung iwwer d'Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) geet am Weesentlechen op ee Gesetz vum 28. Dezember 1978 zréck an déi doraus entstoeend Upassung vum Code civil.

Zu Lëtzebuerg gesäit den Artikel 1601-5 vum Code civil vir, dass, am Fall vun enger VEFA, den Notairesakt eng „garantie de l'achèvement complet de l'immeuble dans les termes prévus par le contrat ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat à défaut d'achèvement“ virgesäit. D'Conditionen an d'Modalitéiten dovunner gi per groussherzoglecht Reglement festgeluecht. An deem Sënn definéiert den Artikel 1 vum groussherzogleche Reglement vum 24. Februar 1977 (RGD) déi Etablissementer, déi esou eng Garantie d'achèvement kënnen ausstellen.

D'Zilssetzung vum Gesetzgeber war et, de Keefer, deen eng Immobilie op Plang oder an der Bauphas keeft, ze schützen. Insofern d'Modalitéiten an d'Conditionen, wéi se an den Artikelen 2 bis 5 vum RGD definéiert sinn, respektéiert ginn, erfëllt eng Garantie d'achèvement vun enger Versécherungsgesellschaft dee selwechten Zweck wéi d'Garantien, déi vu Banken ausgestallt ginn. Eng méiglech Upassung vun dësem RGD ass och Géigestand vun der Analys, op déi, an der Äntwert op d'Fro N° 0425 vum 22. Abrëll 2024, verwise gouf.

An der „lettre-circulaire“ 16/6 vum 26. Abrëll 2016 huet de Commissariat aux assurances (CAA) seng Positioun duergeluecht souwéi Erklärungen ginn, wéi eng Obligationen eng Versécherungsgesellschaft muss anhalen, fir sougenannte Garanties d'achèvement auszustellen. Wéi am Fall vun aneren Assurancen, ass de Promoteur de Preneur d'assurance an de Keefer de Beneficiaire vun esou Garantien. Genee Zuelen, wéi vill Garanties d'achèvement vu Versécherungsgesellschaften ausgestallt goufen, leien dem Ministère net vir.

Avancement du projet du pôle d'échange multimodal de la gare de Hollerich | Question 1473 (06/11/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Le projet du nouveau pôle d'échange de la gare de Hollerich, qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de mobilité 2035 (PNM), représente un élément stratégique du réseau de transport public luxembourgeois, ainsi qu'un jalon crucial dans l'aménagement urbain des quartiers environnants et futurs, notamment les quartiers « Nei Hollerich » et « Porte de Hollerich ». Ce

projet vise à transformer la gare de Hollerich en un centre de communication majeur qui facilitera non seulement les échanges entre les différentes lignes ferroviaires, mais aussi les correspondances avec le réseau de tramway en extension, ainsi qu'avec les lignes de bus.

Le projet, articulé en plusieurs phases, comprend notamment la construction d'une nouvelle gare périphérique, la création de quais supplémentaires, la construction de deux nouveaux ponts ferroviaires, un tunnel routier, un passage souterrain pour piétons et un parking souterrain pour vélos. La finalisation des travaux de la nouvelle gare de Hollerich était prévue pour 2033, ce qui correspondrait également au calendrier de mise en service de la nouvelle ligne de tramway depuis la gare centrale.

Compte tenu de l'importance de ce projet pour le renforcement du réseau de transport et l'aménagement durable de la capitale, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre est-elle en mesure de préciser le calendrier détaillé des différentes phases de réalisation du projet du pôle d'échange multimodal de la nouvelle gare de Hollerich ? La date de finalisation en 2033 est-elle confirmée ?

2) Quand Madame la Ministre prévoit-elle de déposer le projet de loi de financement pour ce projet ?

Réponse (02/12/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur l'avancement du projet du pôle d'échange multimodal de la gare de Hollerich.

Les travaux de construction du nouvel arrêt ferroviaire à Hollerich sont actuellement prévus en deux grandes phases.

La première phase des travaux se déroulera d'avril 2027 à décembre 2030. Ces travaux se concentreront sur le côté sud du talus ferroviaire (ligne Pétange-Luxembourg). À l'issue de cette phase, en décembre 2030, le dégagement du gabarit routier nécessaire au croisement entre la route d'Esch et les voies ferrées permettra la finalisation des infrastructures du tramway dans cette zone.

La seconde phase aura lieu de janvier 2031 à décembre 2034 et portera sur le côté nord du talus ferroviaire (ligne Luxembourg-Kleinbettingen). Cette phase propose d'inclure la construction de tous les accès aux infrastructures ferroviaires ainsi que la réalisation des aménagements extérieurs. Le projet devrait être finalisé pour décembre 2034. Le dépôt du projet de loi de financement pour l'arrêt ferroviaire est prévu pour janvier 2026.

Pour ce qui est des travaux liés au tramway, les travaux concernant le quartier « Nei Hollerich » débiteront en 2028, avec l'aménagement d'un premier arrêt de tramway au carrefour de la route d'Esch et de la rue de l'Acierie. L'ouverture de cette portion de ligne est prévue pour 2029. Le projet de loi de financement lié à ces travaux a été voté le 1^{er} février 2024.

Un second arrêt de tramway, situé à proximité immédiate de l'ouvrage abritant le nouvel arrêt ferroviaire, sera également aménagé. Ce projet propose d'inclure une réorganisation complète de la route d'Esch, de façade à façade avec un nouvel arrêt de bus, une piste cyclable bidirectionnelle et des aménagements routiers modernisés. Les travaux pour cette partie devraient débiter en 2029, avec une ouverture de ligne prévue pour 2030-2031. La présentation du projet de loi de financement de cette phase est envisagée pour fin 2025/début 2026.

Service psychosocial du Ministère de la Fonction publique | Question 1474 (06/11/2024) de **M. Gusty Graas** | **M. Fernand Etgen** (DP)

En réponse à la question parlementaire n° 1291 du 4 octobre 2024 posée par les honorables Députés David Wagner et Marc Baum, le Ministre de la Fonction publique a précisé que, depuis la création du Service psychosocial du Ministère de la Fonction publique fin 2015, 3.900 agents ont eu recours à ce service pour des consultations individuelles. À ce nombre s'ajoutent, selon le ministre, de nombreuses interventions en équipe ainsi que diverses autres activités.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Comment ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières années ?

– Est-ce qu'une augmentation ou une diminution quant au recours au Service psychosocial du Ministère de la Fonction publique peut être constatée ?

– Quelles autres mesures existent actuellement pour garantir la santé mentale et le bien-être des agents de l'État ?

– Des mesures supplémentaires sont-elles envisagées d'être mises en place à ces fins dans un avenir proche ?

– Dans l'affirmative, quelles sont les initiatives spécifiques prévues à cet effet ?

Réponse (05/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Les statistiques annuelles montrent une progression du nombre des agents qui ont eu recours au Service psychosocial (SPS) du Ministère de la Fonction publique. Ces chiffres regroupent les demandes personnelles des agents ainsi que les demandes introduites par les supérieurs hiérarchiques pour un soutien d'agents en situation de détresse ou de conflit. ↑

Ces chiffres confirment donc une augmentation des recours au SPS.

ad 2) D'une part, l'État, comme tout employeur, a l'obligation légale de garantir des conditions de travail qui ne nuisent pas à la santé de ses agents et, d'autre part, chaque personne a une responsabilité individuelle concernant sa santé.

Voilà pourquoi le Service psychosocial de la fonction publique soutient les agents qui le sollicitent dans leurs démarches individuelles visant à préserver ou à améliorer leur santé. Cela peut concerner des démarches que la personne peut mettre en œuvre au niveau de sa vie privée, mais aussi des démarches qui visent à être mises en place sur le lieu de travail. Dans l'hypothèse qu'un agent constate que des éléments liés au travail risquent d'impacter son bien-être, une démarche d'amélioration appropriée au niveau de ces risques psychosociaux implique toujours la collaboration avec la hiérarchie de l'agent.

Dans ce contexte de collaboration avec l'administration, le Service psychosocial peut accompagner une analyse des risques psychosociaux (par équipe ou administration) ou des sondages du personnel. Le Service psychosocial et d'autres entités rattachées au Ministère de la Fonction publique proposent également de nombreuses formules de formations sur mesure telles qu'entre autres la désescalade psychologique, l'hygiène de vie, le premier secours en santé mentale, le leadership psychologiquement sécuritaire ainsi que des coachings, des supervisions, des médiations ou des accompagnements en vue de professionnaliser le

retour au travail des agents après des absences de maladie de longue durée.

ad 3) Le Ministère de la Fonction publique et ses administrations sous tutelle font évoluer leur offre d'accompagnement de manière continue afin de répondre aux besoins des agents et des administrations. Notre objectif est de soutenir la professionnalisation de la gestion des ressources humaines et du leadership dans la fonction publique, ce qui présente une mesure de prévention essentielle en vue de réduire les risques psychosociaux. Dans ce contexte, le Ministère de la Fonction publique avec entre autres son Service psychosocial se voit comme partenaire des administrations afin de les soutenir dans la mise en place d'une organisation et gestion adaptées.

Impact de la situation sécuritaire en France sur le Luxembourg | Question 1475 (06/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„Die Drogenkriminalität in Frankreich eskaliert.“ Esou titelt d'„Wort“ een Artikel vum 4. November 2024. Quesch duerch d'Land wier een Ustig un organisierter Kriminalitéit zesumme mam Drogenhandel ze erkennen, wat d'Sécherheetslag vum Land op d'Prouf stellt. Virun engem Joer gouf et och hei op der lëtzebuergesch-franséischer Grenz Situatiounen, wéi zum Beispill d'Schéisserei zu Villerupt oder de Beschoss vun engem RGTR-Linnebus op Mont-Saint-Martin.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Auswierkungen huet d'Sécherheetslag a Frankräich op eist Land?

2. Wéi eng Moosname goufen an de leschten zwee Joren ënnerholl, fir d'Zesummenaarbecht vun der Police a Justiz an der Groussregioun ze verbesseren?

3. Wéi eng weider Moosname si geplangt?

4. Wäerten d'Gemengen, déi op de Grenze leien, wéi zum Beispill Péiteng, als direkt betraffe Gemengen, an Zukunft méi Beamte kréien?

Réponse (05/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Lëtzebuerg huet net mat vergläichbar grouss kriminellen Incidenten ze kämpfen, wéi déi Schéisserei zu Villerupt oder de Beschoss vun engem RGTR-Linnebus zu Mont-Saint-Martin, op déi den honorabelen Deputéierten sech bezitt. Mee Lëtzebuerg ass keng Insel an d'Regierung huet aus dem Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit eng Prioritéit gemaach a wäert déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, souwuel der Police, wéi och der Justiz.

ad 2. an 3. Lëtzebuerg kollaboréiert säit Jore reegelméisseg mat den Nopeschlänner op bilateraler Basis, wéi och am Kader vun den interregionalen an europäeschen Initiativen.

Déi lëtzebuergesch Justizautoritéit si reegelméisseg am Austausch mat hiren Homologen aus de Grenzgebieden, fir sech iwwer d'Problematiken auszetauschen, déi eis Groussregioun betreffen. Dës Echangé féerden eng méi effizient Kooperatioun tëscht eise Länner, wësend, dass de Kampf géint den Drogenhandel an déi organiséiert Kriminalitéit en transnationale Charakter huet.

2007 gouf den Aarbechtsgrupp „3-M“ (3 Mosel) an d'Liewe geruff. D'Regionaldirektioun Centre-Est, notamment de Commandement vum Kommissariat Remich-Mondorf, den SPJ-Répression grand

banditisme Centre-Est a sporadesch den Directeur régional Centre-Est, d'Compagnie de gendarmerie Thionville, d'Brigade vu Rettel, de Polizeiposte Perl, d'Bundespolizei Perl, d'Kriminaldirektioun vu Mäerzeg, souwéi de Kriminalbezirksdienst Saarburg, huelen un dëse Reunionen eemol de Mount deel. D'Zil ass, den Informationsaustausch tëschent Enquêteuren an deene Regiounen ze stäerken. Thematike sinn nottamment Déifstall, Abréck, Infraktiounen mat Drogen a Waffen, mee och d'Sich no Persounen a Géigestänn mat engem grenzüwerschreidende Charakter.

Am Kader vun der EuRegio³ ginn och reegelméisseg Reunionen tëschent Enquêteuren an Douaniere vum Centre de coopération policière et douanière (CCPD) organiséiert, fir d'Zesummenaarbecht vu Lëtzebuerg, Frankräich an der Belsch ze féerden am Beräich vum Echange vun operationelle polizeilechen Donnéeën an de Beräicher Drogen, Abréck an organiséiert Déifstall.

De CCPD ass e weidert Beispill vun der gudder Kollaboratioun an existéiert zënter 20 Joer, fir d'Police an d'Douannen aus de véier Länner (Frankräich, Belsch, Däitschland a Lëtzebuerg) zesummenzebréngen, fir den Informationsaustausch ze stäerken an d'Déngschtweeër ze verkieren.

Am Kader vun der Groussregioun gëtt et zënter 2003 een Aarbechtsgrupp „Sécherheet a Preventioun“, fir déi grenzüwerschreidend Zesummenaarbecht am Domaine vun der bannenzeger Sécherheet ze stäerken. Zousätzlech Ënneraarbechtsgruppe goufen deklinéiert an de Beräicher Verkéierssécherheet, Kriminalitéitspreventioun a Stäerkung vun der operationeller Policekooperatioun.

Den neie Benelux-Policevertrag, deen den 1. Oktober 2023 a Kraaft getrueden ass, renforcéiert d'polizeilech Kooperatioun vu grenzüwerschreidenden Enquëten. Dozou gehéieren „actes d'exécution“, déi eng besser Detektioun vu penalen Infraktiounen an Enquëten erméiglechen, an eng Rei Aarbechtsgruppen, déi sech mat Thematike befaasse wéi dem illegalen Drogenhandel. An deem Aarbechtsgrupp sinn och Vertrieeder aus Nordrhein-Westfalen.

Et existéiere bilaterale Verträge mat Frankräich, déi 2023 mam viregte franséischen Inneminister ofgeschloss goufen, fir gemeinsam Kontrollen an den Zich ze maachen. Am Januar 2024 hunn den Inneminister Léon Gloden an den deemolege franséischen Inneminister Gérald Darmanin en duebelen „arrangement administratif“ ënnerschriwwen, deen déi praktesch Ëmsetzung vu Mixt-Patrullen tëschent béide Länner op der Strooss an am Zuch reegelt. Et sinn och schon esou Mixt-Patrullen an den Zich gemaach ginn. D'Patrullen op der Strooss wäerten ufank nächst Joer ulafen.

Déi zoustänneg Servicer vu béide Partië concertéiere sech reegelméisseg, fir gemeinsam Patrullen ze organiséieren an ze koordinéieren.

Zënter 2006 schaffen d'Police an d'Lëtzebuerg Justizautoritéiten, vertraueden duerch de Parquet Lëtzebuerg an Dikrech, mat den Homologen aus de Benelux-Länner a Frankräich zesummen, a Form vu reegelméissegem, gemeinsamen Echangingen am Kader vun der sougenannter „Hazeldonk“-Kooperatioun. Dës Echangingen hunn och als Objet, fir gemeinsam Solutiounen a Weeër ze fannen, fir d'Kooperatioun tëscht eise Länner am Kampf géint den Drogenhandel an déi organiséiert Kriminalitéit ze verbesseren, haaptsächlech wat déi kriminell Reseauen ueget, déi um Territoire vu méi Länner aktiv sinn. An deem

³ „Association sans but lucratif de droit luxembourgeois créée le 10 février 1995. Elle rassemble 40 collectivités de la Grande Région : communes, structures intercommunales, Landkreise et provinces“

Kader ginn och gemeinsam Kontrollen (sougenannt „Actions Étoile“) tëschent de Policen organiséiert.

ad 4. D'Erhéijung vun Effectiver duerch de Rekrutement vun 200 Poliziste pro Joer, deen am Regierungsprogramm festgehalten ass, wäert alle Policedéngschter zeguttkommen an et erlaben, Kommissariater opzestocken.

D'Kommissariat CR 3 (Commissariat à trois roulements) vun Déifferdeng, wat och zoustänneg ass fir Péiteng, an d'Kommissariat Käerjeng/Péiteng gehéieren och dozou. Dës kënnen zousätzlech vun anere Patrullen aus der Region Sud-Ouest ënnerstëtzt ginn, falls dat punktuell néideg ass.

Insémination artificielle | Question 1476 (06/11/2024) de M. Charles Weiler | Mme Françoise Kemp (CSV)

Medezinnesch Studien hu gewisen, dass déi reproduktiv Gesondheet vun der Bevëlkerung erofgeet, an ëmmer méi Koppelen op eng kënschtlech Befruchtung zeréckgräife mussen, fir hire Kannerwonsch ze erfëllen. Leider ass d'Offer hei am Land begrenzt, an dës Koppelen mussen dofir an d'Ausland. Nieft dem Deplacement an d'Ausland stellt dese Prozess fir déi Betreffenden och eng mental Belaaschtung duer an et ass en Thema, iwwert dat an der Gesellschaft net genuch opgegeschwat gëtt, wat et fir déi betraffe Leit net méi einfach mécht, mat deser Belaaschtung ëmzegoen.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Inseminatiounen hate mer an de Joren 2021, 2022, 2023?
2. Wéi vill In-Vitro-Behandlungen gouf et an de Joren 2021, 2022, 2023?
3. Wat waren d'Erfollegsquote bei den Inseminatiounen a bei den In-Vitro-Behandlungen?
4. Wat sinn d'Duerchschnittskäschte vun Inseminatiounen an In-Vitro-Behandlungen a wéi vill dovun gëtt vun der Gesondheetskeess iwwerhollt?
5. Wéi vill Spezialiste fir In-Vitro-Behandlungen hu mir am Land?
6. Gëtt et eng Waardelëscht vu Leit, déi op déi Behandlung waarden? Wa jo, wéi laang ass déi?

Réponse (10/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Et gëtt keen nationale Regëster iwwer d'Inseminatiounszyklen zu Lëtzebuerg.

Fir eng Inseminatioun muss Sperma an engem Laboratoire opbereet ginn. Dëst ka souwuel am Laboratoire vum Service national PMA, am Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), souwéi och an den Hôpitaux Robert Schuman (HRS), oder an engem private Labo am Land gemaach ginn. Duerno kann dann d'Inseminatioun vun all Gynekolog a senger Praxis oder och am Service national PMA duerchgefouert ginn.

D'Zuele vum Service national de procréation médicalement assistée (PMA) si folgend. ↑

Laut Donnéeën vun der CNS fir d'Joren 2021 bis 2023 sinn am Ganze folgend Akten ofgerechent ginn. ↑

ad 2. In-Vitro-Behandlungen ginn nëmmen am Service national PMA gemaach an hir Zuele sinn also den Total fir d'Land.

Ënnert dem Begrëff „In-Vitro-Behandlung“ versteet ee souwuel d'Follikelpunctiounen (bei deenen

d'Eezellen aus den Eeërstäck erausgeholl ginn), mat oder ouni Frëschtransfert, ewéi och déi nofolgend Kryotransferten (bei deene gefrueren Embryonen opgewiermt an d'Gebärmutter zeréckgesat ginn). ↑

ad 3. Inseminatiounen kënnen entweder mat Partnersperma oder mat Spendersperma duerchgefouert ginn. Den Undeel un Zykle mat Spendersperma läit bei ongeféier 30 % a betrëfft ee ganz anere Patienteprofill ewéi Inseminatiounen mat Partnersperma (haaptsächlech jonk, homosexuell Fraen, ouni Fertilitätsproblemer). Dëst muss ee bei den Erfollegsquoten ënnerscheeden.

Fir de Service national PMA sinn d'Zuelen déi folgend. ↑

Bei den In-Vitro-Behandlungen läit den Undeel vun Zykle mat Spendersperma ënner 10 %, dofir ginn an der Tabell ↑ heidrënner global Erfollegsquote präsentéiert. Allerdéngs ass et wichteg, datt een déi no Altersklassen opdeelt, well d'Resultater mat zouhuelendem Alter vun der Fra ganz däitlech ofhuelen.

Am Service national PMA mécht d'Altersklass ≤ 35 Joer d'Zäit 35 % vun de Patientinnen aus.

ad 4. D'CNS iwwerhëlt d'Käschte fir eng In-Vitro-Fertilisatioun souwuel bei heterosexuelle Koppelen, Fraekoppelen wéi och elengstoende Fraen, ënner folgende Konditiounen:

- D'Follikelpunctioun muss virum 43. Gebuertsdag vun der Fra duerchgefouert ginn;
- D'Onfruchtbarkeet däerf net op eng Sterilisatioun zeréckzeféiere sinn, weeder beim Mann (Vasectomie), nach bei der Fra (Ligature tubaire).

Well verschidde Prestatiounen net vun der CNS en charge geholl ginn, wéi zum Beispill Kryoconservatioun, ass et schwéier, den Undeel vun der Prise en charge par rapport zum globale Coût ze evaluéieren.

Patientinnen, déi hir In-Vitro-Behandlung aus eegener Täsch bezuelen, oder vun enger anerer Krankekeess rembourséiert ginn (ca. 6 % vun de Fäll), kréie vum CHL een Devis iwwer ronn 10.600 Euro. Dese Montant deckt all d'Käschten of, ausser d'Medikamentier fir déi hormonell Stimulatioun vun den Eeërstäck.

Och d'Käschte fir eng Inseminatioun gi vun der CNS rembourséiert, woubäi et keng spezifesch Konditiounen gëtt.

Patientinnen, déi hir Inseminatioun aus eegener Täsch bezuelen oder vun enger anerer Krankekeess rembourséiert ginn (ca. 5 % vun de Fäll), kréie vum CHL een Devis iwwer ronn 1.300 Euro. Dese Montant deckt all d'Käschten of, ausser, wéi och bei der In-Vitro-Behandlung, d'Medikamentier fir déi hormonell Stimulatioun vun den Eeërstäck.

ad 5. Am Service national PMA si 6 Dokterinnen (Gynekologinnen) an der klinescher Reproduktiounsmedezinn an 2 Dokterinnen (Labormedezinner) an der Reproduktiounsbiologie spezialiséiert.

ad 6. Am Service national PMA gëtt et d'Zäit keng Waardelëscht fir Patientinnen, déi mat hirer Behandlung wëllen ufänken. De wichtegste limitéierende Faktor ass den Zougang zu enger éischer Consultatioun: Do gëtt et Waardezäiten tëschent 2,5 a 4 Méint, jee no Dokter.

Composition des délégations du personnel dans les entreprises | Question 1477 (06/11/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Lors des discussions sur la réforme de la législation en matière de négociations collectives, Monsieur le Ministre du Travail a récemment souligné qu'il entend

prendre en compte le fait que 56 % des délégués du personnel dans les entreprises luxembourgeoises n'ont pas été élus sur une liste syndicale.

Ce taux indiqué par Monsieur le Ministre n'est pourtant pas pertinent pour déterminer le nombre de salarié.e.s représentés par les différentes délégations de personnel, qu'elles soient composées de délégués neutres, de représentants syndicaux ou qu'elles soient mixtes. À titre d'exemple, un.e délégué.e du personnel dans une entreprise qui compte 500 salarié.e.s représente en règle générale un nombre de salarié.e.s plus élevé qu'un.e délégué.e du personnel dans une entreprise qui compte seulement 30 salarié.e.s.

Il s'ensuit qu'il faut prendre en compte plus d'éléments concernant la composition des délégations du personnel et la taille des entreprises pour pouvoir déterminer la représentativité des délégué.e.s du personnel issu.e.s des syndicats et des délégué.e.s neutres.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien d'entreprises ont fait élire une délégation du personnel lors des élections sociales de 2024 ? Combien de délégué.e.s du personnel ont au total été élu.e.s lors de ces élections ? Combien de ces délégué.e.s ont été élu.e.s au système de la majorité relative respectivement suivant les règles de la représentation proportionnelle ?

2) Combien d'entreprises ont fait élire une délégation du personnel exclusivement composée de délégué.e.s neutres que ce soit au système majoritaire ou au système proportionnel ? Combien de salarié.e.s ces délégations représentent-elles au total ?

3) Combien d'entreprises ont fait élire une délégation du personnel à composition mixte à savoir composée à la fois de délégué.e.s neutres et de délégué.e.s affilié.e.s à un syndicat justifiant la représentativité nationale ou sectorielle ? Combien de ces délégations mixtes ont été élues au système majoritaire respectivement suivant les règles de la représentation proportionnelle ? Combien de salarié.e.s ces délégations représentent-elles au total ?

4) Combien d'entreprises ont fait élire une délégation du personnel composée exclusivement de délégué.e.s affilié.e.s à un syndicat justifiant la représentativité nationale ou sectorielle ? Combien de ces délégations mixtes ont été élues au système majoritaire respectivement suivant les règles de la représentation proportionnelle ? Combien de salarié.e.s ces délégations représentent-elles au total ?

Réponse (25/11/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

N. B. : Les réponses sont basées sur les chiffres du 18/11/2024.

ad 1) Depuis les élections sociales du 12 mars 2024 au 14 novembre 2024, 3.393 entreprises ont fait élire une délégation du personnel.

Au total, 17.550 délégués du personnel, dont 9.403 délégués titulaires et 8.147 délégués suppléants, ont été élus lors de ces élections sociales.

9.420 délégués du personnel, dont 5.188 délégués titulaires et 4.232 délégués suppléants, ont été élus au système de la majorité et 8.130 délégués du personnel, dont 4.215 délégués titulaires et 3.915 délégués suppléants, ont été élus suivant les règles de la représentation proportionnelle.

ad 2) 2.277 entreprises ont une délégation du personnel composée exclusivement de délégués du personnel neutres, dont 2.100 entreprises qui ont procédé aux élections selon le système de la majorité et 177

entreprises qui ont procédé aux élections suivant les règles de la représentation proportionnelle.

Selon les déclarations des entreprises, ces délégations représentent 118.523 salariés, dont 71.871 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections selon le système de la majorité et 46.652 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections suivant les règles de la représentation proportionnelle.

ad 3) 416 entreprises ont une délégation du personnel à composition mixte, à savoir composée à la fois de délégués neutres et de délégués affiliés à un syndicat justifiant de la représentativité nationale ou sectorielle.

303 délégations du personnel à composition mixte ont été élues selon le système de la majorité simple et 113 délégations suivant les règles de la représentation proportionnelle.

Selon les déclarations des entreprises, ces délégations représentent 46.131 salariés, dont 14.564 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections selon le système de la majorité et 31.567 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections suivant les règles de la représentation proportionnelle.

ad 4) 700 entreprises ont une délégation du personnel composée exclusivement de délégués affiliés à un syndicat justifiant de la représentativité nationale ou sectorielle.

366 délégations du personnel composées exclusivement de délégués affiliés à un syndicat justifiant de la représentativité nationale ou sectorielle ont été élues selon le système de la majorité et 334 délégations suivant les règles de la représentation proportionnelle.

Selon les déclarations des entreprises, ces délégations représentent 179.741 salariés, dont 16.353 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections selon le système de la majorité et 163.388 salariés qui font partie des entreprises qui ont procédé aux élections suivant les règles de la représentation proportionnelle.

.....
Délocalisations de SES vers l'Inde | Question 1478 (06/11/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La société SES, dont le capital est détenu à 33,3 % par l'État luxembourgeois, a récemment décidé une externalisation de certaines activités vers l'Inde. Les syndicats indiquent dans ce contexte se trouver en discussion avec la direction de l'entreprise pour connaître le nombre d'emplois potentiellement supprimés au Luxembourg suite à ces délocalisations.

La restructuration de l'entreprise évoquée ci-dessus succède à d'autres restructurations décidées depuis 2020 et encadrées à trois reprises (2020, 2022 et 2023) par des plans de maintien dans l'emploi (PME). Ces PME n'ont pas seulement engagé l'entreprise SES mais également les autorités publiques à travers la mise en place d'instruments tels que la préretraite-ajustement, les aides temporaires au réemploi et les aides à l'embauche.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Les représentants de l'État au sein du conseil d'administration se sont-ils opposés aux projets de délocalisation d'activités de SES vers l'Inde ? Dans la négative, quelles ont été les consignes du Gouvernement en la matière ?

2) Pour combien de salarié.e.s l'entreprise SES a-t-elle recouru à l'instrument de la préretraite-ajustement dans le cadre des plans de maintien dans l'emploi mis en place depuis 2020 ? Quelles dépenses les autorités publiques ont-elles effectuées dans ce contexte ?

3) Combien de salariés ont pu recourir à l'aide temporaire au réemploi dans le cadre des PME précitées ? Quelles dépenses les autorités publiques ont-elles effectuées dans ce contexte ?

4) À combien de reprises (nombre de salarié.e.s concerné.e.s) l'entreprise SES a-t-elle recouru à des aides à l'embauche dans le cadre des PME précitées ? Quelles dépenses les autorités publiques ont-elles effectuées dans ce contexte ?

5) Est-ce que SES a bénéficié dans les années 2020-2024 d'autres aides étatiques sous quelque forme que ce soit ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me faire un relevé détaillé de toutes les aides de l'État luxembourgeois dont a bénéficié SES dans cette même période ?

Réponse (02/12/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Les représentants de l'État au sein du conseil d'administration de SES, société opérant d'ores-et-déjà à l'échelle mondiale, ont pour instruction de soutenir toute mesure servant le développement stratégique et la croissance à long terme de SES, y inclus le plan de transformation organisationnelle dont fait partie l'ouverture d'un bureau en Inde.

Le Gouvernement renvoie également à sa réponse à la question parlementaire 1340 du 10 octobre 2024.

ad 2) Entre 2021 et 2024, 62 salariés de l'entreprise SES ont bénéficié d'une préretraite (dont 50 salariés d'une préretraite-ajustement). Le coût total du dispositif de la préretraite pendant cette période s'élevait à 12.201.057,97 EUR.

ad 3) Un ancien salarié de l'entreprise SES a demandé l'octroi de l'aide au réemploi. Ce dernier a pu profiter de cette aide pendant la période du 2 août 2021 au 30 avril 2022. Le total des dépenses y afférent s'élevait à 4.509,57 EUR.

ad 4) Entre 2020 et 2024, l'entreprise SES a bénéficié des indemnités de chômage partiel durant la période du Covid, financées par le biais du Fonds pour l'emploi, pour un total de 12.543,54 EUR (avril 2020).

Pour la même période, les différentes entités de SES ont touché des aides à l'embauche de chômeurs âgés pour les montants suivants pour un total de 83.380,86 EUR (4 salariés concernés).

ad 5) Les aides octroyées au groupe SES par le Ministère de l'Économie sur la période de 2020 à 2024 sont :

- En matière de promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, SES bénéficie d'aides à hauteur de 235.500 EUR.
- En matière d'aides à la protection de l'environnement dans le cadre d'un projet photovoltaïque, SES bénéficie d'une aide d'un montant maximum de 359.340 EUR.

.....
Dépenses étatiques dans le cadre des initiatives LGBTQ+ | Question 1479 (07/11/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Knapp 10.000 Leit hunn d'Petitioun Nummer 3198 vun enger Privatpersoun, déi eng Reduktioun vun den LGBTQ-Theemen am Schoulprogramm fuerdert, ënnerschriwwen. Doropshin hunn LGBTQ-Interessevertriedungen an aner staatlech ënnerstëtzen

Organisatiounen eng Géigeptitioun, déi vun engem Mataarbechter vun der LSAP initiéiert war, massiv ënnerstëtzt, och mat hirem Personal, der Reechwäit vun hirer sozialer Medienpresenz an hire Mailinglëschten. Dës Vertriedungen hunn an de leschte Jore vill Sue vum Steierzueler kritt, fir sech fir eng Politick anzusetzen, déi net all Bierger deelt.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Suen an de Joren 2018 bis 2023 jeeeweils un net staatlech LGBTQ-Interessevertriedungen ausbezuelte goufen, wéi déi Zouwennungen sech op déi eenzel Organisatioune verdeelen an ënnert wéi engem Budgetartikel se jeeeweils gefloss sinn?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Suen déi ëffentlech Kulturinstitutionen (Muséëen, Theateren asw.) an de Joren 2018 bis 2023 jeeeweils insgesamt fir LGBTQ-Theemen ausginn hunn, wéi dës Suen sech op déi eenzel Institutione verdeelen an ënnert wéi engem Budgetartikel se jeeeweils gefloss sinn?

3. Däerf eng Organisatioun oder Institutioun, déi staatlech ënnerstëtzt gëtt vum Steierzueler, sech ëffentlech fir eng Petitioun asetzen?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass zënter November 2023 ënnert anerem zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun den LGBTQ+-Mënschen. Dese Beräich gouf virvum Familljeministère koordinéiert.

D'Lëtzebuurger Constitutioun gesäit am Artikel 15 de Prinzipp vir, dass kee Mënsch dierf wéinst senger Situatioun oder perséinlechen Ëmstänn diskriminéiert ginn. De Lëtzebuurger Staat engagéiert sech zënter laanger Zäit fir d'Grondrechter vun alle Mënschen zu Lëtzebuerg.

Studie weisen awer, dass déi fundamental Mënschrechter vun LGBTQ+-Persounen an der Welt an och zu Lëtzebuerg net vollstänneg respektéiert ginn. Dofir setzt d'Regierung sech aktiv géint Diskriminatiounen, Haassrieden an Haassverbrächen an. Heizou gehéiert eng Politick, déi sech an all Liewensberäich fir de Respekt vun de Grondrechter engagéiert. Dës Politick fënnt een am Regierungsaccord an och an nationalen Aktiounspläng, wéi z. B. dem nationalen Aktiounsplang fir d'Rechter vun den LGBTQ+-Mënschen.

Wéi an anere Beräicher och, schafft d'Regierung mat Partner zesummen, fir dës Politick ëmzesetzen. Am Beräich LGBTQ+ konventionéiert de Staat Associatiounen, fir verschidde Servicer unzebidden, wéi z. B. Berodungen, Formatioune fir Professioneller oder Aktivitéiten, fir op d'Wichtigkeet vun enger inklusiver Gesellschaft opmierksam ze maachen, an där d'Diversitéit vun alle Mënsche respektéiert gëtt a jiddereen seng Plaz fënnt.

ad 1. Am Kader vum Gesetz vum 8. September 1998 iwwert d'Relatiounen tëscht dem Staat an den Organismen, déi am soziale, familiären an therapeutische Beräich schaffen, hat de Familljeministère an de Joren 2018 bis 2023 eng Konventioun mat dem Centre LGBTQ+ CIGALE, an am Joer 2023 eng zousätzlech Konventioun mam Rainbow Center vun der Associatioun Rosa Lëtzebuerg ënnerschriwwen. D'Montanten an dese Konventiounen, wéi och bei anere konventionéierten Acteuren, déi ënnert dësem Gesetz falen, bezéien sech op Personalkäschten, Loyer oder Frais de fonctionnement. ↑

Insgesamt gouf an der Period tëscht 2018 an 2023 d'Zomm vun 2.372.998,97 € u béid Associatiounen am Kader vun hire Konventiounen ausbezuel.

D'Konventioun mam Centre LGBTIQ+ CIGALE ass tëscht 2018 an 2022 iwwert de Budgetartikel 12.1.33.000 gelaf. 2023 si béid Konventiounen iwwert de Budgetartikel 12.1.33.040 gelaf.

An der Period tëschent 2018 an 2023 hat de Familljeministère och punktuell Projekte vun Associatiounen ënnerstëtzt:

– Déi vun ITGL (Intersex & Transgender Luxembourg ASBL) organiséiert Wochen iwwert Intersexuatioun an Transgeschlechtlechkeet. ↑

Insgesamt hu sech dës Käschten op 43.410,25 € belaf.

– D'Associatioun Rosa Lëtzebuerg krut punktuell finanziell Ënnerstëtzung fir Aktivitéiten, déi am Kader vun der Luxembourg Pride organiséiert gi sinn. ↑

Insgesamt hunn sech dës Käschten iwwert d'Joren op 18.438,07 € belaf.

Béid Montante waren op de Budgetartikel 12.1.12.322 imputéiert.

ad 2. De Kulturministère bekennt sech zum Prinzipp vun der kënschtlerescher Fräiheet a mëscht sech net an d'Programmation vun de kulturellen Instituter an. LGBTIQ+-Theeme si staark mat fundamentale gesellschaftleche Wäerter wéi Toleranz, Respekt an Openheit verbonnen, déi a ganz villen Expositiounen a kulturelle Programmationen op eng kënschtleresche oppe Manéier reflektéiert ginn. Aus deem Grond, a well se en integrale Bestanddeel vun der Kultur an der Kënschtlerfräiheet duerstellen, kënnen LGBTIQ+-Theemen net als isoléiert oder separat behandelt ginn. Duerch d'Ausernanersetzung mat dese Wäerter dréit d'Kulturzeen zur Schafung vun enger oppener, inklusiver an demokratescher Gesellschaft bäi, an där d'Diversitéit gewürdegt gëtt.

ad 3. Eng Associatioun, déi vum Staat finanziell ënnerstëtzt gëtt, fir sech fir d'Grondrechter vun alle Mënschen zu Lëtzebuerg ze engagéieren, daerf sech ëffentlech fir eng Petitioun ausschwatzen, déi sech fir dës Grondrechter asetzt.

.....

État des passages pour piétons | Question 1480 (07/11/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Code de la route gëtt den Zebrasträife follgendermoossen definéiert: „Passage pour piétons : partie de la chaussée qui est réservée aux piétons en vue de traverser la chaussée et qui est signalée et marquée comme telle“. Op ëmmer méi Plazen am Land stellt een allerdéngs fest, dat den Zebrasträifen zwar nach signaliséiert gëtt, mee d'Markéierung kaum méi ze erkennen ass, wat Chaufferen a Foussgänger gläichermoossen duercherneemécht, besonnesch elo an der däischterer Joreszäit.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zebrasträife gëtt et aktuell am Land a wéi vill dovun gi wéinst hirem Zoustand als net méi siichtbar agestuuft? Bis wéini sollen se erneiert ginn?
2. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, d'Zebrasträifen zousätzlech ze beliichten, fir déi allgemeng Visibilitéit op deene Plazen ze erhéien?

Réponse (09/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Zebrasträifen an hiren Entretien.

Als eischt géif ech gären drop opmierksam maachen, dass ee bei der Zoustännegkeet vun den Zebrasträifen am Prinzipp tëscht ausseruerts an inneruerts muss ënnerscheeden. Ausseruerts läit d'Kompetenz bei der Stroossebauverwaltung, inneruerts ass déi jeeweileg Gemeng zoustänneg. Generell ginn Amenagementer fir Staatsstroossen iwwert eng „permission de voirie“ gereegelt. Fir Nationalstroossen ass laut Artikel 5 vum Code de la route nach zousätzlech een „accord préalable“ néideg.

Am Kompetenzberäich vun der Stroossebauverwaltung existéieren ausseruerts ronn 80 Zebrasträifen. Vill vun dësen Zebrasträife gëtt et schonn zanter ville Joren a ginn un d'Sécherheetsstandarde vun haut ugepasst, dëst, fir d'Visibilitéit ze verbessere respektiv duerch Amenagementer ewéi de „gué pour piétons“ méi sécher ze gestalten. Weider Mesurë sinn d'Opstelle vu Warnschëlde, zousätzlech Vitesslimitatiounen, konstruktiv Mesurë wéi de Bau vun enger Mëtteleinsel oder aner baulech Moossnamen.

Wat d'Beliichtung vun den Zebrasträifen inneruerts ubelaangt, esou fält dës ënner d'Kompetenz vun de Gemengen, woubäi vun enger „permission de voirie“ déi technesch Krittere gepréift ginn.

.....

Coûts relatifs à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise en tant que langue de l'UE | Question 1481 (07/11/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun der Debatt iwwert eng méiglech Unerkennung vum Lëtzebuergesch als EU-Sprooch huet d'EU-Deputéiert Tilly Metz a verschidde Medie Schätzungen ofginn, wouno esou e Schratt Käschte vu circa 40 Milliounen d'Joer géif verursaachen. Et gëtt allerdéngs verschidde Méiglechkeeten, wéi eng Modalitéite mat der Unerkennung vun enger Sprooch verbonne ginn. Esou hat Iresch zum Beispill bis 2007 de Status vun enger renger Vertragssprooch (language of treaty), déi just eng Iwwersetzung vun de Vertrag mat sech bruecht huet. Duerno gouf et eng Amtssprooch, et waren awer weider eng Rei Ausname bei den Iwwersetzungen virgesinn. Eréischt säit 2022 huet et de Status vun enger vollstänneger Aarbechtssprooch mat sämtlechen entsprechedenden Iwwersetzungen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung déi Aschätzung vun der Madamm Metz bekannt? Falls jo, op wéi engem vun deenen dräi uewe beschriwwenen Zenarie berouen déi Berechnungen?
2. Kann d'Regierung chiffréieren, wéi vill eng eemoleg, beglaubegt Iwwersetzung vun den offizielle Vertrag vun der Europäescher Unioun an eis Nationalssprooch géif kaschten?
3. Kann d'Regierung matdeelen, vu wéi enger Institution d'Iwwersetzungskäschte vun offiziellen EU-Dokumenten an d'Nationalssprooch vun engem Memberstaat gedroe ginn? Kéint Lëtzebuerg dës Käschte gegebenefalls ganz oder deelweis mat bestoende Contributione verrechnen?

Réponse (06/12/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

D'Regierung huet keng Informatiounen betreffend der honorabelen Europadeputéiert Tilly Metz hir Aussoen zu de Käschten, déi eng Unerkennung vum Lëtzebuergesch als EU-Sprooch mat sech géif bréngen.

D'Lëtzebuurger Sprooch ass a bleift e wichtege Deel vun eiser Identitéit. Si ass och dofir rezent an eiser Verfassung verankert ginn.

D'Budgetspropas 2025 gesäit aktuell 80.000 € fir d'Iwwersetzung vun den offizielle Vertrag vun der Europäescher Unioun vir. D'Iwwersetzungskäschte vun EU-Dokumenten vun enger offizieller EU-Sprooch an eng aner offiziell EU-Sprooch ginn iwwert den EU-Budget ofgedeckt.

Op europäeschem Niveau komme mir net derlaanscht, och déi méi praktesch Aspekter mat en compte ze huelen, wéi z. B. den administrativen Opwand, deen dat op alle Säite bedeit, an de Mangel un Dolmetscher, déi Lëtzebuergesch kënnen. Hei gëllt et, dat Wëschenswäert mat deem Rasonabelen ze kombinéieren. Mir verweisen hei op d'Äntwerte vum Premierminister a vum Kulturminister op d'Froen 0125 an 0126 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup a vun der honorabelen Deputéiert Mandy Minella vum 22. Oktober 2024.

D'Lëtzebuurger Regierung wäert, wéi gesot, awer déi verschidde Aspekter, esou wéi dat scho mol an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, nach eng Kéier op de Leescht huelen an driwwer diskutéiere fir ze kucken, wéi eng Weeër et gëtt, fir eis Lëtzebuurger Sprooch konkret op europäeschem Niveau ze stäerken.

.....

Virus du papillome humain | Question 1483 (07/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Human Papillomaviren (HPV) si Viren, déi an der Populatioun wäit verbreet sinn. Dës Viren léisen Infektiounen aus, déi an de meeschte Fäll harmlos verlafen a vum selwen nees heelen. Et gëtt awer Viren, déi eng Rei vu Kribsaarte kënnen ausléisen, dorënner besonnesch Gebärmutterhalskribs. Et gëtt zënter enger ganzer Rei vu Joren eng Impfung, déi als extreem sécher gëllt an noweisbar d'Gefor fir eng Erkrankung ëm 80 Prozent ka senken. D'Impfung ass besonnesch virum dem éischte sexuelle Kontakt ganz wierksam. Zu Lëtzebuerg gëtt d'Impfung fir Meedercher a Jongen am Alter vun 9 bis 14 Joer recommandéiert an ass gratis. Jugendercher vu 15 bis 20 Joer, déi nach net geimpft sinn, kënnen och gratis vun enger Impfung profitéieren. Leit, déi méi al wéi 21 sinn an nach net immun sinn, mee vun hirem Dokter als immunsuppriméiert klasséiert goufen, kréien d'Impfung och gratis. All aner Persounen sinn awer net am Impfprogramm abegraff an d'Käschte vu ronn 130 Euro pro Impfung mussen vun sech selwer gedroe ginn. D'Weltgesundheitsorganisation an d'EU-Kommissioun hunn d'Zil, bis 2030 eng Impfquot vun 90 Prozent fir 15 Joer al Meedercher an eng weesentlech besser Impfquot fir 15 Joer al Jongen ze errechen. Laut Experten ass den Haaptproblem de Mangel un Informatiounen. Esou misste méi Informatiounen iwwer Gesondheetstheeme bekannt gemaach ginn, dëst besonnesch an de Schoulen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass aktuell den Taux u Geimpften (opgeschlësselt no Geschlechter an no den Alterskategorië) vun 9 bis 14 Joer, 15 bis 20 Joer an iwwert 21) hei zu Lëtzebuerg?
2. Wéi steet d'Ministesch zum aktuellen Taux u Geimpften hei am Land?
3. Wat gëtt gemaach, fir méi staark op d'Méiglechkeet vun dëser Impfung opmierksam ze maachen an esou méi en héijen Impftaux ze errechen?
4. Ass d'Ministesch a Kontakt mam Educatiounsministère, fir dass och an de Schoule besser iwwert de Sujet vun HPV informéiert gëtt?

5. Eng Impfung géint HPV méi spéit am Liewen ass zwar net méi gradesou gutt wierksam wéi wa se virm éischte sexuelle Kontakt virgeholl gëtt, trotzdeem ass eng gewëss Wierkung awer nach ëmmer ginn.

Firwat gëtt d'Impfung ab 21 trotzdeem net vun der Gesondheetskeess rembourséiert, fir esou méi e staarken Ureiz fir eng Impfung ze bidden a vill Fäll vu Kriibserkrankungen a Relatioun mat HPV ze verhënnere?

Réponse (10/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. 2024 gouf eng landeswäit Ëmfro⁴ iwwer HPV gestart, fir den Impftaux bei Meedercher a Jongen zwëschen 9 an 20 Joer ze evaluéieren. D'Donnéee ginn aktuell analyséiert.

ad 2. De Moment kënnen jo, wéi ënner 1. ugedeit, nach keng Aussoe gemaach ginn iwwer den aktuellen Impftaux.

ad 3. Verschidde Moosname goufe schonn ëmgesat, anerer wäerten nach ëmgesat ginn:

- fir 2025 ass eng Informationscampagne iwwer den HPV geplangt,
- den Dephiant⁵ HPV ass 2023 à jour gesat ginn, fir un d'Zilpopulatioun ausgedeeelt ze ginn.

Während de Visite vum der Schoulmedezinn gëtt dësen Thema ugeschwat. Wann ee Schüler net geimpft ass, kritt hien eng kuerz Erklärung iwwert d'HPV-Impfung vun der Infirmière an en Avis gëtt un d'Eltere geschéckt, fir hinnen ze recommandéieren, hiert Kand géint den HPV ze impfen. D'Divisioun vun der Schoulmedezinn mécht och op Ufro vu Schoulen Informatiounsseancen iwwert den HPV an d'Impfung.

ad 4. D'Zesummenaarbecht tëscht de Ministère wäert am Kader vun der Reform vun der Schoulmedezinn weider ausgebaut ginn. Dobäi soll och de Volet Preventioun a Promotioun vun der Gesondheet bei de Kanner verstärkt ginn.

ad 5. Aktuell recommandéiert de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) vu Lëtzebuerg, d'Impfung vu Jongen a Meedercher vun 9 bis 14 Joer inclus, souwéi an engem Nohuelprogramm fir jonk Leit tëscht 15 an 20 Joer. Den Impfschema besteet aus 2 Dose mat engem Intervall vu 6 Méint tëschent den Dosen. Vun 21 Joer aus u recommandéiert de CSMI d'Impfung géint HPV nëmme fir Leit mat Immunschwächt. Den Impfschema besteet aus 3 Dosen (0, 2 an no 6 Méint).

D'Käschte fir recommandéiert Impfung ginn am Kader vum nationalen Impf-Programm vun der Direktioun vun der Santé iwwerholl.

Fir all HPV-Impfung fir eng Persoun, déi net ënner d'Recommandatiounen fällt, ass eng Ordonnance médicale erfuerelech, an de Patient muss d'Käschte fir den Impfstoff selwer iwwerhuelen.

.....

Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement | Question 1484 (07/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober war d'Sëtzung vum First Committee vun der UN General Assembly (GA), wou iwwert Resolutiounen zu Ofrëschtung (Nuklear-, Bio-, Chimie-, konventionell Waffen asw.) debattéiert an ofgestëmmt gëtt.

Lëtzebuerg huet zesumme mat anere Länner d'Resolutioun A/C.1/79/L.41 (Steps to building a common

⁴ (Lancement d'une enquête pour évaluer la couverture vaccinale contre le HPV – Portail Santé – Luxembourg).

⁵ <https://sante.public.lu/fr/publications/p/papillomavirus-faites-vous-vacciner.html>

roadmap towards a world without nuclear weapons) agereecht, déi mat 145 Stëmmen ugeholl gouf, géint 6 Nee-Stëmmen (China, Nordkorea, Iran, Nicaragua, Russland a Syrien) an 29 Enthaltungen.

Den 1. November 2024 gouf d'Resolutioun A/C.1/79/L.39 (Nuclear war effects and scientific research) am First Committee vun der UN-Generalversammlung gestëmmt a mat 144 Stëmmen dofir ugeholl (bei 30 Enthaltungen an 3 Stëmmen dogéint aus Russland, Frankräich, England). D'Resolutioun fuerdert, en onofhängege Gremium aus Wëssenschaftler ze grënnen. Dëse Gremium soll d'Konsequenze vun engem Atomkrich modelléieren an d'lokal, regional a global Auswierkungen op d'Gesellschaft, d'Ëmwelt an d'Klima ënnersichen a publizéieren. Lëtzebuerg huet sech bei der Ofstëmmung zur Resolutioun enthalen. Déi lescht änlech Etüd ass vun 1989, deementsprechend al an net méi aktuell.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Firwat huet Lëtzebuerg sech beim Vott enthalen?
2. Wat fir eng Geforen oder Nodeeler gesäit d'Lëtzebuerger Regierung bei enger onofhängeger, wëssenschaftlecher Etüd, déi d'Abstentiuon rechtfertegen?
3. Plangt d'Regierung, beim Vott an der Generalversammlung zur entsprecher Resolutioun och mat „Abstentiuon“ ze stëmmen?
4. Gouf d'Abstentiuon mat anere Staaten (z. B. EU-oder NATO-Memberstaaten) ofgeschwat?
5. Déi lescht wëssenschaftlech Etüd op UN-Niveau zu den Effekter vun engem Atomkrich (Study on the Climatic and Other Global Effects of Nuclear War) staamt vun 1989. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Etüd vun 1989 duergeet an, dass déi Erkenntnisser net aktualiséiert an erweidert solle ginn? Falls jo, op wat fir engen Erkenntnisser baséiert si dës Meenung?
6. Wat fir eng Erkenntnisser gëtt et op nationalem Niveau iwwert d'Effekter vun Nukleardetonatiounen, Fallout, nuklearem Wanter a méigleche Kaskadeneffekter op Lëtzebuerg?
7. Den amerikanesche Kongress huet eng änlech Etüd an Opdrag ginn (Independent Study on Potential Environmental Effects of Nuclear War). Huet d'Regierung Pläng, esou eng Etüd mat Fokus op Lëtzebuerg erstellen ze loosenen?

Réponse (05/12/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Lëtzebuerg huet sech un een etabléierte „comportement de vote“ gehalen, deen en Equiliber tëschent sengem Engagement fir nuklear Ofrüstung a senge Verpflichtungen als NATO-Member duerstellt. D'Lëtzebuerger Positioun ass d'Resultat vun enger intensiver Koordinatioun mat NATO- an EU-Partnere, fir eng kohärent a géengt Approche an de multilaterale Foren ze assuréieren. Eng Majoritéit vun den EU- an NATO-Staaten hunn sech, wéi Lëtzebuerg, enthalen.

D'Entscheidung, sech bei dëser Resolutioun ze enthalen, berout op sécherheetspolitesche Consideratiounen. Lëtzebuerg wäert och, am Dezember 2024, an der UNO-Generalversammlung mat „Abstentiuon“ stëmmen. Lëtzebuerg huet sech och konsequent bei de Resolutiounen an den 80er-Joren enthalen, op déi sech d'Resolutioun A/C.1/79/L.39 bezieht.

D'Initiativ vun dëser rezenter Resolutioun geet vu Länner aus, déi den Atomwaffeverbuetsvertrag ënnerstëtzen. Duerch ee Jo-Vott hätt de Risiko kënnen optommen, datt Lëtzebuerg ongewollt mat dësem Traité associéiert gëtt, dee mir als NATO-Alliéierten net matdroen. Nuklear Ofschreckung bleift international e

sensibele Sujet, mee stellt fir eis, als NATO-Alliéierten, een Haaptpliler vun eiser Sécherheetspolitik duer.

Et ass och net auszuschléissen, dass esou eng Etüd politiséiert gëtt, an doduerch bestoend international Divisiounen nach verstärkt ginn.

Lëtzebuerg huet bis elo keng ëmfaassend, national Etüd iwwer d'Auswierkung vun Nukleardetonatiounen, „Fallout“ oder nuklearem Wanter gemaach an huet keng Pläng, esou eng Studie erstellen ze loosenen. D'Lëtzebuerger Verständnis vun dësen Auswierkung berout op der Expertis an op der Risikoanalys vun der NATO an der EU.

.....

Programme « Medium Earth Orbit Global Services » | Question 1485 (07/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 16. Mee 2023 huet d'Chamber de Gesetzesprojet 8156 ugeholl, mat deem de Programm „Medium Earth Orbit Global Services“ (MGS) finanziéiert sollt ginn. Bei dësem Programm geet et drëms, zesumme mat den USA iwwert d'NATO (NSPA) Kapazitéite vun engem Satellitesystem bei der SES ze kafen.

D'Rapportrice vum Gesetzesprojet huet deemools gesot, dass de System Enn 2023 oder Ufank vun dësem Joer kéint operationell sinn an eis Arméi dann domadder ufänke kéint mat schaffen. Grad weinst dem Iwwerfall vun der Ukrain duerch Russland kéint Lëtzebuerg esou och der Ukrain Kapazitéite vu Satellitten zur Verfügung stellen.

An der Chamberssitzung vum 15. Mee 2024 hat ech d'Verdeedegungsministesch gefrot, wéi de Stand vum Satellit ass. Zu deem Zäitpunkt war de Satellitesystem fir d'Ukrain nach net operationell.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

- Ass de Militärsatellit Stand haut fir d'Besoinen vun der Ukrain operationell? Falls jo, wéi eng Servicer goufen iwwert dëse Satellitesystem der Ukrain zur Verfügung gestallt?

Réponse (04/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

D'Negociatiounen tëschent Lëtzebuerg, den USA, der NSPA an der SES sinn am August ofgeschloss ginn an de Kontrakt tëschent der NSPA an der SES ass am September ënnerschriwwen ginn. Dëst gëtt Lëtzebuerg den Accès zu Kapazitéiten, zu néidege Servicer (Ausbildung, Training, Maintenance) an Ekipementer, déi gebraucht ginn. Aktuell sinn déi verschidden Asazfelder an der Ausaarbechtung, fir de finale Besoin u Ressourcen an Ekipementer ze definéieren. Wann dës Etüden ofgeschloss sinn, kënnen déi néideg Ekipementer kaf ginn an d'Personal kann op dësen trainéiert ginn, ier se an den Asaz kommen.

D'Lëtzebuerger Arméi wäert d'MGS Kapazitéiten am éischten Trimester 2025 weider testen an och den Training vu spezialiséierte Personal dorobber ufänken. Duerno, entsprechend dem Besoin, kann déi Kapazitéit och nationalen oder internationale Partner zur Verfügung gestallt ginn. Wéi et schonn am Gesetzesprojet virgesi war, kënnen déi héich Bandbreiten, déi mat der O3b mPOWER Konstellatioun méiglech sinn, an engem breet gefächerte Spektrum vun Asazfelder benotzt ginn.

D'Konstellatioun O3b mPOWER besteet de Moment aus 6 Satellitten. Mat dëse 6 aktuelle Satellitten ass d'Couverture nach limitéiert an d'Ukrain och just partiell ofgedeckt. D'SES huet annoncéiert, dass weider Satellitte lancéiert solle ginn. Domat gëtt d'Couverture erweidert.

Wat elo spezifesch d'Méiglechkeet ugeet, der Ukrain dës Satellitte-Kapazitéiten zur Verfügung ze stellen, kann dës Optioun eréischt sënnavoll exploréiert ginn, wann d'Couverture vun der Konstellatioun O3b mPOWER erweidert ginn ass an déi technesch Ëmsetzbarkeit vun der SES confirméiert ass. Ech wëll drop hiweisen, dass den MGS-Programm net speziell am Kader vun eiser Ënnerstëtzung fir d'Ukrain lancéiert gouf, mee scho virun der russescher Aggressioun ugefaangen huet an, wéi weider uewe kloergestallt, e vill méi breede Spektrum vun Applikatiounen a Partner viséiert sinn.

.....

Absentéisme dans les établissements hospitaliers | Question 1486 (07/11/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après mes informations, des interventions chirurgicales programmées doivent régulièrement être annulées, apparemment à cause d'un taux d'absentéisme élevé au sein du bloc opératoire. Une situation similaire m'a été notifiée dans un service de radiologie, ce qui conduit à des annulations régulières de rendez-vous d'IRM.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame le Ministre est-elle informée de ces taux d'absentéisme anormalement élevés ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) De manière générale, quel est le taux d'absentéisme observé dans les établissements hospitaliers du Luxembourg ? Est-ce qu'on peut en conclure un absentéisme significatif dans le secteur hospitalier ?

– Quelles sont les causes du taux d'absentéisme ?
– Quelles mesures ont été mises en place pour remédier à la situation ? Avec quels résultats ? Quelles mesures concrètes sont encore prévues ?

3) Sachant que la demande de soins émane du médecin, qui établit les besoins à travers son diagnostic et pose une indication de traitement, comment Madame le ministre envisage-t-elle de traiter cette situation afin de permettre aux médecins d'avoir, à l'avenir, un contrôle plus direct sur l'organisation et la gestion du personnel dont ils ont besoin pour soigner leurs patients ?

Réponse (10/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Cadre et définitions

Les statistiques présentées concernant l'absentéisme dans les hôpitaux se basent sur les relevés de données effectués dans le cadre de la Commission des normes FHL-CNS, élément nécessaire à inclure au niveau de la détermination des heures à travailler des différents types de personnel.

Ce relevé est effectué tous les deux ans, durant les années impaires, couvrant ainsi les années 2017, 2019, 2021 et 2023.

L'absentéisme présenté ci-dessous correspond aux heures d'absence des salariés pour cause de maladie, avec ou sans certificat médical, pour le personnel opposable. Les congés de type maladie longue durée sont exclus des calculs.

Une maladie longue durée correspond dans ces calculs à une absence dont le coût est pris en charge par la CNS. La CNS prend en charge le paiement des jours de maladie d'un mois si le salarié a accumulé au moins 77 jours de maladie au cours des 18 mois qui précèdent immédiatement ce mois.

Cette définition est sensiblement différente des définitions généralement retenues dans la littérature. Ainsi, par exemple, l'IGSS dans son dernier rapport considère qu'une absence de longue durée correspond à une absence de plus de 21 jours.

Les taux fournis par les différents acteurs sont donc établis selon des méthodes différentes et ne peuvent ainsi pas être comparés de façon à en tirer des conclusions scientifiquement établies.

ad 1) Au vu des taux d'absentéisme constatés la situation s'avère en ligne avec les années précédentes. Toutefois une augmentation temporaire a été constatée dans le cadre et après la crise de la pandémie Covid. Les taux d'absentéisme varient en fonction des hôpitaux et des plateaux médico-techniques en fonction de situations particulières. Les chiffres présentés sous le point 2 permettent d'illustrer la variabilité des taux d'absentéisme constatés dans le secteur hospitalier et dans le domaine de la santé humaine en général.

ad 2) Pour une étude globale concernant l'absentéisme (toutes causes confondues) au Luxembourg établi d'après les fichiers administratifs disponibles, il est renvoyé au dernier cahier statistique élaboré par l'IGSS⁶.

En ce qui concerne l'absentéisme pour cause de maladie (hors longue durée) dans les hôpitaux, les statistiques fournies renseignent un taux d'absentéisme de 4,56 % pour l'année 2023. ↑

Après une légère baisse en 2019, le nombre d'heures de maladie par ETP est en augmentation depuis 2021.

Toutefois, selon les données établies par l'IGSS, en 2023, le taux d'absentéisme du secteur hospitalier se situe à 5,0 % tandis que celui de l'ensemble du secteur de la santé humaine et de l'action sociale est de 6,0 % et celui de tous les différents secteurs est de 4,6 %. Pour les 7 premiers mois de l'année 2024, le taux d'absentéisme du secteur hospitalier se situe à 5,4 % comparé à 6,4 % dans l'ensemble du secteur de la santé humaine et de l'action sociale et comparé à 4,9 % pour tous les différents secteurs d'activité. ↑

Des informations plus détaillées concernant le taux d'absentéisme peuvent être consultées dans l'aperçu de l'IGSS sur les absences pour cause de maladie.⁷

– Les causes de l'absentéisme pour cause de maladie sont multifactorielles et touchent aussi les services du bloc opératoire et de l'imagerie médicale qui font partie de l'ensemble « services médico-techniques ». On pourra citer quelques-unes des causes les plus fréquentes ci-dessous.

Le personnel des services médico-techniques est particulièrement confronté à un stress élevé avec une pression importante pour éviter les erreurs et répondre à des urgences. Ce stress est encore exacerbé par l'augmentation constante du taux d'occupation et des horaires d'ouverture des plateaux médico-techniques qui résulte en une charge de travail en croissance aussi due à un manque de personnel qualifié.

Ces éléments favorisent l'absentéisme ce qui nécessite au personnel en place de compenser les absences de leurs collègues par des heures supplémentaires qui engendrent de nouveau un stress et une surcharge de travail qui favorise de nouveau l'absentéisme, créant ainsi un cercle vicieux.

En ce qui concerne les différentes raisons médicales, les données disponibles auprès de l'IGSS ne sont

établies que pour les salariés résidents. Les diagnostics sont issus des déclarations renseignées par les médecins sur le certificat d'incapacité de travail. Les données relatives aux salariés non résidents ne sont pas exploitables en raison de la codification insuffisante des diagnostics, ces derniers étant codifiés dans une minorité des cas. Les absences auto-déclarées (possibles pour les trois premiers jours d'absence), qui ne nécessitent pas de certificat de maladie (CIT) et qui ne sont pas suivies par un épisode de maladie avec un CIT, ne sont pas prises en considération.

Ainsi en 2023, les absences liées aux « convalescences après intervention chirurgicale » représentent la plus grande part des jours de maladie des salariés du secteur hospitalier résidents, soit 17,6 %. Suivent les « dépressions » avec 12,6 % du nombre de jours de maladie en troisième position.

Au cours des 7 premiers mois de l'année 2024, les absences liées aux « convalescences après intervention chirurgicales » et les « dépressions » présentent également les parts les plus importantes des jours de maladie des salariés du secteur hospitalier résidents.

– Les directions hospitalières évaluent régulièrement la situation au niveau local en vue d'identifier les causes spécifiques à chaque établissement et dégager les actions de remédiation à mettre en place.

Ainsi, pour contrer le phénomène de l'accroissement de l'absentéisme, des mesures d'amélioration des conditions de travail, des formations adaptées ainsi que des initiatives pour favoriser le bien-être sont et ont été mises en œuvre de façon continue.

ad 3) La FHL estime que les dispositions légales en vigueur permettent une gestion efficace des ressources humaines sous contrat de travail avec l'établissement hospitalier. Ainsi la loi hospitalière du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, dans sa version coordonnée du 1^{er} janvier 2024, au niveau de son article 24, confère à l'organisme gestionnaire de chaque établissement hospitalier, parmi lequel les représentants du conseil médical, la tâche d'adopter un règlement général qui détermine entre autres le fonctionnement hospitalier et notamment aussi la qualité des prestations hospitalières et plus spécifiquement celle dans le domaine médical et des soins. Ce règlement général porte aussi sur l'organisation médicale et des soins ainsi que sur le mode d'exercice de la médecine et des soins. Le règlement général comporte l'organigramme de l'hôpital ainsi que le tableau des effectifs du personnel, les règles concernant l'engagement, l'emploi, le remplacement et les tâches des différentes catégories de personnel.

La gestion journalière (incluant la gestion du personnel soignant) est confiée, selon l'art. 31 de la loi hospitalière à un directeur général qui est assisté entre autres par un directeur des soins et un directeur médical qui sont les supérieurs hiérarchiques du département des soins respectivement du département médical. La coordination de l'activité hospitalière, sous la responsabilité du directeur général, appartient au comité de direction composé de tous les directeurs. Ce comité de direction se réunit 6 fois avec le conseil médical afin de se concerter sur toutes les questions relatives à l'organisation médicale.

Selon le même article de la loi hospitalière, les médecins coordinateurs participent à la coordination de l'activité médicale d'un ou de plusieurs services hospitaliers dont l'utilisation efficiente des ressources disponibles. L'ensemble des missions incombant au médecin coordinateur est exercé par ce dernier en collaboration avec le responsable des soins.

⁶ Cahier statistique n° 17 – Les différentes composantes du taux d'absentéisme au travail

⁷ (Aperçu n° 26 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois).

Ainsi ont été mis en place des binômes médico-soignants responsables conjointement de la gestion quotidienne des services, chacun dans le domaine de responsabilité lui délégué par le directeur médical voire le directeur des soins dans le respect du règlement général en vigueur et de la répartition des tâches définie entre les membres du comité de direction.

Stratégie énergétique de l'État | Question 1487 (08/11/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Bei der Energie-Transition ass et wichtig, dass nieft der Ennerstützung vun de Privatstët och de Staat seng eege Verantwortung iwuerhëlt, fir seng Gebaier energietechnesch op den neiste Stand ze bréngen. Dofir ass et wichtig, dass dës Gebaier nieft de Solarpanneauen och beispillsweis mat elektresche Borne fir Elektroautoen equipéiert ginn. A senger Ried zur Lag vun der Natioun aus dem Joer 2022 hat den deemolege Premierminister annoncéiert, dass och de Staat an Zukunft méi Responsabilitéit iwuerhuele soll a weiderhi konsequent Solarpanneauen op senge Gebaier installéiere wäert. An der Ried aus dem Joer 2022 huet den deemolege Premierminister gemengt, dass bis 2026 10 % vun der elektrescher Consommation soll iwuer déi eege Solar-Infrastrukture kënnen gedeckt ginn. Bei den öffentleche Wunnenge kann een am Aktivitéitsbericht vum Fonds du logement liesen, dass de Fonds eng eege Strategie ausgeschafft huet, fir déi energiegesch Transition bei hire Gebaier virunzedreiwien.

An deem Kader hätte mir vum Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung gär Äntwerten op déi follgend Froen:

1. Wouranner besteet d'Strategie vum Fonds du logement an der SNHBM beim Ausbau vun den erneierbaren Energien an/op hire Gebaier?
2. Ween iwuerhëlt d'Käschte bei enger Installatioun vun enger elektrescher Born oder engem Solarpanneau an/um Gebai vun der SNHBM oder vum Fonds du logement?
3. U wee muss sech de Propriétaire vun enger öffentlecher Wunneng richten, falls en um Gebai gär Solarpanneauen oder beispillsweis seng Garage mat enger elektrescher Born equipéiere wëll? Wéi ass dat mam Locataire vun enger öffentlecher Wunneng?

Réponse (09/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Fonds du logement installéiert systematesch erneierbar Energien a senge Projeten, fir als öffentlechen Aacteur d'Beméiung geint d'Äerderwärmung ze ennerstëtzen.

An de besteeënde Wunnenge gëtt d'Installatioun vun erneierbaren Energien analyséiert, esoubal eng Installatioun um Enn ass. Wa Gebaier komplett renovéiert ginn, ass ee vun den Hauptobjektiver, Installatiounen mat fossille Brennstoffe komplett ze ersetzen.

D'Evaluatioun vum Energiepass huet d'Loft-Waasser-Wärmepompe zënter 2023 als Referenzléisung virgesinn. Beim Fonds du logement ass dat schonn zënter 2022 de Fall. Déi aner Technologien, déi eng energiegesch Transition favoriséieren, ginn och benotzt: Geothermie, thermesch Solarzellen, Pelletheizungen, Loftheizung etc.

An deene Projeten, wou et méiglech ass, gëtt prioritär d'Produktioun vun erneierbaren Energië mat der Installatioun vu Wärmenetzer fir méi Gebaier gekoppelt. Verschidden Energiequelle kënnen esou kombinéiert ginn: Wärmepompelen (Loft-Waasser,

Geothermie, Grundwaasser), Äisspäicher + Absorber, Pellets etc.

De Fonds du logement installéiert Fotovoltaikanlage bei alle Projeten, wou et méiglech ass a wou d'Orientatioun et zouléist. Bei deene grouse Projeten zu Wooltz an zu Diddeleng soll d'ganz elektresch Produktioun, déi fir d'Wärmenetzer néideg ass, esou kompenséiert ginn.

D'SNHBM ass aktiv an der Energietransitioun engagéiert a wëll mam gudden Beispill virgoen, fir déi gesaten Ziler vun der Dekarboniséierung a Ressourcenschutz ze errechen.

Dofir steet den energiegesch Volet am Mëttelpunkt vun den SNHBM-Projeten, grad wéi d'Architektur, d'Raumplanung an d'Wuelbefanne vun de Keefer/Bewunner.

Vun der éischter Phas vun engem Projet u mécht d'SNHBM eng Energiemachbarkeetsstudie mat verschiddenen technesche Léisungen (Wärmepompe (Loft/Waasser oder 4/1), Geothermieenergie, Äisspäicher, Solarpanneauen asw.), fir déi auszewielen, déi de Spezifitéite vum Gebai a senger Ëmwelt am beschten entsprechen.

D'SNHBM, déi op gréisser Wunnprojete spezialiséiert ass, huet eng Präferenz fir eng kollektiv Approche. Zum Beispill, fir de Projet Elmen zu Olm, gëtt zentraliséiert Hëtz- a Keeltproduktioun benotzt fir fënnf Funktiounsgebaier (Crèche, Geschäfte, Maison pour tous asw.). Zousätzlech kompenséieren d'Fotovoltaikanneauen, déi op den Diech vun de Parkhäuser vum Projet installéiert ginn, iwuer en Autoconsummationskonzept, déi schonn optimiséiert Energieausgabe vum Réseau urbain, souwéi d'Elektromobilitétsléisungen, déi um Site präsent sinn.

Schlussendlech probéiert d'SNHBM, nieft dem Asaz vun erneierbaren Energien, ëmmer d'Verhältnis tëscht Isolatioun an Energieverbrauch ze optimiséieren.

ad 2. An den neie Gebaier iwuerhëlt de Fonds du logement d'Käschte fir Preinstallatiounen, esou datt spéider elektresch Luedstatiounen kënnen opgestallt ginn. D'Installatioun vun de Bornen an d'Abonnementer si vun de Verbraucher ze bezuelen.

D'Fotovoltaikanlage gehéieren zu den techneschen Equipementer a sinn also an de Baukäschten integréiert. D'Evolution vun der Reglementatioun iwuer den Energieverbrauch bréngt et mat sech, datt eng PV-Anlage praktesch obligatoresch gëtt, fir d'Grenzwärter vum Energiepass ze respektéieren.

Grad wéi de Fonds du logement këmmert sech d'SNHBM ëm déi néideg Virbereedunge fir déi zukünftige Opluedstatiounen. Installatioun vun Opluedstatiounen an Abonnementer gi vum Endbenutzer iwuerholl.

Fir verschidde Projeten, fir déi d'SNHBM de Besëtzer vun de Gebaier bleift, ginn d'Finanzéierung, d'Ëmsetzung an d'Exploitatioun vun de Bornen un en externen Déngschtleschter delegéiert.

Am Fall vun de Parkings publics zu Elmen stellt d'SNHBM de Parking zur Verfügung, fir datt d'Keefer/Locataire vun engem Opluedservice fir elektresch Gefierer profitéiere kënnen.

Solarpanneauen ginn direkt an d'Baukäschte vun de Projeten integréiert, well se en integralen Deel vun den Energiekonzepter vun de Projekte sinn.

ad 3. Souwuel beim Fonds wéi bei der SNHBM müssen d'Propriétaire vun de Wunnengen ënnert Emphyteos eng Demande maachen, bevir si d'Arbechte kënnen réaliséieren. Wann nach aner Autorisatiounen néideg sinn, müssen déi bei deene jeeweiligen Autoritéiten ugefrot ginn.

Fir d'Locataire vun enger Wunneng ass et de selwechte Prinzip. D'Installatioun an de Finanzement hänke vun der technescher Machbarkeet fir de jeeweilige Projet of.

Charges locatives | Question 1488 (08/11/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

La loi modifiée du 21 septembre 2006 prévoit que le bailleur ne peut mettre à charge du locataire « que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire ». Pour les charges liées à une gérance immobilière, l'ancien Gouvernement clarifiait, dans une prise de position du 10 juillet 2018 suite à une pétition publique, qu'il fallait différencier entre des « frais de gérance technique » et des « frais de gérance administrative ». L'ancien Gouvernement était d'avis que les frais administratifs seraient à la charge du bailleur, bien que les frais techniques puissent être mis à charge du locataire. Cependant, il existe des exemples d'abus où des locataires se voyaient forcés de payer des charges notamment trop élevées suite à ces ambiguïtés juridiques. La récente réforme de la loi sur le bail à loyer n'a pas apporté de réponse définitive à cette question essentielle de la répartition des charges locatives, permettant encore des interprétations qui fragilisent les droits des locataires.

Dans ce cadre, j'aimerais recevoir les réponses aux questions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Le Gouvernement est-il d'avis que la loi en vigueur peut entraîner des interprétations erronées ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire des clarifications législatives visant à établir une liste précise des frais de gestion imputables aux locataires, afin de limiter les interprétations abusives ? Quelle est la position actuelle du Gouvernement sur cette question ?

– Le Gouvernement serait-il favorable à une extension des compétences des commissions communales des loyers afin de leur permettre de contrôler la licéité de certains dispositifs dans les contrats de bail, y compris des clauses relatives aux charges locatives ? Quelle est la position du Gouvernement à cet égard, et estime-t-il que cette mesure pourrait améliorer la transparence et renforcer la protection des locataires ?

– Dans un souci de prévention et de transparence, le Gouvernement pourrait-il envisager de collaborer avec des associations de locataires pour mettre en place des initiatives de sensibilisation, comprenant des modèles types de clauses et des guides de répartition des charges, afin de réduire les litiges et d'informer les citoyens de leurs droits en matière de charges locatives ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, est, comme toute autre loi portant sur une matière complexe, sujette à des interprétations, notamment des tribunaux judiciaires, qui peuvent parfois être divergentes de celles du législateur. Concernant les charges locatives, et plus précisément les frais de gérance, le Gouvernement et les tribunaux judiciaires ont toutefois la même interprétation : ces frais de gérance sont à charge du bailleur à moins que le bailleur prouve que le gérant a agi dans l'intérêt exclusif du locataire, comme c'est, par exemple, le cas du débailage de la neige par les soins du syndic. Uniquement pour de tels frais de gérance « techniques », en l'occurrence pour des tâches – réalisées par le syndic – que le locataire est normalement tenu d'assumer, le



bailleur peut demander le remboursement des frais auprès du locataire.

L'article 5, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, de ladite loi de 2006, est, aux yeux du Gouvernement, suffisamment clair, car il prévoit sans équivoque que le bailleur ne peut mettre à charge du locataire que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire. Il en est ainsi également des frais de gestion. Il n'y a donc, à l'heure actuelle, aucune nécessité d'introduire une « liste précise des frais de gestion imputables aux locataires » dans la loi.

D'après l'honorable Députée, « [...] il existe des exemples d'abus où des locataires se voyaient forcés de payer des charges notamment trop élevées suite à des ambiguïtés juridiques ». Le Gouvernement serait intéressé d'obtenir des informations plus précises sur d'éventuels exemples d'abus relatifs aux frais de gestion ou à d'autres charges locatives indûment imputées à des locataires, afin de pouvoir analyser les mesures appropriées pour faire cesser de tels abus.

Le Gouvernement n'entend à l'heure actuelle pas modifier la compétence matérielle des juges de paix en matière de bail à loyer. En vertu de l'article 19 de la pré-dite loi de 2006, les juges de paix sont compétents pour toutes les contestations entre bailleurs et locataires relatives à l'existence et à l'exécution des contrats de bail à usage d'habitation. Les commissions des loyers sont uniquement compétentes pour des litiges en matière de fixation du loyer et des avances sur charges. Toutefois, conformément à l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement entend revoir certaines dispositions de la législation sur le bail à loyer, afin de garantir notamment une grande protection aux locataires. Dans ce contexte, il est également prévu de réfléchir sur une refonte future des dispositions relatives aux commissions des loyers.

Afin d'informer le public intéressé sur les droits et obligations en matière de bail à loyer, le Gouvernement, et plus spécialement le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, collabore déjà aujourd'hui avec l'Union luxembourgeoise des consommateurs et l'Association de défense des locataires de Luxembourg (« Mieterschutz Lëtzebuerg »), incluant la mise en place d'initiatives de sensibilisation des locataires et des bailleurs ainsi que la publication de modèles types de contrats de bail ou d'informations pratiques et explicatives concernant les dispositions légales en matière de bail à loyer, dont également celles relatives aux charges locatives.

Prix de l'eau | Question 1489 (08/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

100 Gemengen existéieren zu Lëtzebuerg. 100 Gemenge mat 100 verschiddene Gemengereglementer, Steieren, Taxen a Subsiden. Och beim Waasserpräis ass et esou, dass dësen an all Gemeng ënnerschiddlech ass, obwuel den Enn am Krunn bei de Biergerinnen a Bierger dat nämmelecht erauskënnt. Am Koalitionsaccord huet dës Regierung sech virgeholl, fir de Waasserpräis ze harmoniséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Waasserpräisser fir Stéit vun den 100 Gemenge fir d'Joer 2024 oplëschten, opgeschlësselt no Fixkäschten a variable Käschten?
2. Kann d'Regierung d'Ofwaasserpräisser fir d'Stéit vun den 100 Gemenge fir d'Joer 2024 oplëschten, opgeschlësselt no Fixkäschten a variable Käschten?

3. A wéi enger Gemeng ass de Waasserpräis fir d'Stéit am niddregsten a wou ass en am héchsten?

4. Huet de Minister Zuelen, wéi vill Investitiounen an d'Waasserinfrastruktur an deene leschten 10 Jore pro Gemeng gemaach goufen?

5. Wéi vill gratis Drénkwaasserfontainë goufe bis elo installéiert (opgelëscht no Gemeng falls méiglech) a wéi vill sollen an deenen nächste Joren opgestallt ginn?

Wéi ënnerstëtzt d'Regierung d'Opstelle vun Drénkwaasserfontainen, fir dass den Accès op Drénkwaasser fir jidderee garantéiert ass?

6. Ass d'Regierung gewëllt, de Waasserpräis esou ze gestalten, dass eng minimal Quantitéit (zum Beispill déi éischt 50 Liter Waasser pro Dag/déi éischt 600 Liter pro Mount) fir all Awunner gratis wieren?

Réponse (09/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Den Tableau mat de Waasser- an Ofwaasserpräisser pro Gemeng gëtt reegelméisseg op Basis vun den approuvéierten Deliberatiounen aktualiséiert.

Den Tableau mat de Fixkäschten an de variable Käschte fir d'Stéit pro Gemeng am Joer 2024 ass ugespéngelt.

ad 3. Déi Informatiounen sinn aus dem Tableau zu de Froen 1 an 2 erauszeliessen.

ad 4. Kommunal Projete betreffend den Neibau, d'Extenssioun oder d'Modernisatioun vun Drénkwaasserinfrastrukture kënnen ënner verschiddene Konditiounen vum MAINT subventionéiert ginn. Och vum Waasserfong kënnen verschidden iwwerregional Drénkwaasserinfrastrukturen a verschidden Infrastrukture fir d'Gestioun vu Reen- an Ofwaasser kofinanzéiert ginn.

Op Basis vun den arrétéierte Gemengekonte betreffend d'Joren 2013 bis 2023 gouf eng Zesummefaassung vun den Investitiounskäschte pro Joer a Gemeng opgestallt. D'Analys konzentréiert sech op d'funktionell Klassifikatioun am Beräich „Alimentation en eau“ (Code 63n).

Den Total vun den Ausgaben an deem Beräich vun all de Gemenge fir déi betreffend Period beleeft sech op 444.606.085,75 EUR. D'Donnéeë pro Joer a Gemeng gesäit een am ugespéngelten Tableau.

ad 5. Fir d'Installatioun vun Drénkwaasserfontainë sinn d'Gemenge verantwortlech. No den Informatiounen, déi der Waasserverwaltung aktuell virleien, si bis elo 116 ëffentlech Fontainen installéiert ginn an dat verdeelt op 39 Gemengen. Laut Artikel 16 Paragraf 2 vum Drénkwaassergesetz vum 23. Dezember 2022 muss all Gemeng bis den 1. Januar 2029 a souwäit technesch méiglech den Accès zu Krunnewaasser an ëffentleche Raim garantéieren. E Guide steet de Gemengen zur Verfügung mat Recommendatiounen fir d'Planung an d'Kontroll vun dese Bornen.

ad 6. Laut Artikel 12 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gëtt de Waasserpräis op Basis vum Käschtendeckungsprinzip berechent.

D'Afféiere vun engem méigleche gratis Volumen vun Drénkwaasser gouf bis elo nach net um Niveau vun der Regierung thematiséiert.

Déclarations contradictoires dans le cadre du dialogue social | Question 1490 (08/11/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Lors de la séance publique du 22 octobre 2024, le député Charel Weiler a interrogé le Ministere du Travail sur

son positionnement vis-à-vis du dialogue social. Dans sa réponse orale, Monsieur le Ministere a notamment répondu : « An deem Kontext wëll ech dervu profitéieren, fir hei um Riednerpult menger positiver Haltung méi speziell gégeniwwer de Gewerkschaften an de Prerogativen, déi si am Kader vun den Negociatiounen an der Ënnerschrëft vun de Kollektivverträge hunn, nach eemol kloer Ausdrock ze ginn. An de leschten zwou Wochen hunn ech op de verschiddene mediale Plattformen an op diversen anere Plaze meng Positioun geäussert an ënnerstrach, datt ech ni gesot hunn, datt d'Gewerkschaften hire Monopol an deem Kontext géingen ewechgeholl kréien. Ech bestätegen dat elo hei nach eemol. »

Monsieur le Premier ministre a déclaré le 25 octobre 2024 que les conventions collectives seraient évidemment négociées avec les syndicats. Il n'a toutefois pas garanti explicitement l'exclusivité des syndicats pour négocier les conventions collectives. Il s'est en outre demandé s'il ne serait pas judicieux de régler certains détails au niveau de l'entreprise. Afin de moderniser l'organisation du temps de travail, Monsieur le Premier ministre estime que des discussions doivent être menées avec les syndicats, mais aussi avec d'autres.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministere du Travail :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils m'éclairer sur ces deux raisonnements divergents ? Les syndicats doivent-ils ou non conserver à l'avenir le monopole de la négociation des conventions collectives avec tous les éléments de négociation actuels ?

– Quelles sont les hypothèses qui soutiennent l'argument consistant à négocier d'éventuels éléments des conventions collectives en dehors de celles-ci, sachant que cela n'a pas été expressément inscrit dans le programme gouvernemental ? Quels autres acteurs concrets, en dehors des syndicats, Monsieur le Premier ministre considère-t-il comme pertinents pour de telles discussions concernant l'externalisation éventuelle d'éléments de la convention collective ?

Réponse (19/11/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Georges Mischo, Ministere du Travail

Le dialogue social est garant de la paix sociale au Luxembourg et le Gouvernement continue à impliquer les partenaires sociaux sur toutes les questions pertinentes.

En ligne avec les remarques des membres du Gouvernement, les syndicats conserveront aussi à l'avenir le monopole de la négociation des conventions collectives. Par conséquent, il n'est pas prévu de modifier le chapitre premier du Code du travail qui dispose dans son article L.161-2 qu'une convention collective de travail est un contrat « conclu entre un ou plusieurs syndicats de salariés remplissant les conditions définies ci-après d'une part, et soit une ou plusieurs organisations professionnelles d'employeurs, soit une entreprise particulière, soit un groupe d'entreprises ou un ensemble d'entreprises dont la production, l'activité ou la profession sont de la même nature, ou, encore, qui constituent une entité économique et sociale, si les parties ayant le droit de contracter le décident, d'autre part (souligné par l'auteur) ».

Comme le taux de couverture des conventions collectives se situe actuellement à 56,9 %, loin en dessous du taux de 80 % préconisé par la directive européenne du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne, le Gouvernement examinera avec les partenaires sociaux les facteurs qui expliquent ce phénomène.



Le Gouvernement s'engage de promouvoir un droit du travail moderne qui tient compte des évolutions de la société. Dans ce contexte, il convient de noter qu'aucune nouvelle réglementation n'a affecté de façon majeure les dispositions réglementaires relatives aux conventions collectives de travail depuis l'entrée en vigueur du Code du travail en 2006.

.....

Écrevisse américaine | Question 1491 (08/11/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Wéi aus engem rezenten Artikel am „Luxemburger Wort“ ervirgeet, breet sech de rouden amerikanesche Sumpfkriibs (Procambrus clarkii) ëmmer méi an den heemesche Gewässer aus. Besonnesch ronderëm den Iechternacher Séi an am Oste vum Land soll dëse Kriibs sech wuel fillen a rasant verbreedden. Si gëllen als Allesfrësser an als Kannibal a sollen eng Gefor fir déi heemesch Fauna a Flora duerstellen. Virun allem och fir eenheemesch Kriibsaarten, déi kéinte verdrängt ginn. Europawäit ass dës Kriibsaart scho säit 40 Joer dobäi, sech ze verbreedden.

An deem Kader wëlle mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Donnéeë leie bis elo fir Lëtzebuerg iwwert dës Kriibsaart vir? Gëtt et sougenannt „hot spots“ vun dëser Aart?
2. Wat fir eng eenheemesch Déierenaarte ginn do duerch bedrot an/oder verdrängt?
3. Als Iwwerdroer vun der Kriibspescht (ee sougenannte „Fadenpilz“) ass de Sumpfkriibs eng zousätzlech Gefor fir déi eenheemesch Kriibsaarten. Ass dat hei zu Lëtzebuerg och de Fall? Wa jo, wat fir Aarten?
4. Gesäit den Här Minister een Aktionsplang fir d'Andämmung vun der Ausbreedung vun dësem Déier vir? Wann net, wat sinn d'Optionen, déi d'Regierung gedenkt ze huelen?
5. Zu Berlin soll ee Monitoring vun der Ausbreedung vum Sumpfkriibs gemaach ginn. Ass dëst bei eis och virgesinn?

Réponse (09/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Bei der Écrevisse américaine handelt et sech ëm d'Kriibsaart *Faxonius limosus*. D'Froe vun den éierewäerten Deputéierte bezéien sech op de rouden amerikanesche Sumpfkriibs (*Procambrus clarkii*).

Déi Donnéeën, déi bis elo fir Lëtzebuerg zu dem rouden amerikanesche Sumpfkriibs virleien, sinn an der Datebank vum nationalen Naturmusée disponibel. Den aktuelle Schwéierpunkt befënnt sech ëm den Iechternacher Séi, wou dës Kriibsaart am September 2021 déi éischte Kéier gemellt gouf. Een zweete Standuert gouf potenziell identifizéiert, muss awer nach confirméiert ginn.

ad 2. An eise Gewässer kommen zwou eenheemesch Kriibsaarte vir: Den Edelkriibs (*Astacus astacus*) an de Steekriibs (*Austropotamobius torrentium*).

Béid Kriibsaarten, déi sech éischter a Fléissgewässer ophalen, goufen duerch déi systematesch Aféierung vum net eenheemesche Signalkriibs (*Pacifastacus leniusculus*) an eis Gewässer säit Mëtt vum 19. Joerhonnert verdrängt. De Signalkriibs kënn éischter a Baachen a Fléiss vir.

De rouden amerikanesche Sumpfkriibs, wéi den Numm et scho verréit, hält sech a priori a Stéllgewässer op an trëtt deemno kaum an direkt Konkurrenz mat den zwou eenheemesche Kriibsaarten, déi a priori a Fléissgewässer doheim sinn. De besote Sumpfkriibs

bedréit éischter eng Rei aner eenheemesch Aarten duerch Prädatioun (Mollusken, Invertebraten, Fësch, Amphibien) oder och duerch Konkurrenzverhalten, wat d'Nahrung an de Liewensraum ueget. Ausserdeem verursaacht dës Kriibsaart Verännerungen an der Nahrungsketten an an de Liewensraum.

ad 3. Säit dem Ausbroch vun der Kriibspescht ëm 1860 a Mëtteleuropa sinn d'Bestänn vun den eenheemesche Kriibsaarte staark deziméiert ginn, wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 2 opgefouert. Aktuell gëtt et just nach een eenzegen Noweis vum Edelkriibs am Norde vum Land. Déi lescht Noweis vum Steekriibs goufen an engem Inventaire Enn den 1990er-Joren an zwee Muselzoufléss gemaach. Au vu vun der aktueller Verbreedung vum Signalkriibs, deen sech am selwechte Liewensraum ophält, ass dovunner ausgezoen, datt de Steekriibs zu Lëtzebuerg komplett vum Signalkriibs verdrängt gouf.

Wéi schonn ënnert der Fro 2 erwänt, hunn déi eenheemesch Kriibsaarten aner Liewensraum spréch wéi de Sumpfkriibs an deelen sech deemno am Prinzip net déi selwecht ökologesche Nisch. Au vu vun den ënnerschiddleche Liewensraum spréch an dem staark limitéierte Virkomme vun eenheemesche Kriibse stellt de Sumpfkriibs zu Lëtzebuerg fir déi verbleiwend Individue vun eenheemesche Kriibsaarten aktuell am Prinzip keng zousätzlech Gefor duer.

ad 4. Am Kader vum europäesche Reglement (UE N° 1143/2014) zur Präventioun an der Gestioung géint eng Verbreedung vun invasiven net heemeschen Aarten ass en Aktionsplang (<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/biodiversite/paeec-procambarusclarkii-consultation-publique.pdf>) fir d'Andämmung vun der Ausbreedung vun dëser Aart ausgeschafft ginn. Fir dee Plang ass d'Consultation du public ofgeschloss an déi final Version wäert deemnächst publizéiert ginn.

ad 5. Am Fréijoer 2024 huet de Luxembourg Institute for Science and Technology (LIST) e Monitoring Pilotprojet zum Noweis vun invasiven net eenheemeschen Aarten op Basis vun Ëmwelt-DNA lancéiert, an deem de Sumpfkriibs eng vun den Zilaarten ass. Am Summer 2024 goufe 5 Gewässer beprooft, fir dës Methodik ze entwéckelen an ze validéieren. Et ass virgesinn, 30 Gewässer am Fréijoer 2025 an dësem Kader ze analyséieren, fir de Wëssensstand iwwert d'Vebreedung vun invasiven net eenheemeschen Aarten, dovunner ë. a. de Sumpfkriibs, ze verbessern.

.....

Conseil supérieur du développement durable | Question 1492 (08/11/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) est un organe consultatif du Gouvernement luxembourgeois qui vise à promouvoir un développement durable dans le pays. Il conseille le Gouvernement sur les politiques à adopter pour atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux en accord avec les principes de durabilité. Le CSDD formule des avis, des recommandations et sensibilise le public et les acteurs locaux aux enjeux de développement durable.

Selon nos informations, les mandats de plusieurs membres du CSDD, dont celui du président et des vices-président.e.s, sont venus à échéance il y a plus d'un mois et le CSDD ne serait depuis plus en mesure de fonctionner correctement et d'assurer ses missions.

Étant donné que l'expertise du CSDD est attendue dans de nombreux domaines, notamment dans les débats et conférences d'expert.e.s autour de la réforme du

système de pension qui sont prévus pour début 2025, il paraît particulièrement urgent de procéder à la nomination des nouveaux membres. Or le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur pour le développement durable ne prévoit aucun délai par rapport à la procédure de nomination des membres du CSDD.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Étant donné que la présidence ainsi que la vice-présidence est nommée par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement, endéans quels délais Monsieur le Ministre procédera-t-il à la formulation d'une proposition pour la présidence du CSDD ?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit également approprié de préciser le règlement grand-ducal en question par rapport aux délais de nomination de la présidence du CSDD ?

Réponse (10/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La recherche de nouveaux membres représentatifs de l'ensemble de la société est en cours.

ad 2) Non.

.....

Boissons énergisantes | Question 1493 (08/11/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Energydrinks si bei Jugendleche ganz beléift. Si si seiss an den Design schwätzt besonnesch Jonker un. De Marketing ass staark op dës Zilgrupp ausgerichtet, sou dass de Konsum vun dësem koffeinhaltege Gedrénks staark an d'Luucht gaangen ass. Enger Ëmfro vum däitsche Fuerschungsinstitut „forsa“ no drénkt an Däitschland all drëtte Jonken tësch 14 an 18 Joer reegelméisseg Energydrinks.

Wéint deem héije Koffeingehalt bréngt dëse Konsum seriö Gesondheitsrisike mat sech. Besonnesch a Kombinatioun mat Alkohol oder bei sportlechen Aktivitéite kann et zu Häerzproblemer, Krämp oder Niereversoe kommen. En hallwe Liter vun engem Energydrink enthält eleng méi Koffein, wéi e Jonke vu 50 Kilo oder manner sollt an engem Dag drénken.

Konsumenteschutzorganisatioune fuerderen dofir e Verbuet, fir Energydrinks u Mannerjäreger ze verkafen. An eng Rei vun europäesche Länner gëtt et schonn entspreichend gesetzlech Aschränkunge vum Verkaf vun Energydrinks, wéi zum Beispill a Polen, Rumänien, Litauen a Lettland.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg Donnéeën, wéi de Konsum vun Energydrinks vu Kanner a Jugendlechen sech an de leschte Joren entwéckelt huet?

2. Wéi schätzen d'Ministeschten de Gesondheitsrisiko vun Energydrinks fir d'Gesondheet vu Jonken an?

3. Ass d'Madamm Gesondheitsministesch der Meeung, dass zu Lëtzebuerg de Verkaf vun Energydrinks u Mannerjäreger sollt verbuede ginn?

Réponse (10/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Moment gëtt et zu Lëtzebuerg keng Donnéeën iwwert de Konsum vun Energydrinks bei Kanner

a Jugendlechen. Et si Reflexiounen amgaang mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Université du Luxembourg, fir Froen zu dësem Thema an d'Studie Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) 2025–2026 ze integréieren.

ad 2. An den Energydrinks ass vill Zocker a synthetesch oder natierleche Koffein. Dës Kompositioun huet eng ureegend Wierkung op de ganze Kierper, wat zu Schlofproblemer, Nervositéit, Ängshten, Kappwéi a Gedächtnisproblemer féiere kann. Den Zocker kann doriwier eraus zu Iwwergewicht an Zännproblemer féieren. En exzessive Konsum kann zu Problemer vum Häerzkréeslaf, vum Nervensystem oder zu psychesche Verhalensstéierunge féieren.

An enger Publikatioun vum 2015 vun der Europäescher Liewensmëttelagence EFSA (European Food Safety Agency) ass déi maximal Quantitéit u Koffein, déi ouni Bedenken opgeholl ka ginn, 3 mg/kg Kierpergewicht fir ee 70 kg schwéieren Erwuessenen aus alle verschidene Quelle vu Liewensmëttel. Fir Kanner a Jugendlecher gëtt et net genuch d'Donnéeën, fir ee séchere maximale Koffeingehalt kënnen unzeginn. Generell ass de Konsum vu Koffein bei Kanner ofzeroden.

ad 3. De Ministère ass amgaang, un enger Stratégie de prévention ze schaffen, wou Aktiounen iwwer méiglech Campagnen a Moosnamen zur Reduzéierung vun den Auswierkunge vun onéierlechem respektiv onspezifischem Marketing am Iessberäich wäerte mat ugeschwat ginn.

Vergers au Luxembourg | Question 1495
(11/11/2024) de **M. André Bauler | M. Luc Emering**
(DP)

Bongerten hunn en héije Stellewäert fir d'Biodiversitéit zu Lëtzebuerg. Si stäerken net nëmme de Klimaschutz, ma se sinn och essentiel fir den Aarteschutz, z. B. vu Fliedermais, Villercher oder vum Kéiseker, deen ëmmer méi bedreet ass. An deem Kontext ginn Efforte gemaach, fir d'Leit ze sensibiliséieren, ewéi zum Beispill mat der Aktioun „Kierfchen“ vum Natur- & Geopark Mëllerdall, déi d'Leit iwwer Bongerten informéiert. An den Naturschutz-Syndikat SICONA, deen sech ëm den Erhalt vu Bongerte bekëmmert, plant jonk Uebstbeem, déi noutwenneg sinn, fir déi wäertvoll Biotopen ze erhalen. A Bayern ass en Aktionsplang fir d'Erhale vun de Bongerte bis 2028 en place gesat ginn.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft folgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Fläch vun de Bongerten hei zu Lëtzebuerg an de leschte Joren entwéckelt a wéi gesond sinn déi besteeënd Bongerten?
2. Gëtt et Initiativen, fir nei Bongerten unzeleeën?
3. Ass den Ëmweltministère am Kontakt mat den Naturschutzsyndikater, fir d'Bongerte weiderhin ze erweideren?
4. Wéi gesäit et mat dem nationalen Aktionsplang fir den Erhalt an d'Fërderung vun de Bongerten aus?

Réponse (11/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Aféierung

Laut dem geännerte groussherzogleche Reglement vum 1. August 2018 iwwert déi geschützte Biotopen an Habitater gëtt ee Bongert definéiert als Bestand vun op d'mannst 10 Uebst- oder Nossbeem mat

Héichstamm, déi sech duerch hir Roll als landschaftsstrukturéierend Element oder als Liewensraum fir Aarten auszeechnen. Bongerten hunn eng wichtige Funktioun als ökologesche Korridor, a sinn oft e Reproduktiouns- an/oder Juegdhabitat vu raren oder bedroete Vullen- a Fliedermausaarten.

Wéi am éischten Nationalen Naturschutzplang (PNPN) virgesinn, goufen am Kader vun der Opstellung vum Oppelandbiotopkader an de Joren tëscht 2007 an 2012 d'Bongerten an der Gréngzon, also ausserhalb vum Bauperimeeter, erfaasst. Laut der deemoleger Kartéierungsmethod hunn op d'mannst 25 Beem vum Bestand e Mindestalter vun 30 Joer misse stoen. Déi sou erfaasste Biotope goufen, baséierend op folgende Krittären, der Aartevillfalt, der Struktur vum Biotop an dem Drock, deem se ausgesat sinn, an dräi Kategorien ageedeelt, déi och hir jeeeweileg ökologesche Qualitéit ausdrécken:

Kategorie A: Fläch vu regionaler oder nationaler Wichtigkeet. D'Fläch huet eng optimal Struktur, ass aarteräich a vegetatiounstypesch. Et si verschidde bedrot Aarten oder eng héich bedrot Aart präsent.

Kategorie B: Fläch vu lokaler Wichtigkeet. D'Fläch ass duerch lichte stéierend Aflëss beaflosst, bleift awer gutt strukturéiert a weist eng typesch Aartenzusammensetzung an/oder e puer bedrot Aarten op.

Kategorie C: Fläch, déi an der Entwécklung ass oder restauréiert sollt ginn. D'Fläch ass staark negativ beaflosst. D'Vegetatioun ass typescherweis nëmme op kleng vereenzelt Deeler present an/oder mat nëmme weínegen Exemplaren oder marginaler Präsenz vu bedroten Aarten.

ad 1. Baséierend op der Definitioun wéi an der Aféierung erklärt, goufen an der Period vun de Joren 2007 bis 2012 am Ganzen 932 ha Bongerten (BK09) kartéiert, dorënner 326 ha an der Kategorie A, 439 ha an der Kategorie B an 167 ha an der Kategorie C.

Zënter dem Joer 2016 gëtt ee Monitoring vun de Biotope vum Oppelandbiotopkader op enger representativer Auswiel a mat enger kloer definéierter Methodologie duerchgefouert, woubäi déi bekannt Biotope reevaluéiert gi respektiv och nei Biotope kartéiert ginn. Mat der Aféierung vum geännerte groussherzogleche Reglement vum 1. August 2018 iwwer déi geschützte Biotopen an Habitater ass déi minimal Unzuel vu Beem, déi ee Bongert muss virweisen, fir als Biotop kartéiert ze ginn, op 10 reduzéiert, woufir d'Kartéierungsmethodologie fir d'Bongerten deementsprechend ugepasst huet misse ginn.

Dës Monitoring erlaabt et, den Zoustand an d'Entwécklung vun de Biotopen um Lëtzebuurger Territoire ze iwwerwaachen. Fir d'Bongerte goufen an deem Kader 462 vun den 1.029 ursprénglech erfaasste Flächen nei bewäert, wat ongeféier 44 % vun de Flächen entsprécht.

An der Hypothees, datt déi net reevaluéiert Bongerten sech och net verännert hätten, géif den Oppelandbiotopkader laut de leschten Informatiounen ronn 905 ha Bongerten, dorënner 339 ha an der Kategorie A, 430 ha an der Kategorie B an 136 ha an der Kategorie C ëmfaassen.

Sou wier also een Netto-Verloscht vu ronn 27 ha festgestallt. Markant ass, datt haaptsächlech d'Bongerten an der Kategorie C verschwonne sinn, während d'Fläch vun de Bongerten an der Kategorie A dogéint ëm 12 ha gewuess ass. Allerdéngs erkläre verschidene enregistriert Verloschter respektiv Zougewënner vu Flächen sech duerch Adaptatiounen vun der Methodologie wéi hei uewendriwwer beschriwwen. Hei bleift ze preziséieren, datt eng Neupflanzung

vun engem Bongert, no de Critère vum Biotope-Reglement, net direkt als Bongert consideréiert gëtt. Dofir geet déi entspriechend Fläch net esou séier an d'Luucht wéi nei Bongerten ugeluucht ginn. All déi wichteg Efforten, déi momentan assuréiert ginn, fir nei Bongerten unzeplanzen, an déi an den nächsten Äntwerte beschriwwen ginn, spigelen sech nach net an dësen Zuelen erëm.

ad 2. Jo. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB), zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung, mat de biologesche Statiounen an Naturparken a mat Naturschutzfondatiounen ënnerstëtzt ganz staark eng ganz Rei Projeten, bei deenen nei Bongerten ugeluucht ginn oder bestoend Bongerte gefleegt ginn. An deem Kader ginn dës Aktiounen iwwer de Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel financéiert.

Et gëtt och Initiative vu Gemengen, déi op hiren Terrainen nei Bongerten uleeën, net zulescht dank dem Naturpakt vum Staat mat de Gemengen. Och Privatleit froen iwwer dat heidriwwer genannten 2019er Subsidreglement finanziell Hëllef un, fir nei Bongerten unzeleeën. natur&ëmwelt an d'Fondatioun Hëllef fir d'Natur hunn och vill Projeten, wou si Bongerten upflanzen, oft mat Planzen aus hirer eegener Bamschoul (z. B. am aktuelle LIFE Projet „Bats&Birds“). Och am Kader vum neien Agroforst-Programm (eng Agrarëmwelt-Moosnam) ass ugeduecht, nei Héichstamm-Uebstbeem ze planzen.

Am Joer 2023 hat de MECB ausserdeem en Appel à projets gemaach mat Ophänkert „Strukturen“. Dank dësem Appel à projets ginn iwwer den Ëmweltschutzfond (FPE) aktuell fënnf weider gréisser Projeten zur Restauratioun an Neischaffung vu Bongerte vun diverse Partner (Naturverwaltung, natur&ëmwelt Fondatioun Hëllef fir d'Natur, SIAS, SICONA) financéiert.

ad 3. Jo, wéi aus der viregter Äntwert ervirgeet, ass den Ëmweltministère zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung net nëmme a Kontakt mat den Naturschutzsyndikater, mee den Ëmweltministère ass ouni Zweifel ee ganz wichtige Promoteur an deem Zesammenhang.

D'Fleeg an d'Nei-Uleeë vu Bongerten ass eng zentral Aufgab vun den Naturschutzsyndikater, déi och vill Zoustëmmung beim Grand public an och bei hire Membersgemengen huet. De Joresprogramm vun den Naturschutzsyndikater, dee mam Ëmweltministère ofgeschwat gëtt, gesäit de Volet Bongerte vir a wéi scho virdu vermierkt, ginn eng ganz Rei Projete vun den Naturschutzsyndikater, fir d'Bongerten ze erweideren, iwwert den FPE financéiert.

ad 4. Et gëtt zënter dem Joer 2013 en Aktionsplang fir Bongerten (https://environnement.public.lu/damascsets/documents/natur/plan_action_especes/vergers.pdf). Hei stiechen 2 Mesuren eraus fir d'Erhale vun de Bongerten: engersäits d'Fleeg vun allen Uebstbeem an anerersäits och d'Neiplanze vu Beem. Duerch d'Kartéierung am Kader vum Oppelandbiotopkader ass och bekannt, wou déi al Bongerte sech befannen, fir datt dës prioritär restauréiert kënnen ginn.

Inspiréiert vum Aktionsplang sinn am Kader vum neie Biodiversitéitssubside-Reglement (Règlement du 24 juillet 2024 relatif aux aides en faveur de la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural) fir d'Acteuren an der Gréngzon eng ganz Rëtsch Mesurë virgesinn, fir Bongerten ze erhalen:

1. V_1: Erhalen an extensiv Beweedung vu Bongerten;
2. V_2: Restauréierung vu verbuschten an onbenotzte Bongerten;

3. V_3: Fachgerechte Schnëtt vun alen Héichstämm-Uebstbeem eemol all 5 Joer;

4. C_5: Neupflanzung vu Beem mat Schutz géint Verbass souwéi eng Primm fir den Entretien déi éischt 5 Joer (Netzen, Wuerzelteller-Fleeg, Düngung, Erziehungsschnëtt).

D'Detailer zu de Programmer fannt der an der Broschür: https://environnement.public.lu/fr/publications/conserv_nature/2024/biodiversitaet-in-derlandwirtschaft.html

Dobäi kommen déi verschidde biologesch Agrar-Ëmwelt-Moossname fir d'Exploitation vun Uebstanlagen (am Ertrag oder net am Ertrag), déi am Kader vum PSN (Plan stratégique national) ugebuede ginn, souwéi den Agroforst.

Produzenten, déi de Status vum aktive Bauer laut dem Agrargesetz (Loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales) hunn, kënnen och bei Bongerten mat méi ewéi 70 Uebstbeem/ha eng gekoppelt Bähëllef ufroen. Des Weidere kënnen si och Bähëllef kréie fir Investitiounen am Beräich vun der Produktioun oder/an der Veraarbechtung vum Uebst.

Investitiounsbähëllef fir Veraarbechtungsentreprisé wéi Vizereien oder Brennerie sinn och am Agrargesetz verankert. Eng ekonomesch interessant Notzung vum Uebst ass ee wichtige Piliere, fir dass eis Bongerten erhale bleiwen.

Donieft gëtt et nach d'Aktioun „Gielt Band“, fir d'Notzung vum Uebst aus de Bongerten ze promovéieren <https://antigaspi.lu/activities/de-projet-gielt-band/souwéi-d'Aktioun-„Kierfchen“-vum-Natur-a-Geopark-Mëllerdall>.

Surface des sols cultivables pour les vigneron | Question 1496 (11/11/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

An der Landwirtschaftskommissioun ass eis rezent vun der Madamm Ministesch gesot ginn, dass an Zukunft eng Rei Wéngerten op der Musel riskéieren, net méi bewirtschaft ze ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaachen, firwat manner Fläche fir Wéngerte wäerte kënnen bewirtschaft ginn?

2. Wat fir Kulture kéinten eng dauerhaft Alternativ zum Wäin duerstellen a méi liicht exploitéiert ginn?

3. Kéinten zum Beispill Olivebeem an Zäite vu Klimawandel eng valabel Alternativ duerstellen?

Réponse (05/12/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Bei ville Betriber ass d'Reprise duerch Jonker net assuréiert. Besteeënd Betriber packen et net all, déi Wéngerten ze iwwerhuelen. Des Weideren ass d'Situatioun um europäesche Wäimaart net einfach. D'Konkurrenz ass grouss an d'Präisser stinn ënner Drock.

ad 2. Verschidden Uebstkulture kéinten a Fro kommen, fir d'Riewen ze ersetzen, an esou och ee flott Landschaftsbild ze erhalen. Bei eisen Noperen a Rheinland-Pfalz gouf esou zum Beispill probéiert, de „roter Weinbergfirsich“ als Alternativ unzebauen. Fir verschidde Betriber war dat eng interessant kleng Nischekultur. Den Ubau vun Trüffelen op kallekhaltege Biedem gouf och scho probéiert.

Hei muss awer ëmmer bei den eenzele Parzelle gekuckt ginn, awéiwäit d'Uspréich vun deenen Uebstkulturen, eventuell als extensiv Kultur, un de Buedem, Waasserverfügbareket, Spéitfruchtgefor, Hangneigung an esou weider, erfëllt sinn.

ad 3. Besonnesch déif Wantertemperaturen, déi op eiser Musel virkommen, féieren dozou, dass den Ubau vun Olivebeem wuel net ze empfielen ass. Laut den Erfahrungen aus dem Ausland gëtt et zwar Sorten, déi als méi wanterhaart gëllen, mee och bei dësen Zorte gi bei Temperature vu -15 °C an drënner ausgewuessen Olivebeem ganz staark geschiedegt. Bei méi jonke Beem ginn Temperature vu -6 bis -8 °C meeschtens schonn als fatal ugesinn.

Temperature vun ënnert -15 °C goufen 2009 an 2012 op verschiddene Meteo-Stationen op der Musel gemooss. Minimal Temperature vun ënnert -10 °C sinn zum Beispill nach rezent an de Joren 2018 an 2022 op alle Wiederstationen vun der ASTA op der Musel festgestallt ginn. Mam Klimawandel wäerten esou Evenementer zwar manner heefeg ginn, mee de Risiko wäert hei ze grouss bleiwen, fir an esou eng Laangzäitkultur ze investéieren.

Programme d'études de bachelor et de master à l'Université du Luxembourg | Question 1497 (11/11/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Psychologiestudente vun der Uni.lu goufen dëse September informéiert, dass de Bachelor- a Masterstudium de Prädikat „of Science“ verléiert, wat bei de Studenten, de Studiendirekteren an den Experten ze grousser Veronsécherung féiert. D'Héichschoulministesch argumentéiert, dass dëst op Basis vum Héichschulgesetz vun 2023 geschitt, well den „of Science“-Prädikat net an der Lëtzebuerger Nomenklatur virgesinn ass.

Dobäi huet eis Uni.lu sech an deene leschte Joren eng weltwäit Renommée opgebaut a grad de Psychologiestudium zitt eng grouss Zuel un internationale Studenten un. De Wiessel vum Numm ka vun auslännesche Studenten oder Experten als Ofwärtung vum Studium interpretéiert ginn. Den „of Science“-Prädikat ënnersträicht déi wëssenschaftlech a riguréis Approche, déi Psychologiestudente während hirem Studium léieren. D'Situatioun gëtt duerch d'Ëmsetzung nach méi verworren, well verschidden Dokumenter de Prädikat nach opweisen, anerer net méi.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Firwat gouf dës Entscheidung grad elo geholl, wou den „of Science“-Zousaz scho säit 2019 um Diplom steet – nodeem d'Nomenklatur (28. Oktober 2016) an d'Universitétsgesetz (27. Juni 2018) schonn a Kraaft waren?

2. Wéi steet d'Ministesch zu der Ausso vun den Experten, dass dës Ännerung eng Ofwärtung vum Studium duerstelt a potentiell negativ Konsequenze fir d'Unerkennungen am Ausland kéint hunn?

3. Firwat gëtt de Prädikat „of Science“ verbueden, wa laut Ministère dësen net explizitt am Gesetz verbueden ass?

4. Wéi erkläert d'Ministesch d'Inkohärenz an der aktueller Ëmsetzung:

– Firwat steet den „of Science“ nach am Modulhandbuch 2024/2025?

– Firwat gouf de Prädikat beim Bachelor „attestations de réussite“ bäibehalen, awer beim Master gestrach?

– Wéi eng Garantie hunn d'Studenten, déi virum Wantersemester 2024 ugefaangen hunn, dass hire Prädikat erhale bleift?

5. Ass d'Ministesch sech bewusst, dass dës Entscheidung d'international Visibilitéit vun der Uni.lu an d'Attraktivitéit fir auslännesch Studente ka beaflossen? Gouf eng entsprecheend Impakt-Analys gemaach?

6. Wéi eng Prozedur gouf festgeluecht fir ze garantéieren, dass d'Studenten op Basis vum „diploma supplement“ eng adequat Unerkennung vun hirem Studium kréien? Garantiéiert d'Ministesch, dass dëst international genau esou akzeptéiert gëtt wéi de Prädikat „of Science“?

7. Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir déi aktuell Studenten ze ënnerstëtzen, déi elo eventuell zousätzlechen Opwand musse bedreiwen, fir hir wëssenschaftlech Qualifikatioun nozeweisen?

8. Gouf de Conseil de l'Université zu dëser Fro consuléiert?

– Falls jo, wat war seng Positioun?

– Falls nee, firwat net?

9. Gedenkt d'Regierung d'Lëtzebuerger Nomenklatur unzepassen, fir se méi kompatibel mat internationale Standarden ze maachen? Falls nee, firwat net?

10. Am Artikel gëtt erwänt, dass d'Uni reegelméisseg op d'Nomenklatur opmierksam gemaach gouf – kann d'Ministesch präziséieren, wéini a wéi dëst geschitt ass?

Réponse (28/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Den honorabelen Deputéierte werft eng Rei Froen op en Relatioun mam Gebrauch vum Zousaz „of Science“ bei gewësse Studiegäng vun der Universitéit Lëtzebuerg, an notament beim Bachelor- a Masterprogramm an der Psychologie.

Fir d'éischt sief prezisiéiert, als Äntwert op d'Froen 1, 3 an 10, dass den Zousaz „of Science“ zu kengem Zeitpunkt an der Lëtzebuerger Nomenklatur vun den akadeemesche Qualifikatiounen an Titele virgesi war oder ass, dat heescht, weeder am Grënnungsgesetz vun der Universitéit Lëtzebuerg vum 12. August 2003 (Loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg), nach am Universitétsgesetz vum 27. Juni 2018 (Loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg), nach am Héichschulgesetz vum 21. Juli 2023 (Loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur).

Virun allem ass deen Zousaz net am Lëtzebuerger Cadre des qualifications (CLQ) virgesinn, deen am Artikel 69 vum Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwer d'Unerkennung vu Berufsqualifikatiounen (Loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) seng legal Basis krut, an deen exklusiv, op den Niveaue 6 a 7, d'Titelen a Qualifikatiounen „Bachelor“ a „Master“ virgesäit, ouni Zousaz.

D'Zousatz „of Science“/„of Arts“ ginn haaptsächlech am angelsächscheschen an am däitschsproochege Raum benotzt – also nach laang net iwwerall. A Frankräich, zum Beispill, gehéieren déi Ajouten och net zu den akadeemesche Graden (Licence, master, docteur), an do droe par contre net unerkenntbar „certificats d'établissements“ oft den Titel „of Science“ ...

An deene Länner, wou d'Bezeechnungen „of Science“/„of Arts“ benotzt ginn, sinn déi och an de jeeweilige Gesetzer an den nationale Qualifikationskaderen esou festgehalten. Dat ass nämlech net einfach e „label“ oder en Ajout, deen een no Gutdünken hannert en Titel oder den Numm vun engem Programm setze kann, mee Deel vun enger kohärenter, meeschtens national festgeluechter Approche.

Esou sinn éischtens an deene Länner, wou déi Zousätz Deel vun der Nomenklatur sinn, d'Bezeichnungen „of Science“ an „of Arts“ inextricablement liiert, d. h., si bilde souzosen e „package“: do wou et Programmer gëtt, déi d'Bezeichnung „of Science“ droen, gëtt et forcément och Programmer „of Arts“. Hei sief bemierkt, dass d'Universitéit Lëtzebuerg awer just wollt bei eenzelne Programmer den Zousatz „of Science“ benutzen.

Zweetens gëtt am Prinzip an deene Länner, wou déi concernéiert Bezeichnung virgesi sinn, och am Kader vun enger externer Qualitéitssicherungsprozedur, oft am Kontext vun enger Akkreditatioun, enner anerem iwwerpréift, ob déi proposéiert Bezeichnung fir ee Programm passend a justifiéiert ass. Och dat ass de Moment op der Universitéit Lëtzebuerg net de Fall. De Moment sinn d'Studieprogrammer vun der Universitéit Lëtzebuerg quasi „automatesch“, via Gesetz, unerkannt, ouni dass si missten duerch eng national Akkreditatiounsprozedur. Dat soll allerdéngs geännert ginn – de Regierungsprogramm 2023–2028 gesäit nämlech vir, dass, par analogie mat de BTS-Programmer an de Programmer vun den akkreditéierte privaten Héichschoulinstitutionen, och eng Akkreditatiounsprozedur vun de Bachelor- a Masterprogrammer vun der Universitéit en place gesat gëtt.

Laut dem Universitéitsgesetz vun 2018 mussu vum all Studieprogramm vun der Universitéit d'Grondelementer betreffend enner anerem d'Denominatioun, de Studieplang an d'Evaluationsmodalitéiten am Règlement des études festgehale ginn. Dat Règlement muss och vum zoustännegen Minister ofgeseent ginn. Et ass an deem Kontext, wou d'Universitéit éfters drop opmierksam gemaach gouf, dass esou Ajouten am Titel wéi „of Science“ net an der Lëtzebuurger Nomenklatur virgesi sinn an dofir am Prinzip och net kënne benotzt ginn. D'Universitéit gouf invitéiert, sech eng Demarche ze ginn, fir sech konform ze setzen.

Wat d'Ëmsetzung vun dieser Mise en conformité an den dozougehéierende Consultatiounsprozess op der Universitéit Lëtzebuerg ubelaangt (Froe 4 an 8), ass et esou, dass laut den Informatiounen, déi ech vun der Universitéit krut, d'Studenten, déi sech fir d'éischt virum akadeemesche Joer 2024/2025 an e concernéierte Programm ageschriwwen haten, am Programm mat der aler Denominatioun „of Science“ ageschriwwen bleiwen. All concernéierte Programm huet also eng „al“ Versioun an eng „nei“ Versioun. Déi al Versioun wäert verschwannen, wann all Studenten, déi sech fir d'éischt virum akadeemesche Joer 2024/2025 ageschriwwen hunn, hire Programm ofgeschloss hunn an hiren Diplom kruten. Dofir bleift den Ausdrock „of Science“ am Modulhandbuch fir d'Studenten, déi sech fir d'éischt virum akadeemesche Joer 2024/2025 ageschriwwen hunn.

Den Zousatz „of Science“ steet weiderhin an den Attestatiounen de réussite fir d'Mastere souwéi fir d'Bacheloren. All d'Studenten, déi hire Programm Enn Februar oder Juli 2024 erfollegräich ofgeschloss hunn, kruten eng Attestatioun de réussite mam Numm vum Programm an dem Zousatz „of Science“.

D'Universitéitsdatebank enthält zanter dem akadeemesche Joer 2024/2025 béid Versiounen vun de Programmer. E Student, deem an der aler Versioun vun engem Programm enregistriert ass, kann net fir dat nächst Semester an der neier Versioun enregistriert ginn. Dës Konfiguratioun evitéiert bei der Aschreiwung vu Studenten all Konfusioun.

De Conseil universitaire huet am Dezember 2023 e positiven Avis ofginn iwwer d'Ännerunge vun de Studieprogrammer 2024/2025. De Conseil de

gouvernance huet d'Studieprogrammer 2024/2025 am Dezember 2023 arrétéiert.

Wat d'Froen 2, 5, 6, 7 an 9 vum honorabelen Deputéierte betreffend den Impakt vun der Mise en conformité an d'Unerkennung vun den Diplomer am Ausland ubelaangt, ass et wichteg ze ennersträichen, dass am Kader vun Bologna-Prozess de Prinzip gëllt, dass all d'Programmer an Diplomer, déi zu den akadeemesche Grade vum „Bachelor“ oder „Master“ féieren, gläichwäerteg sinn. An et ass dee Prinzip, deem am Lëtzebuurger Héichschoulssystem applizéiert gëtt. Och wa gewësse Länner d'Traditioun vun den Zousatz „of Science“/„of Arts“ hunn an déi an hirem legale Kader verankert hunn, heescht dat net, dass d'Bologna-Diplomer an -Titelen aus deene Länner, wou déi Approche net besteet, manner wäert oder manner unerkannt wieren. An deem Sënn ass aktuell och keng Ännerung vun der Lëtzebuurger Nomenklatur geplangt.

Wann et dréms geet, Informatiounen iwwer den Inhalt an d'Approche vun engem Studieprogramm ze gi souwéi iwwer d'Kompetenzen, déi am Programm viséiert ginn, kann a soll dat am Kader vum „diploma supplement“, deem obligatoresch mam Diplom ausgehändegt gëtt, geschéien. Do kann een dat och méi prezis an detailléiert maache wéi mat engem Zousatz „of Science“ oder „of Arts“. Hei kann am concernéierte Fall vun de Programmer an der Psychologie d'Approche an d'Ausrichtung vum Programm prezisierter ginn, an hei kann een natierlech och soen, dass et sech ëm Programmer handelt, déi wëssenschaftlech orientéiert sinn. Déi nämmecht Informatiounen kënne natierlech an der Presentatioun vun de Programmer um Internetsite vun der Universitéit, am Sënn vun der Transparenz an enger internationaler Visibilitéit, ervirgehewe ginn.

Den „diploma supplement“ ass iwwerregens en offiziell unerkannt Bestanddeel vum Bologna-Prozess. Laut dem Universitéitsgesetz vun 2018 muss all Student mat sengem Diplom och en „diploma supplement“ ausgehändegt kréien. Heifir kritt d'Universitéit, wéi déi aner unerkannten Héichschoulacteuren och, vu mengem Ministère en nationale Modell zur Verfügung gestallt, deem op dem Modell baséiert, dee vun der Europäescher Kommissioun, dem Conseil de l'Europe an der Unesco ausgeschafft gouf. Dat ass also ganz kloer een am europäesche Raum unerkannt Dokument, dat entre-temps feste Bestanddeel vun enger Qualifikatioun ass an dat och bal systematesch am Kader vu gewësse Prozedure gekuckt gëtt, sief et, wann et ëm d'Admissioun an e weiderféierende Studiengang geet oder och ëmmer méi am Kader vu Recrutementsprozeduren. An deem Sënn schafft d'Universitéit d'ailleurs lafend drun, fir d'Qualitéit vun deem Dokument ze optimiséieren.

Et sief och prezisierter, dass mam Héichschulgesetz vum 21. Juli 2023 déi akadeemesch Titele wéi „Bachelor“ a „Master“ offiziell geschützt gi sinn, wat fir d'Studenten, déi esou ee Programm maachen, en zousätzleche Qualitéitsgarant soll sinn an hinne och déi néideg Sécherheet a puncto Unerkennung soll ginn.

Anersäits heescht dat awer och, dass et ëmsou méi wichteg ass, dass d'Universitéit an déi aner unerkannten Héichschoulinstitutionen sech genee un déi geschützten Nomenklatur halen – en Titel mat engem Ajout, sief dat „of Science“, „of Arts“ oder och nach „européen“ asw. riskéiert nämlech an deem Kontext als net unerkannten Titel oder Diplom wouergeholl ze ginn.

Et handelt sech hei also net ëm eng „Ofwärtung“ vun engem Studieprogramm oder engem Diplom, vu dass den Ajout „of Science“ zu Lëtzebuerg op kenger

kohärenter, genereller Approche berout, déi duerch eng extern Qualitéitssicherungsprozedur cautionéiert wier. Et kann een net soen, dass e „Gütesiegel“ verluer gaange wier, well den Ajout net an der Lëtzebuurger Nomenklatur existéiert an domat op kenger gesécherter Basis berout.

D'Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg kënnen also sécher sinn, dass si ee vollwäerteg unerkannt Bologna-Diplom kréien, dee konform ass souwuel zu den europäesche Standarde wéi och zu dem nationalen Héichschoulkader an deen, zesumme mam „diploma supplement“, eng vollwäerteg akadeemesch Bologna-Qualifikatioun duerstellt.

Falls eng auslännesch Autoritéit oder Universitéit Froen zu engem Titel an enger Qualifikatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg hätt, ka si sech, nieft der Uniselwer, och via den ENIC-NARIC Réseau an de Fuerschungs- an Héichschulministère wenden, deem säi Service Registre des titres d'Funktions vum Lëtzebuurger „NARIC“ (National Information Centre) erfëllt (<https://www.enic-naric.net/page-Luxembourg>). Et handelt sech heibäi ëm eng am europäesche Raum vun de concernéierten Autoritéiten an Institutionen bekannten a gängeg Demarche, op déi eventuell concernéiert Studenten oder Titulair vum Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg gär verweise kënnen.

Suppression de mentions en langue anglaise des diplômes délivrés par l'Université du Luxembourg | Question 1498 (11/11/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Selon un article de presse publié en date d'aujourd'hui, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur aurait demandé à l'Université du Luxembourg de supprimer les indications « of Science » de certains diplômes de bachelor et de master. Dans le monde international de la recherche, il s'agit d'une mention importante puisqu'elle est utilisée pour certifier la nature exacte d'une formation.

Selon l'article, le Ministère de l'Enseignement supérieur aurait décidé de supprimer la mention malgré des protestations d'étudiant.e.s et de responsables de programmes d'études. En effet, la mention « of Science » et sa contrepartie « of Arts » ne figurent dans aucun texte de loi luxembourgeois, ni dans la nomenclature luxembourgeoise des titres académiques ou dans le cadre luxembourgeois des qualifications, mais elles ne sont donc pas non plus formellement interdites.

Toujours selon l'article mentionné, la mention « of Science » ne figure déjà plus sur certaines attestations de réussite de l'année académique passée, bien que la nouvelle règle ne s'applique en principe qu'à partir de cette année académique.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

- 1) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'interdiction à l'Université du Luxembourg d'utiliser dorénavant la mention « of Science » ainsi que toute autre dénomination anglaise dans le cadre des diplômes délivrés ?
- 2) Combien de formations à l'université ont utilisé ces dénominations jusqu'à présent et se voient donc concernées par ce changement ?
- 3) Quelles sont les raisons pour la suppression des mentions en langue anglaise des diplômes, alors qu'elles ne sont pas formellement interdites ? Pourquoi l'utilisation a-t-elle été tolérée pendant des années ?

4) Est-ce que le contenu des formations concernées a été modifié en vue du changement dans la dénomination des diplômes ? Dans la négative, n'y a-t-il pas inégalité de traitement entre les anciens et les nouveaux diplômés ?

5) Est-ce que cette décision concerne uniquement les nouveaux diplômés, c'est-à-dire ceux délivrés à partir de l'année académique 2024-2025 ?

6) Madame la Ministre peut-elle confirmer que certaines attestations de réussite de l'année académique passée portent encore la mention « of Science », alors que d'autres non ? Dans l'affirmative, le ministère interviendra-t-il auprès de l'université pour rectifier la situation en faveur de l'égalité de traitement des étudiants concernés, à savoir en rajoutant la mention aux attestations sur lesquelles elle fait défaut ?

7) Madame la Ministre est-elle disposée à étudier un changement de la législation afin de permettre expressément à l'Université du Luxembourg l'utilisation de dénominations anglaises, sachant qu'il s'agit de la langue la plus courante dans le contexte de la recherche internationale ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse (28/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

L'honorable Députée soulève un certain nombre de questions concernant l'utilisation de mentions en langue anglaise, et notamment l'ajout « of Science », dans le cadre des titres et des diplômes délivrés par l'Université du Luxembourg.

À ce sujet, il convient de préciser de prime abord que des ajouts tels que la mention « of Science » n'étaient à aucun moment prévus dans la nomenclature luxembourgeoise des qualifications et des titres académiques. De telles mentions ne figurent ni dans la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, ni dans la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, ni dans la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur. Surtout, elles ne sont pas prévues dans le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ), tel que défini à l'article 69 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. De fait, aux niveaux 6 et 7 du CLQ figurent respectivement les qualifications de « bachelor » et de « master », sans ajout ou mention supplémentaire spécifique, ni en langue anglaise, ni d'ailleurs dans toute autre langue.

En vertu de la loi précitée du 27 juin 2018, l'université doit définir, pour chaque programme d'études menant au grade de bachelor ou de master, un certain nombre d'éléments concernant entre autres la dénomination, les contenus, les objectifs, les acquis d'apprentissage, le plan d'études et les modalités d'évaluation. Ces éléments sont censés figurer au règlement des études, lequel doit être approuvé par le ministre compétent. C'est dans ce contexte qu'il a été signalé à l'Université que des ajouts tels que « of Science » ne sont pas prévus par la nomenclature luxembourgeoise et que l'université a été invitée à se doter d'une démarche visant à s'y conformer.

Selon les informations fournies par l'université, sept programmes ont utilisé la dénomination « of Science » en 2023-2024 et sont donc concernés par la mise en conformité.

Une telle mise en conformité est en effet devenue d'autant plus importante que la loi précitée du 21 juillet 2023 comporte des dispositions concernant la protection des titres et des grades académiques délivrés dans

le cadre des programmes d'études de l'Université du Luxembourg et des programmes d'études accrédités par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Dans ce contexte, il est désormais essentiel que l'université et les autres prestataires reconnus s'entendent strictement aux libellés exacts des titres protégés tels qu'ancrés dans la nomenclature luxembourgeoise et qu'ils renoncent partant à tout ajout, que ce soit en langue anglaise ou dans toute autre langue, derrière les grades académiques.

Le contenu des programmes d'études concernés de l'Université du Luxembourg n'a pas été modifié en vue de la suppression de l'ajout « of Science ». À préciser dans ce contexte que des informations relatives au contenu et à l'approche visée dans le cadre d'un programme d'études peuvent être fournies, de manière beaucoup plus précise et détaillée, dans le supplément au diplôme, qui, en vertu de la législation en vigueur, est obligatoirement délivré avec le diplôme et décrit les connaissances et compétences acquises par le détenteur. À noter dans ce contexte que l'Université du Luxembourg et les autres acteurs reconnus de l'enseignement supérieur luxembourgeois se voient mettre à disposition par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur un modèle standardisé de supplément au diplôme. Ce modèle national est basé sur le modèle élaboré par la Commission européenne, le Conseil de l'Europe et l'Unesco, ce qui est susceptible de lui assurer une vaste reconnaissance internationale. En ce sens, il n'y a pas d'inégalité de traitement entre les anciens et les nouveaux diplômés.

À souligner que la suppression de la mention « of Science » ne correspond nullement à une dévalorisation des formations et des diplômes concernés. De fait, dans le cadre du processus de Bologne est appliqué le principe selon lequel tous les programmes d'études reconnus par les autorités nationales compétentes comme menant à un grade académique donné sont considérés comme équivalents. Ainsi, même si certains pays, essentiellement anglo-saxons et germanophones, ont ancré les ajouts « of Science »/« of Arts » dans leur nomenclature et leur cadre légal, cela ne signifie pas que les diplômés s'inscrivant dans le processus de Bologne délivrés par des pays qui n'ont pas prévu ces mentions ne seraient pas reconnus comme équivalents.

À l'Université du Luxembourg, la mise en conformité susvisée s'applique aux étudiants qui se sont inscrits pour la première fois dans un des programmes concernés au cours de l'année académique 2024-2025.

Selon les informations fournies par l'université, les attestations de réussite de l'année académique passée portaient encore la mention « of Science » pour les sept programmes concernés.

S'agissant de façon plus générale l'usage de la langue anglaise en relation avec les dénominations des programmes et des diplômes de l'Université du Luxembourg, il y a lieu de préciser que bon nombre de programmes portent bel et bien des intitulés anglais énonçant le domaine ou la discipline visés et que les diplômés émis par l'Université du Luxembourg sont en principe trilingues (français, allemand, anglais). Dans le présent cas, l'enjeu n'était tant l'usage de termes anglais dans l'absolu – notons au passage que les noms de « bachelor » et de « master » sont aussi, stricto sensu, des noms anglais –, mais plutôt le libellé du grade académique auquel mène le programme, qui, pour les raisons exposées ci-dessus, doit être exactement conforme à la nomenclature nationale. En d'autres termes, des ajouts dans toute autre langue n'auraient pas été acceptables non plus.

Étant donné que, comme expliqué ci-dessus, l'existence ou non de l'ajout « of Science »/« of Arts » dans

la nomenclature des titres et grades académiques n'a aucune incidence directe sur la reconnaissance des diplômes s'inscrivant dans le processus de Bologne et que le supplément au diplôme fournit une description précise des connaissances et compétences du détenteur, il n'est pas prévu, à ce stade, de modifier la nomenclature nationale. Comme évoqué, les ajouts « of Science »/« of Arts » sont ancrés essentiellement dans la nomenclature et le cadre légal des pays anglo-saxons et germanophones, sans que cette pratique ne soit généralisée dans l'espace européen.

.....
Horaire des trains CFL | Question 1499
(11/11/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

An de meeschte Länner vun der EU hunn d'Passagéier. innen d'Méiglechkeet hir Bus- an Zuchbilljeeën e puer Méint am Viraus ze kafen, wéi z. B. bei der Deutsche Bahn (DB), wou Tickete fir Reesen nom 15. Dezember 2024 scho säit dem 15. Oktober 2024 am Verlaf sinn. Wéinst dem dynamesche Präissystem lount et sech fir d'Passagéier. innen, fréi ze buchen.

Leider ass et bei den CFL aktuell net méiglech, säi gesamten Trajet vun Lëtzebuerg a Richtung Mannheim (a weider) nom 15. Dezember 2024 ze reservéieren. Fir dëst ze maachen, muss een zurzäit separat Tickete fir seng Rees kafen. Eng Kéier e Busticket vu Lëtzebuerg op Saarbrécken, an e weideren Ticket ab Saarbrécken. Dëst schléit sech allerdéngs am Fall vun Annulations- oder Verspéidungen negativ op d'Rechter vun de Passagéier. innen néier, well dës hir europäesch Passagéierrechter verléieren, soubal et sech net ëm ee global gebuchten Trajet handelt.

Besonnenesch betraff vun dëser Problematik ass d'Stréck Mannheim-Saarbrécken-Lëtzebuerg, wou den Zuch vu Mannheim des Èftere mat enger Verspéidung vun 10-20 Minutten zu Saarbrécken ukënn an ee soumat säi Bus vu Saarbrécken op Lëtzebuerg verpasst. Domat huet een duerno e Retard vu minimum 1 Stonn, wann een zu Lëtzebuerg ukënn. An dësem Zenario fält ee weeder ënnert déi relevant Bestëmmunge vun den europäesche Passagéierrechter, well de Retard vun 10-20 Minutten bei der Arrivéed zu Saarbrécken ze geréng ass, nach an d'Entscheidungsgerechter fir den Deel Saarbrécken-Lëtzebuerg, well den Trajet net als Ganzt consideréiert gëtt.

Déi nei Fahrpläng vun der DB, déi am Dezember a Kraaft trieden, sinn an der Reegel all Joers ab ca. Mëtt September als „Vorentwurf“ bekannt, soudass eng besser Ofstëmmung vum Bus op den Zuch anticipéiert kéint ginn.

An dësem Kontext erluben ech mer et, follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten ze stellen:

1. Ass der Madamm Ministesch dës spezifesch Problem bekannt?
2. Wa jo, wat gedenkt d'Madamm Ministesch derfir ze maachen, dass d'Passagéierrechter fir Zuchreesender vollëmfänglech garantéiert sinn?
3. Gedenkt d'Madamm Ministesch Moossnamen ze ënnerhuelen, fir d'Ubannung tëscht Bus an Zuch op der Stréck Lëtzebuerg-Saarbrécken-Mannheim ze verbessern?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert den Horaire vun de CFL-Zich.

Op Nofro hunn d'CFL mir matgedeelt, dass si sech dëser Problematik effektiv bewosst sinn. Eier d'CFL déi nei Fuerpläng vun der Busnavette

Lëtzebuerg–Saarbrécken–Express ausschaffe kënnen, müssen der Deutsche Bahn (DB) hir Fuerpläng disponibel sinn. Dann eréischt kann déi betrieblech Ëmsetzung gepréift ginn a schlussendlech d'Daten an de Reservatiouns- a Verkaufssystem agespeist ginn.

D'Fuerpläng vun de Busser fir de Fuerplangwiessel am Dezember ginn ëmmer un d'Zich vum DB-Fernverkéier ugepasst, fir esou de Clienten*ëen ëmmer déi bescht Zuchverbindungen ab Saarbrécken a Richtung Mëtzel- a Süddäitschland, an doriwwe eraus, kënnen unzebidden.

Ouni dës Fuerpläng kënnen d'CFL kee Verkauf opmaachen, well de Billjee un eng Reservatioun gekoppelt ass.

Dëst Joer kruten d'CFL d'Fuerpläng vun der DB réischt de 16. Oktober iwwermëttelt. De Verkauf konnt also elo eréischt opgoen.

D'CFL sinn och mat hiren däitschen Homologen*innen amgaangen no Léisungen ze sichen, fir dass hir Fuerpläng den CFL scho kënnen virun der Publikatioun geliwwert ginn an esou quasi zäitgläich de Verkauf kann opgemaach ginn.

Wat elo d'Rechter vun den Zuchpassagéier*innen ubelaangt, esou sinn d'CFL, am Fall wou ee Client*e d'Billjee bei hinne kaf huet, och wann et zwee eenzel Kontrakter (Billjeeën) sinn, z. B. Lëtzebuerg–Saarbrécken, Saarbrécken–Mannheim, kulant an akzeptéieren dës als een eenzelen Transportkontrakt. D'Rechter vun de Passagéier*inne sinn also am Fall vun engem Retard vun engem reservéierten Zuch bei der Arrivée zu Saarbrécken, an dem Verpasse vum Uschloss op de Bus a Richtung Lëtzebuerg, vollstänneg garantéiert.

Am Fall wou ee Client*e allerdéngs säi/seng Billjee(ë) bei enger anerer Eisebunngesellschaft wéi bei den CFL kaf huet, ka si déi, laut den allgemengen Transportkonditiounen am internationalen Zuchverkéier, net uwenden. Hei muss de Client*e sech dann effektiv un déi Eisebunngesellschaft wenden, wou hien d'Billjee kaf huet.

Et sief awer och ze bemierken, dass fir Billjeeën tëschent enger Lëtzebuurger Gare an enger Gare aus der Groussregion (an Däitschland sinn dat d'Saarland a Rheinland-Pfalz), d'Rechter vun de Passagéier*inne bei Verspéidungen net ugewant kënnen ginn. Dat entsprécht dem Règlement grand-ducal vom 22. Mee 2023 iwwert d'Derogatioun vu bestëmmten Eisebunnsverkéiersdëngschter vun der Veruerdnung (EU) 2021/782 vum Europäesche Parlament a Rot vom 29. Abrëll 2021 iwwert d'Rechter a Flichte vun de Passagéier*innen am Eisebunnsverkéier an der Bestëmmung vun der fir d'Uwendung vun dëser Veruerdnung zoustänneger Verwaltung.

Fir d'Ubannung op der Streck Lëtzebuerg–Saarbrécken weider auszubauen, huet mäi Ministère, zesumme mat eisen däitschen Homologen*innen, bei der Firma SMA eng „étude de potentiel“ an Optrag ginn, wou d'CFL gefrot gi si fir matzeschaffen. Bei dëser konstruktiver Zesummenaarbecht kënnen d'CFL aktiv hiren Know-how mat abrëngen. Zousätzlech passen d'CFL och, ewéi uewe schonn ernimmt, reegelméisseg bei Fuerplangännerungen am DB-Fernverkéier och hir Fuerpläng vun de Busser un.

Garantie de dépôt | Question 1500 (11/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wien ee Bankkonto huet, dee profitéiert hei zu Lëtzebuerg vun engem Schutz fir déi Suen, déi um Konto drop sinn.

D'CSSF erkläert dozou op hir Websäit: Lorsqu'une banque n'est plus capable de rembourser les dépôts des clients, par exemple lors d'une faillite, le client est, hormis un nombre limité d'exceptions définies par la loi, couvert par une garantie des dépôts. Au Luxembourg, le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL) prendra en charge le remboursement des déposants. Le montant maximum couvert par la garantie est de 100.000 euros par personne et par banque, bien qu'il existe des exceptions qui permettent un remboursement plus élevé.

De Montant ass zënter 2015 net méi ugepasst ginn. An deene leschten 10 Joren ass d'Inflatioun hei am Land awer ëm iwwer 20 % geklommen an 100.000 Euro am Dezember 2015 entspreche ronn 122.000 € am September 2024 (Rechnung: <https://statistiques.public.lu/fr/servicespublic/simulateurs/inflation.html>).

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung der Meenung, dass de Montant vun der Garantie de dépôt, wéi en am Artikel 171 vum Gesetz vum 18. Dezember 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement festgehalten ass, misst un d'Entwécklung vun der Inflatioun ugepasst ginn? Wäert dës gemaach ginn?

Réponse (19/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Den Artikel 6 Paragraph 1 vun der europäescher Direktiv 2014/49/EU huet de Prinzipp vun engem harmoniséierte Montant vun 100.000 Euro pro Persoun a pro Bank als Garantie de dépôt festgeluecht, fir gläich Wettbewerbsbedéngungen an d'Finanzstabilitéit am europäesche Bannemaart ze garantéieren. Heibäi handelt et sech ëm eng Maximalharmoniséierung. An anere Wieder därefen d'Memberstaaten net iwwert dës Montant erausgoen.

Gläichzäitig gesäit virgenannten Direktiv fir bestëmmte Fäll Ausname vir. An deene Fäll kënnen d'Memberstaaten erlaben, Depoten iwwert de Montant vun 100.000 Euro eraus zäitlech ze garantéieren. Dat gëllt zum Beispill fir Transaktiounen betreffend privat Wunnengen oder och nach am Fall vu besonnesche Liewensëmstänn, wéi engem Bestietnis, enger Scheedung, engem Stierfäll, der Pensioun oder enger Entloossung. Lëtzebuerg huet dës Bestëmmungen duerch ee Gesetz vum 18. Dezember 2015 ëmgusat an d'Garantie spillt an dës Fäll bis zu engem Montant vun 2,5 Milliounen Euro.

Ofschléissend ass also festzehalen, dass eng eesäiteg Erhéijung vum harmoniséierte Montant vun der Garantie de dépôt net de Virgabe vun den europäesche Gesetzter entsprécht. Virun deem Hannergrond gëllt et elo déi ëmfaassend Reform vum europäesche Kader fir de Krisemanagement vu Banken ofzewarten.

Redoublement dans l'enseignement secondaire général | Question 1501 (12/11/2024) de **M. Ben Polidori** | **Mme Francine Cloesener** (LSAP)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro vun der LSAP vum 11.10.2021 (N° 5088) huet de Bildungsminister geschriwwen, dass de Ministère géif un enger digitaler Applikatioun schaffen, déi et den Elteren an de Schüler*innen erlaben soll, e besseren Iwwerbléck iwwert d'Ausbildungsméiglechkeeten am Secondaire ze kréien. D'App soll däitlech maachen, wéi eng Optiounen ee Jonken huet a wéi eng Leeschtungen dofir ze erbréngen sinn. Esou soll vermidde ginn, dass Schüler*innen sech ongewollt Weeër verspären oder redoubliere müssen, well hinnen net fréi genuch

bewusst war, a wéi enge Fächer wéi eng Punkte müssen erziilt ginn, fir op enger bestëmmter Ausbildungssektioun ugeholl ze ginn. Konkreet huet et an der Äntwert geheescht:

„Wéi aus dem Tableau 1 ervirgeet, klëmmt den Taux de redoublement op der 5°. Et müssen hei an éischter Linn méi Efforte bei der Orientéierung vun de Schüler*innen a Schüler während deenen éischte Jore vum Enseignement secondaire général gemaach ginn, d. h. d'Schüler*innen a Schüler an hir Eltere mussen vun Ufank un informéiert ginn iwwer d'Ausbildungsméiglechkeeten, déi hinne jee no hire schoulesche Resultater opstinn. Ech hu meng Servicer domat chargéiert, eng informatesch Applikatioun ze entwéckelen, déi dës soll liicht verständlech duerstellen.“

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gäre follgend Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5088 huet d'Regierung Zuele geliwwert, déi gewisen hunn, wéi d'Evolutioun vum Taux de redoublement op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général war. Wéi hunn dës Zuelen an de leschte Joren evoluéiert a kann de Minister dës Zuelen och fir déi iewescht Klasse liwweren?

2. Analyséiert de Ministère, awéifern fräiwëlleg Redoublement fir déi Jonk op 5° zillféierend sinn? Gëtt et z. B. Statistiken doriwwe, wéi vill Prozent vun de Schüler*innen, déi fräiwëlleg eng Klass widderholl hunn, well si beim éischte Versuch d'Punkte fir hir Wonschsektioun net erreecht hunn, et beim zweete Versuch awer gepackt hunn, op dës Sektoren kommen?

3. Wou sinn d'Aarbechten un der Applikatioun drun, vun där de Minister an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5088 geschwat huet?

Réponse (17/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Tableau⁸ heidrënner weist d'Evolutioun vum Taux de redoublement op deene verschiddene Klasse vum Enseignement secondaire général iwwert déi lescht véier Joer.

ad 2. Ech wëll menger Äntwert op d'Fro vun der honorable Deputéiert zwou Remarquë virausschécken:

– De Begrëff vun der „Wonschsektioun“ ass schwéier ze ëmräissen, well dës am Fichier élèves net erfaasst gëtt; an der Analys ass dofir gekuckt ginn, wéi vill Schüler no engem Redoublement méi héich oder zousätzlech Formatiounen erreecht hunn.

– Och de Begrëff vum „fräiwëlleg“ Redoublement ass net ganz eendeitig. Am Avis d'orientation kritt nämlech all Schüler no der 5° eng Orientatiounsoffer gemaach, ob e seng Klass gepackt huet oder net; aus deem Grond misst eigentlech kee Schüler dës Klass redoubliere. Mécht en dat nawell, sou ass et an der Reegel, fir méi héich oder zousätzlech Formatiounsméiglechkeeten ze errechen. An de follgenden Explikatiounen gëtt dofir ënnerscheet tëscht deene Schüler, déi hir 5° gepackt hunn, an deenen, déi se net gepackt hunn.

D'Analys bezitt sech ausschliisslech op d'Schüler vun der 5° G; am Schouljoer 2022/2023 waren dës der 3.180°.

Schüler, déi d'5° G gepackt hunn

Vun 2.659 Schüler, déi d'5° G gepackt hunn, hunn der 286 hiert Joer redoubliert. Dovun hunn

⁸ Aus ënnerschiddleche Grënn ass fir 26 vun dësen 3.180 Schüler am Fichier élèves keng Promotiounsdecisioun erfaasst ginn; si sinn deemno net an der Analys berücksichtegt ginn.

der 248 (d. h. 87 %) méi héich oder zousätzlech Formatiounsméiglechkeeten erreecht. 212 dovun hunn der am Schouljoer duerno eng vun dese Formatiounen entaméiert; dést entsprécht engem Taux vu 74 %. Aus deem uewe genannte Grond wësse mir allerdéngs net, ob et sech dobäi ëm hir „Wunschsektioun“ handelt.

Schüler, déi d'5^e G net gepackt hunn

495 Schüler hunn op der 5^e G een Echec gehat; 268 dovun hunn d'Joer redoubliéert. 189 dovun (d. h. 71 %) hunn der méi héich oder zousätzlech Formatiounsméiglechkeeten erreecht, an 160 hunn sech der am Schouljoer duerno an enger vun dese Formatiounen ageschriwwen; dést entsprécht engem Taux vu 60 %.

Grondsätzlech féiert de Redoublement also dozou, datt d'Schüler sech zousätzlech Dieren opmaachen; allerdéngs ergräifen se net all eng vun de Méiglechkeeten, déi sech hinne doduerch erginn.

Ofschléissend wëll ech betounen, datt dës Analyse mat an d'Iwwerleeunge ronderëm eng Reform vun den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général wäerte fléissen, sou wéi se am Regierungsprogramm virgesinn ass.

ad 3. Meng Servicer hunn a Collaboratioun mam Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) eng Applikatioun entwéckelt, déi déi schoulesch Optiounen ugëtt, déi engem Schüler opgrond vu senger Resultater opstinn.

Dës Applikatioun ass aktuell an enger Testphas; ab Januar 2025 wäert doraus déi final Versioun mat engem usprechende Layout entsto. Am Fréijoer 2025 wäert dann d'Promotioun vun deser Applikatioun kënne starten, notament bei de Schoulen – an do besonnesch bei de Cellules d'orientation et d'intégration. Et ass och geplangt, d'Applikatioun op der nächster Schoulfoire anzusetzen.

D'Applikatioun adresséiert sech u Schüler an Eltere gradewéi un Enseignanten a Membere vun de Cellules d'orientation an de Schoulen.

Prise en charge des frais liés au permis de conduire | Question 1502 (12/11/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Dan Hardy** (ADR)

Ëmmer erëm gëtt et Rumeuren, dass verschidde Leit hire Führerschäi gratis maache kënne respektiv vum Staat bezuelt kréien.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg Fäll, wou Leit hire Führerschäi bezuelt kréie vun der éffentlecher Hand, ganz oder zum Deel?
2. Falls jo, wéi vill esou Fäll waren dat an de leschten 3 Joer?
3. Aus wéi enge Grënn?

Réponse (10/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen, a wéi enge Fäll de Staat d'Käschte vum Führerschäin iwwerhëlt.

De Staat iwwerhëlt mengen Informatiounen no d'Käschte vum Führerschäi bei zwee Beamten aus dem Mobilitéitsministère esouwéi och bei Zaldote vun der Arméi.

Aus professionnelle Grënn hunn zwee Beamte vum Mobilitéitsministère d'Führerschäiner vun de Kategorien A, C, CE an D finanzéiert kritt, well si an der zoustänneger Kommissioun siegéieren, déi d'Examineure vun der SNCA préift, déi d'Führerschäinsexamen organiséieren. Well den Examen och e prakteschen Deel

huet, mussen dës zwee Beamten och d'Führerschäiner vun de jeeeweilege Kategorien hunn.

Bei der Arméi ass et esou, dass en Zaldot a senger Déngschtzäit de Militärführerschäi bei der Arméi maache kann, wann dat engem operationelle Besoin entsprécht. Dese Führerschäin ass weesentlech, fir op Gefierer am Kader vu Missiounen hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland kënnen ze fueren. Dat gëllt fir Gefierer, déi fir militäresch Asätz bestëmmt sinn ewéi och fir Transportgefiierer fir d'Material oder d'Personal.

De Militärführerschäi kann och op den normale Führerschäin iwwerschriwwen ginn, wat och zur Attraktivitéit vun der Arméi bäidréit.

Follgenden Tableau[†] renseignéiert iwwert d'Militärführerschäiner, déi vun der Arméi an de leschten 3 Joer ausgeliewert goufen.

Des Weidere kann d'Arméi op Basis vum Artikel 86 Paragraph 3 vum Arméigesetz dem Zaldot eng Rei Käschten, déi am Kader vu sengem Rekonversiounsprojet entstinn, zréckbezuelen. Sou ass et z. B. méiglech, dass en Zaldot, während der Rekonversioun am Zivillen de Bus- oder Camionsführerschäi mécht. Déi domadder verbonne Käschte kann den Zaldot da ganz oder zum Deel vun der Arméi zréckbezuelen kréien.

Don du sang | Question 1503 (12/11/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

D'après un reportage diffusé le 11 novembre 2024 sur RTL Télé Lëtzebuerg, la Croix-Rouge luxembourgeoise a pour cette année un déficit de 2 millions d'euros pour le Centre de transfusion sanguine.

Sachant qu'il s'agit d'un service avec un intérêt national, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) On apprend dans le reportage que la CNS a proposé d'augmenter les tarifs pour les conserves sanguines de 20 % mais que cela ne suffisait pas à la Croix-Rouge. Madame la Ministre, ne serait-elle pas d'avis que l'État devrait considérablement augmenter sa prise en charge des frais en ce qui concerne le don du sang ?
- 2) Est-ce que le Luxembourg dispose d'assez de réserves sanguines ?
- 3) Y a-t-il des moments dans l'année où ces réserves sont épuisées ?
- 4) Combien de femmes et d'hommes sont donateurs de sang au Grand-Duché ?
- 5) Combien de personnes donnent du plasma ?
- 6) Madame la Ministre, est-elle d'avis que l'organisation concernant le don du sang au Luxembourg devrait être réservée exclusivement à la Croix-Rouge ?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La convention entre la CNS et la Croix-Rouge luxembourgeoise, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale prévoit en son article 14 que :

« Les tarifs des fournitures et prestations prévus dans la liste exhaustive annexée à la présente convention sont révisés tous les ans sur base du prix coûtant des fournitures et prestations.

La Croix-Rouge transmet le bilan annuel et le compte d'exploitation du Service de la transfusion sanguine à la Caisse nationale de santé. Les livres comptables et les pièces justificatives sont à disposition de la Caisse nationale de santé pour toutes vérifications jugées utiles. »

Les négociations pour le renouvellement de ladite convention sont en cours et seront probablement finalisées pour la fin du mois de décembre.

L'État intervient dans le financement uniquement au niveau de la prise en charge spécifique de certaines dépenses spécifiques détaillées dans le tableau[†] qui suit.

ad 2) et 3) À l'heure actuelle, le Luxembourg est auto-suffisant en matière de produits sanguins labiles (concentrés de globules rouges, plasma, concentrés plaquettaires).

Les détails concernant l'évolution des stocks peuvent être consultés dans le rapport[†] 2023 qui fait partie intégrante de cette réponse. Les réponses qui suivent ont été établies à partir de ce rapport.

ad 4) Au 31 décembre 2023, la base de données du CTS comptait 15.354 donateurs inscrits, dont 46,5 % femmes et 53,5 % hommes.

ad 5) Au 31 décembre 2023, la base de données du CTS comptait 1.023 donateurs d'aphérèse inscrits. À l'occasion de chaque don, en fonction de l'état des stocks du CTS, ces 1.023 personnes sont prélevées soit uniquement en plasma, soit en plasma et en plaquettes. En 2023, les dons de plasma d'aphérèse ont été au nombre de 2.314.

ad 6) Au Luxembourg, le Ministère ayant la Santé dans ses attributions constitue l'Autorité nationale compétente (ANC) en matière de transfusion sanguine, en vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation, la distribution et la transfusion du sang humain et des composants sanguins. Avant de délivrer un agrément pour exercer l'activité de transfusion sanguine, le ministère vérifie, en application de l'article 7 de ce même règlement, que l'organisme en question respecte les exigences de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine et des règlements pris en son exécution. Pour la délivrance dudit agrément, le ministère « tient en outre compte de considérations géographiques, démographiques et de planification sanitaire ».

Actuellement, le CTS est le seul organisme œuvrant dans le domaine de la transfusion sanguine au Luxembourg. À cet effet, le CTS dispose de l'agrément ministériel visé par l'article 4 de la loi du 15 mars 1979 précitée. Tout autre organisme qui souhaiterait œuvrer au Grand-Duché dans le même domaine aurait l'obligation de se munir de l'agrément précité avant d'initier ses activités.

Sémaglutide | Question 1504 (12/11/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Il ressort d'une étude récemment publiée par « Alzheimer's & Dementia : The Journal of the Alzheimer's Association » que la substance sémaglutide s'avère fort efficace pour réduire le risque d'être atteint de la maladie d'Alzheimer. Si des études supplémentaires s'avèrent nécessaires, les chercheurs impliqués se montrent optimistes quant aux résultats obtenus. Cette molécule est actuellement utilisée dans des médicaments contre le diabète, comme Ozempic®, mais aussi dans des médicaments contre l'obésité, comme Wegovy®.

Comme Madame la Ministre l'explique dans la réponse à la question parlementaire n° 0094, le médicament Ozempic® a récemment subi une forte demande suite à son potentiel à faire perdre du poids, suite à quoi le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a émis un

arrêté ministériel limitant la prescription d'Ozempic® aux patients souffrant de diabète de type 2. Dans sa réponse à la question n° 0859, Madame la Ministre indique que cet arrêté a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2024. Entre-temps, le médicament Wegovy® est disponible en France sur ordonnance depuis le 8 octobre 2024.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Dans quelle mesure le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suit-il l'évolution de la recherche sur la substance sémaglutide ? Est-ce qu'à terme, une utilisation en serait envisageable au Luxembourg auprès de la population présentant un risque face à la maladie d'Alzheimer ?

2) Quel est l'état actuel de disponibilité du médicament Ozempic® pour les personnes atteintes du diabète ? Le ministère prévoit-il de prolonger une nouvelle fois l'arrêté limitant sa prescription aux patients souffrant de diabète de type 2 ?

3) Où en est la procédure de mise sur le marché pour le médicament contre l'obésité Wegovy® au Luxembourg ? En France, où ce médicament est disponible depuis peu, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) note que des cas de mésusages sont avérés, notamment le détournement à des fins esthétiques. Des cas de mésusages analogues du Wegovy® ont-ils été signalés au Luxembourg ?

4) La molécule sémaglutide, utilisée dans les deux médicaments Ozempic® et Wegovy®, étant fabriquée par la même firme (Novo Nordisk A/S), Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale explique dans sa réponse à la question n° 0094 que le ministère soutient les démarches européennes consistant à identifier d'autres firmes capables de produire des médicaments similaires. Des avancées ont-elles été réalisées entre-temps à ce sujet ?

Réponse (17/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les services scientifiques et techniques de la Direction de la santé suivent de près l'évolution de la science et les développements médicaux et pharmaceutiques.

Dans un article publié dans la revue « Alzheimer's & Dementia : The Journal of the Alzheimer's Association »⁹, les auteurs ont constaté que le sémaglutide était associé à des risques plus faibles de premier diagnostic de maladie d'Alzheimer chez les patients atteints de diabète de type II, par rapport à d'autres médicaments antidiabétiques. Il est essentiel d'explorer cette association par des essais cliniques randomisés afin d'évaluer le potentiel du sémaglutide à retarder ou prévenir la maladie d'Alzheimer.

Plusieurs études sont en cours pour évaluer les effets du sémaglutide, ainsi que ceux d'autres médicaments de la même classe thérapeutique, sur la maladie d'Alzheimer. Si ces études s'avèrent concluantes quant à une balance bénéfice-risque favorable, les firmes pharmaceutiques concernées pourront soumettre un dossier en vue d'une demande d'autorisation de mise sur le marché

ad 2) Selon les informations fournies par le fabricant et par les acteurs du circuit de distribution, Ozempic®

0,5 mg est actuellement en rupture de stock et devrait être de nouveau disponible à partir du 15 décembre 2024. Quant aux dosages de 0,25 mg et 1 mg, les quantités disponibles sont fortement limitées, insuffisantes pour répondre à la demande. Selon le fabricant, cette situation devrait durer jusqu'à la fin de cette année.

Si la faible disponibilité des différentes formes d'Ozempic® devait se prolonger au-delà des dates annoncées par Novo Nordisk, une prolongation de l'arrêté limitant la prescription aux patients souffrant de diabète de type 2 pourrait être envisagée.

ad 3) Wegovy® est autorisé depuis le 6 janvier 2022 dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg. La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) est en contact régulier avec le titulaire de l'autorisation, toutefois la date de lancement de la commercialisation de Wegovy® au Luxembourg n'est pas encore connue.

Aucun cas de mésusage n'a été rapporté au Luxembourg jusqu'à présent.

ad 4) À ce jour, et selon les informations disponibles, il n'y a pas encore d'autres firmes en mesure de produire des médicaments similaires.

.....

Utilisation de l'échangeur de l'autoroute A13/E29 à Schengen par les poids lourds | Question 1505 (12/11/2024) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Il est interdit aux poids lourds d'utiliser l'échangeur de l'autoroute A13/E29 à Schengen en direction de Pétange. Il en résulte que les poids lourds cherchent depuis de nombreuses années d'autres chemins pour accéder à l'autoroute, notamment en suivant la RN10 jusqu'à hauteur de Bech-Kleinmacher pour emprunter ensuite les CR152E/CR151, puis la RN16 en direction de Mondorf. D'autres semblent utiliser l'échangeur tout en ignorant cette interdiction.

Ce sont notamment les habitants de Bech-Kleinmacher et de Wellenstein qui subissent des nuisances sonores importantes dès le petit matin. S'y ajoutent des situations de circulation très dangereuses qu'ils vivent au quotidien. Ceci notamment à Bech-Kleinmacher au croisement du CR152E et du CR151 et à Wellenstein à hauteur de l'arrêt de bus « Wellenstein Centre », voire lorsque les bus RGTR croisent les poids lourds à hauteur de l'école centrale à Bech-Kleinmacher et au centre de Wellenstein.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Pour quelle raison l'accès à l'échangeur de Schengen est-il interdit pour les poids lourds ?

– Est-il prévu de réévaluer la possibilité de donner accès aux poids lourds à l'A13 à travers l'échangeur de Schengen ?

– La limitation de la vitesse maximale à 70 km/h sur le viaduc de Schengen en direction de Pétange (comme c'est le cas pendant des travaux autoroutiers) pourrait-elle permettre un accès pour poids lourds via l'échangeur Schengen ?

– Quelle est la fréquence actuelle des contrôles policiers concernant l'accès à l'A13 à l'échangeur de Schengen et quel a été le nombre d'avertissements taxés depuis le 1^{er} janvier 2023 ?

Réponse (17/12/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Députée s'enquiert sur l'accès des poids lourds à l'échangeur de l'autoroute A13/E29 à Schengen.

Tout d'abord il faut préciser que l'accès à l'autoroute A13/E29 en direction de Pétange via l'échangeur de Schengen depuis la route nationale N10 n'est pas interdit à tous les véhicules automoteurs de plus de 3,5 tonnes de poids total maximum autorisé. Cependant, l'accès est interdit aux conducteurs de véhicules automoteurs destinés au transport de choses, dont le poids total maximum autorisé du véhicule ou de l'ensemble de véhicules couplés dépasse 3,5 tonnes (poids lourds, panneau C,3e). Les conducteurs de ces poids lourds sont redirigés vers la bretelle en direction de l'Allemagne (A8/E29) au droit de l'échangeur Schengen. Ils doivent ensuite effectuer un demi-tour à hauteur de l'échangeur de Perl pour rejoindre ensuite l'A13/E29 en direction de Pétange. Cette restriction d'accès direct aux véhicules destinés au transport de choses dépassant 3,5 tonnes vise à garantir la sécurité de tous les usagers de la route.

Comme le Ministre du Développement durable et des Infrastructures de l'époque précisait dans sa réponse à la question parlementaire n° 0737 du 1^{er} juillet 2010, l'échangeur de Schengen présente une forte déclivité qui ralentit considérablement les véhicules lourds lorsqu'ils accèdent à l'autoroute.

De plus, compte tenu de la proximité immédiate de l'échangeur de Schengen avec l'entrée du tunnel Markusberg, il est impossible d'aménager une bande d'accélération d'une longueur suffisante pour garantir une insertion en toute sécurité des poids lourds dans le trafic autoroutier. Lors de l'élaboration du dossier de sécurité du tunnel Markusberg conformément aux dispositions de la directive 2004/54/CE concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen, l'étude des risques liés à l'exploitation du tunnel a conduit à la décision de fermer l'accès à l'autoroute A13 depuis la route nationale N10 pour les poids lourds, pour les raisons suivantes :

- importantes différences de vitesse entre les véhicules entrants et ceux circulant sur l'autoroute ;
- manque de visibilité dû à la forte pente longitudinale de 5 % du tunnel ;
- variations importantes de luminosité (clair-obscur) en période diurne.

Au vu de ce qui précède, une réévaluation de la situation n'est d'ailleurs pas envisagée. L'instauration d'une limitation permanente de la vitesse maximale à 70 km/h sur le viaduc de Schengen, en direction de Pétange, n'apporterait pas non plus une solution adaptée pour les poids lourds.

En ce qui concerne les contrôles policiers, il convient de relever que la Police grand-ducale ne collecte pas de statistiques sur la fréquence de ces contrôles ciblant l'accès de l'autoroute A13 au niveau de l'échangeur de Schengen. Il en est de même pour les avertissements taxés, étant donné que ces données ne sont pas systématiquement et automatiquement ventilées par emplacement des contrôles.

Entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 novembre 2024, la police a réalisé en moyenne 5.300 contrôles routiers mensuels sur l'ensemble du territoire national.

Parmi ces contrôles, 219 avertissements taxés ont été émis pour des véhicules de plus de 3.500 kg ayant quitté l'itinéraire de transit prescrit entre les pays frontaliers, donc des infractions au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique, incluant également ceux relevés à l'accès de l'autoroute A13 au niveau de l'échangeur de Schengen.

⁹ Wang W, Wang QQ, Qi X, et al. Associations of semaglutide with first-time diagnosis of Alzheimer's disease in patients with type 2 diabetes: Target trial emulation using nationwide real-world data in the US. *Alzheimer's Dement.* 2024; 1–12. <https://doi.org/10.1002/alz.14313>

Boycott d'entreprises et de produits israéliens | Question 1506 (12/11/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Säit Wochen zirkuléieren op de sozialen Netzwierker Opriff zum Boycott vu verschiddene grouse Supermarchés-Ketten, well se ë. a. Dattelen a Clementininen aus Israel verkaufen.

Déi Opriff ginn ë. a. symboliséiert duerch schwaarz Lëschten, op deenen déi jeeweileg Supermarchés-Ketten, an d'israelesch Produiten, déi se verkaufen, verëffentlecht ginn. Dernieft kënn et ëmmer méi dacks vir, dass op déi jeeweileg Produite Stickeren gepicht ginn, déi op d'Hierkonft vum Produit hiweisen an zum Boycott opruffen.

Niewent den Opriff zum Boycott vu verschiddenen israelesche Produite gesäit een ëmmer méi Stickeren an ëffentleche Raum mat engem no ënne geriichte rouden Dräeck oder och nach Stickeren, op deenen Zionismus als Rassismus verdaamt gëtt.

Aus engem Artikel aus dem „Spiegel“ vum Mee geet ervir, dass et sech beim no ënne geriichte rouden Dräeck ëm e Symbol vun der Terrormiliz Hamas handelt. Deemno soll dat Symbol ëmmer méi bei Protester ronderëm Däitschland optauchen. Expertinnen an Experten no gëtt dat Symbol vun der Hamas benotzt, fir hir Feinden ze markéieren. Mat deem Zeeche gi Krichsziler an d'jiddech Communautéit markéiert.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass dës Opriff zum Boycott oder och nach d'Stickenen ënnert Dispositiounen vun der Haassried vum Code pénal fallen?
2. Handelt et sech der Ministesch hirer Meenung no hei ëm eng Diskriminatioun opgrond vun der tatsächlecher oder supposéierter Zougéhéieregkeet oder Netzougéhéieregkeet zu enger „Rass“ oder enger Ethnie resp. ass et eng Benodelegung opgrond vun der Relioun, an dësem Fall e Virfall vun Antisemitismus?
3. Wéi eng Moosname kënnen geholl ginn, fir d'Affer vu sou engem Boycott ze schützen?

Réponse (12/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice

ad 1. an 2. Den Artikel 454 vum Strofgesetzbuch definéiert d'Diskriminatioun als all Ënnerscheed, deen tëscht physische Persounen gemaach gëtt, notament op Basis vun hiren Originen, politeschen oder philosophesche Meenungen, hiren tatsächlechen oder supposéierten Zougéhéieregkeeten oder Netzougéhéieregkeeten, zu enger Ethnie, enger Natioun, enger Rass oder enger bestëmmter Relioun. Déi selwecht Bestëmmung gesäit d'Diskriminéierung tëscht juristeschen Entitéiten, Gruppen oder Communautéiten, op Basis, ënner anerem, vun der Hierkonft, politeschen oder philosophesche Meenungen, der tatsächlecher oder supposéierter Zougéhéieregkeet oder Netzougéhéieregkeet, zu enger Ethnie, enger Natioun, enger Rass oder enger bestëmmter Relioun, vun de Memberen oder e puer Membere vun dëser juristescher Entitéit, Grupp oder Communautéit vir.

Dem Artikel 455 vum Strofgesetzbuch no kann d'Diskriminéierung mat enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis zwoe Joer an enger Geldstrof vun 251 Euro bis 25.000 Euro, oder nëmme enger vun dëse Strofe bestrooft ginn.

Nieft den Dispositiounen iwwer d'Diskriminéierung bestrooft den Artikel 457-1 Punkt 1 vum Strofgesetzbuch d'Ophetzen zu Diskriminéierung, Haass oder Gewalt géint eng physisch Persoun oder eng

juristesche Entitéit, eng Grupp oder eng Communautéit op Basis vun engem vun den Elementer, déi am Artikel 454 ernimmt sinn. D'Ophetze kann duerch Rieden, Gejätz oder Menacen op ëffentleche Plazen oder ëffentleche Versammlung gemaach ginn, oder ënner anerem duerch Schrëften, Drécker, Zeechnungen, Gravuren, Molereien, Emblème a Biller.

D'Strof ass eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis zwoe Joer an eng Geldstrof vun 251 Euro bis 25.000 Euro, oder nëmme enger vun dëse Strofen.

D'Gesetz vum 28. Mäerz 2023 huet den Artikel 80 am Strofgesetzbuch agefouert, deen eng nei Circonstance aggravante schafft: de Fait, eng Strofdot ze begoen opgrond vun engem, am Artikel 454 vum Strofgesetzbuch genannten, Element. An deem Fall kann eng Persoun zum Duebele vum Maximum vun der Prisongsstrof an der Geldstrof verurteelt ginn, am Respekt vun de gesetzleche Limiten.

Am Kader vum Prinzip vun der Gewaltentrennung ass et un de Justizautoritéiten ze entscheeden, ob an ënner wéi eng Bestëmmung vum Strofgesetzbuch déi an der parlamentarescher Fro beschriwwen Faite falen.

ad 3. Bei Fäll vu perséinlech geriichte Menacé gëtt et d'Méiglechkeet, eng Plainte bei der Police ze maachen.

Participation personnelle à payer pour certaines analyses effectuées par les laboratoires d'analyses médicales | Question 1508 (13/11/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis la fin septembre 2024, nombre de patients/assurés de la CNS ont dû constater que leur participation personnelle à payer pour certaines analyses effectuées par les laboratoires d'analyses médicales a substantiellement augmentée.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les origines de cette évolution ?
- 2) Quelles sont les analyses qui ne sont plus prises en charge par la CNS respectivement seulement sous des conditions bien précises ?
- 3) Quelles sont les dispositions de non-cumul nouvellement en vigueur ?
- 4) Le refus de prise en charge vaut-il également pour les ordonnances établies avant les modifications de prise en charge mais réalisées après la mise en vigueur ?
- 5) Comment les assurés respectivement les prestataires ont-ils été informés de ces changements ?
- 6) Quelles sont les cas échéant d'autres mesures d'économies décidées par la CNS à l'encontre des prestataires ou assurés en général ?

Réponse (10/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il y a tout d'abord lieu de souligner que la participation personnelle à payer pour certains actes et services effectués par les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique (ci-après « les laboratoires ») n'a pas évolué et que ce sont seulement les conditions pour bénéficier d'une prise en charge par l'assurance maladie qui ont changé pour certaines prestations de laboratoire.

La CNS a réalisé en partenariat avec l'Association des médecins et médecins-dentistes et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (ci-après « la FLLAM ») l'adaptation des règles de cumul, des règles de bonne pratique et des remarques de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique.

ad 2) En ce qui concerne la réponse à cette question, il y a lieu de se référer à la lettre circulaire[†] adressée aux médecins et médecins-dentistes concernant la modification de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, jointe en annexe à la présente.

ad 3) Les dispositions de non-cumul peuvent également être consultées dans la lettre circulaire annexée à la présente.

ad 4) Effectivement, les refus de prise en charge valent aussi pour les ordonnances établies avant l'entrée en vigueur des nouvelles modalités de prise en charge par l'assurance maladie étant donné que la date de délivrance de l'acte compte et non pas celle de l'établissement de l'ordonnance médicale par le médecin prescripteur.

ad 5) Suivant l'article 12, alinéa 2 de la convention conclue entre la FLLAM et la CNS, les laboratoires sont obligés d'informer les personnes protégées lorsque l'ordonnance médicale comporte des analyses de biologie médicale qui ne sont pas ou pas intégralement prises en charge par l'assurance maladie ou pour lesquelles la loi, les règlements ou les statuts de la CNS prescrivent une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le respect de conditions particulières. Par conséquent, il revient aux laboratoires d'informer le cas échéant les personnes protégées.

Les représentants de la FLLAM ont participé aux discussions concernant la mise à jour de la nomenclature des actes et services des laboratoires. Par la suite, les laboratoires ont été informés des changements par courriel en date du 23 septembre 2024 et via la newsletter CNS update n° 80 au 25 septembre 2024. Les médecins et médecins-dentistes ont été informés via la newsletter CNS update n° 81 le 9 octobre 2024 et via la lettre en annexe envoyée par voie postale le 8 octobre 2024.

ad 6) De manière générale, ces mesures prises ne rentrent pas dans une logique comptable en termes d'économies, elles s'inscrivent dans une démarche où la CNS promeut en partenariat avec les prestataires une efficacité de la prescription dans le respect des recommandations internationales et nationales de bonne pratique médicale.

Incident au Atert-Lycée à Redange | Question 1509 (13/11/2024) de **M. Charles Weiler** | **M. Maurice Bauer** (CSV)

Aus der nationaler Press vum 15. Oktober 2024 geet ervir, dass en Amokalarm am Réidener Lycée ausgeléist ginn ass, dëst nodeems eng verdächtig Persoun gemellt ginn ass. Et ass doropshin zu engem grössere Policeasaz komm an d'Schüler an d'Léierpersonal hu missen an hirem Sall bleiwen, deen zougespaart ginn ass. Et huet sech méi spéit am Moie rausgestallt, dass et sech ëm e falschen Alarm gehandelt huet an zu kengem Moment eng konkret Gefor fir d'Schüler an d'Léierpersonal bestanen huet.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Educationsminister stellen:

1. Wéi gesäit d'Prozedur vum Educationsministère fir d'Léierpersonal an Direktioun am Fall vun engem Amoklaf an enger Lëtzebuerger Schoul aus?
2. Wéi eng konkret Demarché mussen agehale ginn?
3. Wéi stellt den Educationsministère sécher, dass d'Direktioun an d'Léierpersonal adequat an den eenzele Lycéeën fir sou Fäll forméiert sinn?
4. Stinn de verschiddenen Direktiounen Dokumenter a Guidelines fir sou Fäll zur Verfügung? Wa jo, ginn

Tester am Kader vun Amokleef a Bommenalarken duerchgefuert?

Réponse (17/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 3. Wat d'Prozeduren an d'Demarchen am Fall vun engem Amoklaf an enger Schoul betrëfft, gradewéi d'Formatioun vum Léierpersonal zu deem Sujet, verweisen ech op meng Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 1369 an Nr. 1371.

ad 4. D'Direktiounen verfügen iwwer Guidelines fir de Fall vun engem Amoklaf. Vereenzelt sinn och Tester duerchgefuert ginn.

Relations diplomatiques avec Taïwan | Question **1510** (13/11/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

D'Theema vun enger méiglecher Souveränitéit vun Taiwan gëtt ëmmer méi aktuell. Datt Taiwan weeder Member vun der WHO nach vun Interpol ass, ass ëmsou méi verwonnerlech, well Taiwan an enger Rei Beräicher e groussen „Knowhow“ huet, sou och am medezinnesche Beräich. D'Stärkung vun der taiwanescher Gesetzgebung géif eng besser Zesummenaarbecht mat der internationaler Gemeinschaft erméiglechen. D'Unerkenne vun Taiwan als vollwäertige Member vun der WHO a vun Interpol wier och e Schrëtt a Richtung Fridde a Stabilitéit op der Welt, speziell och an der Indo-Pazifik-Regioun.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Géif d'Regierung et als Virdeel gesinn, wann Taiwan Member vun der WHO a vun Interpol géif ginn?
2. Steet d'Regierung enger méi enker Zesummenaarbecht mat Taiwan positiv géintwärtig?
3. Wéi eng Grënn gesäit d'Regierung fir d'Ausgrenze vun Taiwan vun Interpol a vun der WHO?

Réponse (10/12/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Lëtzebuerg, ewéi vill aner Länner, ass der Meinung, dass Taipei sollt kënnen als Observateur un technesche Reunionen an der WHO deel huelen, am volle Respekt vun der „One China Policy“.

ad 2. Lëtzebuerg bleift, am Aklang mat der EU-Politik, der One China Policy treu. Mir erkennen also d'Regierung vun der Volleksrepublik China als déi eenzeg Regierung vu China un. Zur selwechter Zäit hunn d'EU an hir Memberstaaten och wirtschaftlech a kulturell Relatiounen mat Taipei. Lëtzebuerg wäert weiderhi mat Taipei an deene Beräicher zesummeschaffen.

ad 3. Vu dass Lëtzebuerg, wéi all EU-Member, Taipei net als onofhängege Staat unerkennt, kënnen mer si net als vollwäertige Member vun der WHO oder Interpol ënnerstëtzen.

Financement spécial anticrise construction par la SNCI | Question **1511** (14/11/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

En septembre 2023, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) avait mis en place un « financement spécial anticrise construction » pour les entreprises de la construction, de gros œuvre, d'équipement technique et de parachèvement. La SNCI offrait de financer jusqu'à 80 % du besoin global de telles entreprises, sous réserve que le solde de 20 % eut été financé par la banque intermédiaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Combien de demandes ont été introduites ?
- Combien de demandes ont été acceptées ?
- Quel est le montant total des prêts accordés ?

Réponse (13/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La SNCI a mis en place en septembre 2023 le financement « spécial anticrise », en faveur des entreprises du secteur de la construction (gros œuvre, équipement technique, parachèvement) en situation de crise. Des webinaires d'information pour les entreprises concernées ont été menés avec le Ministère de l'Économie et la Fédération des artisans en décembre 2023.

La mesure temporaire qui devait rester en vigueur jusqu'au 30 juin 2024 a été prorogée une première fois jusqu'au 31 décembre 2024. Une prorogation supplémentaire du financement « spécial anticrise construction » jusqu'au 30 juin 2025 a été décidée.

Depuis septembre 2023, 8 demandes ont été introduites et acceptées. 8 financements spéciaux anticrise ont ainsi été accordés par la SNCI, pour un montant total de 1,25 millions d'euros.

Prise en charge des actes infirmiers pour personnes dépendantes dans le contexte de l'assurance dépendance | Question **1512** (14/11/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon mes informations, depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées, le 1^{er} mars 2024, il existe des problèmes concernant la prise en charge des actes infirmiers pour personnes dépendantes dans le contexte de l'assurance dépendance. Le règlement grand-ducal d'exécution faisant toujours défaut, la prise en charge des actes en question aurait été suspendu depuis lors – ce qui mettrait les prestataires d'aides et de soins dans des situations financières parfois délicates.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les éléments relatés ci-dessus ?
- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons à l'origine des problèmes décrits ?
- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport au retard concernant la prise du règlement grand-ducal et la suspension de la prise en charge des actes infirmiers – sachant que cette situation a des répercussions sur la situation financière et l'organisation du travail des prestataires ?

– Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre pour mettre fin à cette situation ?

Réponse (17/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La nomenclature des actes et services des infirmiers prévoyait deux actes différents pour les prestations des infirmiers envers des personnes dépendantes dans un établissement d'aides et de soins, à savoir l'acte N801, qui correspondait à un forfait pour les actes infirmiers réalisés dans les maisons de soins, et l'acte N802, qui correspondait à un forfait journalier pour les actes infirmiers prestés dans les autres établissements d'aides et de soins.

Après l'entrée en vigueur de la loi du 23 août 2023, la distinction entre les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins a été supprimée. La loi se réfère aux « structures d'hébergement pour personnes âgées ».

Cette modification impliquait une adaptation du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie pour garantir une facturation uniforme au sein des structures réformées.

Conformément à l'article 65, alinéa 7, du Code de la sécurité sociale, les nomenclatures des actes, services professionnels et prothèses sont déterminées par des règlements grand-ducaux sur base d'une recommandation circonstanciée de la Commission de nomenclature.

La Commission de nomenclature a adopté le 6 mars 2024 une recommandation circonstanciée qui prévoit l'introduction d'un tarif journalier unique, à savoir l'acte VIF81 – Forfait journalier d'actes infirmiers pour des personnes dépendantes prestés dans les structures d'hébergement pour personnes âgées.

Après l'adoption de la recommandation circonstanciée par la Commission de nomenclature, le règlement grand-ducal a été introduit dans la procédure réglementaire et a été publié le 14 novembre 2024¹⁰ avec une entrée en vigueur rétroactive au 1^{er} mars 2024.

Système de paiement immédiat direct | Question **1513** (14/11/2024) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Selon mes informations, le système de paiement immédiat direct (PID) ne fonctionne pas dans le cas où l'assuré consulte plus d'un médecin au cours d'une journée. Dans ce cas, le patient doit avancer la somme intégrale du mémoire d'honoraires et donc avancer tous les frais pour demander le remboursement du tarif pris en charge par la Caisse nationale de santé par la suite.

Cette situation est particulièrement incompréhensible si l'on considère que bon nombre d'assurés doivent prendre congé ou s'organiser pour se rendre chez leur(s) médecin(s) et préfèrent dès lors profiter pour enchaîner deux ou plusieurs consultations.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance des problèmes décrits ci-dessus ?
- 2) Comment s'explique cette situation ? S'agit-il d'une limite imposée intentionnellement ou d'un problème involontaire ?
- 3) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que le non-fonctionnement du PID dans le cas où l'assuré consulte plus d'un médecin en une journée peut constituer un problème pour les patients ?
- 4) Madame la Ministre est-elle d'avis que des mesures devraient être prises pour résoudre le problème ?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) L'utilisation du système de prise en charge du paiement immédiat direct (ci-après le « PID ») se base sur l'utilisation par le médecin du moteur de

¹⁰ Règlement grand-ducal du 7 novembre 2024 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie (Mémorial A n° 456 du 14 novembre 2024).

règles, tel que prévu à l'article 24bis de la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue en application de l'article 61 du Code de la sécurité sociale entre l'Association des médecins et médecins-dentistes et la Caisse nationale de santé (ci-après la « Convention »).

Conformément à l'article 24bis de ladite Convention, l'analyse effectuée par le moteur de règles se base sur les « règles relatives à la prise en charge des actes et services par l'assurance maladie » pour indiquer au médecin notamment « les anomalies éventuelles ».

Conformément à l'article 36, alinéa 1^{er}, premier tiret des statuts de la CNS (ci-après les « Statuts »), « Sauf autorisation préalable ou justification admise par la caisse sur avis conforme du Contrôle médical (de la sécurité sociale), ne sont pas prises en charge

– plus d'une consultation ou visite du médecin généraliste ou du médecin spécialiste de la même discipline médicale par vingt-quatre heures, à moins qu'il n'y ait intervention du service médical d'urgence ».

Ainsi, si l'assuré consulte plus d'un médecin généraliste ou plusieurs médecins spécialistes de la même discipline dans la même journée et afin de permettre à l'assuré de pouvoir demander le bénéfice de la « justification admise par la caisse sur avis conforme du Contrôle médical (de la sécurité sociale) » par la voie de prise en charge du remboursement, seule la première consultation est prise en charge par la voie du PID.

ad 3) Au vu des développements qui précèdent, il ne s'agit pas d'un non-fonctionnement, mais d'une prise en compte des conditions et modalités de prise en charge fixées par les Statuts.

Dans les cas visés et en l'absence de tout avis du Contrôle médical de la sécurité sociale permettant de justifier la prise en charge conformément à l'article 36, alinéa 1^{er} des Statuts, le PID n'aurait pu qu'exprimer un refus de prise en charge, l'assuré devant alors payer l'intégralité sans possibilité de remboursement. La procédure mise en place permet ainsi de laisser à l'assuré la possibilité de demander une prise en charge par la voie du remboursement.

ad 4) Au vu de ce qui précède, il n'y a pas de problème à résoudre.

.....

Mesures de prévoyance-vieillesse | Question 1514 (14/11/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

La prévoyance-vieillesse se compose de trois piliers complémentaires : le 1^{er} pilier qui regroupe les régimes légaux mis en place par l'État, le 2^e pilier qui regroupe les régimes complémentaires de pension institués par les entreprises au profit de leurs salariés et le 3^e pilier qui regroupe les mesures de prévoyance-vieillesse individuelles.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de pensionnés bénéficient actuellement de revenus issus d'un régime complémentaire tel que prévu sous le 2^e pilier ? Comment est-ce que ce chiffre a évolué ces dernières années ? Quel est le montant moyen de ces revenus issus d'un régime complémentaire tel que prévu sous le 2^e pilier ?

2) D'après les chiffres fournis par l'Inspection générale de la sécurité sociale, le nombre d'entreprises disposant d'un régime complémentaire stagne depuis 2014. Comment s'explique cette évolution ?

– Le nombre d'entreprises disposant d'un régime complémentaire semble également varier beaucoup en fonction du secteur d'activité. Est-ce que le Gouvernement voit la nécessité d'agir à ce niveau ?

3) Combien de pensionnés bénéficient actuellement de revenus issus d'une mesure de prévoyance-vieillesse individuelle telle que prévue sous le 3^e pilier ? Comment est-ce que ce chiffre a évolué ces dernières années ? Quel est le montant moyen de ces revenus issus d'une mesure de prévoyance-vieillesse individuelle telle que prévue sous le 3^e pilier ?

Réponse (07/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Selon les informations communiquées par les gestionnaires des régimes complémentaires de pension à l'IGSS jusqu'en novembre 2024, 913 personnes ont bénéficié en 2023 d'une prestation de retraite issue d'un régime complémentaire de pension.

Parmi ces bénéficiaires, 219 retraités ont reçu une prestation de retraite sous forme de rentes et 697 personnes ont touché un capital de retraite. Parmi eux, 3 bénéficiaires ont cumulé un capital et une rente de retraite au cours de l'année 2023.

Il est à noter que même si la communication des données pour un exercice est requise au plus tard le 30 juin de l'année suivante, les chiffres présentés dans le tableau[↑] ci-dessous pour les exercices précédents montrent que les données pour 2023 sont encore largement incomplètes. Notamment en ce qui concerne les prestations versées dans le cadre d'un plan vieillesse (V) financé par l'employeur.

ad 2) Depuis l'entrée en vigueur de la loi-cadre du 8 juin 1999, qui a renforcé la protection des droits des affiliés et introduit un cadre fiscal plus avantageux, les régimes complémentaires de pension ont connu un essor considérable. Bien que le nombre total d'entreprises proposant un régime complémentaire de pension semble stagner depuis 2014, le marché des régimes complémentaires de pension reste marqué par un dynamisme notable.

D'un côté, quelques entreprises disparaissent chaque année en raison d'une liquidation, faillite ou fusion et certains régimes complémentaires de pension sont abrogés en raison du départ des derniers affiliés ou en raison de difficultés financières de l'entreprise. De l'autre côté, l'IGSS enregistre chaque année de nouvelles entreprises qui mettent en place un régime complémentaire de pension en faveur de leurs salariés, comme le montre le tableau[↑] ci-dessous.

Depuis 2014, l'IGSS a enregistré en moyenne 140 nouvelles entreprises par an.

– L'analyse faite dans le cadre du Cahier statistique n° 16 de l'IGSS au sujet des régimes complémentaires de pension montre que les régimes complémentaires de pension sont les plus répandus dans le secteur des activités financières et d'assurance. En effet, 44,41 % des entreprises proposant un régime complémentaire de pension à leurs salariés font partie de ce secteur. Au niveau de ce secteur, le quota d'entreprises disposant d'un régime complémentaire de pension de 29,07 %, montre que les employeurs de ce secteur recourent plus souvent à cet avantage social qu'au niveau global, où uniquement 6,2 % du nombre total d'employeurs offrent un régime complémentaire de pension à leurs salariés.

Lorsqu'on compare le nombre de salariés bénéficiant d'un régime complémentaire de pension avec le nombre total des salariés par secteur, le secteur des activités financières et d'assurance reste le plus représentatif, avec un taux de 56,19 % de ses salariés

bénéficiant de cet avantage. Ce taux est particulièrement élevé par rapport au taux de 14,38 % du nombre total de salariés bénéficiant de cet avantage.

Plus de détails sur la répartition des régimes complémentaires de pension parmi les différents secteurs d'activités peuvent être consultés dans les tableaux et graphiques suivants.[↑]

Dans le cadre de la large consultation sur la viabilité de la prévoyance vieillesse, des réflexions sur l'agencement des 2^e et 3^e piliers de la protection vieillesse sont prévues.

ad 3) L'Administration des contributions directes n'a pas d'information sur le nombre des pensionnés qui bénéficient actuellement de revenus issus d'une mesure de prévoyance-vieillesse individuelle telle que prévue sous le 3^e pilier.

En effet, le bénéficiaire a le choix, à la fin du contrat, entre un paiement sous forme de rente viagère ou sous forme d'un versement unique en capital.

En cas d'un versement sous forme de rente, les montants des rentes viagères mensuelles sont saisis informatiquement de manière cumulée ensemble avec les arrrages de rentes et autres allocations et avantages périodiques, de manière qu'aucune différenciation n'est possible informatiquement.

De manière analogue, en cas de mise à disposition sous forme d'un versement en capital, ce dernier est incorporé dans les revenus nets divers qui englobent entre autres les plus-values mobilières, les cessions de participations importantes ou encore les cessions de la résidence principale.

Par conséquent, ni la hauteur des revenus ni le nombre de bénéficiaires en relation avec un régime complémentaire de pension 3^e pilier n'est disponible sous une forme informatiquement exploitable.

Ainsi, si la prestation des fonds a lieu sous forme de rente viagère, les informations y relatives sont regroupées avec celles sur les autres arrrages et rentes, en cas de l'alternative d'un versement en capital, les données sont regroupées avec d'autres sources de revenus dans les revenus nets divers.

En complément et sur base de l'état d'imposition à la fin du mois d'octobre 2024, le nombre de ménages qui cotisent à un tel régime de prévoyance-vieillesse 3^e pilier s'élevait à environ 71.000 en 2020, 75.000 en 2021 et 73.000 en 2022.

.....

Transformation du Service des dons de sang en établissement public | Question 1515 (14/11/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Madame le Ministre de la Santé a annoncé hier en séance plénière que le Gouvernement envisage de transformer le Service des dons de sang, géré par la Croix-Rouge luxembourgeoise, en un établissement public au vu des difficultés de financement rencontrées.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Depuis combien de temps les discussions sont-elles en cours entre la Croix-Rouge luxembourgeoise et le Ministère de la Santé concernant la transformation du Service des dons de sang en établissement public ?

2) Est-ce que la Croix-Rouge a exprimé le souhait que le service soit transformé en établissement public, ou s'agit-il d'une initiative unilatérale du Gouvernement ?



3) Serait-il envisageable de continuer la gestion du Service des dons de sang via une convention avec la Croix-Rouge ? Dans la négative, pour quelles raisons cette option est-elle écartée ?

4) Quelles conséquences cette transformation aura-t-elle pour le personnel salarié et bénévole du service ? Le personnel, la représentation syndicale ou la délégation du personnel ont-ils été informés ou consultés dans le cadre de cette décision ?

5) Quel est le calendrier prévu pour la mise en œuvre de cette transformation, et quelles sont les prochaines étapes dans le processus de décision ?

6) Le ministère dispose-t-il d'une évaluation des coûts et des bénéficiaires associés à cette transformation ?

Réponse (21/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le sujet a été évoqué lors d'entretiens informels et formels à plusieurs reprises depuis fin novembre 2023.

ad 2) La Croix-Rouge a exprimé son souhait de voir pérenniser le financement du Centre de transfusion sanguine (CTS) et a, à cet effet, multiplié ses interventions auprès des instances impliquées (Caisse nationale de santé, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, Inspection des finances).

ad 3) Aucune option n'est écartée pour l'instant et des pourparlers formels s'orientant sur la piste de l'établissement public seront entamés début de l'année prochaine.

ad 4) Étant donné que le projet de transférer les activités du CTS au sein d'un établissement public n'a pas encore été entamé et que les pourparlers y relatifs n'auront lieu qu'à partir de janvier, aucune des deux questions posées ne saurait trouver réponse en ce moment précis.

ad 5) Étant donné que le projet n'est qu'au stade de projet, les étapes de la transformation n'ont pas encore été fixées. Comme annoncé ci-avant, les premiers pourparlers formels sont en train d'être programmés.

ad 6) Non, celle-ci se fera au fur et à mesure de l'avancement des discussions.

Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés | Question 1516 (14/11/2024) de M. Meris Sehic | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Le cadre légal luxembourgeois confère des droits et offre des garanties aux enfants déposant une demande de protection internationale, et reconnus comme « mineurs non accompagnés » (MNA). Le statut de MNA leur est conféré si leur minorité est reconnue par les autorités publiques et s'ils ne sont pas pris en charge par un adulte au Luxembourg.

Plusieurs organisations, notamment Unicef Luxembourg, l'OKaju, l'UNHCR ainsi que le Collectif réfugiés (LFR) demandent un renforcement des droits et des mesures de prise en charge des enfants non accompagnés. Parmi leurs revendications figurent une prise en charge inclusive garantissant un accès aux aides pour tout enfant non accompagné indépendamment de l'introduction ou non d'une demande de protection internationale, la nomination immédiate de tuteurs et administrateurs ad hoc, le suivi du jeune adulte dans sa transition vers la majorité ou encore la possibilité de régularisation de sa situation administrative.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0353, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a expliqué que l'analyse des différentes revendications serait en

cours et que des pourparlers seraient menés entre les ministères concernés afin d'identifier des adaptations éventuelles de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Le nouveau Pacte sur la migration et l'asile prévoit différentes garanties pour les personnes vulnérables, dont les enfants non accompagnés. Selon une analyse de PICUM (réseau d'organisations travaillant pour garantir la justice sociale et les droits humains pour les sans-papiers), ce pacte présente aussi des risques pour les droits de l'enfant. Sont notamment évoqués la possibilité de rétention, qui serait en violation avec la Convention internationale des droits de l'enfant, le risque pour l'unité familiale, le manque de règles contraignantes sur le droit à l'assistance juridique, ou encore le fait qu'un degré proportionné de contrainte peut être utilisé à l'encontre des enfants pour s'assurer qu'ils fournissent des données biométriques.

Dans le processus de mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile, le Luxembourg doit soumettre un plan national de mise en œuvre d'ici le 12 décembre 2024. Ce plan devra également inclure des informations sur les mesures de protection pour les demandeur.e.s d'asile et les personnes vulnérables, y inclus les enfants.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres ont-ils finalisé leur analyse des revendications formulées par l'UNICEF, l'UNHCR, l'OKaju et le LFR au sujet du renforcement des droits de la prise en charge des enfants non accompagnés ? Dans l'affirmative, quelles conclusions Messieurs les Ministres en tirent-ils ?

2) Messieurs les Ministres envisagent-ils d'intégrer dans le plan national de mise en œuvre du pacte des adaptations législatives voire des mesures supplémentaires afin de renforcer les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés ? À l'inverse, le plan entraînera-t-il une réduction des garanties accordées aux enfants ? Quelles modifications ou nouvelles mesures sont prévues dans ce contexte ?

3) Est-ce que la société civile sera voire a d'ores et déjà été consultée dans le cadre de l'élaboration du plan national de mise en œuvre du pacte ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (29/11/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les revendications formulées dans le cadre du renforcement des droits de la prise en charge des mineurs non accompagnés ont rigoureusement été analysées et discutées, notamment dans le cadre de rencontres avec leurs auteurs. Certaines doléances ont pu être prises en considération et des mesures seront prévues dans le cadre de la mise en œuvre du pacte migratoire. La situation des mineurs non accompagnés qui n'introduisent pas de demande de protection internationale est un aspect qui a notamment été pris en compte lors des échanges constructifs et pour lequel une adaptation procédurale est envisagée.

ad 2) Le pacte migratoire prévoit un renforcement des droits des personnes vulnérables et des mineurs non accompagnés. Plusieurs nouvelles mesures sont envisagées en application des textes européens, à savoir entre autres la mise en place d'un représentant provisoire pour les mineurs non accompagnés, des délais pour la nomination du représentant, une supervision de ces représentants, une approche pluridisciplinaire de la détermination de l'âge dans le contexte de la

demande de protection internationale et le développement d'informations adaptées à fournir à l'enfant.

ad 3) Les ministères en question apprécient les apports de la société civile, raison pour laquelle la DGIM, ensemble avec le MFSVA et l'ONA ont déjà organisé des rencontres avec plusieurs ONGs luxembourgeoises faisant partie du « Lëtzebuerger Flüchtlingsrot », la Croix-Rouge, l'Inter-Actions, ainsi qu'avec l'UNHCR. Au cours de ces échanges en septembre et octobre de cette année, les groupes de la société civile ont eu l'occasion de poser leurs questions, de partager leurs commentaires et d'exprimer leurs éventuelles préoccupations. Les responsables en charge du côté des ministères ont informé sur l'état actuel des travaux en cours, en donnant également les explications nécessaires. En complément à ces discussions, les ONGs luxembourgeoises ont aussi été invitées à faire parvenir leurs commentaires par écrit aux personnes compétentes, afin que celles-ci puissent tenir compte de leur contribution lors de la finalisation du National Implementation Plan, à échéance du 12 décembre 2024. En poursuivant le travail et en obtenant une image plus claire des différentes tâches à accomplir, les coordinateurs nationaux prévoient de programmer une prochaine réunion avec la société civile en mars 2025, au cours de laquelle les responsables pourront fournir des renseignements supplémentaires sur nos progrès, afin de maintenir le dialogue.

Mise en œuvre de la loi européenne sur la restauration de la nature | Question 1517 (14/11/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En date du 18 août 2024, la loi européenne sur la restauration de la nature est entrée en vigueur. L'objectif dudit règlement est de mettre en place des mesures visant à restaurer, d'ici 2030, au moins 20 % des zones terrestres et marines de l'UE et, d'ici 2050, l'ensemble des écosystèmes nécessitant une restauration. Le règlement vise également à atténuer le changement climatique et les effets des catastrophes naturelles.

En vertu des nouvelles règles européennes, chaque État membre doit élaborer un plan national de restauration détaillant comment l'État atteindra ces objectifs. Ce plan doit exposer les besoins en matière de restauration, les mesures à mettre en œuvre afin de remplir les obligations et objectifs, le calendrier de mise en œuvre envisagé, les ressources financières nécessaires et les moyens de financement prévus, les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès, ainsi que les synergies avec d'autres politiques, telles que la lutte contre la crise climatique, l'adaptation à la crise climatique, l'agriculture et la sylviculture. Le plan national de restauration doit être soumis à la Commission en août 2026.

Actuellement, la politique luxembourgeoise de la protection de la nature est guidée par le Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3). Cet outil inclut d'ores et déjà une partie des informations requises dans le nouveau plan national de restauration.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles seront les différentes étapes dans l'élaboration du plan luxembourgeois de restauration et quel sera le calendrier associé ?

2) Quelles organisations Monsieur le Ministre consultera-t-il dans ce contexte, et à quel moment dans le processus les consultations auront-elles lieu ?



3) Tout en sachant que le règlement est directement applicable dans les États membres, quelles modifications Monsieur le Ministre envisage-t-il d'apporter à la législation luxembourgeoise afin de régler certains aspects de l'application du règlement ?

Réponse (17/12/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les plans nationaux de restauration (« National Restoration Plans », NRP) seront l'outil principal de mise en œuvre du règlement UE 2024/1991 relatif à la restauration de la nature (« Nature Restoration Regulation », NRR).

Au niveau européen, la date limite pour la publication officielle des NRP est le 1^{er} septembre 2027. Une ébauche des NRP devra être soumise à la Commission européenne (CE) jusqu'au 1^{er} septembre 2026, pour être évaluée dans les six mois qui suivent. Suite au retour de la CE, les NRP seront, le cas échéant, adaptés.

La soumission des ébauches des NRP au Conseil de Gouvernement est prévue pour janvier 2026 et sera suivie d'une enquête publique dans le 1^{er} trimestre 2026. La soumission des NRP finaux au Conseil de Gouvernement pour adoption est prévue au cours du premier semestre 2027.

Les NRP devront être élaborés sur base d'un modèle prédéfini mis à disposition par la CE. Une pré-étude pour remplir ces modèles sur base des données existantes ainsi que les calculs et analyses à réaliser sont en cours. Cette pré-étude vise également à fournir des orientations générales pour la préparation des plans et à identifier les besoins et les défis à relever dans les mois à venir.

Il importe d'indiquer que lors de l'élaboration du 3^e Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3), les exigences auxquelles le Luxembourg serait confronté dans le cadre de la NRL ont déjà été considérées de sorte que le PNPN3 contient un grand nombre d'éléments requis pour l'élaboration des NRP.

ad 2) Au vu des différentes dispositions de la NRL, l'Administration de la nature et des forêts, ainsi que l'Administration de la gestion de l'eau et à un certain degré, l'Administration de l'environnement seront des acteurs clés pour l'élaboration des NRP et la mise en œuvre de la NRL. Les NRP et la NRL requièrent également une collaboration étroite avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture. Des échanges et consultations avec les acteurs susmentionnés sont en cours.

Il va sans dire que les acteurs œuvrant dans la conservation de la nature, tels que le secteur communal, les stations biologiques, les organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de la protection de la nature ou encore les comités de pilotage Natura 2000 sont des partenaires cruciaux aussi bien pour l'élaboration que pour la mise en œuvre des NRP. D'autres secteurs tels ceux de la recherche, de la mobilité et du transport, ou encore de l'économie seront également impliqués.

Des consultations avec tous les acteurs pertinents auront lieu au courant de l'année 2025. Comme décrit ci-dessus, une enquête publique qui aura lieu au cours du 1^{er} trimestre 2026 permettra à tout citoyen de déposer des avis complémentaires.

ad 3) Le projet de loi n° 8449 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, déposé en automne 2024, comporte des mesures de simplification qui ont vocation à faciliter et à accélérer les projets de restauration d'habitats et de biotopes en zone verte.

.....
Majorations proportionnelles dans le calcul d'une pension de vieillesse | Question 1518 (15/11/2024) de Mme Diane Aehm (CSV)

Le montant d'une pension de vieillesse se calcule en cumulant des dénommées « majorations forfaitaires », qui dépendent du nombre d'années d'assurance, et des « majorations proportionnelles », qui dépendent de la somme des cotisations versées tout au long d'une carrière d'assurance.

Les majorations proportionnelles sont obtenues en multipliant la somme des revenus cotisables réalisés au cours d'une carrière d'assurance par un taux de majoration. Ce taux de cotisation peut être revu à la hausse lorsqu'un assuré dépasse le seuil défini d'années cotisables ; le taux de majoration est alors augmenté pour chaque année de dépassement (tout en respectant le plafond du taux de majoration de 2,05 %). Ces majorations proportionnelles « augmentées » ont pour objectif d'inciter les assurés à rester actifs plus longtemps.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Combien de pensionnés bénéficient de majorations proportionnelles « augmentées » dans le calcul de leur pension ?
- 2) Comment est-ce que ce chiffre a évolué depuis 2012 ?
- 3) Est-ce qu'au vu de ces résultats, les majorations proportionnelles « augmentées » remplissent leur objectif d'inciter les assurés à rester actifs plus longtemps, alors que l'âge moyen effectif de départ à la retraite se situe entre 60 et 61 ans ?

Réponse (02/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Depuis la réforme de 2012, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'article 214 du Code de la sécurité sociale (CSS) sur le calcul des pensions du régime général d'assurance pension prévoit que le taux des majorations proportionnelles est augmenté si la somme de l'âge du bénéficiaire au moment du début du droit à la pension et le nombre d'années entières de périodes obligatoires mises en compte (périodes au titre de l'article 171 CSS) dépasse un certain seuil. L'augmentation est proportionnelle au nombre d'années entières de dépassement, sans que le taux total ne puisse dépasser 2,05 %.

Pour une pension attribuée en 2024, le seuil applicable est de 95, et le taux des majorations proportionnelles est de 1,775 %. Par année entière de dépassement, ce taux est augmenté de 0,015 %. La loi prévoit une adaptation graduelle des paramètres prémentionnés jusqu'à l'année 2052. Ainsi si un assuré part à 60 ans avec 40 années de périodes 171, il se voit attribuer 5 x 0,015 % de majorations échelonnées portant ainsi son taux de majoration de 1,775 % à 1,85 %, soit une augmentation de la part proportionnelle de 4,2 %.

Le CSS prévoit des majorations proportionnelles augmentées depuis 2002. Il y a lieu de noter que pour les pensions attribuées avant la mise en vigueur de la réforme de 2012, leur application relevait d'autres critères, voilà pourquoi le tableau suivant se limite à établir des données demandées à partir de 2013.

Le tableau [†] suivant présente le taux, le seuil et l'augmentation par année des majorations proportionnelles applicables à partir de 2013.

Le tableau [†] suivant présente l'évolution du nombre total de pensions de vieillesse et du nombre de

pensions de vieillesse avec taux de majorations proportionnelles augmenté attribuées entre 2013 et 2023 tout en se limitant aux pensions de vieillesse attribuées par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) durant l'année et en cours de paiement en décembre de la même année.

En 2023, 8.586 personnes sont parties en retraite auprès du régime général d'assurance pension. Pour 7.071 d'entre elles, soit 82,4 %, la somme de l'âge et des années entières de périodes obligatoires mises en compte dépasse le seuil applicable en 2023, de sorte qu'elles bénéficient d'un taux de majorations proportionnelles augmenté. Ces 7.071 personnes débute leur pension de vieillesse en moyenne à l'âge de 60,9 ans et dépassent le seuil applicable en moyenne de 7,4 années. Ainsi l'âge de départ à la retraite ajouté aux nombres d'années de carrière au titre de l'article 171 est égal en moyenne à 94 + 7,4 = 101,4 années, la durée moyenne de la carrière au titre de l'article 171 étant donc égale à 101,4 - 60,9 = 40,5 années.

Entre 2013 et 2023, le nombre annuel de personnes partant à la retraite passe de 5.080 à 8.586, soit une progression de 69,0 %. Il est constaté que la proportion de ces personnes bénéficiant d'un taux de majorations proportionnelles augmenté reste relativement stable.

L'âge moyen de départ des personnes avec un taux de majorations proportionnelles augmenté ne varie que peu, tandis que le nombre moyen d'années de dépassement du seuil est en baisse. En effet, le seuil légal augmente de façon continue, de sorte que sans changement dans le comportement voire le choix des assurés, le nombre moyen d'années de dépassement baisse au fur et à mesure que le seuil augmente.

ad 3) Vu le constat qu'entre 2013 et 2023 le seuil applicable de 93, respectivement 94, est en moyenne dépassé de 7 années ou plus, et sachant que la proportion de pensions attribuées avec un taux de majorations proportionnelles augmenté dépend du dépassement du seuil indépendamment du nombre d'années de dépassement, un changement de comportement des assurés concernant leur décision de départ en retraite n'aurait guère eu d'effet sur cette proportion sur la période observée.

Pourtant, le constat d'une diminution des années dépassant le seuil, combinée à un âge moyen de départ en retraite presque inchangé, fait apparaître qu'à ce stade le mécanisme des majorations proportionnelles augmentées n'a pas eu pour effet d'inciter les assurés à prolonger leur durée de vie active.

.....
Cormorans | Question 1519 (15/11/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)

An de leschte Jore konnt ee feststellen, datt d'Kormoranen (Phalacrocorax carbo) zu Lëtzebuerg net nëmmen an de Wanterméint unzetreffe sinn, fir hei ze iwwerwanteren, mee sech och ëmmer méi heefeg an de Summerméint hei am Land versammelen, fir hei ze bridden. Well de Kormoran en effiziente Fësch-Jeeër ass (säin deegleche Bedarf u Fësch läit tëscht 400 a 600 Gramm), üübt seng Präsenz ëmmer méi Drock aus op de lokalen Ökosystem vun eise Gewässer. D'Kormorane fannen sech net nëmmen un de grouse Flëss, ewéi der Musel oder der Sauer, mee sinn och bei quasi all Typ vu Gewässer, sief dat Séien oder Däicher, erëmfefannen, wou si eis heemesch Fëschbestänn joen. An der Äntwort op d'parlamentaresch Fro N° 2537 vum Här Gusty Graas vum 20. Juli 2020 huet déi deemoleg Ëmweltministerin Carole Dieschbourg präziséiert, datt d'Kormoranen duerch eng europäesch Direktiv (2009/147/CE) geschützt

sinn an datt méiglech Derogatiounen zu där besoter Direktiv just da méiglech sinn, wa sech effektiv Problemer géife stellen am Hibleck op de Schutz vun eisen heemeschen Ökosystemer. An deem Kontext wier et interessant ze wëssen, wéi sech d'Präsenz vun de Kormoranen zënterdeem entwéckelt huet an ob eventuell elo eng Drénglechkeet virläit, fir d'Populatioun vun de Kormoranen zu Lëtzebuerg ze kontrolléieren respektiv ze reguléieren.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Ëmweltminister:

1. Gi reegelméisseg Daten erfaasst zu der Evoloutioun vun der Populatioun vun de Kormoranen zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi huet sech d'Populatioun vun de Kormoranen zënter 2020 bis elo entwéckelt? Kann den Här Minister an deem Kontext confirméieren, datt d'Kormoranen sech zanter 2020 substanzieel am Land ausgebreit hunn?

2. Besteet an den Ae vum Här Minister eng Gefor, datt d'Kormoranen en negativen Impakt op eis Fëschbestänn hu respektiv en negativen Impakt op d'Ökosystemer zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi gedenkt den Ëmweltministère elo ze reagéieren? Ass den Här Minister der Meenung, datt op Basis vun de viregten Äntwerten eng Kontroll, bzw. eng Reguléierung vun der Populatioun vun de Kormoranen néideg ass? Wa jo, wéi wëll den Här Ëmweltminister hei genau virgoen?

Réponse (17/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Preliminär Remarquen

De Kormoran ass eng eenheemesch Aart, déi opgrond vu systematescher Exterminatioun an den Haaptbruttgebitter an der Nord- an Ostsee hei zu Lëtzebuerg laang net virkomm ass. Opgrond vun sengem Schutzstatus duerch d'EU-Vulleschutzdirektiv vun 1979 ass de Kormoran nees méi heefeg ginn. Säit den 1990er-Joren ass de Kormoran dann och nees zu Lëtzebuerg an de spéiden Hierscht- an an de Wanterméint ëmmer méi reegelméisseg gesi ginn. Bis virun 2023 konnt keng Brutt zu Lëtzebuerg dokumentéiert ginn, awer säit 2023 gëtt et zwou Bruttolonien (Haff Réimech an Hëttermillen) hei am Land.

ad 1. De Kormoran iwwerwantert schonn zanter Joerzénngen zu Lëtzebuerg an ass praktesch op alle Gewässer vertrueden. Laut der Centrale ornithologique du Luxembourg (COL) schwankt de Wanterbestand tëscht 250 a 500 Individuen, jee no Mount a Wiederbedéngungen. Eng substanzieel Ausbreedung am Land säit 2020 kann net confirméiert ginn, wat de Wanterbestand ubelaangt. Wéi bei de preliminäre Remarquë matgedeelt, huet de Kormoran sech säit dem Joer 2023 als Bruttvullenaart zu Lëtzebuerg installéiert a britt op zwou Plazen.

ad 2. Een negativen Impakt op d'Fëschbestänn ass virop op déi ongëschteg Qualitéit vu ville vun eise Fléissgewässer zeréckzeféieren. Eng schlecht Waasserqualitéit an deem domat verbundene Verloscht vu Strukturen am Waasser an am Uferberäich, wou d'Fësch sech kënne virun natierleche Predatoreen ewéi dem Kormoran verstoppen, hunn en negativen Impakt op d'Fëschbestänn. Et ass geplangt, fir prioritär den Ökosystem vun de Fléissgewässer an de kommende Joren nees ze verbesseren, engersäits duerch Renaturéierungen an anerersäits duerch d'Verbesserung vun der Waasserqualitéit.

Annonces publicitaires sur RTL | Question 1520 (15/11/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dëser Deeg ass um Internetsite vun eisem nationale Sender ënnert der Rubrik „News“ op wisselende

Plazen een Text ënnert dem Titel „D'Limite vum gesetzleche Pensiounssystem kennen an handeln“ opgetaucht. Ganz diskreet gëtt drop higewisen, datt et sech ëm e „sponsored content“ vun enger Versécherungsgesellschaft handelt.

Als Ulass gëtt déi vun der Regierung lancéiert Pensiounsdiskussioun geholl. No der Behauptung, datt eise Pensiounssystem „net endlos weidergefouert ka ginn“, fënnt ee Loblidd op déi privat Altersversuerung an domat verbonne Steiervirdeeler statt.

En änlech getarnten Text ënnert der Rubrik „News“, dës Kéier vun enger anerer Versécherungsgesellschaft, leeft ënnert dem Titel „Wéi optimiséiert Dir Är Steiererklärung?“

1. Ech wollt dofir vun der Regierung wëssen, wéi si zu dësem Vermësche vun Informatioun a Reklammen op eisem nationale Sender steet, deen iwwer eng Konventioun mam Lëtzebuurger Staat verbonnen ass.

2. Gedenkt d'Regierung, gegebenefalls d'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) ze befaassen?

Réponse (20/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Regierung kommentéiert generell keng Reklammen.

ad 2. D'Regierung gesäit keen Ulass, hei d'ALIA ze befaassen. Falls den honorabelen Deputéierten der Meenung ass, dass déi ernimmte Reklamme géint de Code de déontologie vum Presserot verstoussen, besteet d'Méiglechkeet, eng Plainte bei der Commission des plaintes ze maachen.

Parking CFL Belval | Question 1521 (15/11/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

No engem Artikel am „Tageblatt“ vum 14. November soll et Schwierigkeete mam Accès zum CFL-Parkhaus um Belval ginn. D'Leit missten zum Deel laang virun der Barrière waarde fir eranzekommen a souguer d'Clientë mat engem Abonnement kréiche gesot, d'Parkhaus wier voll, och wann et nach fräi Plaze gëtt. Dobäi kënnt, dass d'Clientë mat engem Abonnement keen Urecht op eng Plaz hunn. Et kéint also virkommen, dass et méi Abonnementer wéi Plaze gëtt. An der Äntwert vum 5. Mee 2023 op déi parlamentaresch Fro N° 7966 hat den deemolege Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten op en neie „système du contrôle d'accès“ opmierksam gemaacht, deen am August 2023 sollt agefouert ginn. Dëse konnt déi genannte Problemer awer scheinbar net verhënnere.

An deem Zesammenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wat sinn d'Ursaache vun der genannter Problematik? Handelt et sech heibäi nach ëm d'Konsequenze vum Brand vum 20. Februar 2024?

– Sinn d'Schwierigkeeten op den neien Zougangssystem zeréckzeféieren? Falls jo, wat gëtt ënnerholl, fir de System ze verbesseren?

– Kann d'Ministesch Informatiounen doriwier liwweren, wéi staark d'Parkhaus säit 2023 am Duerchschnitt während dem Dag ausgelascht war?

– Wéi vill Abonnementer gëtt et aktuell a wéi vill si maximal am Parkhaus virgesinn?

– Wëll d'Madamm Ministesch sech dofir asetzen, dass jiddereen, deen en Abonnement bezilt, och eng Parkplaz am Parkhaus kritt?

– Falls net, ass virgesinn, déi betraffe Clienten an Zukunft ze entschiedegen?

Réponse (16/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen iwwer de Parking vun den CFL um Belval.

Déi genannte Problematik ass besonnesch op de grouse Succès vum Parking – a sou mat senger héijer Auslaaschtung zeréckzeféieren. Et ass nämlech esou, dass déi maximal Kapazität vum Parking säit Woche reegelméisseg erreecht gëtt.

Des Weideren huet de Brand vum 20. Februar zu enger Reduktioun vun de verfügbare Parkplaze gefouert, an et gëtt aus Sécherheetsgrënn keng Méiglechkeet, fir d'maximal Kapazität vum Parking fir weider Notzer*innen eropzesetzen.

Déi observéiert Schwierigkeete sinn deemno net op den neien Zougangssystem zeréckzeféieren.

Am Géigendeel, huet dëse System et erlaabt, fir nei Fonctionnalités anzeféieren, wéi z. B. d'Liese vun den Nummerschëlde, d'gratis Parke fir Notzer*inne vun effentleche Verkéiersmëttel an/oder der doucer Mobilitéit, souwéi och d'Online-Bezele vum Parkticket fir déi aner Notzer*innen.

D'Notzungsregelen hu sech fir Abonnementer säit der Aféierung vum neie System net verännert. Den eenzege Changement ass, dass d'Abonnementer nëmmen nach online ausgestallt ginn.

Follgenden Tableau[†] féiert déi duerchschnittlech deeglech Auslaaschtung vum Parkhaus zënter der Aféierung vum neie System an der Gratuitéit op.

Mat der Aféierung vum neie System am Parking gouf follgend maximal Unzuel un Abonnementer definéiert:

- Fir Firmen: 550 Abonnementer
- Fir Privatleit: 600 Abonnementer

Nom Brand vum 20. Februar 2024 waren d'CFL awer gezwongen, dës Unzuel un Abonnementer no ënnen ze revidéieren, soudass haut follgend maximal Unzuel un Abonnementer disponibel sinn:

- Fir Firmen: 500 Abonnementer
- Fir Privatleit: 500 Abonnementer

Stand vum 29. November 2024 si 481 vun de 500 Abonnementer fir Firms verginn. Fir d'Privatleit si keng weider Abonnementer disponibel.

Et sief nach emol un d'Finalitéit vun dësem Parking erënnert, nämlech, dass d'Notzer*inne vun effentleche Verkéiersmëttel an/oder der doucer Mobilitéit am Kader vun der Multimodalitéit d'Méiglechkeet hunn, gratis do ze parken.

An den allgemengen Notzungsbedéngunge vun der P&R-CFL-App gëtt och daitlech drop higewisen, dass den Ofschloss vun engem Abonnement keen Urecht op eng garantéiert Parkplaz gëtt, well d'Roll vun den CFL op enger renger Mëttelverpflichtung berout. Et ass also keng Entschiedegung fir Abonnente*inne virgesinn, déi keng Plaz am Parking kréien.

D'CFL sinn awer beméit, fir d'Unzuel u méiglechen Abonnementer am Verhältnis zu der dagesaktueller verfügbarer Plazkapazität sou ze steieren, dass d'Chancë maximéiert ginn, dass méiglechst vill Abonnente*innen eng Parkplaz fannen.

Dofir huet awer missen d'Zuel vun de verdeelten Abonnementer esou ugepasst ginn, datt en Equiliber



vun de fräi zougängeleche Stellplazen tëscht de verschiddene Clientskategorien (Abonnementer, Notzer*inne vun öffentleche Verkäiersmëttel oder Geleechtheitsnotzer*innen) besteet.

Action Hiver « Wanteraktioun » | Question 1522 (15/11/2024) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Comme chaque année, l'Action Hiver, la « Wanteraktioun », a ouvert ses portes ce 15 novembre 2024. Les capacités de cette structure d'hébergement d'urgence pour les sans-abris, qui a pour objectif de protéger les plus démunis de notre société pendant les mois les plus froids de l'année, ont dû être revues à la hausse, passant à 300 lits. Cette évolution semble indiquer que le problème du sans-abrisme s'intensifie dans notre pays, alors que le Luxembourg, tout comme les autres pays membres de l'Union européenne, s'est engagé à mettre tout en œuvre pour mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Comment est-ce que le chiffre des personnes sans abri a évolué depuis le dernier recensement des personnes sans abri au Luxembourg ? Est-ce que le problème du sans-abrisme au Luxembourg est comparable dans son ampleur à celui des autres pays de l'Union européenne ?

2) Dans le contexte du recensement des personnes sans abri, il est souvent fait mention d'un certain « tourisme social », soit des personnes qui viennent au Luxembourg uniquement pour profiter des structures mises en place. Est-ce que Monsieur le Ministre peut informer sur l'évolution de ce phénomène dans notre pays ?

3) De nombreuses initiatives ont été mises en place pour lutter contre le sans-abrisme, notamment l'initiative « Housing First ». Est-ce que Monsieur le Ministre peut tirer un bilan des différentes initiatives ?

4) Comment le Gouvernement se prépare-t-il pour atteindre l'objectif de mettre fin au sans-abrisme ?

Réponse (15/01/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tout d'abord il y a lieu de souligner que le recensement qui est effectué depuis 2022 fournit uniquement un aperçu à un moment donné de la situation des personnes en situation de sans-abrisme. Toutefois, le nombre de personnes rencontrées lors des derniers recensements s'est avéré stable.

En se référant aux résultats du questionnaire sur le « Affordable and Social Housing » réalisé par l'OCDE sur la base des données de l'année 2023, le Luxembourg affiche un taux de sans-abrisme de 0,11 % par rapport à sa population nationale. Dans les pays membres de l'OCDE, il est estimé qu'en moyenne environ 0,25 % de la population est sans abri. À noter que le taux de sans-abrisme de l'OCDE est composé du nombre global de personnes hébergées dans les structures d'hébergement d'urgence et les foyers de nuit pendant toute l'année 2023.

ad 2) Depuis les dernières années, force est de constater une augmentation considérable du nombre de personnes nouvellement inscrites dans l'Action hiver. Lors de la WAK 2023-24 le rapport entre les inscriptions nouvelles et les inscriptions totales se situait à 70 %.

ad 3) Dans l'évaluation de la stratégie contre le sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement 2013-2020, le LISER a mis en avant l'efficacité de l'approche

« Housing First » dans la lutte contre le sans-abrisme de longue durée, permettant aux personnes concernées d'accéder à un logement stable et d'améliorer leur situation de vie grâce à un accompagnement individuel. Le ministère continue activement à promouvoir ce modèle d'accompagnement ensemble avec ses partenaires conventionnés.

Parallèlement, s'ajoutent des initiatives telles que l'augmentation des capacités d'accueil dans les structures d'hébergement d'urgence, la création d'un lieu de vie pour personnes en précarité vieillissantes et la mobilisation continue de logements à moyen et long terme. De manière générale, il y a lieu de souligner que le phénomène du sans-abrisme est divers et nécessite des réponses variées et adaptées aux besoins des personnes concernées.

ad 4) Le programme gouvernemental prévoit la mise en place d'une nouvelle stratégie coordonnée, transversale et inclusive de lutte contre le sans-abrisme. Cette stratégie sera élaborée par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, en collaboration avec les acteurs œuvrant dans le domaine du sans-abrisme.

Don du sang | Question 1523 (15/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An enger Séance plénière vun der Chamber huet d'Madamm Gesondheitsministesch annoncéiert, dass de Service des dons de sang, dee bis elo vun der Croix-Rouge assuréiert ginn ass, an en öffentleche Service iwwergeet.

Am Joer 2023 huet d'Croix-Rouge an der geschriwwener Press matgedeelt, dass d'Reserven immens déif wieren, wat, bei de méiglechen Zenarie vun engem grouse Besoin, zu enger Katastroph féiere kann. De System vun de Reserven hänkt besonnesch un der Reegelméissegkeet vun de Spenden, well d'Reserven och ëmmer en Oflafdatum hunn.

D'Croix-Rouge huet, anescht wéi an Däitschland zum Beispill, bis elo den Don ëmmer als „acte bénévole“ oni Remuneration gesinn. Am öffentleche Secteur ass, fir hei zousätzlech zum solidaresche Gedanken eng Incitiation ze schafen, e Congésdag garantéiert ginn. De privaten Employeuren ass et fräiwëlleg iwwerlooss, op esou e Modell ze goen.

An dësem Kontext a mat der Annonce vun der Madame Gesondheitsministesch stellen sech aktuell a fir d'Zukunft vill Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Wéi gesäit den aktuelle Stand vun de Blutreserven aus?
2. Wéi huet sech dëse Stand zum selwechten Zäitpunkt iwwert déi lescht 5 Joer entwéckelt?
3. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et, wann am Kader vun engem gréisseren Besoin (zum Beispill ausgeléist duerch e gréisseren Accident oder aner Zort vu Katastroph) d'Reserven zu Lëtzebuerg net duerginn?
4. Opbauend op der Annonce vun öffentleche Service, wat plangt de Ministère fir Aktiounen a Mesuren, fir en héije Stand bei de Reserven ze assuréieren?
5. Wäert et Iwwerleeunge ginn, sech dem däitsche Modell vun engem Payment unzepassen?
6. Gëtt et och Iwwerleeungen, dem Privatsecteur eng Obligatioun auszeschwätzen, sengen Employéen e Congésdag als Incitiation ze proposéieren?

Réponse (19/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Den aktuelle Stand vun de Blutreserven erlaabt et, dass Lëtzebuerg autosuffisant ass. Den Detail zu allen Aktivitéite vum Centre de transfusion sanguine (CTS) kann am Rapport 2023 nogelies ginn an ass en annexe[†] bäigefügt. Generell kann een zeréckbehalen, dass et iwwert d'Joer gewësse Fluktuationen am Stock gëtt, mat engem änleche saisonale Muster. Déi kritesch Periode sinn Ufank des Joers, Abrëll bis Mee an Enn des Joers. Déi nach net publizéiert Donnéeë vun der Croix-Rouge fir 2024 weisen manner Fluktuationen op. Ouni eng detailléiert Analys gemaach ze hunn, kéint et awer sinn, dass dëse Changement duerch nei reegelméisseg Oprüff un d'Spender zustane komm ass.

ad 3. De CTS huet Konventionne fir d'Versuergung u Blutbestanddeeler mat 3 Organisationne ofgeschloss, an zwar mam Établissement français du sang Grand-Est, mat dem Belsche Roude Kräiz a mam Däitsche Roude Kräiz vu Baden-Württemberg.

D'Konventionne mam Établissement français du sang Grand-Est a mat dem Belsche Roude Kräiz gesi vir, dass d'Organisationen sech géigesäiteg, wann néideg a punktuell, mat Blutprodukter (Poches de concentré de globules rouges ou de concentré plaquettaire d'aphérese ayant un phénotype rare) versueren.

De Kontrakt tëscht dem CTS an dem Däitsche Roude Kräiz vu Baden-Württemberg betrëfft eng méiglech Liwwerung vu Blutprodukter vun Däitschland op Lëtzebuerg am Fall vun enger gréisserer Penurie (z. B. falls ee Risiko do ass vun enger imminenter Ënnerbriechung vun der Versuergung u Spideeler).

ad 4. D'Annonce vun „öffentleche Service“ war eng ugeduechte Léisung fir duerch d'Iwwerféierung vum CTS an een Établissement public, an dat ënner anerem, fir d'finanziell Problemer vum CTS kënnen ze léisen. Dës oder aner Piste wäerten ab Januar mat de Responsabele vun der Croix-Rouge diskutéiert ginn. Onofhängeg vun der Léisung, déi fonnt gëtt, wäert de Ministère als „autorité nationale compétente en matière de transfusion sanguine, en vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation, la distribution et la transfusion du sang humain et des composants sanguins“ och weiderhin déi selwecht Garantien a puncto Qualitéit garantéieren.

ad 5. Zu Lëtzebuerg ass all Bezuelung vu Spender formell verbueden (Art. 3 de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine: „Le don de son sang est bénévole et ne peut donner lieu à aucune rémunération“). Dëse Prinzipp ass och Deel vun der ratio legis (Art. 1^{er}: „La présente loi a pour objet de réglementer la transfusion sanguine de telle façon que le don de sang s'opère à l'abri de tout esprit de lucre [...]“).

De Prinzipp vun der Gratuitéit vum Spende gëtt an allen EU-Memberstaaten applizéiert. D'Europäesch Reglement „Substances of Human Origin“ (Reglement (EU) 2024/1938 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vom 13. Juni 2024 iwwert d'Qualitéits- a Sécherheitsnorme fir Substanze vum mënschlechen Ursprung, déi fir den humane Gebrauch bestëmmt sinn, an d'Ofschaffung vun den Direktiven 2002/98/EG an 2004/23/EG), dat de 7. August 2027 a Kraaft trëtt, verbitt an sengem Artikel 54 all Bezuelung vu Spender. Allerdéngs schléisst dësen Artikel d'Méiglechkeet vu proportionéierten an transparenten Indemnitéiten net aus, déi Käschten oder Akommesverloschter duerch d'Spende kompenséieren.



ad 6. Am ëffentleche Secteur kann de Chef d'administration, op Basis vum Artikel 19quater vun der „loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État“, eng Dispense de service vu maximal 4 Stonne pro Prélèvement accordéieren.

Am Privatsecteur organiséiert de Centre de transfusion sanguine extern Kollekte vu Bluttspenden a verschiddenen Entreprises uechter d'Land. Eng Petitioun (N° 1885)¹¹, déi am Sënn vun der Fro vum Deputéierte sollt 2 Stonnen Dispens fir d'Salariéien aus dem Privatsecteur diskutéieren, huet net den néidege Support kriert, fir datt de Sujet ëffentlech diskutéiert konnt ginn.

Pige publicitaire | Question 1525 (15/11/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

L'État verse 55.000 € par an pour la mise en place d'une pige publicitaire. Le budget 2024 ainsi que le budget 2025 conçoit dans le budget du Ministère d'État – section Médias et communications – cette somme sous le titre « Prise en charge par l'État des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise » dans la continuité des années précédentes.

Les rapports des piges publicitaires des dernières années, aussi appelés « Ad'Report », étaient régulièrement publiés en mars. C'était le cas en 2023, 2022 et 2021. En 2020 il y a eu un retard dû à la pandémie de Covid, le rapport a été publié mi-avril.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Médias :

- 1) L'Ad'Report 2023 a-t-il déjà été publié ?
- 2) Y a-t-il eu un changement de la part du ministère en ce qui concerne la commande et le calendrier de la publication ?
- 3) La pige publicitaire de 2023 a-t-elle déjà été payée ?
- 4) Si l'Ad'Report 2023 n'a pas encore été publié, pour quoi est-ce le cas ? Et quand sera-t-il publié ?

Réponse (13/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Oui, comme chaque année, l'Ad'Report 2023 a été mis à disposition des commanditaires par le prestataire. Le communiqué de presse[†] ci-joint en annexe renseigne les résultats globaux.

ad 2) Il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne la commande et le calendrier de publication.

ad 3) Oui, la pige publicitaire de 2023 a déjà été payée.

ad 4) Voir ad 1).

Changement climatique | Question 1526 (15/11/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

La récente décision de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire « Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse » met en lumière l'obligation des États de prendre des mesures concrètes pour atténuer les effets du changement climatique sur la santé et le bien-être des citoyens, en particulier pour les populations vulnérables. La Cour a jugé que l'État suisse n'avait pas mis en place de mesures suffisantes et adéquates pour répondre aux exigences de protection climatique, estimant qu'une marge d'appréciation

¹¹ FR: Dispense de travail d'au moins 2 heures pour tous les citoyens souhaitant faire des dons de sang LU: Eng Aarbecht-Dispens vun op d'mannst 2 Stonne fir all Bierger, déi Bluttspende wëllen: Petitiounen

réduite s'impose pour les États en matière d'objectifs climatiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il évalué l'impact de cet arrêt sur la politique climatique nationale, et considère-t-il de renforcer ses mesures en matière de lutte contre le changement climatique, notamment pour les populations particulièrement vulnérables ?

2) Quelles actions concrètes sont actuellement prévues pour répondre aux impératifs climatiques, et celles-ci incluent-elles des objectifs de réduction des émissions qui soient quantifiables et alignés avec les recommandations internationales ? Lesquelles sont spécifiquement prises pour protéger les populations les plus vulnérables ?

Réponse (17/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Dans l'affaire Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres/Suisse, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu que la Suisse avait manqué aux obligations qui lui incombaient en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme en matière de changement climatique.

Le Gouvernement estime que le cadre législatif et réglementaire luxembourgeois ne présente pas les mêmes lacunes que celles du cadre suisse en cause dans cette affaire. S'y ajoute que le caractère ambitieux des mesures décidées au niveau de l'Union européenne pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard – mesures que le Luxembourg a mises en place et qui sont respectées – ainsi que les recommandations de la Commission européenne relatives à l'objectif à l'horizon 2040, constituent des arguments de poids en faveur du caractère suffisant et de la conformité des mesures nationales avec la Convention européenne des droits de l'homme sur base des critères de conformité mis en avant par la Cour.

ad 2) Les actions concrètes sont reprises dans la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui s'appuie sur la stratégie nationale à long terme en matière d'action climat « Vers la neutralité climatique en 2050 ». La loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat introduit des budgets d'émissions de gaz à effet de serre annuels, plus restrictifs que ce qui est exigé du Luxembourg au titre du cadre législatif communautaire. La mise à jour du PNEC reprend un certain nombre de mesures spécifiques prises pour protéger les populations les plus vulnérables. Elles seront précisées par le plan social pour le climat qui sera élaboré en 2025.

Outils informatiques utilisés à des fins criminelles | Question 1528 (18/11/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon un article paru dans la presse, les outils informatiques utilisés à des fins criminelles sont de plus en plus performants et de plus en plus difficiles à détecter. Ainsi, ces outils permettent de falsifier des documents et des identités afin de contourner les systèmes de vérification et de « know your customer » et une véritable industrie clandestine de « crime as a service » s'est développée. Ces pratiques présentent un risque pour la place financière, notamment en termes de fraude, de blanchiment et de financement du terrorisme. Elles sont aussi à la base d'arnaques tel qu'identifiées dans l'affaire Caritas. Selon la presse, l'agence publique Incert aurait évoqué ce risque réputationnel pour la place financière dans deux notes.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment le Gouvernement juge-t-il le risque pour la place financière du « crime as a service » ?

– Comment entend-il réagir pour endiguer ce risque ?

– Se trouve-t-il en discussion avec les acteurs de la place financière pour les aider à mieux identifier ce type de criminalité et à se protéger contre les risques qu'il provoque ?

Réponse (20/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il devient de plus en plus facile de trouver des outils facilitant la mise en œuvre des scénarios de fraude décrits dans l'article de presse auquel l'honorable Député fait référence.

La sophistication et l'émergence de technologies basées sur l'intelligence artificielle ont favorisé l'émergence du CaaS (Crime-as-a-Service) permettant aux criminels, même sans expertise technique, d'accéder à des outils sophistiqués prêts à l'emploi.

Alors que des statistiques détaillées ne sont pas disponibles, les autorités ont identifié les risques suivants, auxquels la place financière est principalement exposée :

- l'utilisation de faux documents impossibles à distinguer des vrais (factures, pièces d'identité), obtenus par des moyens illicites, pour mettre en œuvre différentes fraudes (comme la fraude au président) ou pour blanchir des revenus ou créer de fausses entreprises ;
- l'utilisation des moyens technologiques pour contourner les dispositifs d'entrée en relation d'affaires à distance (« remote customer onboarding ») ou LBC/FT des institutions financières ;
- l'utilisation des « mules financières » pour dissimuler l'origine des revenus illicites.

Au niveau européen et international, des efforts significatifs ont été entrepris sur le plan législatif pour développer des outils adaptés à la lutte contre la cybercriminalité. Il convient de citer à cet égard la Convention de Budapest élaborée par le Conseil de l'Europe et le « paquet e-evidence » adopté par l'Union européenne.

En ce qui concerne la législation nationale, il faut noter que les relations d'affaires à distance sont encadrées par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cette loi impose aux professionnels des mesures de mitigation des risques liés aux entrées en relation d'affaires à distance.

Alors que les autorités de contrôle ne supervisent pas les fournisseurs de solutions d'entrée en relation d'affaires à distance, il faut noter que l'utilisation de ce type de solutions par des entités supervisées constitue une externalisation qui doit être notifiée aux autorités. Les autorités examinent ces notifications d'externalisation pour vérifier que les principes mentionnés dans les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne sur l'utilisation de solutions d'accueil des clients à distance ont été respectées par le professionnel.

De même, les autorités poursuivent une veille technologique et réglementaire constante sur ces risques. Au vu des évolutions récentes, elles prévoient de rencontrer les principaux acteurs fournissant des solutions d'entrée en relation d'affaires à distance aux professionnels sous leur surveillance afin d'évaluer les contrôles qu'ils ont mis en place et afin de mitiger les risques potentiels qui en découleraient. Il convient

aussi de souligner que le Luxembourg participe activement à des projets pilotes européens concernant la création d'un portefeuille européen d'identité numérique.

Puis, il convient de noter que le Gouvernement continue les efforts à mettre à disposition des entités de poursuite nationales les ressources personnelles et matérielles requises pour lutter contre la cybercriminalité.

Pour renforcer la prévention, le Gouvernement a également lancé plusieurs initiatives de sensibilisation, dont notamment celles de BEE SECURE pour faire face aux menaces liées à la cybercriminalité. Ces initiatives visent en particulier à sensibiliser le public à une utilisation plus sûre et responsable des technologies numériques.

Bitcoin | Question 1529 (18/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Plattform Blocktrainer.de ass ze liesen, dass Däitschland tëschent Juni a Juli 2024 ronn 50.000 BTC (Bitcoin-Unitéiten) verkaf huet, déi et am Kader vun engem Stroprozess géint d'Streaming-Plattform « movie2k » konfiszéiert hat. Dës 50.000 BTC goufe fir ronn 2,5 Milliarden Euro verkaf, mee wäeren elo ronn 4,3 Milliarden Euro wäert (+65 %), wann d'Regierung sech net fir ee Verkaf entscheet hätt.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill BTC sinn aktuell am Besëtz vum Lëtzebuerg Staat a wat ass de Wäert vun dësen um haitegen Dag?
2. Wéi eng aner Kryptowärung sinn nach am Besëtz vum Staat a wat ass de Wäert vun dësen (um haitegen Datum)?
3. Wéi eng a wéi vill Kryptowärung ginn aktuell beim Bureau de gestion des avoirs vum Staat verwalt a wat ass den Euro-Wäert dovunner?
4. Wéi vill a wéi eng Kryptowärung goufen an de leschte Joren zu Lëtzebuerg verkaf a wéi vill Euro sinn domadder an d'Staatskeese gefloss (opgeléicht pro Joer)?

Réponse (17/12/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

De Lëtzebuerg Staat ass net a Bitcoin oder soss eng Kryptowärung investéiert.

D'Caisse de consignation acceptéiert säit ronn engem Joer Consignatioun vu Bitcoin an anere Kryptowärungen. Momentan huet vun dëser Méiglechkeet just de Bureau de gestion des avoirs (BGA) Gebrauch gemaach.

De BGA huet follgend saiséiert Kryptowärungen an der Gestiou:

- 0,61921683 BTC
- 47,17010743 ETH (Ether)
- 4,5274 BCH (Bitcoin cash)
- 30,30584347 FLR (Flare)
- 64,66048809 FTT
- 0,79561458 XRP (Ripple)
- 30,03801736 SGB (Songbird)
- 2167,57836266 DAI

Déi saiséiert Kryptowärung gehéieren net dem Staat, mä gi just vum BGA opbewaart, bis d'Justiz definitiv entscheet huet, ob se restituéiert oder konfiszéiert ginn.

Am Laf vum Joer 2024 huet de BGA 0,02877164 konfiszéiert BTC fir 1.554,04 EUR verkaf. Déi Zomm ass un de Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité iwwerwisen ginn.

Rezent huet de BGA 4,5274 saiséiert BTC fir 401.502,32 EUR verkaf. Déi Zomm gëtt bei der Caisse de consignation bis op Weideres opbewaart.

Wat Transaktioun vu Bierger an Entreprises ueget, sou huet de Staat keng Donnéeën doruwwer.

Sondage sur le fonctionnement de l'Inspection générale de la police | Question 1530 (18/11/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le 11 novembre 2024, le Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) a terminé son sondage sur le fonctionnement de l'Inspection générale de la police (IGP). Une centaine de collaborateurs de la police ont participé au sondage qui portait sur les contacts entre le personnel de la police et l'IGP. L'enquête a révélé plusieurs éléments intéressants. 64 % des personnes interrogées ont répondu que leurs expériences étaient que les enquêtes de l'IGP n'étaient pas équilibrées mais qu'elles tendaient plutôt ou totalement à charge du personnel. 69 % des personnes interrogées ont indiqué que l'IGP devrait améliorer son impartialité, 62 % souhaitent plus de transparence et 59 % désirent une communication améliorée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du sondage et est-ce que le SNPGL le lui a-t-il fait parvenir ?
- 2) Quelle est l'appréciation générale de Monsieur le Ministre concernant ledit sondage ?
- 3) Les résultats du sondage interpellent-ils Monsieur le Ministre ? Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il donner suite aux critiques formulées ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) J'ai eu connaissance de l'existence du sondage à travers les médias.

ad 2) Je prends acte des résultats du sondage que vous relatez dans votre question. Étant donné que ni les bases du sondage ni les modalités exactes dans lesquelles il a été effectué ne me sont connues, je ne peux pas livrer d'appréciation.

ad 3) J'attends de disposer des conclusions de l'audit sur l'Inspection générale de la police actuellement en cours et communiquerai plus amplement en temps utile à ce sujet.

Différend opposant une pongiste d'élite à sa fédération sportive | Question 1531 (18/11/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En date du 16 novembre, une lettre ouverte signée par 35 ancien.ne.s et actuel.le.s sportifs et sportives de haut niveau a été publiée. Elle était adressée à Monsieur le Ministre des Sports, au COSL, à la section des sports d'élite de l'Armée à l'INAPS et à la Fédération luxembourgeoise du tennis de table (FLTT).

Dans cette lettre, les signataires condamnent la politique de la FLTT qui irait à l'encontre des efforts combinés des autres institutions en vue de promouvoir le sport au Grand-Duché. En effet, le 8 novembre dernier le comité directeur de la FLTT a infligé un blâme public à une pongiste de haut niveau pour avoir critiqué des

décisions prises par cette même fédération lors des Jeux Olympiques à Paris.

Cette décision semble disproportionnée, étant donné que les déclarations pour lesquelles la sportive a été réprimandée ont été faites « à chaud » directement après une défaite et ont simplement soulevé un manque de confiance de la sportive en sa fédération. Les signataires de la lettre ouverte rappellent que le comportement du comité directeur de la FLTT aurait déjà dans le passé poussé des sportifs à interrompre leur carrière dans le Grand-Duché, nuisant à la réputation et au progrès du tennis de table luxembourgeois.

Lors de l'audition de la pongiste en question, son assistance juridique a entre autres reproché au comité directeur de la FLTT de ne pas respecter la séparation des pouvoirs et de violer l'article 10 de la Convention des droits humains (liberté d'expression).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Sans porter préjudice à la présomption d'innocence dont jouissent évidemment les membres du comité directeur, quelle est la réaction de Monsieur le Ministre des Sports face à de telles reproches par rapport à une fédération sportive ?
- 2) Monsieur le Ministre juge-t-il acceptable qu'une sportive d'élite puisse être réprimandée publiquement pour avoir exprimé son opinion après un match ?
- 3) Monsieur le Ministre est-il au courant si d'éventuels différends entre le comité directeur de la FLTT et des sportifs auraient déjà dans le passé conduit à des interruptions de carrières sportives ?

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « le Gouvernement analysera la mise en place d'une instance de médiation indépendante comme point de contact pour les athlètes/sportifs qui auraient des différends ou des désaccords avec leurs fédérations ou clubs ».

4) Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est cette analyse et quand, le cas échéant, cette instance indépendante sera mise en place ? La mise en place d'une telle instance de médiation pourrait-elle encore se faire au cours de la mandature actuelle ?

Réponse (20/12/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Je regrette que le différend entre la Fédération luxembourgeoise de tennis de table (FLTT) et sa joueuse ait été rendu public.

ad 2) Il est essentiel que les différentes parties prenantes du domaine sportif, y compris les athlètes, puissent évoluer dans un environnement propice à une expression libre et respectueuse. Chaque fédération sportive est appelée à gérer ses affaires internes dans le respect de ses propres règlements, tout en veillant à garantir un cadre harmonieux et équilibré.

ad 3) Oui, je suis au courant d'un autre différend entre la FLTT et un joueur.

ad 4) J'envisage fermement la mise en place d'une instance de médiation, telle que prévue dans l'accord de coalition, durant mon mandat.

Contestation d'avertissements taxés | Question 1532 (18/11/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Leit, déi geblézt ginn an déi entspriechend Geldstrof wëlle contestéieren, kënnen hir Demande iwwer myguichet.lu erareechen. Am Fall, datt ee wëll Widersproch géint e Parkprotokoll aleen, muss een allerdéngs fir d'éischt zu den Éffnungszäiten op deem zoustännege Kommissariat laanschtgoen, fir dat



entsprechend Dokument mat ze kréien. Esou wéi betraffe Bierger mir et zougedroen hunn, hu si dës Formulaire duerno missen ascannen, fir en un déi allgemeng, öffentlech E-Mail lux-at@police.etat.lu zeréckzeschécken.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, datt d'Leit de Formulaire, fir Widder-sproch géint e Parkprotokoll anzeleeën, net vun Ufank un digital kënnen iwwer MyGuichet bezéien?
2. Wéi dacks hunn d'Bierger an de Joren 2018–2023 Widdersproch géint Parkprotokollen ageluecht?
3. A wéi vill vun deene Fäll huet d'Police zugonschte vun de Bierger entscheet?

Réponse (04/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Informatiounen, op déi sech den honorabelen Deputéierte beriff, sinn net richteg. Jidderee kann eng Kontestatioun iwwer Courrier, E-Mail aleeën oder andeems een sech op engem Kommissariat presentéiert.

Déi meescht Kontestatiounen ginn iwwer E-Mail age-reecht. Et gouf deemno bis elo kee weidere Besoin festgestallt, well déi besteeënd Méiglechkeeten „userfriendly“ sinn an och vill genotzt ginn.

ad 2. an 3. D'Police féiert keng offiziell Statistiken zum Widdersproch géint Parkprotokollen.

Analyse des eaux résiduaires des stations d'épuration | Question 1534 (19/11/2024) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Zu Lëtzebuerg gëtt et zurzäit ronn 200 Kläranlagen. Hei ginn zwar prioritär eis Ofwässer gebotzt, mee gläichzäitig kënnen eng ganz Rei vu Substanzen fest-gestallt ginn.

Dofir eis Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit:

1. Wat fir Belaaschtungen, Substanzen, Krankheets-reeger ginn zurzäit detektéiert?
2. Wat geschitt mat de Resultater?
3. Ginn se zentraliséiert?
4. Wat fir Konsequenze ginn doraus gezunn?
5. Wéi ass d'Zesummenaarbecht mat deenen anere Ministèreren?

Réponse (15/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversitéit

ad 1. Am Auslaf vun de Kläranlage gi vun de Bedrei-
wer prinzipiell organesch Belaaschtungen analyséiert, sou wéi et laut Ofwaasserdirektiv 2024/3019/UE[†] a fir de Monitoring vun de Geneemegungen néideg ass.

Fir verschidde Projeten, wéi z. B. Machbarkeetsstudien zur véierter Rengengungsstuf ginn zäitweis och weider Substanzen, wéi z. B. Medikamenter, Hormoner, Pesti-
ziden asw. bepruoft.

Am Kader vum Projet CORONASTEP gëtt säit dem Fréi-
joer 2020 och d'Prevalenz vum Sars-CoV-2-Virus an de Kläranlagen analyséiert, wéi och e puer aner Krank-
heetserreeger (z. B. Influenza an RSV-Virus).

ad 2. D'Resultater vun den organesche Belaasch-
tunge gi regelméisseg um geoportail.lu, am järe-
lichen Aktivitéitsrapport vun der Waasserverwaltung[†],
wéi och am Bewirtschaftungsplang[†] publizéiert.

D'Resultater zu de Machbarkeetsstudien zur véierter Rengengungsstuf sinn aktuell nach amgaange gesam-
melt ze ginn.

Resultater vun den Analysen zu Krankheetserreeger an de Kläranlage féint een op folgendem Internet-
site: <https://www.microbs.lu/fr/>. Hei féint een och Resultater zum Sars-CoV-2-Virus.

ad 3. cf. Äntwert zur Fro 2

ad 4. D'Donnéen aus der Iwwerwaachung vum Auslaf vun de Kläranlage ginn am Kader vun de Kon-
trollen zur Konformitéit per rapport zu der Ofwaas-
serdirektiv respektiv den Autorisatiounen, souwéi och am Kader vun der Bestandsopnam all 6 Joer fir de Waasserbewirtschaftungsplang benotzt. Sou ginn och déi aktuell Belaaschtungen, déi vu Kläranlagen an eis Gewässer kommen, beurteelt.

Gläichzäitig spillen se eng wichteg Roll an der Aus-
schaffung vun neie Moosnamen an Upassunge vu Projeten am Beräich Ofwaasser. D'Donnéen sinn och wichteg, fir déi gutt Entwécklung aus de leschte Joren oprechtzerhalen an dem „Stand der Technik“ unze-
passen, sou dass zesumme mat de Moosnamen an Efforten aus deenen anere Secteuren de gudden Zoustand vun eise Gewässer kann erreecht ginn.

ad 5. Tëscht dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Bio-
diversitéit an dem Gesondheitsministère gëtt et eng gutt Zesummenaarbecht am Kader vum Coronastep an och der allgemenger Entwécklung vun engem Iwwerwaachungsreseau, sou wéi an der neier Ofwaas-
serdirektiv gefuerdert.

Sans-abrisme | Question 1535 (19/11/2024) de Mme Djuna Bernard | Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

De 15. November 2024 huet d'Wanteraktioun (WAK) um Findel erëm hir Dieren opgemaach. Während de kale Winterméint offréiert d'WAK Leit, déi ouni Daach iwwert dem Kapp liewen, en temporären Ënnerdaach, Iessen an Zougang zu sanitären Infrastrukturen a bestëmmte Servicer.

Am Juli dëst Joer huet d'Associatioun „Solidaritéit mat den Heescherten“ op eng Rëtsch problematesch Zoustänn am Hibleck op d'Obdachlosegkeet zu Lëtze-
buerg opmierksam gemaach, wéi zum Beispill, datt et ee ganz staarke Manktem e Foyere fir Sans-abrien am Land gëtt. An enger Chamberkommissioun huet den Här Minister präziséiert, datt regelméisseg Appeller un d'Gemenge gemaach ginn, fir méi dezentral Strukturen (z. B. Housing-First-Wunnengen, ...) an änlech Aktiounen ewéi d'WAK ze schafen. Et gouf ën-
nerstrach, datt ee präventiv handele soll a méi kleng Strukturen verdeelt am Land fir e bessert Encadrement a méi Akzeptanz surge géifen.

2023 gouf de kommunale Pakt fir dat interkulturell Zesummeliewe geschaf, deen op dem Pilotprojet vum „Pakt vum Zesummeliewen“ opbaut, an dat inter-
kulturell Liewen am Land férdere soll. Beim Projet geet et dorëm, datt de sozialen Zesummenhalt, ewéi d'Bekämpfung vun all Form vun Diskriminierung, an d'Zesummeliewen op géigesäitgem Respekt, Tole-
ranz, a Solidaritéit geférdert soll ginn.

An dësem Kontext erlabe mir eis, folgend Froen un den Här Familljeminister ze stellen:

1. Wat huet d'Regierung säit der Chamberkommissioun am Juli ënnerholl, fir d'Gemengen als zousätz-
lechen Acteur beim Kampf géint d'Obdachlosegkeet mat an d'Boot ze huelen?
2. A wéi enge Gemenge gëtt et scho Strukturen, déi am Beräich vum Sans-abrisme aktiv sinn? Gëtt et op

kommunalem Niveau konkret Beispiller a positiv Erfarungen, déi vu weidere Gemenge genotzt respek-
tiv ëmgemat kéinte ginn?

3. Am Hibleck op d'Schafe vun dezentrale Strukturen fir Sans-abrie respektiv zousätzlechen Housing-First-
Wunnengen, wéini gedenkt den Här Minister, déi ugekënnegt Strategie Housing Led ze finaliséieren an ze präsentéieren? Wéi eng Acteure gi beim Ausschaffe vun dëser Strategie mat agebonnen?

4. Gedenkt den Här Minister, am Esprit vum Konzept vun anere Pakten, ewéi dem Klima- oder Naturpakt, eebenfalls de Pakt fir dat interkulturell Liewen an de Gemengen am Hibleck op de Kampf géint d'Obdach-
losegkeet als fräiwëllegt Instrument verstärkt ze notzen a weiderentwéckelen? Wa jo, wéi kéint dës Weiderentwécklung ausgesinn?

Réponse (15/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Familljeministère approachéiert a sensibi-
liséiert regelméisseg d'Gemengen. Dëst war scho virun der Chamberkommissioun am Juli 2024 de Fall, a gouf och duerno nach weider gemaach. Sou ass de Sujet vun der Obdachlosegkeet, mee och déi aner Ressorte vum Familljeministère, a gemeinsame Reu-
niounen an Echange mat de Gemengen ugeschwat ginn, fir Léisungen zu spezifesche Besoinen ausze-
schaffen.

Notamment an der Circulaire N° 2024-061 vum 30. Juli huet de Familljeminister d'Gemengen am ganze Land kontaktéiert, fir gemeinsam Projeten am Be-
räich vun der Obdachlosegkeet an dem Accueil vun Demandeurs de protection internationale (DPI) op d'Been ze stellen.

ad 2. Strukturen, déi am Kampf géint d'Obdachloseg-
keet genotzt ginn, sinn an e puer Gemengen ze fan-
nen, zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg wéi och d'Stad Esch-Uelzecht, déi essenziell Partner vum Famillje-
ministère an der Bekämpfung vun der Obdachloseg-
keet sinn.

Esou kann een als gemeinsame Projet d'Haltes de nuit an der Stad Lëtzebuerg ernimmen. An deem Kader huet de Familljeministère d'Stad Lëtzebuerg finanziell iwwert eng Bautekonventioun ënnerstëtzt (doduerch ginn zum Beispill Renovatiounskäschten, Premier équipement an divers Honoraires ofge-
deckt), dat aktuell vun der Associatioun Hëllef um Ter-
rain als Halte de nuit exploitéiert gëtt. D'Personal- wéi d'Fonctionnementskäschte gi vum Familljeministère iwwert eng Konventioun mam Gestionnaire iwwer-
holl.

Des Weideren huet d'Stad Lëtzebuerg der Associa-
tioun Inter-Actions och een Terrain zur Verfügung ge-
stellt an no hire Besoinen amenagéiert, fir eng mobill Halte de nuit heirobber opzeriichten. D'Personal- wéi d'Fonctionnementskäschte gi vum Familljeministère iwwert eng Konventioun mam Gestionnaire couvréiert.

An der Stad Esch-Uelzecht kann een d'Struktur vum Abrisud ernimmen. Den Abrisud wäert an een neit Gebai mat enger méi héijer Capacitéit plënnere. Dëst ass kaf gi vun der Gemeng. De Familljeministère bedeelegt sech och hei finanziell iwwert eng Baute-
konventioun. Och hei ginn d'Personal- wéi d'Fonctionnementskäschte vum Familljeministère iwwert eng Konventioun mam Gestionnaire gedeckt.

Eng weider Initiativ, déi een ernimme kann am Be-
räich vun der Wunnengsexklusiv, ass d'Initiativ vun de véier Kordallgemengen (Déifferdeng, Käerjeng, Péiteng, Suessem), déi duerch dee vum Famillje-
ministère konventionéierte Service Agence immobilière

sociale Kordall ëmgesat gëtt, an duerch deen sech déi véier Kordallgemengen engagéieren, fir op hiren Territoirë Wunnengen iwwert d'Gestion locative sociale ze mobiliséieren a Familljen ze hebergéieren.

Et ass awer och wichteg ervirzehiewen, datt vill Gemengen de konventionéierte Gestionnaire vum Familljeministère Wunnengen zur Verfügung stellen, fir vulnerabel Menagen ze hebergéieren an ze accompagnéieren (sief et duerch nidderschwelleg Offere wéi zum Beispill am Beräich vum Housing First, oder och Laangzäit-Wunnonnofferen).

ad 3. Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, wäert de Familljeministère iwwert dat nächst Joer a Kollaboration mam Secteur, betraffene Persounen, anere Ministèren a Gemengen eng nei Strategie géint d'Be-kämpfung vun der Obdachlosegkeet ausschaffen a finaliséieren.

ad 4. An der Elaboration vum der neier Strategie wäerten zesumme mat den implizéierten Acteuren och Instrumenter elaboréiert ginn, fir d'Ëmsetze vun den ausgeschafften Objektivern ze ënnerstëtzen. Et ass à ce stade nach ze fréi, konkret Mesuren aus dëser Strategie ze annonciéieren, allerdéngs ass et kloer, dass d'Gemengen an der Ëmsetzung vun dëser Strategie en essenzielle Partner duerstellen.

Évaluation des tests de LU-Alert | Question 1536 (19/11/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

LU-Alert huet ganz rezent hir Méiglechkeete getest, fir d'Bierger an engem Noutfall kënnen ze errechen, an zwar iwwer hir spezifesch App, iwwer SMS an och iwwer „Cell Broadcast“.

Am Zesummenhang mat der rezenter LU-Alert-Testserie an der Ëmfro vum Banneministère zu deem selwechten Thema géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. De „Cell Broadcast“ ass ville Bierger als intrusiv an onangeneem virkomm. Hunn sech Bierger scho bei LU-Alert beschwéiert? Wa jo, gëtt driwwer nogeduecht, dorun eppes ze änneren?
2. Verschidde Bierger hunn eis gesot, datt si esouguer wäit ewech am Ausland e „Cell Broadcast“-Message kritt hunn. Kann LU-Alert esou Fäll confirméieren?
3. Wa jo, war dat esou geplangt?
4. Wann nee, wéi kann LU-Alert erausfannen, datt de „Cell Broadcast“ bei alle Bierger richteg funktionéiert huet, wa si keng direkt Informatiounen kritt huet vum Bierger sengem Handy, wéi zum Beispill seng Positioun?
5. Wann LU-Alert dës Aufgab den Operateuren iwwerlooss huet, wéi konnt LU-Alert kontrolléieren, datt déi Operateuren hir Tester richteg gemaach hunn?

Réponse (04/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. D'Technologie vum Cell Broadcast ass eenzegarteeg an zeechent sech mat deem „opfällegen“ Toun aus. Dëst ass e weltwäite Standard a gëtt an anere Länner och sou agesat. Et stëmmt deemno, dass dëse Warnkanal intrusiv ass. Dëst ass awer explizitt esou gewollt, well de Cell Broadcast genotzt wäert ginn, fir d'Leit virun enger akuter Gefor ze warnen, a si an deem Sënn och direkt reagéieren oder handele mussen.

Während der LU-Alert-Testwoch hunn eis just e puer vereenzelt Bierger matgedeelt, dass den Testmessage, dee si via Cell Broadcast geschéckt kruten, hirer Meenung no ze haart wier.

Generell ass mir de Feedback zum LU-Alert-System ganz wichteg. An deem Sënn fënnt een um

Internetsite www.lu-alert.lu ee Kontaktformulaire, iwwert deen d'Leit hir Froen oder Remarquen zum LU-Alert-System eraschécke kënnen. D'Zil vum LU-Alert-System ass et, fir d'Leit beschtméiglech ze warnen, an an deem Sënn ass et eis och wichteg, een oppent Ouer fir konstruktiv Verbesserungsvirschléi ze hunn.

ad 2. an 3. Mir ass net bekannt, dass d'Cell Broadcast Message, déi am Kader vum der LU-Alert-Testwoch verschéckt goufen, wäit ewech am Ausland empfaang solle gi sinn.

ad 4. Beim Cell Broadcast ass et effektiv esou, dass de System kee Retour iwwert d'Reception vum Message vum den Handye kritt an deemno net gewost ass, op wéi enge Geräter de Warnmessage, dee per Cell Broadcast verschéckt gouf, ukomm ass. Aus deem Grond huet mäi Ministère am Uschloss un d'LU-Alert-Testwoch eng Ëmfro lancéiert, bei där d'Leit ënnert anerem gefrot goufen, ob si e Cell Broadcast Message op hirem Handy kritt hunn oder net.

Grënn, aus deenen e Cell Broadcast Message eventuell net ukomm wier, kann een um Internetsite www.lu-alert.lu noliesen.

Ugemierkt sief hei nach, dass d'Tester vum technische Standpunkt hir gutt verlaf sinn.

ad 5. D'Verschécke vun de Cell Broadcast Message am Kader vum der LU-Alert-Testwoch ass zesumme mat de Lëtzebuurger Handyprovideren duerchgefouert ginn.

Modernisation du CITA | Question 1539 (19/11/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Am Joer 2020 gouf d'Evaluatioun vum 20 Joer ale CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) ofgeschloss. Dëst huet zu der Strategie CITA 2030 gefouert. Sou sollen an Zukunft dynamesch Vitessemodulationen a Standsträifen op den Autobunnen zu de Spëtzezonnen vum Verkéier, an en dynamescht Reservéiere vu Spuere fir Busser oder de Covoiturage erméiglecht ginn. Dat ass allerdéngs vun enger Partie Erneuerung vum der Infrastruktur ofhängeg. Donieft missten d'Informatik, déi de CITA steiert an och de Génie civil ugepasst ginn.

– Ech géif dofir gäre vun der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte wëssen, wéi wäit de Moderniséierungsprojet vum CITA fortgeschratt ass.

– Wat gesinn déi verschidden Etappe konkret vir?

– Awéiwäit ginn dës Projete vun de groussen Aarbechten op eisen Autobunne beaflosst?

Réponse (18/12/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen zum CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes).

Virop ass ze bemierken, dass de CITA vum ILR (Institut luxembourgeois de régulation) als „opérateur essentiel“ am Kader vum der Datesécherheet agestuuft ass. De CCT (Centre de contrôle de trafic) ass an de CITA integréiert. De CCT ass vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) als „infrastructure critique“ agestuuft.

De CITA ëmfaasst souwuel d'Kommunikations-reseau wéi och d'Equipementer op der Plaz. Déi zentral Missioun vum CITA sinn ënner anerem dann och d'Gestioun vum Trafic, d'Späre vu Spueren, d'Informéieren an d'Warne vun de Stroossennotzer*inne bei Accidenter oder aneren Tëscheffäll op

den Autobunnen an d'Gestioun vun den Autobunns-tunnellen.

Zu der Moderniséierung ass ze soen, dass si wäit iwwer eenzel Projeten erausgeet a ronn 80 eenzel Initiativen ëmfaasst. Déi Initiative sinn an 2 Phasen agedeelt.

An der éischter Phas soll garantéiert ginn, dass d'Systemer weider funktionéieren. Dëst sinn d'Equipementer an d'Software, déi fir een effizient Steiere vun den Infrastrukture wichteg sinn.

An der zweeter Phas stinn déi zukünfteg Funktionalitéiten vum CITA un. Dës Entwécklung sinn an der Vision stratégique CITA 2030 festgehalten a sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Op der Liaison Micheville sinn zum Beispill déi nei Panneaux à message variable an der Testphas.

Wat déi grouss Aarbechten op eisen Autobunnen ubelaangt, esou stelle si d'Grundlag duer, fir dem CITA spéider déi nei Funktionalitéiten ze erméiglechen.

Bornes éthylotest | Question 1540 (19/11/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

En Wallonie, les bars, discothèques et bistrots ainsi que les communes, entreprises et associations peuvent désormais emprunter gratuitement une borne éthylotest par le biais de l'Agence pour la sécurité routière. Ceci après l'évaluation d'un projet pilote lancé il y a deux ans et s'étant avéré concluant.

L'objectif du projet est de dissuader les conducteurs alcoolisés à prendre le volant. Sur une période d'environ douze mois, plus de 25.000 personnes ont ainsi pu mesurer leur alcoolémie via les bornes. En moyenne un test sur deux s'est relevé positif. La borne précise l'alcoolémie de l'utilisateur par rapport à la limite légale, mais aussi le temps d'élimination de l'alcool, les sanctions et les risques encourus en cas d'obstination et, enfin les alternatives locales pour rentrer en sécurité.

Des arguments visiblement convaincants, en moyenne 7 utilisateurs positifs sur 10 ont déclaré avoir arrêté ou diminué leur consommation d'alcool et/ou avoir modifié l'organisation de leur trajet retour après avoir soufflé.

Un projet comparable avait été lancé il y a quelques années par notre Sécurité routière mais sans le succès espéré.

– Nous voudrions savoir des membres du Gouvernement s'ils sont disposés en partenariat avec la Sécurité routière et l'Horesca à relancer un tel projet, sachant que l'abus d'alcool est responsable de nombreux accidents de la route en général et d'accidents mortels en particulier.

Réponse (16/12/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député s'enquiert sur les intentions du Gouvernement en matière de mise à disposition d'éthylotests aux clients dans le secteur de l'Horeca à l'instar de ce qui est pratiqué en Wallonie.

Il est vrai qu'en marge de l'abaissement du seuil légal d'alcoolémie de 0,8 g d'alcool par litre de sang à 0,5 g d'alcool par litre de sang en 2007, une campagne de sensibilisation en ce qui concerne la consommation d'alcool avait été lancée. Dans ce contexte, des éthylotests avaient été distribués au grand public. Ces tests n'étaient cependant pas homologués et se limitaient à indiquer si une personne avait consommé de l'alcool.

Le taux exact d'alcoolémie n'était donc pas mesuré. Ces tests ne pouvaient donc pas donner de renseignements sur l'aptitude à conduire un véhicule.

À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de mettre en place des bornes éthylotests. Il convient également de préciser qu'un taux légalement valable peut uniquement être constaté par la Police grand-ducale sur des appareils homologués par la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH).

Étant donné que l'alcool demeure, malheureusement, une des causes principales d'accidents graves et mortels sur nos routes, le nouveau Plan national de sécurité routière, arrêté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 novembre 2024, prévoit de revoir les sanctions actuellement en place en cas de conduite sous l'influence d'alcool et de les renforcer. Le Plan national de sécurité routière sera présenté à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics de la Chambre des Députés ainsi qu'à la presse en janvier 2025.

.....

Mise en valeur de la Constitution luxembourgeoise à la Place de la Constitution | Question 1542 (19/11/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il y a trois ans, Monsieur le Ministre d'État du précédent Gouvernement a été saisi d'une initiative proposant une mise en valeur de notre Constitution et plus particulièrement de notre nouvelle Constitution à l'endroit qui lui est dédié, à savoir la Place de la Constitution. Actuellement, aucun élément de cette place ne renseigne sur notre Constitution.

Monsieur le Premier ministre avait informé les auteurs de cette proposition qu'un groupe de travail interministériel auquel participerait la Ville de Luxembourg allait analyser les possibilités en vue de la réalisation concrète d'une telle mise en valeur dans le cadre du projet de réaménagement de la Place de la Constitution hébergeant le Monument du souvenir « Gëlle Fra ».

La Ville de Luxembourg, par le biais de sa bourgmestre, avait appuyé ces « idées très constructives et intéressantes », tout en rappelant que la Place de la Constitution fait partie du domaine de l'État.

– Comme Monsieur le Premier ministre a donné son accord à la mise en valeur de notre loi fondamentale à la Place de la Constitution et suite à un concours d'idées lancé par l'État avec la participation de la Ville de Luxembourg, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier ministre quelles sont les propositions concrètes en la matière prévues dans le projet susmentionné.

– Selon quel planning ce projet sera-t-il réalisé ?

Réponse (16/12/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Quant à ce projet, qui remonte au précédent Gouvernement, les discussions entre l'État et la Ville de Luxembourg se poursuivent pour l'aménagement de la Place de la Constitution en son ensemble.

Il n'est malheureusement à l'heure actuelle pas possible de donner plus d'éléments de réponse autres que ceux donnés en réponse à la question parlementaire n° 7943 par mon prédécesseur.

Le planning se poursuivra en fonction de l'avancement des études.

.....

Taux d'investissement des entreprises | Question 1543 (19/11/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans le cadre de l'évaluation des finances publiques à l'occasion du projet de budget pour 2025, le Conseil

national des finances publiques (CNFP) a analysé la capacité d'investissement de notre économie. Ainsi, le CNFP a relevé, en citant le Statec, que la capacité d'investissement des entreprises a été impactée négativement ces dernières années, notamment pas des conditions de financement moins favorables et à cause d'une volatilité des coûts. En comparaison européenne, la part d'investissement des entreprises luxembourgeoises dans le total de l'économie est faible et s'est encore détériorée. Le taux d'investissement était de 14 % en 2023, contre 23 % en moyenne pour la zone euro, en dessous de son niveau de 2019 de 19 %, contre 25 % en moyenne pour la zone euro.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre est-il au courant du faible taux d'investissement des entreprises ?

– Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette détérioration ?

– Quelles actions Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour relancer l'investissement des entreprises et pour combler le retard par rapport à la moyenne en zone euro ?

Réponse (11/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Luxembourg fait partie des pays dont le taux d'investissement des entreprises, en % du PIB, est relativement faible dans une comparaison européenne. La structure-même de l'économie de services luxembourgeoise explique en partie cette situation. Les secteurs qui représentent l'essentiel de l'économie luxembourgeoise, à savoir les services et en particulier le secteur financier, investissent traditionnellement moins.

Plusieurs publications du Statec se consacrent plus en détail à ce taux d'investissement des entreprises. Ainsi, dans la note de conjoncture 1 de 2024¹² à laquelle le Conseil national des finances publiques se réfère dans son évaluation des finances publiques de novembre 2024 que mentionne l'honorable Député, il est précisé : « Le taux d'investissement au Luxembourg est parmi les plus faibles en zone euro depuis 2015, en raison notamment d'une baisse tendancielle de la part de l'industrie (plus intensive en capital) dans l'activité du pays », accompagné de l'insertion « L'industrie contribuait pour 18 % de la valeur ajoutée et 20 % de l'investissement au Luxembourg en 2007, contre seulement respectivement 11 % et 13 % en 2023 ».

Dans une note de conjoncture de fin 2018, le Statec, a publié une analyse intitulée « Pourquoi le taux d'investissement du Luxembourg est-il si faible par rapport à ses pays voisins ? » qui mettait en avant le rôle de l'industrie à la fois dans la faiblesse structurelle du taux d'investissement, notamment du fait que cette branche occupe une place de moins en moins importante dans le tissu économique luxembourgeois, mais aussi sur l'évolution, tendancielle orientée à la baisse, du taux d'investissement du fait que les investissements de l'industrie luxembourgeoise ont évolué de manière bien moins dynamique que ceux observés au niveau de l'industrie européenne au cours de la période sous revue.

Outre la baisse tendancielle du taux d'investissement dans l'industrie, les années récentes, de 2020 à 2023, ont été marquées par deux crises successives, la crise pandémique et la crise énergétique consécutive à l'invasion russe de l'Ukraine. Ces crises ont débouché

pour beaucoup d'entreprises sur une hausse des difficultés de financement, et ainsi pesé sur leur capacité à investir. La très forte hausse des taux d'intérêt directeurs de la BCE à partir de la mi-2022 s'est répercutée sur les taux d'intérêt des prêts accordés aux entreprises et a donc renchéri le coût du crédit. En parallèle, il y a eu une plus grande sévérité appliquée au niveau des critères d'octroi de crédit, et la hausse des taux d'intérêt a alourdi la charge d'intérêts pour les entreprises ayant emprunté à taux variable¹³. Les taux d'intérêt sont désormais repartis à la baisse depuis la mi-2024 et ce mouvement semble amené à se poursuivre, ce qui devrait restimuler progressivement l'investissement des entreprises.

Outre le contexte conjoncturel, les années récentes sont aussi marquées par des investissements relativement faibles observés par le Statec dans la branche des transports, par exemple sous l'effet d'une moindre acquisition d'avions commerciaux, comparé à la moyenne relevée sur la décennie précédente. Selon les chiffres du Statec, les investissements des entreprises de la branche des services d'information et communication ont par ailleurs été moins dynamiques sur les dernières années, à l'exception de l'année 2021, où l'acquisition d'un satellite a largement contribué à un résultat élevé.

Dans le cadre de la gouvernance économique européenne (« semestre européen »), la Commission européenne et le Conseil des ministres de l'UE partagent cette analyse que le taux d'investissement relativement faible des entreprises au Luxembourg est principalement dû à la structure de l'économie luxembourgeoise axée sur les services. Néanmoins, à cause des défis émergents de la double transition digitale et durable, qui s'ajoutent aux défis préexistants, ils encouragent le Luxembourg dans le cadre des recommandations spécifiques par pays dans le cadre du semestre européen notamment « [...] 4. à stimuler la compétitivité en soutenant les investissements des entreprises et les investissements de création, en particulier dans les activités à forte intensité de R&D ; [...] ».

À côté du taux d'investissement public, le Gouvernement suit de près cet indicateur du taux d'investissement privé et vise à stimuler les investissements des entreprises au Luxembourg.

L'investissement des entreprises est déjà stimulé par les nombreux régimes d'aides et mesures de soutien du Ministère de l'Économie en faveur des entreprises. Dans ce cadre, il est notamment possible de citer les régimes d'aide suivants :

– le régime d'aides en faveur des PME qui encourage les investissements des petites et moyennes entreprises et soutient leurs projets visant à augmenter la capacité de production ;

– le régime d'aides à la protection de l'environnement qui favorise les investissements des entreprises dans des technologies et mesures contribuant à la transition écologique et soutient leurs initiatives liées aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et à d'autres projets pour la protection de l'environnement ;

– le régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation qui incite les entreprises à investir dans des projets de recherche ou d'innovation et encourage la conception et l'application de technologies novatrices ;

– le régime d'aides en faveur des infrastructures de charge pour véhicules électriques qui encourage les entreprises à investir dans des bornes de recharge

¹² Statec, note de conjoncture 1-24, étude 7.2 : Impacts de la remontée des taux sur les coûts de financement et l'investissement des entreprises.

¹³ Au Luxembourg, 95 % des crédits octroyés aux entreprises étaient à taux variable sur les dix dernières années (contre 85 % en zone euro sur la même période).

pour véhicules électriques et soutient les initiatives qui favorisent la transition vers une mobilité durable et respectueuse de l'environnement.

De plus,

- une prolongation du régime d'aides en faveur des infrastructures de charge pour véhicules électriques est prévue, tout en élargissant son champ d'application aux investissements dans les infrastructures de ravitaillement en hydrogène ;
- la prolongation de l'aide temporaire à impact environnemental vise à encourager davantage les entreprises à adopter des initiatives améliorant significativement leur empreinte environnementale ;
- les régimes d'aides en faveur des PME, de la recherche, du développement et de l'innovation ainsi que de la protection de l'environnement ont été révisés et sont actuellement dans la procédure législative ;
- tout comme une nouvelle loi, le régime de décarbonation, qui visera à soutenir les entreprises dans leurs projets de décarbonation, incluant non seulement des aides pour les investissements en capital, mais également pour des dépenses opérationnelles.

Transformation du Service des dons de sang de la Croix-Rouge luxembourgeoise en établissement public | Question 1544 (19/11/2024) de Mme Corinne Cahen | M. Gérard Schockmel (DP)

An der Froestonn vum 13. November an der Chamber huet d'Santésministesch gesot, dass d'Blutspend an Zukunft soll vun engem Établissement public iwwerholl ginn. Deemno géing d'Croix-Rouge déi Aufgab ofgeholl kréien.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversicherung folgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister net och der Meenung, dass d'Blutspend ee „core business“ vum Roude Kräiz ass, an d'Croix-Rouge déi néideg Erfahrung a Credibilitéit huet, fir dat och weider auszuféieren?
2. D'Croix-Rouge baut den Ament en neie Siège um Houwald. Do ass e groussen Espace virgesinn, fir d'Blutspender nach besser empfänken ze kënnen. Falls d'Croix-Rouge dat net méi sollt maachen, wat soll da mat deem Centre de transfusion sanguine geschéien?
3. Ass d'Madamm Ministesch net och der Meenung, dass d'Regierung éischter misst an d'Richtung goen, all d'Fraisen ze couvréieren, déi bei der Blutspend ufalen, an domat ze garantéieren, dass d'Croix-Rouge net misst op Spenden zeréckgräife fir dee Service um Bierger?
4. Ass d'Ministesch net och der Meenung, dass vill Blutspender riskéieren, net méi spenden ze goen, wann net méi d'Croix-Rouge sech dorëms këmmert? Blutspend ass eng Spend. Mengt d'Ministesch, dass en Établissement public gradesou vill Leit mobiliséiert kréich?
5. Huet d'Ministesch scho mam Lëtzebuenger Roude Kräiz geschwat, wat ass hir Meenung dozou, dass an Zukunft d'Blutspend vun engem Établissement public soll gemaach ginn?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo.

ad 2. De Fait, dass d'Aktivitéit als „mission de service public“ an de juristesche Kader vun engem Établissement public iwwerfouert kéint ginn, heescht net, dass d'Lokalitéiten, déi lo virgesi sinn an déi scho wäit am

Bau viru geschratt sinn, net kéinten och vum neien eventuellen Établissement public fir seng Aktivitéiten an Usproch geholl ginn.

ad 3. De Problem vun de Frais ass net deem Eenzegen, deem an deem Kader wäert ugeschwat ginn. Am Regierungsprogramm steet: „L'accès au don de sang doit reposer sur le principe de l'évaluation individuelle des risques, quelle que soit l'orientation sexuelle du donneur. Pour mettre fin à la discrimination envers les personnes bisexuelles et homosexuelles, le Gouvernement leur ouvrira la possibilité de donner du sang.“ An deem Kader gëtt et zanter laangem Diskussiounen iwwer d'Responsabilitéit vun der Croix-Rouge vis-à-vis vun eventuell ongewollten Incidents bei Bluttransfusiounen, déi nach ëmmer net zur Zefriddenheet gekläert sinn.

ad 4. Déi Froe wäerten an den nächsten Diskussionsronne sécher ee Sujet sinn, a souwuel d'Croix-Rouge selwer wéi och hir Associations de donateurs an all aner Benevollen, déi ronderëm de CTS am Asaz sinn, wäerten an déi Diskussioun mat agebonne ginn an och hir Plaz an enger eventueller neier juristescher Form fannen.

ad 5. Jo, de Sujet ass scho mat de Responsabelen ugeduecht ginn. Formal Gespréicher wäerten am Januar ulafen.

« World Digital Competitiveness Ranking 2024 » | Question 1545 (19/11/2024) de M. Gérard Schockmel (DP)

Den International Institute for Management Development (IMD) huet rezent den neie „World Digital Competitiveness Ranking 2024“ verëffentlecht. Den Haaptfokus läit op der Kompetitivitéit, an de Rapport mécht de Verglach tëschen 67 Länner, awéiwäit si hir Verwaltungen a Geschäftsmodeller duerch digital Technologien ënnerstëtzen a veränneren.

Am Verglach zu 2019, wou Lëtzebuerg un 21. Stell placéiert war, ass de Grand-Duché am Rapport vun 2024 op déi 29. Plaz geréckelt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Économie, Mëtzelstand, Energie an Tourismus an der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung folgend Froe stellen:

– Viru 5 Joer war Lëtzebuerg besser placéiert wéi haut, dëst trotz villen Efforten an der Matière. Op wat féieren den Här an d'Madamm Minister d'Resultat vum Lëtzebuerg am Rapport vun 2024 zeréck?

– De World-Digital-Competitiveness-Rapport baséiert op diversen Indicateuren. Wat fir Efforte ginn an deene verschiddene Beräicher gemaach, fir dass Lëtzebuerg sech op deene verschiddene Punkte ka verbessern?

– Dem Presseartikel no wier Lëtzebuerg och bei der Flexibilitéit zeréckgaangen, wat d'Reaktivitéit bei Risiken a Chancen ueget, grad wéi bei der Notzung vum sougenannte Big Data an Analytics, besonnesch bei de Betriber. Wat kann hei gemaach ginn, fir dëst an Zukunft ze verbessern?

– Wéi wichteg ass d'Installatioun vun engem neie Supercomputer a vun engem Quantecomputer an deem Kontext?

Réponse (16/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation
Allgemeng Erklärungen zu internationale Benchmark

Ganz allgemeng sinn internationale Benchmarks, also de Verglach vun de Fäegkeeten a Leeschtunge vu verschiddene Länner, en nützlech Hëllefsmittel, fir méiglech Schwächen an entspreichend Handlungsfelder an engem bestëmmte Beräich ze erkennen. An der Reegel kombinéiere Benchmark verschidde Facteuren zu engem Gesamtergebnis. Doduerch ergëtt sech e kompakt Bild vun enger komplexer Thematik. Allerdéngs ass dëst Bild oft onschaarf, well d'Detailer verschwammen, andeems all d'Informatiounen zesummegefaasst ginn. Fir déi richteg Léiere kënnen ze zéien, geet et dowéinst net duer, op d'Gesamtergebnis ze kucken, mee all Benchmark muss am Detail, Indicateur fir Indicateur, analyséiert a verstan ginn, woubäi déi eenzel Indicateuren och interagéieren a sech géigesäiteg verstärken oder ofschwächen kënnen. Dat primäert Objektiv vun der Analys ass et dobäi ze hëllefen, fir adequat Politicken a Strategien ze entwéckelen, déi de spezifesche Bedierfnesser vun der nationaler Économie an hiren Entrepreneuren zeguttkommen. Eng méiglech Verbesserung an deem engem oder anere Benchmark ass dobäi en erfreesche Nieweneffekt, besonnesch am Kontext vum Nation Branding an der Promotioun vum Aussenhandel, Investissementen an Talenter.

Benchmark sinn ëmmer relativ Klassementer, d'Performance vun engem Land gëtt am Verglach mat der Performance vun anere Länner gekuckt. Doduerch kann et sinn, dass eng Économie an engem Beräich Fortschreitter mécht, ouni sech am Klassement ze verbessern, well aner Länner hei méi Fortschreitter gemaach hunn (oder ëmgedréint). Fir e Benchmark korrekt ze analyséieren ass et noutwendeg, sech all Indicateur eenzel anzukucken fir ze wëssen, wat genau gemooss gëtt. Hei gëllt et net nëmme d'Evolutioun an den aktuelle Wäert, deen e Land bei engem Indicateur erreicht huet, ze evaluéieren, mee och d'Qualitéit vun Indicateur selwer a vun de jeeeweigen Donnéeën mussen analyséiert ginn. Schlussendlech muss och nach gekuckt ginn, wat an engem Benchmark net berücksichtegt gëtt, well et kann duerch aus sinn, dass séinnvoll Mesuren an Efforten en Effet um Terrain hunn, ouni dass dëst sech am Benchmark erëmgespigel, ganz einfach well keen entspreichenden Indicateur am Benchmark mat dran ass.

Analys vum IMD World Digital Competitiveness Ranking 2024

De World Digital Competitiveness Ranking (WDCR) vum International Institute for Management Development (IMD) bewäert d'Fäegkeete vu 67 Länner, fir digital Technologien unzuhuelen an ze erfuerschen, an dëst mat Bléck op déi wirtschaftlech a sozial Transformatioun. De Ranking baséiert op dräi Haaptpilleren, déi jeeeweils e puer Ënnerfacteuren a verschidden Indicateuren enthalten:

– Wëssen (knowledge): dëse Piliere konzentréiert sech op d'Fäegkeet vun de Leit, fir nei Technologien ze verstoen an ze notzen.

– Technologie (technology): dëse Piliere bewäert de gesetzlechen, finanziellen an technologesche Kontext, deen d'Entwécklung vun digitalen Technologien erméiglecht.

– Zukunftsfäegkeet (future readiness): dëse Piliere bewäert de Grad vun der Adoptioun vun Technologien duerch Regierungen, Betriber an der Gesellschaft am Allgemengen.

De WDCR 2024 berout op insgesamt 59 eenzelnen Indicateuren. IMD ënnerscheet hei grondsätzlech zwou Zorte vun Donnéeën: sougenannten „hard data“, dat si Statistiken aus internationalen, regionalen an nationale Quellen, déi d'Kompetitivitéit analyséieren esou wéi se ka gemooss ginn, a sougenannte „survey data“, dat sinn Daten aus enger Ëmfro ënnert

Experten a Geschäftsleit, déi d'Kompetitivitéit analyséieren, esou wéi se emfonnt gëtt.

Insgesamt 38 Krittären am WDCR 2024 baséieren op „hard data“, woubäi fir fënnef Indicateure keng Donnéeë fir Lëtzebuerg disponibel sinn. Fir de Rescht vun den Indicateure stamen déi meescht Donnéeën aus de Joren 2022 an 2023, verschidde sinnen awer och méi al a weisen deemno net déi rezent Entwécklungen an de jeeweilige Beräicher. Och d'Qualitéit an d'Relevanz vu verschidde Indicateure kënnen a Fro gestallt ginn. Am Beräich vun der Téléphonie mobile kuckt den Indicateur „Mobile broadband subscribers“ zum Beispill just den Undeel vum 5G am Gesamtmarkt; Informatiounen zur Qualitéit an zur Verfügbarkeet vum 5G-Reseau fléissen dogéint net an de WDCR 2024 mat an. Och aner Deeler vun der digitaler Infrastruktur ginn an deem Benchmark vun IMD net berücksichtegt, zum Beispill gëtt et am WDCR aktuell keen Indicateur zur Presenz a Qualitéit vu Rechen- oder Datenzentren um nationalen Territoire. En anert Beispill ass den Indicateur „AI policies passed into law“, dee just begrenzt pertinent ass: Bei deem Indicateur gëtt nëmmen d'Unzuel vun de Gesetzer am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz betruucht, d'Qualitéit vun de Gesetzer an hir tatsächlech Auswierkungen um Terrain ginn dogéint net bewäert.

Am Ganze baséieren 21 Krittären am WDCR 2024 op „survey data“. Bei der Ëmfro ginn Experten a Geschäftsleit gebieden, verschidde Aussoen ze bewäerten, an hir Äntwerte ginn dann op enger Skala vun 0 bis 10 standardiséiert. D'Valeure vun den entsprechehenden Indicateure baséieren also op subjektive Perceptiounen an net op Donnéeën, déi objektiv gemoss goufen. Well den Echantillon fir Lëtzebuerg kleng ass an net all Joer déi selwecht Persounen oder Entreprisë bei der Ëmfro matmaachen, feelt et dës Indicateure fir Lëtzebuerg deelweis un Zouverlässegkeet. Zousätzlech ass ongewëss, ob den Echantillon representativ ass, dat heescht, datt d'Gewichtung vun den eenzelne Secteuren oder wirtschaftlechen Aktivitéiten am Echantillon net onbedéngt d'Struktur vun der nationaler Ekonomie erëmispigelt. Wéinst den ernimmten Onsécherheeten ass also eng gewëss Virsicht bei der Analys an der Interpretatioun besonnesch vun de „survey data“ néideg.

D'Iwwersiicht vun de Klassementer vum WDCR 2024 weist en duerchwüessent Bild fir Lëtzebuerg. ↑

Déi detailléiert Analys weist, datt et an all Pilier (an och an den Ënnerfacteuren) vum WDCR 2024 verschidde Krittäre gëtt, bei deene Lëtzebuerg géintwärtiger anere Länner relativ schlecht bewäert gëtt oder rezent Plazen am Klassement verluer huet. Entsprechend Indicateure sinn hei ënnendréiner opgeléicht a kuerz erkläert.

Pilier Wëssen (knowledge):

– Digital/technological skills (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Digital/technological skills are readily available.“

– Net flow of international students (hard data)

Dës Indicateur berechent d'Differenz tëschent der Unzuel vu Studenten aus dem Ausland, déi op Lëtzebuerg studéieren kommen, an de Studenten vu Lëtzebuerg, déi an d'Ausland studéieren ginn, dat Ganzt am Verhältnis zu der Awunnerzuel vum Land. Déi traditionell Virleift vu Lëtzeburger Residenten, fir am Ausland ze studéieren, an déi limitéiert Méiglechkeeten, fir verschidde Fächer zu Lëtzebuerg ze studéieren, spillen hei zu Ongonschte vu Lëtzebuerg.

– Graduates in Sciences (hard data)

Dës Indicateur moosst den Undeel vun Absolventen an de sougenannte STEM-Fächer (Science,

Technology, Engineering, and Mathematics) am Verhältnis zu all den Uni- an Héichschulabsolventen an engem Land. Methodologesch bedéngt ginn national Studenten am Ausland bei deem Indicateur net berücksichtegt, esou datt den Taux fir Lëtzebuerg systematesch ënnerschätzt gëtt.

– Total expenditure on R&D (hard data)

Dës Indicateur moosst déi cumuléiert Ausgabe fir Recherche an Entwécklung (R&D) vum privaten an öffentliche Secteur am Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt (PIB).

– Female researchers (hard data)

Dës Indicateur moosst den Undeel vu Fraen, déi am Beräich vun der Recherche an Entwécklung (R&D) schaffen.

Pilier Technologie (technology):

– AI policies passed into law (hard data)

Dës ass en neien Indicateur am WDCR 2024, deen d'Unzuel vu Gesetzer am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz zielt. D'Qualitéit vun de Gesetzer gëtt net bewäert.

– Funding for technological development (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Funding for technological development is readily available.“

– Venture capital (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Venture capital is easily available for business.“

– Investment in telecommunications (hard data)

Dës Indicateur moosst d'Investissementer am Beräich vun der Telekommunikatioun (Hard- a Software, z. B. fir den Ausbau vun de Reseauen) am Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt (PIB).

– High-tech exports (hard data)

Dës Indicateur moosst den Undeel vun Hightech Exporter am gesamte Gidderexport. Als Hightech-Exporter gëlle Produite mat héijer R&D-Intensitéit, souwéi zum Beispill aus de Beräicher Raumfahrt, Computeren, Elektronik oder Pharmazeutik gradewéi och wëssenschaftlech Instrumenter.

Pilier Zukunftsfäegkeet (future readiness):

– E-Participation (hard data)

Den E-Participation Index baséiert op der E-Government Knowledge Database vun de Vereenten Natiounen a reflektéiert, wéi eng Méiglechkeeten d'Bierger hunn, fir sech online ze bedeelegen a mam öffentlichen Déngscht ze interagéieren.

– Flexibility and adaptability (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Flexibility and adaptability of people are high when faced with new challenges.“

– Opportunities and threats (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Companies are very good at responding quickly to opportunities and threats.“

– Use of big data and analytics (survey data)

Dës Indicateur baséiert op der Ëmfro vum IMD. Präzis soll hei folgend Ausso bewäert ginn: „Companies are very good at using big data and analytics to support decision-making.“

– E-Government (hard data)

Den E-Government-Indicateur baséiert op der E-Government Knowledge Database vun de Vereenten Natiounen a bewäert, ob administrativ Demarchen a Servicer

vun der öffentliche Verwaltung online fir d'Bierger zougänglech sinn.

– Government cyber security capacity (hard data)

Dës Indicateur bewäert d'Fäegkeet vun de Regierungen, fir Risiken a méiglech Schied am Kontext vun der Cybersécherheet adequat ze reduzéieren.

D'Regierung notzt d'Analys vun der Performance vu Lëtzebuerg am IMD World Digital Competitiveness Ranking, fir Schwächen a potenziell Menacen am Beräich vun der Digitaliséierung besser ze identifizéieren, mam primären Zil, fir d'Kompetitivitéit vun eise Land a sengen Entrepreneuren ze stäerken, an an engem d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Efforten a Mesuren am Beräich vun der Digitaliséierung

Lëtzebuerg verfolgegt d'Strategie, eng féierend Datenökonomie an en zouverlässegem Datenhub ze sinn. Déi unerkannte Connectivitéit, Dateveraarbechtungscapaciteit an den nationalen Ekosystem vun der Cybersécherheet sinn Atouten dofir. Lëtzebuerg investéiert kontinuéierlech a verschidde Mesuren, fir déi digital Transitioun vu senger Ekonomie ze féieren an ze begleeden, a wäert dës och an Zukunft weider maachen. Duerch mëttel- a laangfristeg Impakter op déi national digital Kompetitivitéit wäerten dës Mesuren, déi am Kader vum europäesche Programm „Digital Decade“ definéiert goufen, direkt wéi och indirekt de Klassement vu Lëtzebuerg am WDCR an den nächste Jore beaflossen.

Lëtzebuerg huet elo scho Spëtze-Kompetenzen an Infrastrukturen am Beräich vum High-Performance Computing (HPC). Zousätzlech zum besteende Meluxina-HPC gëtt och an e Quantecomputer an an e KI-optimiséierte Supercomputer investéiert, fir de Lëtzeburger Daten-Ekosystem weiderzuentwéckelen. Den zukünftege Meluxina-AI-Supercomputer wäert technesch fir Applikatiounen an der Kënschtlecher Intelligenz (KI) optimiséiert sinn. De Meluxina-AI wäert dem Grand-Duché eng ege souverän Kapazität fir High-Performance Computing ginn, fir de Gebrauch vu KI duerch eng gréisstméiglech Unzuel vun öffentlichen a private Benotzer ze erméiglechen, besonnesch Start-uppen a PME sinn hei och viséiert.

Den zukünftege Quantecomputer Meluxina-Q wäert et sengersäits erlaben, d'Entwécklung vun engem nationale Quanten-Ekosystem ze féieren. Mam Quantecomputing geet eng nei technologesch Ära op, déi zu ganz neien Entwécklungen féiere kann, mat engem starker sozialen a wirtschaftlechen Impakt.

Wat den eGovernment ugeet, ass ze bemierken, dass Lëtzebuerg am Benchmark vun der Europäescher Kommissioun op der 3. Plaz steet (<https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/egovernmentbenchmark-2023>). Dës Benchmark baséiert op Indicateuren, déi vun der Europäescher Kommissioun a Kollaboratioun mat de Memberstaate festgeluecht goufen an déi mat den Ziler an Objektivier vun der „Digital Decade Strategy“ ofgestëmmt sinn.

D'Regierung huet sech d'Zil gesat, den eGovernment weider auszubauen an domat och, eist Land an der digitaler Transformatioun virunzebréngen. Fir dës Zil ze errechen, goufe verschidde strateegesch Achsen definéiert, an deenen eng ganz Rétsch vu Moossname virgesi sinn. Den Detail dovunner kann een um Internetsite vum Ministère fir Digitaliséierung ënnert dem Link: <https://mindigital.gouvernement.lu/fr/axes.html> rémfannen. All dës Projeten hunn en indirekten Impakt op d'Digitaliséierung vun de Bierger an Entrepreneuren hei am Land. Dat, andeems se en Ëmfeld schafen, dat d'digital Entwécklung vun eiser



Gesellschaft erlichtert an d'Liewe vun de Bierger an Entreprisë vereinfacht.

Am Joer 2024 huet d'Regierung verschidde wichteg Projekte virbereet, déi et erlaben, op en datebaséierten eGovernment ëmzeschalten an dem Zil vun engem datebaséierten ëffentleche Secteur (Data-driven public sector) méi no ze kommen. Sou huet d'Ministesch fir Digitaliséierung den 20. Juni 2024 d'Hauptlinn vum Gesetzprojet iwwert d'Valorisation vun Donnéeën an engem vertrauenswürdegen Ëmfeld der Press virgestallt. Den Text setzt d'Obligation vun Once only tëscht den Administratiounen fest, mécht de Wee fräi fir proaktiv ëffentlech Services a schafft déi néideg Bedéngunge fir den „Data Governance Act“. De Gesetzprojet schafft e legale Kader, deen et dem Staat erlaabt, Donnéeën ze benotzen an ze reutiliséieren, déi de Bierger oder eng Entreprise dem Staat schon an der Vergaangenheet ginn huet, fir hinne Services unzibidden, ouni dass déi Donnéeën allkéiers nei mussen beim Bierger oder bei der Entreprise ugefrot ginn. Dëse Gesetzprojet wäert e Programm fir d'Valorisation vun Donnéeën an engem vertrauenswürdegen Ëmfeld implizéieren an all néideg Projeten zesummebréngen, fir d'Obligatiounen, déi vun der nationaler an europäescher Gesetzgebung festgeluecht goufen, ze erfëllen. Des Weidere schafft d'Regierung un enger neier Strategie Gouvernement numérique 2026–2030, déi op eng kokreativ Manéier tëschent verschiddene Ministère ausgeschafft gëtt am Kader vum Comité interministériel pour la digitalisation.

Mise en œuvre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | Question 1546 (19/11/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

D'Regierung huet sech national, ewéi och am Zesummenhang mat den europäesche Klimaschutzbestimmungen, héich Ziler gesat am Hibleck op d'Reduzéiere vun den Zäregas-Emissiounen, esou wéi si zum Deel och am Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) definéiert sinn. Wa Lëtzebuerg progressiv aus de fossilen Energien erauskomme wëll a méi op Elektroenergie setzt, muss een och eng kloer Perspektiv hunn, wéi sech de Reseau fir d'Stroumversuergung an Zukunft entwéckele muss, besonnesch wann ee bedenkt, datt déi gesamt Mobilitéit – virun allem déi individuell Mobilitéit – op elektresch Energiequelle soll ëmgebaut ginn.

An deem Zesummenhang hätt ech folgend Froen an d'Regierung:

1. Ass de Lëtzebuerg Stroumresseau sou developéiert, datt et vun der Versuergungs capacitéit haut scho méiglech wier, den aktuelle Fuerpark, d. h. esouwuel Privatautoen ewéi och Firmenautoen, wann dëse ganz elektresch wier, mat genuch Stroum ze versuergen, fir datt en zu all Dageszäit kéint problemlos oplueden?

2. Wat fir Investitiounen si bis dato scho geplangt, fir an den nächste Jore respektiv Joerzénge an de Stroumresseau ze investéieren? Op wéi eng Gesamtzomm belafen dës Investitiounen sech viraussichtlech?

3. Am Hibleck op déi vum PNEC formuléiert Klimaziler bis 2030: Wat fir Investitiounen mussen an deenen nächste Jore gemaach ginn, fir déi vum PNEC formuléiert Ziler ze erreechen? Huet d'Regierung an deem Kontext schon e méi oder manner detailléiert Gesamtkonzept, a wéi enge Beräicher alles muss investéiert ginn?

4. Kann d'Regierung eis eng Iwwersicht zoukomme loosse mat enger detaillierter Beschreiwung, wéi

eng Investitiounen a wéi enge Beräicher mussen geteegt ginn, fir dës Zilsetzung ze erreechen a wat de finanziellen Impakt op eis Staatsfinanze vun all deenen Investitiounen wäert sinn?

Réponse (18/12/2024) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De Stroumresseau gëtt haut ouni Problemer a mat deenen néidege Reserven esou bedriwwen, dass d'Consummation ëmmer mat Sécherheet kann ofgedeckt ginn. D'Ausfallstatistike fir Stroumclienten zu Lëtzebuerg sinn ënnert de beschten am europäeschen a globale Verglach.

Fir och all zukünfteg Consummation ze erméiglechen a gläichzäitig keng onnéideg Käschten ze verursachen, gëtt de Reseau just esouweit ausgebaut wéi néideg. Zu dësem Zweck erstellen d'Netzbedriewer all zwee Joer Netzentwécklungspläng, déi ënnert anerem der Entwécklung vun der Elektromobilitéit Rechnung droen.

D'Creos huet am März 2024 hiren Netzentwécklungsplang à jour gesat, deen all déi relevant Projeten am Héichspannungsresseau bis 2034 opléscht, an en Ausbleck op 2040 mécht.¹⁴ An deem Plang ginn d'Investitiounen op insgesamt 350 Milliounen Euro geschat.

De Versuergungssécherheetsrapport vum Commissaire du Gouvernement à l'énergie schätzt zousätzlech dozou en Investitionsbesoin vun 100 bis 145 Milliounen Euro pro Joer am Verdeelreseau.¹⁵ Eng Detailplanung muss am Joer 2025 duerch d'Verdeelnetzbedriewer virgeluecht ginn.

D'Gesamtkonzept vun den Investitiounen ass am Energie- a Klimaplang beschriwwen, deen am Summer 2024 à jour gesat gouf.¹⁶ D'Investissementer (privat an ëffentlech) fir d'Energietransitioun bis 2030 ginn doranner op insgesamt 8,5 Milliarden Euro geschat, an deelen sech wéi am Tableau heidrënner duergestallt op déi verschidde Secteuren a Joren op.[†]

Och wat de finanziellen Impakt op d'Staatsfinanzen uegt, huet de Statec am Kader vun der Mise à jour vum PNEC detailléiert Simulatiounen gemaacht, déi an der Grafik heidrënner duergestallt sinn.

Deen Impakt erkläert sech engersäits duerch manner Recetten an anerersäits duerch déi uewen duergestallten Investissementer, un deenen de Staat sech bedeelegt.

Den Estimatiounen vum Statec no wäerten dës Investissementer gläichzäitig d'ekonomesch Aktivitéiten am Land an den Emploi positiv beaflossen. D'PIB-Schätzung sinn doduerch insgesamt 1 % méi héich wéi am Szenario ouni dës Investissementer.[†]

Garantie de dépôt | Question 1549 (20/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wien ee Bankkonto huet, dee profitéiert hei zu Lëtzebuerg vun engem Schutz fir déi Suen, déi um Konto drop sinn. De Montant ass zënter 2015 net méi ugepasst ginn. An deene leschten 10 Joren ass d'Inflation hei am Land awer ëm iwwer 20 % geklommen

¹⁴ https://www.creosnet.lu/fileadmin/dokumente/downloads/20240315_Network_Development_Plan_2024-2034_-_Electricity_Transmission_Grid.pdf

¹⁵ <https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/le-ministere/fonctions/energie/electricite/20240731-versorgungssicherheitsbericht-strom-2024.pdf>

¹⁶ <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/dossier/pnec/2024-pnec-mise-jour.pdf>

an 100.000 Euro am Dezember 2015 entspreche ronn 122.000 Euro am September 2024 (Rechnung: <https://statistiques.public.lu/fr/servicespublic/simulateurs/inflation.html>).

An der Äntwert op d'Fro N° 1500 iwwert d'Bankgarantie huet de Finanzminister geschriwwen, dass een d'europäesch Initiativ iwwert eng Erhéijung vum harmoniséierte Montant vun der Garantie de dépôt wéilt ofwaarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung, bei der Reform vum Krisemanagement vun de Banken, fir eng Erhéijung vum Basismontant vun der Garantie de dépôt antrieden?

Réponse (28/11/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances

Am Juni 2023 huet d'EU-Kommissioun déi Europäesch Bankenauctoritéit (EBA) ëm eng Stellungnam betreffend eng Reform vun der Garantie de dépôt gefrot, ënnert anerem a Bezuch op eng Erhéijung vum garantierte Betrag vun 100.000 Euro. D'EBA koum an hirem Rapport zum Schluss, dass eng Erhéijung vun dësem Montant net néideg wier. Och well déi proposéiert méi héich Deckungsbetrag, op där enger Säit, käschtenintensiv wieren an, op där anerer Säit, just begrenzt positiv Auswierkungen op d'Finanzstabilitéit an de Verbraucherschutz hätten. Donieft kéint eng Erhéijung vum garantierte Betrag, laut der EBA, och dozou verleeden, gréisser Risiken (moral hazard) anzegoen.

Et ass doriwwer eraus ervirzepräichen, dass d'Reform vum Krisemanagement vun de Banken net dorobber ofziilt, de Montant vun der Garantie de dépôt ze erhéien, mä insgesamt all d'Spuer an hir Erspuerer besser ze schützen. Déi Lëtzebuerg Regierung wäert sech deemno zum Gesamtpak an net op eenzel Dealer positionéieren.

Travail des juges d'instruction | Question 1552 (20/11/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans un article récent paru dans « Paperjam » et le « Luxemburger Wort » et dont j'ai posé la question parlementaire numéro 1336 à Monsieur le Ministere des Affaires intérieures et à Madame la Ministere de la Justice, Monsieur le Ministere des Affaires intérieures a déclaré, et je cite : « On me remonte aussi que les gens remis dans les mains du juge d'instruction se retrouvent rapidement dans la rue. » Par ailleurs, le ministre a affirmé que c'est au Ministère de la Justice de trouver des solutions à cette situation. Cette déclaration est surprenante, compte tenu du principe de séparation des pouvoirs, car elle semble critiquer le pouvoir judiciaire.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministere de la Justice :

1) Madame la Ministere de la Justice partage-t-elle l'avis de Monsieur le Ministere des Affaires intérieures selon lequel il incomberait au Ministère de la Justice de trouver une solution à la situation relative au travail du juge d'instruction ? Si oui, quelles pistes le ministère envisage-t-il d'explorer ?

2) Dans sa réponse à ma question parlementaire numéro 1336, Madame la Ministere a indiqué que « des réflexions sont en cours sur de nouveaux moyens juridiques à mettre en place » concernant la lutte contre le trafic de drogue. Quelles pistes sont actuellement envisagées dans ce cadre ?



Réponse (19/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère de la Justice est pleinement conscient des défis liés au bon fonctionnement de la chaîne pénale et de l'importance d'une collaboration constructive entre toutes les parties prenantes. Sa mission consiste à garantir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire et à contribuer à son amélioration continue, tout en respectant scrupuleusement l'indépendance des juges et des magistrats, dont celle du juge d'instruction.

Conformément au principe fondamental de la séparation des pouvoirs, le Ministère de la Justice n'intervient ni dans les décisions individuelles prises par les juges d'instruction ni dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire, qui relèvent exclusivement de l'indépendance du pouvoir judiciaire, garantie par la Constitution.

ad 2) La lutte contre la criminalité organisée dont le trafic de drogue constitue une priorité majeure pour le Gouvernement. Dans cette optique, le Ministère de la Justice travaille sur plusieurs initiatives législatives et réflexions stratégiques afin de renforcer les outils juridiques nécessaires pour combattre efficacement ce fléau.

Parmi les projets de loi en cours, le projet de loi n° 8381 vise par exemple à corriger et améliorer certaines modalités procédurales en matière pénale, qui se sont révélées incomplètes ou inefficaces dans leur application pratique, notamment pour les infractions graves telles que le trafic de drogue.

En complément, des avant-projets de loi sont en préparation pour renforcer l'efficacité des enquêtes pénales tout en s'alignant sur les normes et recommandations internationales, telles que celles formulées par le Groupe d'action financière (GAFI). Ces textes ambitionnent de moderniser les outils juridiques afin de mieux répondre aux défis posés par des infractions complexes comme le trafic de drogue.

Comme indiqué lors des réponses aux questions parlementaires n° 1412 et 1442, il est aussi prévu de renforcer les moyens des autorités judiciaires dans le cadre de la lutte contre les réseaux de la criminalité organisée par un élargissement ciblé du champ d'application des mesures de sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules ainsi que de captation des données informatiques, le but des enquêtes étant surtout de pouvoir démanteler les structures de ces organisations criminelles.

Parallèlement, des groupes de travail interdisciplinaires ont été mis en place pour explorer des pistes supplémentaires. Ces réflexions portent principalement sur l'identification et la levée des obstacles pratiques rencontrés dans les enquêtes et poursuites pénales, avec pour objectif d'assurer une justice plus rapide et plus efficace. À ce titre, des discussions sont en cours sur l'introduction d'une procédure accélérée, spécifiquement pour certaines infractions, notamment celles liées au trafic de drogue.

Ces différentes démarches traduisent la volonté du Ministère de la Justice d'adopter une approche globale et coordonnée dans la lutte contre la criminalité organisée dont notamment le trafic de drogue. Elles visent à doter les autorités judiciaires des outils adaptés pour agir efficacement, tout en garantissant le respect des principes fondamentaux de l'État de droit.

Nouveau Gouvernement syrien | Question urgente
2055 (10/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi déi international Press bericht, ginn a Syrien aktuell Massaker vun der neier Iwwergangsregierung

op verschiddene Plazen am Land virgeholl. Déi israeelesch Regierung huet d'europäesch Länner schon opgefuerdert, déi nei Iwwergangsregierung net unzeerkennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Fro stellen:

– Wéi evaluéiert den Ausseminister d'Situatioun a Syrien a wat fir eng Positioun vertritt Lëtzebuerg an deem Zesummenhang op europäeschem Niveau souwéi an der UNO?

Réponse (14/03/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

De Ministère fir auswärtteg an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussenhandel ass zudéifst beonrouegt an alarméiert iwwert de Gewaltausbroch mat villen Doudegen, an déi schlëmm Verbriechen un Zivilisten, déi virun e puer Deeg an der Küsteregion vu Syrie begaange gi sinn. De Ministère verurteilt op dat Schäerfst dës schrecklech Gewaltdoten, déi riskéieren, den nationalen Dialog, deen Enn Februar lancéiert ginn ass, a Gefor ze bréngen an déi fragill Stabilitéit am Land ze kippen. All reliés an eehtnesch Gruppen am Land mussen a Fräiheet a Sécherheet liewe kënnen, fräi vun Diskriminierung a Gewalt. Et ass dofir wichteg, dass d'Täter vun dese Gewaltdoten, am Aklang mat den Normen a Standarde vum internationale Recht, zur Rechenschaft gezu ginn. De Ministère begréisst dofir, dass d'syresch Iwwergangsregierung sech zu enger séierer, transparenter a grëndlecher Ermëttlung verpflichtet huet, an zu dem Zweck eng Commission d'enquête wëll opstellen. Zousätzlech setzt sech de Ministère an, dass d'syresch Iwwergangsregierung och eng Enquête vun der onofhängeger internationaler Commission d'enquête fir Syrien autoriséiert, déi e Mandat vum UN-Mënscherechtsrot huet, fir iwwert präsuméiert Mënscherechtsverletzungen am Land ze ermëttele. An deem Kontext ass de Ministère der Usiicht, dass et ubruecht ass, weiderhi virsiichteg bei dem syreschen Transformationsprozess ze sinn, dee vum Ministère genee suivéiert gëtt. D'Ophiewung vu Sanktiounen muss schlussendlech dovun ofhänken, a wéi engem Mooss d'syresch Iwwergangsregierung hir Versprechen anhält, dorënner och am Bezug op dës schlëmm Gewaltdoten.

Aides au développement pour le Rwanda | Question urgente **2056** (10/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Konflikt tëscht dem Kongo an dem Ruanda huet sech zënter Januar dramatesch zougespëzt an de Bilan vun den Doudege klëmmt vun Dag zu Dag. Am Januar huet sech de Konflikt verschäerft, nodeems M23-Milizen aus dem Ruanda an d'Nopeschland Kongo agefall sinn. Honnerttausende Mënsche goufe verdriwwen a mat all Dag huelen d'Berichter iwwert Vergewaltigung vu Fraen a Kanner souwéi Hiriichtungen a Morden zou. Mat der Präsenz vun de Milizen am Kongo verletzt de Ruanda d'Vëlkerrecht, d'UN-Charta an déi territorial Integritéit vum Kongo, dës Milize ginn nämlech vum Ruanda ënnerstëtzt. Eng Rei Länner, wéi zum Beispill Däitschland, hunn antëscht hir Hëllef fir de Ruanda ausgesat.

De Ruanda ass och ee Partner vu Lëtzebuerg an erhält an deem Kader och grous finanziell Aiden, vun deenen och d'Regierung am Ruanda massiv profitéiert. De Ruanda ass finanziell insgesamt ganz staark vun den internationale Gelder ofhängeg. Bei engem Treffe vun den EU-Ausseministere den 24. Februar huet de Minister du fir e Schock gesuert, andeems

hien als Eenzege méiglech Sanktioun géint eng Rei vu Persounen aus dem Ruanda verhënnert huet. D'Argumentatioun vum Minister war, dass et keen Text ginn hätt, iwwert deen een hätt kënnen ofstëmmen. Zudeem wär een Treffe fir Verhandlung geplangt an hien hätt wëlle verhënnere, dass dës Gespréicher ofgesot géife ginn. Duerch dës Entscheidung gouf Lëtzebuerg international heftig kritiséiert an huet e groussem Imageschued dovogedroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Fro stellen:

1. Ass de Minister bereet, fir déi bilateral Aiden, déi Lëtzebuerg dem Ruanda zoukomme léisst, auszesetzen, bis eng Wafferou ënnerschriww gouf an domat och de Ruanda un de Verhandlungsdësch ze zwingen?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass duerch d'Oprechterhale vun de bilateralen Aiden Lëtzebuerg och indirekt d'Krichsverbriecher vun den M23-Milizen am Kongo matfinanzéiert?

3. Nom russeschen Ugrëffskrich op d'Ukrain goufe schnell Sanktiounen géint Russland decidéiert a Lëtzebuerg steet och haut no méi wéi 3 Joer Krich nach ëmmer fest zur Ukrain.

En vue vun der grousser finanzieller Ofhängegkeet vun den Aiden aus Europa, ass de Minister net der Meenung, dass duerch een Aussetze vun de bilateralen Aiden, wéi aner Länner et och schon decidéiert hunn, massiven Drock op de Ruanda hätt kënnen ausgeübt ginn, fir d'M23-Milizen aus dem Kongo zréckzézéien an eng Wafferou oder ee Friddensvertrag ze ënnerschreien an domat d'Bluttvergësse séier ze beendegen?

Réponse (14/03/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Entwécklungshëllef vu Lëtzebuerg am Ruanda, engem LDC („Least Developed Country“, engem vun den amannsten entwéckelte Länner), kënn virun allem de vulnerabelsten Deeler vun der Bevëlkerung zegutt, sief et am Beräich vun der beruflecher Ausbildung, der nohalteger Agrikultur a Silvikultur, a generell der Aarmutsbekämpfung. Et ass dofir net virgesinn, déi bilateral Hëllef, déi Lëtzebuerg dem Ruanda zoukomme léisst, auszesetzen, bis eng Wafferou ënnerschriww gouf. Lëtzebuerg verfolgegt d'Situatioun an der Regioun, och duerch eis Ambassade zu Kigali, an ënnerstëtzt aktiv all d'Efforten an der Sich no enger Léisung.

ad 2. De Minister ass net der Meenung, dass duerch d'Oprechterhale vun de bilateralen Aiden Lëtzebuerg en negativen Afloss op d'Situatioun an der Demokratescher Republik Kongo huet. Eis Kooperatioun konzentréiert sech op d'Aarmutsbekämpfung, an déi vu Lëtzebuerg ënnerstëtzte Projeteen a Ruanda ziele virun allem op d'Verbesserung vum Liewensstandard vun de schwächsten Deeler vun der Bevëlkerung. Et geet ëm laangfristeg Léisungen, déi d'Gesellschaft an der Regioun stärken, an net drëms, fir Konflikter ze verschäerfen.

Ausserdeem ënnerstëtzt den Ausseministère schon zënter 2021 e Spidol zu Bukavu an der Demokratescher Republik Kongo, fir de Victimme vu sexueller Gewalt, besonnesch Fraen a Kanner am Süd-Kivu, ze hëllef, andeems se medezinesch Betreuung, psychosoziale Support a sozioekonomesch Integratioun ubidden, zesumme mam Lëtzebuurger Roude Kräiz. Dese Projet leeft och weider.

ad 3. Wéi schon an der éischter Fro gesot, ass et net virgesinn, déi bilateral Hëllef fir Ruanda auszesetzen, well mir domat virun allem déi vulnerabelst Deeler vun der Zivilbevëlkerung géinge bestrofen.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Soutien de l'Ukraine en matière de services de communication | Question urgente **2061** (11/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Starlink ass ee Satellittesystem, deem zënter dem Ufank vun der russescher Invasioun fir d'Verdeedegung vun der Ukrain genotzt gëtt an dem Land gehollef huet, fir net digital komplett ofzebriechen. Den Elon Musk, Besëtzer vu Starlink, huet rezent ugedeit, dass ouni de Starlink d'Verdeedegung vun der Ukrain géif zesummebriechen an domadder méi oder manner direkt dem Land gedrot, fir de Starlink ofzeschalten.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro am Dezember 2024 hat d'Ministesch geschriwwen, dass d'lëtzebuergesch Satellitte vun der SES nach net operationell wiere fir een Asaz an der Ukrain. A Kommissiounssitzungen hat d'Ministesch och erkläert, dass d'Satellittekapassitéiten och fir d'Ukrain kéinte genotzt ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Ass den neie lëtzebuergesch Neo-SES-Satellitt schonn am Asaz a wieren, am Fall vun enger Ofschaltung vu Starlink, Kapassitéite fräi, fir d'Ukrain mat Satellittekommunikatioun ze ënnerstëtzen?

Réponse (14/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

D'Satellittekongstellatioun O3b mPower vun SES, op där d'lëtzebuergesch Defense plant, iwwert d'NATO Support and Procurement Agency (NSPA) am Kader vum

Medium-Earth-Orbit-(MEO)-Global-Services-(MGS)-Kontrakt tëschent der NSPA an SES Kommunikatiounskapassitéiten anzekafen, ass schonn operationell, mee nach net fir eis Defense am Asaz. Als Coleader vun der IT Coalition ass Lëtzebuerg amgaangen, mat Estland an der Ukrain ze analyséieren, wéi an deem Kader Satellittekommunikatiounskapassitéite genotzt kënnen ginn, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen.

Fièvre aphteuse | Question urgente **2073** (12/03/2025) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Wéi verschidde spezialiséiert Medie mellen, ass am Nordweste vun Ungarn e Fall vu Maul- und Klauen-seuche (MKS) op engem Rannerbetrib festgestallt ginn. D'Weltorganisatioun fir Déiergesondheet (WOAH) huet den Ausbroch offiziell bestätegt. Schon am Januar dëst Joer war e Fall vun MKS bei Büffelen an Däitschland opgetrueden. An deem Kontext wollt ech folgend Drénglechkeetsfroen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Besteet e Lien tëschent dem MKS-Fall an Däitschland an dem rezente Fall an Ungarn?
2. Ass d'Origine vum Fall an Ungarn bekannt?
3. Wéi eng Mesurë sinn an Ungarn ergraff ginn?
4. Sinn Déieren aus Ungarn op Lëtzebuerg importéiert ginn?
5. Setzt d'Regierung präventiv Moosnamen a Kraaft, fir de Véibestand hei zu Lëtzebuerg géint MKS ze schützen?

Réponse (14/03/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Neen, dee Serotype, deem an Däitschland detektéiert gouf, zirkuléiert momentan an der Türkei, an de Serotype an Ungarn ass praktesch identesch mat deem, deem 2017 a Pakistan detektéiert gouf.

ad 2. Neen, bis elo konnt net festgestallt ginn, wéi dee Virus do an de Betrib erakomm ass.

ad 3. D'Reegelen, déi am Fall vun der Detektioun vum MKS-Virus ze applizéieren sinn, stinn an der europäescher Reglementatioun, der sougenannter „loi santé animale“. Dës begräift ënner anerem en zäitweilegt Transportverbuert vun MKS-sensibelen Déieren (Ranner, Schwäin, Schof a Geessen) an Ausweisung vu Spär- an Iwwerwaachungszone.

ad 4. Neen, 2025 si keng Déieren aus Ungarn op Lëtzebuerg importéiert ginn. An an eiser Datebank ass keen Déier mat Originn „Ungarn“.

ad 5. Als präventiv Moosnam gëllt hei haaptsächlech d'Biosécherheet op eise landwirtschaftleche Betriber, d. h. all Moosnamen, déi solle verhënneren, dass eng Krankheet an e Betrib erakënnt respektiv sech an engem Betrib ausbreit.

Fir dës Moosnamen ze iwwerpräiwien, huet de Ministère zesumme mat der Landwirtschaftskammer en Outil, de Biocheck, agefouert, deem et den Déierenhalter an Zesummenaarbecht mat hirem Veterinär erlaabt, d'Biosécherheet vum Betrib ze evaluéieren an eventuell Schwaachstellen ze behiewen. Déi präventiv Impfung géint d'MKS ass an der EU verbueden.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799